

# *Histoire sociale d'un peuple congolais*

LIVRE I

## LA TERRE ET LE CIEL



Pierre BONNAFÉ

**Éditions de l'ORSTOM**

INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

# *Histoire sociale d'un peuple congolais*

## LIVRE I

### LA TERRE ET LE CIEL



# *Histoire sociale d'un peuple congolais*

LIVRE I

## LA TERRE ET LE CIEL

Pierre BONNAFÉ

---

Éditions de l'ORSTOM

INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

Collection **TRAVAUX et DOCUMENTS** n° 208

PARIS 1987.

La loi du 11 mars 1957 n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 40).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code Pénal.

TOME PREMIER

LE PLATEAU KUKUYA (CONGO)  
UNE MICRO-SOCIÉTÉ  
DE L'ÉPOQUE PRÉCOLONIALE  
À L'INDÉPENDANCE



## **SOMMAIRE**

Tome premier

**LE PLATEAU KUKUYA (CONGO)**

Une micro-société de l'époque précoloniale à l'indépendance

Avant-propos / ix

Introduction / 1

Chapitre 1. Le pays et ses habitants / 15

### **Partie I: Histoire du plateau kukuya**

Chapitre 2. Le temps des ancêtres (Ba nkaka a nkaka):  
17e-19e siècles / 41

Chapitre 3. La dépossession coloniale / 91

Chapitre 4. Repérage des modes de production et aperçu de leur  
mouvement / 135

### **Partie II: La terre des travaux quotidiens Les procès de travail**

Chapitre 5. L'agriculture / 149

Chapitre 6. Les branches d'activité annexes / 209

### **Partie III: La terre des travaux quotidiens Les rapports de production**

Chapitre 7. L'agriculture: production / 241

Chapitre 8. Les branches d'activité annexes: production / 313

Chapitre 9. L'échange et la répartition des biens / 361

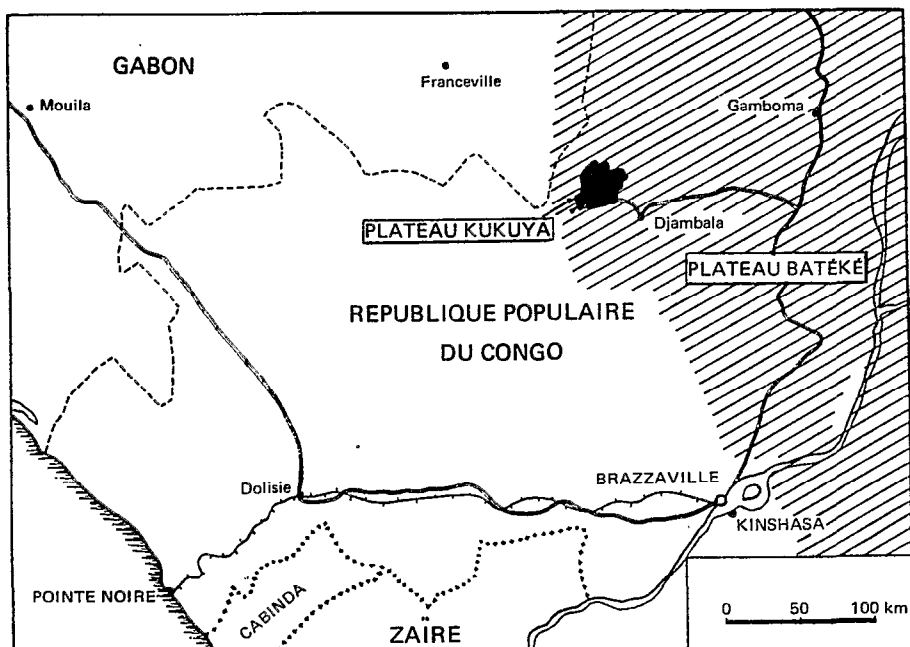
## SOMMAIRE

### **Partie IV: La terre des hameaux Morphologie sociale d'une Terre**

Chapitre 10. Les règles de résidence /	383
Chapitre 11. Les mariages actualisés /	391
Chapitre 12. Résidence virtuelle et résidence réelle /	399
Chapitre 13. Les groupes locaux /	413
Annexes /	481
Bibliographie /	483
Liste des illustrations /	489
Table des matières /	491

## AVANT-PROPOS

Ce travail a été réalisé dans le cadre du Laboratoire de sociologie et géographie africaines (LA 94) avec des moyens venant du Centre national de la recherche scientifique, Paris. Deux missions ont eu lieu, chacune de neuf mois, entre 1963 et 1967. La première fut commune avec B. Guillot, géographe: j'ai tiré un grand fruit de cette enquête collective, dont il fut le premier maillon et Pascal Ngangoué, mon interprète, le second; le caractère individuel d'une enquête sociologique est une fiction et un mauvais rêve souvent imposés par les cadres de la recherche. Je remercie tous ceux qui m'ont aidé sur place et hors du pays. Leur apport constant apparaîtra à l'oeuvre en chemin.



Cette carte est extraite de : B. GUILLOT, La Terre Enkou (PARIS, Mouton, 1973)

FIGURE I

**Situation géographique du plateau kukuya**

De Brazzaville part la route du nord, passant par Mbe et Ngo. Puis son embranchement de Nsa conduit à Djambala et au plateau.



## INTRODUCTION

1969

La traversée des plateaux bateke, en venant de Brazzaville, fait défiler lentement (il n'y eut jamais de voie ferrée en direction du nord) de grands espaces dépeuplés. L'herbe y est assez courte, de légers renflements parfois, de rares villages, des hameaux isolés et entre eux, une étendue déserte et morne. Comment imaginer, en passant aux environs de Mbe, que nous nous trouvons à l'intérieur de l'ancien royaume d'Anzique, de ses provinces principales, que des pouvoirs politiques divers s'y succédèrent au cours d'une histoire riche, mouvementée, que des caravanes de commerce circulaient sur les sentiers ? Ngo, puis Nsa, puis la route oblique vers l'ouest en direction de Djambala, le pays des Nziku. Là on ne peut s'empêcher de commencer à y croire. Mais l'illusion ne dure pas: ce plateau ne contient qu'une maigre préfecture dont la marque s'impose au premier coup d'oeil comme la seule palpable. Sans doute est-ce trop vite jugé: ses habitants et ceux des environs ne vivent guère de vie publique à l'échelle nationale: reculés dans des maisons lointaines ou serrés dans la petite bourgade loin des bâtiments officiels, ils n'existent pas pour un voyageur, mais poursuivent chez eux leurs activités restreintes et dissimulées au premier venu.

De Djambala, on repart: cinquante kilomètres à faire jusqu'à Lekana, sous-préfecture de l'autre plateau d'en face: celui des Kukuya. La route descend dans une vallée sèche, puis gravit une pente de plus en plus raide. Peu d'habitants une fois encore. Et d'un coup se découvrent les parois d'un plateau plus élevé (environ 800 m), la route serpente plusieurs fois et sans transition, avant même d'avoir perçu ce qui se passait, on se trouve après une ligne droite à l'intérieur, au sommet du pays. De chaque côté des voies d'accès (sauf en saison sèche), de hautes herbes entourent la terre, interrompues de temps à autre par un bosquet de grands arbres aux tâches noires et vertes. Des chemins laissent voir à intervalles assez continus des maisons qui font partie de hameaux ou de villages. Le quadrillage des routes et des sentiers révèle une occupation humaine forte et entretenue. En peu de temps, on atteint le centre administratif du plateau, Lekana.

A moins d'y parvenir la nuit, on n'aura pu faire que de croiser de nombreux habitants: piétons avec leur petit sac, cyclistes, enfants, groupes de femmes, une population mobile, vite réfugiée en cas de pluie sous l'auvent d'un toit. Incognito de ces

## INTRODUCTION

habitations décalées de la piste, leur sentier d'accès se dérobant sur l'intimité d'un groupe. Quand j'arrivai pour la première fois dans ce pays, j'ignorais tout de sa vie. L'organisation sociale n'avait été que peu étudiée. Je passai quelques jours à réunir les linéaments de départ: j'eus quelques conversations avec des instituteurs et des chefs. J'enregistrai, je crois, cette fois-ci, un vieux griot (1) chantant des "louanges" qui me parurent à la fois précieuses et incompréhensibles, même après traduction. Que pouvait bien m'apporter cette imperméable liste de noms ? Je revins pour une douzaine de jours: un rapide tour des dix Terres (puisqu'ainsi se divisait le plateau) ne m'apprit pas grand-chose. Je me rappelle un certain découragement: ma méthode ethnologique était très incertaine. Anxieux de la construire, je voyais son objet vaciller, mes efforts me semblaient suspendus sur du vide. Les gens ne savaient plus rien. Venu pour retrouver le système politique ancien, je m'apercevais qu'il n'en restait que des bribes d'apparence banale et décevante.

En octobre 1964, je pus enfin consacrer de longs mois à tenter d'établir une approche plus satisfaisante. B. Guillot et moi choisîmes de nous installer dans la Terre centrale, Enku. Un réseau de relations se noua avec nos "collaborateurs" (salariés = interprètes, cuisiniers, blanchisseur, jardinier): la demande d'embauche était telle que nous fûmes vite édifiés sur le marché du travail congolais. Par ailleurs, nous nous trouvions à Angama dans les restes d'un village regroupé sous la colonisation: nous eûmes des voisins que nous cotoyâmes jour après jour. Mon activité était centrée, si l'on peut dire, sur la constitution d'une monographie des différents aspects de la vie sociale. Les rubriques m'en étaient données par le manuel Notes and Queries, vade-mecum d'anthropologie, afin de ne rien omettre d'essentiel: économie, vie matérielle-parenté et mariage-culture (religion, magie, coutumes diverses), etc., etc. Les jeunes et les vieux villageois m'aidaient à temps irrégulier à compléter mes chapitres. Mon interprète, Pascal Ngangoué, exerçait ses capacités intellectuelles et sa curiosité sur sa propre société en insufflant à mes classifications un peu de sang neuf. La parenté, particulièrement, m'angoissait: peur de n'être pas capable (faute de savoir, d'expérience et aussi d'implication propre) de fournir les beaux schémas impeccables qu'on voit dans les livres.

Le magnétophone m'embarqua dans une direction imprévue. Soucieux de dépasser la généralité de mes rubriques, je voulus enregistrer quelques cérémonies. Ce vœu se trouva coïncider avec le désir des hommes du village voisin. Le rituel lignager de la "conjuración" doit être public pour parer à tout soupçon de sorcellerie. Il était donc souhaitable que je souligne sa nature par ma présence d'enquêteur, recueillant un texte parlé sur mes bandes pour ensuite l'écrire. Quand ce fut fait, beaucoup de commentaires furent nécessaires pour m'éclairer sur le sens et la portée de ces discours. J'en appris d'abord l'importance, puis la signification stéréotypée, enfin la situation toujours précise qu'ils visaient. Mes liens avec certains habitants devinrent insensiblement différents: je connaissais un peu l'histoire de telle dispute dans un groupe parental, telle femme que je voyais passer le matin était maintenant accompagnée pour moi par tout un double-fond social que je venais de découvrir. Des histoires compliquées faisaient intervenir

## INTRODUCTION

tel chef, tel dignitaire seigneurial, tel spécialiste de magie, tel juge (par ailleurs commerçant). Il y eut des morts dont je savais l'identité, j'assistai à leurs funérailles. Je m'habituais à entendre des explications d'événements toujours fournies en termes de sorcellerie. Je vis des enterrements de personnes peu connues, d'enfants; je suivis aussi des funérailles de seigneurs. Des naissances de jumeaux se produisirent.

A vrai dire, je ne regrette pas complètement ces tâtonnements. "Faire sienne la matière dans tous ses détails", disait Marx, à qui on attribue volontiers la propension actuellement fréquente de développer des propositions théoriques presque d'emblée avec une expérimentation squelettique. Mon empirisme d'alors conditionnait mes rapports avec les habitants que j'interrogeais. Nos intérêts confluaient quand il s'agissait d'établir l'histoire du pays, projet que la plupart des habitants adultes acceptaient sans conditions. Pour eux, il n'y avait qu'une vérité: il suffisait de se mettre d'accord dessus. Ce positivisme sacralisé flattait mon goût d'exactitude littérale. Ces détours m'entraînèrent vers une orientation nouvelle dans mes liens avec les habitants et mes options de recherche.

J'étais loin de penser à présent que les gens avaient tout oublié de leur passé précolonial. Mais cette enquête me rejetait insidieusement du côté des notables (chefs, seigneurs, vieux aînés de lignage), dont la mémoire était le mieux préservée...

1982

Lorsque je voulais savoir plus que des débris sur le passé précédant 1880, je devais convenir qu'il était plus payant d'aller interroger un vieux mfumu ("seigneur") en passant par un chef administratif ou un griot. Eux seuls étaient censés connaître l'histoire du pays, "les mots de la terre" (ma ndaka ma ntsie). Plus tard, en 1967, une tentative d'aller enquêter sur une Terre périphérique du plateau, liée pourtant à son système politique ancien au siècle dernier, sans doute même bien avant, me démontra qu'on perdait son temps à glaner hors des centres. Ces marges ne renfermaient rien ou des fragments de généalogies, des balbutiements de parenté, la torpeur et la crainte d'un coin retiré, infiniment vulnérable: un flot de vie sociale raréfiée, réduite à quelques éléments minimaux, telle était la Terre Kimpini au nord du plateau où j'ai passé une journée. Je me demande toujours à partir de cette perception plutôt instantanée, si ces gens étaient vraiment ainsi - pourquoi les idéaliser - ou si c'était moi qui étais incapable de mettre à jour leur existence cachée loin des "beaux sujets" de l'histoire officielle.

J'en revins donc au plateau et à ses foyers d'autorité et de pouvoir. La tentation en était d'autant plus forte que cette couche dominante (au seul échelon local, on ne doit jamais l'oublier !) était douée d'un extraordinaire art de la parole publique (2). Les louanges des griots étaient d'étonnants poèmes à la gloire de la hiérarchie seigneuriale - ou à un moindre degré lignagère - à travers lesquels fulguraient des images liées à la nature végétale ou animale. Mieux, la puissance des seigneurs éclatait dans leur

## INTRODUCTION

pouvoir de lier cette nature, de l'assujettir à leur minuscule échelle. Les funérailles (miyali) des seigneurs du ciel (yulu) déployaient un arsenal de discours aussi somptueux que désuet. Quoi de plus fructueux que de se les faire commenter par de hauts personnages, participants ou voisins ? Dans un autre registre, les rituels de lignages simples (mukwu), pour être dirigés vers la vie singulière et toute privée du groupe (seule l'ampleur des malheurs pouvait les en arracher), renvoyaient à une histoire micro-collective aussi fabuleuse et complexe pour dix à vingt personnes que celle de Byzance ou de Sparte. Pour y avoir un mince accès, il fallait bien questionner ceux qui parlaient, ceux qui connaissaient les usages ancestraux, par conséquent aller chercher des vieux, des juges-arbitres, des chefs, des seigneurs. Encore s'agissait-il de ce qui était ouvert, nul ne se serait soucié de m'affranchir sur les consultations de guérisseurs, de devins ou de contre-sorciers, tenues à la tombée de la nuit quand les cas étaient graves, c'est-à-dire, une fois sur trois environ. Les conflits dans les lignages étaient si explosifs que toute velléité de participation ou d'intervention (3) aurait fait sourire. De même dans les hameaux ou villages: en une occasion, forçant mon caractère, je me risquai à demander pourquoi un fils et son père adoptif demeurant dans deux maisons voisines, étaient brouillés. Ils faillirent se battre. Le fils, apparemment, m'en voulait assez peu de mon impair, mais tenait à être au plus vite informé du nom de la personne qui m'avait mis au courant. Un curieux mélange d'opacité et d'aisance dans l'investigation; car les habitants de la Terre Enku ne parlaient souvent que luttes et sorcellerie. Le chef me tenait une chronique quotidienne sur le sujet, superficielle pour la plupart des habitants, mais assez riche pour m'en apprendre chaque matin un peu plus.

L'abondance des faits, même incompris, dans ce curieux secret qui ne peut être que public, m'avait endormi ou égaré. A peine si je me rendais compte que je ne m'entretenais - un peu par force - qu'avec un cinquantième de la population mâle. Les paysannes étaient aux champs ou vquaient à leurs travaux domestiques autour de leurs maisons, ne s'arrêtant guère que pour converser entre elles. Si je tentais d'entrevoir mieux leur sort et leur statut, elles me répondaient très brièvement, récusant les questions historiques (4), jusqu'à ce que leurs frères ou leurs maris prennent l'entretien en main avec la meilleure volonté du monde. Sauf rarissimes exceptions, leur place dans les rituels diffèrait très peu de celle qu'elles tenaient dans leurs hameaux: soit elles y demeuraient muettes à moins d'être pressées de questions, soit un juge ou un parent parlait pour elles, soit, à l'écart de ces langages de spécialistes masculins, elles étaient assises ou debout derrière le cercle d'assistants, public silencieux et à l'écoute. Elles ne recouvraient leur liberté de propos et d'allure que dans la séparation de leur sexe, vécue dans les divisions de leurs foyers, avec des co-résidentes ou des familières du dehors, celles avec qui elles avaient le droit de s'exprimer. Du moins en allait-il ainsi dans les lieux d'habitation.

Aux champs ou sur les sentiers qui y menaient, les femmes entre elles parlaient ou chantaient tout en portant leurs charges, souvent en maintenant dans le dos leurs petits enfants. Divers événements vinrent infléchir la vision que j'en avais. Mais dès ce

## INTRODUCTION

moment, j'avais, presque à mon insu, inscrit la réalité de leur vie journalière et annuelle (et les limites de leur vie tout court), celle d'une force insistante dont le cours répété débordait les institutions, les cadres monographiques, les pratiques des hommes d'âge. Une densité de leur existence collective, qu'aujourd'hui encore je ne suis pas en mesure de représenter.

Mais j'anticipe: dans ce récit morcelé de ma trajectoire à travers ce monde social, le respect de la chronologie importe; Les temps et les espaces nous déterminent, à condition d'admettre qu'ils sont intérieurs aux forces et aux mouvements qui nous parcourent. En 1965, mes relations avec la population furent interrompues par une maladie et restèrent en suspens. Je vécus ma convalescence pour une part à Brazzaville comme une coupure à la fois fortuite et plus profonde. J'étais enfin dégagé, délié de ce qui avait tant pesé sur moi, cette difficulté à saisir d'autres gens, cette obligation de savoir. J'en étais brusquement libéré, je n'avais plus à m'approprier que mon corps, son rétablissement. Du coup, je cessai aussi de harceler les habitants de questions. A présent, je m'en aperçois, leur vie se poursuivait ni mieux ni plus mal, et même pour moi avait pu sourdre la sensation d'une autre expérience d'eux, plus proche, un peu moins étrangère.

Durant cette vacance forcée en Afrique, puis durant deux années en France, des faits nouveaux survinrent dans ma propre existence et son contexte plus large, mais aussi au Congo. La chute du régime de Fulbert Youlou en 1965 transforma la perspective politique de la nation. La même année se formèrent sur toute l'étendue du territoire des comités de jeunes JMNR (Jeunesse du mouvement national de la Révolution), dans un parti unique, dont le cadre général resta assez formel. Il ne s'ouvrit par endroits que sur des mouvements de femmes. La coloration idéologique de ces comités était anti-impérialiste, et leur but était de rompre avec les impasses du sous-développement, au-dedans comme au-dehors.

Si bien que lorsque je revins au Congo en 1966, le paysage social et politique avait beaucoup changé. L'organisation JMNR avait couvert le plateau de ses comités de jeunes dont l'activité était intense, bien que souvent induite à partir des grandes villes. Pris par cette actualité quotidienne, je fus tenté de la suivre et d'abandonner pour un temps la démarche ethnologique de mes débuts. Ces phénomènes récents me semblaient trop pressants pour m'en tenir à l'approche du système politique ancien, si intéressant fût-il. J'étais d'ailleurs convaincu que ces bouleversements jetaient sur la formation sociale passée un éclairage irremplaçable. Ils en révélaient les grandes lignes de force, les points de ruptures ainsi que certaines permanences.

Parallèlement, de l'ethno-sociologie classique, j'étais passé à une méthode marxiste à laquelle m'avait introduit la lecture de Louis Althusser (voir bibliographie). Mes voies d'enquête convergeaient avec celles de P.Ph. Rey et de G. Dupré qui étaient alors présents au Congo. Je fis une refonte de mon étude sur la base d'une histoire privilégiant les modes de production. En pratique, ces choix m'amènèrent à recueillir un supplément de matériaux. Ils me conduisirent également à accepter une perte: la collecte abon-

## INTRODUCTION

dante des données idéologiques et symboliques. Je n'y renonçai pas, mais en limitai l'ampleur, persuadé qu'il était vain de les amasser sans leur substrat économique et politique. Ces deux tendances se maintinrent longtemps après mon retour en France, au point d'avoir sacrifié aujourd'hui encore des entretiens détaillés sur la magie et la sorcellerie.

Voyais-je le pays différemment d'avant ? Surtout, le vivais-je autrement ? Des arides schémas scientifiques, cette impulsion est bannie comme s'il ne fallait pas investir son instinct de vie pour atteindre celui des autres dans son indépendance, non dans sa tranquille aliénation ou soumission. Ce désir de liberté respectif, antagoniste à la "Réalité" (5), ne peut se satisfaire de velléités spontanées et des soi-disant miracles de l'immédiat. Il passe par la construction terre-à-terre de l'environnement concret des gens et de leurs rapports sociaux. Ainsi vis-à-vis des paysannes du plateau, bien des barrières se dressaient dans cette mise en relation : celle de mon sexe, de ma qualité de Français ex-colonisateur, de mon bagage culturel, de mon mode de vie et de ma classe sociale. Tous mes séjours sur le plateau furent faits alors avec ma femme, Claire, ce qui donna à notre présence à la fois un caractère admis et écarté. On nous installa comme tout hameau récent à bonne distance du voisin. Grâce à son travail, je pus connaître un bien plus grand nombre d'informations sur la vie des femmes, même si l'abord en était souvent bref et indirect, passant par l'intermédiaire de jeunes filles scolarisées. Lorsque je "recensais" un groupe local, désormais je percevais d'une manière diverse ses habitantes. Je les voyais davantage liées à leurs activités, tournées vers leurs parents, leurs amies et leurs enfants, attachées à des foyers maritaux, pourvues d'un érotisme éphémère, plus réelles, je crois, même si l'enquête systématique, puis l'oubli ont effacé leurs corps et leurs visages.

Des hommes, j'eus bientôt une vision plus contrastée et surtout moins incomplète. Tout d'abord dans un cadre donné, on ne doit pas en omettre. A ma première arrivée - officielle par définition -, j'avais été introduit par le sous-préfet de Lekana; j'eus par la suite affaire à ses successeurs. Mon passage par le bourg correspondant avec sa triple division administrative, "coutumière" (le village du chef colonial) et missionnaire me fit voir le petit sommet de la région. Il groupait des artisans, des commerçants et la population jeune la plus moderniste du plateau. C'était aussi le siège de la gendarmerie. Pour des raisons tenant à mon projet d'étudier la plus grande masse des habitants, je portai mon attention principale sur les Terres rurales du plateau, toutes raccordées à ce centre par une administration commune.

Dans chaque Terre, la diversité m'apparaissait maintenant. Mon but était devenu l'étude du présent. Elle réclamait l'assise du passé récent et lointain. C'est pourquoi je poursuivis l'histoire précoloniale et abordai auprès des habitants celle de la colonisation en l'absence d'archives détaillées. Ma perspective avait varié. Si j'essayais d'esquisser les grands traits du 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècles, je savais que mémoire et parole se trouvaient chez les seigneurs, chefs, notables; mais le sort des subordonnés ou de leurs descendants m'importait tout autant, sinon plus. Je cherchais à imaginer leurs conditions d'existence, les transformations

## INTRODUCTION

de leurs pratiques, si difficile que soit cet effort. De même il était simple de retracer une chronique coloniale grâce aux chefs, à leurs hommes de main, à leurs juges, mais cela ne m'empêchait pas de me demander dans la foule plus anonyme qu'ils régissaient, qui avait été requis pour le travail forcé, qui avait fui l'impôt, qui était parti construire le chemin de fer Congo-Océan, qui avait résisté, comment, qui avait choisi d'obéir et à quel prix. Tous ces stigmates figuraient encore dans les intonations, les gestes, les récits, les rides, les statures. Les biographies des gens ne se ressemblaient pas. Les uns avaient subi, d'autres non. Certains s'étaient trouvés du côté du manche (pas très haut), d'autres de l'autre côté. Certains avaient encaissé la modernité (cultures marchandes, objets appartenant à un autre monde, émigration, salariat, scolarisation) comme un mal inéluctable, d'autres l'avaient tenue à distance, d'autres y avaient plongé avec des espoirs illimités. Ce genre de phénomènes scellait encore aujourd'hui les alliances politiques et formait la racine des conflits.

Dans la Terre Enku comme dans les autres Terres rurales, quand je parcourais les hameaux ou pénétrais dans les villages - impression déjà très différente -, j'avais vraiment affaire à des univers faits de groupes hétérogènes. De la pyramide sociale habituelle, le mouvement JMNR avait fait sortir les adolescents et les jeunes hommes, groupe d'âge mouvant toujours en phase sur une émigration partielle vers les petits bourgs semi-urbanisés ou vers les villes. Chez tous ces jeunes, en majorité scolarisés, portant tous les signes de la rupture culturelle fondés sur la marchandise ou l'usage fréquent de la langue française, refusant le conservatisme à l'ancienne, récusant l'autorité de leurs vieux et parfois celle de leurs fonctionnaires, travaillés enfin par des mouvements politiques plus vastes que leur Terre ou leur région, quoi de semblable à l'univers de leurs aînés ? - Rien, sinon l'obligation matérielle de vivre chez eux. Les entretiens entre jeunes se déroulaient à l'écart des autres, à quelques mètres. Les nuits de funérailles mettaient en scène des orchestres de jeunes jouant leur propre musique isolément, pendant que les "vieux" (c'est-à-dire, presque tous les autres hommes) et les femmes faisaient entendre chacun la leur. Deux ou trois sexualités s'opposaient, deux ou trois façons de se rapporter au réel et, pour certains noyaux, de lui donner un sens politique explicite.

Ces "vieux", que les jeunes condensaient en une seule image périmée, me semblaient pourtant très différents entre eux. Malgré l'unité culturelle qui les soudait, on trouvait d'un côté des aînés supérieurs, de l'autre de simples adultes (6). Les premiers dominaient la pauvreté locale, les autres en faisaient partie sans remède et ne soutenaient l'ordre existant que par peur d'être balayés et de tout perdre. Seuls les premiers s'étaient, sous la colonisation comme sous F. Youlou, compromis assez souvent dans des alliances électorales et politiques. Les autres avaient courbé l'échine et admis l'inévitable.

Je ressentais ce clivage à travers mon expérience. Mon enquête m'avait fait commencer par les aînés supérieurs, je l'avais infléchi en direction des paysans pauvres, puis des femmes. A des degrés divers, ces approches s'étaient révélées viables. Avec les jeunes, la face-à-face avait été tout autre. Des problèmes de

## INTRODUCTION

salariat à petite échelle assez ardu à résoudre, des refus d'embauche mal reçus. Peu d'enquête directe sur eux, mais des conversations informelles dans les Terres rurales, et au bourg de Lékana une réticence réciproque que je ne sus guère dépasser.

C'est dire si la problématique **aînés-cadets**, qui fut au centre un moment des discussions sociologiques sur le mode de production lignager, était pour moi une évidence journalière. Je me sentais incapable de continuer à faire des études sur des rituels abstraits de leur contexte historique ou à me plonger dans une pure étude formaliste, analysant des codes ou des règles dont je ne soupçonnais même pas la marche. Cette attitude ne marquait aucun refus de ce qu'on a appelé en Europe le folklore: j'admirais beaucoup le musicien hongrois Bartok pour sa vaste moisson de musiques populaires et pour les compositions modernes qu'il avait su faire à partir de cette collecte. L'inventaire des richesses culturelles africaines était une tâche passionnante, mais jamais plus elles ne devraient être coupées de tout le milieu social qui les a fait naître. Une telle priorité n'était pas toujours claire dans beaucoup d'études marxistes, a fortiori chez beaucoup d'économistes (7).

Par la suite, en France, je m'insérai peu activement dans les débats publics ou professionnels concernant le marxisme et l'anthropologie. Je me sentais prudent sur les faits: mes essais de théorie ne me semblaient s'appliquer qu'à la formation sociale kukuya ou à des cas analogues. J'éprouvais aussi une sorte de retard: souvent je n'avais rien à ajouter aux travaux de Claude Meillassoux, P.-Ph. Rey ou E. Terray (ainsi qu'à ceux d'Etienne Balibar pour sa tentative de définir les composantes générales d'une formation sociale) (voir bibliographie). Ma seule contribution par des exposés oraux porta sur la place des femmes dans de tels modes de production. D'autres chercheurs comme G. et M.-Cl. Dupré, confrontés aux mêmes phénomènes au Congo, en avaient tiré les mêmes conclusions (voir bibliographie et la suite de l'ouvrage).

A l'heure qu'il est, je ne m'explique pas pleinement les raisons de ce décalage. Il procédait d'un retard réel dans mon apprentissage du marxisme, mais également d'un désaccord sur la constitution d'un savoir scientifique. Ne risquait-on pas souvent de chercher les sources de sa connaissance ailleurs qu'au seul endroit où elle se trouvait: la pratique et le savoir des groupes sociaux en causes ? Si des éléments extérieurs s'y intégraient sans être imposés, ce ne pouvait être qu'à travers leur initiative et leur indépendance. Je ne voyais aucune matière historique à sonder en dehors de cette résistance libératrice contre le système de pouvoir qui s'y oppose. Nulle caste de détenteur du savoir n'est infallible. Même la critique la plus virulente peut ne pas remettre en cause le mouvement de sa validation. Elaborer un champ de connaissances sociales, c'est toujours systématiser une expérience déjà présente, y compris la nôtre si l'enquêteur fait partie d'une autre société.

Un tel constat me met plus à l'aise pour raconter ce que j'ai fait pendant mon dernier séjour en 1967 et après. J'ai poursuivi une série d'approximations. Les unes me poussaient à visiter



## INTRODUCTION

toutes les Terres pour recueillir l'histoire utile à ma saisie du présent. Je n'en ai pas amassé plus que mon seuil théorique ne me permettait d'en assimiler, limite inconsciente qui n'a cessé de se vérifier. Le temps jouait aussi son rôle: je ne pus que très récemment combler mes lacunes sur l'artisanat (8). A partir d'une Terre, j'observai, en me fondant sur les savoirs des divers groupes impliqués, les formes sociales des unités de travail et de production, des lignages, des alliances matrimoniales, des groupes de résidence. J'achevai par la Terre Lage, particulière par son établissement SEITA des tabacs. Un vieux ngàà (spécialiste de magie) m'entretint plusieurs mois de son activité et voulut bien récapituler dans son langage les sujets que j'avais abordés. Mon interprète en fit une superbe traduction et m'apporta nombre de faits nouveaux. C'étaient deux hommes très intelligents et j'aurais bien du mal souvent à dépasser leurs définitions exactes, complexes et déjà élaborées, sans parler de leurs propres questions.

Jusqu'ici j'ai surtout été passionné non par la reconstitution historique en elle-même, mais par la manière dont les groupes et les classes agissent et sont agis dans un ensemble social. Son mouvement, la capacité de prévision qu'on peut en avoir, la hiérarchie de ses diverses relations ne se laissent pas maîtriser aisément. Beaucoup de progrès restent à faire pour définir l'autonomie économique et l'indépendance politico-culturelle, les deux champs affrontés à l'exploitation et au pouvoir oppressif. A mes yeux, être sociologue signifie penser que **la lutte sociale des catégories et classes opposées n'est nulle part ailleurs que dans leurs relations réelles** (9). Tout système qui déborde ce cadre risque d'être erroné. Ainsi le lien entre les ensembles de résistance ne peut être établi que sur la même base.

Confrontée à cette perspective, une bonne part de l'ethnologie que j'avais connue me semblait parfois d'un faible secours, malgré son considérable apport de faits. L'Afrique centrale avait été violée de tous les côtés: la traite, la colonisation lui étaient passées sur le ventre. A présent, les spécialistes ou les représentants des divers blocs internationaux s'occupaient de son sort en se cherchant des alliés bien placés dans les bourgeoisies locales. Tout ce carcan laissait peu de place aux connaissances en dérive. On ne peut qu'admirer la fiction, mais dans le réel comme son seul récit concevable. A l'époque des nationalismes africaines, certains sociologues comme G. Althabe et G. Balandier (voir bibliographie) avaient eu le mérite de prouver que la domination extérieure éclairait mieux les phénomènes congolais que "l'acculturation" ou "les contacts de culture".

Certaines approches n'étaient plus de saison parce qu'elles tronquaient dangereusement l'histoire. Il n'était plus question de décrire avec soin un rituel ou une cérémonie en en retranchant le reste des faits présumés impurs, ni d'éliminer d'emblée tout dynamisme et changement dans la vie collective des "sociétés anciennes".

D'une façon plus voilée, on ne pouvait plus étudier religieusement la religion, magiquement la magie, mythiquement le mythe, inversement l'inversion, royalement la royauté. On n'aboutissait qu'à fermer l'illusion dans un insoluble cercle. Entrer dans un

## INTRODUCTION

symbolique réduit à lui-même sans matière, peau, corps, sensations, chaleur, lumière, odeur, sans la force des liens sociaux concrets, le poids des enjeux vitaux, la dure couleur du pouvoir, du malheur et de la mort, les valeurs d'usage des choses enterrees sous des tonnes de marchandises à vendre, le heurt des oppressions, la joie des révoltes, le choc des raisonnables et des fous. Une ligne de partage séparait ceux qui percevaient ce genre de "données" en s'efforçant de les transmettre et les autres qui s'obstinaient à ne pas les voir.

En sociologie, les écoles fonctionnaliste et structuraliste ne rendaient compte que d'une part des matériaux sociaux inscrits dans la lutte du présent. Là pouvaient se rejoindre exactitude scientifique et désir collectif (10). En quittant le pays kukuya, je n'avais pas encore acquis cette conviction. J'étais pris par une volonté de ne pas trahir ce qu'on m'avait raconté sur place. Je souhaiterais maintenant faire un peu plus que cette traduction passive.

A mon échelle, un écart et un délai s'installèrent après 1970. Il me fallut deux ou trois ans (en même temps que je commençais une autre enquête en Haute-Volta) pour mettre à jour mes données et rédiger des chapitres dont les thèmes sont restés constants. Puis deux à trois ans encore pour avancer dans la théorie de l'alliance matrimoniale et des modes de production domestique, lignager et capitaliste à l'oeuvre dans la société kukuya. J'avais décidé de me concentrer sur les deux premiers, parce que beaucoup d'ouvrages sur les paysanneries africaines me paraissaient présenter une vision lacunaire de ce qui était dominé par l'économie politique extérieure et les pouvoirs étatiques. Souvent, je parvenais mal à raccorder mon expérience journalière à ce qui s'y trouvait décrit.

Cette tentative me conduisit à l'écueil contraire. A force d'isoler pour les élucider les faits domestiques et lignagers, je risquai, par ce choix aussi légitime qu'un autre, de fausser la réalité. Pour rétablir l'objectivité à l'intérieur de ces deux champs, je fus conduit à analyser les mécanismes qui pesaient sur eux en les déterminant dans leur apparente distinction. Une réaction de bon sens me sauva. Quelle mystification il y aurait eu à démonter les rouages de la micro-exploitation et domination locales sans figurer à sa vraie dimension la grande exploitation marchande et capitaliste ! Même un schéma, quand je ne disposais que de peu d'éléments, me satisfaisait plus qu'un silence sélectif.

Les premières questions que des habitants m'ont posées quand j'arrivai sur le plateau avec mon carnet étaient: "Peux-tu nous apporter une usine, du travail, un dispensaire, une école, un barrage pour l'eau en saison sèche et pour l'élevage ? Ecris tout cela et n'oublie rien !" Ce n'était qu'un début avant de parler des routes, des tracteurs, des impôts, des maladies, des décès et du gouvernement. Ces gens, avant de se soumettre à mon désir d'enquête, formulaient des exigences qui se rapportaient à leurs besoins. Qu'avais-je à répondre ? Que je n'étais pas du pays, que par ma position, je ne pouvais pas directement grand-chose pour eux, que je n'étais là que pour les étudier, qu'il convenait d'examiner le problème avec les autorités concernées. En somme,

## INTRODUCTION

qu'il y avait malentendu. A présent, j'aurais tendance à dire qu'un chercheur français répond à la demande soit explicite de son organisme de rattachement (ORSTOM ou société d'étude), soit implicite (CNRS ou Université) avec des variantes (Coopération). Aucune harmonie pré-établie ne saurait jaillir de ces soubassements. Il ne suffisait pas de déclarer que je n'avais aucun ami personnel qui puisse installer deux ou trois usines - ce qui était la pure vérité ! L'intuition paysanne était d'ailleurs profonde: l'investisseur était-il ou non un ami de la population ?

Le lecteur excusera le récit des cheminements alternés, parallèles, successifs qui forment le fond d'une enquête. Mais celle-ci s'est trouvée liée à des périodes historiques et prise dans leur déroulement. D'autre part, à son échelle modeste - mais c'est toujours le cas -, une investigation amène la constitution d'un réseau social sur lequel elle avance (11). C'est pourquoi, en faisant mon point personnel, je suis amené à parler également d'une orientation - comme celle des marins ou des astronomes - plus vaste que la mienne.

Aussi ne séparerai pas les remerciements que je dois à beaucoup de gens du pays de ces questions. En tête vient mon interprète, Pascal Ngangoué, qui fit bien plus que traduire le mot-à-mot des entretiens. Je le considère avec son certificat d'études (comme beaucoup d'autres, il n'eut pas les moyens d'aller plus loin) comme un très grand sociologue de sa propre société. Sa manière d'envisager les choses m'a fait toucher du doigt la différence absolue entre l'intelligence (12) et les connaissances scolaires approfondies. Cette constatation n'est pas indépendante des conclusions que je proposerai. J'ai en sa compagnie rencontré beaucoup d'hommes et de femmes qui forment la matière active de mon enquête. J'en dresse une liste réduite plus loin, car chacun de mes chapitres repose sur leur expérience concrète et leur pensée. Leur accueil, malgré l'ambiguïté de ma position, a donné l'impulsion à mon activité, leur contribution à chaque thème a été motrice. Si je me sens une dette très grande à leur égard, c'est qu'ils m'ont beaucoup donné. Mes hypothèses de base restent le caractère central des modes de production dans le développement historique. Les concepts de surtravail, de productivité, de lutte sociale (comme contradiction entre travail et valorisation) me semblent décisifs dans la saisie exacte d'un rapport social, dont le mouvement procède des contradictions internes et externes à des groupes sociaux. Mais la confrontation de ces notions avec les pratiques de la population - spécialement de ses couches dominées, paysans pauvres et femmes -, les a transformées sans les détruire.

Une des tâches les plus pressantes de la sociologie africaine est sans doute de dresser le bilan des moyens de lutte dont ces paysans disposent. Je me suis convaincu peu à peu qu'il y avait des éléments matérialistes dans tout mode de production: dans les systèmes familiaux et lignagers, notamment. Ces hypothèses sont en désaccord avec la manière la plus courante de voir les faits sociaux au Congo, au Gabon, en République centrafricaine ou au Zaïre. De la différence de nature des modes de production entre eux, de leur inégale potentialité (puissance technique et socialisation) peut-on déduire que le rapport au réel est plus idéaliste ou encore plus fantastique chez une paysanne congolaise (13) que

## INTRODUCTION

chez un ingénieur français ? Je ne le pense pas, bien que des formations sociales dominées puissent se trouver rejetées dans un univers marginal désadapté et dépendant.

De quoi pourrait partir un développement indépendant s'il ne s'appuie sur aucun élément local et national autonome ? Ces observations concordent avec l'existence d'une complexité symbolique, à l'oeuvre dans le moindre acte de travail sur le plateau. C'est sur ce point que la notion de mode de production réclame d'être adaptée à ces systèmes non capitalistes et de toute manière affinée dans son appareillage formel.

Du coup le passage au mouvement politique apparaît, lui aussi, comme plus riche et plus imprévisible: on ne peut le déduire de l'analyse "mécanique" du système de production. La reprise d'initiative d'une collectivité implique un élan d'auto-structuration qui lui permet de forger son présent. Il me semble que les gens du pays n'auraient même pas pris la peine de répondre à mes questions et parfois de s'y impliquer, malgré leurs limites, s'ils avaient été incapables de l'amorcer et donc de le concevoir. Mais pour ce faire, le schéma qui voit leur force de travail comme un agent quasi aveugle, recevant la théorie du dehors (14), doit être remis en cause. Je n'y ai réussi qu'imparfaitement, mais peut-être ai-je posé quelques jalons sur cette route.

## INTRODUCTION

### NOTES

(1) Ngegema: mort l'année suivante. La récurrence des noms de personnes sur place est aussi forte que celle des noms de village dans toute l'aire culturelle teke.

(2) L'implantation ancienne d'un noyau de la population est pour une part à la source de cette continuité.

(3) Cette question touche à la méthode d'enquête et presque toujours aux théories, affichées ou non, qui lui sont liées. En France, ce type d'approche interventionniste fut développé par le CERFI - entre autres, par Félix Guattari. Les études de Jeanne Favret-Saada sur la sorcellerie en Mayenne prônent une insertion active d'un genre assez différent. Mais le point commun des deux expériences est de se placer dans la suite du mouvement psychanalytique et peut-être leur carence commune, dans des travaux parfois excellents, est d'éluder la critique de la "raison analytique" qui justifie leurs interventions auprès des groupes étudiés.

Mais ces tentatives soulèvent le problème incontestable de l'insertion des chercheurs dans leur milieu d'étude, en tous les sens du terme. La tradition ethnologique livre tout un courant de débats et d'idées sur la participation, son caractère possible ou impossible. Dans mon cas, les conflits étaient trop violents, les contradictions trop aiguës pour songer à de tels moyens. Les conditions propres au plateau m'ont relégué dans l'observation sympathisante. J'essaie de dégager le réseau social à travers lequel j'ai reçu tel ou tel genre d'information, de montrer l'intérêt des savoirs locaux dans la construction de mon enquête, d'interroger enfin la "raison sociologique", appliquée aux habitants que j'ai rencontrés. Reconnaître le caractère inévitable de l'intervention en sociologie est un progrès par rapport aux conceptions objectivistes ou subjectivistes, mais n'implique pas que la perspective du chercheur échappe à toute critique.

(4) En invoquant tantôt leur timidité, tantôt leur ignorance.

(5) Je me sens très loin des conceptions scientifiques qui réduisent toute une formation sociale à son système de pouvoir dominant.

(6) Dans d'autres passages de mon livre, je les appelle: **paysans pauvres** pour les décrire davantage comme classe en formation que comme catégorie dans les lignages ou les hameaux.

(7) La coupure peut avoir lieu dans deux directions antagonistes: ou se borner à l'étude des faits culturels ou ne leur assigner qu'une place secondaire. Dans les deux cas, elle existe.

(8) C'est le seul point où mon information vienne de ma mission de 1982. Pour le reste, je m'en suis tenu aux données de 1963 à 1967. Les changements sociaux ultérieurs seront abordés dans un autre livre.

(9) Beaucoup d'enquêtes sont dépendantes de fins extérieures (organismes de développement, institutions universitaires). La théorie peut suivre le mouvement et prétendre imposer du dehors sa

## INTRODUCTION

propre cohérence.

(10) Des avancées dans ce sens supposent une recherche vers les conditions d'une indépendance réciproque. Pour la formation sociale étudiée, ce préalable est crucial dans le développement. Il l'est tout autant dans la recherche sociologique, si les chercheurs ne pratiquent plus un simple impérialisme du savoir.

(11) Ce réseau se greffe sur des réseaux pré-existants. L'analyse de cette propriété si commune à toute investigation ethno-sociologique a rarement été considérée. M-CI. Dupré 1972 est une exception.

(12) Ce trait n'exclue pas simultanément une impression de gâchis énorme dû aux entraves présentes.

(13) A plus forte raison, chez une paysanne congolaise du 19e siècle et chez un ingénieur français ancien ou actuel.

(14) Elle commence par produire en partie sa propre image et sa propre information ! Dans cette approche de la complexité, je suis très redevable à Christiane Paulian pour la linguistique, Marie-Claude Dupré et Jan Vansina pour l'ethno- ou socio-histoire.

## LE PAYS ET SES HABITANTS

### UN PAYSAGE SINGULIER

On peut rêver, les yeux ouverts, d'une **géographie** qui ne serve pas à faire la guerre. "L'homme est né pour la joie", disait Epicure (Nizan 1965:33). Même si cet état est loin d'être réalisé dans ce pays aujourd'hui, cette tendance reste enfouie dans les racines du temps, de l'espace et des corps. Elle a survécu aux blessures de l'histoire, au resserrement de l'horizon présent, aux projets collectifs avortés. Chez les individus et les groupes, surtout ceux qui ont durement appris la réalité sous l'oppression et l'exploitation, il demeure des sensations invaincues et des idées d'un autre avenir. C'est pourquoi le tableau d'une région réclame une facture diverse. On voudrait que les faits y soient justes, même brefs, mais que son objectivité scientifique aille jusqu'à enregistrer cette manière de vivre, de sentir, d'agir, d'aimer ou de haïr peu visible à travers les cartes, les relevés, les photographies mêmes. Que se rompent tant soit peu le scientisme qui n'avoue pas ses buts, la connaissance qui se dit pure d'intérêts sociaux. C'est un cercle étroit, où il n'est pas interdit de se mouvoir.

J'ai en tête un interlocuteur virtuel. Je parle idéalement aux gens de ce pays qui pourront me lire si je parviens à clarifier mes idées. Car celles-ci sont nées de l'expérience acquise en fréquentant durant de longs mois des habitants de ce minuscule coin du monde: ils étaient d'âges, de sexe, de statuts, de classes différents ou opposés. C'est en plongeant dans leurs pratiques et en écoutant leurs opinions, leurs idées que j'ai tiré mes quelques conclusions. J'ai construit moi aussi un ensemble d'idées à partir des faits (1): selon moi, il n'est réfutable que par des expérimentations. Aussi paradoxal qu'il puisse sembler, les idées ne se réfutent pas entre elles, pas plus que les sensations (2).

Sèchement présentés, les plateaux batéké commencent au nord de Brazzaville. Ils forment une étendue de 80 000 km<sup>2</sup>, allant dans cette direction jusqu'à 450 km de la capitale sur une largeur de 250 km. L'appellation géographique est inexacte: il s'agit de collines et de plateaux (3). On devra garder en mémoire cette échelle quand on évoquera le commerce ancien, les liens entre unités politiques et l'évacuation actuelle des biens exportés même en camion avec la permanence, sous des formes très variées, d'une faible administration..

## LE PAYS ET SES HABITANTS

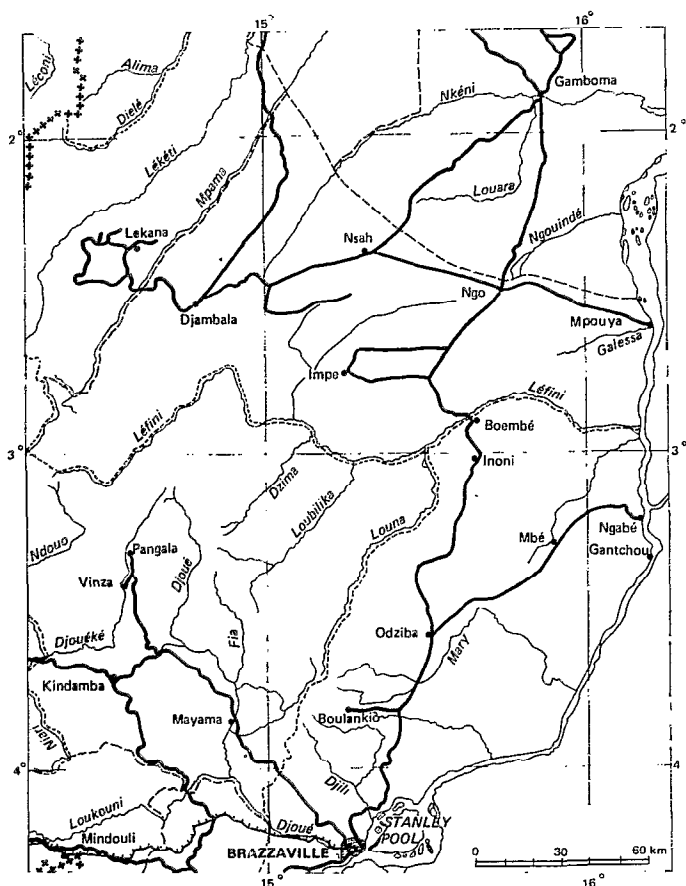


FIGURE II  
Les plateaux bateke

La structure géologique fait alterner surtout deux sédimentations: les grès et les sables ocres. Les premiers, imperméables, sont discontinus, assez rares en surface et dispersés. Les seconds fournissent de bons sols de culture perméables, installés depuis longtemps sur les plateaux, emportés par l'érosion sur les collines. Cet environnement se répercute sur l'implantation humaine, qui a réservé autrefois les collines à la chasse.

Cette opposition définit aussi les grandes lignes du relief. Entre les hautes collines très érodées d'amont et les basses collines d'aval, l'eau de pluie circule très aisément pour rejoindre les rivières. La zone intermédiaire est celle de plateaux couvrant une sixième de la superficie totale, soit 13 000 km<sup>2</sup>. On en compte en gros quatre: Mbé, Nsa, Djambala (4) et Kukuya. En partant du sud-est, Mbé est le plus vaste et le moins élevé, guère moins que Nsa plus au nord. Les deux autres plateaux se trouvent au nord-ouest, découpés par de grandes rivières: la Nkeni, la Mpama et la Leketi. Leurs dimensions sont beaucoup plus faibles; Djambala



## LE PAYS ET SES HABITANTS

mesure 1 000 km<sup>2</sup> et culmine à plus de 800 m, Kukuya est le plus haut (entre 800 et 860 m) et le plus petit, 400 km<sup>2</sup>. "La principale caractéristique des plateaux est l'absence de rivières, dont est responsable la forte perméabilité" (Guillot 1973:13).

Si on ne fait pas la science du point de vue de Sirius, si l'on accepte de considérer que l'avancement irraisonné des différentes disciplines n'est pas une fin en soi (5), il faut se dire que ces données indispensables regardent des sens humains (6), ceux des gens qui ont habité la contrée ou l'ont parcourue. Cette structure géologique a été vue comme couleur, éprouvée comme tact, parcourue à l'oeil, entendue et sentie par des agriculteurs, des chasseurs, des voyageurs, des guerriers. Des hommes, des femmes, des enfants y ont dormi, joué, travaillé. Le pas de la marche a rythmé toutes ses distances. Cet invraisemblable pays désolé est souvent dépourvu de pierres sur des lieues entières et on y franchit des ravins sans rivières, surtout en quittant la capitale. Mais les habitants, comme le montrent leurs récits, l'ont perçu autrement: quelque chose qui était leur pays. Une familiarité avec une étrange région, que la dépossession coloniale a brisée, puis rabotée. Il y a eu de la vie à différentes époques, pourrais-je dire comme un archéologue encore proche mettant à jour des vestiges successifs. Il y en a encore malgré tout ce qui s'est passé.

Le climat est subéquatorial à "température constante et forte humidité" (ibid.:13). Une saison sèche nette de trois mois (d'été) au moins rompt son cours. Il pleut en abondance sur tous les plateaux, en moyenne plus de deux mètres d'eau par an. Une petite saison sèche en janvier-février, parfois peu marquée, fait décliner les pluies. Leur répartition irrégulière modifie souvent la longueur des saisons et donc les contraintes de l'agriculture. L'altitude atténue les écarts climatiques et fait de Kukuya un endroit assez favorable, en dépit de la violence de certains orages.

Dans la zone forestière d'Afrique centrale, les "plateaux" bateke forment une échancrure de savanes remontant vers le nord. Cette disposition dans l'espace correspond à la netteté de la saison sèche. Sur l'ensemble de la région, la savane l'emporte de beaucoup sur les forêts. Je ne considère, avec B. Guillot que je continue de suivre (ibid.:18), que les véritables plateaux. Les forêts y sont de faible taille et de distribution inégale: Mbe et Djambala n'en ont pas. Nsa renferme les plus étendues. Kukuya en possède un grand nombre de petite dimension. Ce fait écologique est d'un impact multiple dont je reparlerai sous plusieurs angles. Retenons encore "l'équilibre artificiel" entre forêt et savane, dû au climat forestier. Comme la composition de la savane est stable (d'après Koechlin 1961), les feux de brousse annuels, allumés soit pour les battues de chasse, soit pour les premiers travaux agricoles, "apparaissent...comme l'obstacle qui empêche le développement des forêts".

L'approvisionnement en eau est un des problèmes cruciaux du pays, pourtant gorgé de pluies abondantes. La perméabilité du sol annule largement la faible ampleur de la saison sèche, ainsi que le relief. Mares et sources se trouvent à la périphérie des plateaux, très en contrebas. Mêmes interrogations que tout à l'heure, une fois inscrite l'information brute: il faut boire, qui s'en

## LE PAYS ET SES HABITANTS

occupe aujourd'hui ? Qui s'est chargé par le passé de transporter l'eau sur de longs trajets dans ce pays aux basses rivières ?

Kukuya ne présente pas de ruptures physiques avec les autres plateaux (Koechlin 1961:21). Ses caractères morphologiques, pédologiques (par rapport à Djambala tout proche), son relief, son hydrologie sont voisins. Seule l'altitude change quelque peu. Les difficultés d'alimentation en eau sont les mêmes qu'ailleurs. Cette carence ne peut qu'imposer une relation entre l'habitat et les points de ravitaillement provisoires ou permanents.

Ces renseignements écologiques, dans notre perspective, n'ont de portée que par rapport à la population du plateau kukuya, bien qu'ils aient valeur plus générale dans une panoplie de savoirs moins désintéressés que ne le croient beaucoup de chercheurs. Ils s'insèrent bon gré, mal gré dans l'axe du "développement" de la région - et de l'Afrique. C'est bien ainsi que nous les situerons comme théorie et application d'un corps de connaissances à une situation précise. L'occasion est propice. Le Congo est une nation très peu peuplée - un des freins principaux, aux dires des nouveaux malthusiens (7), serait à chercher dans la forte population du "tiers monde" ! Les "plateaux" batéké sont en moyenne un des royaumes actuels du sous-peuplement (Sautter 1966:85). Pourquoi dans ces conditions beaucoup d'habitants sont-ils dénués de ressources et proches de la disette ? La réponse habituelle fournie sur la Chine ou surtout sur l'Inde ou l'Egypte, ne semble pas convaincante.

Mais de ce plateau, je voudrais tenter de donner une image sensible. Elle prendra place dans un genre lié à ma culture qui est le paysage ! Mais elle aura au moins le mérite de faire ressortir que la perception des habitants est sans doute très étrangère à ce type de tradition, dont on peut croire naïvement qu'elle appartient à l'espèce humaine. Cela ne veut pas dire qu'ils ne disposent d'aucune forme propre pour ordonner leurs sensations, mais que la leur passerait plus volontiers par des récits, des contes, des chansons de jeunes ou de vieux, des gestes, des danses, des couplets de femmes, des noms de lieux ou de gens.

On se trouve d'un seul coup sur cette surface physique en y accédant par la route. L'étonnant consiste alors dans un contraste entre deux traits. A l'intérieur de cet isolat tabulaire, les étendues paraissent toujours maîtrisables, une vingtaine de kilomètres suffisent à le couper à vol d'oiseau en longueur ou en largeur. En même temps jaillit l'impression d'une immensité due à la répétition de beaucoup d'éléments semblables: à l'exception d'une longue vallée sèche, les routes se renouvellent en suivant une pente insensible, des sentiers de même échelle partent à travers les herbes hautes ou rases (suivant la saison), un habitat indiscernable au début d'un autre, partout le même caractère cloisonné du paysage qui fait qu'on n'en voit qu'un fragment déjà enchaîné à un autre fragment voisin, les mêmes rangées d'arbres au bord de la route alternant avec les savanes. Seul le rythme du moyen de transport (voiture, camion, vélo, marche à pied) modifie radicalement le temps, l'espace, la fatigue, l'idée même de la vitesse ou de la lenteur.

## LE PAYS ET SES HABITANTS

Ce qui frappe plus que tout, en dehors de la brusquerie de la nuit, commune à ces latitudes, c'est la concentration des flots végétaux, l'abondance de ces forêts parfois assez vastes, le plus souvent minuscules, installant leur retour obsédant, conduisant le nouvel arrivant de l'écologie inanimée par un savant degré à l'implantation humaine. La plupart d'entre elles, on va le voir, ont été créées par des hommes. Ce contrepoint partout repris entre savanes et bosquets nous tire soudain des données brutes de la géographie physique et nous projette dans l'incessante transformation entre les habitants et leur pays. Plus qu'ailleurs au Congo, peut-être, la démographie me semble rivée au paysage, accrochée à la végétation du plateau, aux contours de ses composantes, si bien qu'il faudra attendre des noms pour animer réellement cette éclatante et sourde matière autrement que par un jeu de lumières et d'ombres.

Le plateau est ainsi un endroit relativement privilégié. D'une manière conforme à son relief, son peuplement exceptionnel s'accompagne d'un réseau serré de routes locales. Son entretien n'a jamais été de soi puisque les fortes pluies n'ont cessé de compromettre sa solidité. A l'époque où j'ai parcouru la région, le goudron y était resté inconnu, faute de moyens modernes. Qui a fait ces routes, à qui servent-elles ? La question est peut-être d'une actualité assez ancienne.

Du travail de B. Guillot (1973:23-31) ressort une double série de faits, dont le lien permanent forme une des originalités de la région: les forêts et les hommes. La transition entre la géographie et la démographie s'opère ainsi sans artifice. L'implantation humaine sur ce plateau n'a pas fait reculer la forêt, mais bien l'inverse. Plus de 1 400 bosquets couvrent plus d'un dixième de sa surface. Les trois quarts ont moins de trois hectares (ibid.:22). Cette création de bosquets à partir des sites d'habitations anciens (rejets et ceinture végétale) a été signalée depuis longtemps à propos de ce peuple (Aubreville 1949:313). En dehors de très vieilles masses végétales que les habitants appellent "forêts de Nzami" (l'Etre suprême), pour en avoir sans doute oublié l'origine, presque tous les autres bosquets sont "anthropiques": ils ont crû sur d'anciens hameaux ou villages. Tous les stades de croissance et d'extension sont représentés dans ces petites forêts, selon leur utilisation ou surtout leur abandon plus ou moins récent.

### UN PEUPLE ORIGINAL

La **démographie** d'un pays dévoile comment les groupes humains se sont insérés et reliés dans leur environnement. A des degrés divers, elle délimite autant de marques positives que de zéros (8). Ces matériaux renferment la trace des activités anciennes et actuelles des habitants - et de leur inactivité voulue ou forcée: ils portent les formes d'une histoire qui les rend intelligibles.

Toutes les collines de l'ouest et du nord sont désertes. Les quatre plateaux véritables ne comptent que 27 000 habitants (9). De maigres effectifs humains s'étirent le long des routes de Mbe

## LE PAYS ET SES HABITANTS

au sud, à Nsa, puis Djambala avec une (faible) densité croissante: 1/2 habitant au kilomètre carré, puis 1,3, puis 6,3. A partir de ce dernier degré, les surfaces baissent et la population augmente: 6 300 à Djambala et 11 700 à Kukuya (10), dont les 29,2 habitants au kilomètre carré franchissent soudain un seuil inconnu ailleurs.

Sur ce mouchoir de poche - vu d'avion - de 400 km<sup>2</sup>, la relative concentration humaine, rare dans le Congo rural, va de pair avec l'abondance de la végétation et des bosquets. Pourquoi ces différences entre des terrains, des climats souvent proches - surtout pour Djambala ? Comment comprendre ou sentir l'écart qui a pu exister dans l'espace-temps historique entre le présent et le passé ? Le royaume tio du souverain Makoko, les domaines de ses principaux vassaux se sont évanouis en n'abandonnant que de minces hameaux ou des bourgades sans grande vie, repliées sur elles-mêmes ou tournées vers la ville. La boue séchée de la plupart des maisons accentue l'impression de lieu vidé. Pourquoi ailleurs qu'à Kukuya l'existence semble-t-elle s'être retirée ? Ces données du paysage, ces mesures de l'effectif humain sont les cicatrices d'une histoire à ressaisir.

En 1965, la population se divisait selon deux cantons administratifs et dix Terres (voir tableau 1). Les bosquets sont inégalement répartis. Le canton sud (c'est-à-dire, l'ouest) est très avantage. La corrélation n'est pas vraiment probante entre leur pourcentage de surface et la densité humaine des Terres. Le cas de Lekana pourrait tenir à la présence de la bourgade administrative et à sa consommation de bois plus forte. Mais des exceptions demeurent dans les deux sens, si bien qu'il nous faut enregistrer une distorsion. Les fortes densités démographiques de Lekana et Lage s'éclairent respectivement par l'existence du centre administratif et de l'établissement SEITA du tabac moderne. Le nord-ouest et le centre du pays sont dépeuplés. La distribution spatiale de la population peut être attribuée à l'attraction des points d'eau, à des causes historiques anciennes, à des facteurs économiques modernes (ibid.:26).

Les conclusions de B. Guillot sont les suivantes (ibid.:24 et suiv.). Le dynamisme démographique est faible (1,2 % par an) avec de fortes variations. Le taux de natalité atteindrait 40 % (mortalité mal connue). Le taux de fécondité serait faible avec de forts écarts entre les naissances, ce qui renverrait à un système d'interdits. La polygamie comporte le taux le plus élevé de tout le Congo et correspond à des différences d'âge considérables entre époux. Quant à la pyramide des âges (et des sexes) de la population, elle fait ressortir une supériorité des femmes sur les hommes. Mais cette loi - purement numérique ! - n'est plus valable entre quinze et vingt-quatre ans. De quinze à quarante-quatre ans, le nombre des habitants se réduit énormément, comme dans la plupart des campagnes congolaises.

# LE PAYS ET SES HABITANTS

Tableau 1  
LA CONCENTRATION HUMAINE DU CONGO RURAL

Terres	% surface forêt	population	densité/ km <sup>2</sup>
CANTON SUD			
Enku	19,3	780	36
Abila	14,8	2 067	31
Kuma	14,5	955	28
Suo	14,5	615	18
Ongali	17,1	442	15
sous-total	14,0	4 859	26
CANTON NORD			
Illakuya	6,6	1 064	23
Akolo	6,2	1 076	30
Lekana	7,0	2 555	53
Ntsekampika	5,8	1 401	32
Lage	12,4	2 319	55
sous-total	7,6	8 145	38
TOTAL	10,6	13 274	33

Enfin, des mouvements internes d'une Terre à l'autre sont seuls à pouvoir expliquer leurs rythmes inégaux d'évolution démographique (11). De fait, une mobilité résidentielle assez forte caractérise ce peuple sur place.

Cette série d'observations mène à la frontière de ce que nous pouvons découvrir presque au premier coup d'oeil. La Terre Enku nous insérera dans cette structure d'âge et de sexe. Sans cette vue globale, nous aurions couru grand risque à l'envisager comme simple donnée quasi fortuite.

Tout nous conduit à l'histoire, non comme clé universelle, mais comme réseau particulier, où se sont noués les divers mouvements régissant les phénomènes, qu'ils aient été libres ou subis. Le décalage des bosquets et des gens sur chaque Terre renvoie à des déplacements humains permettant de les saisir. Les exodes ruraux successifs ont entraîné cette pyramide d'âge et de sexe si "anormale" et si courante qu'on l'oublie au bout d'un certain temps. On s'habitue à ce qu'une bonne part des jeunes hommes de quinze à trente ans soient absente. On vit au milieu d'une population où prédominent les vieux, ce qui oriente l'enquête si l'on n'y prend garde, d'autant que ce sont surtout des hommes qu'on rencontre sans peine dans les hameaux aux heures accoutumées du jour.

## LE PAYS ET SES HABITANTS

La relation entre surfaces de bosquets et densité humaine a un impact évident sur la culture de rente principale du pays: le tabac cultivé surtout en forêt. Les observations générales portant sur la population - mis à part ses rythmes inégaux d'évolution - démontrent une étonnante régularité selon les Terres. Leur ressemblance pousse à centrer l'attention sur une seule. La Terre Enku offre une base comparative solide et maîtrisable: c'est la plus petite du plateau en superficie. Sa population assez faible se rapproche de sa densité moyenne. L'inventorier, c'est atteindre une structure d'âge et de sexe commune à la plupart des Terres rurales (12), les mêmes écarts d'âge entre époux, la même polygamie, la même division des tâches (13), un type d'habitat identique.

Enfin, Enku, carrefour entre deux axes routiers locaux, amène une circulation de gens et d'informations, qui aide puissamment à la connaissance du plateau, même si l'endroit ne saurait être considéré comme un extraordinaire foyer sociologique. Mais la vérité du "sous-développement" régional ne consiste-t-elle pas souvent à décrire des campagnes, dont l'essor est assoupi et l'élan borné par le réel ? J'ai rencontré des gens souvent mal nourris, malades, et qui n'avaient guère d'espoir de vivre vieux.

Pourtant, même si ce contraste était loin de valoir pour toutes les populations situées entre le plateau et l'Ogooué à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, les voyageurs européens décrivaient le plateau comme une région aisée et fertile.

L'équilibre était sans doute précaire, peut-être même récent. La paix locale n'excluait pas les conflits et pouvait être considérée comme une conséquence hasardeuse du commerce tri- ou quadrangulaire en bout de chaîne de traite, à l'écart des grandes routes de l'époque. Les guerres véritables se passèrent en amont et en aval.

La colonisation interrompt cette situation et suscita un double mouvement d'émigration et d'essor démographique. Dans ces zones dépeuplées, cette contradiction ne se résolut plus jusqu'à nos jours. Son héritage fut le "sous-développement". Comment s'installa-t-il ? La liste des derniers recensements renvoie à l'exode rural (Sautter 1966), à la coupure entre villes nouvelles et campagnes (Samba 1982:1), à la rivalité entre les régions du Congo (Rey, Bertrand 1975) et à la division du travail internationale (14). Ces phénomènes de vaste échelle s'imposent dans la saisie d'une formation sociale locale parce qu'ils en ont modelé les conditions d'existence et découpé les périodes au cours de notre siècle.

Aussi est-ce "une région comme une autre au Congo", mais pourvue en même temps d'une "histoire unique" par une série d'agencements à repérer. Cette tension entre les deux pôles est irréductible.

L'histoire et la démographie se heurtent, bien qu'elles s'entrecroisent. De ces noyaux de population modestes, souvent épars, sur un paysage peu spectaculaire, que déduire du passé dont ils sont encore porteurs ? C'est vrai de tous les peuples teke dont la

## LE PAYS ET SES HABITANTS

dispersion totale est très avancée. Pourtant, par endroits, leur vie sociale reste vivante.

Le plateau kukuya en est une des meilleures illustrations dans toute la zone. On sera surpris d'entrevoir combien son temps historique, l'aménagement de ses espaces, la superposition de ses réseaux collectifs témoignent de longues pratiques séculaires. On effleurera, je l'espère, une existence sociale et historique très éloignée de la simplicité présentée même par les plus attentifs voyageurs européens avant 1950. Mais pour y parvenir, il vaut écarter des images à peine réelles (bien que vraies en un sens): tel "chef" placé à côté de S. de Brazza sur une vieille photo ou tel planton ou juge ou ex-militaire se parodiant grotesquement face aux blancs du 19<sup>e</sup> siècle. D'abord, la population renfermait bien d'autres personnes que les colonisateurs français ne percevaient même pas très bien. Ensuite, les clichés, comme ceux du langage de l'époque, ne restituent rien de l'art de la parole, de la capacité à vivre activement dans des groupes, de la nature des pouvoirs impliqués, de la richesse des diverses sociabilités.

## UN ENVIRONNEMENT SOCIAL MOUVANT

### Un lointain passé

Une société fixe et changeante de ce type doit être interrogée sous une autre catégorie que "la tribu" ou "l'ethnie", ces étaient confiants et quelque peu naïfs que s'était donnés l'ethnologie classique, sans voir toujours que ses cadres sacro-saints étaient souvent d'origine récente, en tout cas dans les frontières qu'on leur connaissait. Même lorsqu'il s'agit d'un peuplement ancien - au moins le 16<sup>e</sup> siècle pour les Kukuya (15) -, de quoi s'agit-il ? Quel peuple peut être appelé de ce nom de manière telle qu'on puisse en transporter la substance à travers les âges ? Quelles continuités mettre en avant, en dehors de celle de la langue très vraisemblable dans notre cas ? Une formation sociale n'est qu'un processus de même nature qui, comme le terme l'indique, s'est formé, déformé et transformé. Mais cette cristallisation est provisoire et problématique. On ne peut guère postuler que ce qu'on montre.

Comme j'aurai l'occasion de reprendre cet argument dans chaque thème traité (inégalité cohérence ou désordre suivant les époques et les systèmes, prise diverse des pôles d'exploitation et d'autonomie à partir desquels les groupes sociaux se constituent), je choisis de le développer initialement à travers l'extériorité des formations sociales locales. Leur dehors est lié à leur dedans. C'est toujours un système interne qui provoque telle expansion ou rétraction. Mais à certaines époques, l'impact des systèmes externes - surtout lorsqu'ils interagissent comme le long des chaînes de traite du 18<sup>e</sup> au 19<sup>e</sup> siècle - paraît si intense qu'on finit par se demander s'il ne détermine pas les changements observés dans la région. De toute manière, on ne saurait se contenter de dire que les frontières géographiques du plateau et les frontières sociales recherchées coïncident !

## LE PAYS ET SES HABITANTS

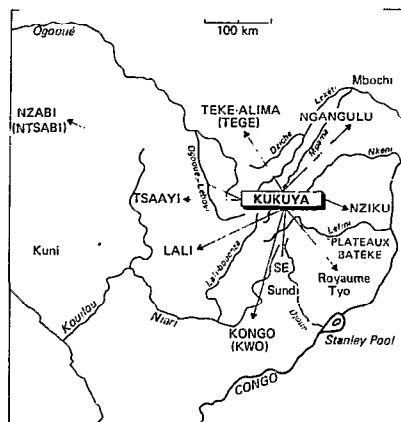


FIGURE III  
Les routes de commerce à la fin du 19e siècle

Quels sont les voisins principaux des habitants du plateau, en formulant autant de réserves sur leur "ethnité" que sur la leur ? J'userai de la terminologie kukuya en indiquant aussi leur appellation la plus courante.

L'ensemble des Teke occidentaux (Vansina 1973:11) englobe les Kukuya. Parmi eux, au nord se trouvent les Ba-teke-Alima, séparés d'eux par la rivière du même nom. Avec eux, vers le milieu du 18e siècle, s'est établie une osmose politique portant sur certains lignages et certaines zones ainsi qu'un commerce à faible portée, concernant surtout les pagens tissés. Au nord-ouest et au sud-ouest immédiat on rencontre les Ba-nsinseke, population que les Kukuya ne dédoublent pas comme l'ont fait certains ethnologues (16). Ce sont "ceux de la savane", en petit nombre, parfois alliés, parfois razzisés, lorsque leurs villages sont isolés et éloignés des centres. Au nord-est, vivaient les Ba-ngangulu, bien placés pour recueillir le fruit du trafic fluvial (17).

Mais les points-clés sont pour les habitants du pays Lali et Ntsabi, deux zones qui désignent également à leurs yeux deux peuples. Dans les deux cas, ils contractent sans doute un groupe de populations distinguées soit par les sources écrites, soit par les gens eux-mêmes, soit par leurs voisins.

Lali est à deux jours de marche de Kuya (c'est l'actuel Zanaga proche de la frontière gabonaise). Durant tout le 19e siècle, avant même, selon les Kukuya, une route de commerce identique l'y relie. Cette permanence implique contrôle, sécurité, appuis politiques. Des biens variés y circulent, impulsant des circuits de volume croissant.

Ntsabi est à six jours de marche (l'actuelle circonscription de Bambama au sud-ouest). C'est une zone qui draine les axes occidentaux de traite et aussi septentrionaux. Elle regroupe des peuples comme les Ntsaye et les Laadi, peut-être certains Kota, mais nullement les populations commées Ba-nzabi, dont G. Dupré a



décrit les migrations récentes (1982). Cette voie apparaît comme une des plus anciennes filières de l'extériorité kukuya. Ses chroniqueurs disent y avoir acquis la forge et en avoir ramené le fer brut sous forme d'objets forgés.

Ces deux voies nous mènent à l'histoire locale, insaisissable sans leur transit (18). A la fin du 19<sup>e</sup> siècle, leurs zones fournissaient des apports si réguliers que les Kukuya pouvaient s'y fier assez pour ne même pas fabriquer leurs propres pots. Presque tous venaient de Lali. De même, nulle préoccupation ne les poussa vers la recherche des zones d'extraction du fer, ni au-dehors ni au-dedans (du moins au 19<sup>e</sup> siècle). Enfin, la naissance de leur aristocratie politique – qu'on découvrira – est associée aux faisceaux de liens qui se recoupent vers ces deux zones. A la fin du 18<sup>e</sup> siècle, cette aristocratie parvint à établir une hégémonie territoriale dans cette direction plus vaste que le plateau.

Avec les Teke orientaux, que les Kukuya rassemblent sous le terme de Ba-boma, les liens sont divers et changeants. Les Nzikus proches furent pour eux des "frères" rivaux, avec lesquels ils nouèrent des alliances matrimoniales (au sommet) et politiques. C'était les plus ressemblants du point de vue culturel. Sous la colonisation, quelques mariages eurent lieu entre des lignages parfois non aristocratiques. Depuis longtemps, le commerce unissait certains personnages des deux peuples. Le royaume tio du Makoko, souverain de Mbe, occupait une position propre d'ensemble politique déclinant dès le 18<sup>e</sup> siècle. Auparavant, il est vraisemblable que son emprise politico-idéologique s'étendait jusqu'à eux. Des réseaux ininterrompus d'échange relièrent ces deux zones (pagnes tissés, fer forgé). Au 19<sup>e</sup> siècle, le souverain Makoko était fort loin de contrôler le commerce qui se faisait souvent chez ses puissants vassaux (Vansina 1973:247).

En plus de ces peuples teke, dont les limites et les centres étaient fonction de ces tentacules jetées des deux côtés par un notable et son groupe, les gens du plateau avaient affaire à des populations étrangères. Toute la gamme de la puissance à la faiblesse étaient représentée. Le premier grand ensemble était mbochi. Une série de peuples soit ultra-dominés (réservoir de captivité dans la traite), soit solides et agressifs dressait des écrans entre ce peuple et le plateau. Aussi au 18<sup>e</sup> et au 19<sup>e</sup> siècles, les habitants ne paraissaient avoir été confrontés à eux que par le canal de certains marchés du nord-est et les voyages chez des guérisseurs ou des devins célèbres.

La situation était un peu comparable en ce qui concerne le royaume de Kongo et ses provinces limitrophes. De part et d'autre, il y avait des intérêts favorisant un certain "statu quo" depuis 1850 environ. Du moment que les zones teke excentriques fournissaient des esclaves et des produits locaux en échange de ceux venus de la mer, elles ne nuisaient pas à la prospérité du royaume. Les deux univers n'avaient d'ailleurs qu'un ou deux points d'interaction. Le plus connu des Kukuya s'établissait par les Ba-si-se de Nko (que j'aurais pu joindre aux Teke occidentaux) au sud. Par opposition à ceux du nord (19), ces derniers étaient tournés par l'intermédiaire des belliqueux Ba-sundi vers le royaume de Kongo et les places stratégiques de la traite. On peut donc parler

d'un filtrage par lequel passaient les relations entre le plateau et le royaume.

Les bandes pygmées Babinga étaient situées à l'autre extrémité de l'échelle socio-politique de ces peuples. Tout près du plateau, surtout au sud et au sud-ouest, elles étaient dépendantes d'un personnage particulier et de son groupe sous plusieurs rapports (chasse contre agriculture).

Entre tous ces peuples, voisins ou non, il y avait d'énormes écarts de dimension: territoire et population (20). Quoi de commun entre les peuples Mbochi, Kongo - que les Kukuya appelaient Ba-kwuo - d'une part, et de l'autre, les minuscules groupes pygmées ? Cette donnée de base se redoublait de caractéristiques qualitatives, formant la lutte sociale propre aux deux derniers siècles. Certaines populations imposaient leur violence, pillant, razziant des captifs, dressant leurs péages de commerce, interdisant les routes d'entrée et de sortie (Kongo, Mbochi, grands vassaux du Makoko sur le Pool). D'autres intermédiaires se chargeaient du transit des esclaves (Kukuya, Lali ou Ntsabi dans le sens local du mot). D'autres enfin étaient soumises à ces violences ou à ces dominations (Ba-nsinseke, Teke-Alima pour une part, Pygmées).

L'environnement humain du plateau reflète cet état des rapports politiques à un moment donné. On en voit ainsi l'extrême variété: goulets ouverts vers l'ouest et le sud-ouest, où la société des puissants s'interpénètre des deux côtés, abolissant la distance par la force des alliances entre supérieurs; canaux de moindre ampleur, mais similaires vers le sud et le sud-est; "no man's lands" ou poches entre les peuples soumis et la région (nord, sud-ouest); réseaux de commerce proche du pays plus égalitaires (nord-est). Les aires de chasse et surtout de cueillette ou collecte venant retoucher un panorama déjà très contrasté.

Qu'on imagine sur cet ensemble les variations d'intensité et de produits sur les chaînes de commerce selon l'avantage pris par un "partenaire" lointain (le plus souvent jamais vu) en direction de la mer - ce qui fut le cas tout au long des deux derniers siècles - et on se fera une idée des impulsions communiquées aux petits groupes du plateau. Tout cet horizon mouvant redéfinit leur environnement, la nature de leurs liens extérieurs, leurs liens internes à la longue et bien sûr leurs frontières. Ces événements transparaissent dans les récits locaux qui nous les font percevoir par le petit bout de la lorgnette.

De surcroît, cet univers est parcouru de migrations grandes et petites. On reconstitue l'affrontement ancien entre Kongo et Teke (Dupré 1985:57). On sait que certains groupes teke de l'est furent déplacés par la poussée mbochi à plusieurs reprises (Sautter 1966: 245). Une géo-politique complexe que retrace J. Vansina pour tous les peuples teke (1973:439). Confronté à ces mouvements amples, mais le plus souvent browniens, le plateau offre une image de stabilité peut-être trompeuse.

Elle n'est pas illusoire. La région a joué le rôle d'un môle socio-politique au cours des deux derniers siècles. On s'étonnera de sa continuité, égarant sa population assez mince (mais dense). Sa situation géographique a dû compter, bien qu'elle ne forme pas une imprenable forteresse (21). Mais bien plus déjà, qu'elle se trouve à l'écart des axes migratoires les plus marqués ainsi que des grandes routes de traite. Davantage encore, croyons-nous, que son peuple ait conquis un équilibre durable entre la production domestique et la production marchande (ou celle des biens de prestige). A la différence du royaume tio du Makoko, la traite n'y a pas détruit le système lignager et parfois domestique si bien que le gros des habitants est sorti de la lutte sociale en meilleur état face aux notables et aux aristocrates. Nous chercherons dans l'organisation de chaque Terre le secret de cette stabilité à travers beaucoup de transformations. Car c'est à cette échelle, homogène et comparable, que s'est édifiée l'indépendance réelle de la région. Les traces en sont aujourd'hui assez nombreuses pour qu'on puisse confirmer ces vues.

Mais ce serait erreur de croire qu'on puisse tirer une permanence véritable de ces éléments de constance. La formation sociale doit être redéfinie à ses périodes successives, les référents de sa constitution changeant. Les deux ou trois époques précoloniales le montreront. A plus forte raison, ses frontières elles-mêmes indiquent des extensions, des retraits, des modifications de nature.

Ensuite la vision d'une façade durable, identique, de ce peuple sur un même plateau égarerait. Un seul exemple: la composition de sa population. Lieu de transit d'esclaves, la formation sociale kukuya a été soumise à l'intégration de captifs par certains de ces groupes sur place. Ces pratiques ont tout l'air d'avoir été fréquentes au cours du 18<sup>e</sup> siècle et elles se sont poursuivies au siècle suivant. A l'heure actuelle, leurs traces sont devenues quasi invisibles. Après beaucoup d'enquêtes sur ce sujet ardu, on n'en relève qu'un petit nombre dans chaque Terre. C'est dire que les lignages actuels ont complètement assimilé à leur parenté les descendants de ces lointaines lignées. La mémoire a effacé la plus grande part de ces faits fort probables. Si on les rétablit en se fondant sur des indications éparses et des processus connus, on est en présence d'un flux de gens venant "former" la société locale, tandis que d'autres sont vendus en esclavage après conflit interne et s'en vont.

### La coupure coloniale

Cette fresque changeante de peuples anciens et nouveaux demeure apparemment composée d'éléments immuables, portant les mêmes noms. Tout au plus l'administration française simplifia-t-elle les pièces du puzzle afin d'imposer plus efficacement son ordre. Au début, ce fut souvent d'ailleurs par ignorance de l'histoire antérieure. Pourtant, dès le début du siècle, ses objectifs étaient en route: l'intégration dans un ensemble plus vaste était, l'A.E.F. et ses différents territoires.

Cette réalité modifia de fond en comble le contenu de ce qui fut entendu désormais comme "ethnies". L'intégration opéra à plu-

sieurs niveaux, parce que le projet ne s'unifia que progressivement et rencontra des formations sociales très diverses. Pour la plupart des peuples teke, après les années de conquête et d'implantation, le coup d'arrêt en profondeur à l'initiative historique locale, là où elle existait, fut principalement économique. Tout le réseau de relations entre les populations fut attaqué, et une rupture durable s'ensuivit en ce domaine.

Le changement des autorités politiques, le nouveau découpage des régions administratives, l'imposition de l'impôt et du travail forcé réussirent à déséquilibrer les pôles de pouvoir. Même si le développement de la région kukuya resta très modeste jusqu'en 1930, des cassures intervinrent dans la formation même de la petite société locale. Comme les autres régions teke, elle se trouva à la fois plongée dans un territoire plus vaste et scindée de ses voisines. "L'ethnie" tendit alors pour la première fois à se rapprocher de la vision que beaucoup d'ethnologues nous ont livrée: elle n'est pas fausse - quoique très partielle -, mais elle doit être réduite à son champ de validité: la période coloniale.

L'administration française n'obtint que bien plus lentement l'intégration politique en dépit de ses coups de buttoir succédant à des essais de consolidation (tâtonnements dans le choix des cercles adéquats, des chefs-lieux, des subdivisions). Une bonne part de la population fit le gros dos dans les villages ou les hameaux éloignés. Plusieurs essais de regroupements autoritaires échouèrent. On verra le détail de ces projets qui précédèrent les actuels plans de développement. Je ne retiens que ces conditions d'existence transformées par l'intensité de l'intervention coloniale.

La rupture entraîna des réactions actives et passives chez ces peuples. C'est le mouvement d'ensemble qui mit en place le cadre des nouvelles formations régionales. Les disparités entre les divers peuples réunis par le haut, mais cloisonnés et segmentés par le bas, en furent le résultat. Pour notre part, nous isolerons les populations teke dans cette histoire compliquée pour rendre l'impression générale qui se dégage à travers sa trame. Il y eut comme une attitude de recul à la fois physique, économique et politique. Les gens du "Pool" et des environs de Brazzaville se replièrent en laissant l'espace vide pour d'autres peuples plus modernistes et plus dynamiques (c'est-à-dire, plus pénétrés par les changements marchands et le salariat) (22). Au lieu de s'embaucher comme le faisaient les Ba-kongo, ils se consacrèrent à la pêche, aux cultures familiales et à la chasse. Une série de crises profondes toucha les habitants des plateaux du nord, plus dépeuplés (épidémies, abandons de villages, fuite devant les interventions administratives). Au terme de cette séquence, "l'ethnie" teke se retrouva pacifiquement dépossédée par le peuple kongo ou lari des zones urbaines les plus favorables.

D'autres que moi ont retracé, sous des angles divers, l'évolution qui aboutit en 1956-1960 au partage entre les deux cités congolaises dans la capitale: Bacongo et Poto-Poto (où il faudra encore distinguer Ouenzé, faubourg déshérité des derniers migrants, très souvent des paysans pauvres teke). Dès lors, le sens des termes teke, mbochi, kongo, leurs limites territoriales et leur ensemble concret renvoient à des insertions sociales bien diffé-

rentes. La frontière des régions ne représente plus grand chose de semblable, celle des classes objectives la traverse de part en part sans supprimer pour autant les divisions entre régions léguées par la colonisation. Parmi elles, la séparation économique entre villes et campagnes s'imposait comme un clivage croissant. Celle du clientélisme politique passait entre le nord et le sud du pays et allait en dominer la vie politique au moins jusque'en 1967.

La région kukuya connut à sa manière ces étapes de l'histoire politique nationale. Elle eut en commun avec les peuples teke et leurs descendants d'avoir accumulé blocages et retards. Ceux-ci ne furent vraiment dépassés que sur le tard par une "élite": facteurs d'unité nouveau créés par l'administration, l'école, le cadre étatique, moyens d'ascension bridés sous la colonisation et ouverts à partir de 1956-1960. L'extension du marché national n'empêcha pas les habitants de continuer en majorité leurs travaux séparés quand ils demeuraient sur place. L'horizon tendit à se limiter de nouveau à la région face à l'Etat et au dehors. Telle fut leur nouvelle frontière, très différente de celle des pionniers d'Amérique du Nord, quand ils croyaient constituer le nouveau monde.

### UN CADRE MODERNE ENCLAVÉ ET DOMINÉ

L'histoire ancienne du plateau ne fut jamais pleinement autonome et son histoire coloniale ne le fut pas dans ses grandes lignes. Mais au début de la traite (et avant elle), les facteurs extérieurs n'étaient pas forcément décisifs. Bien vite il en alla autrement. A partir du 20<sup>e</sup> siècle, aucun doute n'est permis depuis longtemps: les évolutions internes sont provoquées par des mouvements qui débordent de beaucoup la région et ne sont mêmes pas décidés à l'échelle nationale. L'expansion des pays colonisateurs, l'accroissement de leur production commandent l'emprise, la domination sur des régions soumises à mettre "en valeur", puis dans la dernière phase à "développer". C'est pourquoi on rencontre une fragilité persistante dans la formation sociale congolaise aujourd'hui, même indépendante. On peut rejeter de même l'idée d'une formation sociale kukuya, depuis des lustres intégrée à des systèmes extérieurs d'exploitation et de domination.

Je pense qu'il existe une histoire des formations sociales "sous-développées" par le capitalisme. Il ne suffit pas de démontrer clairement les mécanismes de l'exploitation actuelle en Afrique, d'en faire ressortir le caractère implacable, d'en prévoir l'issue catastrophique. Cette analyse est indispensable. Mais les habitants du pays kukuya par exemple s'évertuent encore à exister à travers ces écrasantes dominations. Ils ne constituent pas un ensemble indifférencié, mais s'opposent dans des classes et couches différentes et contradictoires. On ne parvient pas à en rendre compte uniquement par l'analyse du capitalisme. Enfin, le système social composite qui définit la région renferme des capacités de résistance qui conduisent à entrer dans l'histoire particulière des dépendants.

Le capitalisme comporte bien des lois d'ensemble, mais elles se réalisent dans des formes spécifiques. Qu'a donc eu de particulier l'établissement du capitalisme (23) au Congo ?

Le pillage de l'Afrique centrale par les pays européens survint à travers une féroce concurrence entre leurs ressortissants. Dès 1880, la course au gâteau était internationale. Dans l'aire géographique, la rivalité la plus saillante opposa Français et Belges. Elle eut pour résultat le découpage qu'on connaît entre le Congo-Brazzaville et l'actuel Zaïre. Des richesses à exploiter, la France n'avait pas eu la meilleure part, bien que le Congo fût loin d'être dénué de ressources. Les illusions des colonisateurs français sur un rapide butin à prendre furent pourtant dissipées par l'échec des compagnies concessionnaires (Coquery-Vidrovitch 1972; Dupré 1982:396). C'est à partir de ce moment que se mit en route un type particulier d'économie dont la nation congolaise est aujourd'hui le produit. Quels étaient les traits globaux du capitalisme qui sévit dans le pays (Bertrand 1900; Samir Amin et Coquery Vidrovitch 1969; Rey 1971):

1) Il provoqua une séparation entre villes et campagnes dont l'ampleur fut rarement dépassée en Afrique, compte tenu du potentiel mis en oeuvre. Quatre villes renferment en 1972 les trois cinquièmes de la population.

2) Il mit en route des investissements qui portèrent bien davantage sur les ressources naturelles à piller aussitôt que sur un essor planifié à venir. Ce trait est encore criant aujourd'hui.

3) Cette phase fut précédée par la construction du chemin de fer CFCO. Le Congo eut le malheur de contenir la capitale de l'A.E.F. et donc d'être destiné à être la plaque tournante de l'économie de pillage. Le travail forcé fut l'instrument de cette opération tristement célèbre. Mais les réseaux de route furent tracés de la même manière à plus petite échelle.

4) La population du territoire était faible, les communications défectueuses, surtout vers le nord. La main-d'oeuvre industrielle n'était pas aisée à trouver, les structures lignagères se prêtant mal dans un premier temps au recrutement non forcé.

**Qu'avait eu de spécifique la domination coloniale et néo-coloniale sur le plateau kukuya?** La conquête véritable fut assez tardive, mais guère plus qu'en beaucoup d'autres régions. Plus importante fut la sous-administration qui la suivit, amenant peu de remaniements accablés. Dans le même sens, l'impact des compagnies concessionnaires épargna presque le plateau. La conséquence de ces faits se rencontre dans la remarquable permanence des divisions géographiques, des limites politiques, du système foncier lignager.

Pourtant, le travail forcé et l'impôt avaient touché très vite le pays. Mais, à notre connaissance, il n'y eut plus, après l'implantation française, de grandes expéditions punitives ou d'énormes réquisitions lointaines. La mission catholique délimita de petites enclaves, l'administration eut les siennes comme partout. On assista alors à une double évolution contrastée: la formation sociale locale ne subit pas de grands bouleversements territoriaux ni de violences aussi grandes qu'en beaucoup d'endroits du Congo, mais elle se trouva profondément ébranlée par certains mécanismes de l'économie politique coloniale.

Tout l'y avait préparée. Une sphère marchande existait depuis longtemps et était devenue de plus en plus considérable. Des systèmes tributaires seigneuriaux, des aînés importants avaient

habitué leurs dépendants à l'extorsion régulière. Tout en conservant la hiérarchie, on pouvait la déplacer pour former une alliance de classes solide entre les colonisateurs et la classe dominante locale. Un acquis technique était notable: le savoir-faire agricole des femmes et leur rythme de travail intense et répété. Ces exploitations préexistantes (24) devaient former la meilleure base à un développement des rapports marchands modernes.

Les seuls problèmes à régler regardaient la "libération" de la force de travail des hommes: elle le fut par l'Etat colonial et le capitalisme de l'époque d'une manière assez aisée. Les mécanismes d'exploitation et de domination représentés dans la "dot", la force des contraintes juridiques et politiques locales furent des instruments de premier ordre. Une fois lancé le nouveau système autoritaire (chefs et assistants), on n'avait plus qu'à le laisser aller sur ses tendances propres transformées.

Le salariat sur place resta toujours assez réduit. Mais il joua un rôle déclancheur dans le passage différentiel des habitants à la consommation moderne et dans l'imposition de nouveaux "modèles". On ne saurait lui attribuer pourtant le premier rang dans l'instauration des rapports marchands modernes. Les artisanats anciens disparurent. L'introduction de cultures commercialisables d'un nouveau genre fut le fait essentiel. L'opération eut lieu en plusieurs fois; par tâtonnement, après divers échecs, on en arriva aux cultures actuelles à une date assez récente. Le résultat doit bien être mis en lumière, car le raisonnement statistique peut parfois égarer (25). Ce qui compte n'est pas que le volume d'exportation marchande d'une nation ou d'une région reste assez réduit; c'est plutôt qu'en 1967, **tous les hommes actifs de la région pratiquent des cultures marchandes** (si l'on excepte quelques artisans spécialisés et des commerçants). Le travail nécessaire du moindre foyer comprend aujourd'hui une part croissante de biens marchands indispensables à leur vie. Ainsi le revenu par habitant est faible, le volume des produits également; mais tout le monde est plongé dans le monde de la marchandise d'une manière ou d'une autre. Le sel d'une femme s'achète aussi bien que ses habits ou les sandales de ses enfants, quand ils en ont. Sans cette immersion dans le marché externe, on ne comprendrait pas du tout de quel canal les hommes ont pu tirer de quoi acheter un bien sur un marché quelconque. Or cette faculté a été de pair avec la paupérisation de la majorité des cultivateurs.

Le salariat extérieur à lui seul n'aurait pas suffi à expliquer le phénomène. Il ne fut jamais ni assez régulier ni assez abondant pour le faire. Les offres de travail n'ont pas crû depuis une quinzaine d'années, loin de là.

L'émigration fut assez forte, malgré l'étroitesse des offres de travail. Il faut faire la part du travail épisodique et distinguer des départs en ville qui ne sont pas tous réductibles à une ou deux catégories. Ainsi la société régionale devrait au moins être conçue avec son prolongement urbain. Il existe à Brazzaville un quartier (à Poto-Poto) qui rassemble une grande partie de la population née sur le plateau ou issue de gens qui y sont nés. Ces noyaux se sont formés soit sur le salariat permanent (fonction-

naires, ouvriers ou employés du secteur privé), soit sur le salariat temporaire, soit sur de petits métiers (pré-prolétariat recherchant de quoi survivre). Ces conditions sont très diverses. Beaucoup de jeunes gens du plateau déclarent être venus sans espoir de trouver un travail: "seulement pour voir la ville". Les cultures vivrières des femmes sont aussi indispensables à beaucoup de foyers qu'à la campagne. D'autres jeunes hommes ou garçons, nés sur le plateau, se sont rendus auprès d'un frère ou d'un cousin, par exemple, gendarme près de Souanké (dans le nord): c'est leur raison sociale tant qu'elle dure.

Un noeud de contradictions s'est établi sur le plateau depuis une dizaine d'années: elles se sont développées et déplacées tout en ayant leur départ souvent bien avant dans le temps. La région est connue pour ses cultures de rente, mais leur essor a continuellement été freiné par les mauvaises communications routières. Emigration et chômage étendus entrent aussi en conflit, surtout si l'on décide de croire sur parole les intéressés (par exemple, les jeunes gens) plutôt que les experts "scientifiques" lorsqu'il s'agit de définir un "chômeur". Aux dires des premiers, il existe un chômage "de brousse" très ample et qui les touche. A en croire les seconds, les chômeurs de campagnes ne feraient pas vraiment partie du marché du travail. Enfin, subsidiairement si l'on veut, le blocage de la situation économique et la scolarisation tardive mais intensive de la région ne font qu'accentuer mécontentements et revendications (26).

Les malaises propres à la région kukuya relèvent dans le passé de l'action du régime colonial. Les contradictions actuelles particularisent celles du capitalisme au Congo. Les investissements récents continuent à s'opérer dans des secteurs de rentabilité peu créateurs d'emplois. Aucune raison spéciale non plus pour les financeurs internationaux de s'intéresser à la construction d'une bonne route en direction du nord avec bifurcation vers les 13 000 habitants de la région s'ils peuvent retirer davantage de profit rapide ailleurs et par d'autres moyens. Certains techniciens nationaux peuvent penser autrement à certaines époques, mais leur marge d'action est alors si restreinte (27) qu'ils ne sauraient réussir qu'en s'appuyant sur les classes dominées des campagnes et des villes. Quant à la scolarisation, elle se présente à peu près de la même manière partout au Congo: tout au plus son effet a-t-il été encore plus brusque dans la région en raison de sa brièveté.

L'Etat congolais est en position intermédiaire entre la classe bourgeoise étrangère, qui réside très peu dans le pays, et les classes paysannes d'une région. Cette articulation de pouvoir s'effectue non seulement avec l'Etat, mais avec la classe locale dominante au Congo. Dans ce pouvoir à deux degrés, l'efficacité économique et politique du système exploiteur commande qu'on aille jusqu'en bas. Ainsi, le Congo se trouve "spécialisé" dans certaines branches de la division internationale du travail: manière aimable de dire que les rapports internationaux imposent une domination et une exploitation particulières au pays. De la sorte, dans la région kukuya, la grande culture commercialisée est le tabac moderne, que jamais aucun paysan local n'a vraiment choisi de cultiver, bien que la production du tabac traditionnel soit ancienne. Est-il



besoin de le dire: les prix des marchés sont déterminés dans une sphère extérieure à la nation, invisible pour les paysans. Ils les contrôlent à peu près autant qu'une épidémie ou une catastrophe naturelle, dont ils peuvent au moins essayer de réparer les dégâts. L'unité de la production nationale et de son marché n'est apportée que du dehors. Sur place, on rencontre des secteurs dont la coexistence interne est incohérente: elle ne devient cohérente que si on se place en haut, hors du pays. De même pour les secteurs d'échange. Pourtant, dans chaque région, des travailleurs produisent à l'intérieur d'un cadre économique et politique destiné à renouveler leur exploitation fragmentée. Le "tribalisme" est la conséquence prévisible de cette situation, puisqu'il correspond en réalité à l'articulation de pouvoir entre l'Etat congolais (et sa classe locale) et les classes paysannes dans une situation néo-coloniale. En France, les tribalismes corse, breton, basque occitan relèvent de raisons qui ne sont pas fondamentalement autres (28).

**Le problème commun dans une conjoncture propre est d'analyser des dominations et des exploitations régionales dans le cadre du capitalisme précis d'un pays ou d'un ensemble de pays.**

Les paysans du plateau kukuya, à travers les vicissitudes de l'histoire politique du Congo, se sont trouvés à plusieurs reprises pris dans des oppositions aiguës qui n'étaient qu'un détournement de leurs luttes réelles. Le plateau se divisa ainsi du temps de Fulbert Youlou entre partisans des deux partis principaux. La querelle nord-sud rebondit une nouvelle fois lorsque Massamba-Debat reprit le pouvoir vers 1967: sur le plateau, on crut que les gens du Niari allaient monopoliser toutes les commandes. La bataille fut encore reprise par la suite sous Ngouabi, jusqu'à son assassinat en 1977. Jamais, sauf de 1965 à 1966 (et surtout pour les jeunes), il n'apparut nettement aux paysans dominés qu'ils avaient des "frères" dans les autres régions et aussi des ennemis dans toute la classe dominante. C'était souvent difficile à percevoir, parce que les hommes politiques, s'appuyant sur ce morcellement sectoriel, s'étaient fabriqués des clientèles régionales sur les bases d'une division "ethnique", soigneusement entretenue (et même renforcée) par la colonisation.

Le marché extérieur qui écrase les classes dominées de la région est un ensemble complexe, que j'ai qualifié de **marché capitaliste externe**. Il se décompose en plusieurs secteurs:

- des sociétés d'achat des produits agricoles locaux: SEITA pour le tabac, d'autres pour le café ou l'arachide;
- des commerçants congolais pour pommes de terre, arachides, manioc, haricots (petite production marchande dans le transport vers les villes).

Ces deux secteurs, très éloignés l'un de l'autre, sont recoupés dans les estimations par chiffrage officiel et officieux des achats sur place. Après la chute de F. Youlou, fut créé l'ONCPA, organisme d'Etat destiné à commercialiser les produits agricoles, mais il concurrença le second secteur plus que le premier. En fait, le capitalisme international continua à peser sur l'ensemble national.

Ce marché "extérieur" est présent sur place. Mais ses finalités et ses gains résident dans l'exploitation des travailleurs locaux par des modes de production externes.

## LE PAYS ET SES HABITANTS

Une seconde fonction du marché est de vendre des produits la plupart du temps importés aux populations locales. Les secteurs concernés sont:

- des maisons de traite capitaliste (import-export), qui monopolisent une bonne part de l'introduction des marchandises au Congo;
- leurs intermédiaires commerciaux sur place (commerçants européens ou congolais): petite production marchande;
- les nombreux revendeurs ou colporteurs locaux avec leur bagage sur leurs vélos et leurs étals sur les places hebdomadaires de vente. Leurs bénéfices sont maigres: la grosse portion a eu lieu avant dans le réseau de la circulation. La plupart de ces revendeurs sont très proches des paysans par leur niveau de vie (29) et retombent souvent dans la classe dont ils sortent.

Le rôle de ce marché de vente est d'inonder les aires de commerce d'un vaste assortiment de produits de qualité médiocre. Les prix des marchandises sont très élevés comparés aux objets français; ils valent couramment le double, avant même d'entrer dans les mains des revendeurs sur place, ce qui dépasse singulièrement les frais de transport.

Le mécanisme du marché de vente aboutit à:

- recueillir une bonne part des salaires locaux des fonctionnaires ou employés de toutes sortes. Quand les salaires sont gagnés par des ouvriers migrants, il en va de même;
- reprendre les gains des paysans en tabac ou en autres produits, puisque, quelle que soit l'utilisation de l'argent gagné, en dehors de l'impôt, il revient très souvent au marché global qui l'a donné. Même les pagnes de tissus mis en réserve pour les "dots" ont bien été à un moment achetés sur le marché.

Evidemment, il y a eu échange. Les cultivateurs ont donné un produit de rente, fruit de leur travail, contre de l'argent avec lequel ils rachètent des marchandises. Celles-ci sont censées équivaloir à leur travail. La masse des populations kukuya a du mal à s'en convaincre, estimant exactement leur propre dépense d'énergie face à une échelle marchande qui s'abat sur eux comme une fatalité. Ce caractère fatal fut plusieurs fois remis en question par certains paysans.

Tel est d'une manière très rapide le dispositif de domination par le marché qui pèse sur la région. Il restera à examiner dans les autres modes de production les effets du capitalisme et les résistances qu'il a provoquées. Car, s'il est l'élément principal de l'économie nationale, il est loin d'avoir gagné tous les rapports de production locaux.

Une exception notable concerne le salariat interne et externe. Là, les rapports capitalistes se sont imposés (ou ceux de la petite production marchande ou encore ceux de l'appareil étatique). Le système "lignager" n'est plus alors qu'une relation de distribution imposée aux dépendants.

NOTES

(1) J'en ai explicité, autant que je l'ai pu, les éléments.

(2) Diogène Laërce, X, 31-32, résumant Epicure. Cité par Nizan 1965:22. Sur la place de la connaissance, le matérialisme grec est plus avancé que bien des théories sociologiques modernes, incapables d'analyser des contradictions.

(3) Ces informations se trouvent dans G. Sautter(1960:5-48; 1966:106-306), B. Guillot (1973) et A. Aubreville (1949). Je résume la synthèse de B. Guillot (1-22).

(4) A ne pas confondre avec le village Djambala du même nom, qui sera cité sur le plateau kukuya à plusieurs reprises (Terre Enku).

(5) Le risque est qu'une telle irrationalité ne se retrouve soudain cadrée par la cohérence brutale du système social dominant.

(6) L'appareillage scientifique le plus complexe continue de faire appel aux sens humains. La "magie" de l'ordinateur, et une bonne part des romans de science fiction ont imposé l'idée fausse d'un outil **qui aurait ses propres sens**. La production de l'ordinateur est oubliée (rejetée dans le passé, confiée à une élite, ou fonctionnant toute seule). En face de ce miracle, la masse des héros de roman ou des lecteurs, déqualifiée, n'utilisant ses sens ignorants que pour admirer ou avoir peur. Leurs sensations sont soumises à une dépossession moderne, au moins aussi forte que celle que l'on attribue communément aux seules magies anciennes.

(7) Malthus, économiste anglais du 19<sup>e</sup> siècle, prétendait résoudre les crises de Grande-Bretagne (et d'ailleurs) en diminuant les naissances dans une nation. Ses idées ont une importance, parce qu'elles sont souvent reprises par des experts occidentaux éloquentes ou activistes (Inde), comme si cette unique solution en était une.

(8) Ou de marques négatives ! La connaissance matérialiste consiste à décrire et à éprouver les réseaux particuliers de ces marques sous divers angles rigoureusement définis (exemples: démographie, biologie, physiologie, géographie, histoire). Elle consiste ensuite à construire leurs rapports et les moyens de retour aux pratiques collectives des habitants dans leur lutte pour l'indépendance, exprimés dans leur propre culture et leur propre langue - même si la conjoncture actuelle oblige à de nombreux relais. Le premier système de marques implique le recours à la logique et aux mathématiques. le second fait appel à des systèmes symboliques qui représentent ces pratiques (travail, loisir, structuration de groupes politiques, sexualité, etc.) en les enrichissant, si rien ne s'y oppose de façon destructrice.

(9) Guillot 1973:19-20. Les données démographiques sont puisées dans son introduction (d'après Sautter, Vansina et ses propres informations).

## LE PAYS ET SES HABITANTS

(10) Le chiffre de 1955 est plus faible que l'actuel (ibid.:19).

(11) Je contribuerai à l'étude de ses faits sous plusieurs angles; production, organisations lignagère, matrimoniale et résidentielle.

(12) Ce terme désigne les Terres autres que celles de la sous-préfecture actuelle (Lekana) et dans une moindre mesure de Lage (SEITA tabac).

(13) L'analyse démographique peut enregistrer la répartition des actifs et des inactifs.

(14) On lira en détail dans Vansina (1973) et Sautter (1966) le destin propre de l'ethnie teke; voir aussi Balandier (1956) et Soret (1970). La colonisation a cristallisé les "ethnies" et entretenu leurs conflits en jouant son jeu de pouvoir diviseur.

(15) Probablement même avant, mais mieux vaut attendre des données archéologiques supplémentaires pour l'affirmer.

(16) Carte ethnique de M. Soret (1955).

(17) En toute rigueur, selon la classification proposée par Vansina, ce peuple appartient au groupe de Teke orientaux (1973:12).

(18) Son ampleur reste faible par rapport aux grands circuits commerciaux de ces époques, mais non l'effet social qu'il provoque sur place. Le mouvement est de l'ordre du micro-déséquilibre et de la réaction en chaîne.

(19) Ils les percevaient comme formant une seule unité.

(20) C'est M.-C. Dupré (1978) qui en a montré le mieux dans la région à la fois l'extrême mouvance et la grande inégalité.

(21) Selon une tradition nziku (dactylographiée à Djambala-Poste en 1950), le plateau aurait été jadis envahi par les Nziku. Les Kukuya démentent totalement le fait.

(22) Les peuples teke résistèrent à la conversion au christianisme et ne produisirent aucun mouvement messianique et synchrétique, comparable à ceux du Ba-kongo.

(23) Ce mot indique le mode de production principal dans la formation sociale colonisatrice ou dominatrice.

(24) Disposer "librement" d'un surtravail quelconque pour l'échange nous semble la clé de la marchandise. Pour que cet échange devienne régulier, l'assujettissement des producteurs à une division du travail plus vaste est nécessaire.

(25) "Il est...très insuffisant de proclamer...que c'est parce que les administrations coloniales ont astreint les paysans à produire des denrées commerciales que la consommation alimentaire est devenue tributaire des importations: le Congo constitue un

## LE PAYS ET SES HABITANTS

contre-exemple frappant puisque la production destinée à l'exportation n'y a guère été développée" (Bertrand 1975:193).

(26) La scolarisation étendue du pays congolais n'a pas en elle-même une portée uniforme, mais dans des circonstances politiques données (comme celles de la chute de Youlou et des deux années suivantes), elle a joué un rôle unifiant entre jeunes.

(27) Le gouvernement de A. Noumazalaye en fut un bon exemple.

(28) Les variables historiques, sociologiques, culturelles sont différentes: la phase d'accumulation "sauvage" du capitalisme en France est terminée, l'Etat est de tradition ancienne, etc. Mais le cadre général d'analyse est le même.

(29) Ils épargnent aux maisons d'import-export du secteur précédent les frais de la distribution au détail.

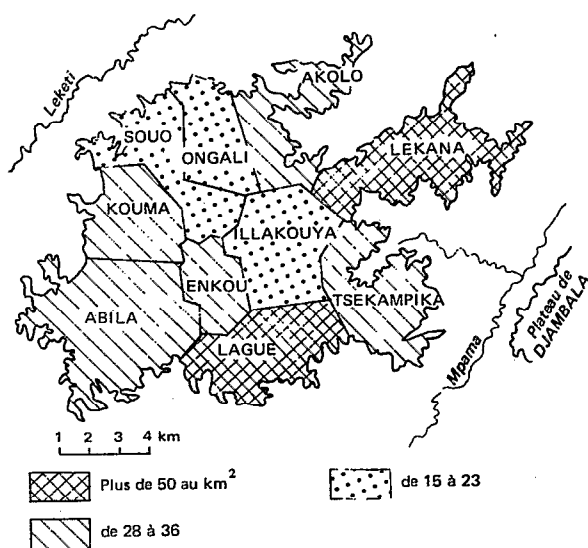


FIGURE IV  
Densités de population

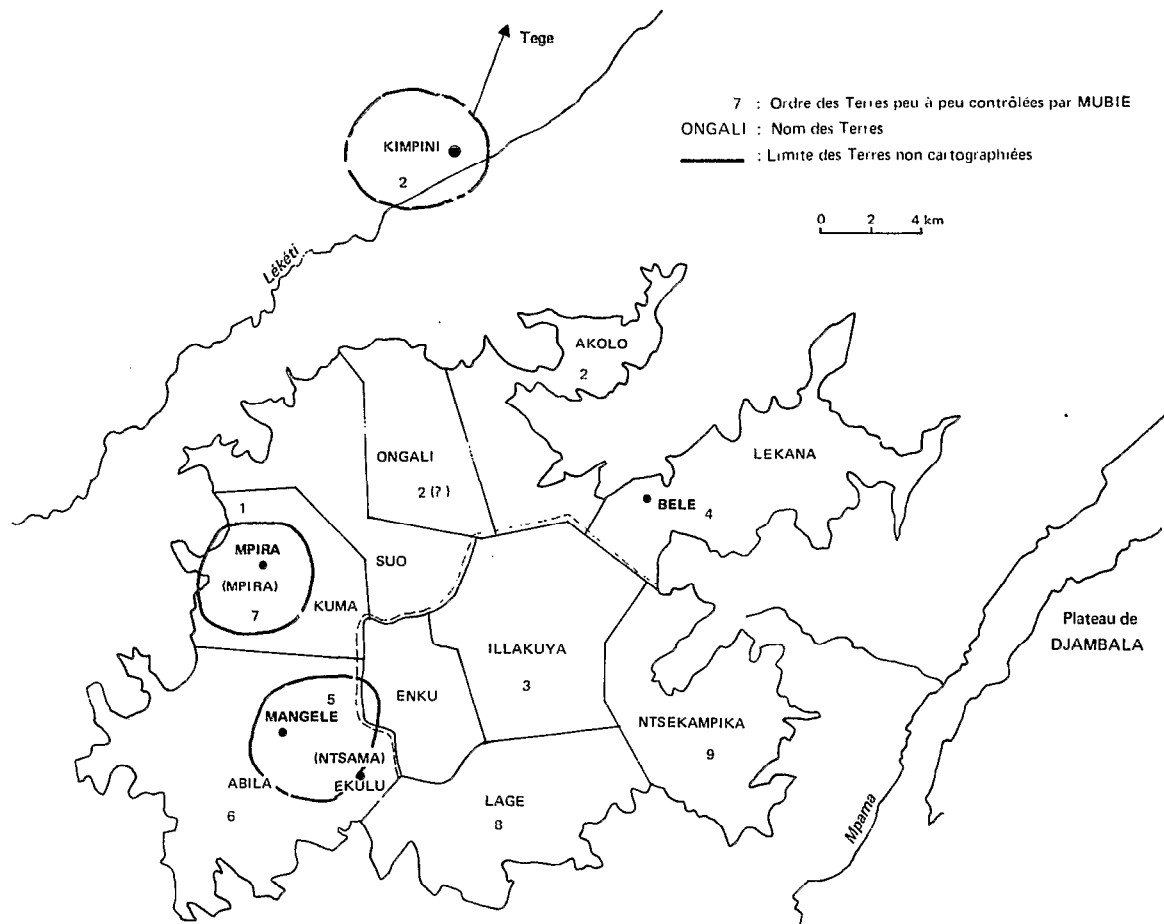
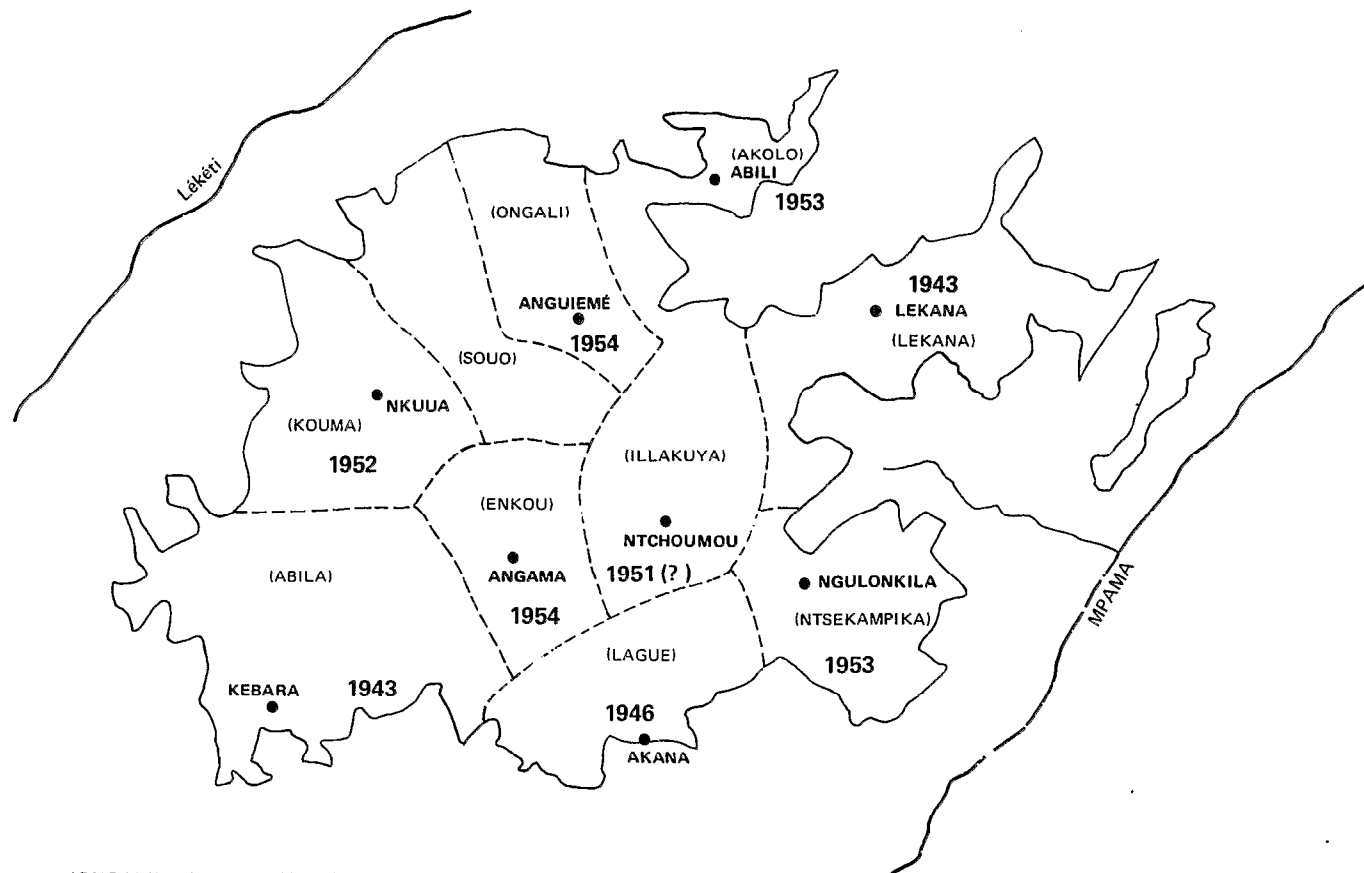


FIGURE V  
 Implantation de Mubie dans les Terres du plateau

HISTOIRE DU PLATEAU KUKUYA



(ONGALI) : Nom de la Terre (correspondant au village)

FIGURE VI  
Implantation des écoles catholiques



**"LE TEMPS DES ANCÊTRES" (BA NKAKA A NKAKA)  
17e - 19e SIÈCLES**

La population qui vit aujourd'hui sur le plateau serait incompréhensible sans un aperçu de son histoire propre, qui a précédé la conquête européenne (1). Ses traces, quoi qu'effacées, sont partout présentes.

Les Kukuya actuels déclarent que leurs ancêtres ont toujours occupé la région qu'ils habitent. Ils sont là "depuis que Nzami (l'Être suprême) a créé l'univers": aucune trace d'une quelconque migration si lointaine soit-elle. Le repérage des grandes phases de leur histoire n'est concevable qu'en se rapportant aux deux systèmes politiques qui se sont succédés.

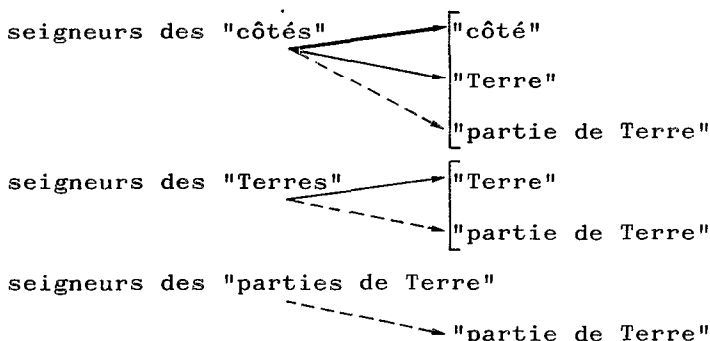
**LE PREMIER SYSTÈME POLITIQUE ANCIEN: 16e et 17e siècles**

On peut l'appeler le temps des mfumu a ntsie, "seigneurs (2) de la terre". Le pays aurait été, sur la surface identique du plateau, divisé en deux grands "côtés" (traduction de ki: "du côté de"): Bukuobi et Mpika, selon une ligne de partage sud-ouest/nord-est. Ces termes désignent deux jours de la semaine à quatre jours, qui s'étend sur un espace culturel bien plus vaste: tous deux renvoient à un pouvoir de malédiction. Deux seigneurs au sommet "possèdent" chacun un côté du pays: Munkira domine celui de Bukuobi, Munkoko celui de Mpika. Les titres de ces deux seigneurs ont une consonance relativement connue à l'intérieur de l'ensemble teke tout entier: nous savons qu'une ancienne organisation politique tio (Vansina 1973:315) a reposé sur des autels du nkira (3). D'autre part, nous retrouvons dans Mu-nkoko (ou encore Muko) le radical ko, lié à la souveraineté: en témoigne le titre du souverain du royaume tio: le Ma-koko de Mbe, sa capitale (ibid: 372). Rien donc, au contraire, qui fasse du pays kukuya une zone particulière dans la vaste aire culturelle et politique qui le déborde. Les deux "côtés" du plateau correspondaient à des jours différents fixés pour effectuer des funérailles.

Le pays kukuya était divisé en une douzaine de "Terres" (ntsie). Leurs noms n'auraient jamais changé jusqu'aujourd'hui. A la tête de chacune de ces Terres se trouvait un supérieur, appelé mfumu a ntsie ("seigneur de la terre") comme précédemment. Les deux grands seigneurs des côtés, Munkoko et Munkira possèdent ainsi à la fois un "côté" et leur propre "Terre", selon un mécanisme d'inclusion que nous découvrirons à tous les niveaux.

## LE TEMPS DES ANCETRES

Chaque terre se répartissait en plusieurs "parties de Terre" (en moyenne quatre ou cinq): kitsulu ki ntsie, qui signifie littéralement le "morceau" de Terre. Un seigneur de la terre "possédait" (4) encore chaque partie de Terre. Selon le même schéma d'emboîtement, le seigneur d'une Terre "possédait" également sa propre "partie" et en conséquence, les deux grands seigneurs des "côtés" possédaient aussi la leur:



Telle était l'armature de la hiérarchie des "seigneurs". En dehors des deux Terres qui renfermaient les seigneurs des "côtés", toutes les autres étaient censées se valoir. Par contre, dans chacune d'entre elles, les parties étaient rangées par ordre de supériorité. Mais nous n'avons dessiné encore que les grandes lignes de l'organisation supérieure. L'échelon complémentaire pour la compréhension du système est celui du bas: la "partie de Terre".

Une "partie de Terre" pouvait être décrite comme un territoire comprenant un ensemble de groupes locaux (bula), dont les plus vieux bosquets anthropiques indiquent probablement la marque. C'étaient des hameaux de faible dimension, dispersés, "dont les maisons se groupaient en essais", selon l'image proposée par les chroniqueurs. Cet état de fait est sans doute la base physique de toute explication, mais il ne saurait être présenté comme la définition politique fournie par les habitants lorsqu'ils parlent de cette vieille époque. Pour eux, une partie de Terre était d'abord **l'ensemble formé par plusieurs lignages matrilineaires**, que l'on nomme nzo. Leur nombre variait de quatre à dix ou même davantage. Ainsi, l'effectif humain d'une partie de Terre, que "possédait" un seigneur de la terre, consistait avant tout en ce stock d'habitants.

Cependant, il existait une relation entre la terre concrète, siège des hameaux, et la terre conçue comme ensemble de lignages (nzo). Chaque lignage s'inscrivait au milieu de la savane sous la forme d'un bosquet (musuru) ou d'une forêt. En adoptant cette perspective, on pouvait dire que la partie de Terre était aussi un ensemble de bosquets lignagers: le seigneur de la partie se référait à un seul d'entre eux par son titre et ses prérogatives, le "bosquet seigneurial" (musuru a mfumu). En effet, le mécanisme d'inclusion mis en évidence dans le reste de la hiérarchie du haut, se prolongeait en bas. Autrement dit, le seigneur de la

terre concerné ici, possédait une partie et simultanément était membre d'un lignage.

Tous les lignages matrilineaires (nzo) étaient compris au sein d'une seule et même partie de Terre. C'est pourquoi on disait - et on dit toujours - qu'ils étaient "parents par la terre". On a vu que leurs bosquets étaient renfermés par les frontières de la partie. La parenté par la terre (oburu ntsie) comportait quelques interdits matrimoniaux (5), mais pas d'exogamie. Elle donnait à ses membres le droit de résidence chez un parent de ce type. Les lignages dépendants du seigneur se considéraient comme ses subordonnés (nkani). Ils avaient tendance à se penser comme rigoureusement égaux entre eux. Si l'un des lignages était en voie d'extinction démographique, ses derniers membres se réfugiaient auprès du seigneur qui disposait pratiquement de leurs droits lignagers.

L'organisation seigneuriale est l'unique point de départ pour tenter de reconstituer l'allure de la formation sociale ancienne. C'est pourquoi nous nous appuyons sur elle après avoir présenté quelques renseignements économiques. Les activités vivrières principales étaient l'agriculture et la chasse, auxquelles s'adjoignaient cueillette, collecte et petit élevage. Un vieil habitant déclare avoir entendu dire par ses aïeux que "les ancêtres avaient connu une époque sans manioc": il est le seul à le proclamer. La partie de Terre semblait déjà constituer une unité agricole (répartition des champs, terroir avec ses limites). A vrai dire, ses frontières paraissaient davantage définir des droits résidentiels que de strictes délimitations des cultures. Selon les habitants actuels, ces lignes (comme celle des domaines lignagers en leur sein) étaient surtout valorisées lors des partages de chasse. On trouvait aussi bien à ce sujet la petite chasse aux alentours des habitations que les expéditions assez loin du plateau ou encore les grandes battues de saison sèche - qui s'opéraient sur la base associée des lignages et des groupes locaux.

La population pratiquait en outre certains artisanats. Nous sommes sûr que le tissage était répandu durant cette vaste période. La matière première en était le raphia, produit sur les bosquets dont nous avons dit l'importance sociale. Cette production n'était guère spécialisée (6): à en croire certains seigneurs vivants, tout homme adulte savait la mettre en oeuvre. Le produit était de la sorte courant: son usage principal était l'habillement. Nous ne saurions rien affirmer de précis sur la forge, dont nous reparlerons plus tard. Un fait est à peu près certain: à la fin de cette période - au plus tard -, les pagnes de raphia ne formaient pas seulement de simples biens d'usage, destinés à la consommation immédiate. D'une part, ils donnaient lieu à une thésaurisation (sans doute développée sur de nouveaux rapports sociaux à partir du seul stockage), d'autre part, ils pouvaient être échangés contre d'autres produits sur un mode qui en faisait dans des limites définies une monnaie (7). Cette époque, dont les Kukuya d'aujourd'hui gardent une image figée et éternisée, était traversée par l'existence d'une sphère marchande. Quatre ou cinq des meilleurs chroniqueurs locaux disent qu'un réseau de cinq ou six marchés s'était alors installé, selon un rythme tournant (un par semaine ?). Des étrangers des populations voisines y étaient accueillis. Les seigneurs assuraient le contrôle et la surveillance de ces lieux

d'échange. Si nous nous situons au terme de cette époque, nous serons nécessairement poussé à souligner l'influence de la traite congolaise et internationale dans l'instauration ou le développement de ces mécanismes (voir Dupré et Rey 1969).

Avons-nous affaire, à ce moment-là (8), à un véritable pouvoir politique qui ait acquis son autonomie relative par rapport aux autres procès sociaux ? Est-on en droit d'affirmer que ces seigneurs de la terre étaient dotés de fonctions politiques bien différenciées ? Les réponses recueillies aujourd'hui accentuent d'abord les prérogatives rituelles de ces seigneurs à tous les degrés de la hiérarchie. En premier lieu, dans chaque partie de Terre, les membres des lignages des subordonnés effectuaient couramment des rituels à leur niveau: ce sont les mukwu a nzo ("conjurations de lignage"). Le rôle du seigneur de la partie est d'en assurer la direction: dès qu'une affaire était jugée vraiment critique, les supérieurs lignagers en référaient à leur seigneur - dans le cadre de la "parenté par la terre". Assistaient à ces cérémonies non seulement les lignages impliqués dans un règlement, mais aussi un bloc parental plus large (buburu) qui, par le jeu des droits résidentiels, englobait à chaque fois les habitants des hameaux du territoire. En second lieu, le même seigneur se chargeait d'un autre rituel pour les mêmes personnes: celui du mukwu a ntsie ("conjuraison de la Terre"). La fécondité des femmes, la prospérité des semences, l'absence de maladies et de décès en étaient l'enjeu. La Terre (ntsie) était toujours conçue avant tout comme ensemble de lignages. L'emprise du seigneur reposait sur les bikini bi ntsie ("soutiens ou renforts de la terre") qu'il détenait: c'étaient des objets magico-religieux qu'il possédait. Dans beaucoup d'évocations (assez brèves et stéréotypées), nous avons l'impression que le seigneur de la partie était bien proche d'un parent supérieur, qui prolongeait sans grande rupture l'organisation lignagère. De celle-ci, nous ne savons presque rien sinon qu'elle était peut-être plus directement liée au procès de production qu'aujourd'hui (traces de prestations en travail aux chefs de lignages ainsi qu'aux seigneurs).

En allait-il de même si nous nous tournons vers les niveaux plus élevés de la hiérarchie ? La coupure peut paraître imprécise: de fait, nous retrouvons, transposés à un échelon supérieur, les mêmes rituels, décrits dans des termes voisins. Il est difficile, dans ces conditions, de trancher nettement entre pouvoir rituel et pouvoir juridique, par exemple. Ainsi, un rituel lignager qui ne trouvait pas sa solution dans la partie remontait au seigneur d'une Terre. Non réglé, le cas arrivait au seigneur du côté, instance suprême, rarement mise en action, les deux côtés semblant égaux chacun dans sa moitié du plateau. On pouvait dire la même chose des rituels de la terre (mukwu a ntsie): ils reproduisaient au sommet les cérémonies du bas avec cependant un effectif multiplié et un poids beaucoup plus considérable.

C'est bien là que nous désirons en venir. La similitude des apparences culturelles dissimulait sans doute déjà une assez forte différenciation. L'unification idéologique, que nous discernons dans les deux côtés (funérailles, centralisation des principaux rituels), ne reflétait pas une simple homogénéité culturelle du pays; elle représentait une prise en charge au sommet par l'appareil hiérar-

chique. Au-delà de la partie de Terre, la parenté devenait largement fictive: elle était sans doute un vocabulaire de relations politiques déguisées. C'est encore plus vrai du lien entre les seigneurs de Terres et les deux grands seigneurs Munkoko et Munkira. Fait plus important parce qu'il va dans le même sens, mais d'une façon plus spécifique: on assistait à la naissance d'un pouvoir **juridique** particularisé à la tête de chaque Terre et surtout à la tête des deux côtés. Ainsi, lorsqu'à l'intérieur des lignages de subordonnés (nkani) un meurtre survenait - réel ou imaginaire (accusation de sorcellerie aux funérailles) -, un cycle de vengeance s'ouvrait entre deux groupes de parenté hostiles. L'affaire était considérée comme grave au bout d'un certain temps et elle était portée devant les deux grands seigneurs: Munkoko et Munkira. Cet appel se produisait spécialement quand l'un des deux camps en présence s'estimait défavorisé dans le règlement de la querelle. la requête visait souvent à faire intervenir Munkoko (par exemple) auprès du seigneur de la Terre concernée afin qu'en retour ce dernier force ses subordonnés à acquitter l'amende réparatrice. Le jeu des sanctions, des mises en esclavage passait de plus en plus par les deux seigneurs les plus élevés: on pouvait parler d'une cour de justice à leur niveau, impliquant un petit exécutif.

Autre indice de cette extension de pouvoir au sommet: les relations extérieures aux Kukuya étaient le fait des deux grands seigneurs (et des seigneurs de Terre). Certains Kukuya prétendent qu'un tribut annuel, dès cette période, était versé au Makoko du royaume tio: il aurait compris des pagnes de raphia, des colliers de fer ou de cuivre, des peaux de panthère. Quelle que soit la subordination (vraisemblable) du plateau kukuya au royaume tio à ce moment-là, une constatation nous importe: ce tribut était prélevé sur les seigneurs inférieurs (et sur leurs lignages), son envoi supposait l'emploi de dépendants, la capacité de lancer une expédition de transport, privilège de Munkoko et Munkira. Si nous mettons cette fragile preuve en rapport avec le contrôle des marchés, le développement probable d'un artisanat spécialisé du tissage, nous entrevoyons que les relations économiques et politiques s'étaient déjà modifiées. Ces prérogatives se concrétisaient par la présence d'insignes de pouvoir, dont nous retrouverons les éléments dans le futur pouvoir du mpu.

En fin de compte, la fin de cette période peut donner lieu aux hypothèses suivantes: **nous sommes en face d'une situation de transition, contradictoire** d'une manière qui enferme le mouvement de transformation à venir. D'un côté, nous saisissons les mécanismes d'un système lignager relativement communautaire. Ils sont repérables à travers les descriptions de ces rassemblements nommés kimuoni ou encore mobvunima (réunis par exemple pour un rituel de la terre). Dans les limites d'une partie de Terre courante, c'étaient des assemblées générales de tous les adultes sur le double critère de l'appartenance lignagère (nzo) ou de la résidence (ola). Le seigneur de cet échelon nous semble avoir surtout contrôlé le jeu lignager, assuré la distribution des parcelles cultivables (fonction de répartition), joué un rôle d'arbitre plus que de juge. Cette supposition est confirmée par la faible hiérarchisation qu'auraient connue les hameaux: une autorité gérontocratique sans chef véritable.

## LE TEMPS DES ANCETRES

De l'autre côté, il existait une sphère marchande et au moins une monnaie (le raphia). Dans les Terres et davantage encore dans les deux côtés, une cristallisation d'un pouvoir juridique s'était établie. Mieux, une véritable instance politique avait commencé d'apparaître. Tels sont les symptômes d'une transformation des rapports de production, qu'une étude consacrée à cette période ferait sans doute ressortir plus clairement.

### LE SECOND SYSTÈME POLITIQUE ANCIEN: 18e et 19e siècles

Pour opposer ce système au système antérieur, nous le désignerons sommairement par "le temps des mfumu a yulu" ou "seigneurs du ciel" (9). Ce raccourci vise la nature de la durée historique et l'un des points centraux de sa transformation. Cependant, l'aristocratie dite "du ciel" (yulu) ne saurait résumer à elle seule la période tout entière.

L'organisation sociale précédente n'avait pas de commencement connu autre que métaphysique. Interroge-t-on un habitant actuel sur l'origine temporelle des "seigneurs de la terre" qu'il renvoie aussitôt à la création du monde et à des listes de titres et de territoires, dont le début se perd dans l'indétermination au-delà de quelques générations. Quant à l'imbrication réciproque de ces différentes entités, elle est posée dans l'éternité; elle reste ainsi non soumise au changement. Cette simple constatation n'est plus de mise avec le second système politique précolonial. La différence est brutale: elle a la force d'un début marquant l'irruption d'une nouvelle conjoncture historique, rapportée à un moment précis et à une date (même si son établissement exact ne va pas de soi).

Pour plonger dans ce monde révolu, nous n'avons pas le choix de moyens. Nous ne pouvons que nous en remettre d'abord aux récits qui ont cours aujourd'hui encore. Tous concernent la vie et les actes d'un personnage appelé Mubie, dont l'individualité vient donner un corps aux chaînes continues de générations remémorées en brisant le cours, en établissant d'autres d'un caractère différent. Cet homme, que nous allons évoquer, est en effet unique, alors que les seigneurs antérieurs - comme Munkoko et Munkira - se coulaient dans le moule de titres identiques. Ici la répétition semble s'arrêter, comme nous le retrace une série d'histoires fragmentées que nous nous refusons à nommer du nom de "mythes", persuadé qu'une telle dénomination obscurcit plus le sujet qu'elle ne l'éclaire.

### Les récits concernant l'histoire d'un homme appelé Mubie (10)

Il va sans dire qu'il ne s'agit pas d'un homme comme les autres, mais d'un personnage "vraiment surprenant" (wu kima kimi), hors du commun, comme le sont en général présentés après coup les fondateurs d'un régime social.

### L'investissement du plateau

Le plateau kukuya vivait donc sous la tutelle des seigneurs de la terre, notamment des deux plus hauts d'entre eux: Munkira et Munkoko. Un jour, une terrible panthère (ngo) se mit à dévorer les gens. Rien ne pouvait faire obstacle à ses ravages. Des femmes d'une Terre située à l'ouest du pays partirent à un certain moment à la recherche des chenilles et des sauterelles hors du plateau. Elles rencontrèrent un homme étrange qui leur révéla son nom. Il était accompagné d'une de ses soeurs et portait avec lui des objets scintillants, admirables. Il proposa de libérer la région des méfaits de la panthère. Les femmes revinrent voir leur seigneur de la terre (Nzuonkaka de Mpira) qui accepta l'offre de l'inconnu. Celui-ci confectionna alors un breuvage extraordinaire (le mieme) et usa de tout son savoir exceptionnel. Quelques jours plus tard, le fauve avait presque cessé d'agir et bientôt la Terre de Mpira fut dégagée de l'emprise de la panthère. La paix ou la tranquillité (mu-lii) étaient désormais rétablies.

Cependant, le fauve continuait ses assauts dans toutes les autres Terres. Le seigneur supérieur du côté du nord (Bukuobi), Munkira, se décida alors à faire appel à Mubie, comme l'avait fait son seigneur subordonné. Le héros se mit en devoir de soulager aussitôt la Terre Ongali, "possédée" directement par Munkira. En récompense de ses services, Munkira lui donna comme épouse une femme prise parmi les lignages subordonnés (ses dépendants nkani). Le héros avait également réclamé qu'on lui offre le pouvoir (mpu) sur l'ensemble du plateau; ce qui lui fut d'abord refusé, puis accordé dans les Terres restantes du côté de Bukuobi. Des épouses lui furent cédées de la même manière qu'auparavant, c'est-à-dire, sans compensation matrimoniale. On appelait ces épouses offertes "pour rien" (ngoli), des femmes kisyiki ("en remerciement").

La progression du héros se poursuit selon un axe nord-ouest/sud-est. La panthère sévit toujours dans les Terres non touchées par l'action de Mubie. Les autres seigneurs des Terres durent accepter de céder, d'avoir recours à Mubie, de lui donner des épouses et de lui conférer le pouvoir mpu sur le plateau. Le second côté de Mpika passa ainsi sous la juridiction du nouveau venu. En même temps, la panthère disparut brusquement.

De ces différentes alliances matrimoniales naquirent des enfants, mâles et femelles. Ceux-ci "gouvernèrent" (kibiala), cette fois dans les parties de Terre, à l'échelon inférieur du premier système politique. A la génération suivante, des petits-enfants du héros-fondateur détinrent le même pouvoir mpu dans d'autres parties de Terre, demeurées non pourvues. A ce moment précis, l'ensemble des territoires "possédés" par des seigneurs de la terre (mfumu a ntsie) fut couvert par un second système associé de seigneurs du ciel (mfumu a yulu). Tous les descendants de Mubie firent partie du lignage du mpu nommé "nzo mpu", lignage à filiation dominante patrilinéaire, alors que les lignages seigneuriaux du système anté-

rieur (nzo mfumu) étaient à filiation dominante matrilineaire. Le héros Mubie avait distribué à ses fils, puis à ses petits-fils, les insignes du nouveau pouvoir mpu: c'étaient là les magnifiques objets qu'il détenait en arrivant dans le pays.

L'aire géographique recouverte par le système politique qui venait de s'instaurer était plus vaste que la superficie du plateau. Des descendants du héros gouvernèrent au nord (Teke-Alima), au sud (Sundi), à l'ouest et sud-ouest (Ntsabi): au total, semble-t-il, dans cinq ou six Terres. On voit que l'extension de la zone s'est opérée sur les marges du royaume tio.

Ce récit appelle quelques explications. Il est clair, pour tous les habitants du pays qui le connaissent, que la panthère n'est pas un élément extérieur au corps et à la personne du héros. Le fauve est la marque et la preuve de sa puissance transnaturelle. Le fondateur Mubie a lâché son fauve sur le plateau afin de soumettre les seigneurs de la terre à sa domination. Mubie tient son caractère extraordinaire de sa qualité de ngàà (spécialiste de magie) (11), souvent affirmée. Quant à la cause de sa puissance d'exception, elle est renfermée dans le mpu qui est en même temps sa capacité d'action immédiate (contenue dans ses précieux objets) et son pouvoir politique futur.

Une première conclusion s'impose: le système des seigneurs du ciel (yulu) n'est pas venu détruire et remplacer le système des seigneurs de la terre (ntsie). Il n'y a pas eu substitution, mais articulation des deux organisations seigneuriales. La première reste présente dans ses titres, ses découpages territoriaux, sa hiérarchie antérieure. Nous aurons à rechercher comment s'est effectuée cette formation d'un système double et le fonctionnement de la complémentarité qui y est à l'oeuvre. Pour l'instant, nous gardons l'impression d'une domination de l'ensemble par la seconde aristocratie (yulu). Les récits enregistrés lors de mon enquête auprès des seigneurs de la terre d'aujourd'hui corrigent nettement cette idée, si bien que le problème reste entier. Nous allons l'aborder sous un angle partiel en parlant des origines du héros fondateur Mubie, sur lesquelles nous sommes resté jusqu'ici silencieux.

## L'origine du héros Mubie

Aucune divergence d'opinion ne s'est manifestée concernant la provenance concrète de Mubie lors du début des récits: le personnage venait de Nzabi (12), un village situé dans le pays des Ba-teke-Alima (Tege pour les Kukuya), d'autre part, il avait acquis les éléments de son pouvoir mpu, c'est-à-dire, les ma-mpu, en un endroit voisin appelé Me lo Kima: "la pierre de kima". Ce lieu-dit se trouve entre Okoyo et Ewo (13), au nord du plateau kukuya, toujours dans la pays teke-alima. On dit que cet emplacement prestigieux est nommé aussi Kibunu ki mpu, "l'origine du mpu". Il est censé contenir un périmètre sacré, appelé mbali a Nzaami ("la place de Dieu"); toutes les cultures y sont présentes, épinars, piments, courges, ignames, etc. Telle est la donnée positive: libre poussée des plantes vivrières que rien ne vient



contrarier. Mais cette abondance est circonscrite et concentrée. Ainsi il devient possible d'agir sur elle, de s'en rendre maître, de l'enchaîner. La puissance mpu est justement un moyen de réaliser cet assujettissement: seconde face, négative cette fois, d'une dialectique de la nature.

Sur tous ces points, l'unanimité est parfaite. Il n'en est pas de même si l'on envisage les origines ethniques du fondateur. L'accord se fait encore sur son nom: Ntsiba a Ngáákima (14), ainsi que sur ceux de ses deux soeurs, Nkoli et Ngoli. Ces dénominations ne nous apprennent pas grand-chose dans la mesure où elles sont courantes dans la région. Nous distinguerons dans les récits deux groupes de versions qui soutiennent un point de vue opposé sur les origines du héros:

1) Pour les uns, aucun doute possible - Mubie est un Teke-Alima venu imposer son pouvoir sur le plateau. Ces versions, les plus nombreuses (six), citent le plus souvent les Terres du pays extérieures au plateau kukuya. La figure historique ainsi reconstituée pourrait s'intituler la conquête magique du plateau et de ses environs par un héros-fondateur étranger. Il se serait imposé par la seule force de ses charmes surnaturels.

2) Pour les autres (quatre versions laissant l'affaire dans l'indécision), une certitude inverse se fait jour. Mubie est un Kukuya, né sur le plateau. On lui assigne même un lignage (et donc un bosquet) matrilineaire (nzo), on va même jusqu'à évoquer le nom de ses parents. Une figure différente est ainsi mise en place, qui raconte l'histoire d'un héros disparu, ayant quitté le pays durant de longues années, puis y étant revenu sous la forme mystérieuse d'un haut personnage aux singuliers pouvoirs. Le héros serait évidemment parti en direction du lieu fameux de Me lo kima d'où il aurait rapporté les ma-mpu. Cette présentation des événements passés se fait dans le récit des gens de la Terre Akolo (lieu d'inhumation de Mubie), dans celui de ceux d'Ongali (une des premières Terres soumises au nouveau pouvoir) et de Ntsama (autre Terre importante de la même époque).

Comment choisir ? Me fondant sur de maigres indices de concordances, j'ai été longtemps tenté de donner la préférence à la version du héros étranger. Je pensais que les seigneurs kukuya, par un mouvement bien naturel, étaient enclins à naturaliser aujourd'hui un fondateur d'origine extérieure; cette tendance se serait d'autant mieux expliquée que les centres politiques étaient plus considérables. Les tenants de la version du héros kukuya disparu éliminaient en outre de leur liste de Terres celles qui débordaient le plateau proprement dit.

Cette question est-elle bien la plus importante à se poser sur récits ? Par un déplacement de la problématique, nous la remettons à sa véritable position qui est assez secondaire (15). Examinons à travers les éléments retracés les constantes principales qui sont liées à l'évolution historique survenue.

D'abord, nous avons affaire à un homme seul - Mubie est parfois en compagnie de l'une de ses soeurs (ou des deux). Mais en ce qui concerne le problème d'une "conquête", les données font toujours apparaître l'individu héros face aux populations et aux seigneurs de la terre du plateau. Le fondateur n'est même pas

accompagné de guerriers; ses seules armes sont d'ordre transnaturel (magiques plus que religieuses, en ce sens qu'il n'est guère question de ses ancêtres). Mieux, ce "conquérant" ne fonde pas de capitale. Les centres politiques, appelés Mbe, ne seront établis qu'à la génération de ses fils et petits-fils. Fait surprenant - mais qui va dans le même sens que les autres: à la mort du héros, on consacrera non un foyer du pouvoir nouveau, mais un emplacement sacré, la forêt de Ngö-nyüini ("véritable oiseau") où son corps est enterré. Si l'on veut, le fondateur tiendra par la suite une place symbolique alors que ses successeurs exerceront autorité et pouvoir réels.

C'est comme si, à travers les récits, la constitution de la nouvelle seigneurie était en premier lieu symbolique et idéologique avant de donner lieu à une vraie instauration d'un ordre politique. Nous n'avons pas de raison d'entériner cette succession causale, mais elle correspond à celle qui nous est racontée, génération par génération. Quand les fameux objets et insignes du mpu sont-ils réellement associés à l'établissement d'un système de pouvoir ? Ce phénomène ne se produit qu'au moment où le héros vieillissant distribue les différents mpu à ses enfants (fils et filles). Dès lors chacun d'eux, seigneur du ciel par son père, "gouverne" dans son territoire.

L'acte essentiel retracé par les récits commence à présent à venir en lumière. Il ne réside pas tant dans les origines controversées d'un héros solitaire que dans l'installation d'une organisation sociale transformée. La pièce majeure de ce nouvel édifice hiérarchique est le lignage du mpu (nzo mpu), dont la filiation dominante est patrilinéaire. L'accent se porte désormais sur les relations entre les divers seigneurs du ciel dans la région. Des insignes politiques communs - quoique différenciés - les unissent et sans doute des intérêts communs plus cohérents (au niveau du pouvoir) que ceux de leurs prédécesseurs, seigneurs de la terre.

La distribution des emblèmes du pouvoir dans les récits se réfère à un changement dans les relations sociales, non seulement dans les rapports intérieurs au pays kukuya, mais aussi dans ses rapports extérieurs. Le même acte de répartition des mpu sert à les signifier. Leur partage aurait eu lieu au même endroit de Me lo kima, au nord du plateau (16). Les Kukuya étaient venus chercher les leurs, les gens de Mbuma également (Mbuma désigne le royaume tio avec son souverain Makoko, le "Muko" des Kukuya). Des représentants d'autres populations étaient aussi présents (Tege, Ntsabi). Les Kukuya obtinrent l'emblème supérieur, le mpu nommé nkuka; quant au roi Makoko, il n'eut que le second, nzieme. Cependant, un incident fortuit intervint. A cause d'une famine, les délégués kukuya furent dans l'impossibilité de revenir une deuxième fois à l'endroit prestigieux de Me lo kima; C'est pourquoi ils n'acquirent jamais les fameuses boîtes nkobo (17). Au contraire, ces puissances redoutables échurent au roi Makoko. Nous sentons qu'à travers ces évocations sont transcrites les relations entre les seigneurs du ciel kukuya et le souverain tio. L'allusion est certes ambiguë: elle ne permet pas de déduire si les seigneurs du mpu kukuya étaient hiérarchiquement inférieurs au Makoko ni d'apprécier cette subordination si elle existait.

## LE TEMPS DES ANCETRES

De toute façon, nous pouvons mieux maintenant avancer un fait général: les récits de fondation de l'aristocratie du ciel se réfèrent à quelques données d'ensemble historiques fondamentales qui les parcourent, même par allusion ou sous forme équivoque. Dans cette perspective, nous allons déplacer la question particulière que nous nous étions posée. Il importe assez peu, relativement aux questions traitées, que le héros Mubie ait été d'origine autochtone ou étrangère. Les éléments constants, apparus dans les récits, mettent en valeur un phénomène bien plus considérable que la forme de la "conquête" magique par un seul fondateur dissimulait: l'implantation des seigneurs du ciel (l'opération yulu, si l'on préfère) n'est pas un fait de conquête collective, mais de différenciation interne au plateau et à ses environs immédiats.

### Datation du début de la nouvelle aristocratie

Quand pouvons-nous situer la période correspondant aux récits sur Mubie et ses enfants ? Nous proposons de la placer très largement aux alentours de 1750 (18). Cette réponse n'est qu'une approximation provisoire, qui doit être soumise à une critique collective s'appuyant sur d'autres données extérieures à la région considérée (voir discussion approfondie M-C1. Dupré 1984).

Mais jusque-là, nous avons parlé du mpu et des divers mpu sans donner réellement un contenu à la notion. Cette anticipation était inévitable: nous abordons maintenant le pouvoir mpu pour lui-même dans ses composantes et son articulation avec le pouvoir ntsie des seigneurs de la terre.

### Le pouvoir mpu

#### Terres et forêts

Le mpu est étroitement défini par son implantation dans l'espace. C'est pourquoi nous commençons par décrire ce premier aspect; il ne nous éloigne pas de l'analyse du lignage du mpu. Les récits nous communiquent aussi bien des généalogies dans le temps qu'une organisation spatiale selon les divers segments de ce lignage. Nous avons déjà vu comment la division de la période précédente, selon les Terres et des parties de Terre, n'avait pas été apparemment modifiée.

A chaque Terre, à chaque partie de Terre, était ainsi associé dans le nouveau système yulu un seigneur du ciel correspondant. Inutile de reprendre, dans son principe au moins, le mécanisme d'inclusion des Terres et des parties: il reste identique. Ainsi le seigneur du ciel supérieur d'une Terre gouverne également sa propre partie de Terre. Cependant, ce mécanisme ne fonctionne pas au niveau des deux grands côtés du plateau: les deux seigneurs du ciel qui y sont présents ne paraissent pas avoir d'office gouverné tout le côté.

Comment se fait l'articulation spatiale à l'échelon inférieur, celui d'une partie de Terre ? Les limites sont les mêmes que pour le seigneur de la terre, avec quelques exceptions (deux seigneurs

## LE TEMPS DES ANCETRES

ntsie pour un seul yulu dans certains cas isolés. Fait encore plus significatif de l'orientation sociale de cet espace: le bosquet seigneurial, dont nous avons vu la fonction pour le seigneur de la terre, servira encore de référence au seigneur du ciel complémentaire. Parfois des noms différents s'appliqueront au même bosquet.

Un exemple nous montrera le détail de cette implantation dans l'une des Terres de la région, celle d'Akolo, où fut enterré le héros Mubie. De son vivant, il avait envoyé deux de ses fils, Nkwa et Onka, gouverner dans deux forêts seigneuriales de la Terre (et donc dans deux parties de Terre): première segmentation. Nkwa eut pour successeur un seul de ses deux fils dans la même portion territoriale, désormais inchangée. Quant à Onka, il eut huit enfants: quatre d'entre eux gouvernèrent dans d'autres parties de Terre d'Akolo (dont une femme), quatre autres le firent hors de la Terre, dans les Terres voisines. Nous voyons par là qu'Akolo fut réellement un centre d'engendrement de nouveaux segments. A partir de là, la segmentation vraie (c'est-à-dire, celle qui est à la fois généalogique et territoriale) s'arrête: le découpage est à présent donné. Si nous pratiquons une coupe sur l'aristocratie du ciel dans la Terre Akolo, nous obtenons cinq segments du lignage du mpu:

I	<u>nzo</u> Nkwa Mubie	fils aîné
II	<u>nzo</u> Ntsiba Onka	enfants d'Onka
	<u>nzo</u> Miere Onka	
	<u>nzo</u> Ngamba Onka	
	<u>nzo</u> Ngami Onka	

Ces segments nous sont présentés aujourd'hui dans cet ordre hiérarchique, qui ne correspond pas toujours à celui de l'âge des ancêtres placés en tête de chaque segment.

L'essentiel est de voir que ces cinq segments du lignage du mpu coïncident avec les cinq parties d'Akolo possédées par des seigneurs de la terre; chaque seigneur de la terre peut avoir quelques seigneurs de sa catégorie comme subordonnés dans sa propre partie de Terre. Mais au sommet, les deux hiérarchies (ntsie et yulu) s'articulent. Les seigneurs de la terre correspondants sont: Ngelaboko, Ngombiimi, Munzuani, Ngaampala, Mankuli et Ngiriki; nous avons dans cette liste les titres du système politique antérieur (19). Partout le point de référence est fourni par les limites territoriales et par les bosquets seigneuriaux.

### Les insignes du mpu et le lignage nzo mpu

Le mpu désigne la réalité d'ensemble du pouvoir des seigneurs du ciel; mais il existe aussi des spécifications de l'unité précédente. On rencontre des mpu en nombre déterminé. D'une manière symbolique, les Kukuya affirment qu'on dénombre douze mpu significatifs. La liste varie sensiblement, malgré des récurrences importantes dans l'énoncé des titres (20). J'en fournis une des

## LE TEMPS DES ANCETRES

plus vraisemblables, destinée à servir d'échantillon:

<u>nkuka</u>	un perroquet noir et rouge
<u>mbiele</u>	le couteau
<u>nzieme</u>	la fibre de palmier
<u>tali</u>	le soleil
<u>nzwuunu</u>	l'enclume
<u>nku</u>	un autre perroquet
<u>nswi</u>	la lune
<u>nkoy</u>	le lion
<u>liswu</u>	

<u>milinima</u>	un oiseau à longue queue
<u>mpaka</u>	le buffle
<u>ngo</u>	la panthère

Le compte aboutit bien à douze. Mais on aurait pu y parvenir (selon les endroits d'enquête) avec d'autres éléments comme nkiima (une espèce d'herbes hautes), nkia (queue d'éléphant), mikele (plumes "mâles" de tout oiseau), nkonomo (étoile), ntsiibi (l'excrément), lieme, etc. Nous essaierons de trouver pourquoi l'on rencontre ces variations. Un point de concordance absolu peut cependant être posé: le plus élevé de tous est nkuka, qui à lui seul "contient tous les autres".

Une seconde coupure, plus relative, est à placer entre les mpu "mâles" (ainsi les neuf premiers de la liste proposée) et ceux qui ne sont que "femelles". Toute interprétation liée à la nature de chaque sexe est unanimement rejetée: cette acception ne marquerait qu'une idée de supériorité (21).

La nomenclature des mpu comprend des oiseaux ou des animaux de la savane, des astres, des instruments de travail (l'enclume), un objet de production (le palmier).

Le lignage du mpu se caractérise par la détention des divers mpu relevés. Au-delà de leur différence prévaut l'identité de la possession d'un mpu par chaque seigneur du ciel. Cette unité se marque en particulier par la référence à un animal commun: la panthère (ngo). Les récits parlaient de la présence du fauve et des ravages qu'il exerçait. Cette capacité de troubles était en dernier ressort attribuée au héros-fondateur Mubie, maître de la panthère. On aura remarqué que le fauve est mentionné dans la liste des mpu particuliers; en cette occasion, il ne figure que comme emblème femelle (= inférieur). Mais la signification n'est pas la même à tous les niveaux: ngo peut représenter un mpu secondaire et également la référence la plus prestigieuse de tout le lignage. La variation dans l'emploi de la symbolique s'explique par le déplacement opéré d'un segment (ou sous-segment) à l'ensemble du groupe (nzo mpu).

Il y a nommément une identification des seigneurs du ciel à l'animal commun: le tuer, c'est mettre à mort un seigneur du ciel. C'est pourquoi la panthère est enterrée sur le hamac sacré

(miyali). Bien entendu, le cadavre du fauve n'est jamais consommé par personne: seules la peau, les dents sont retirées et confiées aux seigneurs. La diversité des usages renvoie dans le lignage à une profonde unité, exaltée par l'emblème commun. Ainsi les interdits changent par segment, mais tous les seigneurs du ciel en titre (et leurs parents du groupe) sont soumis aux interdits du mpu. Une telle cohésion globale marque le fonctionnement du système politique et rappelle sans cesse l'unique origine des membres du lignage. Chaque seigneur dans son territoire propre répète un même type de pouvoir, similitude qui n'exclut pas l'affirmation parallèle d'une stricte hiérarchie interne à chaque Terre.

J'ai dit antérieurement que la filiation du lignage était à dominante patrilinéaire. Cette formule visait à marquer l'opposition tant avec les lignages simples (nzo) qu'avec les lignages de seigneurs de la terre (nzo mfumu), tous deux matrilineaires. En fait, dans la ligne du mpu, sont reconnues deux lignes de descendance: l'une, agnatique, s'appelle le mpu yi balika ("mâle"), l'autre, utérine, mpu yi kikay ("femelle"). Dans les généalogies de seigneurs du ciel, les femmes servent à combler les chaînons manquants. De toute façon, le mpu mâle est valorisé avant tout par rapport au précédent. Donnons tout de suite le principe de la succession au titre de seigneur du ciel à la fin de la période précoloniale: on choisit d'abord un fils (22) dans le segment ou sous-segment du mpu (fils direct ou classificatoire), ensuite un frère du seigneur mort, enfin en dernier ressort une femme.

La totalité du lignage du mpu est saisie comme parenté spécifique: on la nomme oburu mpu: "la parenté du mpu". Elle comprend d'une part, tous les seigneurs du ciel en titre, d'autre part, tous leurs parents du lignage. Si on questionne les seigneurs actuels sur les pratiques matrimoniales de leur lignage, on en retire deux genres d'affirmations. A l'intérieur du lignage, dans les générations qui ont suivi Mubie, on a appliqué les règles de mariage courantes (débordant de beaucoup le lignage du mpu): les interdits qui y avaient cours étaient ceux de toute la population. Puis, après trois ou quatre générations, beaucoup d'alliances sont devenues possibles dans le groupe lui-même. Il était désormais concevable d'avoir des stratégies de mariage dans le lignage du mpu: les seigneurs ne s'en privèrent pas. D'autre part, à l'extérieur du groupe seigneurial, aucune pratique n'apparut qui tendît à limiter les alliances externes. En conséquence, un brassage s'opéra, qui mêla considérablement le groupe restreint de départ (celui du mpu) et les lignages simples de subordonnés (nkani). Aujourd'hui, les gens qui peuvent se réclamer d'une quelconque ascendance dans le mpu (mâle ou femelle) sont nombreux: aussi est-ce l'attribution réelle d'une place seigneuriale qui compte surtout. Cette évolution était largement amorcée à la fin de l'époque précoloniale.

#### Le pouvoir juridique: kiwuobo

Nous résumerons ce pouvoir par un mot: mbali a mpu ("la cour du mpu"). Toutes les résidences de seigneurs du ciel contenaient une assez large cour intérieure, entourée par les maisons. C'était l'endroit qui se transformait périodiquement en cour de

## LE TEMPS DES ANCETRES

justice. Nous avons suggéré que, avant 1750 environ, seuls les seigneurs de la terre des deux côtés, à savoir Munkira et Munkoko, avaient été près de détenir une semblable prérogative. A présent, nous avons là un indice remarquable de la transformation historique qui s'est effectuée dans la période yulu: la naissance régulièrement répartie dans les divers territoires d'autant de petites instances juridiques.

Comment pouvons-nous représenter les cours ? Le seigneur du ciel y siégeait, en présence de son seigneur de la terre. Quelques gardes étaient rassemblés pour assurer l'ordre et la bonne marche des décisions; Le seigneur du ciel possédait la cour (ngáá-mbali), mais il ne rendait pas la justice lui-même. Cet office était réservé à des juges-arbitres (bawuobi). L'assistance était disposée en cercle et divisée en trois camps: les deux parties en conflit et la cour. Lorsqu'une affaire était considérée comme réglée, on venait informer le seigneur du ciel du résultat. Il entérinait ou non la décision, car il était en mesure de demander qu'on réexamine un cas insuffisamment tranché.

Dans quelles circonstances intervenaient ces appareils ? Ils le faisaient quand advenaient "des maladies, des amendes non payées, des disputes entre habitants, des adultères, des vols". En bref, il s'agit d'un catalogue résumé de tous les incidents qui risquaient de menacer le "bon ordre" d'un territoire. De toute évidence, dans cette série d'affaires, l'autorité des chefs de lignages simples et celle des seigneurs de la terre se trouvait en partie désaisie. Une bataille entre deux résidents d'une partie de Terre venait-elle d'avoir lieu: le seigneur du ciel convoquait les deux parties ainsi que le seigneur du ciel de chacun des intéressés (qui n'était pas forcément le précédent). Ou encore, un seigneur de la terre local se plaignait auprès de son homologue, seigneur du ciel, de la mauvaise conduite de l'un de ses subordonnés. On voit fonctionner de la sorte une succession d'alliances au niveau seigneurial: le lignage du mpu était le terrain d'élection de ces solidarités au sommet.

Les sanctions comportaient le paiement de droits de justice allant d'une part, aux juges, d'autre part, au seigneur détenteur de la cour (sans parler des réparations à verser à la partie jugée innocente). Le contenu des amendes infligées, tel qu'il est répertorié par les vieux Kukuya d'aujourd'hui, permet de récapituler la nature successive des biens utilisés: coquillages nzinke à une époque reculée, puis tissus ma ntsiene, ba nkami..., ensuite ba nta (de raphia tissé, enfin pièces d'étoffe importées (et actuellement l'argent). La matière de la richesse (nzi) principale n'a cessé de se modifier. Bien entendu, l'énoncé des amendes ne se confondait pas avec celui des sanctions: dans les cas estimés graves (adultères ou meurtres ou vols répétés), la cour décidait la mise en esclavage des coupables ou bien elle ordonnait l'exécution d'un "sorcier". Différentes ordalies étaient utilisées pour tester la véracité des dires des suspects.

Ce qui nous importe est l'évolution historique de ces instances juridiques, devenues plus spécialisées que par le passé. D'un côté, nous devons affirmer que, malgré la similitude formelle des pratiques locales, la hiérarchie se structura de plus en plus. Les

cours formèrent un système d'appel, partant des lignages simples, allant jusqu'au seigneur du ciel inférieur, puis de là au seigneur du ciel de la Terre. La plus grande partie des affaires en restaient là: quelques-unes mettaient en jeu de véritables assemblées générales des seigneurs du mpu sur le plateau. Il est probable qu'on tenait ces séances chez les seigneurs des côtés (ntsie). De toute manière, aucune commune mesure entre un tribunal siégeant dans les capitales du mpu (les Mbe) et un petit tribunal de partie secondaire (23). A mesure que le lignage du mpu (ciel) trouva sa cohésion transversale, il se hiérarchisa également. D'un autre côté, nous proposerons l'hypothèse suivante: les seigneurs de la terre, dans leur majorité, ont sans doute été relégués à un domaine strictement défini: celui des affaires rituelles entre eux et leurs subordonnés lignagers. Dès qu'il fallait par contre trancher une question relevant de la marche concrète d'un territoire (relations entre groupes locaux), l'exécutif du mpu se mettait en route: il intervenait d'abord sous la forme juridique. A travers son incontestable morcellement, il s'imposa tout de même grâce aux alliances et aux appuis interseigneuriaux.

### Le pouvoir idéologique du mpu

Ce pouvoir est matérialisé par un certain nombre d'attributs, dont l'ensemble est concentré dans une désignation unique: les bisanima bi mpu. C'est, mot-à-mot: "les instruments du mpu" ou encore "ce qui sert à faire fonctionner le mpu". On rencontre dans cette catégorie générale une série d'éléments. En voici un échantillon parmi les principaux:

- museki mpaka: queue de buffle (chasse-mouche et puissance)
- onkuki: gong double; ba: gong simple (appel aux subordonnés)
- mpami: clochette; ngala: cloche
- kimpe: hache
- munyuā: balai de justice
- mvulanmvuli: corne d'antilope (torsadée)
- nuomo: long tambour
- kibana ki ngo: peau de panthère (ou de lion)
- miyali: hamac (en peau de panthère)
- ntā-ngo: pagne de panthère (12 tissus cousus)
- sala: chapeau de plumes d'oiseau
- mpa yi nyini: la grosse chaîne
- etc. (24).

Ce catalogue comprend jusqu'à présent une suite d'objets. Mais il englobe aussi:

- nzimi: "griot", le personnage voué à chanter les louanges des seigneurs.
- kibanimi: une sorte de "bouffon" destiné à exécuter des danses obscènes et parodiques et à siffler face aux seigneurs. Dans les deux cas, cette attitude vise à leur faire honneur (25).
- mukay ngāā-muluolo: "la femme qui détient le cri d'honneur" poussé par certaines femmes dans les occasions importantes (fêtes, funérailles d'un seigneur). Elles crient en portant une main à leur oreille et en tournant autour de leur mfumu.

L'unité de ces composantes hétérogènes ne nous est livrée que



par rapport au mpu. Chaque "instrument" n'avait de portée que référé à une fonction particulière du pouvoir. Le seigneur du ciel s'asseyait dans sa cour sur une peau de panthère: on convoquait ses dépendants en usant du gong. Plus précisément, les deux objets avaient pu être donnés par un fils du héros Mubie: ils renvoyaient alors à l'histoire propre d'un segment du lignage du mpu. Autre exemple: la liaison directe du pouvoir politique au pouvoir juridique était signifiée par les balais de justice (munyuā). Quant à la spécification des ancêtres du mpu - sur laquelle nous allons revenir -, elle s'opérait à travers les chants des griots, retraçant et magnifiant les lignées de seigneurs du ciel (26). Un raisonnement semblable devrait être tenu pour chaque élément.

Mais chacun d'eux n'était pas seulement emblème ou signe du mpu, il était doté d'une charge de puissance aux yeux des subordonnés. Telle hache seigneuriale était censée pouvoir déclencher des tornades destructrices ou des coups de foudre. Telle lance laissée par un descendant de Mubie permettait de prévoir l'avenir. Si un détenteur du mpu le plus élevé (nkuka) faisait bouger à l'intérieur de sa maison son arc du mpu (buta bu mpu) légué par le fils le plus célèbre du héros, alors la terre tout entière était ébranlée. Cette action pouvait même, selon les habitants, menacer la totalité du plateau. En ce sens, les bisanima ("instruments") du mpu sont dans toute Terre ou partie de Terre des garants et des "soutiens" fondamentaux (comme une poutre serait dite de soutienement): le mot kukuya de kikini condensait ces significations redoutables. Les seigneurs du ciel étaient en mesure de "maintenir" (kikwara) la terre parce qu'ils disposaient des bikini bi ntsie, "renforts" de l'action naturelle contenue dans le sol et l'univers (mukiri).

Mais avant d'essayer d'imaginer comment fonctionnait un tel système de représentations et surtout de pratiques sociales, il faut nous arrêter sur cette notion de kikini ki ntsie (soutien de la terre). Ce serait faire erreur que de la considérer comme l'apanage exclusif de la nouvelle aristocratie du ciel. Selon certains témoignages, elle existait déjà au niveau même des lignages simples. Fait plus décisif pour les problèmes que nous nous posons, à coup sûr elle était présente dans le premier système politique des seigneurs de la terre. Ceux-ci furent les premiers en date à "se mêler aux choses de la nature" ou à "s'introduire" en leur sein en créant ou acquérant des objets-forces leur donnant prise sur les cultures, les animaux de chasse, la fécondité des femmes, les vents ou les pluies. Cette captation présumée était ainsi à mettre à leur actif: on en trouvera aisément la preuve par les prolongements actuels de cette détention ancienne. Un seigneur de la Terre Enku (ntsie) possède des "sachets de semences" où il enferme à son gré celles-ci, un autre (Illakuya) est capable "d'attacher le ventre des femmes": tous deux, s'ils le veulent, sont en mesure de libérer les agents qui sont soumis à leurs contraintes. Aujourd'hui encore, lorsqu'a lieu un rituel de funérailles de seigneurs du ciel (miyali), deux réunions trouvent place en même temps: seigneurs de la terre d'un côté, seigneurs du ciel de l'autre. Cette séparation est la marque aux yeux des assistants de la distinction entre deux sortes de kikini (ntsie et yulu). Nous n'avons aucune raison de penser qu'il en allait autrement à

l'époque précoloniale. La nature des kikini semble avoir été très voisine: interdits comparables, composition semblable (27).

L'action transformatrice de l'aristocratie du ciel est maintenant plus claire puisque les kikini nous sont apparus comme une notion et une matière idéologique préexistantes. A un moment précis a été introduit le mpu (objets sacrés et lignage); sous l'emprise d'une nouvelle petite "classe" de seigneurs, nous assistons à la reprise d'éléments antérieurs et à leur modification. Cette double tendance se reflète dans le pouvoir qui s'est installé. D'une part, les subordonnés et les territoires des seigneurs du ciel étaient les mêmes que ceux des seigneurs de la terre précédents: réalité manifestée par la similitude profonde des kikini. D'autre part (contradictoirement), nous avons bien affaire à un nouveau type de pouvoir: autre réalité que vient masquer la spécification de kikini du mpu. La dualité de l'opposition est à rattacher à la manière dont l'aristocratie yulu est venue s'insérer - par alliance et domination - dans l'aristocratie ntsie. Une première conséquence était que le pouvoir, désormais composite, combinait les deux catégories seigneuriales et était aussi l'endroit de choix de leur compétition. Une seconde conséquence consistait dans la complémentarité intrinsèque de ce système politique double: à peine si on est en droit d'en parler de façon séparée (28), surtout vis-à-vis des subordonnés.

Ainsi les composantes propres du mpu ont pris place sur une base ancienne, modifiée par leur effet. A lui seul, le rituel d'enterrement des seigneurs du ciel (voir la description dans le tome II), le miyali, illustre parfaitement cette situation. Car il mettait en jeu des facteurs sans précédent dans la région: généralisation des hamacs sacrés miyali, découpage d'ancêtres et de descendances particuliers au mpu, systématisation de nouveaux emblèmes, déplacement des interdits seigneuriaux (mpika et bukuobi avec des lois visant les cultures des femmes), insistance sur l'importance du corps des seigneurs du ciel, nouvelle problématique honneur-déshonneur (opfuru) soit entre seigneurs yulu, soit entre seigneurs du ciel et subordonnés (29). Tout ceci était capital, mais ne doit pas dissimuler pour autant que la cérémonie était en même temps une conjuration de la terre (mukwu a ntsie); et que comme telle, celle-ci était représentée dans le système ntsie antérieur. Dans le rituel miyali, les deux catégories seigneuriales s'accusaient réciproquement de sorcellerie, mécanisme déjà présent par le passé de prise en charge des maux au sommet de l'appareil. La ruse (pfura) des seigneurs, l'acte de consacrer la terre (kibviere ntsie), les interdits de la terre sont donc naturellement devenus - même dans l'opposition - des éléments communs aux deux classes de seigneurs. L'élaboration a alors porté sur l'affrontement ritualisé des deux pouvoirs ntsie et mpu: les seigneurs du ciel se désaisissaient de leur pouvoir, ne se considérant que comme des délégués révocables, les seigneurs de la terre les suppliant de le reprendre. On achevait l'ensemble du procès en rétablissant l'union de tous face aux dépendants.

## Le système politique proprement dit

### Méthode d'approche

L'abstraction que nous en faisons est particulièrement malaisée sur cette époque: comment saisir nettement un niveau de procès et de structures politiques sans qu'il s'accompagne aussitôt de procès et de structures idéologiques ? La frontière entre les deux zones était à coup sûr fluide. Cependant, la distinction opérait parfois: ainsi d'un prisonnier de guerre (étranger ou autochtone), on disait "qu'il était soumis aux entraves (taki)" et que d'autre part "on le plaçait sous le regard d'une statue (kiteke) seigneuriale". On le réduisait de la sorte "par force et par peur", les deux effets apparaissant bien séparément, mais exerçant une action commune. On peut pourtant les dissocier pour mieux les expliquer: nous en userons de même avec le système politique.

C'était l'ensemble constitué par le système ntsie et par le système mpu. Les mémorialistes Kukuya d'aujourd'hui opposent ses deux composantes: ils déclarent que les seigneurs de la terre s'occupent avant tout de ce qui a trait à la conjuration (mukwu) en ses diverses modalités; quant aux seigneurs du ciel, ils les présentent comme traitant ce qui relève du rituel funéraire miyali. Ils nous indiquent par là comment à leurs yeux se répartissaient les deux faces du pouvoir total. Ils en dessinent les lignes de force principales qu'ils transposent ou résument sous leur aspect rituel. Nous nous en inspirerons, mais en tentant de décapier le masque de "la symbolique" pour atteindre les réalités politiques qui étaient à l'oeuvre.

Le propre d'un seigneur du ciel était de "gouverner" (ou "diriger"): kibiala. Il le faisait à partir de sa résidence, centre fixe de son territoire (à la réserve près de ses déplacements d'habitude à l'intérieur d'un périmètre restreint. Sa famille y demeurerait ainsi qu'un petit nombre de ses dépendants (nkani). La série de ces maisons était entourée par une palissade de bois (luumu), prérogative des seigneurs. On désignait aussi cet enclos par le terme de kari, qui s'appliquait également à l'ensemble des épouses d'un seigneur. La dimension de cette unité résidentielle était très variable selon les différents seigneurs du plateau. Tout seigneur du ciel de quelque importance disposait d'une réserve de fusils: il les confiait, le cas échéant, à ses subordonnés pour une mission précise et les récupérait quand elle avait été accomplie. la nouveauté essentielle du pouvoir mpu était dans la naissance de ces petits corps exécutifs, formés par les "gardes" des seigneurs (ba ka kiele mfumu). On a vu que souvent ils étaient à peine actualisés de manière permanente, mais ils pouvaient l'être assez vite si la nécessité s'en faisait sentir. L'aristocratie du ciel s'était donnée ainsi en quelques décennies les "moyens de s'enrichir", comme le souligne actuellement un villageois de Lage. Nous développerons cette formule quand nous examinerons le statut économique des seigneurs du ciel.

Considérons l'objet auquel s'applique leur pouvoir mpu: c'est un effectif humain qui en théorie ne comprend que les membres mâles et femelles des lignages "gouvernés" par les seigneurs. Ceux-là seuls sont leurs véritables nkani: on pouvait encore dire

ntsani ("hommes de rien") pour marquer qu'il s'agissait des personnes issues de lignages simples (nzo) (30). Une minorité d'entre elles demeurait dans la partie de Terre et même dans la Terre: les autres étaient dispersées par le jeu des mariages extérieurs à ces unités. Toutes étaient "dirigées" par un seigneur yulu unique au niveau le plus bas (redoublé dans les cas graves par le seigneur yulu supérieur de la Terre). De ce seigneur, elles étaient censées attendre protection physique immédiate, refuge dernier si leur lignage s'éteignait, défense réelle si des menaces étaient proférées à leur rencontre, si elles risquaient des représailles après avoir pris l'initiative d'un conflit. Le seigneur du ciel était responsable de ses dépendants de bien des manières. On peut peut-être dire qu'il intervenait toutes les fois que la violence physique - directe ou indirecte - se trouvait en jeu. Ainsi c'est lui qui devait s'acquitter des amendes en justice au nom de son subordonné fautif, solvable ou insolvable (en même temps que son seigneur de la terre associé qui l'aidait à réunir les sommes manquantes): bien entendu, ces amendes versées à la place des lignages dirigés constituaient autant de dettes à régler par eux au seigneur du ciel. Ce dernier était, dans ce mécanisme, à chaque fois l'élément actif; même si le fautif n'était pas son subordonné propre, mais un résident de son territoire, il arrivait que le seigneur yulu paie l'amende aussitôt "pour ne pas faire honte" au seigneur du ciel de l'homme inculpé. On voit qu'un réseau de dettes accentuait la dépendance des nkani au sein des lignages faibles et pauvres.

Les seigneurs du mpu détenaient bien d'autres droits sur leurs subordonnés. A leur mort, ils venaient recueillir le nkuru ya nyama, un tribut de pagnes ou de tissus de traite destiné à les "consoler de la perte subie". En dernier recours, ils décidaient encore de la mise en esclavage de leurs nkani insolubles ou récidivistes (ce qui revient au même, car c'était alors le lignage du coupable qui se refusait à payer). Les personnes accusées de sorcellerie ou convaincues d'adultères successifs ou encore jugées récalcitrantes étaient ainsi livrées d'une manière qui paraît avoir été fréquente. D'après certains vieux habitants, les seigneurs avaient également droit à une part de l'héritage d'un homme riche (le sana du seigneur; voir plus loin dans ce tome). Au regard de l'idéologie dominante, ces droits de l'aristocratie du mpu se justifiaient par la reconnaissance éperdue que les dépendants nkani lui avaient vouée en compensation des services rendus: appui et protection. Sika li li mfumu: "remerciement au seigneur", telle est la phrase qui expliquait les prestations en nature des nkani, leurs prestations en travail, leur subordination juridique. En vertu de ce principe incontestable, les lignages gouvernés offraient de multiples cadeaux d'importance réduite (produits vriers des femmes), mais souvent renouvelés; ils lui concédaient aussi des épouses sans dot (kisyiki), extraordinaire privilège dans un système matrimonial à forte compensation; enfin, ils avaient mauvaise grâce à lui refuser des journées de culture sur les champs de ses fils ou de ses frères ou tout autre type de travail (transport, réfection de maisons, etc.).

Cette idéologie est vieille comme le monde. Elle s'appuyait sur une constatation réelle: l'insécurité qui s'abattait sur les isolés dans un système seigneurial, surtout dès qu'ils s'aventuraient hors des frontières de leurs parties de Terre et Terres. Mais rai-

## LE TEMPS DES ANCETRES

sonner ainsi était faire bon marché d'un autre fait non moins avéré: le besoin de protection des dépendants était lui-même induit et provoqué par la violence du pouvoir mpu. On rapporte qu'un petit-fils du héros Mubie, Mubie Mbani, dans la Terre Ongali, avait coutume parfois d'enfoncer sa lance dans le pied d'un esclave quand il voulait se lever. A l'intronisation d'un seigneur yulu éminent, des sacrifices humains eurent lieu (esclaves ou nkani). Contre les dépendants, le lignage du mpu marchait toujours comme un bloc, transcendant les territoires particuliers, affirmant la solidarité d'une classe de seigneurs du ciel.

Ce point de vue n'est pas à nuancer, mais doit être précisé de deux manières. En premier lieu, la segmentarité du système politique était partout présente à travers sa hiérarchie; la solidarité des seigneurs yulu n'empêchait nullement que se développe cet autre aspect fondamental. Deux seigneurs du ciel pouvaient s'opposer dans leur Terre, mais une menace venue d'une autre Terre les réunissait bien vite. En second lieu, la classe des seigneurs yulu n'était pas homogène. L'exemple de leurs stratégies résidentielles le montrera parfaitement. Le pouvoir des petits seigneurs du ciel, commandant quelques lignages peu nombreux était très vite limité. D'après quelques chroniqueurs, il arrivait même qu'on pût les destituer. Et de toute façon, s'ils avaient abusé de leur pouvoir sur leurs subordonnés, ils auraient rapidement fait le vide autour d'eux. Les dépendants nkani réagissaient alors en utilisant la relative variété de leurs places résidentielles possibles. Au contraire, les seigneurs du ciel importants, ceux qui habitaient les Mbe (capitales), ceux qui étaient à la tête d'une Terre puissante et en dominaient parfois d'autres, pratiquaient une politique plus violente et avaient pris leur parti d'avoir réalisé autour d'eux un relatif désert. Les dépendants qui ne résidaient pas avec eux avaient renoncé à équilibrer ou à contrôler leur emprise et s'étaient échappés plus ou moins loin. Pour un temps, sans doute limité, les actes de force des seigneurs supérieurs avaient profité aussi aux petits seigneurs.

Voilà caractérisée en bref la réalité politique à l'oeuvre dans le mpu. Nous allons examiner à présent les autres aspects principaux du pouvoir yulu, après quoi nous le confronterons avec son complémentaire, le pouvoir ntsie.

### La vengeance et la guerre

La vengeance (kiliri) trouvait son point de départ la plupart du temps à l'échelon des lignages simples et des groupes locaux. Les motifs variaient-ils suivant que la partie lésée se manifestait comme appartenant aux premiers ou aux seconds ? Les morts par sorcellerie étaient plutôt vengés par les lignages; des vols, adultères, enlèvements de femmes mettaient en jeu la réputation de la Terre (ou de la partie de Terre). Cependant, les deux niveaux s'imbriquaient étroitement. Si un fils décidait de venger la mort de son père, les voisins souvent l'assistaient et les parents utérins du défunt le rejoignaient. Inversement, un conflit commencé dans un lignage ou surtout entre lignages, s'il prenait quelque ampleur, demeurerait rarement limité aux protagonistes d'origine.

## LE TEMPS DES ANCETRES

Les batailles débutaient fréquemment à la suite d'un décès attribué publiquement à la contre-sorcellerie. Si l'autopsie du cadavre de la victime ne révélait aucune substance mauvaise (pfuna), les gens du lignage abusé entraient en fureur et partaient à la vengeance contre l'accusateur et son lignage (ou sa parenté proche). De même, la lutte prenait place souvent lorsque les résultats des bvaa (consultations au sommet pour trancher des accusations de sorcellerie) étaient publiés: l'un des deux camps les refusait et c'était la bataille. Un constat peut nous apparaître en recensant les cas remémorés: les seigneurs du ciel (et ceux de la terre) ne désiraient pas prolonger et envenimer ces querelles entre lignages, qu'ils contrôlaient, d'ailleurs, assez difficilement. Cette guerre, si elle risquait d'éclater en s'enchaînant sur les vengeances, n'aurait pas été la leur; elle aurait menacé l'équilibre précaire entre les divers lignages, surtout dans un même territoire. C'est pourquoi les seigneurs du ciel intervenaient toujours dès que les affaires s'aggravaient pour les apaiser et tenter de les régler. Une telle attitude était beaucoup plus bénéfique à leur prestige d'arbitre agissant et à leur autorité.

Les seigneurs yulu évitaient ainsi, la plupart du temps, que les vengeances "privées" (du système politique antérieur) ne se transforment en guerres. Leur intervention consistait à convoquer les combattants à leur cour, à les doter de juges-arbitres, à discuter longuement de leur cas par ententes et réunions séparées. Le point litigieux était le paiement du bumi, versement qui devait compenser la perte d'une personne. Nous en avons des illustrations de diverse nature: on pouvait rembourser le prix de trois morts en donnant des tissus ou des pagnes de la valeur d'une compensation de mariage à chaque fois. Parfois, c'était un esclave (kibaki). Parfois encore, c'était une femme - ou un homme libre - lorsque la dette ne pouvait être acquittée. Le seigneur du ciel avançait assez souvent la somme en produits ou encore il s'entremettait en laissant un coupable se réfugier chez lui. S'il s'agissait d'un subordonné nkani, désormais il devenait le kiburu ki mfumu ombumbu ("parent du seigneur pour toujours") et se bâtissait une maison auprès de lui. Les parents du nkani ne pouvaient le récupérer qu'en payant le "montant de sa mort", destiné à compenser l'homme (ou la femme) cédé par le seigneur pour libérer son réfugié.

La guerre (mvuli) avait ceci de commun avec la vengeance qu'elle mettait nécessairement en action le règlement d'un bumi ou de plusieurs, sauf si elle n'avait fait aucune victime. Comme pour la vengeance, la partie déclarée fautive devait payer toutes les amendes. Dans tous les cas qui nous ont été rapportés, la guerre apparaissait comme une opération ponctuelle, restreinte dans le temps et dans l'espace: une "horrible guerre" interne au plateau causait ainsi huit à dix morts. Les différents genres de conflits ne sont pas toujours aisés à distinguer. Ils nous paraît qu'on rencontrait au moins deux types de guerre.

Un premier type échappait assez souvent au contrôle seigneurial. Nous l'avons déjà décrit en partie en relatant les prolongements d'une vengeance. Il existait sur le plateau une sorte d'hostilité endémique et habituelle entre Terres, au moins dans une conjoncture donnée (les configurations se modifiant): à la fin de

l'époque précoloniale, les Terres Enku et Lage étaient en mésentente, de même pour Abila et Ntsama, de même pour Illakuya et Nisekampika, de même pour Kuma et Suo, de même pour Lekana et Ongali-Akolo, de même pour Abila et Lage. Dans cette liste fournie par un seigneur d'Abila, un fait nous retient: ces Terres se combattaient deux à deux et étaient voisines l'une de l'autre à chaque fois. Elles étaient respectivement Terres d'alliance matrimoniale et par le jeu de la "réciprocité négative", selon l'excellente expression de M. Sahlins, faisaient périodiquement ressurgir l'hostilité présente derrière les relations d'alliance et de voisinage. Il arrivait que des batailles sans armes opposent à des jours fixés des jeunes de ces couples de Terre.

Un second type de conflit est en droit distinct du premier. Sa caractéristique est d'être inauguré par les seigneurs du ciel (et de la terre). Les éventualités sont multiples: ou bien le moindre prétexte est utilisé pour déclencher une guerre ou bien on ne rencontra aucune autre cause qu'un différend de supériorité à trancher entre deux seigneurs ou encore il fallait protéger les voies commerciales accédant au plateau. Dans ce dernier cas, en particulier pour la route de Ntsabi (ouest), les autres seigneurs du ciel envoyaient aussitôt des subordonnés pour soutenir la caravane du seigneur qui avait été attaquée.

Les deux autres cas donnaient lieu à un défi et une invitation à la guerre. Jamais, semble-t-il, on n'attaquait ainsi sans prévenir. En cas de morts dans le territoire assailli, le seigneur du ciel qui avait accepté le défi devait payer les bumi. Un coup de sifflet déclenchait les assauts. Les seigneurs du ciel restaient chez eux face à leurs protections magiques et religieuses: ils prononçaient des formules qui encourageaient leurs guerriers et devaient renforcer leur mukua ("bon droit pour agir"). Quand les attaquants le pouvaient — souvent les hameaux avaient été désertés par leurs habitants —, ils se livraient au pillage. A l'issue d'un règlement, un seigneur yulu était forcé d'admettre la supériorité de son adversaire.

Si ce second genre de guerre est distinct du précédent, malgré les interférences considérables entre les types d'hostilité, c'est parce qu'il implique des pratiques et des stratégies propres à l'aristocratie yulu. Une guerre était souvent l'occasion pour le seigneur attaqué de se débarrasser de ses opposants (nkani) les plus récalcitrants: il lui suffisait de les signaler comme tels au seigneur assaillant, qui les tuait ou les enlevait. Ces opérations de nettoyage furent si en honneur à la fin de cette époque qu'elles étaient souvent lancées à des dizaines de kilomètres hors du plateau. Tel seigneur nziku (sud-est) invitait son ami kukuya à venir effectuer chez lui un pillage et un massacre sélectifs.

#### Les raids lancés dans les Terres d'autrui

Un autre mot désigne les raids dans la langue kukuya, c'est kitana: "raver". Nous tentons à notre tour de maintenir la distinction avec la guerre (mvuli), bien qu'elle fût à certains égards mince. La guerre était peut-être davantage un affrontement limité de population à population, les raids ou razzias, davantage une

prérogative de fait des hauts seigneurs du ciel. Peu de phénomènes définissent plus clairement l'évolution du pouvoir mpu au sommet de la hiérarchie. Les petits-fils du fondateur Mubie étaient célèbres pour avoir enlevé de nombreuses femmes. L'un d'eux, Mbani Onka d'Ongali, s'emparait par ruse des habitants du pays de passage dans sa Terre ou des étrangers: il les rançonnait, sinon ses prisonniers étaient vendus comme esclaves. Aux générations suivantes, des centres politiques Mbe partaient périodiquement des raids effectués par les fils et les subordonnés des seigneurs yulu. Les guerriers faisaient main basse sur le bétail, les poules, les pagnes des maisons. La richesse s'amassait ainsi à peu de frais. Les riches et les pauvres paraissent avoir été les plus touchés, les premiers parce que, s'ils étaient sans défense, l'occasion était bonne de les diminuer, les seconds parce qu'ils étaient faibles. En maintes occasions, on nous affirme qu'une part du butin était versée au seigneur de la Terre razziée. Nous sommes donc en droit de déceler dans ces pratiques une tactique d'ensemble de l'aristocratie yulu: les subordonnés étaient finalement toujours la cible de choix de ces opérations. Elles constituaient autant d'agressions contre la capacité de résistance politique des dépendants: la demeure des seigneurs était au contraire le plus souvent épargnée.

Des expéditions semblables étaient tournées vers le dehors. Elles permettaient de se pourvoir en captifs, de maintenir la sécurité et le contrôle forcé des voies commerciales, de voler aussi des richesses. La terre elle-même, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du plateau, n'était jamais convoitée: il semblait absurde de la conquérir puisque, de toute manière (selon la garantie ancestrale), elle était possédée ou commandée par d'autres seigneurs ou chefs. A l'inverse, on tentait de s'approprier personnes et biens. Le rapt était considéré réellement comme l'exclusivité des seigneurs yulu supérieurs: jamais un petit seigneur du ciel ne s'y serait risqué, crainte de représailles; Cette prérogative des hauts seigneurs ressortait particulièrement à leur mort: leurs "parents par la terre" (bana nguk' a ntsie) avaient alors le droit une seule fois de piller tout ce qui leur tombait sous la main aux environs de l'enclos seigneurial. Ce privilège (inversé) ne leur était concédé qu'en cette occasion.

#### Les différentes formes d'asservissement (31)

La mise en esclavage ne datait pas seulement du second système politique ancien. Le système ntsie précédent l'avait déjà connue sur une échelle qu'il nous est impossible de reconstituer. L'assimilation des "esclaves" aux lignages simples ou seigneuriaux ne nous permet pas de le faire: elle a effacé les traces des acquisitions antérieures en captifs. Nous désirons préciser ici ce qui se rapporte à la nouvelle aristocratie yulu.

La personne asservie se nomme kibaki ("ce qu'on a reçu" donc "ce qu'on a"). Le statut général de cette catégorie est déterminé par les caractéristiques d'ensemble de l'histoire de la formation sociale kukuya. En effet, une constante s'est sans cesse manifestée à travers elle: les habitants du plateau kukuya sont toujours cédés à l'extérieur du pays. En conséquence, les kibaki rencontrés dans la région étaient toujours d'origine externe. On les acquérait



soit par achat, soit par capture. Les populations qui livraient (de gré ou de force selon le cas) des esclaves étaient les Ba-teke-Alima, les Ba-ngangulu et les Ba-ntsabi: il convient d'y ajouter suivant les périodes des personnes venues d'autres tribus. De toute façon, l'origine géographique principale se trouvait à l'ouest et au nord.

Le destin des Kukuya vendus comme esclaves à l'extérieur prolonge la nature du système juridique et politique. Nous avons vu combien, à travers les vengeances et les guerres internes, les hostilités restaient limitées. Cette constatation ne doit pas faire omettre la violence qui s'exerçait à l'encontre des subordonnés lignagers. Ils étaient doublement dépendants, d'abord de leurs chefs de lignage, ensuite de leurs seigneurs des deux catégories. Leur triple accord était d'ailleurs nécessaire pour mettre un individu en servitude, et ils partageaient le prix de la cession. Ces ponctions démographiques sont impossibles à chiffrer et difficiles à estimer même grossièrement. Il est certain qu'elles ont porté surtout sur les lignages pauvres, mais également sur les membres récalcitrants des lignages moyens et riches. Étaient vendus, nous répète-t-on inmanquablement, tous les nzwuuma: mot à signification polyvalente désignant les "barbares", les "capricieux", les "turbulents"...des deux sexes, bref, tous ceux qui faisaient preuve d'une capacité de révolte quelconque contre la hiérarchie lignagère et seigneuriale. La mise en esclavage sous cet angle ne nous apparaît pas seulement comme une réponse à une offre extérieure, mais comme la coercition interne nécessaire pour faire fonctionner un nouvel "ordre" économique et politique. Les coupables (criminels ou "sorcières") étaient conduits sur des lieux de vente en général extérieurs: on les acheminait sous escorte à Kwo (chez les Ba-kongo), à Lali (sud-ouest), à Se (chez les Ba-si-se du sud). C'étaient, comme on le verra, trois points de relations commerciales; aussi des marchandises diverses étaient-elles retirées en échange selon les points de cession. La résistance des subordonnés kukuya a dû néanmoins être relativement forte car, si répétées qu'aient été les ventes, elles n'ont jamais anéanti la substance de nombreux groupes parentaux comme nous le percevons dans les sous-groupes teke: tio et nziku.

On distinguait trois sortes de détenteurs d'esclaves: les aînés lignagers riches (subordonnés nkani), les seigneurs yulu et les seigneurs ntsie. Prenons-les une à une. Les chefs des lignages simples acquéraient les kibaki s'ils disposaient de biens d'échange suffisants. Les riches étaient ceux qu'on nommait bana ou mupfuli (les traducteurs me proposaient: "nobles par leur richesse"). Leur objectif était de transformer leurs biens de prestige lignagers (tissus de traite, pagnes tissés, monnaies de cuivre, enclumes...) en personnes supplémentaires qui leur permettent d'accroître l'effectif de leur groupe. Evidemment, ils se préoccupaient plutôt d'obtenir des femmes. L'intégration de leur descendance aux lignages matrilinéaires était rapide: le souvenir de nombreuses acquisitions s'est aujourd'hui perdu. Les kibaki mâles étaient eux-aussi "naturalisés" assez rapidement. La possession de tels esclaves n'était pas contrecarrée par les petits seigneurs du ciel: sans doute la toléraient-ils plus qu'ils ne l'acceptaient réellement. Par contre, les seigneurs du ciel supérieurs la voyaient d'un très mauvais oeil et pratiquaient volontiers le rapt de semblables kibaki.

De toute manière, c'était là pour eux le moyen idéal et exemplaire d'obtenir des esclaves: il s'en fallait probablement de beaucoup que ce fût le seul. La catégorie des seigneurs du ciel faisait deux sortes d'usage de ses kibaki. D'une part, ils étaient affectés à différentes tâches (travail aux champs - raphia -, artisanat, transport): celles-ci restaient à peu près les mêmes que celles des subordonnés nkani, conséquence des limites d'un mode de production non "esclavagiste". D'autres fonctions étaient plus proprement politiques: guerriers, hommes de confiance de leur maître. D'autre part, l'aristocratie yulu usait de ses esclaves comme biens de prestige d'un type particulier - à distinguer nettement de celui qui avait cours au niveau de la plupart des lignages simples. De même alors que certains biens de cette nature étaient périodiquement détruits (invitations seigneuriales, compétition aux funérailles) ou mis en réserve, de même les kibaki des seigneurs du ciel subissaient un sort identique. Ils étaient gardés auprès de leur maître seigneur - et utilisés à dives travaux - ou bien mis à mort rituellement en des occasions tout de même assez rares. Ces utilisations spécifiques des kibaki influaient sur le caractère de leur transmission: au sein des lignages simples, ils étaient hérités en ligne utérine comme le gros des richesses (32). Cette règle s'appliquait au départ aux kibaki des seigneurs du ciel. De plus en plus au cours de la période yulu, la transmission tendit à être bilatérale, sans y parvenir, semble-t-il, au-delà de deux ou trois générations. Cette tendance était surtout marquée au sommet de la classe seigneuriale.

Il en allait de même pour le groupe des seigneurs de la terre. Les usages valables pour les deux plus hauts seigneurs (Munkoko et Munkira), depuis longtemps, se rapprochaient fort de ceux que nous venons d'énoncer. Mais si l'on descendait dans la hiérarchie ntsie, la transmission en ligne utérine recouvrait ses droits. Les seigneurs de la terre acquéraient leurs kibaki soit en partageant avec leurs seigneurs du ciel les butins des razzias, soit en puisant dans leurs lignages de dépendants (les "cadeaux forcés"), soit surtout en les échangeant contre des biens qu'ils possédaient. La dernière forme a peut-être été la plus courante.

L'esclavage des kibaki n'était pas la seule forme importante de dépendance (en dehors de celle des nkani). La mise en gage (ntsuka) des personnes nommées mususuku ("personne gagée") pouvait se rapprocher de près d'un type d'asservissement si l'affaire tournait mal. Un lignage décidait d'envoyer l'un de ses membres comme mususuku d'un créancier (souvent seigneur): l'homme travaillait pour son créancier. En principe, la différence avec le statut de kibaki était le caractère révocable de cette dépendance: elle était rachetable par remboursement de la dette. Les lignages pauvres n'étaient pas solvables et le lien se prolongeait et devenait même définitif. Ce processus est d'autant moins à sous-estimer qu'il engageait la descendance directe du mususuku: ainsi un seigneur créancier percevait les compensations de mariage sur ses filles.

## Les relations extérieures

A l'établissement du pouvoir colonial français, la vie sociale du plateau s'est rétrécie et repliée sur elle-même pour un temps. La période yulu précédente avait en effet connu un déploiement bien plus vaste des relations avec le dehors. Nous les résumerons sous deux aspects: l'amitié seigneuriale et l'éventail diversifié des populations environnantes.

L'organisation politique yulu structurait véritablement les liens avec l'extérieur. "Avant les blancs, les gens ne communiquaient pas n'importe comment du plateau en direction du dehors. C'étaient toujours des hommes envoyés par un seigneur kukuya à son ami (nduku) étranger." L'institution de l'amitié permettait les connections entre l'aristocratie du ciel et les seigneurs (mfumu) du dehors ou encore avec les chefs lignagers (ngáá-ntsie) selon les systèmes politiques existants à l'extérieur. Nous avons mis en valeur la fonction politique d'un semblable appareil, opérant la répression pour un autre dignitaire sur une Terre lointaine. Sa fonction économique nous apparaîtra tout aussi évidente puisque ces pratiques établissaient des aires d'échange protégées ou dominées. Les réseaux des amis au sommet des hiérarchies sociales dans d'autres formations sociales assuraient la cohésion des groupes dirigeants tout en leur réservant le monopole ou un contrôle suffisant des transactions. Cette caractéristique alla même si loin qu'à la fin du 19e siècle un seigneur supérieur du ciel kukuya dédaignait, s'il le pouvait, d'acheter ou vendre sur les marchés locaux, tant le commerce lointain lui semblait être son rôle propre. Nous avons vu que, lors de l'instauration de l'aristocratie yulu, dès la première génération, des fils du héros-fondateur occupèrent des postes seigneuriaux au nord, au sud, à l'ouest, au sud-ouest. A la troisième génération inférieure, dans le lignage du mpu, un seigneur kukuya alla gouverner une Terre de Lali (sud-ouest). Ensuite, une certaine stagnation se produisit, sans doute explicable par la résistance des systèmes politiques préexistants (33).

L'éventail diversifié des populations environnantes entoure la région sans qu'aucune d'elles ait été laissée de côté. Par contre, les kukuya n'asservissaient pas les populations chez lesquelles ils allaient vendre leurs esclaves ou en acquérir: Kwo, Lali (34) et Se. Il est sûr que, en position marginale dans l'aire culturelle et politique teke, les Kukuya se heurtaient à l'ensemble Kongo au sud et au sud-ouest.

Il n'en va pas ainsi au nord et à l'ouest. De cette direction proviennent les esclaves ntsabi, ngangulu, tege (= teke-alima). Cette donnée n'exclut pas une activité commerciale dans cette direction: elle est surtout intense vers Ntsabi. Les modalités étaient très variables: les esclaves ntsabi ont pu être le butin de rapt reposant sur l'accord de seigneurs (mfumu) ou ngáá-ntsie extérieurs au plateau. Les Teke-Alima ont plutôt été un peuple globalement dominé par l'organisation politique kukuya, qui avait installé au bord de cette région une petite marche "gouvernée" par un seigneur du ciel (Terre Kimpini). Les Ngangulu occupaient une position intermédiaire entre ces deux-là, du point de vue des rapports politiques. Les Mbochi, leurs voisins de la fin du 19e siècle,

étaient bien connus des Kukuya, mais les deux populations se rencontraient surtout sur des marchés du dehors.

Comment se présentait la situation en direction des Teke proprement dits - Tio et Nziku - au sud et au sud-est ? Les Nziku, selon certains informateurs de leur région (Djambala), auraient été en guerre à une période reculée avec les Kukuya. Ces derniers nient tout événement de ce genre. Le système politique nziku offre d'assez nombreuses ressemblances avec celui du plateau. Les Kukuya perçoivent cette population comme une sorte de variante de la leur, différente mais proche. Des alliances matrimoniales y étaient nouées, des réseaux d'amitié seigneuriaux particulièrement serrés. En cas de meurtre d'un ressortissant, on réglait la dette bumi comme avec une autre Terre du pays kukuya.

J'ai laissé de côté jusqu'ici la question des relations avec le souverain Makoko du royaume tio. Les seigneurs du ciel et de la terre d'aujourd'hui refusent de reconnaître qu'une subordination ait existé au 19<sup>e</sup> siècle du plateau kukuya au roi Makoko. Quelques informateurs font cependant état d'un tribut régulier (annuel ?) qui aurait continué d'être versé. En l'état actuel des documents, il est impossible de trancher. Proposons l'hypothèse d'un mouvement historique d'autonomisation des Kukuya par rapport à la souveraineté tio dont le déclin était alors amorcé.

### L'articulation entre les deux ordres ntsie et yulu

Le problème soulevé par la division entre les ordres ntsie et yulu est celui de l'existence de deux sous-systèmes à l'intérieur de l'organisation politique totale. A première vue, sous bien des aspects, l'aristocratie yulu est venue s'insérer dans l'autre pour la dominer: bon nombre des récits retracent l'établissement d'une subordination. Celle-ci se confirme avec l'examen du vocabulaire politique: dans chaque territoire, le seigneur de la terre était le "subordonné" de son seigneur du ciel. On le désignait encore comme "subordonné de la terre" (nkani a ntsie) ou, par une expression équivalente, on l'appelait "épouse" du seigneur yulu. La réalité semble avoir été plus complexe que cela.

D'abord, les récits des seigneurs de la terre font entendre une résonance quelque peu divergente. Le pouvoir mpu ne leur a pas été purement extorqué par un acte violent (les déprédations de la panthère), ils l'ont concédé de plein gré et même confié aux seigneurs du ciel. On est tenté de ne pas attacher grande importance à de semblables déclarations, étant donné que chaque catégorie défend la prééminence de son rôle. Pourtant, l'étonnement surgit lorsque les seigneurs du ciel eux-mêmes entérinent de telles versions. Les chroniques orales du passé font ressortir constamment un partage des tâches dévolues au pouvoir. Dans toutes les Terres, il semble alors que peu de décisions d'un seigneur yulu supérieur pouvaient être prises sans l'assentiment de son homologue, seigneur ntsie. La plupart des prestations étaient en fait l'objet d'un partage, qui avait lieu également pour les prises de chasse. Les épouses sans compensation matrimoniale étaient offertes aux seigneurs des deux catégories. Les grands rituels réunissaient

## LE TEMPS DES ANCETRES

forcément les aristocraties ntsie et yulu.

Cependant, il ne s'agit pas d'une illusion d'optique. Leurs pratiques différenciaient les deux aristocraties, si liées qu'elles apparussent, par l'identité des subordonnés et souvent des fonctions explicites. Dans la première organisation politique, nous avions défini le mot ntsie ("la terre") comme son ensemble de lignages (nzo), y compris le lignage seigneurial. Cette notion et son fondement démographique et social trouvèrent leur prolongement dans la période yulu: on peut dire que ce furent les zones d'autorité réservées en priorité aux seigneurs de la terre. Tournons-nous maintenant vers les prérogatives dévolues aux seigneurs du ciel. Le mpu a remodelé la base spatiale (et temporelle) du pouvoir. Paradoxalement, l'aristocratie du ciel n'avait pas l'autorité directe sur la terre, mais c'est elle qui réalisa en fait l'implantation des seigneurs dans l'espace, installa un lien de supériorité politique sur les groupes locaux des Terres et parties de Terre. "Gouverner" (au lieu de "posséder"), c'est donner un contenu au rapport concret de domination sur les habitants de ces territoires. C'est transformer les limites des aires lignagères en frontières vraies de juridictions nouvelles, d'exécutifs même en miniature, c'est obtenir les moyens d'exercer un rôle direct visant les personnes comme productrices de produits et les produits eux-mêmes. Idéologiquement, c'est chercher à établir un autre type de sacralité (les bisanima bi mpu).

Cette évolution historique a été sentie par un certain nombre de seigneurs actuels du plateau qui en fournissent une certaine interprétation. Témoins ces explications d'un seigneur du ciel d'Ongali, cherchant à faire comprendre pourquoi les hamacs sacrés miyali de l'aristocratie yulu avaient été répartis partout dans le pays après la mort du héros Mubie:

"La dispersion des hamacs provenait à la fois des seigneurs de la terre et des seigneurs du ciel. Ceux de la terre étaient entre eux, lignage par lignage (nzo nzo). On peut comparer au contraire les seigneurs du ciel à des mwana kibalika (fils d'hommes d'un lignage matrilineaire). Le 'fils', une fois qu'il était devenu grand parmi ses 'pères' (du lignage paternel), était redouté par les gens de la Terre... Les seigneurs de la terre sont lignages par lignages, tandis que les seigneurs du ciel ont été choisis par les seigneurs de la terre afin d'effrayer tous ceux des Terres et des lignages paternels. Ainsi naquit le respect dû au mpu (tala li mpu)."

Cette réflexion nous semble présenter un remarquable intérêt. Elle indique que s'est faite jour, à un moment donné, une carence du premier système politique par rapport à une conjoncture historique donnée. Le seigneur de la terre de cette lointaine époque était une manière de "supra-chef lignager" ou un "parent supérieur". Les subordonnés, soumis aux pures relations interlignagères, ne respectaient pas leurs seigneurs.

Les seigneurs de la terre décidèrent alors, selon cette version, de se donner deux types de pouvoirs supplémentaires en créant l'aristocratie du ciel:

- 1) Un pouvoir de relations externes à la Terre (sur le plateau

et même au-delà). Ce rôle ne nous est pas développé ici, tant il est manifeste.

2) Un nouveau pouvoir de relations internes à la terre. A partir de virtualités déjà présentes dans le système des pratiques parentales (la position d'un mwana kibalika comme arbitre dans les dissensions internes au groupe lignager) on instaura la fonction du pouvoir mpu. Sa qualité principale (aux yeux du seigneur qui parle) est d'avoir mis en place un type sans précédent d'action répressive sur les subordonnés nkani. Mais pour quelles raisons précises était-il opportun pour les seigneurs du pays "d'effrayer" alors leurs subordonnés davantage que par le passé ? Seule l'économie politique peut répondre à cette question: nous esquisserons une hypothèse sur la nature du changement dans les rapports de production.

Pour l'heure, nous désirons demeurer dans les bornes du système politique. Une proposition est certaine: la catégorie des seigneurs de la terre, même dans la perspective adoptée qui leur est favorable, ne s'est pas dotée elle-même des pouvoirs nouveaux qui lui paraissaient utiles. Elle les a "donnés" à une autre catégorie, distincte de la sienne, celle des seigneurs du ciel. Essayons d'approfondir les éléments politiques de la coupure qui s'est effectuée entre les deux aristocraties.

Bon nombre d'éléments figurent dans notre analyse précédente: constitution d'un appareil de pouvoir propre avec ses insignes, ses puissances magiques, ses ancêtres particuliers, son groupe exclusif du lignage du mpu, ses cours de justice, ses exécutifs. Le groupe ne fonctionna jamais comme "caste" fermée - sauf avec les interdits parentaux du début -, mais il faisait cependant prévaloir une absolue nécessité d'appartenance par la filiation. Surtout, cette "parenté du mpu" acquérait une unité que n'avait jamais eue celle des seigneurs ntsie (politiquement fixée sur leurs Terres). C'était en outre un sang particulier dont on exaltait l'originalité: l'opposition entre le mpu et la richesse marquait qu'on n'aurait jamais pu obtenir le premier avec seulement la seconde. Pourtant il fallait être riche (aussi) pour obtenir le titre de seigneur du ciel, surtout au sommet d'une Terre. Ce critère ne paraît pas avoir été mis en avant à l'installation d'un nouveau seigneur de la terre.

En réalité, c'est sans doute au niveau des comportements politiques que nous saisissons le mieux l'opposition des aristocraties. Le seigneur du ciel doit être fortuné, on attendait de lui qu'il opère par ruse et par violence. Les subordonnés avaient progressivement admis son enrichissement rapide, mais le méprisaient s'il ne faisait pas preuve de prodigalité. Ils le reconnaissaient aussi comme sans cesse actif et interventionniste. Quant au seigneur de la terre, il "regardait agir son seigneur du ciel". Plus passif, silencieux, il exerçait une autorité cachée, fort de son ascendant idéologique sur ses lignages, sûr de sa parfaite connaissance de son effectif humain. On le voyait comme accumulant en secret des richesses que seule sa mort dévoilait aux yeux de tous.

Entre les deux, il y avait une véritable différence de sacralité. Celle des seigneurs de la terre résidait dans un agrandis-

## LE TEMPS DES ANCETRES

sement des pouvoirs lignagers, une multiplication de la sorcellerie parentale d'un chef lignager: elle n'habitait pas spécialement sa personne. Tout changeait avec les seigneurs du ciel dont le mpu "composait" (kiwama) les corps: commettre un adultère avec une de leurs épouses était beaucoup plus grave qu'avec celle d'un seigneur de la terre. Le mode de succession reflétait parfaitement la nature des deux aristocraties: batailles et conflits multiples du côté yulu, consultations assez paisibles du côté ntsie - ou conflits cachés. L'installation d'un nouveau seigneur de la terre ne donnait pas lieu à des cérémonies particulières: celles d'un haut seigneur du ciel était précédée d'une intronisation de plusieurs semaines. Même opposition à leur mort (mis à part les deux seigneurs ntsie des côtés qui étaient enterrés sur le hamac miyali).

### L'économie politique de l'époque

Traiter de l'économie politique de notre formation sociale, c'est revenir à l'étude du système politique mais dans une autre perspective. Du point de vue de la méthode, elle s'impose d'autant plus qu'il est impossible d'analyser une semblable réalité (avec ses rapports de production) sans se trouver au centre des procès politiques.

La difficulté pratique d'une telle démarche tient surtout à l'absence de matériaux précis permettant de dater les étapes d'une évolution dans le temps. C'est pourquoi nous nous en tiendrons - sauf indication expresse de notre part - aux années voisines de 1850, c'est-à-dire, de la période précédant immédiatement la colonisation. Nous présenterons davantage un canevas destiné à une future investigation qu'une véritable synthèse dont nous n'avons pas les moyens détaillés.

### La branche de production agricole

Autrefois comme de nos jours, la production agricole était la branche principale de l'activité économique. Comme on l'a vu, le plateau kukuya représente une implantation ancienne des habitants et un lieu de perfectionnement des techniques agricoles. Les femmes travaillaient sur les champs de savane et produisaient la plus grande partie des biens vivriers (ignames, manioc, patates douces, courges, arachides, etc.). Quant aux hommes, ils soignaient leurs plantations de palmiers-raphias et leurs arbres fruitiers. Mais plutôt que de retracer une répartition générale qui n'a que peu varié (et que par conséquent nous retrouverons en examinant l'agriculture actuelle), nous préférons tenter de saisir ce qui était significatif et spécifique de l'époque.

La division du travail s'opérait sur la base du sexe et de l'âge. Historiquement, elle nous semble être l'aboutissement d'un long mouvement, dont nous ne pouvons que postuler le tracé. La séparation des deux sexes selon leur genre d'activité n'était certainement pas un fait de nature; nous aurons maintes occasions de constater qu'elle se reflète dans la séparation sociale des hommes et des femmes qui se prolonge jusqu'à aujourd'hui à travers toutes les transformations survenues. Nous avancerons l'hypo-

thèse suivante, à savoir que la distribution si tranchée, si distincte, des sexes dans la production agricole a précédé celle qui opposait dès ce moment les aînés sociaux aux cadets sociaux. Autrement dit, la séparation des sexes dans le travail suppose l'établissement réussi de la domination des hommes sur les femmes: la distinction aînés-cadets n'est qu'un avatar historique de cette supériorité sociale première.

Quelques indices nous permettent de jalonner une telle évolution d'ensemble sur le plateau. Nous nous rendons compte par leur entremise que la division des tâches agricoles par sexe s'est trouvée remodelée à plusieurs reprises, renforcée dans le sens d'une subordination croissante des femmes. Ainsi au début de l'instauration des seigneurs du ciel, d'assez nombreux postes étaient tenus par des seigneurs-femmes (la soeur de Mubie, le héros, par exemple, et certaines de ses filles). L'usage se reproduit aux deux générations suivantes sans qu'on nous précise pour cette époque qu'il s'agissait là d'une simple délégation de pouvoir de la part des hommes. Et voilà que dans l'une des Terres du pays (35), l'une de ces femmes-seigneurs régulièrement investies du mpu se déclara "fatiguée" d'exercer ses prérogatives. Elle fit venir son frère (dans le lignage du mpu) et lui déclara qu'elle lui abandonnait sa fonction politique. "Les femmes, dit-elle alors, ne sont pas faites pour s'occuper réellement du mpu, mais pour s'adonner à la culture du manioc et des courges sur leurs champs de savane." Et aussitôt, elle partit s'acquitter de sa "vraie" fonction féminine.

La semaine d'activité des femmes était divisée en deux périodes: sur les quatre jours qu'elle comprenait, deux étaient consacrés aux travaux des champs courants, deux autres (mpika et bukuobi) étaient soumis à divers interdits, présents déjà dans le premier système politique ntsie (mais affectant, semble-t-il, chaque côté séparément). L'implantation de l'aristocratie yulu a correspondu à un accroissement de ces interdits: les deux jours dans chaque Terre. D'autre part, ces interdits se particularisèrent et devinrent des propriétés du pouvoir mpu de tous les seigneurs du ciel, cependant que la portée de ces contraintes s'appliqua de plus en plus avant tout à la catégorie des femmes. Le sens de ces prescriptions ne nous semble pas faire de doute: ce nouveau contrôle plus rigoureux du temps de travail visait à resserrer la division du travail, à accroître la domination des hommes sur les femmes. Beaucoup des grands rituels yulu mettaient en lumière un rapport direct entre les seigneurs du ciel et les femmes d'une Terre (résidentes et dépendantes nkani selon la double relation déjà repérée).

Comment sommes-nous en mesure de nous figurer les unités de production et les groupes locaux dans cette seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle ? Leur taille était à coup sûr plus grande que celle des hameaux actuels, le double peut-être en moyenne: un effectif de vingt à trente personnes. La hiérarchie qui y régnait était beaucoup plus stricte que maintenant. Il existait un (ou deux) supérieurs (mukwuuru) de hameau vers lesquels convergeaient tous les produits de cet ensemble (à une exception près dont nous allons parler). Un cadet social, jeune ou adulte, devait en principe ne rien garder pour lui qu'il n'ait fait passer par ce point central.



## LE TEMPS DES ANCETRES

La mobilité de ces groupes locaux était moins forte qu'elle ne l'est de nos jours: maints exemples témoignent qu'une lignée patrilocale était souvent en mesure de durer trois ou même quatre générations. De même pour des descendance bilatérales. La référence au seigneur (surtout yulu) suffisait alors à garantir des droits, fussent-ils à l'encontre de l'organisation lignagère simple. Il est vrai qu'il s'agissait toujours cependant d'un rapport de forces entre les deux systèmes.

Notre idée est que le développement de la sphère marchande (avec ses différentes zones d'échange particulières) a correspondu à une transformation dans la division du travail à l'intérieur de la société kukuya. Cette constatation vaudrait aussi bien pour la répartition des tâches entre hommes: aînés et cadets. Mais nous désirons l'appliquer avant tout ici à la division des activités agricoles par sexe: les femmes furent de plus en plus confinées à la production des biens d'usage les plus nécessaires à la survie de la formation sociale dès cette période. Les hommes se consacrant de manière de plus en plus prédominante (parfois presque exclusive à certaines époques de l'année) à la production de biens d'échange, les femmes virent leur temps de travail par semaine augmenter dans de larges proportions. En outre, l'extension du secteur marchand et de la production masculine eut lieu par le biais d'un suremploi des femmes. "Les jours de mpika (36), elles allaient désherber les champs de raphia de leurs maris et elles construisaient les buttes mabvuma où ils plantaient leur tabac indigène" (selon un vieil habitant de Lekana). Le changement s'est effectué par le moyen d'une surexploitation de la catégorie globale des femmes. Inversement, on peut penser que les hommes des hameaux avaient tendance à délaisser une part de leurs travaux directement consacrés à la consommation - au sens large - des groupes locaux. Au surplus, une partie croissante de ces biens de consommation devaient être acquise en échange des diverses monnaies successives lors de la fin de la période.

Pendant, cette modification de la division du travail par sexe n'allait pas, comme aujourd'hui (et comme sous la colonisation), jusqu'à réduire presque à néant le secteur d'échange interne des femmes elles-mêmes. Elles produisaient souvent un surplus assez peu négligeable pour être vendu régulièrement sur les marchés intérieurs du plateau et même parfois au-dehors. Dans un foyer, chaque femme avait le droit de détenir des biens propres (sur lesquels le mari n'avait aucun droit) acquis par troc de produits agricoles ou par échange contre monnaies (coquillages, tissus, ngiele de cuivre...). Ces faibles réserves étaient souvent ponctionnées par son chef de lignage ou sa parenté utérine et de toute façon l'héritage après la mort les ramenait dans le circuit des hommes.

À l'intérieur des pratiques de chasse, les transformations étaient parallèles à ce mouvement d'ensemble. Activité masculine, la chasse donnait lieu à toute une série de partages lorsqu'il s'agissait de moyen et gros gibier. Une part aux supérieurs lignagers, possesseurs de la terre, une part aux seigneurs des deux catégories, etc. Or, de plus en plus le gibier tué était en vente sur les marchés intérieurs du pays: il provenait d'un surplus restant à l'issue de la distribution obligatoire ou d'une mise en

vente par ses bénéficiaires. Une chose était sûre: la consommation directe dans les hameaux était de moins en moins fréquente.

### La spécialisation de l'artisanat: tissage et forge

Le tissage des fibres tirées du palmier-raphia était - dès la période ntsie - une activité de la plupart des hommes adultes, dont elle prolongeait le travail agricole. On sait que dans l'ensemble des populations teke les pagnes de raphia ne cessèrent de tenir une place de premier rang au sein de l'économie: cette caractéristique générale valait davantage encore peut-être pour les Kukuya. Ils étaient connus très loin de leurs frontières à la fois pour la quantité de leurs tissus et pour leur qualité.

Au cours de la période yulu, les pagnes de raphia continuèrent à servir d'abord pour l'habillement des habitants, hommes et femmes. Il est sûr que très peu d'entre eux portaient couramment comme vêtements des tissus importés. Mais d'autre part, les pagnes de raphia faisaient l'objet d'une thésaurisation et ils étaient utilisés comme monnaie depuis longtemps. On peut supposer qu'au cours du 18e et du 19e siècle les fonctions d'usage et d'échange des pagnes tissés ont tendu à s'écarter de plus en plus: une part relativement constante étant consacrée aux besoins des foyers, la seconde, croissante, entrant dans les circuits de "produits-valeur" (37) avec ses finalités tout à fait différentes.

Où se situait l'accumulation principale de ces pagnes tissés ? En premier lieu, elle était entre les mains des supérieurs de lignages simples, qui en faisaient usage dans les réseaux matrimoniaux et dans l'administration matérielle de leurs groupes. En second lieu, nous la trouvons chez les seigneurs de la terre et du ciel en position d'extorsion par rapport à l'organisation lignagère (dont ils faisaient aussi partie). Deux mouvements se dessinaient à la fin de la période: une différenciation entre lignages forts et faibles, une différenciation croissante entre seigneurs et dépendants.

Nous avons dit comment l'aristocratie du ciel nous avait paru reprendre un certain nombre d'éléments préexistants et les spécifier dans un sens qui lui était propre. L'évolution a été comparable dans le domaine du tissage. Il existait anciennement une distinction entre la production courante de pagnes nzwuona (le module simple ou petit pagne) et l'assemblage d'éléments pour former des ensembles de douze à seize tissus, pourvus d'ornementations. Cet embryon de production "de luxe" se développa alors et fut particularisé par référence au nouveau pouvoir mpu. On vit apparaître le nouveau pagne ntango, décoré avec le motif de la panthère, la représentation des champs de manioc, parfois les objets du mpu. Ce produit remarquable (eu égard à la technique presque immuable) se trouva réservé aux seigneurs du ciel. Eux seuls avaient le droit de le détenir dans leurs maisons: double précaution à la fois envers les seigneurs de la terre et surtout envers les dépendants nkani.

Il est clair que nous sommes parvenus là au stade du contrôle du produit lui-même. Seul un seigneur du ciel pouvait en effet le

stocker et en conséquence l'échanger, s'il le désirait. De fait, le contrôle sur les procès de travail semblait difficile à établir. La nouveauté d'une production de luxe (convoitée à l'extérieur) impliquait une spécialisation des tâches: tous les adultes ou presque savaient fabriquer un pagne simple, mais seuls les tisserands experts étaient en mesure de faire un ntangó. C'est précisément l'essor de cette spécialisation que l'aristocratie du ciel tenta de s'approprier. De plus, des aires de concentration de tisserands se constituèrent dans certaines Terres comme celle de Ntsama (qui contenait également beaucoup de forgerons): ce regroupement s'effectua sans doute lors de la fortune du Mbe de Ntsama. Afin de répondre aux ouvertures commerciales, il est permis de penser qu'une bonne partie de ces tisserands avaient tendance alors à délaisser leurs activités agricoles ou autres, au moins dans certaines conjonctures.

La question de la forge réclamerait des développements et une enquête qui reste à faire (38). A en croire les actuels Kukuya, c'est un petit-fils du héros Mubie qui aurait introduit l'art de la forge; il l'aurait ramené de Ntsabi (ouest du plateau). D'une manière indubitable, il ne s'agit pas d'une introduction, mais d'un développement ou d'un renouveau de cette branche de production. Pour notre sujet, c'est bien là le point essentiel: l'évolution (et peut-être la naissance) de l'aristocratie yulu est associée à ce phénomène.

Les Kukuya, selon eux-mêmes, n'auraient jamais été métallurgistes (39). Mais une partie de leur fortune économique a tenu à leur position de transitaires du fer brut: ils le recevaient de Ntsabi depuis une époque que nous ne saurions préciser. L'alimentation en cylindres de fer (40), en enclumes (nzwuunu), en ciseaux à forger (mutsiene) avait acquis une telle ampleur en direction des Mbochi, puis des Tege, puis des Bobangui, puis des Tio (Dupré 1982:39) que ces derniers renoncèrent à toute métallurgie vers 1750 (ibid.:40).

La célébrité des forgerons kukuya était bien établie. Au milieu du 19e siècle, ils fabriquaient des outils agricoles, des armes (couteaux, lances), des gongs doubles et simples, des pipes, des colliers et des bracelets. Une bonne part de ces objets figurait dans les insignes du mpu. Selon quelques habitants, la plupart auraient même précédé le système yulu.

Répartis dans chaque Terre, les ateliers de forge l'étaient selon une concentration très inégale. Ils s'étaient développés avant tout dans les Terres qui avaient acquis la plus grande importance politique, mais il n'est pas certain qu'ils fussent nécessairement à proximité immédiate des centres seigneuriaux. Les forgerons étaient le plus souvent des subordonnés, mais ils étaient aussi mfumu, non seigneurs en titre, mais membres du lignage du mpu. Les ateliers ne furent jamais de grande dimension: ils n'excédaient pas celle d'un hameau auquel ils s'intégraient. La main-d'oeuvre employée était peu nombreuse: le forgeron assisté de deux ou trois aides. Les cadets du hameau préparaient le charbon de bois indispensable.

Dans ces conditions, on peut bien parler d'un développement des forces productives à cette fin de période si l'on se rend compte qu'il a résidé surtout dans une multiplication des forgerons et une augmentation de leur production. la technique ntsabi aurait été perfectionnée quelque peu: nous ne savons guère sur quels points précis. L'outillage était le même au 18e siècle. Les connaissances se transmettaient de père en fils ou d'oncle à neveu utérin, et on assistait à une relative localisation de ces foyers d'artisanat.

Les procès de travail étaient directement peu contrôlés par le pouvoir seigneurial et se déroulaient dans une sorte d'indépendance. "Ces forgerons travaillaient et ne devaient rien à leurs seigneurs du mpu, ni aux seigneurs de la terre (de leur territoire). Sauf s'il s'agissait du seigneur yulu dont ils étaient subordonnés directs (nkani)." C'était là l'indice d'un certain nombre de prestations, que je ne saurais estimer en quantité. De toute manière, comme pour les tisserands, le contrôle seigneurial était soit politique (règles juridiques, droits de résidence, voire contrainte physique), soit idéologique (les multiples interdits portant sur le corps du producteur: sa santé, sa réussite mpolo). Il convient d'autant plus d'insister sur cet aspect que la situation générale semble avoir été très différente de celle du royaume tio à la même époque. Dans cette dernière zone, les exigences du commerce extérieur avaient prévalu sur celles de la production interne. Il n'en alla jamais ainsi chez les Kukuya: le pouvoir seigneurial tendit à contrôler et l'activité de forge locale et son écoulement au-dehors. L'aristocratie yulu se préoccupa en même temps de faire transiter le fer brut hors du plateau et d'accumuler les objets forgés (eux aussi en grande partie échangés).

Le résultat de tous ces processus avait évidemment été l'accroissement considérable des échanges. Le phénomène est clair à l'extérieur du pays, il l'était tout autant à l'intérieur. Les forgerons devaient acquérir le fer contre des monnaies de raphia ou des tissus de traite. Un second canal d'échange s'établissait entre le fer brut et les objets forgés. On connaît la position privilégiée des seigneurs du ciel dans la détention de ce fer brut. Leur position de force était d'autant plus marquée qu'à ce moment-là houes et machettes étaient devenues des instruments largement répandus sur toute la surface du plateau.

## Le seigneur comme non-travailleur

En faisant le tour des pratiques juridico-politiques et idéologiques de l'aristocratie yulu, la solidarité des seigneurs du ciel entre eux nous a semblé patente, malgré l'opposition systématique qui régnait dans leur catégorie. La base de cette unité d'intérêts était dans leur commune position de non-travailleurs par rapport à tous leurs dépendants nkani des deux sexes.

Il fallait être pourvu de richesses pour entrer au sein de cette classe yulu: une intronisation supposait l'accomplissement de toute une série de dons (nkuru ya nyama: "le sac et la viande") offerts aux autres seigneurs du ciel - et à ceux de la terre par leur intermédiaire. Cette situation de non-travail était une obliga-

tion absolue pour les seigneurs du ciel supérieurs et elle s'était généralisée au 19<sup>e</sup> siècle pour tous leurs semblables. Les seigneurs de la terre supérieurs avaient tendance à les imiter, mais leurs seigneurs inférieurs n'agissaient pas de même. Un tel contraste entre les deux aristocraties était significatif de la différence de leurs fonctions respectives. Historiquement, l'aristocratie ntsie relevait d'une formation sociale qui avait la forme d'une communauté hiérarchisée, faite d'autres communautés encore hiérarchisées. Par contre, à la fin de la période yulu, l'aristocratie du ciel est représentative d'un nouveau rapport de production, né d'un écart social beaucoup plus net avec les subordonnés et établi sur une base d'une autre nature.

Les activités principales de la formation sociale, qu'elles fussent agricoles, artisanales, ou encore axées sur la chasse, la cueillette, la collecte et le petit élevage, avaient en commun de s'exercer avant tout dans le cadre des hameaux et des lignages. Une description des procès de travail aurait pu se maintenir dans ces limites tout en demeurant presque suffisante. La réorganisation de l'espace et du temps de production qui s'était opérée avait eu pour objectif essentiel d'obtenir pour les seigneurs (yulu mais aussi ntsie) les moyens d'une surextorsion sur le système lignager inférieur. Là s'effectua la véritable rupture: comment obtenir et reproduire par tout un arsenal de procès juridiques, politiques et idéologiques des prestations en produits agricoles, services, produits-valeur (tissage et forge) tout en s'arrogeant des épouses sans dot (supplément de force de travail actuel et futur) et des esclaves et dépendants ? Cette problématique nous semble avoir dominé la fin de cette époque.

Les foyers politiques se trouvaient ainsi coïncider (d'une manière changeante selon la conjoncture et les rapports géographiques) avec les centres d'accumulation de produits-valeur. Ces derniers se constituaient quand les seigneurs étaient en mesure de provoquer à leur profit une concentration de surtravail extorqué aux dépendants nkani. Les surproduits prenaient la forme de fusils, de pagnes simples et raffinés (nta ou ntango), ou encore d'esclaves. Une double utilisation en était faite: thésaurisation sur place ou échange surtout au-dehors.

### Les marchés intérieurs au plateau

Rappelons l'existence de tels marchés pendant la période ntsie précédente. Ils étaient alors placés sous la surveillance des seigneurs de la terre. A la fin de l'époque yulu, les marchés se tenaient toutes les semaines. Selon un vieil habitant de la Terre Illakuya, leur cycle s'établissait comme suit durant la semaine à quatre jours:

## LE TEMPS DES ANCETRES

Tableau 2  
LE CYCLE DES MARCHÉS

Terre	jour
Ntsekampika	
Ongali	
Suo	<u>onkila</u>
Kuma	
Lekana	
Illakuya	<u>budzuka</u>
Lage	<u>mpika</u>
Enku	
Akolo	
Abila	<u>bukuobi</u> (1)
Ntsama	
Mbalikay	
Mpira	

(1) Cette liste n'est qu'indicative, car deux ou trois autres listes supplémentaires ne concordent avec elle que partiellement.

Un changement survint avec l'aristocratie yulu: ce furent les seigneurs du ciel qui se chargèrent de la surveillance des marchés. D'autre part, l'emplacement des marchés devint aussi celui des grandes réunions (kimuoni), tenues épisodiquement lors d'un événement malheureux (épidémie, fièvres, sécheresse...) ou lors d'une "conjugation de la terre". La bonne organisation des lieux consistait à empêcher les vols de marchandises, les disputes entre assistants, les conflits entre Terres ou avec les étrangers signifiés la plupart du temps dans le registre des mati (maléfices).

Le commerce entre habitants du plateau à la fin du 19<sup>e</sup> siècle se faisait principalement en utilisant la monnaie de raphia (les pagnes simples ntsulu comme plus petite unité). Les hommes comme les femmes y participaient. Produits agricoles et artisanaux étaient l'objet des transactions. La fonction des marchés à ce niveau résidait surtout dans la régulation de l'économie des différents hameaux. Mais les biens de "prestige" circulaient également entre Kukuya à ces occasions.

Une seconde partie du commerce local s'effectuait avec les acheteurs ou vendeurs étrangers. Un vieil habitant nous les décrit ainsi à la fin du siècle:

"Les gens de Nseke (Ba-nsinseke du nord) apportaient des animaux contre des pagnes en raphia (mantsiene) ou des pagnes kipali ou kurukuru.

Les Tege (Ba-teke Alima du nord) portaient du poisson, du gibier. On leur donnait des ensembles de pagnes tissés (nta).

Les Nziku (sud-est) venaient avec des tissus d'étoffe

## LE TEMPS DES ANCETRES

qu'ils échangeaient contre des pagnes de raphia (mantsiene) ou des pagnes kipali (plus larges).

Les gens de Lali (ouest) portaient des pots et du sel et recevaient des boules de caoutchouc.

Les gens de Ngangulu (nord-est) portaient des anguilles échangées contre des houes et des pagnes kurukuru.

Les gens de Mbochi (nord-est) venaient vendre les boules de caoutchouc contre du sel et des houes usagées."

Cette énumération n'est certes pas limitative, mais elle donne une idée de la variété des échanges. Les Kukuya y apparaissent tantôt comme transitaires d'un type de produits, tantôt comme demandeurs d'un produit de base (relative carence en protéines que la colonisation ne fera qu'accentuer). De toute façon, l'économie locale était tout sauf autarcique, même à l'échelon domestique, puisque les pots venaient du dehors ainsi que le minerai de fer.

La plus ancienne monnaie dont les actuels Kukuya ont gardé un souvenir assez précis fut celle des coquillages nzinke (41). On les attachait par paquets de cent, appelés ontsira: probablement s'agissait-il du début de la période yulu. Voici quelques exemples d'évaluation (42):

Tableau 3  
TAUX DE QUELQUES OBJETS ET DÉMARCHES COURANTS

objet	prix en nombre d'ontsira	autre équivalent
1 poulet	1	12 pagnes de raphia simples ( <u>ntsulu</u> )
1 cabri	2	une antilope
1 cochon	4	
1 esclave	5	
1 compensation de mariage	40	
1 amende pour adultère	50	
1 retour de com- pensation de mariage ( <u>nkama</u> )	3	
1 prix d'une veuve	3	

Dans ce tableau, nous notons l'énormité du taux de l'amende pour adultère, source la plus fréquente des luttes entre groupes locaux et Terres. Le prix de l'esclave nous semble très faible (?). La compensation de mariage était déjà élevée à cette époque: elle représentait 480 pagnes simples en raphia.

Les monnaies principales se succédèrent ensuite. Des coquillages nzinke, on passa aux gangele, maillons de fer attachés en chaîne par dix. C'est ici que nous voudrions signaler un fait remarquable: cette monnaie entra rarement dans la compensation

matrimoniale, malgré son usage sur les marchés. On utilisait les gangele en les refondant pour fabriquer des bracelets ou des colliers. Aucun objet forgé ne trouva place dans la dot, à la différence d'autres populations de l'ouest congolais. Sans doute était-ce la preuve d'une dissociation assez forte des divers circuits marchands: les objets forgés et les gangele restaient le monopole des seigneurs et de la fraction des supérieurs lignagers riches.

Le raphia, au contraire, était beaucoup plus intégré à l'ensemble de la formation sociale au niveau de tous les groupes de filiation et de résidence. Il finit par s'imposer à son tour comme monnaie principale (ou peut-être à le redevenir).

Diverses étapes marquèrent le processus. On connut d'abord les nta (= 30 tissus simples). Une compensation matrimoniale valait 50 nta. Puis, ce furent les pagnes bvarika (= 15 tissus). Une compensation valait 30 bvarika (43). Enfin les nzwuona. Une compensation s'élevait à 7 mubuoni, soit 140 nzwuona. L'adultère: 100 nzwuona (donc en baisse relative). Quand on sait qu'un nzwuona est formé de 16 tissus simples ntsulu, il est facile de déduire que la compensation de mariage finale s'était accrue considérablement (malgré l'incertitude qui pèse sur certains chiffres).

D'autre part, nous trouvons confirmation de la spécialisation et du développement croissant du tissage. "On a changé de tissus de raphia - comme monnaie - parce qu'ils étaient de plus en plus beaux."

### Les caravanes de commerce

Le commerce extérieur du plateau était dans ses composantes géographiques et dans son contenu un développement des échanges qui se pratiquaient sur place avec des étrangers. Les points d'arrivée étaient les suivants:

- Mbochi (nord-est): caoutchouc contre le sel (Kukuya);
- Nziku (Teke de l'est): couvertures nkami (traite) et fusils contre fer et objets forgés, pagnes tissés, tabac;
- Ngangulu (nord-est): anguilles contre houes et tissus de traite;
- Se (Ba-si-se du sud): fusils et tissus de traite contre esclaves et monnaies;
- Tege (nord): pagnes de raphia et perles contre fusils, sel et tissus de traite;
- Lali (ouest - sud-ouest);
- Ntsabi (ouest).

Ces deux dernières destinations étaient à la fin du 19<sup>e</sup> siècle probablement les plus importantes pour l'économie kukuya. Nous décrirons rapidement la nature des échanges en ces deux endroits: elle mettra en lumière le caractère triangulaire ou quadrangulaire du trafic, les Kukuya y jouant leur rôle de population intermédiaire.



## Lali

Les expéditions parties du plateau kukuya convoiaient des cabris, du caoutchouc, du raphia brut, des pagnes de raphia nzwuona. Le tout était troqué à Lali contre des tissus de traite (bantsuali), du sel et des pots. Dans une seconde phase, les tissus étaient conduits chez les Tege et échangés contre des pagnes de raphia (nta) ou des perles bleues (ntsa). Troisième phase, pagnes et perles venues des Tege repartaient en direction de Lali pour être cédés contre des fusils, du sel, des pots. L'ensemble était transporté de nouveau chez les Nziku pour obtenir les cé-lèbres couvertures rouges (nkami) d'importation que les riches Kukuya thésaurisaient alors. Aux Nziku pouvaient se substituer les Ngangulu qui offraient leurs anguilles (44).

Les éléments changeaient suivant les Terres et les parties de Terre. Ainsi (45) les Kukuya portaient encore à Lali pour vendre du caoutchouc, ils en ramenaient des paquets de sel (ongua) qu'ils allaient négocier chez les Tege contre de grands pagnes de raphia nta: ces derniers leur servaient dans la compensation matrimoniale du plateau. En d'autres occasions, les mêmes Kukuya transportaient leurs pagnes de raphia nzwuona à Tege pour acquérir de jeunes esclaves qu'ils revendaient à Lali contre du sel.

Toujours dans la même direction de Lali, les femmes kukuya organisaient à assez faible distance des "rendez-vous" (mankuma): elles y portaient leur manioc et en ramenaient les pots nécessaires à la vie domestique. Ce type d'échange montrait assez combien la notion d'économie de "subsistance" était à l'époque éclatée: les hommes kukuya pratiquaient également ces rencontres en pleine savane vers le pays de Ntsabi ou de Ntseke. Ils troquaient du manioc contre des nattes ou des animaux.

## Ntsabi

L'essentiel des biens fournis de ce côté consistait dans les fusils, les enclumes (nzwuunu), les tissus de traite. Les Kukuya offraient en échange leur raphia brut et d'autres produits agricoles. Mais le fait remarquable est que parfois ils tissaient eux-mêmes sur place les pagnes avant de s'en retourner dans leur pays. Leur métier était simple à démonter et remonter.

A travers ces divers renseignements, nous distinguons assez bien deux types de commerce. Les rendez-vous des femmes et des hommes kukuya aux alentours du plateau étaient assez peu différents des circuits de régulation de l'économie des foyers locaux. Les biens échangés y étaient le plus souvent des biens de consommation immédiate. Par contre, la seconde catégorie de liens commerciaux supposait une gradation dans les échanges de manière que les commerçants kukuya en vinssent à se procurer des biens de "prestige" (ou produits-valeur), éloignés de la consommation immédiate et utilisables pour d'autres transactions du même type ou pour la thésaurisation.

Ce second genre de circuit commercial supposait des moyens qui n'étaient à la portée que d'un petit nombre de gens. Sa mise en oeuvre impliquait le regroupement d'une force de travail apte à

mener à bien l'expédition tri- ou quadrangulaire. A cette fin, les positions politiques au sein du pays se révélèrent déterminantes. Bien entendu, les seigneurs du ciel (et ceux de la terre par leur entremise) occupaient les situations qui comptaient. Ils étaient capables de mobiliser leurs subordonnés (nkani) dans les lignages qu'ils "gouvernaient" ainsi que leurs esclaves (kibaki) ou clients. Cette possibilité était l'aboutissement d'une longue période de lutte historique pour s'assurer en tant que catégorie dominante l'emprise sur leurs inférieurs. Mais il existait aussi dans le pays des chefs de lignage simple (nzo) - sans doute alliés la plupart du temps à des seigneurs - qui étaient en mesure d'entreprendre des expéditions commerciales presque comparables. Enfin, certains supérieurs lignagers menaient des caravanes de moindre envergure. Le "supérieur" (mukwuuru a nzo) convoquait ses neveux ou petits-neveux utérins, leur annonçait son intention de faire un voyage (onkira). Les femmes (parentes utérines du supérieur ou épouses) préparaient du manioc à emporter. Les marchandises à échanger étaient sorties des maisons et chargées sur les épaules des porteurs. Au retour, toutes les richesses rapportées étaient remises entre les mains du supérieur: comme ce dernier réglait toutes les affaires de ses parents, il devait concentrer tous les biens existants. Inutile de dire qu'il en était de même lorsque les subordonnés ramenaient les richesses à leur seigneur du ciel. Les chefs de lignage pouvaient encore user des services de leurs "gendres", surtout si ceux-ci étaient des cadets sociaux.

De cette façon, une caravane était assez forte pour traverser des zones d'insécurité relative: on peut penser que son effectif moyen oscillait de douze à cinquante personnes (et beaucoup plus parfois). C'étaient cependant des colonnes assez vulnérables du point de vue militaire. Aussi fallait-il recourir en supplément à des mesures diplomatiques. Les seigneurs échangeurs et les supérieurs lignagers forts disposaient toujours d'amis (nduku) au-dehors. Ces derniers étaient leurs intermédiaires obligés au loin: ils avaient une position politique équivalente dans leur propre formation sociale. Variable était leur statut politico-juridique: seigneurs (mfumu), chefs lignagers (mukwuuru a nzo) ou possesseurs de la terre (ngáá-ntsie) (46). L'amitié était le cadre formel à travers lequel fonctionnait cette entente au sommet (47).

Notre fil directeur a été celui des modifications dans la division du travail en relation avec les progrès de la sphère marchande. Le développement du commerce amenait de fait des transformations dans les tâches quotidiennes: sur les marchés intérieurs déjà, chaque homme étranger à la Terre était accompagné d'un enfant porteur de nourriture. A plus forte raison, cette obligation s'imposait dans les expéditions vers l'extérieur: tantôt les cadets s'en chargeaient, tantôt les femmes. De toute manière, ces dernières devaient accomplir la tâche supplémentaire de préparation des paquets de manioc indispensables. Mais le changement le plus lourd de conséquences touchait l'ensemble des travaux masculins. Anciennement (dans le système ntsie pour l'essentiel), les activités des hommes se limitaient à la production de raphia, à la chasse (grande et petite) et aux artisanats - tissage en tête. Désormais, à l'issue de toute la période yulu, les hommes accomplissaient les transports, auxquels ils consacraient une part notable de leur temps. Les cadets étaient les plus mis à contribution, surtout par

## LE TEMPS DES ANCETRES

les supérieurs lignagers, mais tout adulte bien portant pouvait être requis par son seigneur comme nkani, du moins en théorie. Les seigneurs du ciel supérieurs étaient davantage en mesure de le faire réellement.

### La conjoncture politique en 1800-1880

Les progrès de l'aristocratie seigneuriale étaient toujours sensibles au 19<sup>e</sup> siècle. Cependant, beaucoup de vieux narrateurs insistent aujourd'hui sur la distinction qui existait entre les seigneurs (mfumu) et les "nobles" ou "riches" (deux mots synonymes: bana ou bamvuli). Il est sûr que la majorité des riches faisaient partie de la catégorie seigneuriale, mais certains riches n'étaient que des aînés, la plupart du temps supérieurs de lignages simples (donc ntsani). Évidemment, selon la qualité du narrateur interrogé, la réponse est très variable.

Le problème général est le suivant: **quels ont été les rapports entre l'organisation lignagère et l'aristocratie seigneuriale ?** Cette question introduit une relative simplification et pourtant elle est déjà complexe, étant donné la présence des deux aristocraties, ntsie et yulu. Proposons un rapide schéma de l'évolution historique à titre d'hypothèse globale. Les seigneurs du ciel ont pu s'imposer aux seigneurs de la terre à la suite d'une lutte interne au plateau entre les deux aristocraties. C'est elle qui nous était retracée à travers les récits de fondation et la vie du héros Mubie et de ses descendants. Là encore, l'accent est très différent selon qu'on s'entretient avec un seigneur yulu ou avec un seigneur ntsie.

Néanmoins, la lutte entre les deux catégories seigneuriales est enfermée dans des limites précises. Les deux types de pouvoir sont différents: des chefs lignagers au sommet pour les seigneurs de la terre, des seigneurs installant une emprise territoriale, juridique et politique pour les seigneurs du ciel. Mais des deux côtés, la frontière du conflit était toujours très proche du compromis. Les seigneurs du ciel ont bien tenté avec succès de contrôler le commerce extérieur et la spécialisation de l'artisanat: mais on peut se demander si le contrôle des dépendants aurait été si réellement possible sans la collaboration de l'autre aristocratie. A l'opposé, les seigneurs de la terre désiraient borner le développement de l'aristocratie yulu, mais ils voulaient aussi en bénéficier. Nous avons montré comment les prestations et gains de toute sorte étaient en fait partagés entre seigneurs du ciel et de la terre. Cet équilibre, avec l'accroissement de la sphère marchande et les contradictions qu'elle engendrait, pouvait se révéler finalement précaire; mais il dura au moins tout le 18<sup>e</sup> siècle.

Les dépendants nkani des lignages simples formaient de toute façon l'enjeu principal dans les rapports de production. Il y eut bien lutte de catégorie entre les seigneurs de la terre et du ciel, mais pour s'assurer le pouvoir sur les gens des lignages. L'essentiel résidait socialement dans la surextorsion pratiquée (surtravail et surproduit) sur l'organisation lignagère. Malgré les ventes en esclavage et les sanctions juridiques, cette dernière montra une surprenante vitalité: c'est à notre sens une des originalités de la

société kukuya, comparée à ses voisines (et notamment aux Tio). Les dépendants nkani furent menacés d'anéantissement. C'est pourquoi nous ne sommes pas étonné de retrouver parmi la catégorie des "nobles" de simples supérieurs lignagers: il est probable qu'une sorte d'alliance les avait eux aussi unis aux seigneurs face à leurs subordonnés. Celle-ci était susceptible d'être rompue lorsque les lignages se trouvaient dans la proximité d'un seigneur yulu important, auteur de raids et de pillage.

Tel était le préambule nécessaire pour aborder la définition de la conjoncture politique au 19<sup>e</sup> siècle, plus spécialement durant sa seconde moitié. Deux ensembles de faits nous paraissent s'imposer: compétition intense entre seigneurs et relative unification progressive.

La **compétition** est présente dans de nombreux domaines, mais elle tendit à se cristalliser surtout dans le lignage du mpu. Il est vain de rechercher aujourd'hui la filiation d'un mpu déterminé qu'aurait détenu un fils du fondateur et que détiendrait toujours son successeur actuel. Un semblable phénomène se rencontre occasionnellement: il ne valait pas comme norme du système politique yulu. Dès la troisième génération après la fondation, nous voyons les seigneurs du ciel lutter pour acquérir un mpu supplémentaire, jugé par eux plus élevé. Idéalement même, un seigneur yulu supérieur cherchait à obtenir tous les mpu. C'est pourquoi en recueillant les généalogies seigneuriales, nous avons enregistré de très nombreux "changements de mpu" selon des mécanismes compliqués. Nous nous contenterons de dire que l'acquisition des titres supplémentaires supposait l'accord des autres seigneurs de la terre (ntsie et yulu). Cette tendance reflétait l'accroissement de la concurrence dans le développement des échanges et la transformation de l'économie.

Parallèlement, l'écart se creusait certainement entre les hauts seigneurs du ciel (et de la terre) et les seigneurs inférieurs des deux catégories. Nous n'avons aucune raison de ne pas postuler l'instauration d'une différence entre les groupes analogue à celle que J. Vansina établit pour les Tio ("overlords" et "squires"). A notre avis, elle était plus significative pour cette période que celle qui séparait seigneurs ntsie et yulu globalement.

Un mouvement d'**unification** est sensible sur tout le pays à la fin du siècle. Au départ de l'aristocratie yulu, nous avons trouvé la Terre Akolo et le fondateur Mubie. Au 18<sup>e</sup> siècle se constituèrent environ cinq grands centres Mbe: Ongali sembla d'abord dominer. Puis ce fut le tour de la Terre Illakuya. Enfin la Terre Ntsama prit sans doute la tête au cours du 19<sup>e</sup> siècle. Les centres importants se réduisirent alors à trois au maximum, les autres Mbe jouant un rôle moins considérable. Nous ne retrouvons guère la trace exacte de ce processus qu'à travers les règles qui régissaient vers 1850-1880 les grands rituels funéraires miyali. Les tissus d'invitation à la cérémonie y circulaient de trois ou quatre Terres en direction du Mbe du sommet.

La tendance nous paraît indiscutable. Mais nous proposerons seulement des suppositions pour tenter de l'expliquer. L'établis-

## LE TEMPS DES ANCETRES

sement du mode de production seigneurial, surimposé à l'organisation lignagère, se fit pendant la période yulu grâce au développement du secteur marchand dans la formation sociale. Le contrôle des artisanats, la domination sur le commerce lointain en furent les agents principaux. Peut-être la mise en oeuvre des transports (pour les expéditions à l'extérieur) a-t-elle joué un rôle comparable aux grands travaux dans le mode de production asiatique ? De là probablement la tendance à l'unification aux dépens de l'organisation lignagère: la colonisation française interrompit le mouvement, ce qui ne nous permet pas de vérifier notre hypothèse. Mais, depuis longtemps, cette mosaïque de petits et grands seigneurs s'acheminait vers une "étatisation" des fonctions, reproduite plus ou moins bien dans chaque Terre ou partie de Terre (48).

NOTES

(1) Dans ce cadre, je ne peux fournir qu'un résumé. Les données sont bonnes dans l'ordre idéologique, assez fournies encore dans l'ordre juridique, hypothétiques le plus souvent en ce qui concerne l'économie politique.

(2) Cette traduction est discutable, comme on le verra, pour le premier système politique. Elle a paru convenir assez bien pour le second, qui est plus nettement une aristocratie.

(3) Le nkira est à la fois un culte de possession et un culte de jumeaux chez les Kukuya: voir mon article 1969.

(4) On disait qu'il était ngáá-ntsie: "possesseur de la terre". On pouvait aussi user du verbe kibaka ("recevoir") et déclarer que le seigneur "avait reçu" la terre.

(5) Ils seront abordés plus loin dans les relations entre groupes locaux.

(6) Dans son ensemble, mais il existait déjà une fabrication de pagnes "hors-série", formés de l'assemblage du module simple et ornements de motifs.

(7) Ceci renforce l'idée qu'un équivalent général peut naître dans une sphère particulière à partir d'un produit courant, qui fournit une évaluation connue de tous les producteurs.

(8) Nous raisonnons en nous plaçant vers le début du 18e siècle environ.

(9) Littéralement, le couple de contraires ntsie-yulu signifie: "en bas - en haut". L'expression "seigneurs d'en bas - seigneurs d'en haut" formulait bien l'opposition. Malheureusement, elle ne rendait pas compte de l'association de sens immédiate, ntsie = "terre": aussi nous sommes-nous décidé pour l'opposition "terre-ciel" (yulu indiquant aussi "le ciel", à condition de savoir qu'il commence à l'air qu'un homme respire).

(10) Une étude comparative ( inédite ) des diverses versions me sert ici de base. Elle tente d'évaluer aussi d'une manière critique la position de ces récits dans l'ensemble des idéologies garantissant les statuts seigneuriaux, voir... La version présente en résume les éléments les plus significatifs, mais privilégie parfois une version aux dépens de l'autre d'une façon un peu arbitraire.

(11) On doit distinguer ngàà ("spécialiste") du préfixe ngáá = "possesseur de".

(12) Ne pas confondre Nzabi, village tege, avec Ntsabi, mot par lequel les Kukuya désignent la population des Ba-nzabi à l'ouest du plateau. Le village précis dont il est question maintenant est proche d'un autre dont le nom administratif est Kele. Celui-ci est visible sur la carte à une vingtaine de kilomètres au nord d'Okoyo.

## LE TEMPS DES ANCETRES

(13) Pour y parvenir à pied, les anciens Kukuya traversaient cinq rivières.

(14) Ngáá-kima: "possesseur de Kima", le lieu-dit précédent.

(15) Pour comprendre la nature du système politique et économique. Il va de soi que, du point de vue documentaire, la réponse n'est pas sans intérêt.

(16) La quête des différents mpu en ce lieu a pu se renouveler plusieurs fois.

(17) Nkobi pour les Tio du royaume de Makoko: voir Vansina 1973:454.

(18) Voir la discussion sur l'établissement de cette date: annexe de l'ouvrage.

(19) La réalité est simplifiée pour la clarté de l'exposition: il existe des sous-seigneurs de la terre dans chaque partie et des sous seigneurs du ciel. Ce sont les "assistants" des seigneurs principaux.

(20) Les titres sont obtenus en faisant suivre ngáá ("possesseur de") du mpu correspondant. Ainsi d'un détenteur du nkuka, on dira qu'il est ngáá-nkuka.

(21) Il n'en sera pas de même lorsqu'on évoquera la grande distinction entre mpu mâle et mpu femelle. Celle-ci concerne les types de descendance.

(22) Pas forcément l'aîné, mais le préféré du père, parce qu'il lui a transmis de son vivant le savoir indispensable.

(23) Même opposition entre les babuobi du haut, davantage "juges", et ceux du bas, davantage "arbitres".

(24) L'étude de tous ces éléments réclamerait une analyse détaillée qui n'a pas sa place dans ce cadre. Voir Vansina 1973:XII.

(25) L'origine du kibanimi est sans doute teke-alima.

(26) Dans les réjouissances du mpu, nous confiait un jeune homme de Suo, "il est un peu ridicule d'évoquer ses ancêtres (matrilinéaires) des nzo".

(27) Ainsi le mulii (copal) est représenté dans les deux avec la même action de "paix" ou "tranquillité", c'est-à-dire, une force qui permet de diminuer les puissances (néfastes) antagonistes.

(28) Aucun seigneur du ciel actuel ne consent à parler de sa charge sans la présence de son seigneur associé de la terre et réciproquement.

(29) Déshonoré en principe le seigneur du ciel si son subordonné nkani mourait de faim !

## LE TEMPS DES ANCETRES

(30) On verra tout à l'heure que les seigneurs de la terre sont aussi nkani de ceux du ciel, mais en un autre sens: jamais on ne pourrait dire d'eux qu'ils sont ntsani de ces derniers.

(31) Pour plus de détails, on peut se reporter à ma contribution à l'ouvrage collectif sur l'esclavage en Afrique noire (1975: 529-55). S'y trouve discutée en particulier la validité et la portée du terme "esclave".

(32) Par des hommes, les femmes ne servant que de relais quand l'héritier est trop jeune.

(33) L'exemple des Teke du sud-ouest, étudié par M.-C. Dupré (1972), est significatif à cet égard.

(34) On rencontrait pourtant sur le plateau des esclaves en provenance de Lali.

(35) La Terre traditionnelle, nommée Mbalikay.

(36) C'était en principe le jour de repos des femmes, en ce sens qu'elles vaquaient plutôt à leurs occupations ménagères ou travaillaient aux champs sans creuser la terre avec la houe et surtout sans faire de feu en savane.

(37) Le terme de "produit-valeur" est un concept anticipateur pour tenter de sortir des impasses entraînées par un terme comme "bien de prestige". Il désignerait des biens qui sont destinés en partie à une accumulation stérile et en partie à une utilisation dans la sphère des échanges. Stérile n'implique pas de jugement de valeur sur la non-rentabilité de cette accumulation, mais désigne le caractère stérilisant de celle-ci (qui gèle des biens contenant du surtravail).

(38) On se reportera à l'étude synthétique sur "métallurgie du fer et organisation politique chez les Teke" de M.-C. Dupré (1981-82:195-223).

(39) Ils font preuve ainsi d'extraordinaires "oublis". B. Guillot a découvert près d'Olele (ouest du plateau kukuya) des tas de scories que les habitants du lieu désignaient seulement comme impropres à la culture (information orale de Guillot, 1975).

(40) D'après Vansina, cité par Dupré 1981-82:34. Les Kukuya ne parlent pas de ces cylindres.

(41) Les nzinke sont différents des cauris. Les Kukuya les recevaient surtout des Bangangulu (nord-est).

(42) Terre Illakuya. Dans la Terre Suo, on affirme qu'un esclave coûtait 10 ontsira, "plus cher qu'une épouse".

(43) 10 bvarika = 1 mubuoni.      10 nzwuona + 2 mubuoni.

(44) Terre Mbakikay.



## LE TEMPS DES ANCETRES

(45) Terre Abila.

(46) Ces termes n'ont qu'une valeur relative: ils sont à redéfinir dans chaque formation sociale, bien qu'il y ait certainement des constantes.

(47) Ce processus a été parfaitement analysé dans l'article de Rey et Dupré 1969:133-62).

(48) On voit combien est peu significative dans ce phénomène la dimension des unités politiques de la région. Cette étatisation moléculaire ne se comprend au contraire que dans un ensemble beaucoup plus vaste: du pays à la côte ouest.

## LA DÉPOSSESSION COLONIALE

On sait mal à quel moment le plateau kukuya fut parcouru pour la première fois par des voyageurs européens. Il est probable que ceux de la fin du 19<sup>e</sup> siècle avaient été précédés par d'autres, peut-être des pères capucins (selon J. de Brazza 1886: 320), qui y auraient apporté les choux ainsi que d'autres plantes: des révélations sont sans doute encore à faire sur ce point.

### VOYAGEURS ET EXPLORATEURS EUROPÉENS DU 19<sup>e</sup> SIÈCLE: 1880-1905

Le premier parcours qui laissa derrière lui des traces écrites fut celui de Savorgnan de Brazza. Parti de la station française de l'Ogooué (1), il effectua une mission de 1880 à 1882, au cours de laquelle il traversa le pays. Ses moindres indications nous retiennent, encore que les notations géographiques ou botaniques soient plus nombreuses et précises que les données ethnologiques. Celles-ci confirment-elles notre tableau de la fin de l'époque précoloniale ?

Venue du Gabon, l'expédition passe au milieu du territoire teke-alima (tege). Brazza y croise un chef qui était à la chasse avec ses hommes. "Les Bateke, à l'époque où les herbes sont sèches et qu'on les brûle, chassent le gibier refoulé ainsi dans la brousse" (Brunschwig 1966:61). Ces peuples furent jugés par lui peu riches et en proie à de lourds handicaps. Tout se modifia en gravissant les pentes du plateau kukuya:

"Le sable est fini. La terre est noire et fertile et le pays plat comme la surface d'un lac... population extrêmement dense, culture soignée...Marché toute la journée dans des plantations de manioc et maïs pas encore formé. Pistaches à demi récoltées, oseille, ngiaca, courges. Autour du village de Obeme (2), il y a des plantations de maïs déjà mûr, des plantations de manioc qui commencent dans le village même. J'ai vu des choux, de vrais choux plantés et bien soignés en carré. Quel pays fertile, quel pays heureux. Pas un petit caillou dans la terre, pas une pierre, pas un monticule. Tout est plat. Des bouquets de palmiers et de palmiers-bambous, et des plantations partout" (S. de Brazza 1966:161).

Cette longue citation nous montre la prospérité constatée par S. de Brazza à la fin de la période précoloniale: variété des denrées agricoles, continuité du peuplement et aménagement soigné du

sol. Il en allait souvent de même des biens artisanaux. Bon observateur, le voyageur assista encore au cérémonial de visite d'un seigneur du ciel, Ngango de la Terre Lage au sud (ibid.:164). A son passage de retour, il verra aussi "le manioc des Ascikuya qu'on met à tremper dans des trous de terre" (ibid.:205): remarque notoire dans une contrée où ce système de réserve rend inutile la constitution de greniers. En outre, il ne manquera pas de relever en continuant son parcours que l'expédition rencontre de nombreux Kukuya en dehors du plateau, à des distances souvent assez grandes. L'ampleur du commerce extérieur d'alors nous est ainsi attestée.

Ces indications sont complétées dans les quelques documents dont nous disposons sur la fin du siècle. Le frère de Savorgnan, Jacques de Brazza, accomplit une tournée d'enquête en compagnie de l'ethnographe A. Pecile (Pecile 1887). Les données recueillies corroborent les impressions précédentes, dont l'intensité de la mise en valeur agricole (J. de Brazza 1886:320): "les grandes productions du pays sont le tabac, l'arachide, l'igname, la canne à sucre, la banane et le manioc; poulets et cabris sont très nombreux." Ce dernier renseignement est précieux pour évaluer réellement l'étendue du petit élevage. Pas de surprise donc si les seigneurs du ciel s'enrichissaient souvent à partir de cette base. La place du tissage n'a pas échappé non plus à cette nouvelle investigation: "chez les Kukuya, on tisse l'étoffe indigène (de raphia) la plus fine; elle est très recherchée et vendue extrêmement cher" (ibid.). Pecile nous en décrit la technique et signale que "les Kukuya sont des maîtres de cet art; les pagnes raffinés dont se servent le roi Makoko (Tio) et ses épouses proviennent de ce pays" (Pecile 1887:450 et suiv.).

A la suite de ces témoignages, l'information se fit plus rare et surtout diminua rapidement de qualité: bientôt l'heure ne sera plus à la découverte mais à celle de la conquête et de l'exploitation. Quelques détails précis se trouvent encore chez Payeur-Didelot (1889) ou chez L. Guiral(1889). Le reste, durant ces années d'exploration, sera de seconde main la plupart du temps. La région, négligée par les routes principales, exigea un détour pour s'y rendre. Ces données éparées partout confirment l'importance du commerce intérieur et extérieur au plateau.

## CONQUÊTE ET IMPLANTATION ADMINISTRATIVE: 1905-1920

Dans les phases successives que nous distinguons, nous retenons l'aspect principal de la période, ce qui ne veut pas dire qu'ils soit le seul. Même à travers ce résumé, nous suivrons plusieurs fils à la fois sans prétendre à être exhaustif.

### Le moment de la conquête

Celui-ci fut long à se dessiner. Dès le début de la pénétration existaient des postes à Leketi, puis à Diele: ce dernier fut évacué en 1897. A la fin du siècle, des pères catholiques vinrent s'installer à Leketi. Un seigneur kukuya leur rendit visite. Les pères rencontrèrent une caravane d'"Akuyas" qui vendaient du sel

fin dans la région tege. Le lietenant Leofler passa à Leketi (mission Gendron), en provenance de Franceville (Gabon). Ces petites tentatives de pénétration n'allèrent pas sans mal. En 1902, par exemple, un des pères se fit mettre en joue par un villageois; ce qui amena une expédition armée de leur part en représailles. Le 8 janvier 1903, un certain Nyama (dont nous ignorons l'appartenance ethnique) apporta aux pères la rançon d'un prisonnier: 8 pagnes nta, 1 cabri, 10 poules. L'ensemble fut augmenté: 8 pagnes et un fusil. Le 11 octobre 1903 eut lieu une expédition punitive des pères sur les villages de Obana et Kandolo afin de forcer leurs habitants à les approvisionner en manioc (3). En tous ces événements, nous saisissons une région qui accepte très difficilement une présence étrangère et qui se refuse à fournir tant des denrées que des travailleurs.

Ce n'était pas là une situation exceptionnelle dans l'aire congolaise. On sait comment à la même époque l'implantation de l'administration sur le bassin de la Likouala-Mossaka (au nord-est) se révéla malaisée (Mazenod 1966:269-306). De même dans la circonscription de l'Alima, une révolte contre le paiement de l'impôt fut réprimée: il y aurait eu cent trente morts selon l'estimation d'un missionnaire de Fort-Rousset (ibid.:306). Tel est le contexte général de la poussée coloniale d'alors. Malgré l'idéologie pacifique de la population kukuya, le schéma initial de l'implantation fut analogue.

Les tentatives pour recouvrer l'impôt avaient été précoces: il est probable qu'elles eurent lieu dès 1906-08. Tout nous porte à croire qu'elles restèrent très infructueuses. C'est pourquoi les Français décidèrent d'entreprendre une vaste opération de soumission du plateau kukuya. Elle eut lieu en fait à deux reprises, la première fois en 1913, la seconde en 1914-15 (4). Les habitants actuels ont tendance à contracter quelque peu ces différents épisodes, mais ils ont gardé en mémoire clairement le lieu et une partie du déroulement des hostilités. D'après le chef de la Terre Ntsekampika, les Français seraient partis de Djambala pour aller à Ndolo (est), traverser la rivière Mpama et parvenir à sa Terre. Ils y restèrent quatre jours, y tuèrent un homme et s'en allèrent dans la Terre Lage, en tuant au passage une femme. Là eut lieu une guerre de cinq jours avant que la colonne redescende vers la rivière Leketi. Même récit à Lage et dans les autres Terres. Dans la Terre Ongali, les seigneurs du ciel avaient commencé à recevoir cordialement une petite troupe venue de Gamboma: auraient été invités d'autres seigneurs des Terres voisines. Puis il y aurait eu la guerre de Lage et une réconciliation finale dans la Terre Akolo. Telles sont les traces dans les souvenirs des habitants qui ont retenu surtout un moment unique de défaite d'ensemble. De son côté, l'administration française mentionne (5) qu'en août 1913, une répression fit vingt morts et quarante blessés chez les Achikuya. Sombre période pour une large région si l'on ajoute qu'en 1914 une action combinée de trois colonnes s'attaquait aux Ba-teke de Franceville: bilan, plus de deux cents morts (Mileto 1951:19).

## Les débuts de l'installation coloniale: méthodes et résistances

En 1912, le plateau faisait partie de la circonscription des Ba-teke, dont le chef-lieu était Gamboma. Le découpage des circonscriptions fut quelque peu modifié l'année suivante. Ces tâtonnements révélaient les résistances rencontrées. Les efforts portèrent d'abord sur l'impôt (cinq francs par homme en 1912). Il fallait en effet forcer les habitants à se procurer un début de revenu monétaire pour s'acquitter de leur dette envers le pouvoir colonial. Quand l'organisation administrative se trouvait loin, la contrainte ne parvenait pas à jouer, surtout avant 1913. Il était donc urgent d'installer un réseau de chefs administratifs. Bien que nous ne sachions pas la date précise de cet acte politique, nous avons des raisons de supposer qu'il se plaça alors entre 1913 et 1920.

L'administration coloniale, informée par les rapports des pères catholiques et des fonctionnaires coloniaux, fit preuve d'une assez bonne connaissance des structures politiques anciennes. Elle décida de maintenir en gros le cadre des Terres et même dans la plupart des cas leurs frontières exactes. Il en fut de même pour les parties de Terre qui devinrent "villages". On eut ainsi des chefs de Terre administratifs et des chefs de villages. Après avoir usé de violence, le nouveau pouvoir utilisa une tactique souple et diplomatique: les habitants des circonscriptions furent priés de désigner eux-mêmes ces chefs. A quelques exceptions, c'est ce qui advint. Le résultat fut très curieux. La plupart des seigneurs du ciel supérieurs se tinrent hautainement à l'écart de ces choix: il fallait désigner un intermédiaire avec les blancs. Qu'on le fasse et qu'il se charge de ce travail limité, subalterne et un peu méprisable. Ce serait le *mukuanzi*, l'homme qui est là pour tout "ce qui a trait à la richesse" (c'est-à-dire, à l'argent de l'impôt). L'homme devait aussi régler les convocations chez les Européens et trouver de temps en temps de la main-d'oeuvre pour eux. Quant au reste des affaires, ces chefs n'auraient jamais à s'en occuper, puisque les Terres étaient pourvues de seigneurs de tout niveau et de supérieurs lignagers (et de chefs de hameaux). Dans cet esprit, toutes les tâches importantes demeuraient confiées à leur légitime acteur et détenteur.

La réalité sociale, face au pouvoir colonial, même naissant, ne se laissait pas couper de la sorte, comme les habitants le constatèrent progressivement. Mais le fait était bien établi: la classe des seigneurs du ciel supérieurs ne réclama pas la chefferie. Cette dernière ne fut pas non plus vraiment confiée à des hommes de paille comme ce fut le cas initialement très souvent dans l'histoire africaine. Pourquoi ? Nous avons tenté de montrer à la fin de l'époque précoloniale la position dominante du mode de production seigneurial et de son organisation politique. Dans ces conditions, il n'était pas question de donner une parcelle d'autorité (même anti-traditionnelle) à de simples subordonnés *nkani*. Une solution médiate intervint dès lors: les chefs administratifs furent soit des seigneurs de la terre (rarement les plus importants, ni Munkoko ni Munkira en particulier), soit des seigneurs du ciel inférieurs (cas exceptionnel), soit encore des seigneurs des deux catégories (*ntsie* en majorité), membres des groupes parentaux seigneuriaux mais non détenteurs réels des postes de pouvoir. Cette situation très paradoxale ne s'éclaira en partie que beau-

## LA DEPOSSESSION COLONIALE

coup plus tard. Si l'aristocratie supérieure yulu était apparue comme vaincue, il était quand même nécessaire d'élire de vrais représentants et l'aristocratie ntsie fut la seule à pouvoir en fournir. En conséquence, sur deux générations en moyenne jusqu'à aujourd'hui, les chefs de Terre furent toujours des mfumu (seigneurs réels ou virtuels), et les chefs de village le furent majoritairement. C'était introduire dans la compétition interne à la formation sociale colonisée un troisième élément au sein de l'aristocratie précoloniale elle-même.

Les effets d'une telle mesure ne furent pas immédiatement tangibles. Au début, les places de la chefferie ne recueillirent nulle gloire et peu d'autorité. Les résistances au système colonial étaient à l'ordre du jour plus que la soumission. Elles culminèrent, semble-t-il, dans la Terre Ntsama, où s'était édifiée antérieurement l'une des trois capitales Mbe importantes du plateau. C'était également un centre d'artisanat développé et spécialisé (tissage et forge). Les habitants refusaient de payer l'impôt; leur chef administratif ne se rendait pas aux recensements et n'y convoquait personne. Persécuté par les Français, il finit par s'enfuir. Sa Terre fut partagée, privée de sa chefferie propre: une partie fut rattachée à Kuma, l'autre à Abila. Décapité politiquement, le territoire continuera jusqu'à nos jours à fonctionner avec ses terroirs anciens, ses aires rituelles et ses titres seigneuriaux.

Cette remarquable persistance d'une organisation défaite n'empêcha pas des transformations considérables de survenir en très peu d'années: aux environs de 1915-1920. Leurs rythmes furent différents et leurs impacts inégalement profonds. Dans la phase suivante de l'histoire coloniale, nous décrirons une suite de bouleversements positifs, instaurant un système nouveau. Ici, nous recensons les arrêts et les destructions des processus sociaux antérieurs. La conjoncture se caractérisait en effet par la confrontation de deux organisations politiques dont l'une venait brutalement de l'emporter.

Du coup, guerres, vengeances, razzias, toutes ces pratiques de la période précédente, n'eurent plus la possibilité de se développer. C'était aussi la fin des mises à mort des accusés de sorcellerie, l'interdiction d'acheter ou de vendre des esclaves, l'arrêt des mises en gage forcées (en théorie au moins). En principe, l'ensemble du système juridique et politique du mpu avec ses cours de justice et ses sanctions se trouvait mis en cause. Simultanément, la base de cette organisation politique était atteinte par la cessation du commerce lointain (voir Coquery-Vidrovitch 1969), qui fut autoritairement stoppé. Son fonctionnement était jugé incompatible avec les circuits de vente coloniaux et les réseaux des compagnies concessionnaires, même si celles-ci eurent un assez mince impact sur la région proprement dite. En revanche - faible contrepartie, mais elle fut réelle -, les subordonnés lignagers (nkani) virent s'accroître leur liberté de déplacement à l'intérieur du plateau, alors que par le passé ils ne pouvaient guère se déplacer d'une Terre à l'autre (surtout dans une Terre sans parenté) sans bénéficier de la protection directe et indirecte de leurs seigneurs. De même, les voyages hors du pays se firent plus rares, mais ils furent réalisables sans escorte.

## La manière dont a été perçue la conquête coloniale et ses effets

En ce domaine, nous sommes persuadé que rien ne saurait remplacer le témoignage des intéressés. C'est pourquoi nous donnerons la parole à deux d'entre eux qui, dans leur enfance, ont connu cette période.

### Le premier récit

Le premier récit est celui du seigneur du ciel supérieur de la Terre Nsekampika.

"Mon grand-père Mpaga était seigneur du ciel ici-même. Souvent il envoyait ses gens dans les autres Terres pour les razzier. Dès qu'il y avait guerre ou compétition quelque part, on l'invitait. Il possédait des esclaves. Or, un jour il réunit les seigneurs yulu les plus élevés du plateau et leur déclara: 'Depuis longtemps, je soutiens cette Terre afin que les étrangers n'y mettent pas le pied; Mais dans quelques années, des hommes d'une autre peau viendront. Leur arrivée déclenchera des guerres formidables. S'ils viennent ici, je mourrai.'

Les miliciens sont arrivés un jour et ils sont entrés dans la maison de Mpaga, le seigneur. Ils se sont emparés de sa puissance [magique]: le nkwebali de cette Terre. Ils l'ont brisé, puis sont repartis. La Terre était maintenant menacée.

Les miliciens sont revenus, en passant par Ndolo (Nziku de l'est). Les blancs avaient emprisonné le seigneur et provoqué une guerre là-bas. Il y eut plusieurs morts. Après avoir tué, les étrangers se sont mis en route pour le plateau kukuya; ils étaient accompagnés d'un prêtre. Quand ils furent au sommet d'une montagne voisine, ce dernier leur a indiqué le célèbre village du seigneur Mpaga. Ils ont répondu: 'Si redoutable qu'il soit, nous irons le trouver.' Ils sont arrivés chez nous au village Abili (dans la Terre Akolo) et ils ont commencé à faire feu. Nous étions encore très jeunes. Un jeune homme de notre Terre, d'une extraordinaire bravoure, a saisi un couteau de jet (kibiele) et s'est juché en haut d'un arbre. Il lança le couteau par terre pour soulever les gens de la Terre. Une cartouche tirée par les miliciens l'obligea à descendre. Ils s'étaient servis d'un objet pour voir les gens au-delà [des jumelles]. Des habitants et le seigneur s'enfuirent dans la Terre Ongali chez le seigneur du ciel, qui était l'ami de mon grand-père...

La colonne étrangère s'installa trois jours à Banzwuunu dans notre Terre: tous les soirs, ils tiraient des coups de feu pour terroriser les gens. Puis ils sont venus ici à Mbe. Mon père, par un prodige (mpani), a suscité un épais brouillard, si bien que les ennemis n'ont pu voir le village. En entendant les coups frappés sur les gongs, ils se sont faulfilés à travers la ceinture de bananiers et sont parvenus au centre du village. Les habitants de Mbe et des environs ont pris la fuite. Les étrangers ont incendié les maisons et tiré dans toutes les directions... Ils ont brûlé les villages Ondzala, Kimbuma, Kintsiki, Kibala. Au village Ango, ils ont demandé à boire: le seigneur a accepté, ils n'ont pas incendié son village. De là, ils sont allés à Akana (Terre Lage) où le

## LA DEPOSSESSION COLONIALE

seigneur du ciel leur a offert un poulet. Le chef des blancs a déclaré alors: 'Si vous acceptez de nous accueillir et de nous obéir, apportez tous les fusils que vous avez.' Les gens de la Terre se sont soumis et ils ont placé sur le sol leurs fusils par territoire et par village. Les habitants de la Terre ont fait une réunion commune; ils conclurent que désormais leurs fusils étaient déposés en tas, qu'ils n'avaient rien pour se défendre. Pour éviter les morts prédites par le seigneur Mpaga, le mieux était de se soumettre. Les gens sont allés chercher Mpaga dans son refuge d'Ongali et le seigneur est rentré dans sa capitale Mbe... Il a dit ensuite: 'Je pars avec ces étrangers. Que la Terre demeure en bon état (mpolo) ! Je ne reviendrai pas.' Les blancs l'ont conduit au village Ōnyuô où ils résidaient. Le chef de la troupe blanche l'a interrogé: 'C'est toi qui veux nous faire la guerre ? -Oui, répondit-il, c'est bien moi. Si vous me voulez quelque chose, dites-le-moi.'

Les miliciens l'emmenèrent à Leketi: il y resta un mois, emprisonné. Puis on l'entraîna à Mpali où il mourut. On l'apprit par des messagers. Les gens de la Terre Ntsekampika firent alors la grande conjuration de la terre."

De ce récit, on garde plus qu'une suite de faits: une impression qui les relie entre eux. Quelque chose de profondément politique qui ne s'effacera jamais totalement jusqu'à aujourd'hui. La même conscience existe des transformations qui suivirent:

"Les gens d'autrefois redoutaient la sorcellerie, mieux, ils l'écartaient. Actuellement, nous n'avons plus le bonheur de vivre vieux parce que si l'on dit en public qu'un tel est sorcier, si on le dénonce à l'administration, la réponse sera: 'L'avez-vous vu avec un pot rempli de chair humaine ?' Autrefois, un sorcier découvert était toujours exécuté. Si on ne le tuait pas, on lui faisait boire le poison et il mourait. Aujourd'hui, au contraire, tous les sorciers ont été protégés par les blancs. N'importe quel vaurien acquiert une puissance [magique] et se met à manger les gens.

Jadis, seuls les seigneurs étaient dignes de posséder des puissances redoutables; maintenant, même un jeune homme le fait !... La justice ne s'occupe plus désormais que de l'homme qui vient de blesser [physiquement] un autre homme. La sorcellerie, on n'en parle plus. Les chefs, les administrateurs, les sous-préfets prétendent que les défunts sont morts à cause de Dieu (Nzaami)."

### Le second récit

Le second récit est beaucoup plus bref. Il procède également d'un haut seigneur du ciel demeurant dans l'ancien Mbe d'Ongali (nord). Les thèmes abordés illustrent la position très particulière qu'eut la chefferie coloniale par rapport à l'aristocratie:

"[A la venue des blancs], tous les chefs de Terre et de village, éblouis par l'argent, oublièrent l'emplacement [sacré] des grands rites de la terre. Les premiers Français ne cessèrent de demander où demeurait le seigneur de la terre du



plateau (6): les chefs de village et de Terre refusèrent de dévoiler le secret. Ainsi le célèbre village Mbe de la Terre Ongali resta caché. Après d'infructueuses recherches, les Européens choisirent l'homme nommé Nzie et lui confièrent le pouvoir administratif (mpu yi kibami = le mpu de l'Européen). Il devint chef du pays (7), car il était le plus vieux.

Quelques années plus tard, un commandant blanc arriva dans le pays. Au cours de ses 'recensements' (kitala = "compter"), il parvint au village Mbe d'Ongali. Il demanda ce que signifiait ce nom. Mon frère aîné, Mungo, répondit que Mbe était le village d'où nous, seigneurs d'Ongali, descendions. Il nous avait été légué par Mubie Mbani, le petit-fils du grand Mubie. Il expliqua que c'était moi qui avais le pouvoir de verser le vin sacré (mungabi) sur sa tombe. Je ne voulus pas la montrer, car je n'avais pas le droit d'y aller sans précaution hors de toute loi seigneuriale.

Je fixai un jour pour accomplir cet acte. L'administrateur revint avec un garde. Nous partîmes vers la forêt seigneuriale (musuru a mpu). Le blanc vit la tombe couverte de sable et entourée de pierres. Je versai le vin et dis au blanc que les habitants de la Terre avaient omis cet endroit, qu'ils avaient même caché son nom. Au retour au village, le blanc déclara aux habitants qu'il avait bien vu l'emplacement et que dorénavant il en parlerait dans l'histoire du pays."

Maigre satisfaction ! Car il n'y eut nulle restauration véritable. Le récit nous montre à merveille l'usurpation qui s'est produite. Le heurt de la conquête a été plus fort initialement avec l'aristocratie yulu qu'avec l'autre. Mais après coup, l'orateur nous présente ce refus de la chefferie coloniale comme un "oubli", une omission, une "dissimulation" des lieux et des titres sacrés. L'anathème est jeté sur tous ces chefs, attirés par l'argent de leurs salaires. Toute vraie légitimité leur est refusée au point que leur qualité de seigneurs (virtuelle ou réelle) n'est même pas mentionnée et qu'elle cède la place au critère de l'âge. Or, l'âge et la richesse ne suffisaient jamais pour obtenir le mpu d'antan.

Un renversement complet s'effectue dans la deuxième scène, celle de la visite au tombeau du grand ancêtre. L'administrateur vient reconnaître la légitimité ancienne qui s'était dérobée aux yeux des blancs. On voit comment la résistance à la conquête du début disparaît et est remplacée par une volonté de collaboration avec le pouvoir colonial. Les blancs n'ont eu qu'un tort: celui de se tromper de seigneurs. C'est dire combien l'alliance des deux pouvoirs (français et seigneurial) était dans l'ordre. Cependant, elle s'est réalisée par d'autres moyens: nous en chercherons les raisons.

On aura peut-être été surpris que cette première résistance à la conquête ne soit ici racontée que par des seigneurs du ciel. Qu'en est-il des descendants des simples subordonnés nkani ou même des rares témoins oculaires de leur catégorie, puisqu'il en reste encore un certain nombre ? Cet épisode initial de la colonisation ne les a pas marqués directement. Non qu'ils n'en aient pas conservé rancœur et humiliation, mais ces réactions sont perçues comme défaite du système seigneurial du mpu. Il y a peu de souvenirs autonomes qui se rattachent à l'organisation ligna-

## LA DEPOSSESSION COLONIALE

gère dominée pour cette période. C'est plus tard que les griefs s'exprimeront contre les nouveaux maîtres: impôts, corvées, amendes.

### LA MISE EN ROUTE DE L'ÉCONOMIE COLONIALE: 1920-1939

Revenons quelque peu en arrière aux années de la Première Guerre mondiale. Malgré notre défaut d'archives, nous savons qu'en 1917-18 eut lieu un premier recrutement de militaires (Bastiani 1965-57:II-20): nous ignorons et son ampleur et la façon dont il se déroula. Quelles furent pour la durée de cette phase les transformations économiques et politiques ?

#### Le travail forcé

L'un des premiers objectifs visés par le colonisateur fut la construction de routes sur le plateau et au-dehors. S. de Brazza avait signalé - et admiré - le réseau de larges voies de communication qui précéda la conquête. C'est déjà une bonne raison de ne pas faire des travaux coloniaux une entreprise sans précédent d'autant moins que les moyens utilisés ne durent pas être très différents (l'utilisation de machines fut bien postérieure). D'autre part, l'idéologie colonialiste (et néo-coloniale) n'a jamais cessé de proclamer que les administrateurs avaient "fait" des ponts, des routes, des maisons, des voies de chemin de fer. C'est une manière de voir les choses que n'importe quelle conversation, même brève, avec les Congolais engagés dans ces travaux remet rapidement à sa place. Il en fut de même dans la région, on s'en étonnera peu: les habitants du plateau réalisèrent par le travail forcé toutes les oeuvres matérielles dont se vante encore l'administration française. Dans certains cas, il y eut apport de technique nouvelle: encore est-il mince pour notre propos actuel. De toute manière, l'introduction originale de la colonisation européenne fut avant tout celle d'un rapport spécifique d'exploitation des hommes.

Un premier réseau de routes fut ainsi tracé vers 1920-22. L'opération sera répétée beaucoup plus tard (1937 ?) (Guillot 1973:47) avec déplacement des voies. A chaque fois, la construction des routes fut accompagnée par un regroupement obligatoire des hameaux sous la forme de villages. A une partie de Terre correspondit un village regroupé. Le contrôle de la population était ainsi plus facile (recensement et recrutement des travailleurs) (8). Qui travailla sur ces chantiers ? Ce furent les dépendants de la formation sociale précoloniale. Les seigneurs en titre restèrent non-travailleurs durant toute cette phase. Ils étaient d'accord avec les chefs pour envoyer leurs subordonnés nkani. Toutes les fois que ce fut possible, les supérieurs de lignage expédièrent à leurs places les parents pauvres, les cadets et très fréquemment les femmes, puisqu'elles avaient l'habitude de la houe. Cependant, la contrainte jouait parfois même au niveau des supérieurs lignagers s'ils étaient mal vus des chefs: un gigantesque rouleau niveleur dont l'emprise se fit croissante. Les femmes durent en outre nourrir leurs parents proches et époux quand ils étaient conduits dans une autre direction du plateau.

## LA DEPOSSESSION COLONIALE

Ces corvées sur les routes ne furent pas les seules. Il fallut bâtir les maisons de postes, fournir des porteurs pour les transports proches ou lointains. De plus, en 1925, selon le calendrier de L. Bastiani - déjà cité -, eut lieu un recrutement pour les travaux du chemin de fer Congo-Océan (le sinistre CFCO). L'un des centres se serait trouvé dans la Terre Illakuya à Ntswumu. Les survivants en gardèrent un tel souvenir que les habitants du plateau prirent la fuite en assez grand nombre à cette période pour échapper aux chantiers du Mayombe.

Quant aux corvées sur le plateau, les vieilles femmes n'en parlent plus guère: sans doute n'était-ce pas forcément plus dur pour elles que leur travail hebdomadaire actuel. Les hommes s'en souviennent mieux: "Nous restions des heures entières à creuser les chemins, sous la surveillance des gardes et des kapita (contre-maîtres). Tu travailles, tu travailles, il fallait tout faire pour les blancs. Rien pour nous. Nous n'avions pas de voitures, les routes nous importaient peu" (Terre Kuma). Inutile de dire qu'un tel système n'a pas peu contribué à la désorganisation de l'économie locale et en particulier à l'abandon des artisanats. Il n'a pas été admis par tous les habitants de gaieté de coeur. C'est pourquoi cette mise en route de l'économie coloniale supposait une refonte profonde des procès politiques.

### Les transformations juridiques et politiques

L'économie politique coloniale est le système qui assura la transition entre l'économie politique antérieure et le développement du capitalisme. Cette tentative de passage dans la région colonisée nécessitait la mise à l'écart du rapport de production seigneurial. Il fut remplacé dans sa position dominante par un autre ensemble de rapports. Le cadre d'exploitation dépassait de beaucoup les limites de la formation sociale, en ce sens que l'orientation de l'économie s'effectuait dans tout l'A.E.F. et était dirigée par la métropole. L'administration coloniale représenta sur place cette extension. D'autre part, l'administration locale, même appuyée de gardes ou de militaires, ne suffisait pas à faire fonctionner les nouveaux rapports.

Le chefferie qui venait d'être créée constitua assez vite le relais cherché. Au départ, les chefs se trouvaient dans une situation relativement inconfortable: intermédiaires d'une population proche face à des vainqueurs étrangers, ils étaient à la fois délégués des villageois et mandataires subordonnés des Français. Comme leur première fonction l'emportait de beaucoup au début, ils n'étaient guère en position d'autorité. De là le mépris des vrais seigneurs supérieurs à leur égard. Mais la conjoncture évolua en quatre ou cinq ans. Le pouvoir colonial apparaissait comme invincible et régulièrement présent. Les chefs de Terre et de village furent chargés de recruter des kapita, c'est-à-dire, des hommes de main qui servirent aussi de contremaîtres du travail forcé. ainsi les seigneurs du ciel avaient perdu la capacité de réunir leur petite troupe de guerriers; le noyau exécutif se trouvait maintenant auprès des chefs. Il était plus faible que le précédent, mais en cas de besoin, tout chef faisait appel aux forces de l'Etat colonial. C'est pourquoi leur puissance relative ne fit que s'ac-

croître à l'intérieur du système dominé. La tâche économique des chefs était double: organiser le recrutement de travailleurs forcés et leur surveillance partielle, assurer la rentrée de l'impôt villageois.

Ce rôle ne fut pas le seul. La chefferie fut en outre une pièce importante de l'appareil juridique de la colonisation sur le plateau. L'erreur que le gouverneur Fourneau déplorait en 1916 (9) à propos des chefs, "tous vos rapports me les montrent sans autorité", ne fut pas renouvelée. Fourneau blâmait la suppression des droit de haute et basse justice des chefs et ajoutait: "Nous devons maintenant les investir d'une autorité nouvelle qui sera comme le reflet de la nôtre." Les chefs ne furent nullement des soliveaux, puisqu'à la longue ils devinrent des surgeons réussis sur la catégorie seigneuriale (moins les seigneurs supérieurs). Chaque Terre, chaque village fut doté d'un tribunal "coutumier", chargé de régler les affaires courantes: les chefs y avaient presque toujours la part du lion. De plus, cette organisation juridique qui pouvait superficiellement ressembler à la précédente (les cours du mpu) en différait notablement. L'Etat colonial était présent derrière, non seulement avec ses instances d'appel - et sa force de coercition-, mais avec son organisation centralisatrice. Celle-ci se manifesta dans le pays par la division du plateau en **deux cantons: nord et sud**, avec à la tête de chacun d'eux un chef supérieur qui régissait (avec la connaissance des coutumes locales) les tribunaux inférieurs des Terres et villages.

Néanmoins, à la fin de cette phase, les chefs sont loin encore de s'être imposés même à l'échelon cantonal. Bien qu'ils aient sans cesse tendance à élargir leur domaine judiciaire, des résistances interviennent. Les chefs se trouvèrent souvent rejetés dans les conflits internes dans la zone stricte des "affaires des blancs". Le domaine de la "vraie" tradition était défendu par ses détenteurs, les maîtres des grands rituels, qui revêtaient l'habit ancien en ces occasions et légiféraient dans "les affaires du pays". La bataille, sournoise, était serrée, car les chefs disposaient aussi d'atouts traditionnels surtout s'ils étaient seigneurs de la terre. De toute façon, l'opposition des chefs et des seigneurs supérieurs restait dans des limites étroites: l'aristocratie ancienne n'encouragea jamais de rébellion. Les révoltés, les récalcitrants étaient mal vus tant du point de vue traditionnel que moderne. L'alliance au sommet (celle de l'administration coloniale et des notables kukuya) était inscrite dans les faits globalement. Le résultat en fut la paix coloniale: les rapports d'administrateurs insistèrent dorénavant sur le "bon esprit" des populations du plateau et la facilité de la domination coloniale.

Essayons de cerner les **lignes de force** des phénomènes décrits. Nous les avons présentés avec leur face positive comme les nouveautés de cette période. Il convient également d'en saisir tout l'aspect d'anéantissement et de transformation des relations sociales antérieures. J'en retiendrai les deux exemples majeurs:

- 1) Le **paiement de l'impôt** marquait l'arrêt de mort du système seigneurial tributaire. Il ne cessa jamais totalement de fonctionner, mais ses prestations, souvent dévalorisées de plus en plus, se réduisirent à des biens décroissants en quantité. Les subordonnés s'en acquittèrent encore longtemps, mais davantage sur la

lancée du système idéologique ancien que sur une réelle coercition politique (disparue). Il n'en alla pas de même à l'intérieur de l'organisation lignagère. Mais bien plus, l'impôt fut établi par la colonisation (autant que pour financer son entreprise) pour forcer les habitants du pays à entrer dans l'économie monétaire. Processus faiblement original à coup sûr, puisqu'il s'est répété dans la plupart des colonies françaises en Afrique. mais le mouvement s'est particularisé à chaque fois. La fin de l'histoire précoloniale kukuya avait été marquée par le développement d'une sphère marchande. La cessation du commerce extérieur l'avait grandement affaiblie, mais non détruite. L'argent vint peu à peu se substituer dans beaucoup de transactions aux anciennes monnaies. La voie était ouverte au départ d'une sphère marchande bien plus vaste, chaque colonie visant à édifier les bases d'un nouveau marché intérieur.

2) **Les regroupements de villages**, si contraires à la nature de l'économie locale (au moins jusqu'à aujourd'hui), n'eurent pas pour fin unique le contrôle des populations. C'était davantage: il fallait à toute force briser les liens anciens des groupes locaux et du système lignager sur sa base résidentielle propre. On obtint de la sorte des agrégats hétérogènes sans précédent: les villageois eurent tant de peine à s'y repérer qu'ils créèrent une nouvelle forme de parenté (la parenté de "village": buburu bu ola) pour nommer ces relations entre habitants. L'impôt et les regroupements étaient deux éléments d'une même politique, ayant pour objectif la libération de la force de travail. Pour s'acquitter des dettes fiscales envers l'Etat, il fallait travailler ou vendre. Et les habitants réunis dans les villages formaient une masse corvéable à la disposition du pouvoir pour exécuter le travail forcé.

## LE DÉVELOPPEMENT DES CULTURES COMMERCIALISABLES ET DU SALARIAT: 1930-1956

Cette phase de vingt-cinq années ne nous est pas connue de manière régulière. D'énormes trous figurent dans notre documentation, si bien que nous ne saurions couvrir la période. Mais nous disposons d'un certain nombre d'éléments qui sont le journal de la mission catholique de Lekana (10), les témoignages rétrospectifs des villageois du pays et enfin un bon bilan statistique et économique dressé en 1956. Ces données, jointes à celles de notre enquête directe, nous permettent de reconstituer les lignes générales de l'évolution.

### La mission catholique

La mission catholique entre de plein pied dans notre histoire économique, car elle lui fut particulièrement liée pour des raisons circonstancielles. Comment s'implanta-t-elle ? De 1908 à 1924, les contacts entre les missionnaires situées en bas du plateau à Leketi et la population kukuya furent réduits. Les Kukuya descendaient pourtant assez souvent chez les Tege (de Leketi) pour vendre leurs poules et leurs cabris (11). En 1924, une expédition fut réalisée par les pères sur le plateau: l'accueil de la population fut bon. Les chefs surtout se montrèrent désireux d'obtenir "les écoles des Français". Pendant une dizaine d'années les échanges furent alors

## LA DEPOSSESSION COLONIALE

nombreux. Des catéchistes furent choisis sur place. En 1927-28, on compta quatorze baptêmes, cent quarante en 1932. Les pères firent alors de fréquents séjours, et, en 1934, l'évêque décida la construction d'une mission dans le pays. Elle devait englober 28 000 habitants et déborder largement par conséquent la surface du plateau. La mission proprement dite fut inaugurée en 1937 à Lekana, chef-lieu du plateau.

Pour bien voir la position de la mission durant ces années-là, il faut savoir qu'elle s'installa dans un relatif vide administratif (Lekana ne sera poste administratif qu'en 1956). Peu d'entreprise privée en dehors d'elle en un pays régi uniquement par des tournées régulières d'administrateurs. La mission fut ainsi amenée pour ses fins d'évangélisation à entreprendre une oeuvre économique locale. Les pères commencèrent par acquérir auprès du Chef de Terre cent hectares de terrain: transaction qui jette une vive lumière sur le caractère "communautaire" de la propriété de la terre ! L'oeuvre de la mission fut triple:

- implantation et rémunération des catéchistes, développement du culte et de sa base matérielle (église, bâtiments divers);
- cultures commercialisables et artisanats (maçonnerie, menuiserie, briquetterie);
- ouverture progressive d'écoles (et donc constructions nouvelles et rémunération des moniteurs d'enseignement).

De ces trois domaines, nous allons suivre successivement dans le temps les progrès en examinant à chaque fois les réactions des Kukuya engagés dans l'une ou l'autre de ces tâches.

### Le catéchisme

Les catéchistes furent recrutés selon une politique d'ensemble qui visait avant tout à l'action par village. Ainsi en 1937, on en installa à Kebara, puis Oyali, puis Angama (Terres Abila, Ntsuwumu, Enku). Puis en fin d'année à Kimpimi (Tege) et dans les Terres Akolo et Suo. Le mouvement se continuera régulièrement. De nombreux inscrits du début furent polygames, les monogames et les célibataires tendant à rester à l'écart: cette caractéristique témoigne pour nous du mouvement d'alliance des aînés sociaux du pays avec la présence française, représentée par la mission catholique. Les progrès des conversions furent sensibles: dès cette date, on commença à compter près d'un millier de communiant aux grands offices de Pâques et Noël. L'ordination de deux prêtres congolais en 1938 déclencha un "vaste mouvement d'adultes" et des cours de catéchisme publics (12). Ce public de fidèles avait aussi des exigences, puisque beaucoup parmi les plus assidus venaient réclamer leurs cadeaux à l'occasion des grandes fêtes. Très peu admettaient (sauf dans les débuts) de faire rien pour rien. Une assez forte pression s'exerçait dans le sens de prestations réciproques. Les plus engagés dans l'oeuvre missionnaire étaient bien sûr les catéchistes. En 1940, toute une délégation de Lekana vint protester contre la venue d'un nouveau père. Deux ans plus tard, vingt catéchistes réclamèrent une augmentation. En 1946, une manifestation de quarante catéchistes eut lieu afin d'obtenir 300 francs de salaire mensuel. L'année suivante, ce fut encore une menace de grève de catéchistes. "Ils prennent tous les droits, notait l'un des

pères, avant d'accepter les devoirs qui correspondent à ces droits." On peut se demander si cet esprit combattif et exigeant (que nous retrouverons chez les salariés) trouvait racine dans l'organisation "traditionnelle" ou s'il était un fait sans précédent. Les deux, sans doute, car la tactique de pressions infatigables semblait bien être venue des pratiques internes aux lignages et aux groupes locaux.

### Les produits commercialisables

Du lancement des cultures commercialisables, nous repérons essentiellement les tentatives faites pour les caféiers. En 1937, 10 000 plants (robusta) sont achetés par les missionnaires. Les premières plantations se firent avec des femmes envoyées par le Chef de Terre: la même année, l'opération d'entretien se renouvela, mais cette fois les femmes furent rétribuées (Lekana). Quatre hectares furent plantés l'année suivante; 2 500 plants commandés encore en 1942. Les pères firent aussi des champs de pommes de terre et tentèrent vainement de modifier les méthodes de culture des Kukuya qui travaillaient pour eux: ceux-ci tenaient aux leurs, qu'ils jugeaient satisfaisantes. La mission dans les années suivantes acheta et revendit parfois des produits locaux sur les marchés urbains. Toute cette activité est significative pour nous d'une impulsion d'ensemble de l'économie du plateau vers les cultures de rente, mais elle n'était pas la plus importante de celle des missionnaires dans la production et l'échange.

Les artisanats semblent avoir occupé la première place dans la transformation opérée par la mission. Dès 1937 les pères formèrent des maçons et des charpentiers. Les travaux entrepris impliquaient un approvisionnement en bois (bois de fer kilolo surtout) et donc l'utilisation d'une main-d'oeuvre villageoise. Au départ, là encore, les pères furent aidés par le Chef de Terre, véritable fournisseur de force de travail. Mais comme les missionnaires n'usèrent jamais des brutalités du travail forcé, les difficultés de recrutement ou de fournitures (venues du reste du plateau) s'accrurent avec le temps. Ainsi en 1938, les gens de la Terre Akolo (les catholiques) apportaient gratuitement les tuiles de bambous destinées aux toitures des édifices. L'année suivante, ils ne le faisaient plus que pour payer leur impôt. En 1951, la même Terre faisait des planches vendues très cher. Et en 1954, les habitants d'Angama (Terre Enku), puis ceux d'un autre village refusaient toute aide pour la construction de leurs écoles. La production artisanale continuait néanmoins à fonctionner sur une assez large échelle: en 1946, la mission envisageait de fonder une école professionnelle de menuiserie.

Au cours de toute cette période, le changement est sensible. Un père écrivait en 1939: "Le plateau est en train d'évoluer à grands pas tant du point de vue matériel que spirituel." Il se rendait compte des modifications considérables survenues. Treize ans plus tard, un autre père, nouvel arrivant, est frappé du "peu de sympathie qu'on trouve auprès de ces populations". Il relève non une hostilité, mais une "indifférence" générale. C'est qu'entretiens s'étaient faites jour les contradictions présentes dans le salariat naissant. En 1948, les ouvriers de la mission font

## LA DEPOSSESSION COLONIALE

grève, leur mois ayant subi un retard de paiement. En 1950, les ouvriers réclament une augmentation. La même année une bataille a lieu entre un *kapita* et un ouvrier licencié qui l'accuse d'être responsable de son départ. En 1952, nouvelles revendications pour un salaire plus élevé, grève. En 1953, mouvements identiques de briquetiers de Ngulonkila. En 1956, les fabricants de briques de ciment veulent être payés à 40 francs l'unité: sur un refus, ils se mettent en grève. Si l'on prend en considération la relative ampleur de l'embauche (70 000 francs pour la paye des ouvriers de la mission en août 1974), ces différents mouvements sont révélateurs à la fois de l'évolution effectuée dans l'emploi et des contradictions rencontrées. Leur découverte alla d'ailleurs de pair avec un développement constant de l'évangélisation.

### Les écoles

L'ouverture des écoles amena la nécessité d'une partie des constructions que nous venons d'évoquer. Elles commencèrent dans les Terres les plus peuplées: Lekana, Abila en 1943, Lage en 1946. Puis leur extension se poursuivit en 1952: en 1952 Kuma, l'année suivante Ntsekampika et Akolo. En 1954, ce fut l'école d'Ongali et un projet imminent pour Enku. La structure de l'enseignement était celle qui avait cours en France dans les écoles primaires (CP1 et 2, CE, CM), l'édifice étant couronné par le passage du CEP. Si l'on veut juger de l'essor initial, nous dirons qu'il y avait cinq candidats à l'examen final en 1947, vingt-neuf en 1953. Les classes étaient faites par des moniteurs formés par la mission (13). Une première génération était constituée surtout par d'anciens catéchistes: c'étaient des fidèles dans tous les sens du terme. Quelques difficultés surgirent entre les pères et la seconde génération de moniteurs, qu'ils jugeaient moins "consciencieuse" que l'autre et davantage préoccupée de critiques. Les conflits, plus rares que dans l'artisanat, étaient bien différents des précédents: ils survenaient au sein d'une catégorie de petits fonctionnaires en puissance. Nous verrons un peu plus loin la suite de l'expansion des écoles et les effets sociaux qu'elle produisit.

### La vie économique et politique de l'ensemble du plateau

#### Les progrès du secteur marchand

A Lekana (chef-lieu de fait), se tenait en 1937 un marché mensuel organisé par l'administration et le Chef de Terre. Il est qualifié encore à cette date de "peu brillant" par un père de la mission. Pourtant, on y note déjà la venue d'un commerçant européen, qui désormais reviendra souvent dans le pays. Nous ne pouvons que souligner l'absence de certains produits très bien représentés sur les marchés précoloniaux: ainsi du poisson, "mets rare sur le plateau", et, même jusqu'à un certain point, de la viande.

L'année suivante (1938), un commerçant étranger fit un essai de production d'huile de palme à Lekana. Un autre acheta trois tonnes de pommes de terre sur le plateau: cet homme possédait déjà une boutique et un gérant (à 300 francs par mois). En 1939, la seule Terre de Lekana produisit une tonne; dix furent fournies



par l'ensemble du pays. Ces chiffres encore modestes sont sans doute incomplets, mais ils manifestent le léger essor de cette phase.

La période de la Seconde Guerre mondiale (1939-1945) correspondait, là comme ailleurs, à une politique économique dirigiste. Le renversement de la tendance fut assez net sur le plateau, où les services officiels de l'agriculture étaient inexistants. Le marché libre avait coïncidé durant quelques années avec la prolongation des corvées: en 1940 encore, on signalait le passage d'une caravane du service des mines avec quarante porteurs. Le mot d'ordre général du gouvernement colonial fut: "Pousser à la production" à tout prix. Ce fut vrai sous bien des aspects. En 1939, toutes les pommes de terre disponibles furent réquisitionnées afin de nourrir Brazzaville: il fut interdit de vendre aux commerçants. La collecte du caoutchouc fut encouragée. L'administration s'efforça l'année suivante de faire monter la quantité de légumes du pays: maïs, pommes de terre, oignons, haricots. Enfin, elle intervint de deux manières sur la force de travail: d'un côté, elle expédia à plusieurs reprises les femmes sur les routes pour améliorer les communications; de l'autre, elle recruta des travailleurs à destination de zones extérieures. Ainsi en 1942, un témoin enregistrait: "Actuellement, on recrute des hommes sur le plateau pour les mines d'or du Gabon... Tous les chefs de Terre et de village du plateau sont emmenés à Mpouya (14), où ils devront débrousser le terrain d'aviation en punition des incidents survenus lors du recrutement des travailleurs" (Journal mission). Nous n'en savons pas plus, mais tout donne à penser qu'il ne s'agit pas là d'une mince affaire.

Avant la fin de la guerre, les contraintes se relâchèrent sur deux plans. Les chefs de Terre se montrèrent souvent incapables de faire exécuter un travail quelconque dès qu'ils ne disposaient plus de tout le renfort administratif. D'autre part, les marchés mensuels reprirent assez vite: en 1943, 30 tonnes de pommes de terre à Lekana et 4 à 5 tonnes de haricots. Les mêmes quantités sont présentes en janvier 1944, augmentées d'encore 12 tonnes de pommes de terre ainsi que du maïs et du caoutchouc, l'ensemble étant évacué sur Brazzaville par la SIP (société de prévoyance). Cette avancée du secteur de denrées commercialisables n'empêchait pas la poursuite du travail obligatoire. En 1945, un administrateur nouvellement promu "secoue durement le plateau" en augmentant partout les corvées.

La décennie 1945-1955 fut marquée d'une façon décisive par l'accroissement du secteur marchand. Ce n'était certes pas une nouveauté dans la formation sociale, mais il existait désormais une sphère marchande locale assujettie à une zone de circulation capitaliste. C'était l'aboutissement dans la région de la domination de l'Etat colonial. Les progrès du secteur marchand sur place ne pouvaient se comprendre que par une transformation des objectifs du travail. En 1943, l'un des pères de la mission observait à l'issue d'un gros marché: "Les Kukuya travaillent et gagnent beaucoup d'argent, ce qui ne contribue guère à améliorer leur mentalité" (Journal mission). Plus qu'un enrichissement collectif réel, il s'agissait d'une monétarisation de l'économie et des conséquences idéologiques de ce changement. Voici quelques jalons

de cette évolution.

L'augmentation des produits agricoles vendus est le premier symptôme éclatant. En février, 45,20 tonnes de pommes de terre sont vendues dans la seule Terre Lekana. En août 1947, 75 tonnes de tabac à la Mission des tabacs (aire plus vaste que le plateau). Un fléchissement survient en 1951-52 qui correspondit à une hausse des prix. En 1954, les marchés reprirent: mêmes produits, plus des oignons, du maïs, des haricots. Nous ne faisons qu'indiquer la tendance en renvoyant au relevé qui suivra pour l'année 1955. Les emplois à très court terme n'intéressaient guère parfois les habitants: à cette même date, ils refusèrent de participer à la construction d'un four, "car ils avaient déjà l'argent du tabac".

Autre indice de choix: la venue de commerçants européens se fit de plus en plus régulière: ils achetèrent sur les marchés et vendirent par l'intermédiaire des boutiques locales. Des entrepreneurs vinrent tenter brièvement de réussir: ainsi d'un projet privé de fabrications d'allumettes en 1947. Enfin, signe certain du phénomène visé, la compagnie commerciale CFHBC décida en 1955 de s'établir sur le plateau (deux boutiques, à Lage et Lekana). Les temps étaient mûrs pour recueillir des profits d'intermédiaires.

Après la courte étape de la guerre, quelle fut la politique économique menée par l'administration coloniale dans la région ? Ses services s'efforcèrent: l'agriculture fut le principal d'entre eux, étant donnée l'orientation de la production du pays. Une succession de plans et d'initiatives furent lancés. En 1945, la Régie française des tabacs rendit visite au plateau: on prévoyait pour une région plus étendue 10 millions d'investissement et 600 emplois. Des projets de grandes plantations furent élaborés, auxquels la région échappa finalement. Ces efforts aboutirent en 1952 à la décision de démarrer systématiquement la production de tabac et de café. En dehors de cette action, le pouvoir colonial eut sans cesse à faire face aux problèmes de commercialisation et d'évacuation des produits.

Les difficultés n'étaient pas seulement dues au mauvais état des routes à destination des villes congolaises (problème quasi permanent). Elles procédaient aussi de la nature des choix opérés pour organiser la collecte et l'achat des produits. L'administration, après sa période dirigiste, sembla prendre parti pour le soutien des circuits privés. On voyait souvent des tournées communes sur les marchés entre administrateur et commerçant européen. Tant qu'il ne fallait que défendre cette solution, le conflit n'apparaissait pas. Mais à mesure que les services officiels s'implantaient dans la sphère économique, la société de prévoyance devint rivale des commerçants étrangers. Ainsi, en 1954 éclata une opposition assez forte entre les deux groupes. Les marchés mensuels avaient été interrompus plusieurs mois faute de produits. La société de prévoyance (15) s'était réservée toute la récolte (pommes de terre, maïs). En représailles, les commerçants firent monter les prix des autres denrées: oignons, haricots (24 à 26 francs le kilo). Cependant, la contradiction n'alla pas très loin, dans les deux années suivantes, les commerçants achetèrent à nouveau sur des marchés qui avaient repris. Pour la première fois s'était posée dans un pays l'alternative d'une commercialisation privée ou étatique des

produits. Son cadre d'ensemble était le même: comment régler au mieux l'assujettissement des paysans au marché capitaliste en développement ? Querelle de princes par rapport à des cultivateurs mangés à une sauce semblable.

Il y eut oscillation entre les deux tendances et compromis. L'installation du SEITA (tabac) en 1952 à Akana (Terre Lage) allait dans le sens étatique; mais les commerçants privés européens coexisterent ensuite avec la société de prévoyance en même temps que se développait un petit commerce local (colporteurs et revendeurs divers). Un missionnaire déclarait en 1955: "Le véritable autel des Kukuya, c'est l'argent." Cette opinion s'appliquerait encore mieux aux établissements capitalistes étrangers qui faisaient la loi sur le marché national. Relativement à la population du plateau, elle nous renseigne sur l'accroissement du secteur marchand.

Ce qui nous intéresserait beaucoup durant cette phase nous échappe en grande part: quels ont été les effets de la transformation du secteur marchand sur les rapports de production de la région ? Nous ne disposons que de maigres informations. Visiblement à partir de 1950, l'administration française fit un effort d'infrastructure (hôpital, maternité) qui visa à l'entretien de la puissance de travail humaine disponible. En 1946, la tentative d'installation d'un colon européen à Lekana fut significative encore: il voulut ouvrir un établissement privé de tabac (éphémère). Dès son arrivée, "600 indigènes s'étaient présentés pour faire la culture des champs" et se salarier. La force de travail était bien déjà partiellement "libérée", surtout dans la proximité des bourgades les plus peuplées. La preuve en était l'ampleur déjà sensible de l'émigration. Ces faits essentiels, nous tenterons de les mesurer en 1955.

## Les modifications juridiques et politiques

L'ascension de certains chefs administratifs est l'événement le plus visible de cette décennie. La chefferie n'est plus cet appareil faible et tenu à l'écart par les villageois. Les deux chefs de canton, nord et sud sont désormais deux potentats, qui font régner la crainte en-dessous de l'administration coloniale. Mais la plupart des chefs de Terre ont acquis aussi une position enviable, parfois également les chefs de village, surtout s'ils parviennent à combiner à leur autorité officielle une solide assise lignagère.

Les domaines d'intervention de la chefferie sont d'abord la perception de l'impôt et des corvées. Celles-ci ne pouvaient plus à cette époque être menées dans les Terres avec la brutalité passée: les résistances des habitants étaient plus fortes, même si elles furent fréquemment passives. Mais en 1953, un père de la mission remarquait: "Peu de femmes à la messe: elles débroussent les routes même le Dimanche" (Journal mission).

La justice coutumière était devenue la pièce-maîtresse de l'activité des chefs. Pas une petite affaire ne se jugeait sans qu'une prestation aille en direction du chef de Terre et du chef de canton: le système était une résurrection transformée des procès tribu-

taires anciens, d'une manière sans doute encore moins contrôlée. Les résultats, nous les percevons en découvrant qu'à ce moment-là le chef du canton nord commanda un fusil à mille francs en 1938, s'acheta un camion en 1949. Il le confia à l'un de ses parents utérins pour qu'il fît le transport des denrées sur Brazzaville. Les toits de tôle des maisons en dur indiquèrent aux yeux des villageois la prépondérance de tel ou tel chef de Terre. Inutile de parler de leurs nombreuses épouses, clients et parents. L'ascension des chefs importants fut si nette que les membres de l'ancienne catégorie seigneuriale n'eurent de cesse que de s'intégrer peu à peu à la classe des juges-arbitres (ba-wuobi) pour participer aux gains.

On assista parallèlement à la constitution de petits pôles politiques et économiques. Si l'on veut, ils remplacèrent les Mbe seigneuriaux à une plus large échelle.

Ce fut en premier lieu, le bourg de Lekana. Il se trouva définitivement consacré par l'instauration d'un poste administratif (P.C.A.) en 1953: date extraordinairement tardive. L'agglomération se divisa en deux: d'un côté, Ebongo, quartier de la mission catholique, né autour d'elle et peuplé par des catéchistes, ouvriers et fidèles. Avec ses rues régulières, son plan quadrillé, elle reflétait l'oeuvre économique des missionnaires de la phase précédente et son accroissement présent. De l'autre côté, Mfoa, quartier du chef administratif du canton nord. Il s'était édifié autour de sa maison avec l'irrégularité apparente d'un village colonial. Des commerçants européens s'y installèrent, puis l'administration française y prit place avec les bâtiments publics.

Leur configuration séparée dans l'espace indiquait l'ignorance de fait qui s'était instaurée entre ces deux quartiers. Comme l'écrivait l'un des missionnaires en 1939 déjà: "[l'administrateur et un commerçant] s'occupent à Mfoa de leurs travaux respectifs et ne nous dérangent pas du tout à la mission" (Journal mission). Nous l'avons entrevu: cette séparation marquait deux entreprises économiques et sociales assez différentes. Au-delà d'elles, un point commun à chaque quartier s'était fait jour: leurs habitants kukuya détenaient des territoires généralement petits, formant autour de leurs maisons des concessions. L'appropriation du terrain, fait sans précédent sous cette forme, existait donc bien dès lors. Mais elle resta jusqu'à aujourd'hui limitée au domaine résidentiel: le régime de la terre cultivable ne s'était pas modifié. Et dans les Terres, il n'était pas question pour un individu de clôturer un bout de terrain et de s'en proclamer seul possesseur.

En second lieu, après Lekana, un regroupement de population non imposé s'effectua autour d'Akana. Son accroissement sera surtout sensible après 1955. On partait d'endroits déjà peuplés (la Terre Lage enfermait 18 % de la population du plateau, sa voisine Abila 15 %) (16), dont le passé commercial avait été florissant. La construction de l'établissement du SEITA s'appuya sur cette base. Elle provoqua un afflux d'habitants aux alentours d'Akana. Mais il ne s'agissait pas d'une minuscule "urbanisation" comme à Lekana. Le SEITA et l'agglomération voisine étaient là pour drainer les produits d'une masse de cultivateurs villageois essaimés dans toutes les Terres. Le salariat permanent ou saisonnier

(triai) contribua également à déplacer le flux de population.

### **Etat de la production et des revenus de l'ensemble du plateau en 1955**

Notre unique source est une sérieuse étude statistique de L. Bastiani, conduite en 1956 (17). Que nous apprend-elle sur la transformation des rapports de production sur le plateau ? Elle nous permet de passer d'indices d'évolution fragmentaires à des chiffres et des indications d'ensemble.

#### La répartition des places dans la production

Le recensement de la population en 1956 donnait **11 808 habitants**. L. Bastiani la classait comme suit:

Les **cultivateurs**, hommes ou femmes, dont "l'activité principale" était la production de ressources vivrières ou commercialisables. Cueillette et chasse fournissaient un complément à la branche dominante qu'était l'agriculture. A dénombrer les habitants en population "active" et "inactive" (sur les unités de consommation liées aux unités de production), on obtient 5 696 actifs (dont 4 000 femmes) et 5 382 inactifs. Retenons un ensemble de **11 000 personnes**.

Les **artisans** venaient en second lieu: forgerons, maçons, menuisiers-charpentiers, tisserands, vanniers, cordonniers, réparateurs de bicyclettes, etc. Ils étaient au nombre de **469**. La distinction d'avec la catégorie précédente des agriculteurs n'est pas évidente, car les artisans cultivaient souvent un champ directement ou avec l'aide de leurs familles.

Le **commerce local** mettait en jeu **une centaine de personnes** (hommes). Examinons la composition de ce groupe qui, mince par la quantité, occupait déjà une place considérable. On y trouvait une quarantaine de petits commerçants kukuya avec leurs boutiques réparties sur tout le plateau. Puis une vingtaine de "trafiquants ambulants" non déclarés officiellement (chiffre très sous-estimé). Ces colporteurs se pressaient nombreux autour des marchés annuels de tabac - jusqu'à aujourd'hui - afin de récupérer la plus grande partie possible des gains des cultivateurs. Dix-sept tailleurs devaient en fait figurer dans l'artisanat.

Ajoutons un secteur important par la fonction qu'il occupait: deux transporteurs locaux (avec camions) et trois boutiques européennes.

**Les fonctionnaires et salariés** sont pratiquement tous de sexe mâle, comme les deux catégories précédentes. On en dénombrait **186** (18). Quatre sortes de salaires ont été versées en 1955:

- 1 400 000 CFA par la mission (manoeuvres, chauffeurs, ouvriers, enseignants);
- 1 200 000 CFA par le SEITA (manoeuvres, maçons, moniteurs agricoles);

## LA DEPOSSESSION COLONIALE

- 3 700 000 CFA par l'administration (manoeuvres, chauffeurs, ouvriers, commis, gardes);
- 200 000 CFA par le secteur privé (gérances de boutiques et autres).

Soit au total: **6 500 000 francs CFA de salaires versés à du personnel africain**. Cette somme nous donne une idée de l'accroissement du secteur marchand par le salariat. Nous ne pouvons qu'être frappé par le petit nombre de destinataires de cet argent: à peu près un salarié sur quinze hommes adultes présents dans le pays à cette date (19). En revanche, le nombre de fonctionnaires n'est pas faible. A cette catégorie de fonctionnaires et salariés, s'ajoute des retraités et des pensionnés.

Parvenu à ce point du tableau, Bastiani, pris de remords, adjoint à l'énumération "le cadre tribal" avec les guérisseurs, les juges coutumiers, les chefs religieux et les sorciers (!), etc. (1956-57:I-16).

Nous y ajouterons encore pour notre part **les administrateurs et fonctionnaires blancs** (dont les salaires auraient pu avantageusement figurer dans le décompte). Ils constituaient le sommet de l'appareil d'Etat colonial sur place.

Cet inventaire, précieux par sa nature, tombe sous le coup d'un certain nombre de critiques. L'analyse du salariat ignore complètement les différenciations internes. Aucune distinction n'est faite entre la rétribution d'un manoeuvre, d'un garde, d'un maçon, d'un moniteur d'enseignement, d'un fonctionnaire lettré du poste administratif (20). La seule évaluation disponible concerne (toujours par tranches globales) la ventilation des salaires versés par le SEITA en 1955:

875 000 CFA aux manoeuvres

150 000 CFA aux maçons

150 000 CFA aux moniteurs agricoles

115 000 CFA aux chefs de village "à titre d'encouragement".

Cette dernière indication nous confirme l'ascension des chefs, chargés aussi de veiller au bon ordre des marchés.

D'autre part, le tableau nous explique assez peu la position respective des groupes retenus. Cependant, deux remarques pertinentes y figurent: 1) **Les artisans vendaient aux cultivateurs**. Malgré toutes les transformations survenues, l'articulation ancienne entre l'agriculture et l'artisanat n'a pas disparu. 2) **Le secteur salarié africain** achetait presque exclusivement aux **cultivateurs** et aux **commerçants** du plateau. Une place particulière est à faire aux fonctionnaires et aux moniteurs de l'enseignement libre: leur consommation était égale à leurs revenus (3,5 millions CFA). Nous reprendrons ces deux éléments après étude de l'artisanat et du commerce local.

### Les revenus de la production agricole

Le tableau des revenus de l'année 1955 (ibid.:I-23) donne des résultats brefs et éclairants, même s'il reste opaque à bien des égards. La production agricole commercialisée et contrôlée atteignait un montant de 13 millions environ de francs CFA. La vente

du tabac comptait dans ce chiffre pour 11,5 millions. Le restant consistait en pommes de terre, haricots, maïs et légumes divers.

Même si ce bilan négligeait la production agricole non contrôlée (marché non officiel) (21), nous sommes en mesure d'en tirer quelques conclusions immédiates. Les cultivateurs kukuya et leurs familles (déduction faite des autres catégories sociales de l'inventaire) étaient au nombre de 11 000. Ils gagnaient **annuellement** par leur activité agricole principale 13 millions de francs. Ils payaient par an 3 millions d'impôt (déduction faite des impôts des commerçants). L'Etat colonial leur coûtait cher. Il leur restait donc 10 millions: soit **900 francs CFA par an et par personne en moyenne**.

A titre d'estimation de leurs possibilités d'achat, nous dirons qu'à cette date une chemise valait 450 francs, une houe locale 650 francs, une lampe-tempête 350 francs, une cuvette de 190 à 500 francs selon la taille, un poulet 250 francs, une chaise 425 francs (22).

Ce tableau, comme l'inventaire précédent, ne nous renseigne que sur les sommes globales. Il nous est possible de le rectifier sur un premier point. Les revenus du tabac (11 millions) allaient, selon L. Bastiani lui-même, à 1 623 "planteurs" (mâles). Du même coup étaient écartés de cette vente les femmes adultes au nombre de 4 073 et les gens considérés comme "inactifs". Il est clair que le problème de la répartition se révélera dès lors capital. En second lieu, nous ne savons rien des inégalités de revenus entre "planteurs", sans préjuger de la future distribution dans les foyers. La seule certitude que nous retirions est générale ("moyenne"): cette paysannerie était à cette période liée au marché capitaliste - sous sa forme SEITA, SIP ou privée.

## Les revenus du commerce local et de l'artisanat

L'unique donnée est une estimation globale: **6 millions de francs CFA** en 1957 (23). Comment distinguer entre l'artisanat et le commerce local ?

Les 486 artisans (en y incluant les tailleurs) paraissaient former une "classe relativement aisée". A cette date, leur spécialisation ou semi-spécialisation n'était pas assez répandue chez les habitants pour être concurrencée comme aujourd'hui. Elle fournissait donc un appoint monétaire à des foyers centrés sur l'agriculture. Néanmoins, à quelques exceptions près, les revenus de cette catégorie devaient rapidement trouver leurs limites dans celles des ressources villageoises.

A défaut de repérer les différences internes à la fraction des artisans, tentons de nous faire une idée de celles qui étaient présentes dans le commerce local. Le commerce kukuya existait avec ses quarante boutiquiers payant 215 000 francs de patente par an. Mais L. Bastiani nous affirme qu'il était en crise, face à un marché "saturé". En outre, il se trouvait coincé entre les colporteurs africains (munis de leur indispensable bicyclette) et les trois commerçants européens qui dominaient les mécanismes d'importation

des produits. Ils étaient en effet les seuls ou presque à détenir le capital nécessaire au maintien d'un fonds de roulement.

Nous sommes conduit à supposer que le commerce local drainait davantage de revenus que l'artisanat (pour une fraction de population plus petite) et que le commerce européen était bien plus puissant que le commerce kukuya; il se taillait aussi la part maîtresse dans l'achat des produits agricoles (vendus en dehors de la société de prévoyance).

### Le "niveau de vie" de la population du plateau

L'enquête de Bastiani en 1956 visait également à déterminer le niveau de vie des habitants. Un sondage aléatoire fut fait pour tirer dans l'ensemble des dix Terres deux strates: la première comprenait 2 214 "ménages" de six personnes et moins, la seconde 496 "ménages" de sept personnes et plus. C'était ainsi un critère de taille des foyers (monogames ou polygames) qui était retenu. Il aurait pourtant été simple de raisonner à partir de catégories sociales significatives (celles de l'inventaire précédent, par exemple) ! Par bonheur, nous verrons que le critère de la taille de ménage peut être interprété socialement, ce qui nous permettra en partie de réparer cette omission.

Les résultats de l'enquête furent les suivants: informations sur les budgets des ménages, leur "capital" mobilier et immobilier, sur la population "active" et "inactive", sur les dépenses des foyers.

Des **budgets** nous retiendrons que la dépense moyenne en habillement par foyer était de 2 000 francs environ, celle en équipement ménager 740 francs, celle de l'impôt 1 220 francs, celle pour la "dot" (compensation matrimoniale) 1 290 francs, "recoupée par un revenu total du même ordre" (24). Ces moyennes, sans même une indication de strates, ne nous autorisent à tirer aucune conclusion, sinon que, pour leur donner tout leur sens, il faut les référer à cette autre réalité: "un planteur qui a reçu 3 500 francs a apporté au marché 70 kilos de tabac" (ibid.:II-2).

Le "**capital**" de chaque foyer comprenait d'abord du bétail: en moyenne 1 cabri et 3 poulets par ménage, 1 porc et 4 canards pour cinq ménages. Les femmes possédaient les poulets, mais les hommes détenaient la plus grande partie du restant. Le second volet du "capital" consistait en mobilier local: 1 chaise, 1 valise par foyer, 1 chaise-longue, 1 lit pour deux foyers. Les ménages de la strate II (plus de 6 personnes) possédaient près du double de mobilier de ceux de la strate I (ibid.:II-28).

La troisième fraction du "capital" ménager était faite de **biens importés** (de consommation durable). On dénombrait 3 machettes pour deux foyers, 2 lampes-tempêtes pour trois foyers, 13 cuvettes pour dix, 1 paire de chaussures ou "tennis" pour deux foyers, au moins un casque colonial par ménage. Enfin, il y avait dans chaque ménage plus de 4 pagnes, près de 3 couvertures et 6 pièces de pagnes (1 pièce - 3 pagnes) en moyenne. Au sommet se trouvaient le phono et la machine à coudre pour cinquante foyers.



Tels étaient donc les indices de la "pénétration" du marché capitaliste dans les campagnes locales.

Un première correction s'imposait: ces biens importés durables appartenaient dans l'ensemble **aux hommes** (6 matchettes pour cinq hommes, 3 lampes pour cinq hommes, 7 cuvettes pour dix hommes, un fusil pour dix hommes et une bicyclette au moins pour dix: telle est la liste rectifiée). Les femmes n'avaient en propre que les pagnes et les pièces de pagnes (et en avaient moins que les hommes). La majorité des couvertures étaient de nouveau aux hommes.

Mais surtout une deuxième correction était fondamentale: **la strate II** (foyer de plus de 6 personnes) détenait le double de couvertures de la strate I (foyer de 6 personnes ou moins), le double de pagnes, de bicyclettes, le triple de casques, chapeaux, fusils... A la suite de ces dénombrements, L. Bastiani évaluait tous les biens qui ont été énumérés: bétail, mobilier et biens importés. Il convertissait ces biens au prix du marché et obtenait de la sorte "une estimation du **capital** mobilier et immobilier" de chaque foyer ou ménage.

Notre critique est double:

1) **La notion de "capital"** avec estimation par le prix de marché ne s'applique pas ici, malgré la domination du secteur marchand capitaliste. Cette manière d'envisager la question fait totalement abstraction du problème de la réalisation des dits biens sur le marché. Or, cette réalisation risque ou bien d'être imaginaire (fictive) ou bien de s'effectuer par de tout autres canaux. Le flottement de Bastiani sur ce point est net: ne classe-t-il pas juges, guérisseurs coutumiers, etc. dans le secteur "secondaire" de la production (en même temps que le commerce local) (ibid.:1-17) ? Deux exemples: les houes, les matchettes, les habits ne sont-ils pas des parties d'un fonds matériel constant, indispensable à la marche des unités de production agricoles (lignagères) comme telles impossibles à vendre ? Les pagnes et les couvertures, en entrant dans la dot, fonctionnent-elles entièrement comme marchandises capitalistes ?

2) **Le problème de la strate II**: nous avons découvert que ses membres étaient en possession d'un beaucoup plus grand nombre de biens que les membres de la strate I. D'où provient ce miracle des chiffres ? Hasard du tirage au sort des unités de sondage ? Pas du tout. La raison est simple: au-dessus de sept personnes, on a d'énormes chances de sélectionner une forte proportion de polygames (et sans doute presque tous les grands polygames) dans l'échantillon.

C'est plus qu'une supposition de bon sens. Un tableau de polygamie selon la taille du ménage nous le démontre aussitôt (ibid.:11-51). Les gens de la strate I renvoient à des chefs de foyers dont le taux de polygamie est toujours inférieur à 1,81; les gens de la strate II renvoient, eux, à des chefs de foyers dont le taux de polygamie est compris entre 2,27 et 4,06.

Si on groupe les moyens et les grands polygames à cette date dans l'échantillon, on aboutit à constater qu'ils détenaient bien plus de bétail, de meubles et de produits importés que les monogames et les petits polygames.

C'est la seule brèche (béante) par laquelle nous nous rendons

## LA DEPOSSESSION COLONIALE

compte de quelle façon la différenciation sociale expliquait mieux la réalité historique que la moyenne statistique, évaluée de surcroît en terme de pur marché capitaliste.

De l'enquête sur la **population "active" et "inactive"**, nous tirons quelques éléments. La classification paraît discutable quand elle range dans les "inactifs" 4 742 personnes de moins de quinze ans, dont la moitié de filles. Nous sommes sûr que, comme aujourd'hui, les filles de dix à quinze ans (même scolarisées) fournissaient une aide non négligeable aux travaux des foyers dans le cadre de l'économie domestique - non "rentable" directement. De même pour les garçons à un degré bien moindre.

A ces réserves près, nous pouvons user des résultats. La catégorie des "inemployés" désigne pour Bastiani des hommes inactifs ou des jeunes sans emploi (25). Sous l'angle de la division en deux strates, dont nous avons dit le sens social, nous découvrons 1) que la strate I (monogames et petits polygames) comportait 65 % d'actifs dont 55 % de planteurs contre 35 % d'inemployés. Sur ces inemployés, 30,6 % de moins de quinze ans; 2) que la strate II (moyens et grands polygames) renfermait 44 % d'actifs dont 41 % de planteurs contre 56 % d'inemployés (49 % de moins de quinze ans). Nous en concluons que la proportion d'actifs est bien plus forte dans les petits foyers. Moins riches, ils devaient davantage travailler. Inversement, plus de la moitié des membres de la strate II sont "inemployés", ce qui est logique dans une catégorie plus riche de moyens et de grands polygames.

Dans la strate pauvre, presque tous les inemployés ont moins de quinze ans. Dans la strate riche, ces jeunes n'occupaient que 40 % de la catégorie d'inemployés. On en déduira que les adultes pauvres étaient obligés de travailler, mais avaient du mal à faire travailler leurs adolescents; que d'autre part, beaucoup d'adultes riches (mâles) - 60 % - pouvaient ne pas travailler.

La différenciation sociale était encore au cœur du problème.

Les **dépenses des foyers** firent en 1955 l'objet d'un sondage (ibid.:II-40): 63 femmes et 104 hommes, choisis parmi les personnes "actives". L'enquête visait à établir la hiérarchie des dépenses: de 500 à 10 000 francs.

La dépense à 500 francs nous intéresse, d'abord parce qu'aucune différence n'y apparaissait entre hommes et femmes sur la nature des priorités: habillement, alimentation, mobilier. Pagne, vêtements pour enfants, cuvette, poisson salé, lampe-tempête, chaise: cette liste au plus bas témoignait combien ces besoins minimaux de chaque foyer (la fameuse "subsistance") ne pouvaient être satisfaits qu'en passant par le marché.

Les priorités restaient les mêmes pour 1 500 francs avec quelques biens nouveaux.

La question à 5 000 francs faisait surgir des produits-valeur achetés d'un coup et l'on changeait de catégorie de biens: fusils et couvertures en tête pour les hommes. Les pagnes et les couver-

tures restaient en tête pour les femmes, la question ayant encore un sens.

A 10 000 francs les hommes répondaient vélo, machine à coudre, maison, dot, pièces de pagnes: soit un investissement de transport ou d'objet de production, soit des biens de "prestige". Les femmes faisaient des réponses voisines, mais elles avaient à peu près autant de chances de détenir 10 000 francs qu'un travailleur français de gagner à la loterie nationale.

### Bilan de la phase 1930-1956

L'inventaire de Bastiani était au départ destiné à tester l'influence de l'introduction du tabac commercialisable sur la structure des dépenses chez les habitants du plateau. L'enquête fut ensuite élargie au niveau de vie général de la population. L'objectif essentiel resta par des estimations "moyennes" de mesurer les **progrès de l'économie marchande capitaliste**, confondue inconditionnellement avec le "développement". Ce type d'étude était alors devenu d'actualité: "l'amélioration générale des niveaux de vie devenait l'objectif des plans d'équipement" (ibid.:1-5).

Pour savoir ce qu'il en était de l'accroissement de la pénétration du marché capitaliste, les informations statistiques moyennes suffisaient en effet. Certaines d'entre elles nous ont paru fort utiles.

Mais pour notre but, la transformation des rapports de production dans la formation sociale, bien d'autres données nous ont semblé nécessaires qui sont absentes de l'inventaire. C'est pourquoi nous allons résumer les changements qui ont caractérisé cette phase à nos yeux. Beaucoup de ces réflexions synthétisent les points de vue des paysans pauvres (adultes, cadets et femmes).

### L'accroissement du secteur de production marchande

Nous prendrons le cas du tabac commercialisable: l'évolution de sa production de 1947 à 1955 (Guillot 1973:110). Elle s'éleva à une centaine de tonnes les trois premières années et connut une augmentation très rapide de 1950 à 1953 jusqu'au chiffre maximum de 373 tonnes. Ensuite, la production ne cessera de décliner. La montée antérieure était d'autant plus notable que le tabac ne fut jamais dans le secteur marchand une monoculture. Pommes de terre, maïs, haricots l'avaient toujours accompagné à cette période. On ne cessa jamais non plus de vendre du manioc.

Comme cela a été souvent montré dans les études africanistes (26), une corrélation est à établir entre l'accroissement du secteur marchand de production et la hausse de la compensation matrimoniale. La liaison à faire entre les deux phénomènes se vérifie à propos des Kukuya: la "dot" était déjà parvenue à un montant de 53 000 francs CFA en 1956 (Bastiani 1956-57:1-30-31): dès ce moment-là, elle était "la plus forte du Congo" pour toute une région (en faisant abstraction des hausses individuelles). Sa composition comportait de nombreuses prestations en argent et de toute

manière, les prestations en nature étaient cotés en argent.

Ce qui est souvent appelé "monétarisation" totale ou partielle de la compensation matrimoniale renvoie à un fait plus profond: la transformation des rapports de production internes au plateau. L'assujettissement du secteur de petite production marchande au marché capitaliste (sous sa forme du SEITA ou de la société de prévoyance ou des commerçants privés) entraînait un affranchissement du producteur de tabac ou de pommes de terre individuel par rapport à l'organisation lignagère du pays. Désormais, un planteur gagnait directement son argent dans des conditions qui échappaient au contrôle des aînés lignagers. Tout l'effort des aînés consista dès lors à récupérer ce pouvoir remis en cause; ne contrôlant pas le commerce de ces produits, ils tentèrent avec succès de reporter leur emprise sur la répartition des gains. Nous examinerons en détail par quels mécanismes ils y parvinrent (27).

Pourquoi cette poursuite de la hausse de la compensation matrimoniale après 1953, malgré la baisse des revenus du tabac ? Il n'est pas sûr (bien que ce soit difficile à mesurer) que le volume de la production marchande totale ait décliné, et en tout cas les sommes introduites dans les circuits de "dot" provenaient aussi du salariat. Les apports monétaires n'ont ainsi pas diminué globalement. De toute façon, les progrès de la sphère marchande se sont accomplis dans des rapports déterminés entre catégories sociales. C'est pourquoi une moyenne sur l'estimation des budgets et revenus n'a guère de sens sinon pour déceler l'ampleur de la pénétration générale du marché capitaliste.

Je retiendrai à ce sujet une seule illustration. Reprenons l'évaluation de L. Bastiani (ibid.:II-28) sur la dépense moyenne effectuée par un ménage ou foyer pour le versement annuel de la dot: 1 290 francs CFA (avec une rentrée équivalente). Premièrement, les femmes ne recueillant pas les gains du tabac - ou très peu -, les voilà coupées de la circulation et de la distribution de ces rentrées d'argent ou de biens cotés en argent (4 000 habitants d'éliminés !). Deuxièmement, ces moyennes statistiques n'ont pas de portée sociale réelle dans l'explication. A quoi nous servent-elles si un jeune homme, issu d'un foyer et d'un lignage pauvres, doit fournir **par son seul travail** une partie énorme de la "dot" tandis que son voisin monogame, riche et chef d'un lignage nombreux, n'a même pas besoin de travailler pour acquérir une seconde épouse ? Or, c'est ce que nous montrerons plus tard en construisant les rapports de production modernes du pays.

## La dissolution des systèmes économiques antérieurs

Evoquons avec Marx la position générale de ce problème au cours de l'histoire. "Le développement du commerce et du capital marchand favorise l'orientation en général de la production vers la valeur d'échange; il accroît son volume, la diversifie et l'internationalise, transforme la monnaie en monnaie universelle" (Marx 1950:340). Et de constater l'action destructrice du commerce sur les systèmes économiques anciens, "principalement orientés vers la valeur d'usage".

La formation sociale kukuya dans son histoire précoloniale avait déjà connu l'instauration d'une sphère marchande importante. Le terrain était préparé pour l'action transformatrice de l'Etat colonial et de son organisation économique. En effet, le système économique antérieur était déjà passé d'une structure centrée sur "la production de moyens de subsistance directs" à "un système orienté sur la production de plus-value" (28). Nous pouvons nous servir de deux propositions très larges de Marx: d'une part l'ampleur de la destruction opérée dépend de la solidité et de la structure interne de l'ancien mode de production, d'autre part, le résultat du procès de dissolution dépend encore du caractère de cet ancien mode (ibid.).

L'ancienne société kukuya était-elle très solide ? Quels étaient ses points forts et ses points faibles ? Considérons-la d'abord sous l'angle de la production de **biens d'usage**. Le secteur agricole (vivrier) des femmes a été peu touché. Sans doute des modifications l'ont transformé: nous les passerons en revue en leur temps (rien de totalement immuable dans l'élément le plus constant). Mais avant la colonisation, la production du secteur était essentiellement destinée à la consommation des foyers - avec échange régulateur entre foyers; elle garda la même fonction pendant la colonisation. Les raisons en sont limpides: le pouvoir colonial n'allait pas tenter de mettre à bas un système économique qui assurait la reproduction physique dominante de la société (29). De même que le commerce précolonial renfermait un marché intérieur de produits vivriers, de même les progrès du secteur marchand et du salariat sous la colonisation amenèrent un "gonflement des échanges internes au plateau" (Bastiani 1956-57:1-21). Certaines femmes écoulerent ainsi sur les marchés les plus réguliers du manioc, des arachides, des bananes, des courges, de l'huile, des volailles, de la viande: il est probable que seuls les produits agricoles leur appartenaient en propre. Ce changement affecta pourtant assez peu le travail féminin dans son ensemble.

Il en alla tout autrement de la sphère productive de biens d'usage où travaillaient les hommes. Bien avant l'époque coloniale (17e-18e siècles), on peut penser que, dans chaque foyer, les hommes apportaient leur contribution à une activité économique destinée aux besoins de l'unité entière et assez largement consommée par elle. Il en allait ainsi dans la construction des maisons, la culture du raphia et le tissage des vêtements, la collecte, la cueillette et la chasse. On avait de la sorte un échange direct de travail dans les unités de production des hameaux. Cette situation fut modifiée par l'accroissement du secteur marchand de production et du commerce pendant la période des seigneurs du ciel. L'activité des dépendants (*nkani*) et de tous les cadets dut s'orienter davantage vers la production de biens d'échange: ce ne pouvait être qu'au détriment de la sphère d'usage intérieure à chaque foyer. La colonisation rencontra dans ces conditions sur le plateau une formation sociale désormais nettement altérée et différenciée. On se doute d'après nos descriptions antérieures que le mouvement amorcé ne fit que se poursuivre. La mise en route de l'économie coloniale (1920-1930) pratiqua d'énormes soustractions de temps de travail aux dépens des foyers villageois. Le travail forcé représenta cette face négative par rapport à la production de biens d'usage: aspect auquel on songe assez rarement, car il se

trouve éclipsé par la violence évidente des procédés utilisés. Plus tard (1930-1956), le développement des cultures commercialisables et du salariat aboutit à un effet identique. Les nouveaux mécanismes n'impliquèrent plus désormais de façon régulière le recours du pouvoir aux corvées. Quoi qu'il en soit, pendant la première phase comme pendant la seconde, les hommes passèrent une bonne partie de leur temps à travailler pour le secteur marchand de production. Ou encore, comme le signalait Bastiani, les jeunes Kukuya, même "oisifs" eurent tendance à délaisser la production domestique de leurs hameaux.

La conséquence, nous la trouvons sur le plan de la consommation des foyers à travers les listes de biens locaux ou surtout importés. Ces objets sont en 1955 à ranger dans le minimum indispensable à chaque unité économique (nous avons vu combien les moyennes étaient trompeuses): cuvette, vêtements, chaussures, houes, poisson séché, etc. Or, cet ensemble de produits, ce lot de "misère" bien souvent (dans tous les sens du terme) n'a pu être acquis **qu'en passant par le marché monétaire**. La sphère marchande capitaliste, sans métamorphoser encore profondément les rapports de production du pays, est venue s'infiltrer jusque dans la sphère de consommation intérieure à chaque foyer. Aucune de ces unités ne saurait dès cette date assurer sa reproduction propre sans ce détour par la sphère marchande: "Maintenant, déclarait un habitant, sans argent, nous sommes vraiment pauvres" (30).

Voyons maintenant la formation sociale dans la perspective de la production de **biens d'échange**. L'essor du commerce lointain s'était trouvé lié fortement à l'existence du système seigneurial (yulu): l'effondrement de beaucoup de prérogatives de cette organisation économique et politique lui porta un coup. Néanmoins, le secteur de biens d'échange aurait pu se maintenir à travers le mode de production lignager sous des formes différentes. La chute d'un système qui se contentait de mettre en oeuvre les transports et les échanges (système tributaire) ainsi que l'artisanat spécialisé aurait pu laisser relativement intacte une production qui s'effectuait avant tout dans le cadre des hameaux, devenus villages.

Ce ne fut pas le cas, car l'économie politique coloniale s'avéra destructrice des branches gérées et tenues par les hommes. Un processus comparable à celui que décrivait Marx pour les Indes s'était mis en route: "Les Anglais souverains et rentiers fonciers [y] déployèrent simultanément leur puissance politique et économique pour faire éclater ces petites communautés économiques. Si leur commerce agit de façon révolutionnaire sur le mode de production, ce n'est qu'en détruisant par le bas prix de leurs marchandises la filature et le tissage, partie intégrante très ancienne de cette unité de la production industrielle et agricole, ce qui déchire les communautés" (Marx 1950:342). Nous ne revenons pas sur l'action du pouvoir colonial concernant le travail forcé: toutes les conclusions restent valables ici. C'est l'action combinée de l'impôt et de la sphère marchande capitaliste que nous voulons montrer sur la société kukuya. L'impôt consistait à mettre de force les habitants à l'intérieur d'un marché monétaire, à les contraindre à vendre des produits locaux pour réunir le montant de la somme à payer. En apparence, ces produits auraient pu être issus des arti-

sanats; or, il n'en fut rien, nous allons voir pourquoi.

Le tissage en particulier fut concurrencé de plus en plus par les vêtements importés. Cette victoire du marché nouveau eut des répercussions considérables: car cette "industrie" toujours florissante prolongeait l'activité agricole des hommes sur leurs plantations de raphia en forêt (les bosquets). Tout un pan de l'artisanat s'effondrait de la sorte: il ne fera plus que vivoter jusqu'à nos jours. Sur ce point, il y eut substitution. Les hommes et les enfants (avec un temps de retard) ne portèrent guère plus que des vêtements européens: chemises, pantalons, shorts... quand ils en avaient la possibilité. Quant aux femmes, elles s'habituerent à se vêtir de pagnes importés faits en tissu. Pourquoi la substitution fut-elle si facile durant cette phase ? Elle trouva appui sur la transformation des produits-valeur survenue avant la colonisation: les biens de traite y étaient de plus en plus répandus, connus, vendus sur les marchés locaux. Leur usage s'étendit, dès lors que ces biens (et les produits importés de même nature) n'étaient plus réservés à une seule élite seigneuriale ou lignagère (pour sa consommation propre ou ses stocks de marchandises). Mais cette "démocratisation" économique, pour parler comme les apôtres du système marchand, s'effectua à l'intérieur d'une différenciation sociale dont l'inventaire de Bastiani a donné les grandes lignes.

La forge ne subit pas, sembla-t-il, une érosion semblable. Mais sa fonction dans le système économique avait changé du tout au tout. Elle était toujours censée pourvoir aux besoins de petites unités agricoles. Mais elle fournissait d'abord des biens chers (une houe valait 650 francs en 1955). Ensuite, cette activité n'était plus maîtrisée par la société locale. Au 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècles, le minerai de fer était importé pour être traité sur place (fer brut venant de Ntsabi). Au contraire, le matériau était à l'époque coloniale un produit de récupération. D'une production locale élargie à une zone d'échange voisine (et homogène), on était passé à une fabrication qui n'était plus qu'un appendice de l'économie coloniale: le traitement de ses déchets. La disparité des produits locaux avec les biens importés ne fera que s'accroître; j'ai pu voir en 1965 un forgeron du pays confectionner avec une incroyable habileté un couteau à plusieurs lames qui ne pouvait que coûter plus cher que les couteaux industriels d'Europe (31). La vannerie, qui n'avait jamais été très abondante, se maintint mieux; la poterie, en majorité venue du dehors depuis longtemps, ne pouvait faire obstacle aux récipients vendus sur le marché.

Les artisanats connurent une survie trompeuse: la catégorie "assez aisée" des 500 artisans de l'inventaire. Beaucoup de ces activités étaient en fait nouvelles. Ecartons celles qui ne faisaient qu'accompagner le développement du marché national: innombrables "petits métiers" (réparateurs de vélos, de montres...). Seuls les tailleurs trouvaient un public - réduit. En dehors de ces travaux, la menuiserie et la maçonnerie furent les seules à croître réellement; mais pour qui ces artisans construisaient-ils avec leurs techniques et leurs matériaux nouveaux ? Ils bâtissaient les maisons des Européens de l'administration, du secteur privé et de la mission catholique; ils édifiaient celles des notables locaux (chefs, commerçants, aînés importants). La substitution, là encore, s'était faite dans (et par) une différenciation sociale.

## LA DEPOSSESSION COLONIALE

**Le résultat du procès de dissolution** était fonction du point de départ (nature du mode de production concerné) et de la transformation accomplie sur cet objet. Le secteur de biens d'échange fut le plus atteint: il y eut destruction partielle et remplacement. Pourtant, indiquons bien les limites du processus. En dehors du salariat, il n'existait pas de passage à des rapports de production capitalistes. Le marché "moderne" vint s'assujettir une sphère de production marchande (modifiée) à l'intérieur de la formation sociale colonisée. Même fragmentairement dominateur, le marché nouveau était universel, en ce sens que les répercussions des cours mondiaux du tabac par exemple y étaient sensibles (aussi bien que ceux des biens importés). A marché potentiellement universel, monnaie également universelle: les francs CFA étaient convertibles en dollars ou en livres - au moins en droit. L'horizon de la domination, si elle n'était pas remise en cause, était l'imposition à venir de rapports capitalistes. On s'explique, d'après la description du secteur productif de biens d'échange sur le plateau, que les contradictions aient éclaté localement entre hommes à l'intérieur de ce secteur. Les conflits entre aînés et cadets étaient inscrits d'avance par la dissolution de cette organisation économique particulière.

On mesure aussi combien les secteurs d'usage et d'échange étaient devenus hétérogènes entre eux. L'issue du mouvement de destruction fut le maintien de la subordination sociale des travaux agricoles féminins. Les femmes furent contraintes à travailler dans leur sphère d'usage alors que beaucoup de ce qui leur était nécessaire ne pouvait plus s'acquérir qu'en argent. Cette séparation (qui n'était pas sans précédent dans l'histoire précoloniale) eut pour effet de retarder leur prise de conscience des vraies relations qu'elles subissaient. Tenues à l'écart dans leur zone propre, les femmes réagirent beaucoup moins vite que les cadets.

Le résultat du procès de dissolution dépend de la nature de l'organisation ancienne: celle-ci comportait une petite production marchande lignagère, greffée sur les circuits de traite. Cette organisation se transforma et fut rattachée au marché capitaliste présent au Congo. La sphère d'usage de la formation sociale kukuya fut très fortement touchée par cette évolution. En 1955, le "niveau de vie" de la région a-t-il tellement augmenté ? Les colonisateurs, une partie des notables ou fonctionnaires congolais l'affirment. Les femmes, les paysans pauvres avaient tendance à penser l'inverse.

### L'émigration

L'émigration était un effet des mécanismes précédents. Les nécessités de l'impôt, les progrès du marché colonial, la destruction des organisations économiques antérieures, le développement enfin d'un salariat local et national ont altéré la reproduction de la formation sociale kukuya. L'un des moments de cette reproduction dominée a consisté désormais à projeter régulièrement hors du territoire du plateau une partie de sa population: c'était l'émigration définitive ou temporaire.

Les études détaillées manquent pour la suivre rigoureusement



dans le temps. Pourtant quelques repères nous indiquent son ampleur. En 1956, L. Bastiani découvrait que seulement 58 hommes étaient présents sur le plateau pour 100 femmes. C'était vraiment très peu, même en tenant compte des voyages fréquents accomplis par les hommes adultes. Ce trou massif se serait "expliqué en partie par l'émigration importante de la population adulte masculine vers les régions voisines (Djambala, Brazzaville, etc." (Bastiani 1956-57:1-32). En reconstituant les biographies des hommes adultes de la Terre Enku, j'ai pu constater pour ma part que sous la colonisation de nombreux habitants avaient soit parcouru les routes congolaises pour transporter des pommes de terre afin de pouvoir payer leur impôt, soit accompli de fréquents séjours dans les villes. Les endroits de travail salarié ont été très variés: Brazzaville, Pointe-Noire, Jacob (récemment), Dolisie, etc. sans même parler du Gabon proche. D'autre part, à la date de l'inventaire (1955-56), il paraissait que l'émigration était surtout forte pour les adultes mâles: celle des jeunes "semblait assez faible" (ibid.:II-40).

Afin d'indiquer le renversement de tendance perceptible, nous pousserons une investigation vers la période actuelle. En 1965, "les départs sont apparemment nombreux et échelonnés,... on quitte le pays entre quinze et trente ans" (Guillot 1973:29). Le mouvement ne s'est pas arrêté: on verra mes propres données sur l'une des Terres à cette date. Il ne touche plus en majorité des adultes, mais surtout des cadets. Ajoutons-y pour être exact les femmes jeunes, de plus en plus attirées par la vie urbaine. La "libération" de la force de travail a ainsi porté d'abord sur les hommes adultes, ensuite sur les jeunes.

Si nous sommes en mesure d'estimer correctement le salariat local, il n'en va pas de même pour le salariat extérieur à la région. Cependant, connaissant l'étroitesse du marché du travail congolais dès cette époque (1955), nous savons que peu de demandes d'emploi étaient satisfaites. La crise ira en augmentant ensuite. Nous touchons là aux particularités (catastrophiques) de l'accumulation capitaliste dans le pays tout entier: ce sont elles qui nous mettent en présence de la débordante catégorie d'"oisifs" ou de "chômeurs". A leur égard, la séparation entre villes et campagnes n'était sans doute déjà pas pertinente. Les jeunes Kukuya sont dits ainsi "chômer" s'ils habitent Brazzaville, nourrir une incurable "oisiveté" s'ils restent dans leurs campagnes. En réalité, il faut voir dans leur situation commune (émigrés ou non) la conséquence d'une domination capitaliste - coloniale - qui les a sortis de la situation antérieure sans leur offrir de perspectives réelles. En 1955, ces jeunes cadets restaient en majorité sur le plateau, dix ans après ils seront plutôt en ville. Leur statut est semblable sur le fond, ce qui expliquera leur solidarité politique à un moment donné. Ils supportaient mal dès la fin de la colonisation la tutelle de leurs aînés et de l'administration et montraient peu d'enthousiasme à cultiver la terre sans y être forcés. Rappelons que pour acheter un vélo en 1956, un habitant devait produire 199 kilos de tabac.

## De la loi-cadre à l'indépendance nationale: 1957-1963

### Les principaux faits économiques

Nous procéderons par examen des produits agricoles devenus fondamentaux parce qu'ils étaient la source essentielle du revenu monétaire de la plupart des foyers. Commençons donc par raconter la lancée, l'essor et la disparition du **café**, production météorique qui passa littéralement sous les yeux des cultivateurs, d'abord vivement encouragés à en faire. Près de 18 tonnes en furent commercialisées en 1964; l'année suivante, plus de 30 tonnes (ibid.:106). B. Guillot note qu'en 1965 le café apporta "un complément de 100 francs par tête". Puis tout bascula. Les quotas attribués au Congo sur les marchés mondiaux étaient trop faibles pour que cette culture fût poursuivie. J'ai pu voir dans beaucoup de maisons les récoltes invendues les années d'après: le gouvernement les racheta peu à peu pour liquider les stocks forcés des paysans.

Le **tabac** baissa après 1953: il ne dépassa plus une quantité inférieure à 300 tonnes et descendit plusieurs fois en dessous de 200. Les irrégularités du climat (32) expliquèrent en partie ce déclin. Les sols de forêts n'étaient pas inépuisables. Il est possible aussi que les agriculteurs aient fait la comparaison (défavorable au tabac commercialisé) avec d'autres produits agricoles. Cette stagnation dura jusqu'en 1963, année où fut imposé un changement de variété des plants: le maryland fut abandonné pour céder la place au java. D'après les habitants, il devint dès lors beaucoup plus difficile d'obtenir la qualité supérieure sur le plateau. Un certain découragement s'empara de nombreux planteurs. La production s'amointrit encore en 1965 (un peu plus de 100 tonnes).

Les statistiques officielles de 1955 à 1965 ne permettent pas une estimation satisfaisante des quantités vendues pour les autres produits: les pommes de terre, les haricots, les oignons, les arachides, le maïs, le manioc surtout prenaient de plus en plus rarement le chemin des marchés administratifs. Des transporteurs européens, puis congolais les achetaient sur place pour les apporter dans les villes. Le mauvais état des routes ne dissuadait pas ces intermédiaires de leurs achats, car leur marge bénéficiaire restait encore très convenable. Il n'est que de se référer, à la fin de la phase, à la montée des prix à Brazzaville.

Les habitants du plateau continuaient à souffrir en saison sèche des difficultés d'approvisionnement en eau. Il y eut quelques améliorations (citernes), mais malgré la venue de plusieurs missions d'experts - nous les retrouverons en 1966 -, la résolution d'une carence qui n'augmentait pas le niveau des cultures de rente restait toujours accessoire. Les femmes kukuya faisaient de longues marches en août-septembre pour ramener leurs récipients pleins d'eau.

Il nous faut dire un mot enfin du destin de **l'oeuvre économique de la mission catholique**. Elle se maintint pendant quatre ou cinq ans: l'artisanat allait de pair avec la construction de nombreuses écoles. En 1958, il fut question d'ouvrir une école d'agriculture, entreprise qui demeura à l'état de projet. Elle se clôra par la nationalisation de l'enseignement en 1965. Dès lors, les

pères ne dirigèrent pas d'autres travaux que ceux qui étaient nécessaires à la reproduction de leur travail évangélique. Leurs menuisiers ou maçons se retirèrent sur leurs propres petits ateliers dans les Terres ou dans le bourg de Lekana. Ainsi s'effondra un salariat (réduit) qui n'avait de la sorte connu qu'une existence éphémère. Il semble que les catholiques kukuya et encore davantage les habitants non catholiques aient assez mal dissocié l'activité économique et l'activité religieuse de la mission. A partir du moment où elle se borna à pratiquer le culte, son importance décrût à leurs yeux dans le paysage social.

Tels étaient les traits centraux de l'économie de la région. Il faut ajouter **l'augmentation du salariat extérieur**. Ce phénomène pourrait paraître en contradiction avec le chômage dont nous connaissons l'ampleur. Ce n'est paradoxal que superficiellement, car les deux faits coexistaient surtout de 1960 à 1965. La catégorie touchée par cette double action était avant tout celle des jeunes hommes: les cadets kukuya. Obligés, surtout s'ils étaient pauvres, de réunir une part croissante d'argent pour verser leur compensation de mariage et obtenir le droit de former un foyer, les cadets partaient vers les villes congolaises pour y exercer des emplois provisoires. La mobilité qui leur était imposée par les offres en travail permet d'expliquer comment le salariat pouvait être très répandu et le chômage énorme. L'accroissement global des sommes (en argent ou en argent transformé en tissu importé) rentrées dans les circuits monétaires du plateau - consommation ou thésaurisation - eut pour effet la hausse continue de la "dot": elle doubla en près de dix ans et ce n'était pas fini.

## La conjoncture politique: 1956-1963

### Le plan national

Sur le plan national, ces quelques années avaient représenté la montée des deux grands partis politiques congolais. D'une part l'UDDIA (Union de défense des intérêts africains) s'était constitué à partir de la région lari à l'ouest de Brazzaville. Sous la direction de son leader Fulbert Youlou, ce parti s'était développé dans les deux grandes villes du Congo et domina de plus en plus le sud du pays après la disparition d'un parti rival (PPC). D'autre part, le MSA (Mouvement socialiste africain), dirigé par Jacques Opangault, depuis longtemps député des "Batekes", s'était cherché une assise nationale sans jamais parvenir qu'à défendre les intérêts du nord. Bien entendu, il ne s'agissait que des intérêts d'une fraction de la population du nord: celle sans doute qui s'était accrue en même temps que le capital marchand.

Les deux partis ennemis connurent le maximum d'opposition lors des sanglantes batailles de Brazzaville en 1959. Le parti de Fulbert Youlou l'emporta dans la course au pouvoir: son leader fut chef du gouvernement en 1958, président de la République indépendante en 1961. Nous ne pouvons, dans les limites de notre étude, faire plus que ces simples rappels de faits. Deux éléments nous paraissent toucher directement à la région kukuya. Dans tout le nord du pays, le parti gouvernemental n'ayant que très partiellement l'appui des notables (fonctionnaires, commerçants, transpor-

teurs) trouva un soutien dans l'alliance avec la chefferie coloniale. En second lieu, l'abbé F. Youlou conduisit une politique extérieure favorable à la France, au Congo belge (où il fut l'allié de Tschombé contre Lumumba) et à l'Afrique du Sud. C'étaient là deux bases politiques très déterminées et restreintes: le tribalisme dans sa version néo-coloniale et l'impérialisme sous son aspect offensif. Ces orientations répondaient fort mal aux attentes d'une bonne partie de la population urbaine. Dans les campagnes, elles corresponquirent à un immobilisme économique et social peu fait pour résoudre le chômage et la crise paysanne. Le seul objectif clair du nouveau pouvoir semblait être de réduire les oppositions et de décrocher des aides internationales - cristallisées autour du fameux projet de barrage du Kouilou. La base sociale du gouvernement devint si mince qu'elle craqua en 1963.

### Le plan local

Le point qui nous importera localement sera l'articulation de l'Etat colonial, puis congolais (après 1961) avec la chefferie.

Nous partirons d'un état nominatif des salaires des chefs sur le plateau en 1960 (33). Le relevé des salaires annuels retrace assez bien en effet la hiérarchie de la chefferie telle qu'elle fut établie par la colonisation dans sa dernière période. En tête venaient très nettement les deux chefs de canton nord et sud, dont les juridictions se partageaient la région: 77 600 francs pour le premier avec le titre de "chef supérieur", 35 000 francs pour le second avec l'appellation de "chef de tribu". Ces dénominations n'avaient de valeur que coloniale; elles ne répondaient à aucune prérogative historique ancienne. Ces deux chefs avaient été les auxiliaires principaux de l'administration, leur rémunération s'en ressentait. Après eux arrivaient les différents chefs de Terre: selon divers critères (peuplement de leur circonscription, loyaux services...) leurs salaires allaient de 3 500 à 8 400 francs. Les chefs de villages en dessous n'avaient droit qu'à des primes plus ou moins régulières. A cette date, le rédacteur de l'état administratif proposait d'augmenter l'ensemble de ces salaires de 40 %, les jugeant insuffisants et se faisant l'écho des plaintes incessantes des chefs.

Les deux chefs de canton étaient alors deux vieillards: chacun d'eux avait eu son heure de gloire en répondant à un besoin précis du pouvoir colonial en deux moments successifs. Le chef du canton sud l'avait emporté d'abord: il s'appuyait sur sa fonction de juge et tentait de réaliser dans l'exercice de la justice coutumière une alliance avec les autorités lignagères de ses Terres. Cette politique avait son intérêt pour l'administration dans la mesure où la chefferie jouait un rôle d'intermédiaire réel avec les notables lignagers. Ce premier chef opta le temps venu pour le parti MSA du nord. Cette tendance représentait assez bien les micro-pouvoirs des Terres kukuya proprement rurales. Celle du second chef, celui du canton sud, s'accrochait également sur le terrain juridique (et politique). Elle visait à accomplir avant toutes choses l'alliance avec le pouvoir colonial (district, puis sous-préfecture). Il s'agissait de prendre appui sur lui, de grignoter le maximum de prérogatives (34) et d'imposer aux subordon-

nés des rapports de force. Cette solution devait sans doute présenter des avantages pour l'administration, car, après 1955, ce chef domina de sa présence la région. Quelques années plus tard, il y fut encore aidé par son appartenance au parti gouvernemental de F. Youlou, l'UDDIA. Des deux côtés, la chefferie était l'agent électoral essentiel du pays: chaque parti secréta ainsi son réseau de chefs propagandistes.

Le fonctionnement de cette machinerie "coutumière", qui était le prolongement de l'appareil d'Etat, mécontenta de plus en plus de monde. Les dissensions, on l'a vu, prenaient naissance dans la chefferie elle-même: les conflits des deux chefs de canton défrayèrent la chronique du plateau durant des années. Leurs administrés soutinrent tantôt l'un, tantôt l'autre sans bien voir toujours qu'ils faisaient partie d'abord tous deux d'une même catégorie. Cependant, beaucoup de juges moins importants, de notabilités traditionnalistes, de descendants de seigneurs les jalousaient et n'attendaient que leur chute. Leurs griefs étaient sérieux, mais restaient encore au sein de l'autorité. Beaucoup plus radicales étaient les critiques des jeunes, sans cesse accablés de sanctions judiciaires, d'amendes, de rendez-vous de justice obligatoires, de prestations "légales" à verser. Nous en retrouvons la trace dans une lettre de la Jeunesse de Lekana en 1960 dirigée contre les méfaits du chef de canton nord (35). On lui reproche:

- "de mal rendre la justice" (il a abandonné toutes les règles de la procédure pour pouvoir soutirer de l'argent en espèces ou en nature à ses compatriotes kukuya);
- de "recueillir" chez lui les femmes séparées de leurs maris;
- d'administrer comme un deuxième sous-préfet;
- de razzier cabris et poulets en en fixant un très bas prix.

Cette édifiante énumération nous renseigne sur le type de pouvoir que détenaient les chefs de quelque importance. Sur bien des points, il restaure des agissements de l'aristocratie du ciel. Ce document dresse le portrait d'un seigneur pillard, mais sous tutelle coloniale. La similitude n'est pas fortuite, car il n'y a pas, malgré tous les changements, beaucoup de manières nouvelles de pratiquer une surextorsion sur un mode de production lignager. Le résultat de cette politique éclate dès qu'on puise au hasard dans les archives du pays: en 1954, le chef de canton nord disposait de 11 épouses, celui du canton sud de 12, le chef de la Terre Lage de 18, celui de Ntsekampika de 11, etc. (36). La belle époque de la chefferie se prolongea encore presque dix ans. Mais déjà les résistances des subordonnés étaient manifestes: les hommes de main des chefs (les kapita) n'auraient plus osé à la fin de la décennie violenter les habitants récalcitrants comme auparavant. Qu'est-ce qui s'était donc modifié dans leurs fonctions ? En voici quelques jalons d'explication.

Les derniers administrateurs français s'étaient déjà interrogés sur l'utilité de prolonger le système des chefs: il paraissait critiquable à beaucoup d'entre eux non pour son rôle historique (qu'ils ne désavouaient pas), mais pour son inefficacité actuelle. Ainsi le Chef de région de l'Alima-Lefini note en 1954: "Les chefferies se sont engagées dans la voie d'un fonctionnarisme inavoué." C'était à la fois formuler une grave objection (des sinécures) et constater le caractère indispensable d'un véritable prolongement de l'appareil d'Etat colonial. Le successeur de ce

haut fonctionnaire renchérissait à propos de la région de Gamboma (37): les "pouvoirs des chefs de Terre sont de plus en plus inexistants; leur autorité traditionnelle ne s'exerce plus sur les jeunes générations." Les luttes plus ou moins ouvertes des cadets avaient battu en brèche le pouvoir des chefs. Dans le district de Djambala (proche du plateau), le responsable français observait en 1958: "Le rôle politique actuel des chefs ne correspond plus à l'évolution des institutions africaines. Faut-il les supprimer comme en Guinée ?" (38.). Le problème était nettement posé, mais l'homme ajoutait: "Cette position fait trop bon marché d'une part, de l'influence politique qu'ils possèdent encore, malgré les réformes, d'autre part, du rôle social, judiciaire et religieux des chefs traditionnels qui est loin d'être périmé en brousse." Brusquement le colonisateur avait peur du vide.

Sur le plateau kukuya cette contradiction s'imposait irrésistiblement. Comment faire avec les chefs ? Comment faire sans eux ? Même les fonctionnaires du régime Youlou hésitaient en 1962. A une demande du Chef de canton sud de faire reconnaître son fils comme successeur, le Ministre de l'Intérieur répondait: "A ce sujet, la politique du gouvernement est sans équivoque; dans un avenir relativement proche, des **communes rurales vont être mises en place**, compte non tenu de la **création de nombreux P.C.A.** (postes administratifs). Tout ceci dans le but de démocratiser les institutions et le souci de rapprocher l'administré de l'administration" (39). Que cachait ce beau vocabulaire philanthropique ? La tendance d'une fraction de technocrates youlistes à la suppression insensible de la chefferie au profit d'un instrument de l'appareil d'Etat mieux apte à remplir ses tâches modernes. Pour développer le marché intérieur congolais, pour étendre l'accumulation capitaliste dans les campagnes - souvent pour la lancer réellement -, les chefs étaient des auxiliaires anachroniques et gênants. C'était le cas déjà à la fin de la colonisation. En 1950, un chef de Terre (Lage) était pénalisé de 1 200 francs d'amende: il avait préféré se rendre à des funérailles plutôt que d'organiser le marché d'arachides. En 1962, les deux chefs de canton kukuya fatiguaient l'administration de leurs accusations respectives: l'un avait voulu faire tomber la foudre sur l'autre. Le pouvoir d'Etat congolais - dans sa fraction "moderniste" - voulait couper court à ces pratiques désuètes (40); c'était son désir économique. Mais les vicissitudes de la lutte au sein du pouvoir l'amènèrent souvent à composer et à revenir à une base tribale de type colonial ou mieux néo-coloniale.

### Les transformations idéologiques

Le sujet est trop vaste pour que nous l'abordions dans sa totalité, d'autant que nous le retrouverons de manière éparse à travers les chapitres suivants. Nous centrerons notre analyse sur un seul de ces changements: la **scolarisation**, car notre examen présent a surtout jusqu'ici été politique et économique. Or, l'implantation des écoles dans le pays a été, parallèlement aux transformations du marché du travail et des produits, un élément de rupture dont la portée fut grande.

La scolarisation fut liée dans la région à l'action de la mis-

sion catholique, dont elle prolongea l'activité catéchistique. Particulière fut l'association avec l'activité économique de la mission sur place, qui facilita grandement sans doute les progrès d'une action intensive dans le domaine scolaire; exceptionnel fut le rythme de l'installation et du développement de l'enseignement.

En gros, la plupart des écoles de Terre furent construites entre 1943 et 1954. A cette date, la surface du plateau était presque entièrement "couverte" par le réseau. Nous ne disposons de chiffres sur les effectifs qu'à une période plus récente. En 1963, le cycle primaire comptait 1 627 élèves (dont 755 filles) pour l'école catholique; en additionnant les 272 élèves de l'école laïque, récemment venue, on arrivait à 1 899 élèves. En 1967 - la nationalisation de l'enseignement étant survenue entretemps -, l'effectif total était de 2 429 élèves (dont 1 105 filles). En quatre ans, l'effectif a donc crû de vingt pour cent. L'importance des effectifs féminins est d'autant plus remarquable qu'en 1960 les filles étaient deux fois moins nombreuses que les garçons.

Cette transformation accélérée contribua à créer un effet de coupure général. prenons l'exemple d'une Terre "rurale": Enku qui, loin d'être entraînée à fond par le processus, lui résista au contraire, surtout en ce qui concerne la scolarisation des filles. La date de naissance de 1939 (soit vingt-huit ans en 1967) est une sorte de pivot pour mesurer les conséquences du phénomène. Tous les adultes mâles nés avant cette année sont illettrés. Toutes les femmes le sont également dans les mêmes conditions. La rupture de fait était massive. Seule une cinquantaine de cadets étaient présents dans cette Terre de près de 800 habitants: les autres étaient dans les villes d'une manière provisoire ou définitive. Bien qu'il soit inexact de confondre cadets et lettrés, la trace de la scolarisation était marquante: 30 cadets "lettrés" contre 19 cadets illettrés. Quant aux enfants des deux sexes de moins de quinze ans, la grande majorité d'entre eux se rendait à l'école. Les résultats généraux de la coupure occasionnaient des séparations d'idées, de valeurs, de pratiques: celles qui triomphaient à travers cet apprentissage intellectuel fait dans une langue étrangère étaient **celles du marché capitaliste**. On a pris coutume de les nommer "les valeurs urbaines", comme si c'était le propre des grandes agglomérations d'imprimer leur moule. L'opposition entre villes et campagnes n'est qu'une conséquence d'une contradiction centrale entre l'économie capitaliste et les économies qu'elle domine et tente d'exploiter.

Cette économie capitaliste au Congo de 1961 à 1967 apparaissait en premier lieu par la fascination qu'exerçaient ses marchandises. L'assortiment, pourtant réduit et de second ordre, offrait à une masse de jeunes sans moyens financiers une gamme de tentations très peu réalisables. Comme l'économie nationale était soumise aux divers capitaux étrangers, l'illusion de parvenir dans la sphère capitaliste était par la force des choses extrêmement maigre. Là intervenait la transformation opérée par la classe des fonctionnaires de tous ordres. Beaucoup de jeunes avaient pu constater qu'à la génération précédant la leur des hommes s'étaient hissés au sommet de la pyramide sur la base des diplômes reçus. Enfin, visiblement, l'ascension par le capital agraire ou commercial était inconcevable sur place ou réservée à de riches héri-

Un seigneur du ciel de la Terre Akolo  
(et son fils) : il porte son pagne de  
raphia, son balai de justice et sa  
hache rituels.



La destruction des maléfices (mati)  
par les jeunes en 1965 dans la  
Terre Enku.





tiers. En conséquence, les jeunes scolarisés, par ailleurs salariés temporaires ou chômeurs provisoires ou permanents, s'attachaient aux distractions et aux désirs "urbains": cinéma, jazz dans sa version congolaise, football. Trois langages absolument imperméables à leurs aînés sociaux.

Ces changements conduisirent les cadets (et dans une mesure moindre les jeunes filles) à rejeter la formation sociale locale, léguée par l'histoire coloniale. Ses activités étaient dédaignées: le secteur marchand ne rapportait que peu d'argent, moins que le salariat. Son savoir était méprisé: les techniques artisanales n'intéressaient plus les cadets à moins qu'elles fussent nouvelles. Tout le cortège des proverbes, codes, rites, usages était mis de côté, parce qu'il faisait partie sur place d'un appareil contraignant d'autorité souvent gérontocratique. L'antique vêtement de raphia les faisait rire, la musique des vieux leur semblait étrangère. Une gigantesque dévalorisation frappait pour eux l'organisation lignagère (et seigneuriale). Elle se traduisait par une ségrégation sociale de fait: la vie vécue sur le plateau à côté des adultes sans se mêler à eux autrement que pour le strict nécessaire. Mais les nécessités de la subsistance ramenaient invariablement les cadets à leurs foyers: pauvres familles, impossibles à quitter.

L'établissement de la scolarité avait amené un résultat visible dans une Terre comme celle d'Enku: la dispersion géographique d'un certain nombre d'élèves. La Terre comptait moins de 800 habitants en 1967 et 44 élèves se trouvaient hors de ses frontières: 9 dans les Terres du plateau (sous-préfecture exceptée), 28 à Lekana, 7 dans des collèges extérieurs au pays kukuya. En apparence, nous trouvons un phénomène classique de mobilité résidentielle dû à l'école. Mais en réalité, cet éclatement des effectifs dans l'espace provenait de la sélection qui dominait l'enseignement dans la région et dans la nation.

La scolarité était fondée sur ce processus, rendu terriblement contraignant par les rapports économiques de tout le Congo. Ainsi, dans chaque Terre du plateau, on rencontrait au bas de l'échelle des jeunes "renvoyés de l'école": plusieurs purges à des niveaux successifs. Puis venait la troupe des "certifiés", munis de leurs diplômes que certains d'entre eux appelaient lucidement un "brevet de chômage". Une élite affrontait le brevet élémentaire dans les collèges. De rares élus émergeaient de la concurrence comme bacheliers ou étudiants. C'était un véritable écrémage par lequel les chances de décrocher un poste de fonctionnaire étaient extraordinairement minces. Encore fallait-il avoir bénéficié de l'assistance de parents proches ou lointains, capables de subvenir aux frais d'entretien.

De semblables mécanismes jouaient à la fois sur les filles et sur les garçons, bien que l'éventail des offres de travail pour les premières fût beaucoup plus faible. Mais si nous considérons la masse des jeunes des deux sexes affectés par la scolarisation, le destin des deux catégories était sans commune mesure. Plus que d'une différence, mieux vaudrait parler de deux reproductions hétérogènes. De prime abord, on pourrait les confondre, car les deux voies semblaient toutes deux bloquées.

## LA DEPOSSESSION COLONIALE

Les filles, malgré leur participation croissante et finalement massive à la scolarité, n'étaient presque jamais coupées du travail de leurs mères dans les hameaux. Elles y avaient été éduquées précocement et n'avaient jamais ensuite cessé d'aider les paysannes de leurs foyers durant les fins de semaines ou les vacances scolaires. De quinze à dix-sept ans, elles entraient dans le cycle des demandes en mariage, si bien que tout les préparait à renouer aussi vite que possible avec des tâches définies depuis longtemps. La réinsertion se faisait de la sorte, les forçant de nouveau (après l'intermède de l'école) à se mêler à des groupes de femmes, parlant uniquement le kukuya; très souvent, l'usage du savoir scolaire ne leur était plus d'une grande utilité. Dans la majorité des cas, la fin de la scolarité signifiait donc la rentrée dans les activités habituelles des épouses. En dehors d'un petit nombre de femmes qui émigraient (au mieux pour accompagner ailleurs un mari fonctionnaire), une véritable amnésie allait frapper ce qui avait été leur scolarisation.

Du côté des garçons, il n'en allait pas de même. La réintégration dans la production locale n'était pas du tout évidente, car il s'agissait du secteur marchand et non d'un secteur de biens d'usage. Cette zone de travaux gravement altérée mettait en jeu surtout des activités individuelles (et quelques coopérations restreintes). En outre, les obligations du mariage, et de la dot pour y accéder, les tournaient vers les cultures commercialisables sur place ou le salariat (réel ou hypothétique) à l'extérieur. De toute façon, en tant que cadets sociaux, ils se trouvaient placés dans la zone d'impact maximum de l'économie capitaliste; mais ils étaient aussi soumis au pouvoir des autorités lignagères. Cette situation contradictoire les conduisit à refuser pour une part tout le travail qu'on ne réussissait pas à leur imposer.

### LE MOUVEMENT JMNR: 1964-1967

Je ne m'étendrai pas ici sur ce mouvement, que j'ai entrepris de décrire en son temps (Bonnafé 1968:327-68), avec sa genèse, ses contradictions propres et leur déplacement dans un cadre urbain, lors d'une conjoncture favorable comme le fut la chute du régime de F. Youlou. Les circonstances bloquées du plateau contribuèrent à le rendre actif.

Pour son analyse, j'ai proposé le concept de classe d'âge politique, qui permettait de saisir un certain nombre de fusions et de condensations entre des impasses de différents ordres aboutissant à un bref éclatement. Extraordinaire aussi cet épisode de 1965, où les jeunes cadets s'invitèrent "segmentairement" pour incendier les puissances magiques des principaux notables de leur propre Terre. Le gouvernement préféra calmer l'agitation, qui lui sembla anarchique. De toute manière, étant donné la démographie sociale du Congo, l'essentiel se passait en ville.

Les limites du mouvement ne résidaient pas seulement dans leur faible appui extérieur: elles étaient intrinsèques. En dehors d'un abaissement de la dot et de quelques mesures en faveur de la liberté des veuves, les jeunes hommes révoltés ne remettaient pas en cause la condition des femmes.

NOTES

- (1) C. Coquery-Vidrovitch (1969) y retrace toute l'expédition.
- (2) C'est le nom du chef du village Kinkuara dans la Terre Akolo du nord.
- (3) Communication de G. Mazenod d'après les archives.
- (4) Selon le calendrier historique qui figure dans l'étude de Bastiani (1956-57:II-20).
- (5) Communication de G. Mazenod d'après les archives.
- (6) En fait, il n'y en avait pas pour tout le pays. Mais chaque seigneur important affirme que sa Terre enferme le supérieur de l'ensemble du plateau.
- (7) C'était le père du chef Mbani, qui fut placé plus tard à la tête du canton sud et nommé "chef de tribu" par les Français. Pour ajouter à la confusion historique, les chefs administratifs des Terres étaient nommés "mfumu" (seigneurs) par les habitants.
- (8) Circulaire Merlin du 1 août 1909: "Vous connaissez la mentalité des indigènes; il est probable que dès qu'ils se verront coupés de la brousse impénétrable où se déployaient leurs instincts farouches, ils se soumettront spontanément" (cité par Mazenod 1966: 275). La brousse était plutôt ici la savane où les récalcitrants dispersés pouvaient échapper aux réquisitions.
- (9) Circulaire de janvier 1916 aux chefs de circonscriptions, citée par Mazenod 1966:295.
- (10) Les pères de la mission nous ont obligeamment laissé le consulter (ci-après cité: Journal mission).
- (11) Je laisse de côté les premières venues des pères sur le plateau en 1898, 1906 puis 1908, qui n'intéressent pas directement le sujet.
- (12) Cependant dans les Terres rurales, un père signalait en 1948 "l'isolement des chrétiens dans leur village pa'en".
- (13) Ces activités directes de scolarisation ne furent pas les seules à la mission (en dehors du culte). Les pères eurent aussi (1944) des Scouts et des Eclaireurs. Et en 1953, ils formèrent des équipes de football dans chaque Terre "pour faire du Dimanche un jour à part".
- (14) A l'ouest, près du fleuve Congo.
- (15) Journal mission. Trois ans auparavant, c'était l'inverse: "de moins en moins de produits au marché mensuel de Lekana, car ceux-ci descendent en secret sur des camions privés."
- (16) La Terre Lekana comprenait 17 % de la population totale.

(17) Bastiani 1956-57: tous les chiffres présents dans cette partie lui sont empruntés.

(18) Ibid.:38. Ce chiffre me semble trop faible. Il ne tient pas compte des permutations de personnel.

(19) Nous verrons que beaucoup étaient absents.

(20) Pourtant, un missionnaire écrivait en juin 1952 (Journal mission): "On a tout fait pour attirer l'Africain aux fonctions publiques où ils touchent des salaires effrayants, tandis que le manuel gagne son pain à la sueur de son front." Les salaires n'étaient sans doute effrayants pour un fonctionnaire kukuya que par rapport à ceux d'un ouvrier ou d'un manoeuvre (ou par rapport au gain annuel d'un paysan). Mais la remarque indique fort bien que les disparités de revenus actuelles au Congo ont commencé sous la colonisation.

(21) En 1955, elle était beaucoup plus faible qu'aujourd'hui.

(22) Bastiani 1956-57, annexe IV (prix de 1956).

(23) Ibid.:I-2. L'évaluation est hypothétique: elle est surtout induite des sondages sur les dépenses reconnues.

(24) Ibid.:II-28. Cette équivalence comptable entre entrées et sorties de "dot" ne nous apprend rien sur les rapports sociaux réels, puisqu'il s'agit d'une moyenne par foyer. Mais elle semble indiquer que le système dotal est équilibré en 1955 sur le taux constant de toute une année.

(25) A leur égard, Bastiani hésite entre le qualificatif de "chômeurs" ou d'"oisifs".

(26) Balandier 1971 (exemple des Fang du Gabon).

(27) Voir cet ouvrage, tome II, notre étude moderne de la "dot".

(28) Marx 1950:340: l'expression de Marx résume la transformation d'un système d'esclavage patriarcal dans le monde antique. Elle nous paraît s'appliquer au passage de la période précoloniale ntsie à la période yulu sur le plateau kukuya. La transition a été interrompue par la colonisation.

(29) Nourriture à peu de frais de la force de travail (sans parler des fonctionnaires locaux et des salariés).

(30) Nzi, c'est la "richesse" en général et à présent l'argent.

(31) Tout aurait changé bien entendu si au lieu de se préoccuper de la sphère capitaliste et du marché, la politique nationale avait tenté d'améliorer les techniques déjà existantes.

(32) Guillot (1973:111) pense que "l'on n'est pas arrivé à résoudre le problème du rendement en savane".

## LA DEPOSSESSION COLONIALE

(33) Archives de la sous-préfecture de Lekana.

(34) "En l'absence du sous-préfet, il donne l'impression de remplir ses fonctions", notait aigrement un chef de district de Djambala.

(35) Archives de la préfecture, Djambala, septembre 1960.

(36) Archives, Lekana, 26 octobre 1954.

(37) Archives, Djambala, 27 janvier 1958. Gamboma, au nord-est du plateau, était habité surtout par des Mbochi et des Bangangulu.

(38) Ibid.

(39) Lettre du 20 novembre 1963, archives de Lekana.

(40) Beaucoup de fonctionnaires congolais de l'époque jugeaient les taux de la dot "kukuya" archaïques: un gâchis de capital. Or la justice coutumière et la chefferie étaient les meilleurs soutiens du système.

## REPÉRAGE DES MODES DE PRODUCTION ET APERÇU DE LEUR MOUVEMENT

Comme il m'arrivera, dans la suite de l'ouvrage, d'utiliser un cadre d'analyse socio-historique, il importe de l'indiquer avec ses grandes articulations. Le lecteur voudra bien m'excuser de ce qui peut lui apparaître comme une redite. Cette esquisse théorique a au moins pour but de simplifier la réalité sans trop la trahir !

Deux principes m'ont guidé. Comment d'abord identifier les modes de production – que j'appelle aussi systèmes ? Les types de coopération dans le travail que nous avons rencontrés nous ont servi d'indices, non en eux-mêmes, mais parce qu'ils ouvraient la voie vers l'énergie humaine, principal ressort ici de l'activité.

Ensuite, la plupart du temps, nous avons recouru à des variations historiques pour saisir les rapports d'une branche productive. La statique sociale n'est jamais qu'un moment de sa dynamique.

### LA FORMATION SOCIALE A LA FIN DU 19<sup>e</sup> SIÈCLE

Sur ces bases, on pouvait alors distinguer trois types de regroupements de l'énergie humaine et donc autant de modes de production, composant inégalement la société. Tous trois étaient communautaires, en raison de leur point de départ historique:

- I: un système **domestique par hameau**, reposant sur les travaux individuels et les coopérations restreintes;
- II: un système **lignager** axé sur les coopérations élargies et dominant le précédent;
- III: un système **tributaire** surimposé aux deux autres.

Le tout n'avait de sens qu'en lui adjoignant la traite des esclaves et des produits sous sa forme propre de l'époque (première phase d'impérialisme précolonial).

Le système par hameau (I) opposait deux couches: des chefs de hameau et leurs dépendants. Il englobait une part de l'agriculture, les travaux domestiques, les artisanats, la collecte et les petits transports, la petite chasse ainsi que quelques branches annexes. Les outils y étaient en gros individuels et la forme de coopération simple. Le travail individuel prédomine malgré l'obligation de solidarités restreintes. Le rapport principal portait dans l'ordre sur les femmes, les enfants, une minorité d'adultes mâles

et une majorité de cadets (1). L'unité de production était le hameau avec sa répartition "naturelle" des activités selon le sexe et l'âge.

Cet ensemble économique et social donnait lieu à une propriété collective, si on en explique aussitôt le contenu ! Chaque producteur - homme ou femme - y détient des moyens de production, tout comme un autre. A chacun son champ de forêt ou sa parcelle de savane. En théorie, tous et toutes possèdent la terre à travers la particularité de son hameau. Mais le chef de hameau est le centre de la production, ce qui lui permet de pratiquer une distribution à tendance assez égalitaire. La séparation entre un secteur d'usage et un autre d'échange est intérieure au système, mais elle était bornée par sa nature même. Les échanges extérieurs servaient surtout de régulation à une économie domestique, si bien que les inégalités, notamment entre sexes, demeuraient limitées par le caractère à la fois communautaire et morcelé de l'organisation.

Le système lignager (II) confrontait deux couches: des aînés et leurs dépendants. Il renfermait une partie de l'agriculture, la grande chasse, la guerre, la construction des maisons, les transports commerciaux. Les outils y avaient une nature collective plus marquée, comme les moyens de produire au sens large: ainsi de la terre qui était soit objet de travail (chasse) soit objet et moyen de travail (agriculture). L'usage des grands filets de chasse va dans le même sens, ainsi que l'utilisation de chiens et de nasses. Plus indirectement, c'est la mise en oeuvre des procès qui manifeste ce caractère collectif: les grandes battues d'animaux réunissant plusieurs équipes en témoignent ou la rotation pluri-annuelle des champs sur un terroir. La forme de la coopération y est plus complexe et revêt le caractère d'une solidarité élargie. L'unité de production consistait dans le segment de lignage, dont le renouvellement social prenait appui sur la parenté biologique et sur l'esclavage (donnant lieu à une assimilation rapide). Des liens d'amitié ou de voisinage s'y substituaient souvent en apparence dans le travail, mais, nous le verrons, ils venaient s'insérer dans les rythmes lignagers. Peut-être même en étaient-ils souvent de véritables retombées.

A l'intérieur de ce cadre, le rapport d'exploitation principal passait entre aînés et femmes des lignages. Le catalogue des dépendants était le même que dans le système I, les trois systèmes décrits ayant pour caractéristique de quadriller toute la population. Le système lignager permettait à des aînés de dominer le système I par l'exercice de ses fonctions spécifiques: régner sur ses propres branches pour réaliser une surextorsion sur les hameaux. De la sorte, leur couche sociale concentrait surtravail et surproduit. Enfin, le monopole des transports commerciaux lui assura la détention de certains biens de traite. Les diverses sphères d'échange reflétaient ces divers rapports. Du coup, la propriété n'était plus communautaire que de nom, car elle était l'apanage des aînés, considérés comme représentants de leurs groupes. La précarité des droits d'usage en était le plus sûr indice, ainsi que celle des droits résidentiels. Quant à la distribution des produits, elle n'était plus dotée d'aucun mécanisme égalitaire, mais devenait plus une redistribution par les aînés qu'un partage.

## DES MODES DE PRODUCTION

Les deux premiers systèmes s'articulaient par une fonction de direction dans le travail des hameaux, le chef y incarnant son propre segment lignager. Le système tributaire (III) opposait deux couches sociales: des chefs de partie de Terre ou de Terre à des subordonnés. A la fin du 19<sup>e</sup> siècle, il était surimposé aux deux autres modes de production. Tentons de l'imaginer dans la logique de son mouvement en l'abordant dans ses deux composantes, la première (ntsie: "la terre") relevant du plus ancien système tributaire connu, la seconde (yulu: "le ciel") représentant un aboutissement au terme de toute une série de changements. Si l'on veut, ce sera partir du temps le plus reculé et de l'époque la plus récente.

En effet, à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, chaque rapport de production tributaire visait à assujettir de façon prépondérante un rapport déterminé du système I ou II alternativement.

### L'ère de la terre

Le premier sous-système, le plus archaïque, avait surtout pour objectif de dominer le système II. Aussi pourrait-on le définir comme tributaire lignager. Les facteurs de la production sont apparemment les mêmes que ceux des lignages simples, ce dont l'enquête témoigne, parce que le vocabulaire en usage est souvent le même. Mais une telle vision égare: si le pouvoir tributaire a pu s'instaurer, c'est bien par un processus où une couche dominante a réussi à s'emparer d'un certain nombre de prérogatives, restées auparavant aux mains d'une société plus communautaire. De la sorte, il modifia le sens des éléments sociaux antérieurs. Une première emprise porta sur la répartition des parcelles cultivées de savanes et des bosquets abandonnés. Dans une certaine mesure, ce genre de contrôle permit d'abord d'intervenir entre les terres lignagères, puis entre Terres. Le même progrès fut accompli dans l'investissement dominateur des aires de chasse et probablement dans la surveillance des marchés. Cette évolution d'allure progressive marqua en fait une nette rupture avec le passé. De la maîtrise sur certains secteurs définis, on pouvait passer à la subordination des artisanats (raphia et peut-être forge), une accumulation de produits-valeur devenant alors possible.

L'unité de production tributaire était la partie de Terre avec ses liens d'organisation commune. La différenciation sociale survenue impliquait des rapports nouveaux dans les lignages eux-mêmes. Le rapport tributaire fut le fruit de cette lutte sociale: la hiérarchisation entre lignages. Les seigneurs de la terre en surgissaient, mais d'un autre côté, ils la neutralisaient, tous les lignages simples étant proclamés "égaux" face à leur chef tributaire (précepte encore valable aujourd'hui après toutes les métamorphoses des groupes !). Ces limites ont dû être d'autant plus marquées qu'on remonte loin en arrière avec des crues et des décrues. La résistance des subordonnés a sans doute été sensible. Par contre, à qui se place à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, l'écart apparaît. La classe qui a le mieux réussi son ascension était à même de lancer des expéditions lointaines sur une base non négligeable. Munkoko et Munkira, ses deux plus hauts seigneurs, étaient structurellement (on garde en mémoire la microscopique échelle) des



personnifications abouties du second système tributaire, tout en appartenant au premier.

Mais avant le 19<sup>e</sup> siècle, la propriété de la terre était confiée au chef tributaire, comme représentant des aînés lignagers. Le sous-système ne commandait que de manière seconde les hameaux. Des arbitrages de conflits, des résolutions de vengeances ou de petites guerres, telles étaient les interventions dominatrices possibles (2).

### L'ère du ciel

Le second sous-système tributaire avait pour fin de dominer le système 1 pour lui extorquer du surtravail et des produits. C'est pourquoi on pouvait le dire tributaire par hameau. Les deux sous-systèmes ne sauraient satisfaire à une belle symétrie, parfois présente dans certains rituels. Le second n'a pas du tout créé un nouvel ordre en éliminant le premier; il s'est au contraire installé en établissant un lien nouveau, articulé au premier. Il s'est emparé de sa complémentarité pour en faire son affaire. Ou plutôt, une crise amena une bataille sociale que nous retracent les récits de fondation. Qui dominait l'association est la vraie question. Une autre illusion à dissiper est celle de la similitude, affirmée par les habitants, de leurs dépendants. Ce n'est exact qu'en partie.

L'unité de production était avant tout la partie de Terre, comme dans le cas précédent, mais la couche seigneuriale s'y inséra différemment. Au lieu de réunir des lignages, souvent dispersés, elle rassembla des habitants d'un territoire au vrai sens du terme. D'ailleurs, les lignages simples, gagnés aussi par l'impulsion des échanges économiques, tendaient à faire prévaloir le contrôle immédiat sur les dépendants dans les hameaux. Le nouveau chef tributaire ne concurrençait guère le système ntsie dans l'agriculture, se contentant de prélever une part, comme dans la chasse. Les seigneurs du ciel tirèrent avant tout partie des capacités de rassemblement humain de l'organisation lignagère, déjà régie par leurs homologues de la terre. Leurs fins étaient nouvelles: tirer des dépendants une accumulation brève et prodigue. Ils prirent appui plutôt sur les transports et les artisanats semi-spécialisés: tissage et forge.

Leur propriété comporta de fortes variantes avec l'époque de la terre. Le seigneur du ciel est, plus que le représentant d'une communauté, le minuscule souverain de hameau au travail (femmes et cadets, clients, esclaves). Sa couche sociale tributaire, ayant peu de capacité directe à exploiter la couche dépendante, s'oriente vers le rapt ouvert ou détourné, les extorsions violentes, mais aussi les "amitiés de commerce", la constitution de réseaux sur les marchés. Son hégémonie reste contrebalancée par la concurrence interne de sa couche, la résistance des dépendants. Elle progressa pourtant vers la centralisation, ayant déjà en mains une nette cohésion horizontale et une sensible expansion au-dehors.

Pour conclure avec le système tributaire, nous observerons qu'il est à considérer avec sa complémentarité d'ensemble dans la société: terre, ciel et lignages riches. Tel est le fondement en

## DES MODES DE PRODUCTION

effet de la véritable couche dominante à la fin de l'ère du ciel.

Des formes sociales représentaient les rapports des trois systèmes à la fois dans leur fonction de référence et dans celle d'occultation. Leur totalité composait le discours social de cette époque, parlé par ses groupes pertinents. Nous en avons donné une idée pour le double système tributaire. Notre enquête détaillera celles des systèmes par hameau et lignager.

### LA FORMATION SOCIALE COLONIALE

Comment ces différents systèmes en interaction se sont-ils transformés, quels points de leur édifice, quels mouvements se sont trouvés attaqués ou modifiés ? La stabilité des formes sociales trompe sur la nature de leur matière réelle.

Le système tributaire (III), dans son niveau dominant, fut détruit, du moins en ce qui regarde son appareil politique et juridique. Rien de surprenant à ce que la conquête s'en soit prise d'abord à des seigneurs du ciel et à leurs petites capitales. On ne les reverra jamais plus. Du même coup, dans une certaine mesure, la surextorsion fut brisée sur les systèmes subordonnés. Cette défaite alla de pair avec l'arrêt du commerce extérieur, alimentant l'organisation antérieure, et le contrôle progressif du commerce intérieur par l'administration française. Un vide s'ouvrit dans le paysage collectif: les anciens dépendants furent dégagés de l'hégémonie principale qui régnait. Mais les seigneurs de la terre occupèrent en partie ce terrain et bien plus tard, certains seigneurs du ciel s'insérèrent à certaines places juridiques et idéologiques.

Durant les vingt années de l'installation coloniale, les habitants du pays furent regroupés dans des villages nouveaux, rassemblant l'effectif d'une partie de Terre. Ce "mode de production colonial" (Rey 1971:365), dont le rôle fut d'assurer le passage au capitalisme, se définit par le travail forcé imposé aux habitants et la commercialisation forcée de leurs produits. Le premier porta vite sur les hommes et les femmes de la région, le second commença en 1905.

Une conséquence de cette réorganisation brutale, destinée à briser une part des anciens rapports, fut une ponction d'énergie humaine sur les membres des systèmes I et II. La grande chasse et les transports lointains: les coopérations élargies des hommes y disparurent presque entièrement. La collecte s'interrompt, l'artisanat déclina peu à peu, le tissage se maintenant mieux que la forge. Les travailleurs requis par les corvées durent quand même se nourrir sur place en faisant appel aux ressources des hameaux. A ce régime, le maintien du système II devint une condition de survie pour tous les habitants. Quant au système lignager, il trouva un prolongement dans le nouveau statut de l'agriculture, à présent tâche essentielle de la société. Le pouvoir des aînés sur les femmes (et les enfants) loin de décroître, se trouva parfois renforcé.

Le second grand fait fut l'avènement des cultures commerciali-

## DES MODES DE PRODUCTION

sables remaniant le rapport aînés-cadets en prenant place à l'intérieur des réseaux de domination. Les aînés locaux restaient les maîtres précaires d'un système social déterminé ailleurs. Leur nouveau vis-à-vis extérieur (III) était l'Etat et le marché. Le cheminement des événements ayant été retracé, je ne reviendrai pas sur eux, me contentant de marquer que les vestiges du système "traditionnel", privilégiés par l'ethnologie, avaient connu de nombreux changements. Le choix de la perspective sociologique est ici décisif. Si on se tourne vers le passé avec nostalgie pour y chercher une pureté perdue, alors les faits et les habitants modernes semblent privés de toute vie présente. Mais si l'on parvient à le saisir dans son absolue relativité, alors les périodes proches de nous retrouvent intérêt et complexité.

### LA FORMATION SOCIALE MODERNE

A partir de 1956-1960, les différentes tendances à l'oeuvre n'ont fait qu'accentuer leurs effets, soumis à une accélération. Cependant, le rapport de production aînés-cadets a continué à se maintenir. Il s'établissait sur une contradiction croissante entre un travail masculin de plus en plus individualisé face au marché et une production toujours socialisée dans le cadre lignager.

Le second terme de cette contradiction suppose une relative autonomie par rapport au marché capitaliste. Les aînés disposaient encore du travail féminin, consommaient assez peu de biens modernes, se salariaient très peu, bénéficiaient du surproduit des cadets ou d'une large part de leurs salaires. C'était vrai encore de la terre, de certains outils, de la plupart des maisons, qui échappaient à l'emprise du capital constant. Mais c'étaient des miettes dans toute la production, et, d'autre part, de plus en plus d'outils provenaient du marché monétaire. Pour les cadets, il n'en allait pas ainsi: ils n'avaient guère d'autre choix que les cultures marchandes, le salariat extérieur ou le chômage. De là leur consommation réelle ou imaginaire tout autre que celle de leurs aînés.

Plusieurs indices suggèrent une telle évolution: segmentation accélérée des lignages, monétarisation de la dot, accélération de la circulation résidentielle des hommes. Ils seront à interroger comme résultantes d'un changement profond.

Des interférences visibles existaient entre les systèmes I et II et la petite production marchande que l'Etat congolais aurait articulé. Les aînés sont-ils devenus de petits producteurs marchands ayant acquis une individualité privée ? Oui, si on signale les clivages de classe apparus dans la région. Non pourtant, pour une bonne part, car les aînés lignagers persistaient à faire prévaloir leurs lois dans l'échange local et surtout dans la production. L'examen de la dot nous montrera un fragment de cette loi du surtravail.

On pourrait nommer "petite production paysanne" (Olivier 1975: 1540) l'ensemble des systèmes par hameau et lignager, en désignant par là l'économie nouvelle engendrée par la pénétration capitaliste, à la fois marchande et non marchande. Les contesta-

## DES MODES DE PRODUCTION

tions des cadets, celles de certains aînés même parfois, et les critiques des femmes nous renseignent sur la conduite des aînés. On leur reproche depuis longtemps de ne plus se plier aux règles communautaires, même hiérarchisées, mais d'user de leurs privilèges comme d'une "possession privée" (ibid.:1540,23), qui serait un premier stade avant celui de la propriété du sol ou aussi des biens.

Cette période des années soixante nous a fait assister à la dissolution presque complète des hameaux domestiques, scindés en foyers économiques distincts. Un seul pan du système social est resté intact: celui qui confronte aînés et femmes, devenues paysannes désormais. Cette conjoncture fait voir combien l'affrontement entre aînés et cadets était prévisible sur le terrain marchand "libre", dès lors que les circonstances politiques le rendaient possible.

NOTES

(1) La catégorie des cadets est intermédiaire, en ce sens qu'une partie d'entre eux deviennent aînés (membres de la couche supérieure) à des degrés qui seront toujours à préciser. Les autres restent dépendants à vie.

(2) On comparera ces vues avec les réflexions de M-C. Dupré sur les Tsaayi et Lali, deux groupes teke du sud-ouest: "l'ordre ntsie est plus près de la nature que l'ordre yulu, il s'y oppose moins. Il exclut une idéologie de la production pour la production, il agit plutôt comme conservateur des forces naturelles, en les gaspillant le moins possible, en évitant une extension, source de surproduction et d'échanges accrus" (correspondance personnelle). Dans ces deux sociétés, l'ordre ntsie a littéralement phagocyté l'autre, qui avait tenté d'implanter son hégémonie.

## II

### LA TERRE DES TRAVAUX QUOTIDIENS

Les procès de travail

"Tu vois cette poignée de terre ? C'est la vraie terre, celle que les gens cultivent. Mais en un autre sens, il y a aussi la Terre, celle qui est formée de personnes. On ne la voit pas du premier coup d'oeil en arrivant sur les plateaux. Elle nous est léguée par nos ancêtres et elle possède tous nos corps."  
(Ngaalikie, du hameau Akana, Terre Lage)

Cette petite formation sociale, nous voulons la voir dans son rapport de transformation de la nature par ses habitants. Ceci implique de se référer à l'analyse générale de ses modes de production. Mais, par ailleurs, de multiples conditions et circonstances écologiques, démographiques, géographiques, historiques sont venues la particulariser.

Ce qui prévaut maintenant est son système de forces productives du travail ou, si l'on préfère, les lois de sa base économique dans la relation homme-nature. Sous cet angle, les divers éléments du procès de travail viendront au premier plan: la force de travail engagée, l'objet de travail visé, les moyens de travail utilisés, la connaissance mise en oeuvre.

Ces éléments ne sont pas d'égale importance dans la détermination du système. Notre hypothèse est que la relation principale est à trouver entre la force et le moyen de travail: proposition valable dans tout mode de production. A l'intérieur de ce rapport, l'accent sera mis sur la relation entre le travailleur et ses instruments. C'est pourquoi cette dernière nous servira d'indice discriminant dans la définition de l'appropriation matérielle.

Qu'attendre des rapports de travail dans la connaissance sociale de la population ? Je voudrais en dire l'intérêt et les bornes. L'historique a montré du 18<sup>e</sup> siècle à nos jours comment le mouvement des rapports de production semblait inscrire à long terme la physionomie globale des formations sociales successives et marquer les coupures les plus profondes entre leurs périodes. Ce mouvement nous révélait comment et à quel degré les couches, catégories, groupes sociaux s'affrontaient par grands pôles d'exploitation ou d'autonomie.

Ces observations nous ont conduit à l'inverse de l'économisme. **C'est toujours le processus politique qui détermine l'exploitation (1) ou l'autonomie des groupes ou "classes":** les lois qu'il impose à une époque donnée (étant lui-même le produit d'un ensemble de déterminations) et l'initiative historique des groupes ou leur soumission. Aussi rencontrerons-nous le politique dans les rapports de production, de même d'ailleurs que certains points forts des rapports idéologiques.

Nous espérons beaucoup de l'étude des travaux, tout en restant convaincu que le pur domaine technique n'a aucun sens !



Comment sortir de cette incohérence apparente ? En admettant d'abord que chez ces paysans ou paysannes, chez ces artisans, chasseurs, transporteurs ou fonctionnaires, jamais là, pas plus qu'ailleurs, on ne déduira le social du technique. J'espère le faire sentir au lecteur à plusieurs reprises. Les travaux des habitants sont déterminés par leurs rapports d'exploitation ou d'autonomie sociales.

A quoi bon connaître alors les procès de travail ? Sans doute le concept le plus général est-il celui de **procès de production sociale**. Il se décompose dans son unité contradictoire en deux procès, l'un technique, l'autre de valorisation. Ce sont deux angles opposés qu'on peut prendre pour construire un même procès d'ensemble, sans oublier que ce dernier - ses rapports de production - l'emporte toujours.

Dans cette perspective, on ne découpera pas en deux sections étanches la réalité sociale. Mais on tentera d'adopter deux vues successives sur le même objet: par exemple, une unité de paysannes sur leur champ de savane peut être considérée sous l'angle technique (relevé des procès de travail, dépense d'énergie humaine qualifiée, productivité). Etant donné le caractère contradictoire du mouvement posé, il sera logique de buter sur le pôle social sans pouvoir le définir autrement que comme limite. Ensuite, à l'opposé, on verra prioritairement cette même unité à travers ses rapports de production (relevé des procès de valorisation, dépense d'énergie humaine qualifiée et peut-être productivité sociales). Pour les mêmes raisons, en partant de ce pôle, on se heurtera à la frontière du travail technique comme à un seuil secondaire de la transformation sociale, mais indispensable à la régir et à la mouvoir.

A travers ce premier volet, je m'attacherai la plupart du temps aux activités des groupes dans leur procès de travail et de production immédiat. Cela signifie que, dans une branche active comme l'agriculture, je ne rechercherai que les conditions de production simple de leur mouvement sur une année. A ce procès immédiat s'oppose des procès larges, comprenant toutes les conditions de leur reproduction.

L'histoire précoloniale et coloniale a révélé les lignes d'une économie variée, la diversité de ses produits culminant sans doute juste avant la colonisation. Toute autarcie y semblait à la fin du 19e siècle impossible (forge, poterie).

A l'époque moderne, l'économie vivrière par sa diversification fournit des ressources régulières tout au long de l'année. Un souci conscient d'échelonnement des cultures facilite encore cette relative aisance à maîtriser le temps de production. Malgré le niveau de vie médiocre, les questions ne se posent pas en termes de soudure annuelle. La seule à réaliser, celle de l'eau, est assurée en saison sèche par l'emploi de la force de travail. Dans ce pays, les greniers sont inexistants: l'unique réserve constituée regarde le manioc "stocké" dans le sol lui-même. Toute autre accumulation de ressources alimentaires n'offrirait aucun intérêt et n'est guère concevable. Garantis par un travail continu, les Kukuya n'ont pas gardé chez eux le souvenir de grandes famines; leurs catastrophes

sont d'un autre ordre: inondations, orages, épidémies.

La liste des branches d'activité a varié. Son parcours a tracé dans le temps des coupures. A l'ère ntsie (la "terre"), une première formation sociale combinait agriculture, chasse, tissage, collecte, cueillette et d'autres activités annexes. L'instauration de l'ère yulu (le "ciel") a vu se développer la forge et les artisans spécialisés. Enfin, l'époque coloniale a fait apparaître de nouvelles branches commercialisables à destination d'un marché très différent des marchés anciens. Quels ont été les effets de ces transformations dans les forces productives du travail ? Sont-ils superficiels ou fondamentaux ? Des rapports sociaux définis et des conjonctures politiques propres les ont entraînées.

Les branches productives entretiennent entre elles des relations. Après leur décomposition se posera le problème du système global qu'elles forment.

## L'AGRICULTURE

Depuis longtemps, autant qu'on puisse s'en rendre compte aujourd'hui (et nous ignorons tout au delà du 17<sup>e</sup> siècle), l'agriculture fut la principale branche économique. On se souvient des premières impressions de S. de Brazza et plus tard de son frère Jacques quand ils traversèrent le plateau (voir ce vol. pp. 91-92). Après avoir côtoyé des populations miséreuses, ils y découvrirent l'abondance.

Les produits agricoles se divisent à présent en biens de subsistance et en biens dont la consommation est différée ou nulle sur place. Cette répartition entraîne un découpage en deux secteurs agricoles. Le premier sera nommé **d'utilité immédiate** et le second **d'échange**. On désigne par là l'usage dominant de leurs ressources.

### LE SECTEUR 1 D'UTILITÉ IMMÉDIATE

En ce domaine, les produits les plus importants sont le manioc, les deux sortes d'arachides (akuia et libomo) le maïs et les courges. Celles-ci, de différentes espèces (nganzoko, nka...), sont considérées comme indispensables à l'alimentation courante.

Pourquoi isoler ces quatre produits comme essentiels à la subsistance ? On le verra d'après un tableau établi en cinq catégories d'éléments à consommer chaque jour. La proportion y est définie en nombre de rations fixées.

Viande et poisson occupent maintenant une faible part dans les repas. Dans la première catégorie, le manioc prédomine. En y adjoignant les fruits, on a bien le gros de l'alimentation dans la région.

Ce secteur fournit encore plusieurs sortes de Calebasses (lisia) de toutes tailles, qui servent de récipients ou d'ustensiles divers. D'autres plantes existent comme l'oseille (linkulu), les épinards (mbo, kintsuma), les aubergines, les patates, les taros, divers piments, les oignons. Enfin, l'importante production d'ignames dont sont connues au moins trois variétés.

## L'AGRICULTURE

Tableau 4  
LES PRODUITS DU SECTEUR 1 CONSOMMÉS CHAQUE JOUR

produit	nombre de rations
<u>manioc</u> ( <u>tubercules</u> ), ignames, bananes à cuire	10,3
noix et huile de palme	1,8
viande et poisson	2,2
fruits	6,9
<u>arachides</u> , <u>graines</u> de <u>courges</u> , <u>feuilles</u> de <u>manioc</u>	9,4

Note: Tableau établi par B. Guillot (1973:104) d'après les normes utilisées par P. Bascoulergues au sud du Cameroun. Les produits les plus importants sont soulignés. Le maïs semble avoir été omis dans l'appréciation.

Cet ensemble a peu changé depuis le 19e siècle. Auparavant, certains vieux habitants disent garder en mémoire le souvenir d'une ère sans manioc (2). Le rapport des composantes de l'alimentation a varié cependant.

L'espace du secteur 1 est la **savane** qui s'étend autour des hameaux. Sa production agricole s'y déroule presque toute entière. Mais autrefois comme aujourd'hui, la coïncidence est imparfaite. Le tabac ancien se cultivait en savane. De nos jours, tabac moderne, pommes de terre, haricots y poussent également, trois ressources non consommées directement ou peu consommées.

### Les procès de travail

Le contenu des branches productives n'est qu'une première approche. Comme le dit Marx: "ce qui distingue une époque économique d'une autre, c'est moins ce qu'on fabrique **que la manière de fabriquer, les moyens de travail** par lesquels on fabrique" (Marx 1950,1:182-83). On entendra par là en outre "toutes les conditions matérielles qui, sans rentrer directement dans [les] opérations du [travail] sont cependant indispensables ou dont l'absence le rendrait défectueux."

Deux points sont à préciser avant de commencer l'analyse des procès de travail. Toutes mes données concernant les types de champs, les structures agraires proviennent de l'étude de B. Guillot, La Terre Enku (1973). Mes observations n'ont porté que sur l'aspect qualitatif du travail d'une manière systématique. En second lieu, j'ai procédé uniquement pour la branche agricole à

une abstraction à deux niveaux. La question du recrutement des unités de travail est repoussée. Je ne définirai que des procès de travail immédiats. Ce repérage des places dans les procès laissera dans l'ombre la qualité collective des travailleurs. Bien loin de vouloir l'éliminer, ce moyen vise à faire ressortir la nature particulière des rapports de production et de la division du travail.

On n'avancera pas produit par produit, mais par **types de champs**. Cette expression est prise au sens dégagé par B. Guillot: "des associations originales combinant différents éléments: choix d'un sol, d'un lot de plantes, succession de cultures nettement définie avec les façons culturales appropriées, temps de jachère pré- et post-cultureaux déterminés, et jouant un rôle particulier dans l'ensemble du système agricole" (ibid.:52). L'un des grands mérites de cette démarche est d'avoir compris que la classification kukuya des champs renfermait un découpage significatif, fruit d'une expérience ancienne issue des pratiques.

Je laisserai de côté les deux premiers éléments étudiés par Guillot à partir de renseignements pédologiques, d'observations géographiques et de déterminations végétales. De cette précieuse mise en place ne sera envisagé que le résultat. Par contre, les deux derniers éléments peuvent avoir des effets plus directs sur la formation sociale: ils se retrouvent à l'intérieur des procès de travail eux-mêmes.

On rencontre **quatre types de champs** (ibid.:121-22) en corrélation avec une division parmi les produits agricoles:

- I et II = bibuomo et bipa. Les arachides sont cultivées sur les deux types de champs. Les bibuomo, de petite dimension, forment des carrés de 2 ou 3 mètres de côté avec fossé de drainage. Les bipa sont des parcelles étendues d'un seul tenant. On en distingue deux genres selon les deux variétés d'arachides échelonnées dans le temps d'une année.
- III = manzara. Ce sont de longs billons où prend place le manioc.
- IV = mabvuma. Ce sont des buttes écobuées (3), circulaires où se font les calebasses, les pommes de terre, le tabac.

Les types ne sont pas rigoureusement séparés: l'un d'eux peut coexister à l'intérieur d'un autre (surtout entre I et II). Les buttes écobuées peuvent aussi se trouver dans les deux premiers types.

Cette description dans l'espace ne prend son sens que dans le temps. L'année locale est répartie en quatre périodes plus larges que les lunes scandant leur durée régulière. Ce sont:

- mvuli a nsomi: du 15 décembre (début de l'année) à la "première pluie" au début de janvier;
- mwa: petite saison sèche de janvier à février compris;
- nzwoolo: époque des fortes pluies de mars à début juin;
- kisu: la grande saison sèche de juin à septembre.

En combinant ces deux axes, on obtient les phases principales de tout procès technique agricole. Les types de champs en mettent en valeur les phases fondamentales (4). La coordination de plusieurs produits en un procès plus large est en effet réelle.

L'unité et l'individualité de ces champs est manifestée sur le sol par un signe propre: celui de leur **orientation** (ibid.:70). Tous suivent deux directions qu'on retrouve à peu près à égalité: nord/nord-ouest - sud/sud-ouest et en alternance la direction perpendiculaire. Ce fait est remarquable puisque les demeures des habitants sont, elles aussi, orientées dans ces deux sens. Je n'ai jamais pu en découvrir la moindre explication historique, les gens parlant d'un usage ancestral qui n'en réclame aucune. C'est comme la symbolique d'un legs matériel et signifiant qu'ils ont reçu.

Dans le secteur 1 de la Terre Enku sont à l'oeuvre 260 agriculteurs si nous retenons le plus gros de la force de travail permanente. Ce chiffre représente le tiers des habitants.

A la fin de l'étude des procès de travail, nous reviendrons sur cet effectif pour en dégager la portée. Un léger renfort en main-d'oeuvre devra être envisagé, mais surtout une inégalité de répartition dans chacune des parties de Terre - ou terroir.

Pourtant, les données sont comparables entre elles, si nous observons que les deux parties les moins peuplées accusent un déficit démographique fort par rapport à la moyenne du plateau. Ceci admis, les trois parties les plus peuplées ont un nombre d'habitants avoisinant les 200 personnes avec un effectif d'agriculteurs (de notre secteur) proche de 70 (5). Cette constatation prendra un sens autre qu'empirique quand nous aurons montré la constance d'un seuil moyen d'énergie humaine qualifiée à tous les niveaux.

On peut revenir maintenant à l'analyse du travail agricole en conservant en mémoire ce cadre.

Type de champ par type de champ, quels sont les procès de travail, dont n'a été indiquée que la forme générale ?

### Type 1: les champs bibuomo

Leur but est de fournir rapidement une récolte d'arachides après la saison sèche. Ils réclament la mise en oeuvre d'une première technique culturale de cette plante sur de petites parcelles carrées de deux à trois mètres de côté, entourées d'un fossé de drainage. Jamais on ne les rencontre à plus de 1 500 mètres des lieux habités. La plupart du temps, leur emplacement est choisi en savane anthropique - trois fois sur quatre - ou en bordure de bosquet. Dans le premier cas, les parcelles sont plus regroupées et le travail plus collectif. Par contre, à mesure qu'on se rapproche des hameaux, les minuscules lopins individuels l'emportent. Dans la Terre Enku (ibid.:67) en 1965, les bibuomo ne tenaient qu'une place infime: 0,7 % de la surface.

Trop proches, les champs seraient détruits par le bétail des hameaux. Trop éloignés, ils rendraient la récolte difficile en multipliant les trajets vers des parcelles de faibles dimension. De là, leur position intermédiaire: entre 500 et 800 mètres des habitations en majorité.

# L'AGRICULTURE

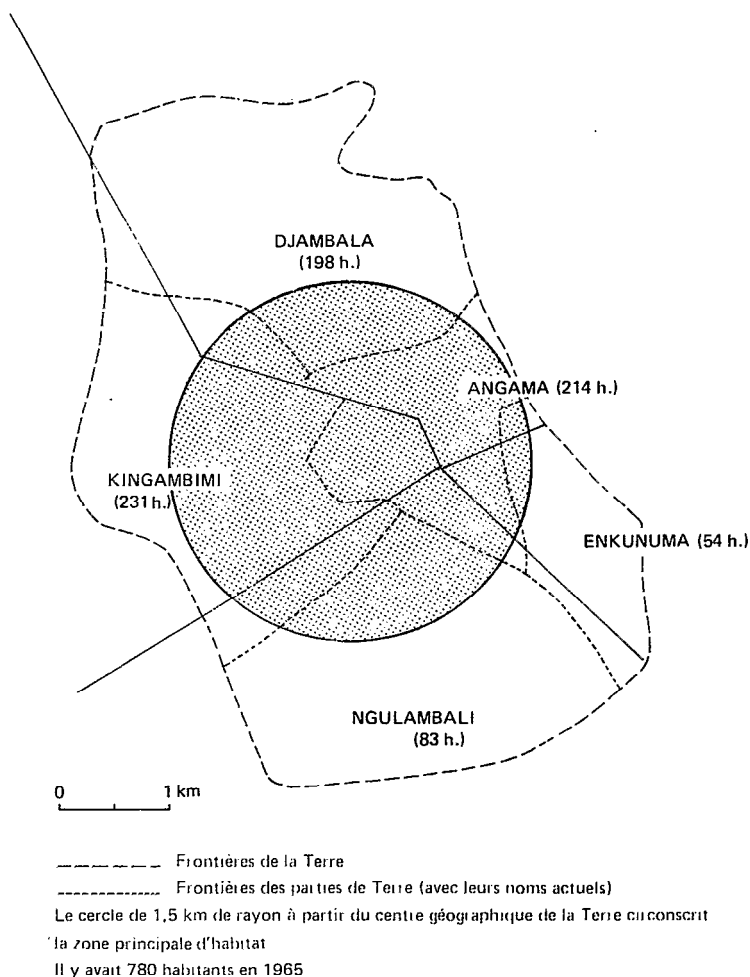


FIGURE VII  
 La Terre Enku: parties de Terre et zone résidentielle  
 (d'après une indication de Guillot 1973:64)

----- frontières de la Terre  
 ..... frontières des parties de Terre (avec leurs noms actuels)

Le cercle de 1,5 km de rayon à partir du centre géographique de la Terre circonscrit la zone principale d'habitat.  
 Il y avait 780 habitants en 1965.

Les procès techniques en vigueur sur ce type de champ comportent cinq phases principales. Le **défrichement** prend place au début du cycle annuel, à la fin de septembre. Le champ est d'abord brûlé, puis débarrassé de ses chaumes et herbes de re-

pousse. Le travail se fait à la petite houe (*kisie ki teme*), qui est souvent une grande houe usée. Les vieilles buttes sont démolies et les herbes rassemblées en tas au centre de la parcelle.

Le **labour** s'accomplit à la grande houe (*teme*). Les mottes de terre sont tranchées et retournées. On va du centre à la périphérie. Autrefois, la parcelle était subdivisée en plusieurs fragments, ménageant des fossés de drainage supplémentaires. Cette pratique efficace a été délaissée sous la colonisation, semble-t-il. Ensuite viennent les **semis**. On plante à la main l'arachide *akuia*, dont le cycle végétatif est de quatre mois. En même temps sont mis en terre sur les buttes écobuées épinards, calebasses et oignons. L'arachide de ces champs est renommé entre toutes: on en mange même la feuille. Aujourd'hui, les voisins Nziku de Djambala, malgré la distance, viennent encore l'acheter. On compte environ trente buttes à l'hectare sur ces champs.

Les trois opérations du défrichement, du labour, des semis se déroulent en un mois. Un **sarclage**, parfois deux, sont effectués un mois et demi plus tard, à la main ou à la petite houe.

Comment se passe la **récolte** ? Les oignons sont ramassés les premiers à la fin de novembre. Courges et calebasses le sont au même moment que les arachides, en janvier. Ces dernières forment le gros de la récolte, faite à la grande houe, en les déterrants d'un seul coup. Une fois nettoyées, on les dépose dans un panier. Cette tâche occupe le plus souvent deux personnes, l'une déterrants, l'autre égoussant les plantes. Les fanes sont entassées si on prévoit une seconde culture dans l'année.

Quand cette seconde culture existe, voici les modalités du travail qui l'assure. On commence par un sarclage des herbes de repousse, utilisées pour construire une nouvelle "butte" écobuée ou pour édifier un tas plus élevé de fanes d'arachides, lui aussi nommé *kibuma*. On y plantera épinards, pommes de terre, courges, calebasses et oignons. Sur le reste du champ, on retourne la terre à la grande houe en faisant des billons courts, *mikala*, où on enfouit les autres mauvaises herbes. On y plante dans l'ordre d'importance du maïs - de loin la plus forte surface -, des haricots, des pommes de terre. Ensuite succéderont un sarclage et un bouturage du manioc. Maïs et pommes de terre seront récoltés en août-septembre après les haricots. Quant au manioc, il sera à nouveau sarclé, puis récolté un an plus tard, soit dix-sept mois après son bouturage.

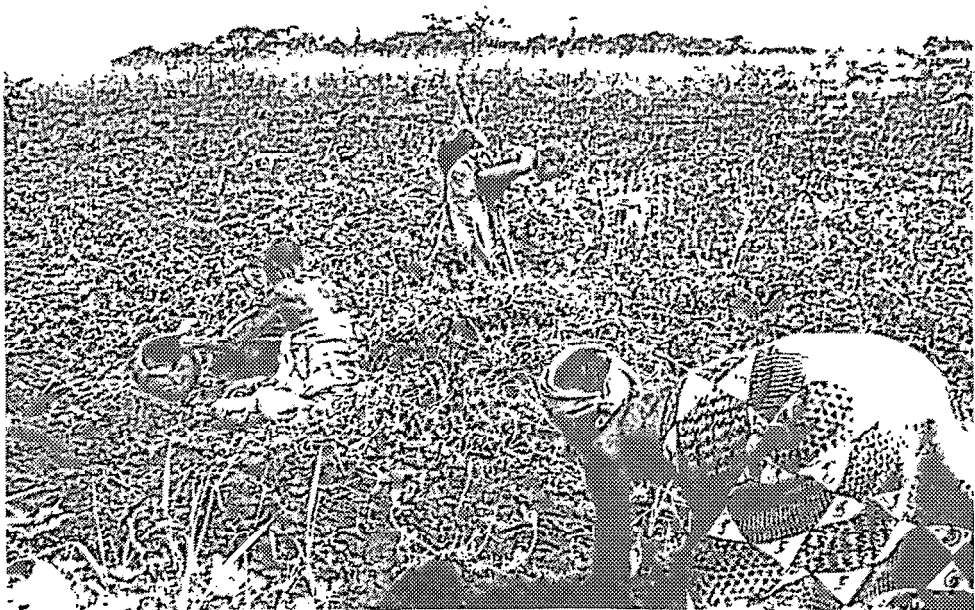
Conformément à sa petite taille, ce type de champ requiert surtout du **travail individuel**. C'est le faire-valoir technique qui domine ses séquences actuelles. On peut le considérer comme la forme zéro de la coopération ou mieux son pôle opposé à l'intérieur du travail. La production s'y effectue dans un rapport direct et unique entre le travailleur, son outil et la terre.

Cependant, des coopérations véritables sont repérables dans ces travaux. Le labour met en jeu une **coopération restreinte** (6), juxtaposant deux ou trois personnes effectuant le même acte. La récolte appelle elle aussi une entraide restreinte; mais elle n'est pas de même sorte, puisque deux personnes s'y divisent la tâche





Femme sarclant en mars ses buttes écobuées.



Récolte des arachides à Kingambimi (Terre Enku).

## L'AGRICULTURE

pour l'arachide. Comme les tâches sont différentes de nature, la division du travail peut y être dite **complexe** (7). Enfin, le sarclage peut également réclamer la collaboration de plusieurs individus.

La forme de ces coopérations restreintes offre un point de constance. Les groupes de deux ou trois personnes qui s'entraident dans la récolte échangent de manière différée leurs forces de travail individuelles. Chaque personne accomplit à son tour sur le champ des deux autres ce que celles-ci viendront faire sur le sien. Si le champ n'est pas trop éloigné, l'échange ne paraît pas indispensable au niveau d'abstraction technique. Les petits lopins individuels les plus proches des hameaux montrent que le travail individuel peut être utilisé durant tout le procès de travail sur ce type de parcelle.

Ces champs "d'allure prospère" fournissent des rendements sans doute plus élevés que ceux du type suivant avec un travail guère supérieur, "bien que les façons culturales [en] soient identiques" (ibid.:54-55). On peut en déduire que le travail individuel allié à une coopération restreinte représente à présent la forme de culture la mieux adaptée aux conditions de production, tant qu'on ne fait pas intervenir d'autres facteurs liés au renouvellement du sol ou à la nécessité d'obtenir d'autres produits que ceux de ce type de champ.

### Type II: les champs bipa

C'est aujourd'hui dans le secteur 1 d'usage le **champ fondamental**, si bien qu'il pourra nous servir de moyen d'évaluation quantitative pour toute la production du secteur. Quelles sont ses caractéristiques ?

Par sa configuration, il représente un autre modèle de technique que le précédent type. C'est pourquoi nous procéderons par comparaison avec lui.

Du type I, il retient le principe de succession des cultures et des façons culturales très semblables. Mais la situation topographique des champs bipa appelle une première discrimination: ils se trouvent à des distances beaucoup plus considérables des lieux habités. De plus, leur groupement d'ensemble est plus marqué: ils dessinent sur la carte des blocs de parcelles clairement tracés. On peut définir deux catégories dans le type II selon le choix des plantes, la taille et la position des champs ainsi que le rythme des jachères.

La date des cultures inscrit la différence la plus forte entre les deux catégories. En novembre-décembre, on plante la variété d'arachide akuia et en janvier-février la variété d'arachide libomo: dans les deux cas, le champ se nomme kpa kinzu. Une seconde appellation, kpa kinkini, correspond à un champ fait sur les deux sortes de champs précédents, en mai et en octobre pour le maïs et le manioc. Une combinaison des dates de culture et des variétés de plantes décide de la particularité des champs bipa du type II en général.

Ce repérage est issu des pratiques locales. Notre recherche des procès de travail en épousera les lignes en prenant les deux catégories l'une après l'autre et en établissant les phases des travaux dans chacune.

### Le champ d'arachides

Les travaux débutent dans le champ d'arachides après la plantation des champs de type I. Etant donné l'ampleur des surfaces mises en exploitation, ils s'étendent sur tout le reste de la première saison kukuya, durant les deux mois de novembre et décembre. Rien ici de l'allure moléculaire des activités dans le type précédent. Si les phases et les façons culturales y sont semblables, en revanche un écart capital apparaît dans la nature des procès de travail: leur forme est **collective**. Les modalités de cette coopération technique importent parce qu'elles sont la base matérielle des rapports de production. Plus précisément, leur investigation s'impose à cause du poids occupé par le champ de type II dans tout le secteur d'usage et de la place qu'il tient à l'intérieur du calendrier agricole d'une manière ramassée et continue.

Comment choisit-on la parcelle ? Divers critères interviennent: temps de jachère et allure de la végétation, qui renvoient à la connaissance agricole détenue par ce peuple. Sur ce point comme sur beaucoup d'autres, on restituerait mal les procès de travail même techniques en usant des modèles de robots humains présents souvent dans beaucoup d'études économiques sous le terme d'"agents de travail". La décision prend-elle une forme collective ? Non, elle se fait en gros individuellement. La conséquence en est le non-groupement possible des parcelles défrichées par un même collectif. Qu'on n'induisse pas de cette proposition limitée l'absence de contraintes d'ensemble sur les choix individuels ! Ensuite, une fois déterminé l'emplacement du champ, le travail est effectué de deux manières selon le cas: successivement sur chaque parcelle du collectif de travail ou simultanément sur plusieurs parcelles, qui ont alors davantage de chances de se trouver regroupées dans l'espace.

Les dimensions du collectif varient entre cinq à dix travailleurs. Quelles sont les différentes phases de la culture sur le champ d'arachides ?

Sur un terrain préalablement incendié à la fin de la saison sèche et où les herbes de repousse ont été coupées et mises à sécher, le travail commence. Le sol est aplani et les billons des anciens champs de manioc démolis à la petite houe. De courts arbustes sont tranchés à la matchette. Puis les herbes sont entassées pour pouvoir passer sans interruption du défrichement au labour.

Là marche véritablement le collectif évoqué. Le champ est mesuré pour délimiter la part de travail allouée à chaque participant du groupe. Chacun aura face à lui, dans ce rapport contradictoire du corps à une nature particulière, une bande de terre définie à l'aide d'un étalon: un bâton de 1,80 à 2 mètres préfigurera l'aire à labourer par chaque travailleur. Dans ce procès, quand un individu a atteint sur sa propre bande l'extrémité

opposée du champ - dans le sens de la longueur -, sa quote-part de travail est achevée. Les activités de chaque membre du collectif sont ainsi parallèles, chacun reproduisant la tâche du voisin. Pour fixer les idées, j'ai vu en 1967 des parcelles de plus de trente mètres de longueur. Une exception de taille est à ménager pour une personne (qui se révélera être propriétaire de la parcelle). Une raison technique évidente explique qu'on lui attribue une moindre part à labourer (la moitié toujours longitudinale): il faut qu'elle puisse réaliser les buttes écobuées et préparer les emplacements des futurs bananiers. Au moins à l'époque où nous nous plaçons, le point de départ logique - et celui de l'apprentissage dominant - semble être le procès individuel qui assure toutes les différentes opérations d'un champ, l'apport du collectif intervenant pour une opération réclamant l'assistance d'un surcroît de force de travail. La coopération est un mouvement d'articulation nécessaire portant sur une phase du procès, sous l'action d'une ou plusieurs contraintes à découvrir.

Le même procédé est mis en oeuvre pour les **semis**. Une part du champ (encore celle de la personne propriétaire) est aussi réduite qu'avant, marquant un élément de division du travail, mais par rotation. Cependant, au cours de cette phase, ce morceau de parcelle ne se trouve plus au centre comme dans le labour, mais les nécessités techniques le déplacent sur un côté du champ. On y plantera quelques pieds d'oseille, du manioc consommable dès l'année suivante, un an plus tôt que celui qui sera mis en terre en mai, après le maïs. Le travail collectif, moins dur que celui du labour, ne s'accompagne pas de chants. L'effort beaucoup moins pénible permet une atmosphère plus détendue. L'arachide akuia est plantée pratiquement pure.

L'élément de spécialisation dans les deux premières phases provient de la coexistence sur ce type de champ de l'arachide et des cultures sur buttes écobuées. Le nombre de ces dernières varie suivant la taille de la parcelle avec un maximum de sept pour une. On y plante des oignons, des courges, des calebasses, des épinards, quelques pommes de terre et plantes piquantes. Tout ceci est accompli quelque temps après le labour sous une forme **individuelle** (8). Les deux variétés de bananiers, si précieux dans l'alimentation, sont placées en ligne de quatre à dix arbustes.

Un premier **sarclage** arrive un ou deux mois après la plantation. C'est une tâche longue et ardue. Deux formes se combinent alors: on a tantôt affaire à un procès individuel, tantôt à une **coopération restreinte**, de deux ou trois personnes. La petite houe leur sert à rejeter, après les avoir extirpées, les herbes à la périphérie ou à les mettre en tas. Parfois un second sarclage est indispensable avant la **récolte**.

Celle-ci est faite en février-mars. Elle est encore l'occasion d'un **travail collectif**. Cependant, l'organisation du groupe est bien moins stricte que pendant le labour. Les travailleurs avancent en lignes sans couloirs nettement définis. Lorsqu'un d'eux a achevé, il revient aider les autres au point où l'opération en est de son déroulement. On voit s'opposer une continuité du procès (dont l'agent change ici) à la discontinuité du labour (découpant et assignant des places à un agent): cette différence tient peut-

être à l'intensité forte ou faible du travail, les deux traits correspondant à une organisation stricte ou lâche.

L'élément de division ponctuelle, présent dans le type I, entre les deux actions de déterrer et d'égousser les arachides est reproduite dans le cadre plus étendu du collectif: cinq ou six travailleurs d'un côté, deux ou trois de l'autre. Périodiquement en outre, on ramasse les gousses. A la fin, les fanes d'arachide sont placées en gros tas qui deviendront les buttes à présent connues. On en garnit aussi le pied des bananiers en les recouvrant ensuite d'une mince couche de terre.

On sépare en deux le produit de la récolte d'arachides: une partie, la plus considérable, est destinée à la consommation ou à la vente, une seconde servira de semence calibrée.

Ce qui vient d'être dit valait pour le champ d'arachides akuia. On se rappelle qu'un autre champ d'arachides libomo vient compléter la première catégorie du type II tout entier. Les procès de travail y sont très voisins des précédents, et les opérations de culture identiques. La culture débute en janvier-février, au cours de la petite saison sèche (mwa). La variété libomo est semée seule, les mêmes plantes se retrouvent sur les buttes écobuées. Un sarclage a lieu en mars-avril, suivi parfois d'un second avant la récolte, qui dure de la mi-avril à la fin mai. Un dernier type de champs d'arachide se rencontre en savane arbustive comme tous les bipa du type II, mais sa faible étendue le rapproche du type I. Les dates seules changent par rapport aux autres champs du même type, et on n'y fait pas pousser de manioc en succession avec l'arachide. Il y a temps de culture court précédé d'une jachère courte d'un an.

En ce qui regarde l'appropriation matérielle des produits, que dire sur la nature des procès de travail agissant dans le champ d'arachide du type II ? Le procès d'ensemble est **complexe** (9) en ce sens qu'il unit plusieurs **procès simples complémentaires**. Il articule en lui le travail individuel, la coopération restreinte et la coopération élargie (intervention du collectif de travail pour labour-semis et récolte). D'autre part, ces deux dernières coopérations renferment des éléments de division du travail ponctuels ou permanents dans une phase avec rotation. Les données techniques n'imposent guère l'obligation d'une direction du procès collectif. Tous les travailleurs en possèdent la maîtrise, puisqu'ils peuvent permuer ou poursuivre une tâche en cours. La répartition des travaux offre plutôt une base égalitaire, supposant plus une entente qu'une direction pour réaliser l'activité.

## Le champ de maïs

Le champ de maïs apparaît à deux époques distinctes de l'année: mai et octobre selon la catégorie d'arachide akuia ou libomo définissant les sous-types dans tout le type II de champs bipa. Telle est aussi la façon la plus rationnelle et la plus concrète de suivre ses procès de travail.

Dans le champ de maïs de **mai**, après la récolte d'arachides, les étendues de terrain sont laissées au repos durant deux ou trois mois. Les grandes pluies de cette période permettent à l'herbe d'y repousser. On commence les opérations de sa culture à la fin du mois d'avril jusqu'à la fin de la saison des pluies (mi-juin). Il n'y a pas de défrichement, mais on se livre à la construction des buttes. Celle-ci réclame un temps prolongé et un effort soutenu. Ces conditions pourraient être l'occasion d'une nouvelle utilisation du collectif. Ce n'est pas le cas. Il est rare que le travail ne soit pas individuel, chaque personne s'occupant d'une parcelle où elle sème ce qu'elle aura décidé de semer. Maïs, haricots, pommes de terre empliront alors tout le champ. Paradoxe apparent: voilà un long moment de travail considérable qui ne fait pas appel à la coopération. Cette observation doit nous pousser à rechercher d'autres contraintes entraînant la raison des travaux collectifs déjà rencontrés.

Les billons édifîés sont les mêmes que dans les champs de type I, à cette réserve près qu'on les construit plus vite, car l'interruption par les pluies compromettrait la récolte. On les réalise en une fois ou en deux; on les termine en retournant les herbes et en ajoutant une nouvelle couche de terre. En même temps sont bâties les buttes rondes, et les *mabvuma* (du type IV) sont réensemencés. Toutes les parcelles portent une seconde culture.

Les proportions sont les suivantes: 90 % des surfaces comprennent du maïs, 65 % des haricots, 35 % des pommes de terre. Les chiffres sont voisins, si on mesure les proportions par parcelles. Les champs associent plusieurs cultures dans des modalités variables. Leur combinaison porte sur le maïs, culture de subsistance, et les haricots et pommes de terre, cultures d'échange. C'est dire le caractère relatif de notre définition du secteur I d'usage: elle ne vaut que pour son orientation d'ensemble dominante.

Les pluies dégradent vite les billons, qui sont refaits un mois après. On y pratique le bouturage du manioc. La récolte d'août-septembre se prolonge, surtout pour le maïs qui se conserve sur pied et qui est souvent consommé grillé avant maturation.

Dans le champ d'**octobre**, on travaille comme suit. C'est la première culture entreprise dans la saison agricole *kukuya*, dès les pluies de fin septembre. La différence avec le champ précédent consiste surtout en ce qu'on n'y plante pas de haricots, mais la courge *nta*, dont les graines, seules à être consommées, tiennent une place de choix dans l'alimentation. Son cycle de croissance ne permet pas de l'insérer dans un second cycle de culture.

Les buttes sont plus longues qu'au mois de mai. Le maïs est présent sur toutes les parcelles. Puis viennent par ordre décroissant les courges, puis le manioc. On trouve aussi ignames, patates, aubergines et d'autres variétés de courges.

Qu'il s'agisse du champ de mai ou de celui d'octobre, la conclusion est la même: c'est le règne du **travail individuel** avec tout au plus une faible utilisation de la coopération restreinte. Par conséquent, les connaissances techniques doivent être le fait de tous les travailleurs dans cette série de procès simples, s'articu-

lant en un procès complexe qui reste pourtant surtout le fait d'un seul travailleur.

Après cet examen analytique des champs bipa du type II, raisonnons sur tout le procès complexe de travail qui y est investi. De très fructueuses informations, recueillies par B. Guillot auprès des travailleurs, concernent leurs temps de travail (ibid.:57, 94-102). La structure du temps de travail dans le procès complexe doit en effet apporter une lumière sur les nécessités qu'il implique.

En arachide, le total est de 255 jours de travail à l'hectare cultivé. La journée de travail est estimée à 7 heures, temps consacré en moyenne à l'opération culturale principale. Mais autant que le chiffre global nous intéresse sa décomposition suivant les phases des procès de travail, qui leur sont à presque tous communes. On obtient:

- 165 jours de plantation (défrichement-labour-plantation)
- 40 jours de sarclage
- 50 jours de récolte.

Le chiffre de la récolte est sûr, celui du sarclage surévalué, celui de la plantation probable. Ce qui retient l'attention est l'ampleur du temps de plantation. Le rendement est limité par la lenteur du travail: quatre à cinq mètres carrés à l'heure par individu.

Plus importante encore pour notre sujet est la proportion entre les différentes phases. Plantation et récolte accaparent les 80 % du temps de travail. Les travaux collectifs viennent justement s'insérer dans ces deux phases. On objectera que les calculs relatés recouvrent les deux catégories du type II, l'une faisant appel presque au seul travail individuel. Pour conserver la validité de la corrélation, il faudrait distinguer entre les deux catégories. Les données de B. Guillot permettent de le faire. Dans la Terre Enku, sur deux "parties de Terre", les trois types de champs d'arachides s'effectuent sur une surface de 2 460 m<sup>2</sup> et 2 143 m<sup>2</sup> par individu, qui exigent selon les critères adoptés 61 et 54 jours de travail (ibid.:57). La différence est éclatante et confirme que la coopération intervient au maximum dans les phases de plantation et de récolte sur les champs d'arachide. A l'inverse, sur le champ de maïs-manioc, malgré le caractère pénible et soutenu du travail, un producteur individuel est capable d'assumer les durées de travail requises par le procès. Les contraintes du calendrier agricole sont donc à mettre au premier rang de la détermination des procès de travail dans leur forme individuelle et collective; la structure du temps de production révèle les nécessités internes au procès de travail. D'autres considérations devront intervenir: en particulier l'âge des travailleurs, qui modifie leur capacité active.

## Type III: les champs manzara

La surface actuelle qu'ils recouvrent est peu élevée: 6,6 % de l'espace défriché (10). La destination du champ est particulière, puisqu'il est le seul à donner presque immédiatement du **manioc**.

Qu'en est-il de ces procès de travail ? Les façons culturales ne sont pas les mêmes que dans les deux autres types: on y use

de la technique de l'enfouissement en vert. Le défrichement a lieu entre la mi-décembre et le début de février à des dates variables. Les herbes de repousse sont coupées à l'emplacement du futur billon, puis la terre est retournée des deux côtés à la petite houe, si bien que l'herbe est enfouie à l'endroit même. Sans autre opération préliminaire, le champ pousse ainsi par rapport à la savane. Aussi, le travail y est-il dur. Les dimensions du champ sont fonction du temps et de l'endurance d'un travailleur **individuel**. Autrefois, les herbes tranchées auraient été laissées quelques jours à pourrir avant d'être enterrées; cet usage tend à être abandonné. Son existence antérieure confirme que le type III était plus répandu que maintenant.

Les billons sont ensuite rechargés et accrus à la grande houe, formant ainsi de longs billons (mikala mila) pouvant s'étendre sur des dizaines de mètres ou se répartir en bloc séparés. Leur hauteur est grande, 30 à 40 cm; en largeur, billon et fossé ont environ 1,90 m. On mesure la charge de travail qu'ils réclament. Si on le relie au caractère surtout individuel du procès, on saisit combien le temps disponible sera encore un facteur déterminant dans la mise en culture d'un tel champ.

Au sommet, on sèmera des graines de courge (nta) en même temps qu'on plantera le manioc au milieu du billon. Un mois plus tard, on rechargera le billon à la grande houe et on fera un petit sarclage, rendu moins indispensable par la technique d'enfouissement. Cette dernière a pu favoriser le travail individuel ou du moins le rendre possible.

La récolte des courges dure toute la saison sèche. Au bout de douze ou quatorze mois, on commencera à consommer le manioc, dont la partie restante toujours diminuant demeurera encore six mois en terre. La plantation de manioc ne souffre pas de retard, sinon ses pousses ne résistent pas à la saison sèche. Le champ sera ensuite repris par le feu de brousse.

On trouve aussi sur ces parcelles des ignames, des patates, de l'oseille et des courges bumbumi.

Sur ce type III, le procès individuel de travail, procès complexe groupant plusieurs procès simples suivant les phases, domine presque exclusivement. Plus loin, à propos de la jachère, nous examinerons les causes du déclin de ce type de champ.

### Type IV: les buttes mabvuma

C'est le dernier type à envisager dans le secteur agricole de savane. "Très proches ou très éloignés des hameaux, bien groupés en général, ces champs font l'objet d'une succession de culture **simple**, avec en premier lieu tabac Java du SEITA, tabac local et pommes de terre, courges et manioc ensuite" (ibid.:58).

Leur principe de culture les oppose donc nettement aux champs I et II. En outre, aujourd'hui du moins, on y relève la même alternance que dans les champs II entre culture d'usage et culture d'échange.



### Le champ de tabac

Le champ de tabac est le seul champ de savane à être réalisé en saison sèche. Le défrichement se fait entre la mi-juillet et les premières pluies. L'opération centrale est la construction des buttes, façonnées selon les méthodes qui servent à édifier celles des champs bipa (II). On coupe les chaumes à la houe pour faire de grandes mottes plates qu'on laisse sécher sur place. Puis on en entasse quelques-unes jusqu'à obtenir une butte de 80 cm. Celle-ci est ensuite recouverte avec les mottes restantes, dont l'herbe sera placée à l'intérieur. Avant de terminer, on met le feu en plusieurs endroits. L'ensemble est fermé par le haut et entre en combustion interne, que le vent attise. Ces buttes sont beaucoup plus denses que celles des champs II et elles fournissent moins de cendre.

Dès le début des pluies, les semis commencent. Courges et pommes de terre, puis calebasses; en même temps, on fait les pépinières de tabac local. De novembre à janvier, le tabac moderne est introduit de manière dense. Un sarclage réduit est assuré avant la récolte: janvier pour les deux sortes de tabac, local et moderne tour à tour, jusqu'au mois de mars. Les feuilles de tabac sont cueillies à la main et transportées dans les lieux d'habitation sur la tête (parfois en vélo). L'occupation est longue et fatigante. La récolte du tabac local, plus progressive, se fait plutôt en fonction des besoins. Quant aux courges, on en dispose cinq ou six mois après les semis.

Sur les buttes réservées aux cultures exigeantes, le tabac prédomine de très loin. Les autres plantes sont combinées, mais rarement sur la même butte: on les associe dans la parcelle. Le partage des deux catégories de tabac représente 58 % de la superficie en tabac moderne et 42 % en tabac local.

Que nous apprend pour l'instant cette description du type IV ?

La supériorité écrasante du tabac donne à réfléchir; son choix a présidé à la construction de la majorité des mabvuma. Peut-être le tabac moderne a-t-il crû relativement au tabac traditionnel: la désaffection des jeunes pour le tabac local, la disparition des marchés anciens pourraient en rendre compte. Mais l'explication demeurerait insuffisante. Comme le dit B. Guillot: "dans le cadre d'une économie traditionnelle à échanges limités, seuls les champs de courge et quelques autres de tabac local auraient été mis en culture" (ibid.:25). Ainsi ressort **une modification plus profonde dans la hiérarchie des rapports** qui formaient tout le secteur 1 de subsistance agricole. Les mabvuma du type IV se sont imposés sur le domaine des autres types de champs. Ce phénomène, que nous dégageons des procès de travail, sera à suivre dans ses rapports sociaux.

Quelle est la **nature des procès de travail dans le type IV** ? La même contrainte technique, liée au temps de production, détermine leur forme. Les façons culturelles ne s'y modifient guère, mais davantage les modes de coopération qui leur sont attachés. Si les travailleurs disposent dans l'année agricole d'un temps suffisant, le travail se fera en groupes et par grands champs conti-

gus. Le collectif comprendra ici de trois à six personnes. C'est la preuve qu'on atteint de la sorte un maximum d'efficacité ou du moins qu'on y évite un effort considérable. Au contraire, si le temps manque, on reviendra aux minuscules parcelles éparpillées dans la savane, qui donnent lieu à un procès individuel. Par l'analyse, nous isolons une détermination technique, mais nous savons qu'elle n'opère jamais seule.

### Le champ de manioc

Par le choix de ses cultures et l'édification de ses billons, le champ de manioc ressemble aux champs manzara (III) au point qu'il est souvent nommé ainsi. On le travaille de janvier à février.

La tâche initiale est faite à la grande houe, en retournant les mottes de terre, qu'on met ensuite sur les buttes. Simultanément sont édifiés de courts billons d'un à deux mètres. L'herbe qui a repoussé est enfouie en vert. Les mabvuma antérieurs deviennent de gros monticules auxquels les nouvelles buttes mikala s'accolent sur une forte surface.

Les courges nta y seront semées aussitôt. Quelques jours après, on bouturera les tiges de manioc. On repique encore quelques pieds de tabac local, résidus de la récolte ancienne. Si la réfection du champ a été tardive (mars), le manioc est planté seul. Car c'est l'unique plante apte à se développer assez vite pour franchir indemne la saison sèche. Plus d'un tiers de la surface des champs de tabac est alors abandonné.

En mars-avril vient un nouveau sarclage avec recharge des buttes. Le manioc sera consommé au bout de quinze mois à peu près. On voit le rôle de ce produit, qui sert de réserve en terre. Il est ainsi susceptible, en fonction des diverses récoltes possibles ailleurs, d'être retiré pour les besoins de la consommation. Entre autres éléments, ce phénomène permet de comprendre l'absence de toute accumulation de denrées alimentaires dans les hameaux.

Dans le champ de manioc, la forme **individuelle** du travail est encore plus marquée que dans le champ de tabac.

Sur tous les champs IV, on peut s'attendre que **les temps de travail** seront élevés, la superficie occupée par les buttes étant forte et le mode de culture assez intensif. Les résultats de deux parties de Terre de la Terre Enku le montrent (ibid.:59). Les champs IV occupent 15 et 18 % de la surface cultivée pour le premier cycle, 25 et 30 % en y ajoutant le second cycle. En tenant compte d'une sous-estimation due à l'enquête, défrichement et construction des buttes demanderaient par travailleur 80 journées à l'hectare; toutes les opérations prendraient 200 jours à l'hectare. Nous aurions donc la même tentation à en inférer (comme dans le type III) la nécessité d'une coopération restreinte ou élargie. Or, on a constaté que cette proposition se vérifiait moins que dans le type II. L'explication ne vaudrait alors que partiellement. Une fois de plus, nous sommes renvoyés à l'examen du temps de pro-

duction référé à la nature de l'espace cultivé.

## Repérage des unités de travail par types de champs

La définition de ces unités ne peut se faire que sur la base des procès de travail, en particulier sur l'élément dominant (ou l'ensemble d'éléments dominant) qui les régit et leur assigne leurs formes.

Les ressources naturelles utilisées dans le procès du secteur 1 tiennent-elles une place de ce type ? Il ne le semble pas : graines, semences, plants sont aisément accessibles. Elles ne sauraient être monopolisées par un groupe quelconque, du moins dans leur matérialité. Quant aux connaissances culturelles, leur étendue fait des Kukuya une des populations remarquables au Congo à cet égard. Mais en même temps, nul procès n'est possible sans qu'on suppose tout le savoir détenu par chaque travailleur adulte, à des degrés divers. Ce trait est impliqué par la division élémentaire du travail, accompli par permutation réciproque de ses agents et non par spécialisation permanente et distinctive. Dans de semblables conditions, nul groupe d'inactifs, ni même d'actifs, ne peut monopoliser le savoir technique. Celui-ci doit être transmis à tous les agents du secteur 1 agricole, faute de quoi sa reproduction ne s'effectuerait pas.

Les instruments de travail ont-ils une fonction telle qu'ils déterminent la forme dominante des procès de travail ? Le dirons-nous de la grande et de la petite houe ? Ces outils permettent aux agents de réaliser ce qu'ils ne peuvent faire à l'aide de leurs seules mains. Ils autorisent le passage d'une agriculture rudimentaire à une forme plus élaborée. Mais en eux-mêmes, ils ne sont à l'origine d'aucune structuration du travail d'où découlerait son caractère individuel ou collectif. Simplement, ils enferment la possibilité de champs étendus, même si leur surface - pour un individu, par exemple - est fragmentée en une multitude de petits lopins. Ils sont à la base du secteur 1, constituent les conditions de ses différentes phases (défrichement, labour, plantation, sarclage, récolte). En ce sens, la structuration des procès dépend d'eux, mais ils y inscrivent des limites d'espace et de temps plutôt qu'ils ne spécifient la forme des procès (11).

Par éliminations, on en vient à l'élément dominant qui est la **force de travail**. Elle est la condition indispensable à la marche des unités. On pourrait à la rigueur régresser sur les autres plans sans anéantir le procès. Il deviendrait impensable sans une forte dépense d'énergie humaine, que la nature des autres éléments interdit de réduire.

Rien de plus naturel donc que de découvrir l'orientation formelle des procès - dans les bornes définies par instruments et savoir - à travers les utilisations possibles de l'énergie humaine. Cette initiative joue partout à tout moment dans les gestes quotidiens, qui ne sont pas situés d'abord en face d'un appareil ou d'une machine, mais par rapport aux capacités du corps humain. Ainsi le travail collectif agricole sera l'association de plusieurs forces physiques en relation avec la terre. Le portage inspire les

## L'AGRICULTURE

mêmes conclusions. De même s'il s'agit non plus de robustesse, mais d'habileté comme dans le tri des graines.

On peut s'attendre également à ce que les significations sociales valorisent le bon état de la cause dominante du procès: la force de travail. Elle passera bien avant le bon entretien d'un outil, posant peu de problèmes une fois acquis. On privilégiera la santé et le bon fonctionnement d'un organisme qui fournit de l'énergie humaine.

Je ne voudrais pas donner l'impression, même provisoire, que seule importerait une force de travail presque à l'état brut, relativement à une technologie inerte. C'est presque tout le contraire, car cette force de travail est obligatoirement d'une qualification élevée.

Si l'on définit la qualification d'un travailleur par le degré de technicité particulier que peut mettre en oeuvre sa force de travail, alors il ressort aussitôt que sa qualification ne peut absorber plus de technicité qu'il n'y en a dans les moyens de travail. La nature qualitative de ces derniers est telle qu'elle limite la qualité énergétique par travailleur dans une agriculture de ce type. Par contre, la qualification aura pour caractéristique d'être reportée principalement dans le corps humain comme machine musculaire, douée de pensée évidemment.

Cette dernière proposition paraît absurde parce qu'elle contredit la définition précédente de la qualification. Pourtant il n'en est rien. Une analyse plus approfondie déplace cette contradiction en faisant jaillir une autre logique.

La présentation la plus apparente des faits opposerait une faible énergie des moyens de travail (technicité réduite) à une forte énergie de la force de travail (qualification élevée). Mais l'essentiel est de bien voir que **le travailleur agricole local use d'une grande part de sa force de travail comme moyen de travail.**

L'investigation a alors une double face. D'un côté, ce genre de production diverge totalement des procès modernes capitalistes, où le rapport est inversé (forte énergie des moyens et faible énergie relative de la force de travail). Mais, d'un autre côté, on doit faire de ce mode de travail un examen interne avec sa spécificité. Dans l'agriculture kukuya, la force de travail est encore située **dans** la technicité, étant donné le caractère réduit des moyens de travail.

La qualification de la force de travail est nécessairement élevée, mais d'une tout autre manière que l'est celle d'un ouvrier électronicien moderne. Elle est produite d'une façon telle qu'elle correspond à un ensemble de moyens de travail, comprenant les moyens de travail au sens courant et la force de travail. Une double qualification s'en dégage, la force de travail ne s'étant pas encore historiquement séparée de ses moyens.

Ces notions permettent de poser les questions concrètes d'un travailleur du plateau sur ses champs: **comment utiliser son corps pour travailler**, voilà le problème essentiel. Ou encore **faire agir**

son corps comme moyen énergétique de travail avec l'outillage donné.

Comparée à cette composante, la terre, au niveau que j'aborde, ne pose que des problèmes de fertilité et de renouvellement des sols examinés plus tard. Je suppose une terre à laquelle les travailleurs ont accès: la savane. La terre alors est bien disponible, le rapport du nombre de la population aux surfaces cultivables étayant cette hypothèse de départ.

Si la source principale des procès est la force de travail, **la manière dont elle est mise en oeuvre et dépensée** a toute chance d'inscrire la forme recherchée. Les modes de coopération nous serviront de critères pour construire les unités de travail - et de production.

Un tableau combine les types de champs (en tant qu'ils représentent des procès complexes de travail) et les modes de coopération. Le résultat sera les unités de travail formées sur ce critère (voir tableau 5, page suivante). Cette idée sera difficilement acceptée par de nombreux chercheurs (12) sur ce genre d'agriculture africaine. Pourtant cette distinction nous semble très réelle et ses conséquences sensibles. Le caractère élémentaire de la division du travail interne au secteur I n'autorise pas à gommer son existence. Par contre, la récolte des champs II marque un retour à une coopération simple, si on reste à l'arrachage des arachides, mais elle devient complexe, dès lors que revient dans le collectif une séparation entre déterreurs et égousseurs de la plante. Le travail sur les champs IV fait appel avant tout à la coopération simple, pour autant que nous puissions en juger. Nos observations n'ont pas permis de voir si certains éléments ponctuels de travail complexe y apparaissaient.

La coopération restreinte est-elle un prolongement de l'unité individuelle ou une réduction de l'unité élargie ? Selon la physionomie des procès, les deux possibilités sont présentes, peut-être même tour à tour. Vraisemblablement, la première est réalisée dans le type I, la seconde, sur les champs IV quand le collectif y fonctionne. Décider pour II et III ne relève que d'une analyse des rapports sociaux, faute de matériau suffisant.

D'ores et déjà, une remarque s'impose liée au changement historique: En passant en revue les quatre types de champs, il ressortait que IV s'était énormément accru aux dépens des trois autres, notamment de I et III. Ce déséquilibre survenu dans le secteur agricole I se précise: le travail collectif a décliné en même temps que les champs IV se multipliaient (unité de travail individuelle) et que diminuaient les champs I et surtout III.

# L'AGRICULTURE

Tableau 5  
LES FORMES DU TRAVAIL SUR LES DIFFÉRENTS TYPES DE CHAMPS  
(secteur 1)

modos de coopération types de champs	travail individuel	coopération restreinte	coopération élargie
type I <u>bibuomo</u>	la majorité des procès	par- tie de labours récoltes sarclage	
type II <u>bipa</u>	buttes de toutes sortes et sarclage	sar- clage (maïs)	labours-semis récolte
type III <u>manzara</u>	toutes les phases		
type IV <u>mabvuma</u>	toutes phases	les	labours récolte

Note: Ce tableau estime très grossièrement les temps annuels de travail selon leur proportion respective.

Cette constatation nous amène à hiérarchiser les quatre types de champs répertoriés dans le tableau synchronique. La situation actuelle est à rétablir en marquant la vraie proportion des travaux sur chaque type de champs. Les champs bipa (II) restent fondamentaux, puis viennent les mabvuma (IV), les deux autres types étant secondaires. De plus, dans le champ IV, la part de travail individuel s'est accrue. En journées de travail sur l'ensemble des champs, l'unité individuelle a conquis une prédominance nette, écrasante si on lui adjoint l'unité restreinte. A l'opposé, le collectif de l'unité élargie marche dans II et continue à apparaître dans IV. Sans mettre en cause son rôle nécessaire, il ne peut plus être considéré comme l'équivalent de l'unité individuelle (ou restreinte).

La situation ancienne saisissable (fin du 19e siècle) différait tant par la hiérarchie entre types de champs que par la nature des coopérations. Pourtant, le renversement dominant n'a pas porté forcément sur le poids respectif des unités individuelles et des collectifs élargis. Car le type IV, alors florissant, semblait surtout lié au procès individuel, et le type I ne faisait guère appel qu'à une unité restreinte. C'est la coopération restreinte ou semi-élargie qui semble avoir pris le coup le plus considérable. Mais autrefois comme aujourd'hui, l'unité élargie se trouvait principalement dans le type II.

### Le système de la jachère, repérage de l'unité de rotation

Si la forme des unités de travail est avant tout déterminée par la nature des modes de coopération, cette dernière ne suffit pas à résumer les grandes lignes de la base technique du secteur 1. Celle-ci renferme plusieurs éléments: en les définissant, nous progresserons dans la délimitation du champ d'activité de ces unités de travail.

Groupons les types de champs I et III pour des raisons qui vont nous apparaître. L'écrasante majorité des unités de travail y est individuelle. La coopération élargie y est absente. Cependant, la coopération restreinte est représentée, surtout dans les champs I. Elle sert à compléter le travail individuel du labour, de la récolte, des sarclages. Même si le travail coopératif occupe une faible place quantitative, un élément de coopération **complexe** se fait jour quand un travailleur de I déterre les arachides pendant qu'un autre les égousse. On ne peut plus parler alors de deux travaux différents non coordonnés. Simple pierre d'attente pour un problème qui nous retiendra davantage encore dans les deux types de champs suivants. Quant à la coopération restreinte simple, sa faible ampleur ne doit par faire oublier qu'elle s'applique à toutes les phases, assurant par là une continuité peut-être non négligeable.

Dans les deux autres types, II et IV, l'impact de la coopération restreinte est réduite: elle n'exerce sûrement pas d'influence dominante sur la forme de l'unité de travail. Les deux types combinent un fort travail individuel à une coopération élargie. II fait alterner dans la succession d'une année agricole les deux formes de travail. IV fait intervenir une autre forme d'alternance, qui est plutôt exclusive: ou bien la seule unité individuelle ou bien une unité collective de plus faible dimension, à la frontière entre les coopérations restreinte et élargie.

Ces deux types de champs mettent en oeuvre une coopération élargie qui est tantôt simple, tantôt complexe. Labour, plantation, récolte sont bien les phases des procès qui entraînent la formation de ces collectifs. La coopération est simple dans de nombreux moments (IV), les travaux n'étant pas complémentaires, mais plutôt séparés. Mais les coopérations élargies de II répartissent nettement et articulent les tâches de nature différentes: labour-semis. Le travail coopératif y est complexe.

Parmi ces éléments, le renouvellement des sols occupe une place de choix. C'est le **système de jachère** qui répond à cette nécessité de reconstituer la fertilité des terres. La jachère est utilisée en corrélation avec les divers types de champs, donc avec les divers procès de travail complexes (enfermant plusieurs procès simples). Elle représente dans le temps et l'espace la modalité propre d'adaptation des unités de travail aux conditions environnantes.

Quelle est la nature du système de jachère dans un territoire kukuya ? La réponse vaudra pour l'ensemble du plateau, car les mêmes principes y sont pratiqués, avec des variantes locales, sur toute son étendue. Cette homogénéité est essentielle dans la mise

en place ultérieure des rapports sociaux. On distingue deux modalités de la jachère (ibid.:60-62): des cycles de cultures simples associant une succession de culture et un temps de jachère dans un type de champ et des combinaisons complexes fondées sur l'alternance de deux types de champ.

Les **cycles de culture simples** visent (sauf sur le champ I) à obtenir une production maximum au moment du défrichement par rapport aux ressources du sol cultivé. En regard de chaque type de champs, je donne deux durées chiffrées, dont la première correspond à un temps de jachère intermédiaire compris dans le cycle annuel de culture et la seconde à un temps de jachère longue, où le sol peut se reposer plus réellement.

Type I: il donne lieu à peu de réutilisation, surtout en savane anthropique. Dans le cycle annuel s'intercalent 3 à 4 mois de jachère. Le faible emploi est lié aux déprédations du bétail près des lieux habités. La jachère longue est de 20 à 30 mois et peut atteindre 3 ans pour une succession arachide-manioc.

Type II: il se subdivise en deux types par variétés d'arachide. Pour le premier sous-type, nous avons 2 à 8 mois de temps court et 3 à 5 ans de temps long. Et pour le second, 4 mois de temps court et 4 à 6 ans de temps long.

Type III: il ne comprend pas de véritable succession de culture. On exploite 2 ans, puis succèdent 6 à 8 ans de jachère.

Type IV: il y a succession tabac-manioc sur les buttes écobuées, puis 6 à 10 ans de jachère.

Les **combinaisons complexes** ne se rencontrent qu'en savane arbustive, ce qui élimine le type I. Les combinaisons se trouvent sur les deux sous-types des champs II, par conséquent à partir des deux variétés d'arachide akuia et libomo:

L'une procède par répétition du sous-type akuia deux à trois fois en intercalant dans les intervalles une jachère courte de 3 à 5 ans. Ensuite vient une jachère longue de 6 ans au moins, puis une culture du type III. Le cycle total est ainsi étendu à 25 ou 30 ans, durée proche de la vie active d'un travailleur.

L'autre combinaison fait succéder le type IV au sous-type libomo de II. Comme le type II est précédé de 4 à 6 ans de jachère et qu'on attend 6 à 10 ans avant de passer au type IV, on obtient un cycle d'ensemble de 20 ans. Seuls seront compris dans ce long cycle les champs IV éloignés des habitations.

Ce sont là des constantes d'ensemble. Les situations locales dévient souvent sur des points du schéma général. Dans chaque Terre, une spécification s'opère selon les conditions écologiques, sociales et historiques. A notre sens, la permanence globale est plus forte que les diverses originalités ou exceptions relevées par Guillot. Qu'il nous suffise ici d'opposer deux parties de la Terre Enku: la première au nord reste assez fidèle au modèle résumé, la seconde tend à passer à un système différent. Les combinaisons complexes y disparaissent, les champs II sont souvent refaits au même endroit, le système se simplifie, puisque chaque type de champ tend à occuper une zone distincte et qu'on n'y connaît plus les successions de types de champs. Les habitants perçoivent une dégradation relative à l'ancien système, qui reconstituait mieux le sol. Ils nous renvoient à une modification de tout le secteur 1.



Ce système de jachère fournit une sorte d'inscription au mode de production sociale dans ce secteur particulier. Quelles en sont les conséquences ?

La longueur des différents temps de jachère est un fait primordial. Les chiffres parlent par eux-mêmes. A l'intérieur des unités de travail, les agents des procès sont obligés de s'intégrer à ce rythme où le temps de production naturel vient se relier aux divers temps de travail selon toute une série d'aménagements. Ces données impliquent une forme d'organisation qui règle le jeu des unités de travail dans le système de jachère. Mais le temps réagit aussitôt sur l'espace parce qu'un tel mode de reconstitution des sols réclame une surface étendue de terres utilisables. L'idée d'un rapport moyen entre une superficie et le groupe humain qui l'exploite s'impose: d'abord, l'emploi d'un semblable mode de jachère doit tout simplement être possible; ensuite, la population ne peut dépasser un certain seuil qui entraverait la marche de l'ensemble dans un espace donné.

Le temps de jachère est-il un temps de travail ? Sur la base des procès immédiats de travail, non. Ceux-ci ont été définis en en faisant abstraction. C'est plutôt la condition de leur maintien dans le temps, la durée utile à la reconstitution du sol: un temps dans lequel fonctionnent les unités de travail sans qu'il soit réductible aux procès immédiats. Il est plus juste de parler d'un temps de **rotation**.

Mais alors, quelle est l'unité de rotation ?

L'unité de rotation requiert d'autres composantes. Un espace précis est à saisir, correspondant à une population donnée ou, du moins en premier analyse, à un groupe de travailleurs appartenant à des unités de travail. La délimitation serait satisfaisante si les unités de travail du groupe tournaient dans le temps de rotation désormais fixé sur l'espace que nous allons tracer.

Ces exigences conceptuelles s'expérimentent sans trop de peine dans la configuration de l'espace agricole du secteur 1. Sur les cartes de la Terre Enku (13), dressées pour une moitié de sa surface, les champs des trois parties de Terre (14) sont pour leur plus grande part intérieurs à chaque partie. La grande souplesse de leur répartition aux limites n'empêche pas ce résultat. Il signifie que les unités de travail des habitants sont en action sur cette surface. L'unité de rotation cherchée est bien cet espace déterminé. La partie de Terre est également la plus petite unité du système politique. Mais dans la perspective que nous adoptons, elle enferme le terroir des quatre types de champs du secteur 1. Pour la population de chaque partie, pour la fraction des habitants qui en forment les unités de travail, l'opération de la rotation rencontre son cadre. A ce temps fixé, elles doivent s'astreindre. Chaque unité sur un terrain donné dans cet espace délimité devra observer les temps de jachère impliqués par les cycles simples et par les combinaisons complexes de culture. Elle devra se soumettre au temps de l'unité de rotation globale.

Chaque unité de travail, pour effectuer un procès simple, est tributaire de l'ensemble de l'unité de rotation.

On peut faire une remarque liée aux deux modalités de la jachère: cycles de culture simples et combinaisons complexes. Puisque l'unité de rotation n'a de sens que pour un groupe humain donné (et à la fraction issue de lui, qui entre dans les unités de travail), quelle est la relation entre ces deux modalités et la résidence (15) ? Dans certains cas, les combinaisons complexes ont paru en déclin. Les cycles de culture simples requièrent un temps de jachère plus petit (de 3 à 10 ans), alors que les combinaisons complexes exigent des cycles de 20 à 30 ans. L'évolution interne du secteur agricole, ses modifications historiques ne peuvent mener à un assouplissement des contraintes résidentielles pour un groupe d'habitants.

A partir de la Terre Enku, tentons d'établir une caractérisation moyenne des unités de rotation de tout le pays. La Terre couvre 21 km<sup>2</sup>, elle comprend 780 habitants occupant cinq parties de Terre. Nous obtenons une unité de rotation de 4,2 km<sup>2</sup> de surface (16), 156 habitants et 40 personnes entrant dans les unités de travail du secteur 1 agricole. L'estimation est un peu surévaluée, la densité de la Terre Enku (37 hab/km<sup>2</sup>) étant supérieure à celle du plateau tout entier (32 hab/km<sup>2</sup>).

## Espace de travail et espace de production

Cette question comporte un intérêt intrinsèque, on s'en doute. Mais sa position est en outre le préalable inévitable à la suite de l'analyse de l'unité de rotation.

Les procès de travail se définissent à travers des cordonnées de temps et d'espace. Espace de travail et espace de production sont à distinguer dans n'importe quel phénomène économique, de même que travail et production ne se confondent pas dans les forces productives du travail. Ainsi la métallurgie et la forge impliquent une application du travail, mais aussi le développement ou la libération (au sens d'utilisation = libération de force utile) d'un processus matériel. En termes très simples, il y a toujours action indépendante de la matière première ou de tel objet ou moyen de travail. Dans l'agriculture, les deux processus se différencient d'une manière très visible: on perçoit un temps et un espace de travail humain et un temps et un espace d'action de la nature. Celle-ci est brute ou le paraît ou bien porte la trace d'une série d'aménagements humains antérieurs.

Notre approche de l'espace de production, limitée aux concepts posés et au champ d'expérience retenu, a établi une relation entre les procès de travail et les types de champs cultivés dans le secteur. Que nous apprend la répartition des champs dans les surfaces considérées (espace de travail et espace de rotation) ?

L'analyse de cette distribution par B. Guillot met en lumière les traits suivants. En premier lieu, la place de chaque type de champ dans l'espace dépend de ses exigences et de sa fonction principale ou secondaire. Dans le type I, les champs sont proches des lieux d'habitation par suite de leur rôle vivrier. Les champs de type II viennent ensuite si on fait croître l'éloignement: un sous-type (akuia) est plus proche des lieux de résidence que

l'autre (libomo). Quant au type IV, il comprend des champs très proches des hameaux ou très éloignés.

En fin de compte, "c'est surtout la distance vis-à-vis des hameaux qui intervient, semble-t-il, pour opérer la sélection, en trois zones vaguement concentriques" (ibid.:64). Ce dernier adjectif convient, parce que dans la Terre Enku, l'habitat des trois parties de Terre cartographiées (donc de nos trois unités de rotation) est compris pour sa plus large part dans un cercle de 1,5 km de rayon. Chaque partie comporte ainsi une première zone, qui trace grossièrement une portion de cercle: à l'intérieur se trouvent les lieux d'habitation, presque tous les champs de type I et quelques champs de type IV. Une seconde zone inclut les champs II, dont aucun n'est placé à moins de mille mètres des hameaux: il s'agit ici du sous-type akuia. Tous les champs III, peu nombreux, y figurent aussi. Enfin, une troisième zone enferme les champs II du sous-type libomo et le reste des champs IV.

Deux principes semblent guider la répartition. Près des habitations, le bétail interdit le développement des cultures, tandis qu'au-delà de cette zone les impératifs agricoles et la distance exercent leur influence inverse. Si on s'éloigne des hameaux, la taille des champs augmente et les sols sont mieux reconstitués par des jachères plus longues. Dans la zone intermédiaire sont pratiquées les cultures les moins exigeantes.

Les cultures exigeantes (IV) sont faites soit près des maisons, jouissant alors d'un bon sol malgré les ravages du bétail, soit au plus loin, là où des rendements forts contrebalancent le désavantage de la distance.

Abstraction faite des champs III (manzara), devenus annexes, on voit se dessiner trois espaces concrets de culture, sur lesquels viennent se projeter les procès de travail correspondant aux types de champ, découpant sur eux leur espace de production propre sous la forme du champ lui-même et de sa distance aux hameaux.

Dans la détermination de ces espaces de production, la forme dominante des procès de travail, les modes de coopération entraînent des caractéristiques essentielles. Ainsi le collectif qui défriche et laboure les bipa de type II explique la largeur de ces champs, divisés en autant de bandes de terrain que de participants au travail d'ensemble. La forme des bipa et leur taille sont liées aux dimensions et à la nature du collectif. Inversement, la part considérable du travail individuel, et surtout l'appropriation individuelle faite du produit, entraînent l'existence d'un grand nombre de champs et la limitation de la dimension des parcelles dans les trois autres types de champs. Ceci se déroule sur le fond de variété des quatre types eux-mêmes, accroissant nombre et dispersion des parcelles.

Aucune raison n'autorise à postuler que ces différents espaces de production sont homogènes entre eux. Ils diffèrent au contraire par le type d'unités de travail engagées, par le choix des cultures, par celui des sols, par leur distance aux hameaux. La difficulté à résoudre serait plutôt de découvrir leur articulation respective, dont je n'ai donné que des éléments d'appréciation. A

plus forte raison, l'espace de rotation ne semble pas réductible aux espaces de production. Là encore, le rapport d'espaces différents est à penser, même s'ils se recouvrent dans ce qu'on pourrait nommer l'espace empirique.

### Espace et nature de la rotation

L'espace de rotation a la propriété d'inclure territorialement les espaces de production. Il fixe donc des limites à l'aire de production agricole du secteur I. Cette caractéristique influe nécessairement sur la forme de la résidence. Aucune contrainte technique ne pourrait obliger un travailleur quelconque à respecter ces limites: seule la distance aux champs, à pied, pourrait l'y conduire. Mais il lui suffirait de déplacer son lieu d'habitation pour repousser plus loin les bornes de surface cultivable. D'autres données sociales doivent par conséquent jouer pour délimiter l'unité de rotation, soit en fixant la résidence, soit en transformant la terre en un point précis en terre non cultivable par une personne précise.

Si nous voulons décrire l'espace de rotation et son mouvement, nous savons que la répartition par champs (I, II...) conditionne le groupement des parcelles et la nature de la rotation.

Les parcelles de chaque type de champ sont d'abord rassemblées en très gros selon la division de l'étendue en trois zones de cultures. Mais dans cette première répartition intervient un mouvement des terres cultivées aux anciennes jachères en supposant que les unités d'habitations bougent peu. C'est le cas puisque, nous le verrons, malgré leur mobilité, elles peuvent être considérées comme approximativement peu mobiles, se déplaçant dans un périmètre restreint. Le mouvement de rotation des terres mises en culture dépendra de leur emplacement au cours de leur exploitation annuelle. Suivons ainsi par zones les divers types de champs pour l'imaginer.

Dans I, nous avons vu les contraintes de qualité des sols et les conséquences de la fonction du champ. Aujourd'hui les champs bibuomo tendent à y occuper les vastes surfaces découpées dans une partie de Terre par l'abandon des grands villages coloniaux. Ils se déplacent aussi dans les bordures forestières des hameaux. Les deux modalités du mouvement sont différentes: dans le premier cas, groupement des champs malgré l'unité de travail individuelle, dans le second cas, dispersion. La proximité des lieux de résidence est le facteur principal qui guide le choix des emplacements, en plus des autres éléments cités.

Dans II, les bipa, champ fondamental actuel, les groupements de parcelles sont beaucoup plus réguliers. Une unité collective de travail a intérêt à prendre une série de champs accolés ou tout au moins voisins, ce qu'elle fait souvent. Mais cette cause ne suffit pas à rendre compte de tous les regroupements de parcelles.

Un autre élément agit pour regrouper spatialement des champs bipa quand ils sont dispersés du point de vue de l'unité collective habituelle de travail. D'autres ententes existent entre travailleurs:

leur nature renvoie au recrutement très souple de ces unités, qui n'a pas été encore évoqué. Limitons-nous à observer la présence de ces blocs de parcelles concentrées en un ou plusieurs endroits de l'unité de rotation. Ce sont, en effet, ces blocs qui vont être pris dans le mouvement de translation vers de nouvelles terres. Dans la Terre Enku s'opposent les deux parties Kingambimi et Djambala; dans la première, c'est par blocs de parcelles contiguës que les champs bipa ont tendance à tourner par référence aux trois zones spatiales; dans la seconde, il y a rotation, mais par champs dispersés et, bien sûr, défrichements dispersés. Dans les deux cas, le mouvement se fait avec un centre situé au milieu de la première zone, regroupant presque tout l'habitat.

Telle est la rotation technique. Mais le mouvement est encore impliqué dans les relations entre membres des unités de travail. Les variantes enregistrées marquent une grande fluidité dans la marche du collectif et des ententes. Cependant, l'opération implique une organisation minimale de son mouvement.

Dans la troisième zone, les groupements de champs IV ne paraissent s'expliquer ni par la nature des sols ni par l'utilisation des collectifs. Ils peuvent d'ailleurs être complètement éparés. Plusieurs espaces de rotation s'imbriquent selon les types de champs à travers les trois zones. Les différences dans l'intervention de l'unité de travail (individuelle, collective restreinte ou élargie, simple ou complexe), dans les temps de jachère de plus en plus longs vers l'extérieur des zones, déterminent des espaces de nature différente, qui s'articulent tous à la zone d'habitat. Celle-ci est l'origine spatiale des travailleurs, la source de leurs trajets vers les champs, le point de leurs retours. A l'opposé, les limites de l'unité de rotation circonscrivent une surface qui n'est mise en culture que sur 10 % de sa superficie. Les procès de travail par types de champs y développent la division en trois zones. Cette dernière partition, inscrite dans la **partie de Terre**, est l'effet de la structure économique du secteur 1 sur celle de l'espace géographique (savane), bien que cette influence ne soit pas seule à intervenir.

### **Le calendrier agricole et le temps de production dans l'année "traditionnelle"**

Le travail appliqué sur les divers types de champs a donné une indication sur les moments de dépense les plus intenses de la force de travail. Si nous nous penchons à présent sur le tableau représentant les différents périodes du calendrier agricole en fonction des phases des travaux, la continuité des activités sur l'année retient l'attention qu'il s'agisse des plantations, des sarclages, des récoltes.

Imaginons maintenant que ce soit le même groupe humain qui réalise tous ces travaux annuels dans les frontières reconnues dans l'espace. Ceci, on le verra, correspond à la réalité. Souvenons-nous des contraintes temporelles pesant sur les unités de travail: elles doivent être engagées dans un type d'activité particulier à des moments précis de l'année et non à d'autres selon des constantes et des aléas du climat. Une des obligations princi-

pales consiste à respecter les délais qui rendent une agriculture régulière possible, compte tenu surtout des pluies. C'est une des raisons tangibles de l'association des travailleurs entre eux à certaines périodes de l'année. Sans aucun doute, une unité de travail individuelle serait à même d'assurer les opérations culturales en cours, mais elle le ferait dans un temps bien plus long, sans pouvoir se plier aux réalisations que suppose l'exécution du calendrier agricole. Ce fait est surtout éclatant dans le champ II (bipa). Or, la production agricole du secteur est indispensable à l'alimentation de toute la population.

La nécessité technique que nous entrevoyons n'est donc pas spécialement issue du fonctionnement interne de l'agriculture de ce secteur. Les conditions climatiques et écologiques favorables ne permettent pas de poser que les procès de travail pour les produits concernés exigent la coopération des agents. Il n'en serait pas de même dans d'autres régions africaines (comme par exemple la zone sahélienne). Par conséquent, il n'y a pas de déduction directe à faire. L'abstraction technique que nous effectuons a une valeur différente. Elle tente d'estimer, l'ensemble du mode de production étant présent et toute la formation sociale dans un second temps, les obligations qui ont acquis force d'objectivité. Ce qui nous apparaît comme "technique" se rapproche ainsi au maximum de la situation pratique des travailleurs.

Sous cet angle, si nous revenons à la distinction entre leur temps de production et leur temps de travail, la continuité des activités sur l'année tend à faire coïncider de fait les deux. Aucune saison kukuya n'interrompt vraiment les tâches dans ce secteur. Deux sommets d'intensité existent en septembre-octobre et en mai sur un fond de dépense régulière d'énergie humaine. Autrefois, le début de la saison sèche était marqué par un léger relâchement: il disparaît très souvent avec le développement des champs de type IV.

Par contre, temps de travail et temps de production **agricoles** - la précision importe ! - se distinguent à travers la semaine kukuya à quatre jours. L'un des jours, mpika, correspondait, correspond encore avec moins de netteté, à un arrêt des activités dans ce secteur. Avant la colonisation, un second jour comportait des interdictions partiels, comme faire du feu aux champs, par exemple.

En cherchant les fondements objectifs de la coopération ou de son absence, nous avons été conduit à privilégier les nécessités temporelles et spatiales du procès de travail. L'espace de production et le calendrier agricole sont apparus au premier plan de cette technicité présente dans l'apparent ordre immuable des choses.

L'analyse par types de champs, reprise du modèle des agriculteurs locaux, a permis d'avancer, mais rencontre ici des obstacles. Si vraiment les bases matérielles de l'espace et du temps de travail sont décisives dans leur globalité, pourquoi la distinction entre types de champs éclairerait-elle le problème ? Elle n'est qu'une modalité d'un système plus vaste que nous allons esquisser.

### La coopération objective et subjective

Ce critère n'efface pas l'intérêt de la distinction entre les formes simples et complexes, qui est beaucoup plus pour nous qu'une commodité descriptive.

Le but de cette nouvelle formulation est d'éclairer la nature de ce qui impose au travail une forme coopérative (17). En cela, la détermination principale peut être dite soit objective, soit subjective.

**La coopération est objective** si elle résulte directement des caractères communs matériels des moyens de travail. Ainsi un moulin à bras (ou une noria), qui ne peut être mu que par une force égale à trois forces individuelles de travail, appelle la réunion de trois travailleurs. De même pour un grand filet de chasse. Ce qui vaut pour l'instrument vaut aussi pour l'objet de travail. Si l'on doit semer à temps une plante, si l'on doit préserver une récolte des gros orages en la menant à bien assez vite, alors l'utilisation d'un collectif plus ou moins nombreux peut s'imposer. La refuser serait gâcher du travail déjà investi. Réunir au contraire ce groupe permet une économie de travail mort.

**La coopération est subjective** si elle ne dépend qu'indirectement des moyens de travail et provient des caractères propres à la force de travail (force musculaire, qualification, données sociales). Son résultat est de réaliser une économie de travail vivant.

Un collectif concret d'agriculteurs met en jeu souvent ces deux aspects de la coopération. L'idéal serait de parvenir dans chaque cas à cerner l'élément qui prévaut.

Il est utile de distinguer deux types de coopérations subjectives, dont l'une repose sur la répartition des tâches entre les travailleurs, l'autre sur l'action particulière des travailleurs les uns sur les autres. On peut nommer la première factuelle, la seconde intersubjective. Attardons-nous quelque peu sur ces deux catégories de travail collectif parce que leur élucidation importe dans l'analyse des activités décrites dans le secteur 1.

Dans la **coopération factuelle**, la force de travail appliquée voit croître sa puissance et sa continuité. D'autre part, la qualification des travailleurs est modifiée. Si quatre travailleurs soulèvent un tronc d'arbre intransportable par un seul d'entre eux, on ne saurait dire que la coopération est objective. Car elle provient moins de propriétés de l'objet de travail que des limites particulières à la force humaine. Mais même si un seul homme pouvait à l'extrême de ses capacités physiques effectuer l'opération, le collectif amène une économie de fait d'intensité et d'effort. "Le gain de productivité ne résulte pas seulement de la puissance physique du travailleur commun, dans l'espace et dans le temps, comparée à la somme des forces individuelles. Il ne naît pas seulement de la juxtaposition et de la succession des travaux, mais de leur division même" (Andreani 1978:15).

## L'AGRICULTURE

Ces réflexions en définissent les deux catégories de coopération factuelle, mettent en évidence la contradiction entre coopération simple et complexe (et plus profondément entre procès simple et complexe de travail). Si le gain de productivité provient d'une seule juxtaposition, alors la coopération coordonne d'une manière simple des procès simples. Par contre, si une division réelle s'introduit, alors la coopération factuelle est devenue complexe, tout en restant subjective. Elle réalise en effet une coordination des travaux qui repose sur un élément de leur division.

**La coopération intersubjective ou émulation** joue sur des ressorts assez peu connus, peut-être plus sociaux que physiques. Elle place les travailleurs dans des conditions telles que leur effort peut être moindre.

Là encore, bornons-nous à reprendre la distinction précédente à l'intérieur de cette coopération particulière. Deux pôles sont à opposer. Ou bien on en reste à la juxtaposition de forces individuelles et à leur succession ou bien est perceptible une division dont la nature est à préciser. Dans le premier cas, l'émulation est simple. Dans le second cas, elle peut être appelée complexe. Elle réalise en effet un dispositif de coordination des travaux simples par division. Celle-ci est reconnaissable soit par la présence d'un chanteur ou d'un musicien séparé, soit par la séparation chez chaque travailleur entre un applicateur de sa force de travail (combinée) et un chanteur ou un crieur.

La coopération est alors complexe, mais **subjective**. Elle n'a pas porté sur les moyens de travail, mais sur une articulation et division au sein de la force de travail appliquée.

Ces bases conceptuelles suffisent à reposer notre problème sur le caractère des coopérations dans le secteur 1 agricole.

Auparavant, pour aboutir à une meilleure base, reprenons l'étude du travail coopératif non plus par type de champs, mais **par espèces cultivées** (18). Cette dernière approche vise à superposer les deux grilles. On obtient de la sorte le tableau 6 (voir page suivante).

Que nous montre de plus cette coupe que celle pratiquée sur les types de champ ?

1) Ce relevé qualitatif fait ressortir le point d'application limité des coopérations. La coopération restreinte n'intervient que pour les arachides de septembre, le maïs d'octobre et le manioc. La coopération élargie est mise en route pour les "secondes" arachides et le tabac. Toutes les autres espèces ne donnent lieu qu'au travail individuel. De la sorte, les produits principaux de l'alimentation sont bien tous concernés - à l'exception des courges.

2) Les coopérations complexes apparaissent ponctuellement dans le travail coopératif tant restreint qu'élargi. Le type de champ ne constitue pas non plus un élément de différenciation.

3) Pris à travers ses grandes lignes de forces, le secteur est ramené à ses quatre espèces principales et à ses deux champs



# L'AGRICULTURE

Tableau 6  
FORMES DE TRAVAIL PAR TYPE DE CHAMP  
ET PAR ESPÈCES CULTIVÉES  
(tableau qualitatif)

type de champ	formes plan- de tes tra- culti- vail vées	travail individuel	coopération restreinte	coopération élargie
I	arachides (après sai- son sèche)	défrichement semis	labour et sarclage, récolte	
	épinards, p. de terre, courges, cale- basses, oi- gnons, maïs, haricots, manioc			
	arachides (après le type I)			labour, plantation, récolte
II	maïs (après arachides), p. de terre, ha- ricots, maïs de mai			
III	manioc courges, ig- names, pata- tes, oseille			
IV	tabac courges, p. de terre, ma- nioc			

prépondérants (II et IV). Alors, deux produits centraux (manioc et courges) n'amènent aucun travail collectif direct. Seuls subsistent l'arachide et le maïs.

Cependant, cette simplification risque de dissimuler une partie de la réalité. En effet, le phénomène des successions de cultures ramène à un entrecroisement de travaux **simples**, dont l'ensemble est un **procès complexe**. Un certain nombre d'opérations agricoles simultanées ou antérieures "profite" ainsi aux cultures du manioc et des courges; des coopérations qui ne les concernent pas, peuvent les atteindre de manière indirecte.

Une bonne synthèse de ces données réclame que nous y fassions jouer l'espace et le temps d'une année agricole dans la production.

Le calendrier agricole nous renseigne rapidement. La coopération restreinte du champ I prend bien place dans le maximum de travail du début de la saison des pluies. De même, le travail coopératif élargi (labours et semis de II) coïncide en partie avec ce sommet quantitatif (19). Mais pour une autre part, plus considérable, il s'en sépare nettement: la récolte du champ II se tient en février-mars, comme certains sarclages collectifs. De même, le collectif élargi intervient en janvier-février, surtout dans les champs IV. L'interférence n'a vraiment rien d'automatique puisque la discordance atteint son plus haut degré dans les deux champs principaux.

Le problème doit se déterminer différemment. La coopération peut bien sûr soulager un excès de surtravail à accomplir, mais elle peut aussi se déployer quand les urgences ne semblent pas trop pressantes. Ce n'est peut-être pas un hasard que les travaux en commun qui semblent des résidus d'une organisation démantelée (I) tendent à coïncider avec les maxima de travail annuels, alors que les champs nouveaux (IV) s'en distinguent. Cependant, la corrélation est imparfaite.

La raison d'être du travail coopératif ne peut ainsi être déduite seulement d'une charge de travail à un mois de l'année, bien que la liaison puisse exister. Au contraire, les champs nouveaux (IV), donnant lieu au très dur travail de construction des buttes, font avant tout appel aux travaux individuels.

La réponse dans le secteur 1 est à trouver dans le temps de travail annuel global. C'est dans ces limites larges qu'on peut se demander si le travail coopératif soulage les travailleurs, leur permet d'enchaîner plus aisément les phases (en particulier les successions de cultures), de s'adapter plus soupagement aux hasards climatiques et à l'environnement foncier.

La division de l'espace de production en trois zones de cultures d'une manière approximative, mais répétée dans chaque partie de Terre, détermine-t-elle un rapport entre les espèces cultivées, les zones de cultures et les formes de travail en commun ? Ce dernier est présent dans les trois zones. La répartition entre une aire de cultures exigeantes - regroupant la zone centrale

proche des habitations et la zone la plus éloignée - et une aire de cultures moins exigeantes - la zone intermédiaire - est liée à un double souci de reconstitution des sols (obtenu par la présence du bétail dans la zone proche et une meilleure jachère dans la zone la plus éloignée). Ce mouvement n'a pas l'air d'affecter directement la forme du travail coopératif. On est en droit seulement de suggérer que ce système à trois zones, relativement à des systèmes plus simples à deux zones, suppose une charge de travail plus forte, bien que sa productivité soit sans doute supérieure.

Bref, l'espace de production n'engendre pas dans le détail d'utilisation obligatoire de telles formes de coopération sur tels champs pour telles espèces si l'on s'en tient à un raisonnement sur les forces productives employées. Néanmoins, celles-ci étant données, il leur fixe des limites: 4,2 km<sup>2</sup> dont 10 % est cultivable pour nourrir 156 habitants, sachant que 52 personnes travaillent sur les champs. Ces 42 ares par cultivateur, il faudra bien les cultiver quoi qu'il arrive (20). L'analyse interne du seul secteur, la variété de ses produits, la continuité de ses activités rendent vraisemblable l'utilisation de certaines entraides, de certains collectifs de travail. Enfin, l'état de santé défectueux des habitants joint à l'abondance des tâches individuelles fragilise la marche régulière des unités isolées ou réduites. Par ailleurs, la qualification moyenne très égale des travailleurs adultes permet concrètement de se passer d'une aide au cours d'une phase ou d'une suite de phases.

Cet examen qualitatif étant achevé, reste à confronter la **quantité** annuelle du travail coopératif (grossièrement tracée par le tableau 5) avec celle du travail individuel. Les deux grandes charges de travail en commun portent sur les champs prépondérants II et IV, qui associent de la sorte les deux pôles individuel et élargi aux dépens de la coopération restreinte. Mais cette ressemblance des deux types de champs est trompeuse. Le type II, sous sa forme moderne transformée, représente un mode d'exploitation culturelle de structure ancienne: la population active en prolonge la survie pour la sienne propre. Quant au type IV, son extension s'explique en grande partie par le développement des cultures marchandes. Les buttes, bâties par une ou deux personnes, y sont devenues un moyen de parer au plus pressé. Le travail collectif y est beaucoup plus menacé et instable que dans le type précédent.

La base matérielle du secteur est ainsi traversée par une forte contradiction. On y repère les restes d'un système ancien, végétant en I et en III, obligé de se maintenir en II à tout prix (21). Les travailleurs y parviennent avec une relative cohérence "traditionnelle": il vaudrait mieux dire "à l'ancienne", en ce qu'ils font encore usage de moyens et d'organisation de cette nature. Inversement, le système nouveau de IV sur base ancienne dévie introduit des procédés d'une relative incohérence, qui risquent de désintégrer un jour l'ensemble. La force de travail y est passablement gaspillée.

Les données les plus saillantes sont à présent recueillies, même si leur affinement est sommaire, surtout du point de vue

quantitatif. Quelles sont les formes de travail coopératif qui caractérisent ce secteur ? Que nous apprennent-elles comme indices de ses rapports de production ? Ces réflexions ne vaudront qu'en faisant jouer une dialectique qui intègre le pôle contraire du travail individuel.

En cernant d'abord les formes de travail collectif, nous avons mis en évidence deux relations, l'une imposant la coopération restreinte, l'autre la coopération élargie. En postulant qu'au cours d'une année agricole, les 260 travailleurs d'une Terre de 21 km<sup>2</sup> sont recrutés dans son effectif démographique - c'aurait pu être faux, soit totalement soit partiellement -, nous obtenons le résultat suivant: ils se regroupent selon les modalités de la **petite équipe** ou de la **grande équipe** (de 2 à 4 ou bien plus de 4 personnes).

Des systèmes agricoles analogues au nôtre sont courants en Afrique noire et leur étude a fait surgir depuis longtemps la connaissance de cette distinction. En particulier, on a proposé de différencier ces deux formes en "équipe" et en "communauté" (22). Pour l'instant, je ne considère que le nombre des participants: j'ai préféré réserver communauté, que j'utilise dans un autre sens plus vaste. Par ailleurs, le même mot kukuya de bula désigne dans le secteur 1 agricole les deux associations de travail (23).

Comment ces modes de coopération vont-ils être les indices des rapports de production ? La relation entre travailleurs et outils (principale) (24) met ici au premier plan l'énergie corporelle humaine d'une manière très générale. Les conditions particulières à la région (long acquis de traditions techniques) ont abouti à une qualification remarquable des travailleurs sur un faible niveau technologique. L'essentiel dans les forces productives du secteur 1 va par conséquent consister en une **concentration d'énergie musculaire qualifiée**.

Cette expression peut apparaître comme peu évidente. Les agriculteurs kukuya du secteur disposent d'un ensemble de moyens techniques, de pratiques culturelles, d'habitudes collectives dans l'utilisation de leurs outils, qui peut être classé à l'intérieur des moyens de travail au sens classique du terme. L'appropriation de ces moyens constitue leur qualification au sens encore courant. Mais parallèlement, ils en mettent en action une autre qui porte sur leur force corporelle. Cette caractéristique de leur travail sur les champs renvoie à une intensité, dont on ne saurait jamais dire combien son estimation, sa sensation ne proviennent que d'eux-mêmes. De quoi parlent-ils le soir dans les maisons ou à quoi pensent-ils ? Mais si l'on cherche une évaluation objective de cette intensité, il faut bien essayer de la construire à partir de cette sensation en la prolongeant, c'est-à-dire en définissant sa qualité et - idéalement - en essayant de la mesurer. Cette qualification se décompose en **force instantanée, habileté corporelle, endurance**. C'est l'art de mouvoir son corps et de l'adapter au travail de son voisin, à l'environnement particulier et à l'outil. Rester debout toute une matinée en plein soleil, récupérer de sa fatigue, savoir comment une femme peut cultiver courbée des heures avec un enfant dans le dos, faire son champ après un accès de paludisme ne sont pas à la portée du premier venu. En cas de cataclysme ou de guerre atomique, je me disais souvent sur place

que j'aimerais mieux tenter de survivre le cas échéant avec des gens de ce modèle qu'avec un expert agricole de la FAO !

Les études répandues dans la littérature du "développement" sont assez surprenantes: analyse d'un niveau technique réduit, obstacles pour le surmonter, vision d'une force de travail "primitive" ou quasi-aveugle, qualification presque nulle. Si c'était vrai, les gens seraient morts (25).

### Le recrutement des travailleurs

#### Principe d'endo-recrutement

Extrayons d'un constat empirique sur la Terre Enku un second postulat identique au précédent, mais s'appliquant à une échelle plus réduite: à l'intérieur de chacune de ces cinq **parties de Terre**, durant une année agricole, les travailleurs sont recrutés dans l'effectif démographique de ses habitants. Le premier postulat portait sur une Terre. Les deux ont en commun d'explicitier un **endo-recrutement** des travailleurs dans un espace donné à partir d'une population donnée de résidents.

On obtient ainsi en moyenne une partie de Terre, un terroir jachère-culture, 156 habitants sur 4,2 km<sup>2</sup> et 40 travailleurs. Cet élément concret est l'espace de production annuel (travail et rotation) du secteur 1, sa limite supérieure. On comprendra par là qu'à côté commence un autre espace du même genre.

Cherchons, en nous fondant sur les formes de travail apparues, la limite inférieure de l'espace de production du secteur. Les 40 travailleurs d'une partie seront distribués en autant de **seuils de travail**. Leur regroupement n'excède jamais 12 personnes en moyenne. L'"enveloppe" de ces seuils ou leur "lieu géométrique" - pour employer deux images - est un ensemble de travail usant de force individuelle, de force restreinte (2 à 4), de force élargie (5 à 12).

Si le principe de l'endo-recrutement des travailleurs se prolongeait sans faille jusqu'en bas, ces groupes construits pourraient être assimilés aux unités de travail réelles. C'était en gros le cas de la Terre et de la partie de Terre.

Mais le principe n'est plus tout uniment valable à l'échelon des seuils de travail que nous inventorions. Pourquoi ? Au cours d'une année agricole, le mode de recrutement des unités de travail ne repose pas sur une affectation permanente des quarante membres actifs de la population à plusieurs ensembles de travaux fixes.

Sur ce point, je ne m'appuierai pas sur un inventaire exhaustif des postes de travail pendant un an, affectés à partir de la population de 156 personnes. Je ne pourrai proposer qu'une approximation, comportant une large marge d'erreur, en faisant appel à mon expérience directe. De la sorte, la validité quantitative est faible, mais la pertinence qualitative suffisante. Je dirai

que sur un ensemble moyen de travail annuel du secteur, les trois quarts des membres sont toujours les mêmes (et ainsi le principe de l'endo-recrutement est extensible au moins sur le plan démographique), tandis qu'un quart des membres font l'objet de permutations.

Ces permutations concernent peu les travaux individuels. Les substitutions de travailleurs ne portent que sur les travaux coopératifs.

Comment passer du modèle de l'ensemble technique aux unités de travail concrètes ? En ajoutant une composante essentielle qui est leur **hiérarchie**, le rang respectif des diverses formes de travail. Je peux évaluer à 60 % environ la masse de travail individuel relativement au travail collectif (énergie et temps de travail). Cette simulation quantitative visera à saisir la tendance. Une coefficient de pondération rectifiera la proportion des membres constants et variables dans l'ensemble technique. On aboutit de la sorte à la formulation suivante:

**Les quatre cinquièmes de l'ensemble de travail sont constants contre un cinquième seulement de variables (26).**

Cette proposition nous ramène à l'endo-recrutement des travailleurs pour une très grande majorité des procès de travail. Mais il faut marquer les limites de l'affirmation. Ce recrutement a lieu à 80 % dans **un même effectif annuel invariant**.

### Espace imaginaire

Cette restriction du domaine à construire fait jaillir une difficulté. Nous avons continué à user de la même méthode, efficace pour la Terre, puis la partie de Terre, et voilà que nous ne rencontrons ni territoire défini ni population précise.

Je sais bien, pour l'avoir vu de mes yeux, que les champs des travailleurs sont éparpillés aux quatre coins de la partie de Terre, remplissant toute la partie éclatée et fragmentée du terroir. Dans ces conditions, pour obtenir les éléments permettant de raisonner sur un endo-recrutement des actifs qui demeure patent (quoique plus faible), je vais être obligé de faire appel à un territoire imaginaire qui aurait également un effectif imaginaire d'habitants, la seule contrainte logique étant que sur ces bases on puisse engendrer l'ensemble technique découvert.

Ce territoire devrait recevoir une population qui vérifie la proportion de la Terre et de la partie de Terre, soit:

$$\frac{156 \text{ habitants}}{40 \text{ travailleurs}} = \frac{\text{population X}}{12 \text{ travailleurs}}$$

On parvient à une population X de 47 habitants qui aurait besoin de 1 km<sup>2</sup>. Telle est la base imaginaire de la population, qui correspond à un ensemble de travail et son territoire imaginaire.

On voit qu'une partie de Terre comprend en moyenne près de quatre ensembles techniques d'une douzaine de travailleurs. Cha-

cun de ces ensembles s'applique à une population inactive (dans le secteur 1) quatre fois supérieure.

Ces hypothèses permettent de dire que le principe d'endo-recrutement vaut toujours à l'échelon minimal: celui des unités de travail. Mais la loi n'y est plus aussi absolue. Tel est le raisonnement qu'on peut mener à partir des forces productives. Mais quels sont les **groupes réels** qui fournissent une consistance à la position de ces données imaginaires ?

## Espace réel

À l'échelon supérieure, la **Terre**, que trouvons-nous réellement sous le principe d'endo-recrutement des actifs ? Un seuil de répartition des travailleurs à partir de la population résidente, mais sur des espaces de production séparés (les parties). Cette adjonction est essentielle car le principe n'est valable que parce qu'il est déjà d'une manière exclusive dans des unités inférieures. Ainsi, la Terre est peut-être une unité significative en ce qui concerne l'habitation des gens, mais nullement leurs espaces de production. En ce sens-là, elle n'endo-recrute des actifs que parce qu'elle totalise des subdivisions étanches, vrais espaces de production. C'est une conséquence "a fortiori", si l'on préfère, de l'application de la loi dans ses sous-ensembles. Par contre, la **partie de Terre** comprend un véritable espace de production-rotation. Tout travailleur y a ses champs. On voit la différence capitale avec l'unité précédente, où 200 travailleurs pris sur 780 habitants convenaient au problème sur 21 km<sup>2</sup>. Ici, la réalité nous met en présence de 40 travailleurs pris sur 156 habitants dans 4,2 km<sup>2</sup>. Mais leurs parcelles de cultures sont enfermées dans un terroir commun avec une marge de variation à la règle. Cependant, il faut ajouter une précision à la loi: les travailleurs sont bien endo-recrutés, mais par ensembles de travail séparés, constants à 80 %. Une telle partie comporte un peu moins de quatre ensembles de ce genre.

Enfin, à l'échelon le plus bas, celui de **l'ensemble technique**, que se passe-t-il ? Un effectif de 12 travailleurs pris sur une population quadruple dans 1 km<sup>2</sup> remplit les conditions du problème, mais lequel ? Pourquoi avons-nous dû construire une population imaginaire de 47 habitants avec sa terre de même nature ? Il nous semble que les formes de travail nous en donnent la réponse. Imaginons un ensemble de 12 travailleurs. Disons qu'à 80 % ils s'endo-recrutent pour former des unités de travail sous leurs trois modalités possibles, y compris le travail individuel. Cette assise numérique suffit à former encore la moitié des permutations possibles. Admettons que pour l'autre moitié des substitutions sont opérées en faisant appel à l'ensemble voisin. Par ces approximations successives, nous nous sommes rapproché des groupes de travail réels, à conditions d'ajouter encore qu'ils sont majoritairement endo-recrutés en **unités de travail individuelles séparées**. Et là, l'endo-recrutement redevient total.

On peut parvenir à expliquer le caractère imaginaire du territoire de 1 km<sup>2</sup> correspondant à l'ensemble technique: au sens strict, ces travailleurs n'ont pas de terre continue au niveau où

ils cultivent puisque leurs champs sont distribués à celui de la partie, plus vaste. Mais la séparation très réelle des ensembles de travail est bien présente. Cette contradiction - ou distorsion - va trouver sa solution imaginaire dans une Terre qui correspondrait à l'ensemble technique.

D'autre part, nous avons vu que chaque ensemble était recruté séparément pour sa plus grande part. Pourrait-il l'être dans un fonds d'habitants indistinct, regroupé dans une partie ? Cela ôterait toute signification à l'endo-recrutement majoritaire de chaque ensemble du point de vue démographique. Mais si ce recrutement séparé s'effectue sur une population elle-même séparée, alors je donne un sens concret à la population imaginaire.

Tel nous semble être l'élément à tester. Présentement, nous avons commencé à édifier un principe formel d'endo-recrutement des actifs à divers niveaux. Puis, nous avons donné des contenus divers selon les niveaux à ce principe invariant ou majoritairement constant: habitation, production-rotation, travail.

Dans cette structuration globale du secteur, on peut lire à découvert **la séparation des unités dans les forces productives et tout particulièrement celle des unités de travail**: autant d'ensembles techniques disjoints, en moyenne formées de 12 personnes.

Selon des modalités semblables, on peut poser un endo-recrutement des inactifs sur une durée d'un an. Sans nous interroger sur la nature de leur inactivité (il nous suffit de savoir qu'elle existe), nous pouvons continuer à repérer des seuils pertinents. Les inactifs d'une Terre sont bien endo-recrutés, mais en unités séparées: la partie. Ceux d'une partie le sont bien, mais en sous-unités séparées: les populations des ensembles techniques, etc.

On est amené à développer la formulation initiale proposée pour caractériser la "finalité" du secteur 1. L'expression "produits à usage immédiat" implique que la plus grande part de ces derniers est produite pour la population de ces territoires délimités. Cela signifiera qu'annuellement ces produits leur seront "destinés". J'entends par là non une propriété naturelle de ces denrées relativement à d'autres, mais un parcours concret de leur extraction dans ces frontières pour y être conservés ou détruits (mangés, brûlés, semés...). De la sorte se précise les traits d'une **endo-production** affectée à une population donnée, composée d'actifs et d'inactifs du secteur. A cet égard, les forces productives pourraient être dites endo-centrées. Ce qui est en cause n'est pas leur "niveau" - on le suppose acquis -, mais leur mode de développement dans l'espace et le temps.

L'élément de base se trouve ici en bas de l'échelle. On a vu que les produits, quelles que soient les formes de travail, étaient appropriés par un seul travailleur. C'est donc à ce niveau-là déjà que cette relation d'endo-production entre un actif et trois inactifs est à percevoir sur une surface donnée. La base du contrôle social ne pourra éviter de passer ailleurs que par ce point fondamental.



Si l'on gagne un niveau plus élevé (comme les formes collectives de l'ensemble de travail), la permutation des effectifs n'atteindra en rien l'endo-économie des unités de travail concernées.

Se dégage ainsi une articulation de deux fonctions: l'endo-recrutement des actifs (et des inactifs) et l'endo-production des unités de travail dans des territoires donnés. **L'unité centrale est alors individuelle, quelle que soit la forme du travail.** Cela implique que tout le travail apporté pour aboutir au produit est venu se concentrer dans cette appropriation individuelle d'un travailleur, au moins aujourd'hui. Ce fait si banal, que j'ai pu observer sur tant de champs, d'où provient-il ? Sans vouloir généraliser la proposition, peut-être peut-on avancer que dans l'histoire kukuya une contradiction a pris place entre l'appropriation individuelle du cultivateur sur sa parcelle et les apports d'un travail collectif, qui reste placé sous le signe des échanges de travail entre travailleurs. Le caractère limité et bloqué des forces productives n'aurait pas permis de la dépasser ou de la transformer.

Tirons les conséquences de ces résultats aux divers échelons de la hiérarchie économique dans ce développement spatial des unités. La Terre n'est pas un espace d'endo-production réel: elle en juxtapose plusieurs qui peuvent être ainsi qualifiés, les parties. Mais celles-ci n'apparaissent telles que globalement. Elles sont composées en fait de plusieurs ensembles techniques, qui produisent bien pour "leur" population en usant de formes de travail différentes. Mais si ce travail reste à l'intérieur de chaque ensemble, c'est parce que chaque travailleur individuel d'un champ en garde le produit final (affecté outre lui-même à trois personnes inactives). L'endo-production et l'endo-travail se réalisent bien à travers toute cette gamme, mais pour aboutir à cette forme d'appropriation individuelle des produits, qui est la véritable molécule de cet ensemble. C'est comme si finalement tout était venu converger vers ce mode d'appropriation unique.

### Retour à la coopération

L'esquisse des **modes de coopération** répond-elle à notre attente ? Se sont dessinées les bases de deux recrutements des agriculteurs. Le travail individuel associé à la coopération restreinte de la petite équipe va dans le sens d'un **effectif réduit et permanent**. L'application du principe d'endo-recrutement donnera probablement lieu à un recrutement correspondant à des unités minimales de résidence. Il suffirait d'un groupe local comprenant quatre ou cinq actifs du secteur décrit (oscillant donc autour d'une population quadruple pour conserver cette simulation moyenne qui fixe les idées). Il importe assez peu que toutes ces personnes habitent ensemble ou soient situées dans des hameaux proches. Ce noyau actif est apte à réaliser les tâches d'entretien régulières, la plupart des sarclages et des récoltes au fur et à mesure de l'année. A la constance de l'effectif répond la régularité des activités.

La coopération élargie de la grande équipe fait appel à un

**effectif vaste et plus momentané.** Grande récolte, semis étendus, labours initiaux. A son déploiement spatial plus ample fait pendant sa concentration dans le temps. L'urgence porte sur la nécessité de préserver une récolte ou de ne pas retarder trop un cycle de culture simple ou complexe. Dans ce dernier cas, on a souvent affaire aux travaux les plus contraignants, ceux que le travail individuel rendrait plus longs et plus pénibles. Le recrutement de ce second type d'effectif réclame une assise résidentielle plus fournie, allant jusqu'à la douzaine d'actifs. Autre endo-recrutement (et endo-production) exigeant des rapports différents, qui semblent entrer en opposition avec l'appropriation finale du produit sur un champ par un seul travailleur.

Deux correctifs s'imposent à cette vision globale. D'abord, il n'existe pas vraiment de travail individuel prolongé, tant du point de vue objectif que subjectif. Au cours d'une journée, deux travailleurs sur un champ, venus pour y cultiver séparément, s'aident de multiples manières: aide réelle (panier chargé à deux, fardeaux à soulever, outils à réparer, assistance en cas de maladie ou d'accident), information (sur le temps qu'il fait, l'heure, la fatigue, l'expérience), le soutien mutuel (insertion dans des temps et des espaces parallèles, encouragements).

En second lieu, le travail coopératif prend la forme d'un résidu d'un système complexe démantelé, dont ne subsistent plus que deux grands pans. La petite équipe est le reste d'une coopération restreinte beaucoup plus régulière et fournie: c'est la chute principale du mode d'exploitation ancien dans l'agriculture. La grande équipe, malgré son maintien épisodique dans les champs de type IV, n'est qu'un vestige difficile à maintenir d'une organisation qui en faisait sans doute un bien plus large usage dans les champs II et même III. La charnière des champs d'arachides et de leur succession de cultures représente une dernière poutre qui tient encore, mais que les travailleurs conservent parce que sans elle tout le cycle serait gravement perturbé.

Cette décadence engendre de nouveaux problèmes de contrôle sur ces travailleurs. L'objet du pouvoir économique n'est plus maintenant de s'emparer d'un ensemble organique de formes de travail, mais de dominer des unités techniques de plus en plus individualisées. Un fossé sépare le premier ensemble réduit et permanent du second vaste et momentané. Les rapports de production régissant le secteur ne peuvent que rencontrer cette configuration disloquée et écartelée.

**La coopération du secteur I est-elle objective ?** Correspond-elle à des nécessités émanées des moyens de travail ou de l'objet de travail ? Les instruments agricoles, n'appellent aucune obligation ni commodité d'agir en commun sur des champs. De l'objet de travail, nous nous sentons tenu de répondre avec prudence, car nous pouvons sous-estimer de l'extérieur les résistances de la nature. Disons pourtant qu'étant donné la qualification corporelle des travailleurs, le caractère de l'environnement (la savane) et la proportion existant entre actifs et inactifs (évidemment en rapport avec l'abondance des produits à fournir dans cette branche), nous découvrons peu d'éléments objectifs, internes au secteur I, allant dans le sens d'une coopération obligée. Les

seuls qui paraissent se définir nettement ainsi sont les équipes élargies (ou restreintes) mises en oeuvre pour les récoltes faites d'un seul coup, comme c'est le cas pour les arachides. Les labours n'exigent pas une énorme somme de travail comme parfois dans d'autres zones d'Afrique centrale pour les défrichements. Les divers sarclages sont intenses, fatiguants, mais relativement répartis dans le temps. Par contre, la préservation d'une récolte d'arachides provoque la contrainte d'un temps urgent. C'est alors le climat, ses variations, ses phases - labourer ou sarcler ou faire des buttes avec tel ou tel état de consistance des sols - qui intervient dans les récoltes, mais aussi à d'autres moments des cycles culturels.

Si la coopération est rarement objective, elle est principalement subjective (27). Ses propriétés sont à rechercher dans celles de la force de travail. Ce que j'entendais par "qualification corporelle" coïncide absolument avec cette définition. Le développement des qualités propres aux travailleurs s'est fait dans ce sens (il peut être inexistant ou devenir très faible dans des circonstances critiques, dûes aux dominations historiques ou aux impasses modernes). Dans la plupart des grandes villes du tiers monde végète une population inactive par force et conduite ainsi parfois - mais pas toujours (28) - à une extraordinaire déqualification. Tout ceci est vaguement couvert en général des termes de "clochardisation" ou de "déculturation". Les experts capitalistes se lamentent alors sur l'arriération d'une population qu'il urge d'aider, de Brazzaville à Accra en passant par Abidjan ou Ouagadougou. Cela signifie que ces gens disposent encore - malgré 60 ans de colonisation et la suite - d'un acquis technique suffisant pour vivre, compensant par leur corps et leur tête la faiblesse de leur technologie, les trous de l'émigration et l'incohérence des plans marchands qui s'abattent sur eux "en échange" de l'impôt annuel. Malheureusement, nous le verrons, le mouvement de déqualification a atteint sur place des catégories importantes de la population.

Cette parenthèse n'en est une qu'en apparence. Rien ne saurait introduire mieux au caractère positif de la qualification présente. En nous rappelant les pratiques agricoles évoquées lors de l'inventaire des types de champs, que dirons-nous en bref ? Que la coopération factuelle domine un certain nombre de travaux en commun, ceux surtout où apparaît une division des tâches. Semer et labourer simultanément, biner des parcelles pendant que l'usufruitier édifie des buttes écobuées ou non, récolter encore parallèlement à d'autres travailleurs menant une activité différente. Ces divisions des tâches peuvent durer toute une phase ou être sporadiques. On observe dans tous ces cas des économies de parcours, des efforts supprimés, des continuités établies dans un procès qui ne les comportaient pas, parfois des gains de superficie cultivable. Une semblable complexité du travail collectif se renouvelle chaque année sans apporter d'amélioration cumulative à la productivité, mais elle permet au moins d'atteindre le seuil existant. On se souvient que cette coopération factuelle se rencontrait tant dans la forme restreinte que dans la forme élargie.

La coopération émulative, où l'on joue sur les ressorts psychologiques et sociaux du travail en commun, est sûrement présente dans la petite équipe comme dans la grande. Cependant, si l'on

cherche un élément qualitatif différent dans la coopération élargie, les grandes équipes actuelles du secteur indiquent peu de rupture dans l'intensité émulative. J'entends par là des composantes très marquées faisant ressortir un rythme plus rapide, l'emploi de chants d'accompagnement et de cadences spécifiques. A l'intérieur du calendrier du secteur, la charge de travail régulière est telle qu'elle n'engage pas à ce type de manifestations. Il est vrai que les transformations historiques nous sont devenues visibles: de ces restes de formes de travail à l'ancienne, on ne peut pas tirer grand-chose sur la fin du 19<sup>e</sup> siècle. En se fiant seulement à ce qu'on a vu, on conclura au maintien compromis des deux types de coopérations subjectives à peu près à égalité.

La coopération s'impose aujourd'hui encore. Elle apporte un gain substantiel par une meilleure répartition des tâches, une division élémentaire du travail. Sans parler d'avantages patents comme le transport en commun des récoltes, dans une agriculture de ce genre, ici comme ailleurs, la différence moyenne (29) avec le travail individuel pourrait bien être de l'ordre du cinquième. La période du travail indispensable pour obtenir un produit est raccourcie, si bien que l'ensemble du calendrier agricole acquiert une densité et une rapidité plus fortes dans la production des denrées.

Dans ces conditions, pourquoi le travail en commun a-t-il ce statut contradictoire de se trouver à la fois puissant et précaire ? On ne répondra à la question que par morceaux successifs. Le niveau des forces productives et leur développement spatio-temporel ne suggèrent qu'un faible caractère objectif et un avantage subjectif évident.

C'est sans doute par la nature du travail à l'intérieur du secteur qu'on peut s'orienter. Sa qualification est venue au premier plan dans ses limites technologiques. Mais celle-ci n'entraîne pas de spécialisation constante ou même fréquente, tout au contraire. La plupart des activités ne le sont pas. La polyvalence du savoir et des pratiques s'est opérée sur fond de similitude, ce qui permet le travail individuel largement répandu tout aussi bien que les permutations dans les travaux communs. Ce trait est en un sens un atout puisque la souplesse des équipes techniques est grande et que des substitutions pallient les carences (maladies, fatigues, accidents) de la force de travail à travers toutes ses formes.

Mais il convient de délimiter les bornes de la complexité d'un tel travail. Elle ne renferme qu'un degré réduit de différenciation. Les activités qui entrent dans une division sont structurellement voisines et ponctuelles dans l'espace et dans le temps. La complexité existe de bien des manières. Il me semble qu'on a trop peu souvent insisté sur le fait que **même dans une succession simple de cultures** (un seul produit du début jusqu'à la fin), **la somme des travaux forme un total complexe**. Cette complexité est assumée souvent par un travailleur individuel, ce qui lui interdit d'en ignorer une phase quelconque. Mais on trouve encore une autre strate de complexité dans certaines successions de cultures. La programmation d'ensemble peut alors se faire dans une large mesure mois par mois dans un moule commun d'expérience.

## L'AGRICULTURE

L'éventail des qualifications est très égal, mais celui des spécialisations aussi. Le travail individuel l'emporte. Néanmoins, les coopérations restent fondamentales et sont régies par un système d'échanges à tendance encore égale. Si les rapports sociaux imposent une hiérarchie dans la direction des travaux collectifs, cette dernière ne peut guère s'appuyer techniquement que sur l'urgence d'une récolte ou d'un labour-semis ou sur la nature subjective du travail commun. En ce dernier cas, il est possible que la forme de la grande équipe fasse ressortir une différence qualitative.

### LE SECTEUR 2 D'ÉCHANGE

Le produit primordial était autrefois le raphia tiré du palmier-raphia, dont on extrayait aussi le vin. Les quelques plantations encore visibles ne donnent qu'une faible idée de l'ampleur de cette production dans l'ancien temps. Celle-ci se déroulait sur les bosquets par opposition au secteur précédent, localisé en savane.

Dans la répartition du paysage entre les deux zones, les bosquets occupent en moyenne 10 % de la surface du plateau avec de fortes variations par Terre. La plupart d'entre eux sont d'origine anthropique et représentent la croissance de la ceinture d'arbres entourant un hameau abandonné. Quand l'origine est oubliée, on parle de forêts "naturelles" (de Nzami, l'Etre suprême). D'autres expressions désignent les stades successifs de vieillesse, en parlant du hameau qu'on vient de quitter.

A présent, le raphia, presque complètement délaissé, ne donne lieu qu'à une mince extraction. Sur des bosquets semblables se sont installées d'autres cultures: en 1947, le tabac moderne avec plusieurs variétés apportées par le SEITA, et vers 1960 le café, dont le développement est maintenant arrêté en raison de sa mauvaise commercialisation en 1963-64. Le gouvernement congolais acheta en 1967 la dernière récolte, puis cessa d'encourager cette activité.

Le tabac resta donc la principale denrée du secteur, à laquelle il faut ajouter les haricots (et quelques pommes de terre). La finalité des produits énumérés comportait à chaque fois un élément commun. Le raphia était destiné à alimenter le tissage, qui servait au 19e siècle à vêtir tous les habitants. Cependant, la plus grande partie de la récolte transformée en pagnes allait à l'échange ou du moins à la non-consommation immédiate. Quant au tabac, à l'éphémère café et aux haricots, tous étaient cultivés depuis leur introduction dans le pays pour être vendus.

Que nous apprend la confrontation des deux secteurs de la branche agricole ? Ils sont localisés dans deux types différents de paysage géographiques, ce qui contribue à leur cohérence interne. Leurs cultures se trouvent toujours à des emplacements séparés. Deux structures de production distinctes impliquent des espaces différents, s'inscrivant sur la division **forêt-savane** de l'espace géographique.

Le secteur 2 s'est formé tout autrement que le premier. Les modifications coloniales l'ont affecté d'une manière qui n'a rien de comparable. Le premier, assez peu altéré dans son allure, reçut une surcharge de travail avec les cultures commercialisables. Au contraire, les cultures du second changèrent d'identité. On assista à une véritable substitution, qui a entraîné une nouvelle distribution des tâches.

Le secteur précédent avait la particularité de renfermer des champs tracés selon deux directions constantes. Le secteur 2 n'est nullement agencé de la sorte: **les champs y sont orientés de façon désordonnée**. L'absence du souci méticuleux dans l'alignement des parcelles est sans doute à relier au caractère récent des champs. En ce domaine nouveau, on ne s'est fondé sur aucune règle ancienne.

Cette énorme coupure dans le temps entre activités traditionnelles et modernes sur les bosquets conduit à distinguer deux classes de procès de travail, trop variés pour être unifiés dans une seule rubrique.

### Les plantations de bosquet de l'ère précoloniale: 19e siècle

La plantation de palmier-raphia s'appelait ngwunu (Guillot 1973:71-76): ce serait aussi le nom du champ de la période coloniale sur les mêmes bosquets ou sur de nouveaux. Le système économique est en effet créateur (et destructeur, surtout aujourd'hui) de bosquets. Les arbres actuels sont plantés seuls ou mêlés à des palmiers "elaeis", donnant eux-aussi de l'huile, mais en plus grande quantité que les palmiers-raphia: en moyenne cinq à six litres par an.

Les palmiers-raphia exigent de nombreux soins durant les trois premières années. Après quoi, on peut espérer que la plantation durera sept à huit ans avant de se perdre dans le fouillis des autres espèces végétales. Les traces qui survivent de cette activité font penser à des parcelles étendues: plusieurs dizaines de mètres de long parfois.

Le travail requis comprenait trois phases (ibid.:73):

- 1) la plantation avec déforestation et probablement défrichage;
- 2) le désherbage, activité la plus continue et la plus longue. Aux dires des anciens, elle réclamait beaucoup de temps. On y usait de la machette;
- 3) la récolte consistait à prendre les fibres sur les feuilles et à les mettre à sécher.

La suite des opérations s'articule avec un travail directement préparatoire au tissage.

Ces tâches menées autrefois dans tous les hameaux ne sont plus faites que par des tisserands semi-spécialisés, dont la rareté fait apparaître le travail actuel comme une affaire de spécialistes. Dans leurs gestes, rien n'a changé, sinon que leur plantation se situe plus volontiers dans la ceinture d'arbres des lieux d'habitation, rapprochant au maximum ainsi la source du tissage.

Durant ces phases, le travail s'accomplissait la plupart du temps individuellement et dans certaines occasions intervenait une coopération restreinte, prenant la forme d'une assistance avec le même type d'opérations.

Les collectes de vin de palme semblent également s'être passées à partir de tous les hameaux. Médiocres techniciens ici, les Kukuya sont loin de posséder l'habileté des Kongo, par exemple. Ils grimpent peu au palmier, mais l'abattent. Le vin est recueilli par un trou creusé à la base. Cette occupation a tendu à se spécialiser en même temps qu'elle s'est réduite. La demande de vin de palme reste forte, malgré le vin français et la bière des marchés.

### **Les champs de tabac et de haricots modernes**

La continuité du nom ngwunu donné à la parcelle se justifie par sa position sur les bosquets, mais très peu par le type de travail investi sur elle. Le tabac traditionnel était connu depuis longtemps, mais dans les champs IV du premier secteur. C'est depuis 1948 que sont venus les champs modernes de bosquets, créés déjà auparavant pour les haricots.

En 1967, les superficies cultivées dans le secteur 2 couvrent 17 % de toute la surface mise en culture dans la Terre Enku (ibid.:74), chiffre un peu plus élevé que celle du seul champ IV dans le secteur précédent (mabvuma). On verra pourquoi nous les associons dès à présent. Le tabac moderne, dont les variétés ont changé avec des fortunes diverses, domine nettement les cultures de haricots, près du simple au double en regardant les surfaces cultivées (ibid.:107).

Sur ces champs, les procès de travail peuvent être divisés en quatre: la préparation, la plantation, la récolte et les opérations de tri et séchage, conditionnant la fourniture d'un bien commercialisable pour le tabac.

1) **La préparation du champ** se décompose en réalité en deux procès simples, dont le premier est le **défrichement**. Il a lieu pendant la saison sèche. Le choix d'un terrain est une affaire individuelle. Ce trait tient non seulement à la forme de l'unité de travail, mais à l'attribution d'un bosquet à une ou plusieurs unités selon des modalités ne relevant pas du niveau technique. L'aire de production sera beaucoup plus cloisonnée et morcelée en éléments distincts que celle de l'autre secteur agricole.

Ce procès de travail est souvent individuel, mais plus souvent encore y est engagée une unité collective. Celle-ci se fonde sur la coopération restreinte allant parfois jusqu'à cinq personnes dans la phase dure des activités. Mais le caractère de cette coopération n'est pas systématique. En outre, aucun élément de division des tâches ne ressort comme dans le collectif du secteur 1. On se réunit pour une période brève. Ces données s'éclaireront en décrivant les procédés utilisés.

On travaille à la hache ou à la machette, non plus avec des hoes. Les arbres sont abattus, les herbes coupées. Tout sera brûlé quelques jours plus tard. Autour sont édifiées quelques buttes écobuées qui recevront les pépinières. La seule partie vraiment pénible est la première, mais tout le débroussage est assez bref. B. Guillot cite des chiffres significatifs (ibid.:73): 3,5 km<sup>2</sup> ont été défrichés en 60 heures dans la Terre Enku ou encore 60 m<sup>2</sup> à l'heure dans un autre endroit du même territoire. A coup sûr, un seul travailleur peut réaliser cette tâche puisque l'un d'eux a débroussé en une saison 4 000 m<sup>2</sup>. Abstraction faite d'autres causalités, la nécessité d'une coopération n'est pas aussi claire que dans le secteur 1. Cette donnée demeure présente dans les défrichements où le travail collectif représente un gain de temps, mais non une obligation qui s'impose pour soutenir un rythme.

Un second procès simple concerne **la mise en pépinière et le labour**. La première n'existe que pour le tabac (30). Des buttes sont construites près des habitations ou dans le champ. La tendance naturelle est à la parcelle individuelle avec une ou deux buttes. Sous l'impulsion du SEITA des tabacs, un rassemblement a été entrepris, non sans résistance initiale. Cette indication précieuse montre la forme dominante de l'unité de production, qui au début devait se calquer sur l'ancienne.

Avec le **labour** commence en fait un second procès simple à la fois pour les cultures de tabac et de haricots. Les tâches sont ici réparties: une personne coupe de son côté les herbes repoussées à la machette et les enfouit dans les intervalles entre les buttes. Puis vient le labour pratiqué à la houe. L'opération consiste en une translation des billons, démolis et reconstruits avec enfouissement des herbes. Ce procès occupe un ou deux individus après le début de la saison des pluies pour les haricots, plus tard pour le tabac. S'il y a coopération, elle est toujours restreinte.

2) **La plantation du champ** s'effectue aussitôt après. On y sème les haricots et on les munit de tuteurs pris dans les bosquets, ce qui réclame des portages assez astreignants. Fin novembre le tabac est planté, phase qui se prolonge parfois jusqu'en février. Nous chercherons les raisons de ce retard. Tous ces procès sont individuels.

3) **Le sarclage et la récolte** renvoient à deux procès simples. Aucun sarclage n'est utile pour les haricots, seul le tabac est concerné. Les buttes sont refaites à la houe pour réparer les dégâts occasionnés par les pluies. les haricots sont récoltés en janvier, le tabac en mars. La première récolte est brève, la seconde dure un mois et demi: tous les jours on cueillera des feuilles de tabac pour les porter dans les hameaux au séchage.

Au cours de cette phase, on note, comme dans le labour, l'opposition entre les travaux exécutés à la machette (ou la hache) et d'autres à la houe.

4) Après la difficile activité de récolte, alourdie par le mode de transport (portage et très rarement vélo), aggravée par l'éloignement relatif de certains champs - bien moindre pourtant que dans le secteur 1 - **le séchage et le tri du tabac** sont des opéra-



tions sans grand problème. Seule contrainte: le respect des délais, les marchés de tabac étant à date fixe. Les haricots sont très vite triés et séchés.

Le tabac, lui, sèche dans chaque hameau où s'achèvent les opérations suivant les cultures. Les feuilles sont soutenues par une tige de bois et placées soit sous un hangar construit à cette fin, soit sous l'auvent des toits. Dès que le séchage est fini, on trie en procédant par qualités et en groupant par ensemble de feuilles. Les marchés se tiennent en avril-mai.

Tous ces procès supposent un nouvel acquis de connaissances techniques, assimilé par les travailleurs grâce à des moniteurs du SEITA depuis 1948. Le tri est souvent collectif (deux ou trois personnes). Un second cycle de culture est apparu, à faible rendement; les raisons en sont les mêmes que celles du retard enregistré pour la plantation. Elles seront évoquées plus tard.

### Le pseudo-système de jachère

A peine peut-on parler de système, tant les variations sont sensibles et le caractère de l'ensemble irrégulier. Un quart (24 %) des surfaces cultivables est mis en valeur par an. On aurait donc un temps théorique de jachère de trois ans pour un an de culture (ibid.:74). Mais certains bosquets, dont les sols sont moins bons, ne sont utilisés qu'un an sur treize. D'autre part, les cycles agraires diffèrent beaucoup suivant les endroits. Dans la Terre Enku, certaines parties ont des temps de jachères raisonnables car les habitants assez nombreux sont limités en superficie exploitable (Djambala, Kingambimi). D'autres parties (Angama, Enkunuma) dissipent les possibilités du sol: la culture y est conduite jusqu'à son épuisement presque complet, sept ou huit années de suite parfois.

Le problème posé est critique, car certains bosquets sont entièrement corrodés par la répétition des défrichements et cultures. Si d'aventure de pareilles pratiques avaient été employées dans le secteur 1 avec son calendrier continu et dense, son maintien aurait été très compromis. La nature récente des cultures commercialisables du secteur 2 actuel et sa finalité d'échange à court terme sont à la source de cette physionomie moins rationnelle de la jachère. Ce pseudo-système répond à une nécessité minimale d'organisation, mais ne s'impose pas comme norme unificatrice. On rejoint par là le cloisonnement qui s'oppose à la mise en oeuvre d'un système commun.

Ce trait fait ressortir la nature de l'espace où se déroulent les activités du secteur: il est discontinu, réparti en autant de zones limitées que de bosquets mis en exploitation. Chaque unité de production agit dans un espace géographiquement distinct des autres: tendance générale, à laquelle on trouvera des exceptions. Ces dernières seront moins fréquentes si l'on envisage des groupes d'unités par bosquet. Ces différents espaces sont beaucoup plus proches des habitations que la moyenne des champs du secteur 1, ce qui accentue l'indépendance des portions et permet de dépenser une énergie moindre. La journée de travail devrait s'en trouver

## L'AGRICULTURE

réduite. Les diverses unités vivent sans doute une existence plus autonome.

L'espace de rotation se subdivise en autant d'espaces qu'il y a de bosquets ou groupes de bosquets, certains d'entre eux étant contigus. Au fond, les unités de rotation sont multiples et **chaque unité de production est surtout tributaire de sa propre unité de rotation**. Telle est sur l'espace la répercussion du caractère peu cohérent de la pseudo-jachère.

### Le calendrier agricole et les temps de travail

Les grandes lignes du tableau 7 rassembleront en fonction des saisons kukuya les phases des procès de travail du secteur 2. Le relevé sera dressé par produits et par suite divisé en trois: tabac de premier cycle, de second cycle et haricots. Les proportions de ces trois catégories diffèrent en quantité ainsi qu'en temps de travail. On a déjà vu la prépondérance du tabac sur les haricots. L'intelligence du tableau sera bien meilleure en y faisant jouer la faible extension des cultures en tabac de second cycle (qui n'y est pas visible). Une fois celles-ci réduites à leur véritable poids dans l'économie du secteur, on voit apparaître un schéma des activités autrement moins dense et continu que celui du secteur 1. En outre, ce trait surgit de l'examen de trois produits, alors que le secteur précédent sur ses champs divers comprenait une production bien plus abondante et variée.

Le calendrier met en évidence deux périodes chargées en travail: l'une pour la culture des haricots, l'autre pour celle du tabac de premier cycle. Mais de grandes plages d'inactivité (relative au secteur 2) apparaissent, comme surtout la saison sèche. Rien de tel ne se faisait jour dans l'autre secteur.

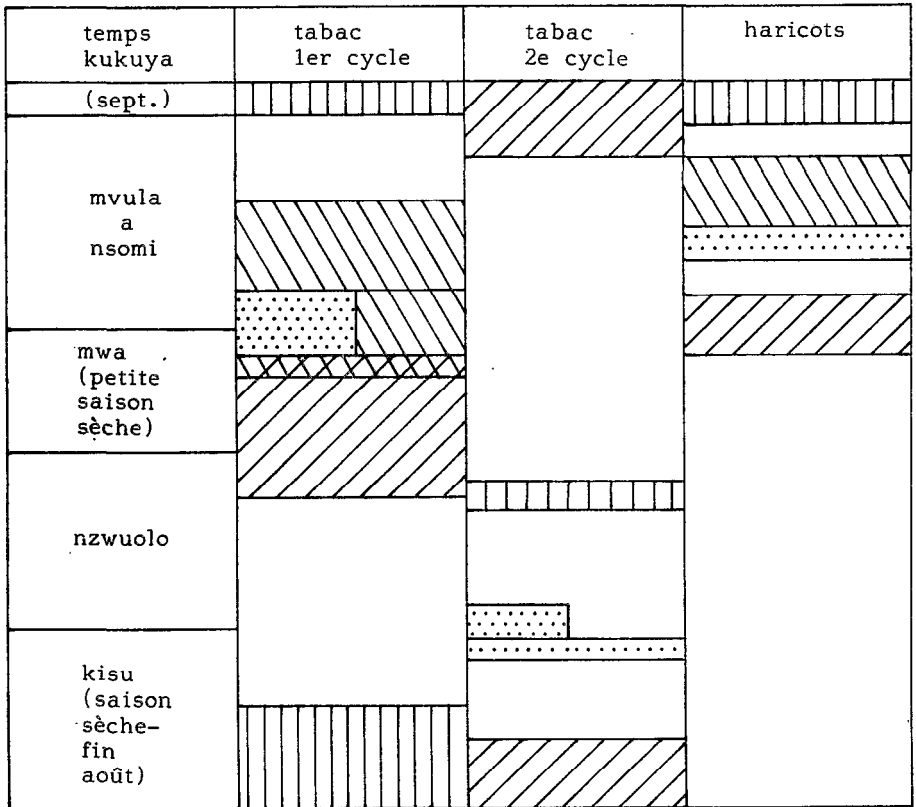
En plus du caractère peu intensif des travaux (début du défrichement excepté et récolte), le rythme est moins continu. Il n'implique pas pour une catégorie de travailleurs donnée l'obligation de se rendre à leurs champs tous les jours.

Si nous retranchons de ces procès la majorité des travaux faits à la houe et une bonne part des transports, qu'advient-il ? Dans la période la plus chargée de l'année, le temps quotidien passé par un travailleur n'excède pas quatre à cinq heures (ibid.:95). Cette cadence modérée impose de confronter les calendriers agricoles des deux secteurs. La comparaison en sera faite en deux fois: situation ancienne et situation moderne.

Une seule observation sera retenue à ce sujet à propos des connaissances techniques utilisées dans le secteur 2. L'introduction de procédés nouveaux n'élimine pas l'usage de façons culturales classiques dans certaines phases du travail semblables à celles de l'autre secteur: labour à la houe, enfouissement en vert, sarclage... On a la sensation d'un prolongement du premier secteur. Comme les vrais champs n'existaient pas dans le secteur 2, aucune hésitation à avoir sur le sens du déplacement. L'introduction de techniques, à bien y regarder, a été double: l'une moderne, l'autre "traditionnelle". Ou mieux, un procédé moderne a été

# L'AGRICULTURE

Tableau 7  
LE CALENDRIER AGRICOLE DU SECTEUR 2 EN 1965  
PAR PRODUITS ET PROCÈS DE TRAVAIL



(D'après Guillot 1973:52; tri et séchage n'y figurent pas.)

	défrichement		sarclage, réfection des buttes
	labour, semis ou plantation		récolte

introduit sur la base de qualifications de type ancien passées d'un secteur à un autre.

## Le recrutement des travailleurs

Continuons à nous poser le même type de demande sur la population, son territoire et sa répartition entre actifs et inactifs. Nos conclusions sur le déséquilibre des deux secteurs ne feront que se renforcer.

Au niveau territorial et démographique supérieur (la Terre), on peut répondre oui à la question de l'endo-recrutement des actifs. Sur un cycle annuel du secteur 2, aucun actif n'est venu

de l'extérieur de la Terre, qui par ailleurs endo-recrute par parties de Terre séparées.

Par conséquent, la structure ne peut se découvrir qu'en descendant d'échelon. Une partie de Terre endo-recrute ses actifs sur ses propres bosquets. Choisissons de déterminer une variable supplémentaire à ce niveau-là, puisqu'il est territorialement pertinent (les champs réels y sont dispersés). La réalité nous donne la réponse moyenne: sur 4,2 km<sup>2</sup> de territoire, pour 156 habitants, les actifs de ces procès de travail - tabac, haricots - ne sont pas les mêmes toute l'année. Pour pouvoir l'affirmer, il faut distinguer entre deux séries de procès:

- ceux faits à la houe et une part des transports des récoltes;
- ceux faits à la machette et le restant.

**Soit grossièrement 40 actifs dans les deux cas, mais différents.** On rencontre une complexité dans l'articulation de deux séries de travaux décrits et la mise en action de 80 actifs. Reste que la partie la plus considérable de loin est la série à la machette. L'autre, non négligeable, la complète.

Ajoutons un élément de plus à la même échelle territoriale et démographique: les 40 premiers actifs (critère de la machette) épuisent leur activité agricole dans leur secteur 2, **alors que les 40 seconds sont recrutés parmi ceux du secteur 1 (critère de la houe)**. Leur apport en travail représente dans la branche agricole une prestation agricole sans contrepartie. Leur aide technique consiste à entrer dans une division ponctuelle des tâches (labour) ou à fournir une tâche parallèle (transport des récoltes). La relation matérielle est d'un type inconnu dans le secteur 1.

Du niveau pertinent de la partie, on peut maintenant remonter grâce à cette relation constante à la Terre. On y trouvera pour 780 habitants 150 actifs du secteur 2 (machette) et **260 actifs (houe) déjà employés dans le secteur 1**. Le recrutement continue à s'appuyer sur une contradiction en acte: il est interne à la Terre tout en s'opérant par parties séparées, distinctes pour l'essentiel. La composante certaine est l'effectif de population dans sa proportion d'actifs et d'inactifs sur une surface connue: 21 km<sup>2</sup>, qui comporte une portion connaissable de bosquets cultivables dans le secteur 2.

Ces trois déterminations saisissables dans la Terre englobent l'apparente "liberté" d'un travailleur individuel choisissant son champ sur un ou plusieurs bosquets. Le contenu de ce choix individuel repose sur la réalité de parties séparées.

Chacune de ces parties comprend comme données réelles des champs de bosquets et une surface connue. Mais ce qui nous importe en ce moment est qualitatif. Nous trouvons-nous dans l'aire de répartition de ces parcelles? Si la réponse n'est pas semblable à celle du secteur 1 - oui -, c'est parce qu'à son espace de production-rotation ne correspondent qu'une pseudo-jachère et un espace de rotation-production moins cohérent, scindé en toute une série de micro-espaces. La séparation des procès de travail dans la production y est encore plus forte. Usons donc encore une fois pour le même but de cette simulation moyenne des données pour cerner l'étage inférieur à celui des parties. Car celles-ci ne se

recrutent **que par ensembles de travail séparés.**

Sur les bosquets, on rencontrera ces ensembles distincts qui ont été décrits dans les activités. Chacun d'eux comprend la base du travail individuel et de la coopération restreinte: un travailleur (machette) et une petite équipe (machette) de deux à trois personnes. Cet **ensemble technique s'endo-recrute sur son bosquet.** Il est ainsi permanent le plus souvent, on ne retrouve que très faiblement les permutations ou substitutions du secteur 1. Imaginons donc une quinzaine en moyenne de tels ensembles dans une partie. Chacun d'eux est la base des **véritables unités de travail**, le lieu où le travail coïncide avec son recrutement (ce qui n'était pas valable aux niveaux supérieurs). On peut dire alors que la contradiction entre l'endo-recrutement et la séparation des unités qui en est le mode s'atténue (cas de la petite équipe) ou disparaît (travailleur individuel). C'est le pôle de la séparation dont on s'est éloigné.

Mais le recrutement des actifs ne se limite pas à cette source interne au secteur 2. Elle ne couvre qu'une part principale des procès de travail. D'autres sont assurés grâce à une seconde source plus momentanée: les actifs de ces procès secondaires sont pris parmi les actifs du secteur 1 (houe).

Comment cet apport spécifique de force de travail vient-il s'insérer dans les procès précédents ? Quel genre de coopération renferme-t-il ? Ces actifs venus du secteur 1 dans chaque ensemble technique arrivent avec leurs instruments particuliers (houes, papiers), leur qualification dans le portage et les pratiques culturelles. Et ils interviennent ponctuellement dans deux phases cruciales de l'autre secteur (en qualité et en nombre) pour y réaliser labour et transport des récoltes. Les forces productives du secteur 2 font donc appel en réalité à un ensemble de travail mixte, dont la dernière part s'endo-recrute bien dans la branche agricole, mais non dans son secteur 2. L'effet pratique de cette relation est d'effectuer un apport cohérent, très utile à la faible organisation de l'autre moitié. Cet ajout, avec ses divisions ponctuelles des tâches ou ses procès parallèles coordonnés, joue un rôle important. Il permet aux vrais actifs du secteur (machette) de se contenter d'un maigre ensemble technique (la petite équipe réduite et un individu) à faible qualification. Il les a dispensés d'une adaptation entière aux nouvelles cultures.

Dans le secteur 1, on avait un endo-travail et une endo-production majoritaires: les deux concordaient avec des emboîtements successifs ne recouvrant pas les mêmes niveaux matériels (habitat-rotation-travail). L'ensemble pouvait se définir par un principe d'endo-recrutement par unités séparées.

Le secteur 2 comporte une structure à la fois semblable et différente. L'endo-travail a un sens dans ses limites, mais il fait appel en outre à un **exo-travail** (endo-recruté dans toute la branche agricole). Ces deux types de recrutement et de procès de travail sont encore plus morcelés que ceux du secteur précédent.

Quant à sa **production**, comprise par sa destination par rapport à la population résidant dans cette gamme de territoires, elle

## L'AGRICULTURE

est **exo-centrée**. Cela veut dire que ses produits ne sont pas destinés à la population de la Terre, ni pour la consommation directe (différée ou non) ni pour la répartition ou l'échange directs. Ils partent ailleurs (31), plus loin même que le plateau entier (tabac et même haricots). Cette constatation n'est triviale qu'en apparence. L'analyse particularisée des forces productives provoque un oubli provisoire très éclairant. Ce que nous voyons, c'est la **trace matérielle**, comme la photographie instantanée, **d'une contradiction inscrite et produite sur la branche agricole**. Si l'on cherche l'image du développement de son travail, voilà ce qu'on découvre. Restera à trouver tout ce qui l'a entraîné et maintenu.

### LA PORTÉE DE LA SIMULATION MOYENNE DANS LA BRANCHE AGRICOLE

La méthode suivie comporte des avantages et des inconvénients. Notre objectif était qualitatif sur les relations entre population, territoire, actifs et inactifs.

Nous partions de données initiales solides: la population connue d'une Terre, ses surfaces totale, cultivable et cultivée, son exacte proportion entre actifs et inactifs. La moyenne retenue avait une portée réelle, parce que celle de la Terre Enku est proche de celle de tout le plateau. En prolongeant cette moyenne vers le bas (parties de Terre et ensembles de travail), nous avons fait une simulation moyenne. La Terre était un échelon significatif, car à côté commencent d'autres Terres rurales, marchant sur les mêmes lois.

Pourquoi trouver à cette simulation moyenne un intérêt vers le bas au lieu d'aller regarder aussitôt le chiffre exact de travailleurs dans les deux secteurs et de le recopier ? C'est que les deux données ne se recouvrent pas parfaitement. Avec la méthode de recherche moyenne, j'ai une chance d'obtenir avec un degré de productivité donné, **l'indice d'un développement annuel technique dans l'espace**. C'est d'autant plus frappant dans la Terre Enku que les surfaces des parties sont assez comparables et ne renferment pas d'énormes variantes écologiques. En première approximation, j'aurai 40 actifs du secteur 1 (en partie actifs du secteur 2) et 40 actifs du secteur 2 pour 156 habitants.

Or, malgré ces conditions favorables, on ne les retrouve pas. En nous fondant seulement sur l'effectif démographique, nous rencontrons deux parties plus basses (44 et 71) et trois parties plus hautes (166,174,196) (32). Il existe donc **un écart entre l'indice spatial de développement annuel des forces productives (effectif, territoire, actifs/inactifs) et la population réelle**. Cet écart positif ou négatif devrait permettre de localiser le poids et la nature des composantes pouvant en rendre compte.

### LE RECRUTEMENT DES UNITÉS DE TRAVAIL AGRICOLES

L'étude de l'agriculture était restée muette sur un point: **l'identité des "agents" de production**. En traitant des forces productives, je ne voulais pas la présupposer.

## L'AGRICULTURE

L'engendrement miraculeux de ces travailleurs, sous prétexte qu'ils existent, est une démarche théorique discutable. Les 780 habitants de la Terre Enku comprennent 410 "agents" des deux secteurs. En effet, tout le monde n'y travaille pas. Je dois donc faire jouer un **critère d'activité (énergétique)** qui repose principalement sur l'âge - secondairement sur la santé physique de ses habitants. L'introduction de ces deux variables peuple toute la branche agricole, en négligeant quelques éléments (33). Cette répartition ne distingue pas entre les deux secteurs (34). Elle ne définit qu'une activité moyenne de tout travailleur. C'est en gros exact dans la réalité: à un certain âge (scolarité mise à part), on est actif. "Toute personne (mburu) qui a grandi travaille (kisala)", dit-on dans le pays.

Si je désire maintenant distribuer ces actifs (et ces inactifs) agricoles entre les deux secteurs (35), je dois faire intervenir un **second grand critère** qui est le **sexe**. Des femmes cultivent dans le premier cas et surtout des hommes dans le second.

Pour construire l'identité des "agents" de production, j'ai dû mettre en oeuvre deux concepts: l'**âge physiologique** des travailleurs et leur **distinction biologique des sexes**. Ces lignes de démarcation parcourent aussi les inactifs.

Avancer ces deux concepts paraîtra superflu, parce qu'ils sont repérables dans n'importe quel type de société. Dans la majorité des cas, un observateur même étranger saura assez vite "d'évidence" identifier les hommes et les femmes. L'âge a beau poser des problèmes difficiles quand l'état civil fait défaut ou est récent, on arrive toujours à retrouver trois ou quatre catégories plus ou moins précises: vieux, moyens, enfants, bébés. La permanence et la saisie immédiate de classements communs pousse à dépasser les différences de représentations et à considérer la question comme réglée. On sait toujours par expérience, de même que durant des siècles le soleil se déplaçait autour de la terre, ce que c'est qu'une femme et ce qu'est un homme et on distingue sans trop de mal entre les nourrissons et les vieillards. Cette aisance à identifier a empêché qu'on s'interroge sur la nature de ces distinctions. "On les sait d'avance."

On pourrait critiquer cette confusion du donné en partant des variations. Mais je le ferai d'abord du point de vue des constances. Quand on juxtapose sur deux pages d'un livre un système de parenté australien à un système terminologique africain, qu'est-ce qui permet de passer d'un schéma à l'autre (36) ? On n'imagine pas que ce soit concevable sans poser le support commun du sexe biologique et de l'âge physiologique. Ce substrat qui autorise le passage tant dans la théorie que dans l'expérience perceptive pourrait être considéré comme n'offrant aucun intérêt, puisqu'il ne définit que le genre humain. Que déduire sur le social d'une propriété aussi générale ? Pourquoi choisir ce trait plutôt que le fait d'avoir des pieds, fonction pourtant encore utile pour le déplacement jusqu'à nos jours ?

C'est que l'usage de ce critère permet d'établir une variation très sensible, comme on va le voir. Dans chaque formation sociale, les éléments simples que sont le sexe biologique et l'âge physio-

logique sont présents à travers la dialectique compliquée agissant sur eux. Mon analyse du procès de travail ne faisait appel ni au sexe ni à l'âge ainsi définis: elle classait seulement des actifs et des inactifs - l'activité supposant un minimum d'énergie dans l'agriculture (37).

Or la seule intervention des deux critères précédents ne répartit plus des agents abstraits des forces productives, mais pourvoit le secteur 1 comme le secteur 2 d'un sexe défini et elle diversifie chaque secteur au moyen d'un âge précis. Ces deux éléments sont par conséquent des conditions nécessaires de leur définition technique, bien qu'elles ne soient pas suffisantes.

Par comparaison, si je réalise la même opération sur l'industrie anglaise au 19<sup>e</sup> siècle, elle échouera à partir d'une population donnée parce que le procédé d'aura rien de nécessaire (38).

**Conclusion:** Dans les deux secteurs de la branche agricole, l'âge physiologique et la distinction biologique des sexes sont des éléments nécessaires de la définition des forces productives. Ils lui appartiennent de façon intrinsèque parce que l'âge définit des actifs et des inactifs et que le sexe définit les travailleurs du premier secteur par opposition à ceux du second, ainsi que les inactifs de chaque secteur.

**Pourquoi l'âge est-il un élément intrinsèque des forces productives ?**

Cette réponse doit être déduite de l'analyse interne des forces productives au point précis où nous n'avons encore utilisé ni la notion d'âge ni celle de sexe. Il faut chercher **un caractère général de la force de travail qui impose l'âge**. Si nous le découvrons, nous aurons défini un élément indépendant du sexe. Car, pris isolément, l'âge transcende le sexe. Une fois ce pas franchi, nous traiterons à part du sexe et de sa nécessité dans les forces productives de la branche agricole.

Quelle est la fonction qui détermine à elle seule la répartition de la population en actifs et inactifs des deux secteurs agricoles en même temps: cette propriété commune à toute la branche.

Un actif est celui qui **s'approprie des moyens de travail particuliers à toute la branche par sa force de travail**. Un inactif est l'inverse.

Une appropriation de ce type, c'est **la qualification agricole** de la branche. Une qualification est toujours un critère d'activité ou d'inactivité (les chômeurs européens sont bien placés pour le savoir). Critère égale moyen distinctif. Si les qualifications sont variées et complexes, les critères le seront aussi. Exemple en France: les qualifications dans l'électronique.

Par contraste ici, le critère de qualification de l'agriculture est **élémentaire**. Pourquoi ? Parce qu'il fait agir principalement le critère d'acquisition d'une force corporelle (énergie humaine) développée.



Pourquoi en est-il ainsi ? La qualification des travailleurs dans le secteur 1 était forte malgré leurs faibles moyens technologiques, et nous paraissions revenir à la définition d'une pure force corporelle. Comment résoudre cette impasse ?

En tenant compte d'un élément de plus présent dans la force de travail: celle-ci n'est pas séparée de ses moyens de travail, mais, au contraire, elle leur est liée. J'aurai ainsi une qualification telle que **la force de travail est principalement liée à ses outils, quels qu'ils soient**. Cette liaison pourrait être dite minimale. Il faut et il suffit qu'un certain développement de la force corporelle soit atteint pour que le reste de la qualification soit donné (puisqu'elle est liée à ses outils et à ses moyens). C'est ce que j'ai appelé aussi critère élémentaire.

Une telle structure dans la réalité peut correspondre à des qualifications fortes ou faibles. Pas de meilleure illustration que nos deux secteurs agricoles eux-mêmes. Les travailleurs du secteur 1 s'insèrent, à un certain degré de force corporelle, dans un ensemble de moyens complexes - compte tenu du niveau technologique. Quand ils y pénètrent, il faut bien qu'ils en suivent le niveau. De deux choses l'une: ou ils l'ont déjà acquis (ce qui était vrai sur le plateau avant l'école obligatoire) ou ils ne l'ont pas et ils doivent l'acquérir plus ou moins vite. Tel un rameur du fleuve Congo, recruté d'abord sur sa seule force, obligé de se plier au rythme d'un collectif expérimenté de rameurs. Mais si nous prenons le secteur 2, ses travailleurs s'insèrent à un certain degré de force corporelle dans un ensemble matériel à médiocre technicité et faible cohérence. La qualification sera faible, l'apprentissage court pour beaucoup de phases.

Il n'empêche que dans les deux cas le critère du développement de la force corporelle, malgré la différence des deux qualifications, sera le même. La liaison entre force de travail et outils-moyens engendrera nécessairement les deux qualifications différentes et inégales.

Cette liaison résidait entre force corporelle et outils pour l'essentiel. C'est une sorte de coefficient élémentaire des qualifications qui en résulte après son application, un préalable à leur développement, une condition de leur mise en oeuvre. Cette mise en oeuvre corporelle fondamentale liée à un outil détermine les forces productives.

**Cette utilisation de l'énergie humaine dans les travaux liée à un instrument vaut pour toute tâche agricole. Son action est si décisive qu'elle inscrit le mécanisme distinctif de la qualification élémentaire.**

La conséquence suit aussitôt. S'il en va ainsi, **l'âge physiologique a la propriété d'enregistrer les variations de la force corporelle**. Ce lien spécifique entre une force de travail et ses moyens comme force corporelle qualifiée prendra la forme de l'âge.

Peut-être vaudrait-il mieux dire force corporelle qualifiable avec les outils présents dans le pays. Elle n'a pas de sens sans instruments. A quinze ans environ, un travailleur agricole ac-

quiert ce développement et (troubles de santé mis à part) il le perd vers soixante ans.

Le caractère général de la technologie agricole, sur le plateau comme dans la plupart des régions rurales africaines, prévaut dans la nature de la qualification matérielle des paysans. Les outils sont simples, susceptibles d'être utilisés dans des procès variés et réclament un maniement individuel. La qualité du produit dépend alors surtout de la qualification du travailleur (39). Pourtant, le mécanisme de transmission (houe, machette avec leurs manches) est assez développé pour que la force corporelle s'applique à l'instrument en obtenant un effet énergétique multiplié.

Ces considérations visent le type de lien établi entre force de travail et outils. Leur conséquence est que la durée de l'apprentissage des techniques agricoles est longue. De telles données ont une incidence sur le problème de l'âge. Dans une certaine mesure, plus on est vieux, plus on est qualifié, jusqu'à une cinquantaine d'années.

Mais cette donnée entre en conflit avec les conditions de travail du pays (alimentation médiocre, santé défectueuse). Et de toute manière, cette qualification d'un vieux travailleur ne vaut pratiquement que s'il est capable de la mettre en oeuvre sur un champ, donc s'il conserve assez de force physique pour le faire.

Malgré les effets mécaniques des outils, l'important reste toujours d'abord la force corporelle, bien que son usage pur soit dépourvu de tout sens.

### **Pourquoi le sexe biologique est-il un élément intrinsèque des forces productives ?**

Le sexe représente le type de liaison le plus simple entre la force de travail et ses moyens. Mais cette propriété n'est que formelle: elle ne peut fonder une démonstration.

Ecartons le sexe et voyons la nature des procès de travail. Nous connaissons la distinction entre les instruments de travail du secteur 1 (houe) et ceux du secteur 2 (machette principalement). Tout ceci reflète **une division dans tous les moyens de travail**: celle qui trace une frontière entre deux secteurs.

Retranchons la part des travailleurs du secteur 1 qui apportent actuellement un surcroît de leur énergie dans l'autre secteur. Cette élimination ne changera rien au raisonnement simplifié (40).

Si vraiment il y a **liaison entre les moyens de travail et la force de travail**, la division à l'intérieur des moyens doit se retrouver dans la force. Cette division est une scission en deux moitiés. Pour quelles raisons ? Dans chacun des deux secteurs, la force de travail n'est pas spécialisée, ce qui ne veut pas dire qu'elle ne soit pas qualifiée. On rencontre donc d'un côté une force non spécialisée et sa houe (et le reste de ses moyens), de l'autre une seconde force non spécialisée et sa machette (et le

reste de ses moyens).

La question posée entraînera sa réponse:

- **Qu'est-ce qui peut diviser en deux une force de travail bi-spécialisée ?**
- **Une division du travail élémentaire.**

On entendra par là qu'elle opère une distinction minimale entre deux secteurs non spécialisés.

En nous donnant les conditions les plus commodes pour trancher, imaginons que dans le pays, les deux secteurs ont le même poids économique, la même charge de travail, le même nombre d'actifs/inactifs. Seul le sexe biologique offre une base matérielle permanente à cette division en deux de la force de travail, liée à ses moyens.

On pourrait encore exprimer cela d'une autre façon: **La division du travail prépondérante s'opère sur la base d'une seule partition entre deux forces de travail non spécialisées.**

Notre description a montré qu'il existait d'autres types de répartition des tâches, mais qu'ils n'étaient pas prépondérants.

Le caractère principal de cette articulation élémentaire qui entraîne la présence du sexe biologique comme forme du lien force de travail-moyens demande à être expliqué lui-même. Il repose sur les fonctions des deux secteurs et sur leur articulation. Dans notre cas, il s'agit d'une agriculture à usage immédiat face à une agriculture non consommée sur place.

### **L'âge et le sexe techniques dans le travail agricole**

Les données antérieures permettent de caractériser un âge technique: celui qui assure la dépense d'énergie humaine nécessaire à un actif pour se reproduire dans son secteur, lui et les inactifs qu'il reproduit. De même, le sexe technique sera celui qui assure la même dépense d'énergie humaine. Abstraire les faits ainsi a le mérite de fournir d'instructives comparaisons entre catégories sociales !

La reproduction de ces composantes peut être définie sur les mêmes bases. Elle prendra la forme d'une filiation ou d'une descendance techniques, selon qu'elle sera combinée à tel critère généalogique. A ce propos, nous remarquerons que l'élément généalogique devrait, lui aussi, être défini comme technique, ce qui permettrait ensuite de l'opposer à sa définition sociale. Cette dernière distinction n'est presque jamais faite dans les études ethnologiques.

Enfin, on doit rechercher l'unité de travail optimale dans la région, tout autant que l'unité moyenne ou critique (menacée de dislocation). Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour s'apercevoir qu'une paysanne active du secteur vivrier se passerait techniquement d'un paysan de l'autre secteur actif avec beaucoup plus d'aisance que l'inverse. C'est tout de même une réalité qui

## L'AGRICULTURE

doit jouer à son niveau dans la constitution des unités de travail et peut-être d'habitation.

De plus, nous n'aurons garde d'oublier que cette unité technique est une articulation hiérarchisée entre trois types d'unités de travail: celles qui sont familiales, celles qui sont lignagères et celles qui relèvent de l'économie extérieure.

NOTES

(1) Idée que je dois à E. Terray. C'est moi qui rajoute l'autonomie des "classes" ou groupes comme pôle de tout mode de production. C'est la base matérielle de leur initiative ou de leur résistance.

(2) Il se peut qu'ils l'aient entendu dire récemment, eux aussi ! Le manioc a été introduit au 18<sup>e</sup> siècle par les Portugais dans la région.

(3) L'écobuage consiste à arracher les herbes, à les brûler avec une faible part de la couche de terre et à répandre le tout sur le sol.

(4) "Les champs portent un nom qui peut être en même temps celui de la technique de culture qui les individualise (Guillot 1973:51).

(5) De plus, les parties de Kingambimi et de Djambala se trouvent avoir à peu près la même superficie. Angama est un peu plus petite.

(6) Coopération **restreinte** (de 2 à 4 travailleurs) se différencie de coopération **élargie** (de 5 et plus). Le critère semble être purement quantitatif. En réalité, il peut impliquer une différence de qualité. J'y reviendrai; voir Terray 1969.

(7) La coopération **simple** regroupe des travailleurs faisant en même temps le même travail ou des tâches différentes non coordonnées. Au contraire, la coopération est **complexe** quand des travailleurs agissent ensemble dans le même procès de travail en effectuant des travaux différents. Un lien organique existe alors entre eux, qui est celui d'une division du travail (Terray 1969:112-13).

Le terme de "complexe" a pu paraître inadéquat comparé à la complexité des coopérations capitalistes dans l'industrie. Il n'en est rien, car cette distinction importe aussi dans une économie lignagère.

(8) Je ne jurerais pas que jamais un enfant ou un adolescent n'aide un travailleur adulte dans une journée ! Mon objectif est d'abstraire un pôle dominant.

(9) Terray 1969:99. L'opposition s'établit entre procès simple et procès complexe. Ce dernier "fait intervenir successivement plusieurs modes d'appropriation distincts" dans l'agriculture.

(10) Terre Enku sur la moitié cartographiée en 1965 (Guillot 1973:57).

(11) C'est le rapport homme-instrument qui entraîne cette organisation propre.

(12) Terray (1969:108) résume toute l'agriculture guro à des procès simples.

## L'AGRICULTURE

(13) On en jugera par l'ensemble de la cartographie établie par B. Guillot.

(14) Les exceptions apparentes m'ont paru explicables socialement sous l'angle des droits résidentiels.

(15) Théoriquement, les unités de travail pourraient être recrutées hors du territoire de rotation, mais ce n'est pas le cas ici à un moment précis du temps annuel agricole.

(16) Le véritable chiffre concernerait non toute la superficie, mais les savanes cultivables.

(17) Ph. Bernardet 1980:360, qui s'inspire également de T. Andréani, 1978.

(18) Direction proposée par Ph. Bernardet 1980:45.

(19) Les maxima de travail annuel se trouvent en septembre-octobre et en mai.

(20) Cette nécessité matérielle vient du caractère vital des espèces cultivées dans le secteur pour alimenter toute la population. En ce sens-là, je propose d'enregistrer ce premier niveau de réalité à l'aide de l'expression: "Faut le faire !" sur laquelle je reviendrai.

(21) Autre forme de cette nécessité globale du secteur: chaque travailleur doit nourrir en moyenne 2 personnes en plus de lui-même. Le concept majeur, qui permet de saisir la réalité, n'est pas celui de consommation, mais celui de l'ensemble des contraintes qui obligent des travailleurs à oeuvrer dans tel rapport d'affectation technique.

(22) Terray 1969, dans la seconde partie consacrée aux Gouro de Côte d'Ivoire, étudiés par C. Meillassoux.

(23) Les paysannes distinguent les deux par leur taille.

(24) J'entends par là qu'elle détermine toujours, semble-t-il, le niveau dominant des forces productives du travail.

(25) Les analyses critiques de Marshall Sahlins vont dans le même sens, bien qu'il ne dise pas grand-chose de la qualification. Si les présumés "sauvages" ont pu vivre - parfois bien - ou survivre avec peu de temps de travail par jour, c'est que leur qualification se trouvait quelque part dans leur corps.

(26) On peut supposer que coopération élargie et coopération restreinte se répartissent à peu près également la part de recrutement constant et variable - soit 10 % chacune.

(27) Je reprends les conclusions de Ph. Bernardet portant sur les Kukuya et sur les autres populations africaines (1980:382).

(28) La qualification du sous-prolétariat urbain porte sur la récupération de la propriété d'autrui, les "petits métiers" - comme

## L'AGRICULTURE

à Naples - ou tout autre moyen de gagner un peu d'argent.

(29) L'évaluation n'a rien de systématique et ne repose que sur quelques observations.

(30) Les semences sont fournies par le SEITA, régie française des tabacs.

(31) Cet exode total des produits ne pouvait caractériser le secteur ancien du raphia, malgré l'existence des échanges lointains commerciaux.

(32) Dans l'ordre: Enkunuma, Ngulambali, Djambala, Angama, Kingambimi.

(33) Certains adultes sont émigrés provisoirement ou non. De très rares actifs présents ne cultivent pas la terre.

(34) Les deux secteurs réclament une dépense énergétique très inégale. Mais ce qui compte est un seuil de développement général énergétique atteint par une "personne" humaine.

(35) J'omets provisoirement le supplément de travail fourni par les travailleurs du secteur 1 dans l'autre secteur.

(36) Question suggérée oralement par E. Terray.

(37) On pourrait donner une définition seulement énergétique de l'activité.

(38) Cela n'entraîne pas que sexe et âge ne figureront pas dans l'analyse de ses forces productives, mais qu'il y joueront un rôle moins décisif que la séparation en classes sociales.

(39) Une analyse approfondie de ce point est faite par Ph. Bernardet 1980:162.

(40) Cet apport est en effet un fait relativement réduit et moderne.

## LES BRANCHES D'ACTIVITÉ ANNEXES

Il paraît utile de donner quelques informations sur ces branches productives. En effet, tantôt les descriptions de l'agriculture ou de l'artisanat ne tiennent pas assez compte de ces activités à des époques historiques anciennes. Ainsi des travaux de géographes, d'économistes ou de sociologues, privilégiant des situations récentes, méconnaissent que l'équilibre antérieur des formations sociales était très différent. Tantôt, au contraire, ils en ont intégré les matériaux sans pratiquer la correction nécessaire. Dans bien des cas, c'est à une polyvalence plus grande des activités qu'ils seraient parvenus.

### LES CULTURES DE HAMEAUX ET LES ARBRES FRUITIERS

Cette branche d'activité prolonge l'agriculture. Ses produits sont localisés tout près des habitations. Ils ne sont obtenus ni en savane ni sur les bosquets, d'où leur sort particulier.

L'échelle et l'importance alimentaire des cultures de hameaux sont réduites. L'engrais animal n'y est qu'accidentel, bien que son action soit connue. Ces cultures sont sans cesse menacées par les porcs et les chèvres. Les denrées obtenues redoublent celles des plantes de savane, auxquelles elles servent de complément facile d'accès: aubergines, épinards, piments. Ces derniers sont aussi utilisés à des fins magiques ou thérapeutiques. D'autres plantes, cultivées près des hameaux, sont d'un usage exclusivement médicinal ou magique: parmi les plus courantes se trouvent lisisaki, liyuka, samasami. La notion stricte de subsistance devrait être quelque peu élargie, car on rencontrerait peu d'habitants traditionnalistes qui nieraient leur caractère indispensable à la vie quotidienne.

Les cultures de hameaux ont une première originalité, qui résulte de leur définition: elles sont liées à la résidence. Mais elles l'influencent probablement fort peu, puisque leurs temps de production s'étalent sur une période courte et ne peuvent contribuer à rendre l'habitat moins mobile. De même, les plantes médicinales ou magiques sont aisément reproductibles ailleurs.

Les temps de travail sont assez brefs pour ce qui reste un appoint du secteur agricole d'usage. Qu'on puisse sans peine renouveler ces plantes en changeant de résidence n'implique pas



## BRANCHES D'ACTIVITE ANNEXES

qu'elles soient superflues ou accessoires. On les trouve dans presque tous les hameaux.

La ceinture d'arbres qui entoure les hameaux est formée d'espèces variées et bien fournies. On y voit d'abord et surtout des bananiers. Ils existaient déjà en savane, mais avec un moindre développement. Leur poussée est ici favorisée par les déchets de toute provenance, que l'on dépose à leur pied. Les bananes, pour se limiter aux deux grandes variétés, sont soit longues et destinées à la cuisson, soit courtes et sucrées. Plus que tout autre arbre, les bananiers soudent l'enclos végétal qui environne tout hameau: ils en indiquent aux yeux de tous l'âge, d'un seul coup d'oeil.

Partout aussi, on discerne des agrumes: orangers, citronniers, mandariniers. Tous connaissent deux époques de maturation et deux récoltes annuelles. Des palmiers simples ou des palmiers-raphia se dressent encore au-dessus des toitures ainsi que des manguiers et des bois de fer, utilisés dès qu'il s'agit de réparer une maison. Plus bas, des safoutiers, kolatiers - si prisés dans les ordres religieux et magique, mais aussi dans la consommation quotidienne. Enfin, des avocatiers ainsi qu'un arbre à liane (monka), donnant de petits fruits comestibles. Cette liste, répétée avec d'infimes changements dans chaque hameau, témoigne de la valeur attachée aux différents fruits; aussi devra-t-on être attentif à l'appropriation sociale qui en est faite. Ce n'est pas là simple transmission d'habitudes anciennes, mais nécessité pour une alimentation moderne devenue serrée. Cette remarque prendra d'autant plus de relief si j'ajoute qu'on continue d'exploiter les arbres fruitiers après l'abandon d'un vieux hameau.

Cette ceinture d'arbres autour des habitations est perçue comme ambivalente. On le voit bien lorsqu'un hameau est délaissé. Le lieu indique le vieillissement de l'implantation passée, marque sociale d'un temps usé. Une abondante ceinture d'arbres "étouffe", "salit" l'endroit. L'envahissement végétal est lié aux malheurs et aux risques. Tout autre est l'attitude de gens vis-à-vis des produits de l'ancien hameau.

La rareté importe moins que la longueur des temps de production, à l'opposé des cultures de hameau. Le temps de travail est bref: il se borne à la plantation et à la récolte. Mais pour qu'un arbre donne des fruits nombreux, le délai est long, même dans un climat favorable. Leur exploitation ne se conçoit donc qu'à travers une durée assez grande pour pouvoir coïncider avec les temps de production.

## L'ÉLEVAGE

Le petit élevage, présent dans presque tous les hameaux, n'est pourtant pas considérable. Les Kukuya ont des chèvres, des porcs, des poules et des canards. Sur l'ensemble, B. Guillot, d'après des estimations complètes portant sur la Terre Enku en 1965, parvenait à une moyenne par habitant des deux tiers d'un animal (1973:85). Mais il y a une poule ou un canard pour deux personnes. La consommation immédiate, régulière, est très mince:

## BRANCHES D'ACTIVITE ANNEXES

elle est différée parce qu'on conserve les animaux à des fins sacrificielles ou pour rétribuer un guérisseur ou un magicien. En 1956, on pouvait calculer qu'en moyenne (ibid.) un habitant avait droit à une ration de porc et de poulet tous les 35 jours, à une ration de chèvre et de canard deux fois par an (1). Si l'on se mêlait de faire entrer en jeu les critères de richesse, sexe et âge dans la répartition, on obtiendrait de larges minima très faibles. De plus, cette opération devrait encore considérer la hiérarchie d'usage des différents types de bétail: porc et chèvre en tête, puis canard et poulet selon leur valeur marchande.

Le lait des chèvres ne sert qu'à nourrir les cabris. Seuls les porcs reçoivent souvent des habitants du maïs ou du manioc. Pour les autres suffisent les restes des repas. En 1965, les tentatives pour élever du bétail porcin en espace clôturé à Lekana ont abouti à un échec, dû aux carences alimentaires des animaux non libres.

Si la modernisation de l'élevage entraîne de nombreux problèmes, ils sont moins constants que ceux posés par le bétail à l'agriculture. Pour éviter ses dégâts sur les cultures de savane, une aire dépourvue de champs est ménagée autour des habitations et elle s'étend sur plusieurs dizaines ou parfois centaines de mètres. L'élevage est associé à l'existence des hameaux: proximité et familiarité qui interdit par ailleurs la mise en route de techniques collectives dépassant leur échelle.

Le faible effectif du bétail n'implique pas son peu de poids dans la vie sociale. Faut-il qu'il en ait pour que dans l'espace du secteur 1 agricole les zones de culture s'étagent en s'éloignant des habitations et qu'on ménage une première zone presque vide à seule fin d'éviter ses préjudices ! Un observateur scientifique ou un technocrate abstrait jugeraient sage de le supprimer, vu son petit nombre, afin de mettre en oeuvre au mieux l'étendue cultivable proche des maisons. Mais priver les gens de quelques maigres repas avec de la viande n'est évident que de l'extérieur.

En 1967, une tentative administrative pour parquer les chèvres échoua presque totalement. Les sanctions prises contre le bétail errant, allant jusqu'à l'égorgement, indignèrent beaucoup de paysans pauvres et moyens des Terres. Ils y virent une provocation incompréhensible. "Il y avait du bétail dans tous les hameaux": ils semblaient peu contester les inégalités visibles de sa répartition.

Les procès techniques de l'élevage sont réduits, les bêtes laissées sans pacage ou gardiennage communs. Tout cela contraste avec l'importance conservée par le petit bétail, malgré l'amoindrissement de l'élevage sous la colonisation.

## COLLECTE ET CUEILLETTE

A la cueillette des arbres fruitiers "domestiques" s'adjoint celle des ananas sur les bosquets ainsi que celle de nombreux fruits sauvages connus sur le plateau et à son pourtour.

Chenilles et termites comptaient au siècle dernier pour la population. Les premières continuent à être ramassées de préférence sur les palmiers ou sur d'autres espèces d'arbres qu'elles affectionnent. Les secondes font l'objet d'une collecte régulière sur les grandes termitières. On les entoure d'un échafaudage de larges feuilles et tiges; les termites sortent alors par des orifices aménagés à la base et aboutissent à des trous, où on les recueille. De même, les sauterelles étaient jugées assez estimables pour qu'on aille les chercher en saison sèche hors du plateau, parfois à de longues distances. On mettait le feu à la savane et les insectes venaient butter contre un barrage de terre édifié sur le sol.

L'ensemble de ces apports était plus vital qu'il ne peut sembler, non par leur masse, mais par leur qualité nutritive, notamment en protides. Ils demeurent un élément très apprécié et les vieux contes locaux gardent la trace des opérations de collecte et cueillette. L'ouvrage de E. Dusselje en 1905 confirme l'ampleur chez le peuple voisin des Teke-Alima (2). Sans doute ces derniers étaient-ils plus fortement contraints par les difficultés d'approvisionnement, mais le dense peuplement kukuya a dû jouer son rôle dans la place de ces activités. La moindre conversation avec un vieil habitant en témoigne, ne serait-ce que par l'érudition botanique et zoologique délivrée sur les variétés comestibles et non comestibles (3).

J'ai choisi de parler longuement de la collecte parce que cette branche nous donne une idée de la division du travail antérieure et qu'elle nous fait avancer dans les relations entre les activités et leurs langages.

Pas de terme propre pour désigner la collecte relativement à la chasse, mais un seul et même mot: "la quête". Deux des formes de collecte les plus importantes dans l'économie traditionnelle vont être évoquées, celle des sauterelles et celles des chenilles. Ces travaux n'ont pas disparu totalement.

### La collecte des sauterelles

Nul ne la fera revivre mieux qu'un des habitants:

"Les femmes pratiquent cette quête au cours de la petite saison sèche (mwa) fin janvier-début mars. Elles forment un groupe de dix à douze personnes et se munissent de hoes, de paniers et de sacs. Une fois arrivées dans la savane extérieure au plateau, elles se mettent à la recherche des sauterelles, dont la troupe s'appelle mpay. Dès qu'elles les voient, elles construisent de petits abris nommés bisa (4). Ensuite, elles creusent trois ou quatre trous (mi-buki) dans cette partie de brousse. Au milieu de chaque trou, elles ouvrent un trou plus petit d'un demi-mètre de profondeur (musonimi). Puis, chaque femme prend deux branches feuillues (bipwumi), l'une dans chaque main et toutes les femmes s'éloignent de leurs trous (mi-bwumi) pour se rendre à 800 mètres d'eux. Là elles frappent la terre avec leurs branches de manière à faire fuir les sauterelles. Au fur et à mesure que les femmes s'avancent vers leurs trous, les sauterelles

s'avancent elles aussi. L'action de secouer l'herbe avec les branches s'appelle kifua ba mpay: 'faire tomber les sauterelles'. Les femmes contrôlent les trous. S'ils sont remplis de sauterelles, elles ne les ramassent pas à ce moment-là.

Dès que la nuit arrive, elles cueillent des poignées de paille sèche et reviennent à l'endroit de leur travail du jour. Cette fois, elles brûlent la brousse et se placent devant les flammes à une vingtaine de mètres. Chacune tient une poignée de paille enflammée et une branche feuillue. A mesure qu'elles s'éloignent de là, tout en faisant fuir les sauterelles restées dans l'herbe avec le bruit de leurs branches, le feu les suit jusqu'à ce qu'elles parviennent à nouveau aux trous. Dès que le feu est arrivé jusqu'aux trous, toutes les sauterelles y tombent et certaines meurent. Les femmes visitent leurs trous pour en voir l'allure. S'ils contiennent beaucoup de sauterelles, elles sautent de joie et les recouvrent de leurs sacs. Au cours de la nuit, si les femmes sont affamées, elles prennent des sauterelles, les préparent et les mangent. Les sauterelles des trous y restent toute la nuit. Le fait de les laisser dormir dans les trous se dit kila mpay: 'les faire dormir'. A leur tour, les femmes s'endorment dans leurs abris. S'il ne pleut pas du tout, elles déshercent seulement des places de terrain avec leurs houes et s'endorment. Ces places se nomment mbuka.

Le matin, dès qu'elles se réveillent, elles prennent les sauterelles et les enferment dans les sacs et paniers. Elles déshercent des places appelées midzu et font sécher les sauterelles au soleil. Elles les étalent à terre. Le fait de les faire sécher se dit kiyanima ba mpay. Après quoi, elles s'en vont chercher d'autres sauterelles et recommencent de même. S'il y en a beaucoup, les femmes demeureront six à sept jours dans la brousse (mulie). Ce séjour s'appelle musie).

Le jour de leur retour aux hameaux, elles font un partage égal. Chacune d'elles emporte sa part. Au hameau, chaque femme donnera satisfaction par une portion de sa collecte aux siens et à ses amies. Le reste, elle le garde. Après avoir pris du repos, elle ira le vendre de hameau en hameau. Parfois, les sauterelles seront vivantes et fraîches (ba mpay ba bii). On ne donne jamais rien au seigneur de la terre."

Ce récit relate avec précision le déroulement des procès de travail. Spontanément - je n'avais posé aucune question qui en oriente le cours -, le découpage en procès simples nous est retracé. Mieux encore, le mien ne saurait être différent. Voilà un fait remarquable qui légitime d'avoir transcrit sans modification la lettre du récit (5). C'est la justification de notre analyse par phases des activités. La langue kukuya distingue en effet de la façon la plus claire par une terminologie spécialisée les divers procès simples. Ceux-ci, nettement différenciés et perçus, entrent dans une vraie nomenclature. Déjà dans l'agriculture, nous avions procédé par type de champs selon leurs noms; un examen approfondi du vocabulaire aurait conduit à enrichir les désignations dans la langue locale des phénomènes principaux analysés. Ainsi, nous n'avons pas plaqué une grille externe sur les tâches dé-

crites, mais nous avons pénétré à l'intérieur du savoir-faire répertorié afin d'entrer dans le monde technique kukuya avec ses connaissances expérimentées, transmises et parlées.

Nous y gagnons sur plusieurs registres. D'abord, quelque chose du plaisir de cette "quête" sans homme dans des brousses assez lointaines, la perception de l'affectivité en jeu dans les tâches, la connaissance des emplacements divers (avec des mots divers) servant à la collecte - la précision n'exclut pas du tout une langue imagée et concrète -, la fusion qui s'effectue par instants entre les mouvements des sauterelles et ceux des femmes, leur sommeil parallèle, leur lien commun au feu, la succession ressentie par les femmes: longue marche dans la savane inhabitée qu'elles occupent, fatigue, repos au retour dans les hameaux. Une fraction d'activité autonome qu'elles se sont appropriées.

De ces actions nous a été livrée la trace sensible dans le langage: un système de signifiants enregistrant la place de cette collecte féminine. Nous en poursuivrons le repérage avec les autres formes racontées. C'est toujours le mouvement d'un récit qui nous a livré celui d'un acte; le concept de procès ne fait que systématiser une pratique.

Dans cette dernière, l'unité de travail était **collective** et se présentait sous forme **élargie**. Sa cohérence est sûrement renforcée par le temps des opérations (une semaine) et l'intérêt attaché par les femmes à leur quête. Les techniques sont assurées, bien transmises, fixées autant qu'éprouvées. Mais après la recherche et le ramassage des insectes en commun, chaque femme s'empare d'un produit individuel, sa part de collecte. A la distribution égalitaire correspond la répartition égale (en principe) dans le travail qui l'a précédé. On verra dans la chasse masculine combien les pôles sont opposés.

Au retour au hameau prend place un nouveau partage à partir de chaque collectrice, parmi "les siens". On a l'impression que des rapports externes viennent alors peser, qui prévalent dans l'agriculture ou le reste des tâches féminines.

Il existe d'autres genres de collecte de sauterelles. Leurs procédés, leur ordre, la durée moyenne des quêtes sont les mêmes avec des variantes faibles. L'époque peut changer: vers mai-juin vient le moment favorable pour recueillir les sauterelles bantsuli, nom donné aux précédentes quand elles sont "plus jeunes et dépourvues d'ailes". Des groupes d'hommes un peu plus nombreux partaient en pleine saison sèche: eux procédaient plutôt par encerclement complet en enflammant la brousse. Pendant la petite saison sèche, des groupes légèrement inférieurs se mettent en quête d'une espèce différente de minuscules sauterelles vertes miné. Là, les hommes ne creusent pas de trous, mais brûlent un espace vide nommé ta. Cette variante d'apparence indifférente est significative.

### La collecte des chenilles

La zoologie locale connaît de si nombreuses espèces de chenilles que je n'en donne qu'un échantillon. Les collectes se pas-

sont à des moments définis de l'année avec un calendrier aussi structuré que le calendrier agricole. On va s'apercevoir combien les procès de travail sont associés à un savoir particulier portant sur les variétés de chenilles et celles des arbres ou herbes sur lesquels elles se trouvent.

La quête des chenilles ba ntsini est faite par des unités collectives de 20 à 30 femmes dès les premières pluies de septembre. Le groupe se munit de petites Calebasses (kiba) et s'en va hors du plateau vers l'étendue désertée appelée mukene. Sur les pentes des collines se déroulera la collecte. Ce type de chenilles vit sur les feuilles de petites plantes courtes (bitsagi). Le moment où les femmes vont les ramasser est celui où les chenilles, devenues plus grosses, quittent ces plantes pour migrer dans l'herbe naissante nommée musali. Sur cette surface d'herbe tendre, chaque femme cherche à collecter le plus possible de chenilles: la quantité recueillie dépend de la rapidité de chacune. Puis, elles mettent le butin dans leurs récipients. Le séjour des femmes dure de cinq à six jours: seule la forte chaleur interrompt leur tâche (6), ainsi que les repas. Chacune cuit ses propres chenilles avant de s'endormir chaque soir. Les faire ainsi sécher se dit kiyanima ba a tsini. Ensuite, les femmes recommencent de colline en colline jusqu'au retour à leurs hameaux. D'ici là, elles s'étaient abritées sous des huttes (bisa). Chacune ramène sa part collectée. On n'assiste à aucun partage, ni cadeau au seigneur de la terre. Si les parts sont belles, la femme vend ce qu'elle considère comme un surplus. Certaines collectrices, "les paresseuses", n'auront pas rempli leurs Calebasses et rapporteront des chenilles encore vivantes.

Le travail est individuel; seuls les déplacements et le séjour sont collectifs à la différence de la collecte retracée plus haut. Le procès technique, si exactement répertorié par la langue, s'effectue rigoureusement individu par individu. La conséquence s'en fait sentir dans la répartition des chenilles collectées: chaque femme prépare et emporte les siennes. Davantage, on compare et les femmes paresseuses apparaissent au grand jour, en même temps qu'éclatent les différences entre les tâches individuelles.

Une autre espèce de chenilles donne lieu à des renseignements passionnants. Elles sont plus petites, de couleur noire, et selon que ce sont celles de la savane (onlie) ou de la forêt - les bosquets -, on les nomme mi ntsinsele ou ba bili. Les premières sont recueillies par des groupes de cinq, huit ou dix femmes, auxquels se joignent les enfants de dix ans environ. La collecte a lieu à la même période que celle des chenilles précédentes (ba ntsini) avec les mêmes récipients. La différence réside dans la distance des lieux de quête, le plus souvent situés sur le plateau même. Aussi l'opération se passe-t-elle en une journée; au retour, pas de partage.

Les secondes de même variété sont prises en forêt. Cette fois, le groupe est formé d'hommes, de femmes et d'enfants. Les hommes prennent leurs machettes, en plus des Calebasses emportées par les femmes. On coupe les branches d'arbres reconnus comme porteurs de chenilles pour les recueillir. On aura nettoyé le pourtour des arbres, puis ramassé les chenilles qui seront alors partagées entre

les membres du groupe. La particularité de la chenille collectée et celle de son environnement végétal explique, selon les habitants, pourquoi des enfants s'y trouvent. Les chenilles noires descendent parfois toutes seules le long des troncs en suivant des sortes de "filets" naturels nommés ma sia. Ainsi même de jeunes garçons et filles peuvent les ramasser. On aura remarqué la présence des hommes dès lors qu'il s'agit d'une activité se déroulant sur les bosquets. Le partage est logique, puisqu'il y a répartition des tâches dans le collectif à l'oeuvre.

Un autre type de collecte, réservé en principe aux **hommes**, se passe du début de janvier à la mi-février, dans la grande période générale de récolte des chenilles pour les deux sexes. Les procès de travail sont encore une fois décrits par espèce. Les chenilles ba toko sont d'une épaisseur inférieure à un centimètre ("un doigt"). On les caractérise par leur siège d'élection: les arbres mi toko (bois de fer). Les hommes repèrent ceux qui en renferment, puis un ou deux d'entre eux montent sur les arbres. Dès que c'est fini, les hommes juchés sur l'arbre tranchent à la machette les branches remplies de chenilles. En bas, les autres les recueillent sur les feuilles. Le travail se poursuit sans arrêt. Le fruit de la collecte est placé dans des feuilles enroulées et liées. Puis l'opération reprend sous un deuxième arbre. Le même grimpeur peut monter sur le nouvel arbre, s'il est doué d'un talent connu, sinon les hommes se relaient pour le faire. L'ébauche de spécialisation est occasionnelle et n'octroie aucun privilège particulier. Le groupe peut poursuivre son activité toute une journée. Ensuite, on partage également comme pour les sauterelles des femmes. Une longue préparation culinaire - féminine - se fera au hameau.

Cette sorte de quête comprend une seconde phase. Quelques jours après en effet, les chenilles tombent toutes seules du haut des branches et pénètrent dans la terre. Elles sont dissimulées alors par un matelas végétal, fait par accumulation de feuilles mortes: on l'appelle lifa. Ce deuxième volet apprend beaucoup sur la répartition des tâches. On se rend à nouveau en forêt par deux ou trois personnes, mais cette fois les **femmes** peuvent y participer. Le matelas végétal est une zone intermédiaire entre la terre et la forêt qui y pousse, ce qui nous renvoie aux espaces investis par chaque sexe.

Chacun des membres du collectif restreint fouille le sol et recueille les chenilles. On renoue vraiment avec la réalité du corps de connaissance, traversant la qualification à l'oeuvre dans la collecte:

"Quelques jours après, les chenilles se raccourcissent et peu de temps ensuite, elles forment des 'cages'. Elles vont s'y métamorphoser. Chaque participant s'efforce alors d'avoir sa part: il n'y aura pas de partage. S'il n'y en a pas, c'est que les chenilles ne sont pas nombreuses. Ces sortes de chenilles à ce stade-là, on les appelle ba toko ba a bisini. On les préfère aux premières parce qu'elles ne possèdent plus d'excréments. A partir du moment où elles se forment jusqu'au jour où on les recueille en coupant les branches des arbres, l'intérieur des chenilles était en effet plein d'excréments provenant des feuilles des bois de fer, qu'elles ont mangées

durant tout ce temps. A cette époque, lorsqu'on pénètre dans la forêt, on entend partout un bruit sec et saccadé produit par les excréments qu'elles rejettent. Ainsi dans les bosquets, nul besoin de scruter des yeux pour trouver les chenilles au sommet des arbres."

Mais la connaissance des propriétés de la chenille ne saurait dire à elle seule pourquoi on les classe en plusieurs types, les uns réservés aux hommes, les autres aux femmes. On en trouvera une raison dans une indication fournie sur d'autres chenilles bi nkele, prises sur des arbres nommés mi yili. Elles sont rouges ou noires. La technique des hommes est semblable à celle qu'on a relevée: ils tranchent les branches des arbres. Le commentaire suit aussitôt: "on ne fouille jamais dans la terre pour les recueillir". C'est sur ce point, croyons-nous, qu'est définie la différence majeure de l'activité propre aux femmes, même si on rencontre tout un réseau de déterminations symboliques. Pour le reste des procès, le collectif de quatre ou cinq hommes ("On emmène rarement les femmes.") intervient et se répartit les tâches sans vraie spécialisation avant de partager le butin. Les mêmes chenilles bi nkele se spécifient, selon l'arbre où on les découvre, en autant de catégories: mu muyili, mu buo buo, mu mukaa. Autant de genres de collecte en dérivent, faites par les hommes.

D'une liste très longue, nous n'extrairons plus que les chenilles mibi dans les collectes d'hommes. On les ramasse par groupe de deux à cinq personnes sur les arbres mongele, célèbres pour leur bois dont on fait les tambours. On peut partir trois ou quatre jours hors du plateau ou sur les bosquets intérieurs aux Terres. Les chenilles jeunes restent sur les feuilles des branches, puis descendent le long des troncs pour s'entasser en un bloc dit kibana. C'est le moment où elles sont couvertes de poils. Là elles grossissent, perdent leurs poils et remontent en colonnes sur les arbres. Elles y croîtront en se nourrissant de feuilles: le moindre vent ou la moindre chaleur les feront tomber. Les hommes les collecteront en coupant les branches. L'observation des dates favorables est une des clés de la quête. Quant à la notion de partage, elle dépendrait de la quantité de butin recueilli. Pour une abondante collecte, le partage se passe au pied de l'arbre; si l'on a longtemps erré, il n'a lieu qu'au retour au hameau toujours sur base égale. Comme chez les femmes, cet aspect est dû au parallélisme de tâches équivalentes. Aucune place de direction ne ressort avec insistance. La réalité matérielle des qualités et quantités différentes des espèces collectées est indéniable: l'activité y trouve son être, sa consistance nécessaire. Mais suffit-elle à déterminer le phénomène ?

Les complémentarités sont à plusieurs niveaux. On en discerne entre chenilles et sauterelles dans les collectes d'une année. Elles ne se ramassent pas au même moment: les deux travaux s'étagent et alternent dans le temps. Décisive est sans doute la division du travail par sexe (et âge) matériels avec la qualification et les outils qu'elle emploie.



LA CHASSE (MBI)

A la fin du 19<sup>e</sup> siècle, Payeur-Didelot (1900) signalait que les Kukuya étaient "de hardis chasseurs et de braves guerriers" et parlait de "l'abondance du gibier" dans la région. La chasse ne se bornait pas à la surface du plateau, mais s'étendait à toutes les savanes situées alentour. Pour ma part, je n'ai plus trouvé que quelques chasseurs individuels dans chaque Terre, surtout au sud-ouest à Abila. Après la révolution politique de 1963, la vente des cartouches cessa; elles avaient servi durant la seconde moitié de la colonisation entraînant la mise au rencart des vieux pièges.

On pratiquait une chasse diversifiée allant des "hérissons" (olibi) à une date déterminée (les premières pluies de septembre) aux antilopes, civettes et autre gibier moyen pour arriver aux éléphants. En saison sèche, on brûlait les grandes étendues d'herbe environnantes pour rabattre les bêtes et on usait aussi de filets.

Contrairement à la pêche, abandonnée aux Teke-Alima de la rivière Lekety, les habitants s'adonnaient beaucoup à la chasse. Par contraste avec les actuelles carences en protéides, elle leur fournissait les moyens d'une alimentation équilibrée. Toutes les évocations de marchés précoloniaux font allusion aux échanges de viande de chasse. On en rencontre des traces fréquentes dans l'organisation seigneuriale (chants, proverbes, prestations).

En dehors des filets et des fusils, on traquait à la lance le petit gibier (en particulier de nombreux types de rats) et on se servait de plusieurs genres de pièges comme le kidaka fait d'une branche de palmier recourbée qui se détendait en se refermant sur une fosse ou un récipient tressé. Pour les animaux de plus grande taille, on creusait des trous dissimulés ensuite et destinés à immobiliser la bête avant de la tuer à l'arme blanche. Le reste de l'appareillage est semblable à celui qui a été souvent décrit pour les Teke proprement dits.

Si l'ensemble des activités se concentrait en saison sèche, seule la grande battue au filet y était exclusivement placée. Les chasses plus simples comme celle qui consistait à engluier les oiseaux au bout de longues perches (mutsitse) ou à tendre des filets plus petits dans les hameaux entre les arbres étaient conduites toute l'année en fonction des besoins ou du temps vacant.

Nous distinguons entre les différents gibiers suivant leurs dimensions. Je n'aurai nulle ambition d'être exhaustif, mais le désir de rechercher les types de procès techniques les plus courants. La classification en petite et grande chasse est quelque peu arbitraire. On aurait pu diviser le sujet en piégeage, chasse individuelle et chasse collective: nous reviendrons sur cette répartition en examinant les rapports sociaux. De plus, une bonne part de la description est anachronique, les chasses inventoriées n'étant plus toutes pratiquées. Une mise en perspective historique sera donc nécessaire.

## La petite chasse

Nous examinerons cinq variétés de petite chasse sous l'angle des procès de travail. Disons immédiatement que la chasse est une activité exclusivement masculine. La petite chasse se pratique surtout aux alentours des maisons et des champs sur la surface humanisée du plateau, bien que le lieu de son déroulement soit souvent les bosquets ou forêts.

### 1) La chasse au rongeur nkwuomi

Je le choisis à titre d'exemple des nombreux rongeurs que traquent les habitants du pays. Le point de départ chronologique est fréquemment occasionnel: un homme remarque dans un bosquet la présence d'un trou très rond et discerne les empreintes du petit animal. L'homme revient à son hameau et alerte les gens qui s'y trouvent ou ceux du voisinage. Ceux-ci se munissent d'une houe (maintenant d'une pelle), d'un filet et de quelques machettes, parfois d'une lance. L'effectif moyen est de cinq à six personnes. Arrivés sur place, les chasseurs commencent par nettoyer tout autour du trou de manière à dégager un cercle assez large. Puis on recherche aux environs un second trou plus petit, recouvert parfois d'une feuille (7), sinon on risquerait de laisser échapper le rongeur. Le filet est tendu du côté du petit trou. Ce filet de taille moyenne est maintenu solidement par de petits bâtons fourchus (*ntere*). L'équipe de cinq hommes se répartit ainsi: Deux d'entre eux se cachent derrière le filet tendu; on les nomme "les gardes" (*kiele*). Le troisième prend la houe et se met à creuser à l'intérieur du trou. Les deux derniers restent à quatre ou cinq mètres derrière lui. Ils attendent que l'homme qui creuse le sol ait atteint un endroit connu du terrier: une sorte de petite porte (*maku*). Il arrive que le rongeur fuie par un orifice supplémentaire, ignoré.

L'homme qui creuse avertit alors ses camarades d'être en éveil. Si le trou est profond, le chasseur se fait remplacer par un autre pour éviter la fatigue. On atteint un autre palier du terrier. Les deux hommes placés en arrière font du bruit afin que l'animal perde son contrôle et se dirige vers le filet tendu. Dès que c'est fait, le rongeur est tué à coup de lance ou de couteau. On opère ensuite le partage et si les chasseurs le veulent, ils partent ailleurs ou à l'intérieur du même bosquet pour débusquer d'autres *nkwuomi*.

L'équipe que nous venons de voir à l'oeuvre est **intermédiaire** entre les deux formes de **coopération restreinte et élargie**. Aucune spécialisation véritable ne semble intervenir à ce stade: il est probable que techniquement chacun des chasseurs pourrait remplacer n'importe lequel des autres. La répartition des tâches est alors nécessaire, mais elle s'improvise entre hommes qui connaissent d'expérience toutes les phases du procès. Même souplesse dans l'enchaînement "à volonté" d'une seconde séquence après la première capture. Remarquons en passant que dans cette activité de chasse toute masculine, l'utilisation de la houe par un homme ne pose aucun problème (au moins actuellement): on se souvient qu'il n'en allait pas de même pour la collecte où intervenaient des procès tantôt féminins, tantôt masculins.

2) La chasse au porc-épic (ngwuuma)(8)

La connaissance des habitudes du gibier détermine là-encore le comportement des chasseurs. On sait que les porcs-épics se trouvent dans les endroits désignés par le terme de pfuliki et situés dans les forêts "naturelles" d'assez vaste étendue ou bien dans les forêts de rivières (celles qui bordent le plateau). Certains arbres sont pourvus de racines qui sortent en partie de la terre et forment de petits abris côniques. Une couche spongieuse, nommé lifa, les recouvre. Les porcs-épics sortent de leurs abris par une ou deux minuscules "portes". Parfois, on rencontre aussi une ou plusieurs pistes (mukiini) qui partent du pfuliki. L'ensemble de ce savoir a pour effet inévitable l'existence d'une fonction de repérage ou de détection des lieux de chasse favorables. La décision de chasser semble moins occasionnelle que dans le cas des rongeurs nkwuomi: une journée précise est fixée.

Les chasseurs sont souvent une vingtaine; jeunes et vieux s'y rendent et il n'était pas rare de réunir une troupe de 40 hommes avant la colonisation. L'équipement est identique à celui de la chasse précédente (lances, couteaux et petits filets): une seule différence importante, la houe pour creuser le terrier est remplacée par des nasses. D'autre part, l'équipe se met en route avec des chiens. La répartition des tâches procède de la nature de l'outil apporté par un chasseur ou plus généralement du moyen qu'il utilise (chiens) pour prendre part à la chasse. Les porteurs de nasses se placent sur les pistes des animaux, où ils disposent leurs engins. Les possesseurs de filets les tendent du côté de leurs pistes afin de couper la route aux porcs-épics. Dès que cette préparation est réalisée, les conducteurs de chiens pénètrent avec eux dans la forêt et laissent les chiens fouiller les pfuliki un par un. Le gibier sort alors dans les nasses où il est tué ou bien il se fait prendre dans les filets où il subit le même sort. Il arrive que les porcs-épics se refusent à sortir: les pfuliki dans lesquels ils restent cachés sont défaits à la machette. Quant aux porteurs de nasses, ils tentent de se dissimuler derrière des arbustes. Après capture, le gibier est passé au feu afin de le débarrasser de ses piquants. Enfin le partage a lieu.

Ce type de chasse réclame une **coopération élargie**. Il paraît faire jouer une certaine division des travaux dans la mesure où, selon le moyen de travail mis en action, le chasseur déterminé met en oeuvre une fonction qui acquiert avec le temps une spécialisation embryonnaire (nasse, filets, chiens...). Cependant, avec peu d'entraînement, n'importe quel membre de l'équipe pourrait détenir sans mal la qualification supplémentaire qui lui permettrait de permuter avec un de ses camarades. C'est pourquoi nous restons très proche de la coopération simple, usant plutôt d'un niveau technique moyen entre chasseurs adultes sur un plan collectif.

A l'espèce du porc-épic n'est pas associé un seul genre de chasse. Les Kukuya usaient également du piégeage. Ou bien ils fabriquaient le piège libalika, disposé de telle sorte que les petits animaux déclenchaient la détente d'un bâton recourbé qui libérait le poids d'un lourd lattis de grosses branches: le gibier était écrasé sous sa masse. On l'avait appâté le plus souvent avec des tubercules de manioc ou des fruits sauvages (mbanda ou nzali),

placés sur ses pistes familières. Ou encore les habitants confectionnaient le piège kidaga, qui étranglait l'animal dans un noeud (swüë). Dans les deux cas, les diverses pièces du dispositif étaient répertoriées à travers une nomenclature aussi précise que celle d'un ensemble mécanique moderne. A une homogénéité des noms correspondait à coup sûr une standardisation assez forte de la fabrication. Pour protéger l'engin une fois qu'il était mis en place, le chasseur indiquait aux passants possibles par des signes bien visibles la présence de son piège. L'étude précise de tous ces savoir-faire et de leurs causalités propres jetterait sans doute une vive lumière sur les procédés dites magiques. Mais ce n'est pas ici notre objet. Ce qui nous importe est de remarquer que l'installation de tels pièges était faite la plupart du temps par un seul travailleur, au plus par une coopération restreinte.

### 3) La chasse au "hérisson" ntsilibi(9)

Le découpage des procédés de travail successifs et le matériel utilisé sont les mêmes que pour la chasse aux porcs-épics. Aussi ne rajouterons-nous que les détails supplémentaires qui offrent un intérêt défini dans notre optique.

La chasse au ntsilibi s'effectuait classiquement au moment des premières pluies (septembre-octobre). A cette période, un spécialiste intervenait dans une Terre ou une partie de Terre: sa fonction de repérage était suffisamment déterminée pour qu'on ait conféré au "détecteur" un nom particulier, celui de mukeli. Il quittait son hameau à l'aube ou juste après la tombée de la pluie et se rendait dans la savane (onlie) à la recherche des endroits où les ntsilibi broutent l'herbe durant la nuit ou le matin. Un semblable type de savane dont les herbes jeunes sont très vertes encore s'appelle musali. L'homme contournait toute l'étendue de savane et localisait les lieux de pâture des ntsilibi. Cet acte de faire attentivement le tour de l'emplacement était désigné par le verbe kikele. Le "détecteur" repérait la piste d'entrée des ntsilibi dans le "fragment de savane" (kisaki) souvent bien délimité par les feux de brousse: s'il ne trouvait pas d'empreintes de sortie du gibier, il retournait alors à son hameau, sûr que les animaux étaient bien enfermés dans l'espace repéré. L'homme alertait habitants et voisins.

L'appel était donné à l'aide d'un sifflet (kiliri). Les chasseurs s'emparaient du même matériel que pour traquer les porcs-épics ainsi que de bâtons. Les propriétaires de chiens prenaient lances, bâtons et grelots pour leurs bêtes. Les porteurs de nasses s'armaient de couteaux. Ceux qui n'avaient ni chiens, ni nasses saisissaient lances et bâtons. La troupe toujours nombreuse - 40 à 60 personnes: hommes et adolescents - se dépêchait de gagner la savane désignée. Les propriétaires de chiens faisaient asseoir tout le monde, et un spécialiste (ngàà) effectuait le rituel de la chasse (kiwenimi mbii), identique à celui des grandes battues de saison sèche. Ensuite, le "détecteur" mettait en place les porteurs de nasse sur les différentes pistes des animaux. La technique d'utilisation des nasses n'était pas facile; chaque homme commençait par combler avec des herbes les trous qui entouraient son instrument, puis se postait caché, debout dans la savane. Il

fallait laisser au moins quatre mètres, pas plus ni moins, crainte d'effaroucher le gibier trop tôt ou bien de le manquer. C'est pourquoi une pareille tâche n'était jamais confiée à des enfants de dix à douze ans.

Le "détecteur" faisait venir à ce moment les conducteurs de chiens. Chacun d'eux attachait un grelot aux hanches de son chien. Ceux qui n'avaient ni chiens ni nasse encerclaient la savane et attendaient en armes. On mettait sur la piste le chien le plus habile (*mbva wu ya mbii*: "le chien de chasse") qui suivait le parcours d'entrée des ntsilibi. Puis les autres chiens étaient lâchés, excités par leurs maîtres. Durant la pose des nasses, un silence absolu était de rigueur. Les animaux se réveillaient brusquement en entendant les grelots: souvent leur chef, un ntsilibi mâle, se dressait le premier et parvenait à fuir. Dès l'assaut des chasseurs, le gibier s'éparpillait: on le tuait comme on faisait des porcs-épics. Enfin, on poursuivait les animaux échappés. Le butin pouvait s'élever à trois, quatre, six ntsilibi dans un morceau de savane précis. On le partageait.

Fréquemment, les habitants des hameaux chassaient les ntsilibi de jour en jour sans interruption à l'époque favorable. On n'attendait pas alors qu'il y ait un "détecteur". Il est probable que les équipes engagées dans cette quête étaient plus réduites. Mais, semble-t-il, beaucoup de temps était perdu en recherche préliminaire: cet inconvénient était pallié cependant par la bonne connaissance des lieux dans le territoire habité. Le même gibier était également pris au piège dans les conditions décrites antérieurement (10).

Que découvrons-nous dans cette sorte de chasse ? Nous ne pouvons que mettre en parallèle l'exiguité du butin et l'importance des effectifs mis en jeu. A coup sûr, il s'agissait d'un gibier extraordinairement prisé. La **coopération élargie** était ainsi entreprise. L'utilité de la fonction de repérage (mais elle n'était pas exercée de manière indispensable par un spécialiste) explique que le "détecteur" ait une bonne part du contrôle technique de la chasse. Pourtant, celui-ci intervient surtout en savane sur place et nous avons vu que le rituel initial est, lui, déclenché par les propriétaires de chiens.

#### 4) La chasse au sanglier (ngwa)

Les sangliers appartenait au petit gibier par leur taille, mais se rapprochaient du gros par les risques de leur capture et les distances à parcourir pour la réussir. Ils demeuraient toujours dans les forêts de rivières, donc aux environs du plateau. Dès qu'ils étaient signalés quelque part, une troupe de vingt personnes environ se mettait en route: en étaient exclus tous les jeunes garçons, car la chasse était jugée très dangereuse. Les instruments étaient la lance et la machette. La poursuite avait lieu souvent dans les savanes. Les hommes de moins de trente ans montaient sur les arbustes ainsi que les moins braves. On n'emmenait jamais de chiens pour cette opération. Il fallait parcourir de très longues distances parfois. Après la chasse avait lieu le partage. Cette activité était valorisée en grande partie par les

risques encourus.

Les sangliers étaient aussi pris au piège, un engin semblable à celui qui servait à prendre les porcs-épics: il changeait seulement de nom et se nommait kiyili. L'appât était fait de noix de palme, de fruits sauvages (nkulu), tirés des palmiers de rivières, enfin de tubercules de manioc.

### 5) Le piégeage de l'antilope nkaa

Déjà avec le sanglier, nous étions sorti de la catégorie du petit gibier, encore que cette chasse connaisse une faible élaboration technique (coopération élémentaire où tous les chasseurs font les mêmes gestes ou presque). L'antilope nkaa était très souvent piégée. L'instrument était le même que dans le cas du porc-épic, mais renforcé et agrandi pour résister à la force de l'animal. Il s'agissait du modèle de piège à "noeud", commun à beaucoup de populations congolaises (11). On verra pour quelle raison nous choisissons de juxtaposer trois chasses aux petits animaux et deux chasses aux animaux moyens lorsque nous passerons à l'analyse des rapports sociaux et de la distribution du gibier.

### **La grande chasse**

Nous passerons en revue la chasse ancienne au gros gibier, puis les grandes battues dans la savane.

### Le gros gibier

C'était en premier lieu l'éléphant (nzoko). Les chasseurs se servaient surtout d'un système de piège à "lance". Un véritable spécialiste existait - sans doute dans chaque Terre ou même partie de Terre; sur lui se confondaient les fonctions de détecteur du gibier et artisan du piège. Ce dernier engin n'était pas réalisé avant le repérage: le spécialiste allait d'abord rechercher la trace des éléphants dans les forêts de rivières avoisinant le plateau. Dès qu'il était assuré d'avoir trouvé une piste, il revenait à son hameau et choisissait une petite équipe d'hommes particulièrement forts et expérimentés (de 7 à 12 personnes environ). Rendus sur place, les chasseurs prenaient un endroit situé entre deux grands arbres: à l'aide d'une très solide corde en fibres de raphia, ils attachaient une lance dirigée vers le bas à un morceau de bois vert résistant. Le tout était relié aux deux arbres. La pointe de la lance était dirigée vers les pattes de devant de l'éléphant. Celui-ci passait sur la piste et en touchant la corde, il détendait le piège et était frappé par la lance. On s'efforçait alors de le tuer au plus vite. Venait ensuite le retour au hameau et à la partie de Terre et le partage, dont nous réservons de nouveau l'examen. L'essentiel à ce stade est de voir la suite des procès de travail et leur nature. Ils engagent une **coopération élargie**, de dimension relativement **réduite**. Elle est compensée, pourrait-on suggérer, par la haute qualification non seulement du spécialiste, mais de tous les participants. Nous sommes loin d'un effet de masse comme celui que réalisaient les grandes battues

périodiques.

L'hippopotame (*mvuba*) était pourchassé avec le même piège que l'éléphant. On pratiquait aussi une seconde espèce de piège, consistant à creuser un trou de trois mètres de profondeur sur la piste de l'animal. L'orifice avait une largeur d'un mètre à peu près: il se rétrécissait vers le fond. La terre de déblai était jetée loin de l'emplacement du trou, de peur que l'hippopotame ne délaïsse cette piste en voyant les tas de terre. Le piège était couvert de petites branches de bois vert, puis de paille ou de quelques feuilles. Les chasseurs revenaient chez eux et le "possesseur du piège" allait le visiter tous les matins. Si un animal était tué, on opérait le dépeçage et le partage.

Les buffles (*mpaga*) étaient pris à l'aide de grands filets que nous retrouverons dans les battues. Le déroulement de cette chasse rappelle beaucoup celui de la chasse au porc-épic. Un spécialiste voit les empreintes soit en savane soit en forêt. Il alerte les détenteurs de grands filets et les maîtres de chiens: respectivement *ba ngáá misia* et *ba ngáá mbva* (ou encore *ba saki*), fonctions précisées antérieurement. Une troisième s'y ajoute: les maîtres de chiens sont accompagnés de gens chargés de "crier" dès que le gibier sort de son gîte: *ba bii* ou *ba ntsa nkele*. Première opération: la pose des filets dans un silence attentif. Puis ordre était donné aux groupes des maîtres de chiens et crieurs d'intervenir. Ces derniers, avant de faire du vacarme, se rangeaient tout le long de la partie sans filets; ils s'étaient munis de leurs bâtons. Les cris sont destinés à rabattre le buffle en direction des filets, c'est-à-dire du côté silencieux. L'animal pris dans l'un des filets était aussitôt assailli par son détenteur et tué au couteau ou à la lance. On était souvent obligé de lui briser les quatre membres. Après la mise à mort du gibier, les filets étaient repliés autour de leurs bâtons de soutien (*ntere*). On pouvait passer au partage, avant de rentrer chez soi.

La mise en place des grands filets dans ce dernier cas mettait forcément en jeu une **coopération élargie** de trois ou quatre dizaines de personnes au moins. Sa nature appelle les mêmes remarques que nous avons faites sur la chasse au porc-épic.

### Les grandes battues de saison sèche (mbvura)

Leur nom provient du terme par lequel on désignait les vastes étendues de savane que les habitants brûlaient pour avoir du gibier (12).

Quelques semaines avant que vienne la saison sèche (mai), les gens qui avaient coutume de s'adonner à ces battues se réunissaient pour s'entendre sur les modalités de la chasse. En l'occurrence, les préparatifs les plus importants semblaient être le fait des détenteurs de grands filets: ceux-ci vérifiaient ou faisaient vérifier l'état de leur mailles. Ces filets avaient de 20 à 30 mètres de long sur plus de 2 mètres de haut. Le plus vieux des détenteurs allait ensuite mettre en train les rituels indispensables. La saison venue, les chasseurs les plus âgés ainsi que les possesseurs de filets fixaient un jour précis (*lagi*). Leurs épouses pré-

paraient pour eux du manioc à emporter. La veille du départ, on sifflait un coup de kiliri pour alerter ceux des environs. "N'importe quel homme, intéressé à cette chasse" pouvait s'y rendre. Tous les participants allaient voir l'homme le plus âgé qui leur indiquait l'endroit où se déroulerait la battue. Avant l'aube, les détenteurs de filets partaient avec leurs provisions de route: ils le faisaient la nuit pour éviter d'être "vus" par leurs ennemis. En savane, les premiers rendus au point de rencontre s'asseyaient et attendaient leurs camarades. Un spécialiste rituel (ngàà) officiait. Puis, on prenait les filets, les bâtons de soutien fourchus, les vivres et on se déplaçait vers l'étendue de savane à brûler. Quelques jours auparavant, un chasseur était venu là pour ouvrir une allée (ta). Les filets étaient disposés tout au long de celle-ci. L'affût commençait, les antilopes tardant plus ou moins à venir. Celui qui avait un long filet se faisait aider de deux ou trois personnes.

On choisissait quatre bons coureurs afin de brûler l'étendue de savane; c'étaient la plupart du temps des spécialistes encore. On leur cueillait des poignées de feuilles sèches et ils allaient allumer le feu très loin, séparément. Les deux premiers coureurs mettaient d'abord le feu et couraient vers les deux autres qui prenaient le relais de l'allumage et couraient à leur tour vers les filets tendus. Ils allaient l'un vers la gauche, l'autre vers la droite en secouant leur paille enflammée. Les gardiens de filets et les gens qui n'en avaient pas, c'est-à-dire les "crieurs", se trouvaient face à eux aux aguets. Plus les coureurs progressaient, plus les langues de feu croissaient. Les antilopes, terrorisées, accouraient à toute hâte en direction des filets. Dès que l'une d'elles se présentait à quelques mètres des filets tendus, les gens frappaient dans leurs mains en criant: "ya, ya", c'est-à-dire, "viens, viens !" L'animal, perdu, s'en allait jusqu'aux filets: chaque gardien de filet tentait de l'attirer vers le sien (13). Finalement la bête était tuée. On faisait le dépeçage, puis le partage n'avait lieu que lors du retour au village. Des porteurs de gibier de savane en savane étaient désignés. En effet, d'autres étendues d'herbes étaient ensuite brûlées. La durée de la battue variait entre dix jours et un mois. Les effectifs mis en mouvement semblaient être d'au moins 40 personnes et au plus une centaine.

L'insistance doit être mise sur la **coopération élargie**, la plus considérable quantitativement que nous ayons rencontrée. Mais il y a davantage: comme le remarque Terray sur les Dida de Côte d'Ivoire (1969:106), un tel mode de battue avait peu de chance d'être réalisé correctement avec un seul filet. Se manifestait ainsi de manière quasi nécessaire la coordination des divers filets pour éviter les trous entre eux. D'autre part, les phases successives des battues se devaient de s'enchaîner: repérage, incendie des savanes, rabattage, etc. Enfin, le regroupement des chasseurs ne saurait être laissé au hasard. Nous voyons de la sorte pointer **une fonction de direction technique** du procès d'ensemble. Induisait-elle un pouvoir d'un autre ordre ou bien constituait-elle un rôle provisoire et discontinu ? Nous aurons à nous poser cette question à partir de cette base matérielle de l'activité des battues.

Le butin de telles entreprises, étant donné le nombre des participants, paraissait être relativement maigre: de 40 à 50 antilopes



ou rongeurs pour sept ou huit emplacements incendiés (14). Rarement, des éléphants et des buffles étaient tués de cette manière; les jeunes garçons présents s'occupaient de la mise à mort du petit gibier. Le piégeage était en moyenne une occupation moins prestigieuse, mais plus rentable économiquement (15). Les alentours du pays Kukuya n'étaient pas pauvres en gibier, ni sa surface où les bosquets servaient de réserve d'animaux: un cycle analogue, si l'on veut, à la reproduction du sol agricole par la jachère.

Nous laisserions une lacune importante si nous omettions les **chasseurs individuels**, présents dans chaque partie de Terre. C'étaient des hommes d'âge, car leur indispensable formation était longue. On pouvait parler d'eux comme de semi-spécialistes. Souvent, ils assuraient grâce à leurs connaissances la fonction de détection pour les groupements collectifs. Dès avant la colonisation, certains pratiquaient la chasse au fusil. Aujourd'hui, ils sont presque les seuls survivants de la gamme des chasseurs: peu nombreux, leur importance économique est faible.

#### ARTISANATS ANCIENS ET MODERNES ET AUTRES ACTIVITÉS

Les principaux artisanats anciens étaient le tissage, la forge et la vannerie. L'art de la poterie n'était presque pas pratiqué (à la fin du 18<sup>e</sup> siècle, au moins)(J. de Brazza 1887:440): on suppléait cette carence par l'utilisation desalebasses et, pour les récipiènts de cuisson, par des pots importés du sud-ouest (Lali, c'est-à-dire le pays teke- lali).

##### Le tissage

Cette activité occupe une place de premier ordre depuis un temps très ancien. J. de Brazza déclare en 1886, après son passage sur le plateau: "Une des spécialités du pays réside dans le tissu. Chez les Kukuya en effet, se tisse l'étoffe indigène la plus fine, qui est très recherchée et se vend extrêmement cher". Son compagnon de voyage, A. Pecile, confirme ce point de vue et souligne la particulière qualité des pièces: "Les Kukuya sont maîtres dans cet art; les pagnes ouvragés les plus fins chez le roi Makoko et chez sesépouses proviennent de ce pays" (1887). Ce dernier fait nous avait été rapporté par les tisserands actuels qui vantaient par là leur renommée lointaine, bien au-delà des limites de leur région.

Le métier à tisser employé pour confectionner les tissus a été excellemment décrit par A. Masson-Detourbet (1957:67-99) chez les Teke proprement dits (sous-groupe Atyo de Mbe du Makoko, immédiatement au nord de Brazzaville). L'instrument est strictement le même; nous avons seulement enregistré quelques variantes linguistiques dans la désignation des parties du métier (16). Ce métier est de dimension moyenne: 1,60 m de hauteur environ sur 0,60 m de largeur: il est aisément déplaçable. Sa place est réduite si on le démonte et son transport ne pose donc aucun problème en cas de changement de résidence.

Les pièces de raphia tissées avec cet instrument sont petites: le module ordinaire est de 45 cm sur 75 cm. C'est en cousant ensuite ces rectangles qu'on confectionnera des pagnes de taille variée. Ce procédé est identique à celui que décrivait l'ethnologue italien Pecile ("un piccolo telajo assai ingegnoso, fatto sullo stesso principio dei nostri telai primitive, serve a tessere i quadrati di stoffa cui accennai e che vengono poi cuciti insieme": 1887:450). J'aurai l'obligation de revenir plus en détail sur les diverses utilisations des tissus, étant donné l'importance qu'ils avaient tant dans l'économie interne des Kukuya que dans leurs exportations; rappelons seulement pour l'instant les deux usages principaux des pagnes ou tissus de raphia à l'intérieur du plateau: on les accumulait pour former les compensations matrimoniales et les amendes de toute nature. Ces tissus restaient toujours convertibles en ressources alimentaires. On distinguait entre deux catégories de pagnes de raphia: d'une part les nombreuses variétés courantes, faites d'une combinaison de plusieurs tissus simples (litsulu), d'autre part le ntango ("tissu de la panthère"), réservé aux seigneurs du ciel. Ce dernier est, lui aussi, composé, comme l'exige le caractère du métier à tisser, de plusieurs pagnes ayant les dimensions du module; mais ceux-ci sont richement décorés suivant des motifs connus et relativement fixés. En ce cas, la "pièce" de base de ce remarquable ensemble se nomme litsulu li ngo. La composition du ntango réclame une technique beaucoup plus longue et élaborée, nécessitant la connaissance des couleurs végétales servant à inscrire les motifs.

### La forge

L'art de la forge tire sa renommée d'un centre extérieur au plateau kukuya: c'est Ntsabi au sud-ouest, le lieu où résident les Ba-ntsabi (voir ce volume, "Présentation"). Ce sont des extracteurs de minerai de fer, activité que les Kukuya n'ont jamais pratiquée. Référée au tissage, la forge n'apparaît pas comme une spécialité autochtone, mais toujours seconde, ce qui ne veut pas dire secondaire.

Selon un mythe déjà relaté, la forge fut importée de Ntsabi par un Kukuya qui n'était pas seigneur mais subordonné (nkani). Le récit nous en fixe la date: ce fut au temps des fils de Mubie, puisque l'homme était l'ami de Ngolo a Mubie, enfant du héros qui gouverna à Ntsabi. Après avoir là-bas appris les secrets de fabrication des forgerons, l'habitant du plateau kukuya revint chez lui, dans la Terre Illakuya et s'y installa: c'était son origine maternelle (mbun'a nguku).

Ces renseignements sont pour nous du plus haut intérêt: nous y constatons que l'art de la forge n'existait pas avant Mubie dans la première organisation politique et sociale que nous avons décrite. Ceci ne signifie pas que les objets forgés y étaient inconnus, car on se rendra compte de l'ampleur du commerce kukuya précolonial; peut-être auparavant les habitants se contentaient-ils d'acquérir (comme c'est resté le cas pour la poterie) les armes en métal ou les hoes qu'ils ne fabriquaient pas.

Nous verrons aussi que la corrélation avec le développement des seigneurs du ciel est plus qu'une coïncidence chronologique. Partout, nous trouvons associés les foyers politiques du mpu avec les ateliers de forgeron.

Dans le cadre de l'inventaire technique où nous sommes, il faut insister sur la fonction utilitaire des objets fabriqués par les forgerons: il met en lumière le caractère indispensable pour l'économie kukuya du commerce extérieur et de son maintien. C'est vrai avant "l'introduction" de la forge, selon toute probabilité; et ensuite il faudra sans cesse se procurer un minerai inexistant sur place. Les hoes et les machettes utilisées pour l'agriculture, les lances et couteaux pour la chasse, les armes de guerre, les instruments symboliques du pouvoir des seigneurs sont issus du travail de la forge. Et ceci en restant au strict niveau économique, car il conviendra d'y ajouter les objets magiques souvent en métal; l'enclume (nzwuunu) par exemple y figure en bonne place et prend même rang parmi les mpu. C'est dire l'importance de cette activité surtout à partir des seigneurs du ciel, mais, nous l'avons dit, sans doute bien plus tôt.

Le matériel de forge est simple et représente une réduction ou un appauvrissement de celui que l'on rencontre chez les Ntsabi. Parmi les principaux instruments se trouvent les soufflets (lubi), les pinces (mbani), le marteau (mutsiene), l'enclume (nzwuunu), le ciseau (lisini), le stylet (musonomi), une grosse pierre (me) sur laquelle repose l'enclume, enfin des moules pour confectionner différents objets comme les pipes. L'ensemble est assez facilement transportable, mais est rarement déplacé en fait et reste dans un atelier aux murs ouverts. L'agent principal de l'opération est le feu (mba), pour lequel on prépare les charbons de bois (makala), ainsi que le souffle (muvumi).

### La vannerie

Ses produits sont associés aux travaux agricoles. Les paniers (mutere) sont des objets familiers de la vie quotidienne: ils sont de tailles très différentes; leur longueur varie entre quarante centimètres et beaucoup plus d'un mètre. Ils servent à transporter les semences, les récoltes, l'eau en saison sèche (unealebasse dans le panier ou maintenant une dame-jeanne). En l'absence totale de bovins, le seul moyen de transport consiste à porter les choses à pied, posées sur la tête.

Malgré l'étendue des usages, la production de cette branche est commune et même banale. Aucun prestige particulier ne s'y attache: c'est ce que tout le monde peut et sait faire, au moins dans l'ancien temps. Il est aisé de se fournir en matériau dans les nombreux bosquets. C'est pourquoi les produits de vannerie ne sont nullement rares. C'est un art frustré, fonctionnel, bien que les panniers y soient d'un travail simple et impeccable. Les Kukuya n'y attachent nulle valeur particulière et la preuve en a été apportée par la venue récente dans la sous-préfecture de Lekana (vers 1953) d'un groupe de Kongo matswanistes (17), réfugiés là en raison des persécutions subies à la suite de leur refus de payer l'impôt. Détenteurs de l'art raffiné de leur région, ils fa-

briquent, dans l'admiration générale, des meubles, fauteuils, garde-manger et lits qu'ils vendent un bon prix aux habitants. Ils sont restés sans rivaux sur le plateau.

### Les travaux artisanaux modernes

Depuis la période coloniale, des travaux artisanaux modernes sont venus se joindre aux précédents dont le déclin est devenu de plus en plus manifeste. Au premier rang des nouvelles activités se situe la menuiserie. Les artisans ont acquis leur savoir-faire à la mission catholique de Lekana ou encore, moins fréquemment, hors de la région, en ville. Ils confectionnent des lits, chaises, tables tabourets, et, ce qui forme les grosses commandes, les portes, fenêtres et charpentes des maisons modernes que se font bâtir les notables. Parfois les bancs des écoles ou les meubles des dispensaires viennent aussi de la même source. Actuellement l'offre est supérieure à la demande, car nombreux sont les menuisiers (toujours plusieurs dans chaque Terre) et faibles les ouvertures commerciales.

Dans une situation analogue se trouvent les tailleurs, certains prospères, mais la plupart végétant après avoir acquis difficilement une machine à coudre. On rencontre aussi des réparateurs de vélos ou vélomoteurs: les seconds, à qualification plus rare, sont les mieux partagés. Enfin, en parcourant les hameaux, on apprend qu'à tel endroit un tel répare les montres ou encore développe les photographies. Seules les spécialités presque exclusives sont vraiment rentables. En aucun cas ne s'est développée une branche comparable à l'artisanat ancien.

A vrai dire, ces travaux artisanaux modernes ne se sont pas réellement substitués aux anciens. Si le tissage du raphia a subi une baisse aussi radicale, c'est à cause des pièces de tissus d'étoffe importées qui servent aujourd'hui à vêtir presque tous les habitants. La forge a dû céder le pas devant les articles concurrents proposés sur les marchés de la période coloniale et actuelle: il est plus facile d'acheter une houe, une machette toute faites et vendues à un prix élevé, mais abordable en comparaison de la valeur d'une heure de forgeron de nos jours. C'est encore la vannerie qui est restée la plus constante. Ainsi pour forgerons et tisserands, le face-à-face ne se trouve pas avec de nouvelles activités sur place, mais avec les produits du marché moderne.

Quant à la pêche, elle était considérée comme l'apanage des Teke-Alima des bords de la rivière Leketi, et les habitants ne la pratiquaient guère, si peu que c'est encore le terme de chasse qui est utilisé pour désigner la prise du poisson.

### Les autres activités

Les branches principales étant maintenant énumérées et situées, demeure un résidu d'occupations dont certaines sont cependant fondamentales. Les trois mois de saison sèche (juin à septembre) posent et ont toujours posé d'épineux problèmes, en raison de la nature très perméable du sous-sol du plateau. G. Sautter a

étudié en détail la situation durant cette période de l'année (1953). Hors quelques points privilégiés: Kébara dans la Terre Abila par sa source permanente, Lekana et la Terre Lage qui possède une mare où l'on peut puiser lorsqu'elle ne tarit pas, dans le reste de l'étendue les difficultés sont grandes. Malgré les restrictions volontaires à la consommation, on doit encore dans une large mesure aller chercher l'eau fort loin, parfois à dix kilomètres, en moyenne à six. Une perte de temps considérable est due à cette servitude.

Il n'a pas encore été question de la **construction des maisons**. Les cases de l'ancien temps étaient faites de roseaux et de lianes sur un bâtis de bois et avec un toit d'herbes. S. de Brazza décrit la forme arrondie de ces toits (Brunschwig 1966:168). Quelques vieux habitants n'ont pu y renoncer, trouvant l'antique demeure plus belle et plus agréable. Depuis la colonisation s'est imposé un autre type de maison en terre battue (*poto-poto*), conservant aussi le plus souvent un toit d'herbes. L'usage des tôles pour le toit est en effet dispendieux et distingue aujourd'hui les riches ou les hauts personnages.

Quand on aura évoqué les travaux ménagers multiples (cuisine, entretien des maisons et des hameaux, soins aux enfants), on aura fait le tour des occupations possibles dans le domaine de la production et de l'entretien. Ce qui relevait de la **circulation des biens** et du **salariat** sera envisagé plus loin.

Je me suis fait un peu l'avocat du diable en rédigeant ce dernier paragraphe, qui n'avait l'air de rien. Il résumait en quelques lignes un supplément d'activité annexe, qui ne semblait ni très long, ni très pénible, ni très considérable dans une société du point de vue qualitatif (la "qualité de la vie" dont nous repaissons beaucoup d'études économiques sur l'Europe et sur l'Afrique). Une parenthèse comme "(cuisine, entretien des maisons et des hameaux, soins aux enfants)", que renferme-t-elle vraiment si l'on se met en tête de l'explicitier ?

Son contenu ne peut pas être tenu pour mineur. La manière dont les gens habitent un endroit dépend de nombreux soins qui lui sont consacrés. Les maisons du pays sont nettoyées presque chaque jour. Les cours des hameaux sont balayées avec un instrument, le balai, qui est presque aussi utilisé que la houe et la machette ! De taille diverse, celui-ci est présent dans chaque maison. Or dans mes entretiens, j'ai beaucoup plus entendu parler du "balai de justice" des hommes (juges, seigneurs, chefs, parfois spécialistes *ngàà* de magie) que de l'outil d'usage. Il y a toujours de l'eau dans un hameau quelle qu'en soit la saison. Le linge et les pagens sont lavés fréquemment. La préparation du manioc dans tout foyer est une opération qui exige temps et effort réguliers. La confection de la cuisine suppose une sauce et d'autres ingrédients avec des variations très sensibles entre les familles riches et pauvres. Tous les soirs, du bois est ramassé aux alentours et des feux sont allumés. De nombreuses tâches de portage sont réalisées des champs aux hameaux, des marchés aux maisons, des petites boutiques de la Terre (ou de Lekana) et les parcours de toutes ces allées-et-venues sont énormes. Les soins aux enfants concernent le renouvellement de leur santé et le tout-

venant se rapportant à leurs maladies.

Si je joins à ces occupations exécutées dans tous les hameaux de la région la corvée d'eau de saison sèche, qui demeure une des "croix" du pays (entre 4 et 6 km le second mois en moyenne, parfois 15), ce supplément d'activité prend une autre allure. Or, nous le verrons en approfondissant les rapports de production, tout ce supplément est accompli par la même et unique couche d'habitants qui se charge aussi de l'agriculture vivrière.

On aboutit ainsi à ces moyennes hebdomadaires de 60 à 65 heures affectées à ces personnes dans la formation sociale. Pour l'essentiel, tous ces travaux ont été accomplis **dans le cadre du mode de production familial**. I Cela ne veut pas dire, on s'en doute, que pour comprendre le trajet du surtravail, on puisse s'en tenir à sa seule prise en considération dans l'analyse sociale.

Du point de vue technique, on notera une contradiction de taille: le travail demeure très souvent individuel avec une coopération restreinte, alors que son exécution se fait dans de petites communautés plus larges (présence en commun sur les chemins, les routes, les hameaux). La base de socialisation reste ainsi plus forte que l'atomisation incroyable des travaux. Mais on saisit d'ores et déjà en l'opposition à laquelle se heurteront les rapports de valorisation: leur emprise ne pourra qu'entériner cette division favorable au contrôle, tout en recherchant nécessairement une base plus large de socialisation. Il y a comme une obligation politique et idéologique de reproduire en même temps le système lignager II, dans leur transformation amenée par l'extérieur (système III). Le cadre familial est encore trop mince pour étayer tous ces pouvoirs.

### La technique artisanale

Elle renfermait diverses branches: tissage, forge, vannerie, fabrication de l'huile de palme, boissellerie, construction des maisons. De nouvelles formes d'artisanat modernes sont venues prendre place à côté de celles qui avaient pu subsister parmi les formes anciennes. Nous avons dit en effet combien, durant la période coloniale, le processus de dissolution des rapports anciens avait été marqué.

Aussi serons-nous bref. Du point de vue qui nous retient, les conclusions sont simples à s'en tenir aux grandes lignes de l'évolution:

1) Toutes ces catégories d'artisanat (sauf la construction des maisons) font appel soit à des **procès de travail individuels**, soit à une **coopération** qui est toujours de type **restreint**. Il en allait de même dans la période qui précéda la colonisation. Qu'il s'agisse de la forge où un aide assiste le forgeron (maintien des pièces, manient des soufflets...), du tissage ou de la vannerie, il est clair que l'artisan pourrait assez aisément suppléer son aide, qui ne possède aucune connaissance particulière le rendant indispensable.

Les maçons ou les menuisiers modernes oeuvrent dans des conditions identiques: il est rare qu'ils soient plus de deux ou trois ensemble dans une phase quelconque de leur activité. A plus forte raison, les petits métiers actuels ne donnent pas lieu à une entraide plus large, d'autant que les secrets de réparation, par exemple, n'y sont pas très aisément transmis.

La seule exception concernait donc et continue à concerner la construction des maisons courantes (en paille d'abord, puis en boue séchée). Comme elles sont faites d'une armature de bois - toit et murs -, le travail collectif reprend ses droits pour plusieurs raisons. La période d'édification est située en saison sèche: il est nécessaire par conséquent d'effectuer ce travail à l'intérieur d'un temps déterminé. La **coopération élargie** est alors mise en place: elle permet de réunir une équipe de dix à quinze personnes susceptible de rassembler tout le matériau utile, puis de soulever et disposer les différents éléments. De toute manière, la maison d'aujourd'hui est un bien peu prisé, puisqu'on continue souvent d'abandonner une demeure à la mort de son possesseur chef de hameau. Il n'en va pas de même des maisons en "dur", détention tout autrement valorisée, qui, elle, a été bâtie par une équipe très restreinte de maçons.

2) Le hameau reste comme par le passé la base d'activité de l'ensemble des artisanats. La polyvalence des travailleurs (dans la division du travail par sexe et par âge) permet d'avoir recours à un supplément de main-d'oeuvre. Ainsi les femmes amèneront-elles l'eau pour faire le "poto-poto" des maisons, lorsqu'on n'attend pas la première pluie. Les enfants pourront servir d'aides dans de multiples tâches non spécialisées. Les femmes seront chargées de transports.

A y regarder de plus près, dans l'ancien temps comme à présent, ce cadre doit être cependant débordé. Le tissage traditionnel supposait une articulation avec le bosquet ou les bosquets contenant des palmiers-raphia. Les jeunes hommes ou les adolescents préparaient souvent les fibres. De même encore, l'opération de forge impliquait que du charbon de bois en provenance de la forêt soit fabriqué. On aura constaté que tous ces travaux ont pour propriété commune d'être hors savane, établissant un étroit canal entre le groupe local et les bosquets environnants. A bien des égards, la cuisine domestique pourrait être décrite selon les mêmes traits (bois de cuisson moyen porté par les femmes, grosses branches coupées et transportées par les jeunes hommes).

3) La spécialisation n'était que partielle à l'époque yulu. Cette observation vaut encore davantage maintenant. Avant la colonisation, au 18<sup>e</sup> siècle surtout, les artisanats de la forge et du tissage pouvaient paraître avoir joué le rôle de secteurs "de pointe" où s'établissait une plus forte productivité que dans la branche agricole. Il ne semble pas que même alors se soient créées des unités de production rompant avec le modèle du hameau. Elles restaient au contraire enfermées dans ses limites, les rapports des secteurs agricoles et peut-être de la chasse - imposant leurs normes propres de recrutement et de coopération. Que dire par comparaison des artisanats modernes, sinon que dans la campagne ils s'insèrent dans des groupes locaux d'abord agricoles ? Tout

## BRANCHES D'ACTIVITE ANNEXES

artisan sur base traditionnelle modifiée ou sur base moderne a son champ ou son économie domestique propre. L'artisanat est encore moins qu'avant la règle de transformation des rapports économiques qui lui sont associés.



NOTES

- (1) Le canard aurait été inconnu au 19e siècle.
- (2) G. Dusselje, Les Tégué de l'Alima Congo français (1910: 32).
- (3) Payeur-Didelot, juste avant 1900, écrit que les ressources du gibier et du bétail "n'empêchent pas les habitants ...de consommer beaucoup de chenilles et de sauterelles" 1900:234.
- (4) bisa: le même mot que celui des petites "huttes" où se tenait le héros Mubie à sa venue. Là aussi, les femmes étaient parties en quête de sauterelles, voir notre historique, p. 47.
- (5) La traduction des indications de mesure dans le système métrique vient de la traduction de mon interprète et de ma curiosité à imaginer réellement la scène. Une étude complexe ferait ressortir le raffinement des repères matériels et signifiants.
- (6) "Car dès que les chenilles sentent la chaleur, elles se cachent sous les herbes vertes."
- (7) Tout ceci relève d'une remarquable connaissance du terrier et des mœurs de l'animal que je ne peux illustrer faute de place.
- (8) On l'appelle aussi ngadzwe.
- (9) J'ignore l'identification scientifique de cet animal. Il ressemble à un hérisson qui serait pourvu d'une longue queue de rat.
- (10) L'appât consistait en un os d'éléphant ou de buffle et en beaucoup d'urine mélangée de sel.
- (11) Sautter 1966, I:163). Les Teke comme les Kongo détenaient ce type de piège.
- (12) Ces battues ont été décrites chez les Teke par G. Sautter (1960, II:5-48) ainsi que par J. Vansina dans The Tio Kingdom (1973:122). Les techniques utilisées sont très semblables.
- (13) On comparera avec la chasse au filet des Dida de Côte d'Ivoire, où cette concurrence s'opère entre les différents groupes de chasseurs (Terray 1969:90). Voir encore à ce sujet G. Dupré (1982:54) à propos des Nzabi du Congo.
- (14) Vansina (1973:122), commentant l'analyse de G. Sautter sur le plateau de Mbe. Le rendement des battues kukuya était sans doute meilleur.
- (15) Du strict point de vue de la quantité de gibier tué par habitant: voir les réflexions de Vansina (ibid.:123).
- (16) Les informations sur la symbolique étaient plus pauvres sur le plateau.

## BRANCHES D'ACTIVITE ANNEXES

(17) C'est une secte prophétique, fondée par Matswa sous la colonisation. Voir Balandier 1955.

III

LA TERRE DES TRAVAUX QUOTIDIENS

Les rapports de production

La mise à jour des divers procès de travail représentés sur le plateau était le premier temps de notre démarche. Les mêmes activités sont à prendre maintenant sous leur face opposée, non plus technique, mais sociale. Le concept de mode de production est l'instrument même qui permet cette saisie. Il embrasse ainsi un coefficient de technicité, présent dans tout rapport social, et un degré de socialisation, présent dans toute force productive. Il permet encore de voir comment les pôles se hiérarchisent, apparaissent isolément ou surtout se divisent.

En bonne rigueur, ce degré de socialisation est d'abord un degré de valorisation, par lequel un groupe social transforme une force productive du travail (celle d'un autre groupe ou la sienne, complémentaire ou antagoniste). On peut nommer production sociale l'ensemble des procès de travail et de valorisation. Elle ne caractérise pas toute la socialisation d'un mode de production, mais seulement son mode de socialisation du travail. Aussi est-il utile de maintenir ces découvertes théoriques avec leur impact inépuisé et de les restreindre à leur champ véritable.

En ce sens-là, qui dit socialisation dit extraction d'un sur-travail par un groupe sur un autre, avec ses deux pôles d'exploitation et d'autonomie. Nous les examinerons par branches dans le même cadre de la Terre Enku, en partant des unités de production. L'analyse de la distribution économique nous aidera à préciser des cas délicats (Terray 1969:99).

## L'AGRICULTURE Production

Cette branche l'emporte de loin aujourd'hui. Comment ses divers travaux sont-ils socialisés dans chacun de ses deux secteurs ? Plusieurs concepts y seront ainsi définis. Ce sera la meilleure manière d'introduire ensuite leur extension à tout un mode de production.

### LE SECTEUR 1 D'USAGE IMMÉDIAT

Ce secteur, composé de femmes, est en majorité non marchand. Quelle est la mise en oeuvre sociale des procès de travail, notion qui nous conduit à une place de contrôle et de pouvoir pour un groupe donné ?

Dans les forces productives agricoles, nous n'avions pas voulu présupposer l'identité des habitants affectés annuellement à une tâche précise. Cette démarche faite, nous pouvons partir des paysannes de la Terre Enku pour rechercher le type de rapports de production dans lesquels elles sont insérées. Cependant, nous ne perdons pas de vue qu'elles ne sont pas femmes-et-paysannes par nature, mais par appropriation sociale (la leur ou celle des autres). Nous y reviendrons quand nous cernerons les composantes de ces rapports.

### Détermination des unités de production

Un procès de production est l'ensemble d'une appropriation technique et sociale. Dans les deux cas, appropriation implique toujours transformation d'une énergie quelconque par une autre (1). Une unité de production est formée par les groupes humains et les moyens soumis au rapport de production qui la caractérise: elle est l'élément de tout le système.

Dans la socialisation des travaux, le point crucial réside dans la question: qui produit pour qui ? Son contenu réclame d'être précisé. Les explications scientifiques ont depuis deux siècles au moins fait la chasse au finalisme. On entendra donc par là non une finalité anticipatrice de la production, mais une donnée de sa structuration interne: le parcours social du surtravail dans une unité. C'est l'**extraction du surtravail** qui est en cause - quand il existe - dans une unité comme dans un ensemble d'unités significatifs.

Cette expression permet de baliser tout le champ de cette socialisation, puisqu'elle peut être développée selon ses deux pôles extrêmes. Si un individu ou un groupe produit pour un autre (cession de son surtravail), la socialisation repose sur l'exploitation du premier par le second. Si un individu ou un groupe produit pour lui-même (conservation de son surtravail) (2), sa socialisation se fonde sur son autonomie. Dans le premier cas, la socialisation est extérieure au procès de travail, dans le second cas, elle lui reste intérieure (3).

Comment se constitue l'unité de tous ces travaux de femmes, décrits isolément et saisis comme procès techniques ? Comment se forme leur rassemblement actif dans ce procès simultané qui les socialise et les unifie ? Unité est comprise au sens fort d'organisation de son mouvement principal par une énergie humaine qualifiée.

Sans hésitation, nous répondrons d'abord: par les femmes actives. Une première socialisation provient de leur capacité déployée avec un lot de moyens donné. Leur cycle agricole ne pourrait même pas se réaliser sans ce réseau initial de liens sociaux.

Mais comme les paysannes ne produisent pour elles que dans une faible proportion, même un aveugle déduirait qu'elles consacrent le reste de leurs tâches agricoles à d'autres personnes. Ce second réseau suppose une seconde socialisation extérieure à elles, qui l'a emporté sur la précédente pour former le rapport principal.

C'est cette **relation I** que nous voulons saisir. En 1965, sur les 260 femmes actives de la Terre Enku, un tiers environ travaillaient pour leur chef de hameau, deux tiers pour leur chef de foyer (groupe familial minimal). Deux ans plus tard, la situation est un peu différente, la part des foyers s'étant accrue. Cette double polarisation peut servir à repérer l'unité de production, mais elle ne s'établit que d'après un critère résidentiel.

En l'éliminant (il est normal de ne pas le présupposer une fois le cadre d'Enku retenu empiriquement), je dirai que la **majorité des paysannes travaillent d'abord dans une relation de force individuelle à un homme adulte, chef d'unité simple ou multipliée** (selon qu'il y a une, deux ou plus de femmes actives).

Mon incertitude à fixer la nature de l'unité et sa dimension a tenu à une oscillation très réelle entre foyer et hameau, tant que je conservais la nature résidentielle, spatiale, de l'unité. On verra qu'elle correspond à un aboutissement historique et à des contradictions propres entre l'assise économique des unités et leur définition politique ou idéologique.

Nommons ce premier rapport **familial** (4). D'ores et déjà, nous voyons combien il s'éloigne d'une sorte de co-naturalité brute, qui reconnaîtrait socialement le caractère direct du lien entre les femmes actives et leur terroir. C'est tout le contraire. De leur travail nécessaire agricole, les femmes assument presque toute l'organisation matérielle et les relations interféminines qu'il requiert. Elles l'extraient sans intervention masculine. Cet irré-

cusable lieu d'autonomie est battu en brèche par le rapport familial. Selon son action dominante, une femme en jouit (5) parce qu'elle travaille pour son chef d'unité. Les hommes adultes ne le percevront comme naturel qu'à travers ce rapport.

La relation familiale nous a permis de discerner l'unité de production. C'est la plus visible dans l'agriculture du secteur 1, mais ce n'est pas la seule. En remontant aux autres rapports de production, nous découvrirons d'autres unités qui n'apparaissent pas au premier coup d'oeil. Mais nous avons d'abord à nous demander comment marchent ces unités familiales.

La base de leurs relations fait appel à des tâches individuelles ou à des coopérations restreintes, dont les équipes ne dépassent pas le chiffre de cinq personnes et lui sont le plus souvent inférieures. On voit que la juxtaposition locale moyenne de quatre unités simples ou d'une combinaison variable d'unités simples et multipliées convient au problème de manière à atteindre douze habitants d'un endroit. Cet effectif correspond à l'équation du secteur 1: un agent agricole entretient au moins deux personnes en plus de lui. Ce croisement de données amène à retrouver au plus bas le foyer résidentiel, au plus haut un hameau de taille moyenne.

Pour raisonner sur les relations familiales, nous partirons de leur atome, l'unité simple, qui renferme bon nombre des phénomènes fondamentaux de la formation sociale.

Elle nous apparaît ainsi pour plusieurs raisons:

- 1) Elle réalise l'association dominée du secteur féminin et du secteur masculin. Cette socialisation est régie le plus souvent par des chefs de foyers plus étendus que la famille nucléaire.
- 2) Elle résout le problème des travaux individuels - majoritaires - des femmes.
- 3) Elle place les productrices dans les ensembles résidentiels plus larges que son cadre. D'où une assistance possible dans de multiples tâches et informations. Il est assez rare que la famille nucléaire coïncide avec un seul hameau.
- 4) Elle est l'unité la plus proche du contrôle immédiat sur la production, bien que le défrichage des champs de savane demeure une opération facile (qui exige à peine l'aide des hommes) (6). Néanmoins, ce contrôle ne s'étend pas directement aux activités des femmes sur leurs parcelles cultivées.
- 5) Enfin, elle organise le supplément d'effort des paysannes sur les champs des hommes.

### **Le fonctionnement interne des unités simples familiales**

A présent que nous avons dressé l'inventaire des paysannes du secteur 1, que nous connaissons leur nombre et leur répartition moyenne dans leurs unités ainsi que la double nature de ces dernières, ne préjugeons pas du résultat en décrétant que ce sont des femmes qui le peuplent. L'idéologie du "fait féminin" peut se révéler très périlleuse. Comment y est-on venu et comment y reste-t-on ? Telle est la grande question.

Parlons simplement d'agents de ce secteur agricole et de chefs

d'unités (entre 80 et 125 selon qu'on tient compte ou non du tiers de chefs de hameau, régissant des unités familiales). Fions-nous plutôt à notre expérience concrète et à celle des dépendants: la vie des hameaux du pays n'a rien d'une commune libre. prenons l'élément le plus petit: l'unité simple.

### Travail nécessaire et surtravail

La notion de **surtravail**, si elle est indispensable à la compréhension de l'économie capitaliste, vaut pour celle de toute formation sociale (Marx 1950, I:214, II:8, III:221): il faut en dégager à chaque fois les formes et les manières spécifiques. Mais il est impossible de définir le surtravail sans poser du même coup le concept de **travail nécessaire**.

Le travail nécessaire peut être défini pour un actif ou un groupe d'actifs comme le "temps de travail nécessaire à son propre entretien" (ibid., I:231). Il s'agit du temps "socialement" nécessaire, ce qui représente un temps de travail moyen dans un mode de production. Ses composantes sont très variables selon les sociétés et dans chaque société selon les époques. C'est une moyenne des besoins historiques pour un groupe. Marx disait qu'au 19e siècle le verre de vin entrainé dans le décompte utile indispensable à un ouvrier français et la tasse de thé pour son homologue anglais. L'essentiel étant de cerner le problème de la reproduction physique et matérielle d'un groupe de travailleurs.

Cette reproduction indispensable à la survie d'une formation sociale s'étend aussi à celle de la cellule familiale des actifs, surtout en bas âge (7).

Dans le cas des agents du secteur agricole 1, quel est le temps de travail nécessaire à assurer leur reproduction annuelle dans des conditions moyennes ? On peut ergoter à perte de vue sur l'établissement rigoureux de cette donnée. Cependant, nous ne cherchons pas une vision métaphysique du besoin, mais fixons un concept indispensable à l'analyse sociologique. Au stade de la recherche présent, le but serait atteint en indiquant sa place et en en fournissant une évaluation probable.

La situation de départ n'est pas défavorable, parce que les agents du secteur travaillent à des tâches indispensables à la survie de tout le plateau. Chacun d'eux en moyenne assure en gros l'entretien de deux personnes en plus de lui. Nos adjonctions ne modifieront pas cette donnée.

En raisonnant sur le travail général moyen des habitants par divers recoupements, on peut estimer que ce travail nécessaire du secteur 1 agricole s'élève à une vingtaine d'heures hebdomadaires (en y comprenant l'entretien d'un enfant). Tout le travail du secteur 1 pourrait se monter à un chiffre compris entre 40 et 45 heures par semaine. Le surtravail du secteur 1 pourrait être **une vingtaine d'heures hebdomadaires**. Nommons-le s agricole.

Ce surtravail avait été fourni par les actifs du secteur 1. N'oublions pas que chaque agent individuel d'une unité simple a



entre ses mains un lot de produits finis, qui concentre un travail en partie collectif. Il n'y a aucune raison que cet agent de lui-même consente à une telle extorsion et n'édifie pas le mouvement de socialisation de son surtravail pour lui-même ni ne se tourne vers ceux qui lui sont semblables. La réalité nous fournira des exemples de cette tendance à l'autonomie matérielle.

Mais comme le mouvement prépondérant est opposé, il y a bien une nécessité de comprendre comment le groupe des chefs d'unités d'un territoire réalise son exploitation sociale annuelle. Pour ce faire, il doit socialiser le surtravail d'un agent agricole dans un certain sens. Cela suppose qu'il ait organisé la qualification élémentaire du secteur 1 et sa division élémentaire à travers un rapport de production familial. Il doit alors faire fonctionner une qualification et une division du travail sociales à son profit.

La logique du processus est la suivante: le secteur 1 agricole renferme une charge de travail annuel à assurer bien plus forte que celle du secteur 2. **Enfin, ce sont les femmes qui sont affectées au secteur de loin le plus pénible..** A l'issue d'une simple analyse technologique, on aurait pu aussi bien avoir l'inverse comme possible (8). On mesure la différence avec une véritable analyse des forces productives agricoles allant jusqu'à leur développement concret dans le pays (espace et temps). Les femmes y sont apparues à l'intérieur de leur secteur dominé comme source principale d'énergie humaine qualifiée dans le procès de travail.

Bref, la question devient celle de la défaite du sexe féminin dans les rapports de force historiques et dans le sous-développement actuel de la région.

Cette réalité sociale est maintenant esquissée à grands traits. Son ébauche doit être rectifiée éventuellement par soustraction du surtravail agricole fourni à l'unité par son chef. Si ce surtravail est nul, nous n'aurons rien à modifier, à supposer que le chef d'unité parvienne à assurer son propre travail nécessaire dans cette branche.

Ce cadre nous permet de mieux retourner à l'unité simple. Suivant la ligne massive de son rapport, un chef y socialise entre ses mains le surtravail agricole s, durement gagné par les actifs du secteur 1. Dans cette unité agricole formée par association d'un actif du secteur 2, le chef, et d'un autre du secteur 1, quel est l'apport effectué par le chef ? Contre les 20 heures de 1, on peut l'estimer à **zéro en surtravail hebdomadaire.**

Comme la moyenne par semaine des actifs du secteur 2 (chefs ou non) est très inférieure au travail nécessaire agricole de 20 heures, établi à partir du secteur 1, la comparaison sera vite faite, sans craindre de se perdre dans la complexité d'une confrontation sectorielle ! Chacun des actifs de 2 travaille entre 4 et 5 heures pour l'unité, et le reste - soit 25 heures - est pour lui ou pour un groupe extérieur à l'unité. Conclusion: le chef et la moyenne des actifs sont très en dessous du travail nécessaire dans la branche agricole.

On pourrait penser que cette situation est rééquilibrée par les autres branches d'activités que l'agriculture. Il n'en est rien, nous le verrons à mesure. Cette énorme inégalité qui pèse sur les actifs de 1 est vraiment représentative de l'ensemble de la formation sociale.

## La nature réelle du rapport familial

Pour des raisons déjà retracées dans les forces productives agricoles, les rapports familiaux de toutes ces unités simples reposent, sans s'y réduire, sur l'âge et le sexe matériels. Sexe biologique et âge physiologique en quadrillent les relations pour les actifs du secteur 1. Ceci veut dire bien plus que leur simple présence "comme dans toute société", à part entière (ou à 100 %, comme disent certains). Cela signifie qu'une fois posé le rapport familial, ces critères suffisent à répartir la population active d'Enku dans les deux secteurs. Dans le secteur 1, la coïncidence est parfaite: il ne s'y trouve que des femmes, réparties essentiellement par âge. En ce sens, le **rapport de production** peut être dit **élémentaire**, comme l'étaient la qualification agricole et la division des tâches prépondérantes. C'est-à-dire que les unités de production et de consommation tendent à y coïncider ou à y être formellement homologues (Terray 1969:145).

Mais cette unité (ou cette absence de scission, si l'on se place du point de vue historique) se rencontre aussi au sein même de l'énergie humaine, où la force de travail n'est pas séparée, mais liée à une faculté productive humaine plus large que l'économique - et la force de travail. Dans de tels rapports - quelle qu'en soit la limitation -, les actifs et leur activité vont apparaître comme ne scindant pas réellement leur capacité de sexualité (sexualité et reproduction) et leurs autres activités matérielles. A cet égard, le rapport familial garde une ressemblance formelle avec les plus anciennes variétés de relations sociales connues sur place: la lointaine ère ntsie de la "terre".

Pourtant, on n'a pas reconnu ce fonds de vérité qu'il faut aussitôt l'inverser et presque l'abolir. Un monde semblable n'est pas précapitaliste ou prémarchand, mais sous-capitaliste ou sous-marchand. Rien n'y a plus le même sens. Vouloir y confiner les femmes pour l'éternité dans leurs foyers, les vouer à cette élémentarité ancestrale, c'est masquer que l'histoire moderne les a reléguées dans une régression sociale, d'où la plupart d'entre elles aimeraient sortir si elles en trouvaient les moyens.

Dans ces termes, qui évitent toute méprise, un tel **genre de relation** peut être qualifié de **bio-social**, notion singulière qu'on est obligé de se forger pour saisir tant les formes anciennes que leurs tout autres spécifications actuelles. Le concept de rapport de production défini dans le capitalisme ne peut être tout uniment transposé: il est inadéquat pour cerner ce rapport familial.

Le surtravail s des femmes actives n'y est pas disjoint de sa capacité de procréation (rapports sexuels et capacité d'enfantement). C'est cet ensemble que la socialisation familiale par son extraction du surtravail contrôle, comme le montrera l'analyse des

liens parentaux (consanguinité et alliance), amicaux et de voisinage.

Avons-nous assez dit sur le rapport familial en posant sa nature d'extorsion du surtravail et de réalisation sur l'âge et le sexe matériels ? Une composante manque encore. Ces deux éléments répondent au problème, mais échouent à comprendre le mécanisme restrictif qui amène un actif déterminé du secteur 1 dans l'unité simple. Par quelle sélection des actifs y sont-ils venus ? Les deux premiers principes valaient aussi bien pour toutes les Terres rurales du plateau.

Le rapport familial est à considérer comme moyen de détermination de ce lien précis. Quel est le mécanisme d'appartenance d'une femme active à son unité simple ? Ce sera une relation sociale entre son identité génétique et celle de son chef. On pourrait parler de codage génético-social de ces deux places: celle de la femme et celle de son chef. C'est ce facteur qui entraînera le reste du rapport bio-économique. Si nous nommons cet âge et ce sexe matériels sélectionnés le support de la relation ou sa "base généalogique" (Meillassoux 1964), on peut très bien le construire sans faire appel à toute la parenté sociale. Il suffit de l'aborder comme une réalité donnée, que sa complexité de constitution historique et culturelle ne doit pas empêcher de prendre comme matérielle.

La parenté sociale n'a pas à intervenir dans un premier temps: elle n'est que le moyen (certes capital !) par lequel se réalise la structuration des éléments isolés à l'instant. Elle représente une sommation et une transformation sociale de leur noyau. Elle est le mode d'établissement ou de développement de ces caractéristiques. A notre idée, elle ne peut se concevoir que comme organisatrice de la mise en relation entre les codages génétiques des femmes actives et ceux des chefs d'unité simple d'une manière telle que ces catégories de personnes trouvent une place dans un foyer précis.

Dans le rapport familial, les questions à soulever sur la parenté sociale concernent le type de relations qu'elle établit entre les deux codages. Suffit-elle d'autre part à répondre au problème ? D'autres relations interviennent comme l'amitié et le voisinage: quand nous les aurons décrites, nous nous demanderons comment les hiérarchiser dans cette fonction relativement à elle.

L'idée de **contrainte sélective** a le double avantage d'inscrire un mécanisme logique et une loi de coercition pour les actifs du secteur. Il s'agit d'un assujettissement et pas seulement d'une règle abstraite à formuler: une sélection produite par la bio-économie d'un foyer et par des relations entre unités simples.

A travers ce jeu à deux pôles extrêmes du rapport familial, ceux de l'espèce humaine socialisée à cet endroit et dans ce temps, nous allons nous rapprocher du pôle social. Nous envisagerons l'existence et le fonctionnement de lignes biologiques particulières (9), que le rapport sélectif peut très bien investir dans sa socialisation pour une part (c'est l'aboutissement moderne de la paysannerie pauvre). Aujourd'hui, les relations marchandes amè-

ment à privilégier par exemple les ascendants directs dans les hameaux divisés. Avant la colonisation, quand l'initiative historique locale n'était pas encore "gelée", l'appropriation sociale de ces lignes était biologiquement fictive au départ: dépendances, captivités, clientèles, pouvoirs politiques en étaient la clé. Néanmoins, au bout d'un certain temps, il nous semble que la reproduction biologique - avec un référent matériel comparable - intervenait à nouveau pour créer des liens bio-sociaux qui renforçaient et prolongeaient les appropriations initiales.

La perspective constante doit ainsi être celle d'une conjoncture propre qui entraîne une socialisation donnée. Une illustration la fera ressortir dans le cas familial: actuellement, la séparation des petites unités simples reflète la fragilité d'un système en proie aux chocs extérieurs. Elle est inséparable de la sélection de ces unités. C'est une sélection séparée marchande qui rejette ces petits foyers dans les oubliettes du progrès économique (10).

Sortons de cette position intermédiaire et occupons-nous du pôle des rapports de production en ce qu'il a de directement social. Les femmes actives du secteur pourraient être caractérisées comme effectuant une sorte de travail "au forfait". Ce trait est impliqué à la fois par l'autarcie coupée de leurs tâches individuelles ou à coopération restreinte et par les contraintes sociales pesant sur elles pour qu'elles se plient au rapport familial. Une telle contradiction a pour conséquence plus que vraisemblable l'obligation pour les chefs de s'unir entre eux pour faire prévaloir leur pouvoir dans chaque unité, sans parler de celle de se trouver des appuis dans le secteur 1. L'idéal par ailleurs de la domination consistera de réconcilier tous les hommes adultes, actifs du secteur 2 agricole.

Une base solide est fournie par un mouvement réel d'avance-restitution par des vieux à des jeunes selon le sexe matériel. La socialisation rencontre cet enjeu inéluctable, qu'elle modèle à sa guise. Quoi de plus fort pour des chefs que de s'affirmer à la tête d'un processus qui nourrit les enfants, assure leur apprentissage, pourvoit à leurs besoins ? C'est faire bon marché cependant du surtravail des paysannes qui maintiennent à bout de bras cette survie quotidienne. Cette observation doit rester présente à l'esprit quand nous parcourons l'univers de la parenté de l'alliance matrimoniale et des maisonnées. Elle ne cesse jamais d'être pertinente, si bien que nos descriptions continueront à parler du rapport familial dans ces divers domaines.

La socialisation est double et opposée. D'une part, elle procède des nécessités indépendantes de mise en oeuvre des cultures par les paysannes. Ce sont elles qui forgent tous ces réseaux de compagnonnage et de travail dans les frontières retracées. D'autre part, elle est déterminée par les chefs d'unités qui ont toute chance d'orienter les localisations d'habitat, les positions respectives des unités, les mécanismes de pouvoir. **Un petit noyau d'une femme active et de sa fille, voilà ce que la micro-structure familiale devrait contrôler.**

De l'unité multipliée, juxtaposition de plusieurs unités simples, nous extraierons quelques interrogations, auxquelles nous

## L'AGRICULTURE: PRODUCTION

essaierons de répondre à travers les mariages, les lignages, les hameaux. Représente-t-elle un gain de travail productif pour ses membres du secteur 1 ? Le rapport familial y est-il plus rigoureux ou non ? Le bénéfice principal de ce groupement est-il retiré par les chefs eux-mêmes ? Tous ces agrégats se valent-ils ou doit-on distinguer entre eux d'importantes variations ?

D'autres causes de différenciation viennent tracer des lignes discontinues dans un effectif homogène par sa condition d'existence. En tête, nous placerons le statut du chef d'unité, donc ses ressources et sa "bonne volonté" objective et subjective (11). En second lieu, l'intensité du travail agricole permet à certaines femmes de se détacher à grande peine d'un sort commun. Etant donné la fonction centrale de la force corporelle qualifiée, rien d'étonnant à voir surgir ce critère comme décisif. L'âge et la santé marquent en outre des écarts très sensibles. Si l'inégalité d'accès à la terre (voir l'étude de la résidence) n'est pas très puissante, en revanche celle des bouches à nourrir - dont celle des inactifs en priorité - est éclatante, surtout si ce sont des hommes.

Concentrons-nous de nouveau sur l'unité simple pour lui arracher son secret ! Quelle est la contrainte sélective qui associe telle femme active précise à son chef de foyer précis ? Dans cette unité-type, nous pouvons supposer une jeune fille (entre le berceau et dix ans): même question. L'essentiel gît dans ce rapport de bio-production entre le chef et ces deux personnes. C'est une relation d'appropriation sociale et de bio-propiété entre lui et elles. Je veux la suivre d'abord, non dans la reproduction sociale - comme on fait si souvent -, mais dans le procès de production agricole annuel, en les imaginant déjà présentes.

Le principal dans le registre du travail, on s'en sera persuadé, réside dans l'activité de la paysanne adulte. Pourquoi en être surpris ? En va-t-il différemment pour un travailleur dans le capitalisme ? Mais de la même manière qu'un rapport pour le moins contraire vient s'y opposer dans la valorisation: le capital d'une classe bourgeoise, de même ici le **principal de la socialisation se trouve dans le lien de bio-production entre le chef de foyer et cette fille.**

Ce dernier lien peut être défini comme un rapport de production élémentaire, portant sur l'âge et le sexe matériels opposés de cette fille, future productrice agricole à court terme. La sélection précise se réalise sur le support d'un élément parental biologique précis, réel ou fictif (12). Les conditions historiques en effet en sont variables et complexes (stratégies politiques d'annexion d'une lignée initiale) et aujourd'hui, comme toujours, le parent biologique est à distinguer du parent social. Mais l'invariant reste la propriété familiale comme rapport de bio-production.

Si nous désirons creuser ce lien, nous l'approfondirons en dépassant son caractère purement biologique (âge et sexe) par l'explication de son contenu. En réalité, le chef de foyer dispose de l'accès à un secteur marchand dont le contrôle lui permet de dominer un secteur domestique. Le rapport est **élémentaire**, parce que son détenteur, par la domination de sa couche d'âge mâle et anté-

rière, a les moyens principaux de production (la bio-force de travail) qui lui permettent d'exploiter la couche femelle adulte. Ce rapport élémentaire de propriété l'autorise à associer les deux secteurs agricoles à son profit. Telle est la contrainte sélective que nous cherchions dans l'unité simple: le canal de cette parenté biologique précise. Il assure à son chef le mode de rassemblement de son foyer.

Ce rapport a un second versant qu'on pourrait dire de direction. Dans tous les modes de production reposant sur l'exploitation, cette fonction sociale est représentée (capitalisme, esclavagisme, féodalité, système tributaire) et prend la forme de l'oppression - et non du pouvoir indépendant. Il n'en va pas autrement à notre micro-échelle: le chef de foyer devra imposer l'extorsion de surtravail à la fille de l'unité dès qu'elle aura atteint l'âge d'une femme active (environ quinze ans).

Mais comme, pour les causes que nous avons signalées (13), la régulation et peut-être l'exploitation d'un ensemble d'unités (partie de Terre ou Terre) exige la délégation de filles appropriées entre foyers, la formation de chaque unité simple réclame un genre défini d'association entre son chef et sa partenaire dominée. Celle-ci se passe entre les chefs de foyer, propriétaires de leur parenté biologique déterminée et elle installe le rapport de direction également déterminé sur une femme active.

Si on admet cette manière de voir, on posera désormais dans le système I agricole la même série de concepts en les affectant du coefficient de bio- ou d'élémentaire, correspondant à leur contenu. On parlera de bio-travail nécessaire, de bio-surtravail et de bio-production domestiques (14).

On voit l'impasse où conduirait le maintien d'une analyse faisant usage des concepts classiques issus de l'étude des sociétés capitalistes (travail nécessaire, surtravail, force de travail). Pourtant, ils forment notre seul point de départ correct: c'est à partir de leur apparition historique et théorique que nous pouvons après coup les appliquer aux autres sociétés humaines. Mais ils ont besoin d'être transformés au moment même où on les admet comme universels. Car les généraliser veut dire en même temps les particulariser.

Dans notre cas, qu'implique une telle modification ? Qu'il est impossible de définir les rapports de l'unité simple agricole (secteur 1) sans les voir dans un mode de bio-production. Du coup, nous ne pouvons plus séparer bio- (âge et sexe matériels) et social: ils sont liés au contraire en 1965 encore.

- Quelle est la forme propre de l'exploitation dans une unité simple agricole ?

- **Extorquer du bio-surtravail vivrier (non marchand) à un sexe féminin actif** (une femme dans notre exemple).

Ceux qui le font sont des chefs d'unité qui détiennent une bio-propiété de ce surtravail propre. Tous ces termes se dédoublent et restent en même temps indivis.

## L'AGRICULTURE: PRODUCTION

Comme dans tout système social, la paysanne de notre exemple n'est propriétaire que de sa force de travail, mais ici, c'est une force de bio-travail, qui est la caractéristique personnelle de sa bio-production vivrière. Les conditions matérielles en sont dévolues à un chef d'unité (pratiquement non-producteur domestique: on y reviendra) sous la **forme d'un rapport de bio-propriété** sur le support du noyau et d'une **propriété bio-foncière** (15).

Le lecteur excusera notre minutie sur des bases quelque peu abstraites. Mais j'ai choisi d'approfondir des faits centraux sur cet atome de la branche agricole. Un pas vers leur compréhension permettra, je l'espère, d'avancer dans tout le reste de la formation sociale.

Les conditions matérielles de la bio-production particulière peuvent être précisées. L'enjeu en est la propriété de l'énergie humaine des agricultrices: leur bio-force de travail, source énergétique principale de leur activité technique. C'est à l'intérieur de ce cadre que se règlent les problèmes de formation, de qualification, d'utilisation de leurs houes et d'entretien de leur corps, mais tous ces éléments se réalisent socialement sur un noyau biologique.

Le rapport de production de l'unité simple, la bio-propriété aux mains d'un chef, est un contrôle social sur un noyau précis biologique. Celui-ci peut prendre plusieurs formes:

- 1) Le chef est bio-proprétaire direct de sa parente biologique (filiation). Le cas le plus répandu est la fille directe.
- 2) Le chef est le bio-proprétaire délégué de la parente biologique d'un autre (idem pour la fille directe).
- 3) La parenté fictive peut remplacer la parenté réelle. On peut imaginer des variations et des écarts très compliqués (16).

Mais l'invariant, c'est que les formes d'extorsion du bio-surtravail restent les mêmes. Les questions cruciales demeurent la formation, l'entretien d'une femme active et son activité dans le premier cas; son activité dans le second cas.

**La bio-force de travail a pour caractéristique d'être produite biologiquement et socialement.** La bio-unité simple renferme ainsi au minimum (avec les formes 1 et 2) dans notre secteur agricole un chef, sa fille et une parente adulte déléguée par un autre chef d'unité. Cette structure est suffisante, car, en fait, la femme active produit pour son chef (et en retour pour leur fils).

Sur toute la surface du plateau, les modalités de cette unité sont très variables (si on réduit toute la population à des unités simples, eu égard au sexe, à l'âge et au type de parenté fictive les reliant avec la forme 3 ). La position du cas nous contraint à envisager le problème qualitatif, qu'on pourra toujours compliquer ensuite.

Cet ensemble minimal (un chef, sa fille et une parente adulte) est bio-produit. Mais ce qui nous intéresse ici, c'est qu'il bio-produit dans l'agriculture vivrière. On en déduira aussitôt:

- que le chef d'unité fait porter son rapport de production sur

- la **sexualité de ces femmes** (il est certain qu'avec le travail long et dur des paysannes, travail et sexualité ne vont pas s'ajuster d'eux-mêmes);
- que le même chef régent dans ce même rapport la **production biologique de ces femmes**, qui n'est pas d'abord une "reproduction", mais une production d'un autre ordre, liée, fondue à celle de l'agriculture.

Or, tout ceci peut être mis en place dans l'analyse des rapports de production élémentaires (1) sans faire appel à toute la parenté sociale. On se contentera de dire que le chef a la capacité de fonder une unité de production indépendante ou de participer à la gestion d'une unité plus large que lui.

Le **rapport de direction principal** dans l'unité-type procède du chef de foyer à la femme active qui lui est associée. Mais il existe encore un **lien de direction secondaire entre femmes**. Entre la paysanne active et la petite fille se font apprentissage, programmation personnelle et contrainte au travail. Dès la naissance ou presque, l'enfant accompagne sa mère aux champs. De cinq à dix ans, elle saura beaucoup faire seulement en la regardant ou en l'imitant. Cette direction a beaucoup d'importance, parce que son caractère secondaire ne l'empêche pas d'être directe, sur le tas, comme on dit. Or elle se déroule à l'intérieur du noyau de parenté biologique que nous avons construit.

Quand on voit le rôle considérable d'un tel rapport, on se demande si l'on ne devrait pas modifier le vocabulaire habituel de la sociologie pour le décrire. Selon la domination sociale, nous nous trouvons au niveau inférieur des pratiques. Mais elles devraient être dites supérieures, prioritaires, si on s'interroge sur les processus centraux qui font vivre et se reproduire, sur ses fonctions indispensables. Les déceler ne veut pas dire qu'on encourage leur maintien sous cette forme, mais que leur nécessité devrait pousser à les transformer en faisant partager l'entretien de la formation sociale à un plus grand nombre de gens sur une base plus égale.

Illustration d'une "partie de Terre" (Djambala), terroir d'un groupe de paysannes

Si nous ne nous soucions que des données globales (comme souvent dans les comptabilités nationales à travers le monde...), nous dirons que 70 femmes actives alimentent en produits vivriers 128 habitants, dont 42 hommes adultes qui n'exercent pas d'activité dans le secteur agricole. De plus, elles s'alimentent elles-mêmes. Les 42 hommes sont les chefs de foyers de cette bio-production.

Mais les rapports véritables familiaux ne recouvrent pas cette moyenne globale: ils découpent des unités élémentaires différentes. En 1967, trois hameaux peuvent être considérés comme des unités de production "à l'ancienne" (au sens que la seule constante envisagée est la socialisation opérée par un chef propriétaire du groupe): D1, D9 et D10. Leur structure varie: dans le premier, le chef a trois femmes ( $F \times 3$ ) et deux inférieurs hommes avec



## L'AGRICULTURE: PRODUCTION

(F x 2) et (F x 1). Dans le troisième, le chef a (F x 1) et contrôle quatre inférieurs avec (F x 1).

On fera figurer dans une autre catégorie trois hameaux (D, D3 et D4) qui offrent une physionomie intermédiaire. Leur effectif moyen est plus fort que dans le cas précédent. Mais, si on observe leur fonctionnement, on découvre en réalité qu'ils renferment chacun deux ou trois unités de production plus petites que le hameau. Tous combinent des unités simples et multipliées, avec la plupart du temps une hiérarchie en faveur des secondes. Mais la tendance demeure pourtant encore à l'unité.

Dans notre dernière classe restent six hameaux (D5,6,7; 2,8, 11). La moitié d'entre eux conservent 15 personnes ou davantage, mais sont intérieurement scindés en unités de production où domine un foyer multiplié ou simple. Quant à la seconde, elle renferme des hameaux minuscules de 4 à 8 membres, qui sont des unités de production confondues avec des foyers simples (dont l'un des chefs est d'ailleurs un commerçant prospère). Le cas le plus courant est la pauvreté de ce type de foyer.

Ces faits traduisent deux ordres de réalités:

1) La position de chaque femme ou groupe de femmes dans un hameau ou une partie dépend du type de rapport de production engagé. Dans le dernier cas, celui du foyer, la femme tend davantage à travailler seule, si bien qu'il n'est pas sûr qu'elle soit soutenue par d'autres femmes du hameau (ou de la partie). Le premier système était sans doute le plus coercitif, quand il marchait avec des cadets dépendants.

2) La division des hameaux en foyers, mouvement fort, mais toujours partiel. Ce petit territoire comprenait huit hameaux avec 25 habitants de moyenne en 1965; deux ans plus tard, il en compte douze avec une moyenne de 16.

La grande inégalité entre femmes vient du nombre de bouches à nourrir. Mais ce nombre n'est pas assigné par la nature, mais par une affectation des tâches sociales. Le hameau ancien corrigeait souvent mieux les écarts que la parcellisation en foyers, qui pourrait bien au contraire les accroître.

### Le rapport lignager

#### Définition

La relation familiale du secteur 1 révélait en apparence l'essentiel de l'extorsion de surtravail, puisqu'elle mettait en lumière les apports énergétiques si inégaux des femmes et des hommes actifs. Après cela, le reste n'est-il pas littérature: un ensemble de formes sociales second soutenant ce pouvoir sur le plateau ? Autrement dit, une fois mise à jour cette socialisation, n'avions-nous pas presque tout dit ?

Je le crois si peu que je vais m'efforcer de défendre la thèse inverse: **les paysannes de la Terre Enku sont soumises principalement sur place non au rapport familial, mais à un autre rapport qui est lignager.** Quelle est la nature de cette relation II ?

Dans ce qui précède, nous avons vu le trajet de l'extraction, son accomplissement, comme un dentiste peut arracher une dent ! Mais de même que dans une usine automobile moderne on aurait tort de confondre le contremaître et le patron (ou plutôt leurs places), un premier acte d'exploitation ne nous apprend pas **ce que devient le surtravail agricole des femmes** que nous avons nommé s. Une fois déduite dans les unités familiales la part de travail agricole masculine du secteur 2, il demeure un surtravail féminin de 20 heures environ par semaine qu'on peut appeler S. Empiriquement, il s'est presque évanoui dans la consommation des foyers (on verra plus tard l'ampleur des biens échangés ou répartis autrement), mais socialement il suit un tout autre parcours, que nous découvrirons au fil des activités.

Cette unité de production est paradoxale, tant on pourrait la manquer si on ne cherche pas les lois du surtravail dans la société. Mais je m'appuie sur l'expérience acquise auprès des habitants - spécialement des femmes, mais aussi des cadets et des paysans pauvres: l'essentiel resterait incompréhensible au niveau des foyers et des hameaux.

La tentation est pourtant grande d'en rester à leur cercle étroit. En cours d'enquête, elle me gagnait souvent ainsi qu'à mon retour - pourquoi ne pas admettre que le système lignager était devenu un pur système d'appropriation sociale entre hommes dans la petite production marchande paysanne ? Pourquoi ne pas saisir les femmes comme tout entières familiales hors du cadre lignager ? Je me suis aperçu progressivement qu'au-dessus de cette échelle, un autre rapport de production assujettissait ces paysannes par surextorsion sur les relations précédentes. C'était même le lieu prédominant de la micro-exploitation locale.

L'unité de production II, ou segment lignager, trouve une base dans le secteur 1 avec la coopération élargie des femmes. Remarquons au passage combien un chef d'unité familiale multipliée est à même de disposer des deux types d'entraide restreinte et large chez ses femmes. Nous touchons par là au coeur du phénomène qui est **de concentrer de l'énergie humaine bio-économique en la socialisant dans un groupe défini.**

Les foyers familiaux n'y pourvoient-ils pas ? Comment expliquer dans l'agriculture la surimposition de ce rapport II ? Sa nécessité réside dans la lutte sociale d'une catégorie supérieure contre une ou plusieurs autres. Le morcellement amené par les cultures commercialisables risquait de "libérer" les jeunes hommes et par voie de conséquence les paysannes. La socialisation de la catégorie dominante a tendu alors à maintenir un lieu non marchand dans le système II: celui des femmes. Si leur recrutement comme actives du secteur 1 s'élargissait, le résultat n'aurait-il pas été assez vite d'affecter une femme adulte à chaque homme adulte ? Nous avons eu l'inverse: un monopole du rassemblement des femmes par une catégorie d'aînés.

L'histoire antérieure offrait une assise plus que favorable à une telle situation ! Mais voyons comment un tel fait s'explique aujourd'hui. Pour cela, il faut absolument partir du bas et non du haut (le segment lignager). Le rapport II s'éclaire d'abord

dans la production. Les lois de la socialisation du secteur 1 obligent à retourner aux ensembles techniques que nous avons découverts comme cruciaux. Leur matière nous fournit ce qui est soumis au rapport lignager.

L'articulation de trois unités simples en rassemblant d'une manière variée (juxtaposition du voisinage ou unité multipliée) est l'enjeu de la structuration. Trois femmes actives et leurs enfants associées ou soumises à un, deux ou trois chefs lignagers. En prenant un effectif moyen, on parvient à une douzaine de personnes. L'agriculture du secteur 1 est bien assurée sur ses bases. Mais le rapport II nous met en face de la nécessité sociale du rassemblement de ces femmes (et de leurs filles) dans l'agriculture vivrière.

Ce genre de lien ne peut être qu'élémentaire dans sa grande ligne, au sens où nous l'avons dit. Il opposera ainsi dans sa généralité une catégorie d'aînés à des dépendants des deux sexes (dont les cadets): c'est ainsi qu'il englobe l'appropriation du secteur 1 des femmes. Double principe d'âge et de sexe sociaux cette fois, mais qui sont toujours des âges et des sexes matériels socialisés. L'organisation du rapport lignager reprend celle du rapport familial à plus forte échelle. On y trouvera de la sorte les mêmes lois et la même sélection coercitive.

L'unité de production ou **segment lignager** a par conséquent ce rôle très peu mis en avant sur le plateau d'**extorquer le surtravail féminin restant à la sortie des foyers de I** (soit les 20 heures par semaine de S). Elle y réussit d'une façon indirecte en s'appropriant le stock moyen d'une douzaine de personnes des deux sexes (inactifs et actifs) dont trois femmes actives. Cet ensemble bio-technique est ici bio-social selon un mécanisme de sélection qui assure cette corrélation numérique (18).

### Nature de cette unité lignagère

A sa tête se trouve un chef de segment, qui en dirige l'ensemble. Dans la branche agricole, considérons, en les comptant aux composantes des unités familiales, les constances et les différences.

Déjà nous avons vu que l'échelle du groupe était supérieure. Pourtant, c'est un raisonnement analogue au précédent que nous allons utiliser pour définir le lien de bio-propriété. Ce qui y commande le rapport élémentaire de production, c'est que le chef y est pourvu d'un tel pouvoir sur ses descendantes de la génération inférieure à lui. Il **détient par une parenté réelle ou fictive trois de ces descendantes (inactives ou actives potentielles dans leur bio-travail)**. Tel est le cœur de sa mainmise au sein du rapport principal (qui a toutes les chances historiquement d'avoir fourni la filiation dominante).

Il en régit de même sexualité et production biologique. Mais à la place de leur utilisation directe (comme dans la production), nous allons trouver une **séparation**. Un interdit le prive de cette toute-puissance sur ses descendantes, tout en lui conservant ses

droits antérieurs. Dans le cas kukuya, cette interdiction de l'inceste coïncide avec la disjonction du contrôle de la production immédiate (19). En conséquence (et sur le même mode de détention), il règne sur le bio-travail de trois femmes actives, ses trois parentes réelles ou fictives.

Dans cette structure, l'important est encore le mécanisme de sélection du segment, assurant la place de ces différentes femmes.

### Travail social et production immédiate

Bien des lecteurs auront mal admis que je décrive comme rapport de production principal des paysannes une relation lignagère qui est ainsi décrochée de la production immédiate. Cette relation ressortirait mieux comme faisant partie de la reproduction du système (26).

En 1967, il n'en va pas de la sorte à mon avis, pour deux raisons. L'une tient au caractère du travail social de ces femmes. L'autre procède d'un lien existant entre le procès immédiat et leur travail.

**Quelle est l'extension du travail social des productrices ?** La production du secteur 1 est vouée surtout à l'usage ou à la consommation immédiate. Reste à définir la nature et les frontières du travail des productrices. Nous nous appuyerons sur une phrase de Marx, relative aux rapports pré-marchands (1963, I:284): "Dans l'industrie patriarcale des campagnes, au contraire, où fileurs et tisserands habitaient sous le même toit, où les femmes filaient et les hommes tissaient pour les seuls besoins de la famille, fil et toile étaient des **produits sociaux**, filer et tisser étaient des **travaux sociaux** dans les limites mêmes de la famille."

La comparaison ne vaut pas terme-à-terme. Les tisserands kukuya ne tissent plus guère; hommes et femmes sont vêtus de pagnes ou de vêtements en provenance du marché capitaliste. Mais la production d'usage des cultivatrices est le résidu d'une économie de ce type. Dans la mesure où elles nourrissent directement leur maisonnée avec les produits de la terre, les femmes n'accomplissent de travaux sociaux que dans cette limite.

Ou encore: "l'organisation de la famille avec sa division du travail naturelle...imprimait au travail son caractère social particulier" (ibid.). Sa nature particulière détermine le travail comme social et non la généralité d'une sphère d'échange. Malgré toutes les transformations intervenues, les femmes kukuya connaissent encore aujourd'hui une forme de travail de ce genre. Pour elles, "la communauté est posée avant la production" si bien que chaque productrice ne dispose pas réellement d'un travail privé qui n'apparaît pas comme tel à son niveau et de son point de vue.

Mais il faut bien voir comment se situe aujourd'hui cette "survivance". En premier lieu, elle ne fonctionnerait comme autrefois que dans une société où la sphère marchande n'existerait pas ou n'aurait fait qu'une faible apparition. En second lieu, l'unité de production a vu tout son secteur masculin changé en secteur de

produits commercialisés (au détriment du travail domestique des hommes). En troisième lieu, le travail social féminin est assujéti à des chefs de foyers de plus en plus privatisés dans leurs travaux face à un équivalent général, qui est l'argent. Enfin, il existe une petite partie de la production des femmes qui a acquis aussi une valeur d'échange.

En tout cas, "les limites mêmes de la famille" bornent étroitement pour elles l'horizon social de leur travail. Le hameau (et même le foyer parfois) lui donnent souvent sa base essentielle. Du même coup, les coopérations restreinte et élargie prennent leur vrai visage actuel: un échange entre productrices individuelles à l'intérieur d'un cercle étroit.

Maintenant que nous avons vu la nature du rapport principal auquel sont soumises les femmes dans le secteur 1, une rétrospective historique s'impose pour discerner le sens du mouvement dans le temps. La disjonction entre un secteur d'usage et un secteur d'échange datait de bien avant la colonisation. A la fin du 18e siècle et au 19e, la séparation entre secteur non marchand et marchand passait au milieu du secteur agricole féminin lui-même. Des facteurs conjugués, évoqués au 20e siècle du plateau, ont déplacé cette contradiction et changé les rapports sociaux. Les hommes, contraints au travail forcé et à l'impôt, ont été "convertis" au secteur marchand nouveau et au salariat. Les cultivatrices ont été rejetées dans la production d'usage, puisque presque elles seules faisaient face désormais aux nécessités d'entretien de la formation sociale en ce domaine. S'est constituée ainsi une version transformée sans précédent du **secteur domestique féminin**: en ce sens, il est réellement une **création coloniale**. Mais elle s'est faite sur les bases de l'ancien système.

Le secteur 1 a subi de fortes altérations et transformations. On se rappelle la progression des champs de type II et de type IV aux dépens des deux autres. Le premier permit de résoudre les plus gros problèmes de la production d'usage, le second fut utilisé par moitié pour des cultures commercialisables. La sphère marchande (nouvelle) venait ainsi une seconde fois atteindre le secteur. A la fin de la colonisation, cette dernière portion s'accrut. Dans une faible mesure, les femmes purent vendre sur les marchés leurs produits. Mais si leur travail s'est libéré partiellement des contraintes domestiques, il trouve le prix de son produit dans un univers totalement différent. L'argent y est indispensable pour obtenir une part du travail nécessaire des productrices elles-mêmes. Les sommes gagnées sont vite épuisées en micro-échanges locaux (pour la régulation de leurs unités productives), en "supplément" de nourriture pour tous les gens de leur foyer, en vêtements ou ustensiles pour elles et leurs enfants.

Quel est le lien entre le rapport lignager et la production immédiate ? De fait le système lignager maintiendrait difficilement son emprise si les aînés, chefs d'unités, n'avaient plus aucun contrôle sur ce procès immédiat. L'apparence va bien dans ce sens: ce sont des chefs de foyers ou de hameaux (du système familial) qui accomplissent toute l'extorsion réelle.

Ce fait néglige tout un autre processus, que je vais développer. Prenons un chef de segment, bio-propriétaire de trois descendantes et donc propriétaire aussi du bio-travail de trois femmes actives, ses parentes biologiques vraies ou fausses. Ce bio-travail renferme, d'une manière indissociée du travail, une capacité de production biologique et une sexualité. Mais nous savons qu'il ne saurait user directement de ces prérogatives. De là à affirmer qu'il ne les détient plus, il y a un monde que nous ne franchissons pas!

La formation sociale kukuya, dans le vocabulaire de l'ethnologie classique, est "dysharmonique", en ce sens que résidence et filiation dominante n'y coïncident pas. La première est principalement viri-patrilocal et la seconde matrilineaire. Du moins est-ce ainsi que les choses ressortent à première vue. Si mon propos est juste, on voit poindre l'obligation d'une fonction de relais entre la production immédiate agricole et le rapport lignager. Comment s'établit-elle ?

D'un côté, un mécanisme de sélection crée le segment et de l'autre, une séparation distingue la bio-propriété du chef et son usage immédiat (interdit de l'inceste). Cette structure contradictoire amène la délégation de la bio-propriété à trois autres chefs lignagers (21).

Les contraintes du rapport de production entraînent une délégation en retour de trois femmes actives venues s'insérer dans son groupe en position d'association dominée. Cette situation "précaire" (au sens où je le dirai bientôt), n'efface pas leur appartenance à leurs lignages d'origine. La première sera détenue par le chef de segment et les deux autres en dessous de lui par deux de ses parents biologiques (filiation dominante) en âge de se marier.

On obtient de la sorte une concentration du surtravail lignager des femmes qui se trouve différé par la permutation. Le délai intervient non dans le temps, mais dans l'usage immédiat de la bio propriété sur les agricultrices. On peut bien supposer les trois femmes déléguées en retour dans trois hameaux différents. Il n'empêche que le chef de segment n'a jamais abandonné sa bio-propriété de départ. Il a toujours en propriété déléguée trois femmes actives pour son segment. Plus exactement, il dispose toujours de l'équivalent en bio-travail social lignager de ces trois femmes actives, devenues associées dominées.

En fin de compte, on découvre, comme dans le système familial, une bio-propriété sur des "filles" (pour prendre le cas le plus fréquent) et donc sur des femmes actives déléguées. On pourra assimiler les filles des frères du chef à sa propre fille (comme le font les Kukuya) en les prenant comme des propriétés précaires de tout le groupe. Tel est l'envers de la séparation faite par l'interdit de l'usage immédiat (l'inceste).

Ce qui prévaut encore aujourd'hui, c'est que le chef de segment fait produire (bio-produire) toutes ces femmes pour son groupe.

## L'AGRICULTURE: PRODUCTION

L'éclatement spatial possible d'une telle unité (sauf dans le cas de deux frères sibilings) ne l'empêchera pas pour autant de fonctionner.

Ce modèle se rapproche de mes observations et des expériences des habitants de toutes catégories ou couches. Les formes de parenté sociale le confirment (en indiquant la place centrale du lignage paternel = *nzo tara*). Ce qui mieux est, les formulations *kukuya* posent qu'**un "lignage (*nzo*) est producteur de filles" d'hommes** (22), qui sont la source de sa richesse ou de sa pauvreté. Nous n'avons par conséquent sûrement pas affaire, dans l'étude générale des systèmes de parenté sociale, à une organisation matrilineaire, mais à un système lignager double.

Mais ces indications ne sont que préliminaires. Je reste sur le sol plus limité de la nature des rapports de production. C'est dans un tel mouvement que je vois le raccord entre le pouvoir du chef lignager et la production immédiate dans l'agriculture.

La difficulté pour certains chercheurs à concevoir un tel lien vient de ce qu'ils raisonnent avec les notions de travail, force de travail, travail nécessaire et surtravail modernes. En ces termes, tout s'épuise au niveau du système familial (I), du moins en première analyse: car, même en 1967, son étude relève aussi d'un type d'élucidation semblable. Mais en termes de bio-travail (et avec les concepts correspondants), tout change. Le chef de segment détient le bio-travail de trois femmes actives et ne le perd jamais. Un processus de séparation-délégation en retour intervient pour lui fournir la propriété précaire de femmes associées et de "filles" issues d'autres lignages.

Le seul problème à mes yeux est historique: pourquoi cette forme de bio-extorsion déplacée s'est-elle révélée plus efficace que la forme directe à un moment donné dans la région ou dans d'autres types de formations sociales ?

Nous avons montré, pour notre part, que la fonction de direction du travail avait crû dans les hameaux au 19<sup>e</sup> siècle ainsi que dans l'économie coloniale avec des transformations qualitatives.

C'est parce que le chef de segment détient un bio-effectif féminin (descendantes, et donc parentes à sa génération) qu'il obtient un bio-effectif féminin délégué dans trois hameaux. La délégation lui vient de trois lignages. L'élément fondamental du système est d'ailleurs encore que la filiation dominante l'**association dominée d'une femme reçue par délégation**. Tout ceci nous achemine à la notion d'une place de relais avec le procès de production immédiat.

Cette articulation de composantes ne s'éclaire que si l'on considère un bio-travail séparé et délégué dans un segment. C'est cette unité de production qui commande aux noyaux et aux unités familiales (système I). Aussi dirons-nous, à ce point de notre examen de l'agriculture (branche principale), que nous sommes situés au centre du rapport social dominant localement (II).

## L'AGRICULTURE: PRODUCTION

Ce qui est séparé, c'est la détention directe du bio-travail féminin par un chef - d'où la délégation. Mais ce n'est pas ce bio-travail lui-même. Ce dernier n'est que délégué obligatoirement à chaque fois. Il convient de rechercher là non les conditions de disparition du système lignager, mais celle de son maintien exceptionnel après tant de vicissitudes... Bio-propriété permanente sur des femmes déterminées et réalisation précaire sur un stock équivalent de femmes (cette fois actives pour le chef) vont de pair.

Le rapport lignager comprend:

- une bio-propriété séparée sur trois "nièces" et sur trois "soeurs" de façon permanente;
- une bio-propriété déléguée sur trois femmes associées et sur leurs "filles" de façon précaire.

Au second niveau apparaît le relais avec la production immédiate. Mais en réalité dans le temps pour des aînés, cette fonction est permanente. La bio-propriété sur des femmes associées et des "filles" n'est précaire que par relation à la bio-propriété éminente (permanente, mais séparée). Dans la production immédiate, elle ne cesse jamais. Le relais fournit toujours trois femmes actives et trois "filles" à exploiter à un chef de segment, même si elles n'habitent pas toutes son hameau.

De ces propositions, on peut tirer quelques corollaires:

1) Le bio-travail des femmes et leurs outils ainsi que les autres moyens de production ne sont pas scindés, mais liés. La bio-propriété éminente ne marcherait jamais si elle n'était pas alimentée par le relais de la production immédiate avec permutation des femmes entre chefs. Si on regarde de près ces phénomènes, ils se rapportent à des femmes qui travaillent et enfantent dans des hameaux réels et des champs concrets.

La détention de femmes et de terre ne se distingue pas non plus. C'est pourquoi on pourra (comme dans le système I inférieur) parler d'une bio-propriété foncière aux mains d'un chef de segment. Si le chef détient le bio-travail à tous les échelons (éminent et "précaire"), il en aura aussi les moyens fonciers parallèles: une mise en oeuvre de la terre absolue et révocable, mais permanente sur le fond.

2) Une fois ces principes enregistrés, les systèmes I et II apparaissent comme homologues, mais non comme identiques. Entre eux passe une différence d'échelle et de spatialité (concentration de l'unité de production familiale, éclatement de l'unité lignagère). Mais ils réalisent le **même type d'extorsion dans l'agriculture**, que ce soit à travers le noyau de I ou le segment de II, l'enjeu repose sur le surtravail féminin délégué.

Sans doute le système lignager réalise-t-il une séparation encore plus forte, puisque les "nièces" (pour prendre la métaphore parentale) ne sont pas élevées et dirigées dans l'unité, mais seulement les "filles". Alors que les "filles" sont bio-produites dans l'unité familiale où bio-propriété et bio-direction coïncident.



La propriété de ce bio-travail féminin par un chef de segment n'est-elle pas une fiction n'ayant de poids que dans la reproduction du système lignager ? Non, à notre sens, si on admet que l'extorsion du chef s'opère sur des femmes associées (dominées) et des "filles". Quand nous décrirons la parenté sociale, l'organisation ressortira comme système à droits partagés ou à double définition lignagère - pour s'en tenir à l'essentiel. La bio-propriété des femmes est **déléguée**, mais il lui faut bien **une formulation de base en filiation dominante, même séparée**, pour assurer cette forme propre d'exploitation.

Avant d'en finir avec le rapport lignager agricole (secteur 1), complétons par trois traits son tableau:

1) La forme hiérarchique duelle chef/femmes que j'ai adoptée pour cerner les relations doit être nuancée et complexifiée. Cette structure est nette dans les évocations de l'ancien temps. Mais dès ce moment (au 19e siècle et avant), elle n'exclut pas que des aînés participent au pouvoir du chef d'unité ou le contrecarrent. Aujourd'hui le visage de ces unités est beaucoup plus diffus. Une fraction d'aînés concurrents est présente dans chaque unité, mais ils s'accordent assez vite sur leurs lignes d'intérêts face aux femmes.

2) Comme dans le système familial, les unités simples et multipliées font partie intégrante de l'organisation (une ou plusieurs femmes associées). Les unités de base sont donc les mêmes, celles qui servent à composer le puzzle, bien que leur rassemblement ne se fasse pas à la même échelle. Le niveau lignager est dominant sur le niveau familial. On distinguera donc en son sein une fonction de bio-propriété/répartition (sur les parentes directes) et une fonction de bio-propriété déléguée/direction (sur les femmes associées et "filles").

3) Enfin, ce mode de structuration interne et externe amène une lutte et une différenciation entre lignages davantage qu'entre couches ou catégories sans intermédiaire.

### Le groupe de travail "bula" des femmes

Le bula est le collectif d'entraide féminin. Ses caractéristiques techniques nous sont connues à travers les divers types de champ, correspondant à des procès de travail agricoles différents. Quelles sont les réalisations sociales de ce groupe ? Sur quelles bases s'effectue son recrutement parmi les femmes ?

Je dispose, pour répondre à ces questions, de deux types de données. Les premières ont été recueillies en 1964-65 (Guillot 1973:92-94), les secondes deux ans plus tard dans la même Terre d'Enku. Bien que la résidence se soit modifiée entre ces deux dates, on verra que les règles de constitution et de fonctionnement du bula n'ont pas changé !

B. Guillot observait que les formes du bula étaient extrêmement souples et adaptables aux situations locales. Il définissait un principe général: "normalement le groupe est calqué sur les unités de résidence et les femmes du même mari font partie du

même groupe." Ce modèle était représenté par un hameau formé de deux frères et de leurs huit épouses. On n'y trouvait qu'un seul bula. Mais l'effectif des groupes locaux peut être moindre: on assiste alors à des unions entre hameaux de petite dimension. Il peut aussi être supérieur: les femmes de l'ensemble résidentiel se scinderont selon les lignes de clivage, fondées le plus souvent sur l'âge. Les nécessités techniques et les affinités entre productrices dominent tellement la répartition qu'on rencontrait en 1964 une séparation entre deux collectifs de travail qui passait entre les co-épouses du chef de Kingambimi. Dans la même agglomération, un bula se constitua de manière temporaire avec les filles des cinq épouses du supérieur du groupe local. Toute arrivée nouvelle de femmes est susceptible de remodeler les configurations existantes selon les besoins, les distances à parcourir et aussi les oppositions entre femmes.

La Terre Enku en 1967 inspire les mêmes conclusions. On peut considérer le collectif comme un effectif humain évoluant selon les tâches entre cinq et douze femmes. Sa constitution est fonction du nombre des productrices présentes dans le groupe local et des besoins de subsistance à assurer: c'est-à-dire du nombre d'hommes et d'enfants. La combinaison entre les deux facteurs dans chaque foyer définit le caractère plus ou moins indispensable de l'assistance. En outre, les capacités et l'âge des travailleuses interviennent en même temps. Partons du niveau minimal: on y trouve des femmes qui déclarent faire leurs cultures seules ou à deux (hameaux A1, A7 et D2). Leurs groupes locaux sont mal intégrés à la partie de Terre pour des raisons diverses, que nous expliciterons dans l'étude consacrée à la résidence à la fin de ce volume. Les codes renvoient à une nomenclature abrégée correspondant à la date 1967 et servant, dans ce dernier chapitre, à décrire la résidence. On rencontre ensuite toute une série de cas où le hameau fournit la seule base du collectif féminin bula, à partir de cinq cultivatrices (K12, D9, D4, D1, K2) et au-dessus jusqu'à douze (A2, D3, D7, K3, K5). Une gamme de groupes locaux s'étage entre ces deux chiffres, la seconde liste de hameaux étant toujours proche du maximum, relativement à l'effectif féminin. Sans vouloir donner l'inventaire complet, nous pouvons dire que, jusqu'à présent, nous avons passé en revue la moitié des ensembles résidentiels.

Les hameaux restants s'organisent en bula par réunion des femmes de deux groupes voisins (K6 et K7 par exemple ou K10 et K11). Parfois le regroupement ne procède pas par simple addition d'épouses de deux hameaux, mais chaque femme ou petit ensemble de femmes fait partir le collectif dans une direction particulière. La structure est très fluide, puisqu'elle est capable de se renouveler rapidement et de se plier aux déplacements de groupes locaux: ainsi le hameau D8 a changé d'endroit; il était proche de K3 et est venu s'établir près de K5. Ses résidentes se sont fondues au nouveau voisinage pour travailler et se sont agrégées à un nouveau bula. Autre illustration de la souplesse mise en oeuvre: les deux hameaux K8 et K9, face-à-face sur la même route, voient leurs femmes former trois bula par interférences entre les ensembles d'habitat sans trop se soucier des relations parentales entre hommes. Quant aux villages regroupés qui subsistent encore, ils se partagent en autant de collectifs que nécessaire selon les

principes énoncés. Ils sont si adaptables qu'on ne saurait affirmer que le même cadre enfermera continument les mêmes femmes durant toute l'année agricole: selon l'éloignement des champs et leur localisation, certaines usent de deux modalités de regroupement aux fins de commodité et sans doute aussi de variété.

Je n'ai trouvé qu'un seul point de divergence avec les observations de B. Guillot à propos de la **direction du collectif**. Sur la base de témoignages réels donnés en 1965, ce dernier concluait à l'existence d'une "**cheftaine de bula**" (**mfumu a bula**), dont il soulignait d'ailleurs le rôle seulement fonctionnel (règles de travail en commun et arbitrage): elle ne décidait même pas de la date des mises en cultures (1973:92-94). Beaucoup de femmes que j'ai interrogées niaient que le groupe soit commandé par l'une d'elles. Plus que de contradiction, il s'agit de diversité et de différence. Lorsque la base de constitution est fournie par un vaste foyer polygame, on rencontre souvent la première des co-épouses à une place de commandement avec les réserves indiquées; elle accomplit alors pour l'époux commun un contrôle et une surveillance. Mais quand ce n'est pas le cas, la structure égalitaire reprend ses droits: circonstance aujourd'hui fréquente. Cette double tendance nous renvoie, même à l'intérieur de la famille polygame, aux deux directions opposées que nous reconnaissons: hiérarchie des épouses et revendication d'un statut identique pour chacune. En dehors de ce cadre, les femmes visent surtout à être respectivement égales, n'étant que voisines et ne se sentant nulle obligation d'obéissance réciproque. L'âge aide à réaliser l'absence de direction, les femmes âgées ayant besoin de la force de travail plus considérable des plus jeunes. Ce relâchement des liens d'autorité n'a probablement pas été obtenu sans lutte entre femmes.

**Quelle est donc la nature des relations qui existent dans les collectifs ?** Par ordre d'importance, ce sont:

- la parenté consanguine des époux dans le même groupe local;
- le voisinage des hameaux assorti éventuellement de la parenté consanguine (ou par alliance des hommes).

On voit que la structure du groupe est dominée par la position des hommes (surtout aînés), puisque les modules résidentiels des chefs de groupes locaux déterminent les emplacements choisis. Mais les femmes mettent en oeuvre en même temps des principes propres: ceux-ci font intervenir une détermination secondaire. On remarque principalement:

- la parenté consanguine ou par alliance des femmes;
- leur amitié, qui est souvent induite par le travail en commun. Des affinités d'âge en résultent. Elles permettent de limiter la tyrannie possible d'une belle-mère ou d'une autre parente du mari.

Rappelons que les **bula** sont surtout utiles à l'époque des labours et des récoltes sur les champs **bipa** fondamentaux (1er et 2e cycle): c'est alors la coopération élargie qui joue en premier lieu. Les champs **bibuomo** appellent au contraire une coopération restreinte et provoquent un net retour à la simple base résidentielle. Le calendrier agricole chargé des femmes rend nécessaire ces deux types de coopération dans la plupart des cas. Mais l'appropriation matérielle des produits est toujours finalement individuelle.

De ces renseignements nous pouvons conclure que **les différentes femmes qui sont réunies dans un collectif de ce genre sont dans la majorité des cas des non parentes (23)**. Une telle réalité se marque par le terme de "voisines" qu'utilisent les cultivatrices, calqué sur celui qui désigne la position de co-épouses. Même dans ce dernier cas, elles ont le même lignage allié sans être pour autant parentes entre elles.

D'autre part, les groupes bula émanent d'une série de contraintes techniques sans modifier l'appropriation des produits dans sa phase finale. C'est la raison qui nous a permis de cerner les unités productives sur la base des procès de travail individuels. Pour mettre en oeuvre les coopérations restreinte et élargie d'un bula, encore faut-il que les femmes soient en situation d'épouses" (ou à la rigueur de "filles"). La prééminence de ces places sociales est la suite de la prépondérance des travaux individuels sur la coopération.

Mais l'engendrement des bula ne correspond pas uniquement à des contraintes techniques. Les rapports sociaux jouent un rôle simultané et souvent englobant. Ainsi j'ai pu montrer comment les exigences très lourdes d'un calendrier agricole rendaient inéluctable une entraide fréquente. Mais d'où sortent ces exigences ? Elles proviennent de la domination sociale des aînés (et du capitalisme extérieur), qui assigne une suite de travaux précis "forfaitairement" aux productrices parce qu'elles sont femmes. Forcer des travailleuses à fournir une part énorme de cultures vivrières sans guère de contrepartie, c'est leur attribuer de gré ou de force un volume de tâches annuelles. Les groupes bula sont de la sorte un des moyens "techniques" de faire fonctionner cette exploitation sociale.

Le système même des bula est un moyen de pression et de rendement à lui seul. Chaque productrice adulte s'approprie le produit final qui va à son unité de production. La conséquence d'un tel mécanisme est facile à découvrir: entre travailleuses qui coopèrent, il n'existe aucune rétribution de l'échange interne de travail autre que le travail lui-même (à la tâche ou grossièrement en temps de travail, que les femmes évaluent fort bien en journées ou demi-journées). La base du système est l'égalité: un prêté pour un rendu. Mais les inégalités d'énergie humaine sont fortes: elles tiennent à l'âge, la santé (le savoir-faire des vieilles femmes équilibrant parfois leur déclin physique). D'autre part, les produits à fournir absolument sont en grand nombre; la situation s'aggrave si la famille à nourrir est nombreuse et formée de beaucoup d'inactifs. Toutes ces raisons obligent les productrices à atteindre un seuil de travail coopératif élevé en intensité. Si l'on veut, la fourniture de travail collectif est sur base égalitaire, mais les besoins et l'énergie des unités ne le sont pas.

Il nous reste à envisager la place des bula dans la production sociale tout entière. Représentent-ils de simples appendices des unités de production établies sur les foyers et les hameaux ?

Notre réponse sera historique. Partons de l'époque précoloniale, telle que nous parvenons à nous la figurer. Nous connaissons le premier système seigneurial (ntsie) par ses traces. Il était

formé de seigneurs de la terre dominant leurs lignages de subordonnés. Le cadre de la "parenté par la terre" unissait dans chacune des parties les deux catégories sociales précédentes: il ne débordait pas de ces limites si bien que le lien entre les parties de Terre dans une Terre n'était plus un lien parental réel, mais une relation politique entre seigneurs (sur la base encore du lien mfumu-nkani). De même pour chaque seigneur à la tête de sa Terre par rapport au supérieur de son "côté" de Mpika ou de Bukuobi. Le pouvoir seigneurial fondait son emprise sur les lignages à partir d'un contrôle politique et idéologique portant sur son domaine propre. Ainsi la chasse collective donnait lieu à une distribution entre seigneurs, possesseurs de la terre. De même, l'activité individuelle des femmes ressortissait surtout à la production dans le cadre de l'appareil lignager à travers les hameaux. Par contre, la coopération restreinte et à plus forte raison la coopération élargie impliquaient un changement de niveau. Avec les groupes bula, on sortait de l'aire de chaque groupe local et de son accrochage clos sur un bosquet particulier. Ces regroupements de travail entre femmes supposaient qu'on opère à une échelle plus vaste, assujettie aux déterminations de toute une zone de terroir avec jachère par rotation des cultures. Le mode de coopération (avec un pouvoir de fonction détenu par une femme dans les tâches de cultures) nous mettait en rapport avec une autorité supralignagère.

De même que nous avons rencontré des éléments clos le long de lignées déterminées dans l'échange matrimonial, les aînés étant seuls en mesure d'assurer la communication entre ces divers champs résidentiels et productifs, de même nous nous demandons ici si les groupes locaux malgré leurs relations ne restaient pas des univers relativement séparés. La constitution de groupes bula importants impliquait le regroupement de productrices souvent non parentes et surtout **la répartition d'une surface de production plus vaste que la Terre lignagère affectée à chaque groupe local**. Dans ces conditions, les seigneurs à la tête, dans chaque partie de Terre, d'un territoire de savane où se déployait le terroir des femmes étaient seuls aptes à dépasser les limites d'un mode de production lignager, largement non marchand. Ils étaient alors les répartiteurs et les garants des droits de culture féminins sur un espace supralignager. De là leurs pouvoirs rituels non seulement sur chaque lignage, mais sur la "terre" (ntsie) qui, dans toute partie, se confondait avec le terroir de savane.

Si une telle hypothèse est juste, la constitution du second système seigneurial avec les seigneurs du ciel (yulu) ne l'infirmait pas. Laissons de côté le développement artisanal qui lui correspondait, puisque nous nous intéressons aux productrices. Le pouvoir politique du mpu renforça le caractère territorial de la maîtrise sur les lignages et les groupes locaux. Un indice remarquable de concordance est à trouver dans le rapport direct qui s'institua dans chaque section de Terre entre les femmes et les seigneurs du ciel. Elle fut manifeste dans tous les grands rituels: conjurations de la terre ou cérémonies funéraires miyali. Les semences poussèrent grâce au mpu et aux "soutiens de la terre" (bikini bi ntsie), qui étaient des objets magico-religieux. Des interdits spéciaux concernèrent les travailleuses et ils furent assez constants pour demeurer encore vivants aujourd'hui: la puissance

nommée ngaasuku joue comme un élément coercitif de terreur, toujours à destination des seules femmes. Enfin, les seigneurs continuent de monopoliser le règlement de tout conflit sérieux survenu entre femmes hors du même groupe local.

Voici donc la reconstitution la plus probable que nous puissions tenter. Qu'est-il advenu avec le déclin de l'organisation seigneuriale ? Son infrastructure s'est trouvée corrodée et en même temps qu'elle, les fondements de sa domination sur les lignages et les hameaux. Forge et tissage disparaissent en grande partie, la chasse collective n'est plus qu'un souvenir, ressuscité de temps en temps comme une relique. D'autre part, de profondes modifications apparaissent dans l'instance politique. Cet ensemble de données est à mettre en relation avec la sphère économique moderne pour expliquer la fonction actuelle des groupes bula. Dans la branche agricole, ils représentent le seul élément subsistant (transformé) de la base matérielle du mode de production tributaire (seigneurial) et se rattachent au maintien partiel de ses procès politique, juridique et idéologique. Mais comme les rapports lignagers, et ceux qui règnent entre chefs de hameau, se sont imposés de plus en plus, la signification des groupes bula et leur fonction ne sont plus identiques.

Le cadre de la production interne à chaque groupe local, la domination de l'appareil lignager et de sa couche d'aînés occupent désormais le premier plan. On peut suggérer dès lors que les hameaux tendent à absorber socialement non seulement les travaux individuels des femmes, mais leur coopération restreinte. Quant à la coopération élargie, elle anime des procès de travail féminins qui sont devenus indépendants de l'organisation seigneuriale; elle représente une entente entre femmes d'aînés de groupes locaux voisins ou compris dans la même partie de Terre si les bula sont différents. La transition n'est pas achevée, car les superstructures du système tributaire sont encore solides.

### Le rapport au dehors

Le secteur agricole 1 de la Terre Enku est-il à ce point disjoint de l'économie extérieure, si présente sur place, que les femmes ne l'atteignent jamais, ou si peu ? Leur socialisation échappe apparemment à son emprise: c'est comme un adversaire dont elles ignoreraient le visage. Continuons d'appeler III le rapport des habitants du pays à cette production et à ce marché plus vaste, lointain et proche.

Que les paysannes se nourrissent elles-mêmes, personne ne leur en sait gré ni de près (sur place) ni de loin (l'Etat ou les experts internationaux). Pourtant, c'est déjà un point non négligeable - et rarement atteint par une écrasante majorité d'habitants - s'assurer soi-même son travail nécessaire dans une formation sociale locale, nationale ou mondiale ! Comme elles sont femmes, elles cultivent !

## L'AGRICULTURE: PRODUCTION

Leur surtravail agricole n'est pas libre, mais forcé, engagé sur des rails de contraintes collectives, qui les excluent de ce large monde environnant. Résumons le parcours de sa socialisation hebdomadaire, cette vingtaine d'heures moyenne qu'elles sont tenues de fournir:

- en endo-production vivrière, elles cultivent leurs champs pour leurs chefs d'unité, ce qui entraîne un type de consommation similaire;
- elles donnent un surcroît de travail sur le secteur 2 des hommes (labour et récoltes);
- c'est après tout ce dû, que, par un véritable exploit énergétique, certaines paysannes jeunes ou robustes parviennent à dégager quelques heures de plus pour atteindre le seuil des cultures marchandes, pour elles-mêmes. On verra en examinant les revenus de tabac, combien les chiffres sont éloquentes. Si l'on veut, elles accèdent au rapport III à la force du poignet en infime minorité.

Percevoir cette condition, c'est refuser définitivement de les saisir comme créatures noyées ou immergées dans le "culturel" ou le "symbolique" en soi, vision dont l'ethnologie n'a pas fait grand effort pour les aider à sortir. On peut ainsi rechercher les catégories diverses de l'âme sans aucun référent matériel et social.

L'étonnant est que cette relation III si éloignée a des effets pourtant certains sur la vie de ces agricultrices. Dans chaque foyer, elles dépendent d'un petit apport extérieur en argent, indispensable à assurer leur minimum vital et celui de leurs enfants. Sans cette modeste contribution, leur force de travail serait quand même assez mal en point. J'ai proposé de le fixer à l'équivalent de quatre ou cinq heures par semaine d'homme actif du secteur 2. Or, l'analyse de ce dernier nous montrera que la retombée de l'économie marchande est ici décisive (prix des cultures commercialisables). De même qu'on a parlé d'un sous-prolétariat en ville, de même dans les campagnes comme Enku (ou le plateau), on peut parler d'une sous-paysannerie féminine pour de tout autres raisons dans le même cadre global.

Une autre série de résultats du rapport III a agi directement sur l'énergie humaine des femmes dans l'agriculture. Les avancées de l'enseignement ont provoqué des ponctions sur la force de travail féminine temporaires ou définitives. Sur les champs, on trouve une majorité de femmes âgées et illettrées. Enfin, l'émigration a eu une double incidence avec ses deux versants interne et externe. Sur place, les petits bourgs de la sous-préfecture de Lekana, ou du SEITA (tabac) de Lage à un degré moindre, ont attiré les éléments lettrés et jeunes ainsi que les riches (commerce, transport). Brazzaville, Pointe-Noire, Dolisie ou d'autres villes ont drainé des flux migratoires de salariés ou de chômeurs. Ainsi s'éclaire la curieuse structure démographique, relevée dans l'organisation du secteur 1: plus de femmes que d'hommes, plus de vieilles que de jeunes.

L'agriculture féminine est située aussi dans un troisième rapport (III) avec le marché extérieur (capitaliste ou petit commerce local). De toutes ces sources d'argent, auxquelles on ajoutera le

## L'AGRICULTURE: PRODUCTION

salariat, les paysannes sont en très grande majorité coupées. Rares sont celles qui ont vendu du tabac en 1965-67 pour leur compte, et lorsqu'elles l'ont fait, c'est dans une proportion modique, étant donné l'ampleur de leurs tâches non marchandes. Le "goulot d'étranglement", comme disent les experts, est très resserré. Il tient aux traditions historiques, à la domination extérieure, au mauvais état des communications. La situation est encore durcie par l'absentéisme des jeunes filles scolarisées dans l'agriculture.

Du point de vue de la production, le contact avec l'économie monétaire se fait à peine. Pourtant les femmes ont besoin d'argent dans leur foyer (vêtements, fournitures domestiques, supplément d'alimentation et même achat de hoes neuves...). Elles sont tributaires du déclin des artisanats locaux et du nouveau stock de produits matériels présent désormais partout.

Ce point de contradiction extrême, qui exclue les femmes si elles ne sont pas fonctionnaires elles-mêmes ou épouses d'un homme de l'autre univers urbain ou semi-urbain, explique qu'elles aient eu peu de part à la vie publique régionale et nationale. Tous les gains et les batailles se font sur leur dos. Pourtant, si on envisage la genèse des ressources locales, les paysannes créent le gros de la valeur.

### LE SECTEUR 2 AGRICOLE D'ÉCHANGE

Une longue tradition historique repose sur l'ancienne culture du raphia: a-t-elle laissé des traces et fourni une base tangible aux groupes humains qui habitent à côté des mêmes lieux ? Le peuple de la région a fourni l'image de gens qui créaient (et détruisaient) des bosquets. Le temps passé livre une séquence changeante d'association entre petites forêts et hameaux. On sent que ces endroits stratégiques ont été investis par des groupes organisés modelant leur espaces et leurs temps.

Tabac, haricots, pommes de terre, le changement a consisté à produire pour d'autres (radicalement étrangers) et non plus pour soi. Le commerce de traite ancien instaurait certes déjà des chaînes gérées par des maîtres, jusqu'à la mer et au-delà. Mais l'économie moderne est venue modifier la notion même de besoin, imposant comme des panacées aux populations locales les siens propres. Aussi y a-t-il urgence à critiquer une notion qui s'appuie sur une prétendue harmonie préétablie entre les dominants et les dominés. Si ces derniers ont besoin du marché, c'est contre lui, en gagnant un élargissement de leur production qui en transforme les termes.

L'historique du secteur 2 fut bien différent de celui des femmes. Les champs *ngwunu* de raphia ou tabac traditionnel du 19<sup>e</sup> siècle établissaient des cycles de sept à huit ans assez voisins de ceux des paysannes. Il y eut coupure et vraie substitution d'un autre système avec la colonisation.

Le résultat est aujourd'hui donné par ces parcelles qui ont gardé le même nom avec un cloisonnement bien plus grand, une co-



opération moins structurée et moins forte. Une pseudo-jachère, un calendrier plus réduit de temps de travail. Un recrutement des actifs aux contraintes fixées par un mouvement d'exo-production dont la loi principale est sociale.

Quels sont les trois rapports de production représentés dans le secteur masculin ?

### Le rapport familial

L'unité de production la plus proche du travail se trouve encore une fois dans le système I familial: foyer et parfois hameau. La relation des dépendants envers les chefs d'unités se dédouble. Un premier rapport consiste à apporter presque tout le fruit de la vente de leurs produits (tabac, pommes de terre, haricots) à leurs propres chefs d'unité, même si cet apport ne reste pas forcément entier entre les mains de ces derniers. La prestation peut être fournie aussi en travail sur les champs du chef, sans que le dépendant vende ses denrées sur le marché. Parfois, moins souvent, il s'agit des produits eux-mêmes. Peu importe. Dans tous ces cas, il s'agit de biens qui sont à l'évidence marchands. Pourtant cette prestation reste domestique. Un cadet célibataire ou un adulte simple en sont les agents. Dans le plus grand nombre des foyers, le dépendant ne travaille pas plus d'heures que son chef, mais il lui abandonne le plus gros du fruit de son travail, en théorie. Telle est la première face du rapport I. On le sait, le travail agricole de la branche masculine est nettement inférieur au travail agricole nécessaire du pays. En moyenne, évaluons-le à une quinzaine d'heures par semaine.

Deux choses n'ont rien à voir entre elles: l'origine du produit - ou sa destination - et la nature de la relation de production I. Les produits sont marchands ou convertis en argent, mais le rapport entré un dépendant et son chef de foyer ne l'est pas. Dans les frontières de l'unité, **les relations internes sont toutes non marchandes**. On n'y rencontre ni achat ni vente, mais des dons et contre-dons. Le processus est défini par une avance-restitution à des géniteurs ou génitrices producteurs (24), en ajoutant que l'exploitation peut y prendre place si on examine d'autres cas que la moyenne, et surtout que la génitrice est dépossédée de son avance et de sa restitution par le rapport lui-même. On ne pourrait parler de rapport de production marchande que si le chef de foyer pouvait échanger sa marchandise avec d'autres producteurs sur le marché, ce qui n'est pas le cas.

La nécessité de ce premier rapport familial provient de ce que les dépendants ne peuvent avoir accès à la production alimentaire des femmes que dans ce lien de production domestique séparé. C'est, on s'en doute, pour se nourrir, mais la consommation est superficielle pour comprendre le phénomène. Ce qui préexiste, c'est la capacité à disposer d'un rapport de production, privilège du chef et non du dépendant. Cette séparation est d'un autre genre que celle pratiquée par l'économie marchande: elle passe entre l'endo-production féminine et le travail agricole des dépendants mâles (25).

Une seconde face du rapport I est moins perceptible, parce qu'elle est masquée par la domination du système lignager. Sous le premier rapport, toutes ces unités d'une partie ou d'une Terre formaient autant d'flots familiaux, parcourus et régis par des liens non marchands. Ainsi, pour des cadets adolescents, la marchandise est toujours hors de leurs foyers sur le marché où ils ont vendu leurs produits agricoles et sur celui où ils achètent leurs biens de consommation: univers coupé, parfois figuré par leurs comportements ou leurs places aux enterrements, dessinant sans cesse l'impossible rupture.

La résistance active ou passive des dépendants dans chaque foyer ne permet plus aux chefs de mener une extraction régulière sur leur travail. Au 19<sup>e</sup> siècle, celle-ci était sans doute assez forte pour que les chefs de hameau puissent céder une femme active à un cadet célibataire d'un autre foyer et recevoir ainsi sous forme de "dot un travail déjà extorqué. Comme il n'en va pas de même aujourd'hui, une seconde ponction a pris place sur ce cadet de la part du chef de foyer de la femme à céder. C'est la preuve qu'une bonne part de l'extorsion ne survient qu'à ce moment-là. La socialisation sur la base de l'âge s'est transposée sur l'unité de la femme à acquérir, en raison du déclin des extorsions internes. L'unité de production I est bien double: relations intérieures et relations extérieures envers le chef de foyer de la femme active retenue. Et inversement (26).

La qualité du lien entre hommes qui vient d'être posé ressemble à bien des égards à celui qui régissait les femmes du secteur agricole précédent. Pour les mêmes raisons, nous nous trouvons dans une sphère de bio-économie, maintenue malgré les transformations historiques par le caractère domestique de la socialisation.

De tout le secteur agricole dans le système I, nous dirons qu'il est bio-économique et scindé en endo-production féminine (vivrière) et exo-production masculine (commercialisable). L'unité n'est effectuée que par le chef de foyer. En outre, la même distinction prévaudra entre unités simples et multipliées.

### **Le rapport lignager**

Sur ces champs masculins travaillent des paysans de la Terre qui y ont établi des hameaux. Les années agricoles passent l'une après l'autre, scandées par le rythme des marchés. Des familles (au sens où nous les avons prises) paraissent occuper tout le temps et l'espace des activités du secteur.

Mais le rapport principal qui régit localement la production de ces 150 hommes adultes n'est pas familial, mais lignager. L'analyse du rapport précédent semblait bien pourtant en contenir les bases essentielles: il définissait même ses unités centrales. Où trouver d'autres unités de production, surtout si l'on s'en tient aux concepts classiques de la sociologie, forgés d'après l'étude du système capitaliste ? Avec le "travail nécessaire", le "surtravail", la dépense de "force de travail", le "rapport de production" lui-

même, tout part du foyer ou du hameau pour y revenir. "Procès de production immédiat" et "procès de production social" devraient être fixés sur les mêmes bases.

La démarche à faire est analogue à celle tentée en analysant le secteur 1 agricole des femmes. Elle prolonge en outre notre examen du rapport familial des hommes - mettant en lumière la sélection d'un **noyau bio-social**.

Ces 150 hommes du territoire sont regroupés dans une cinquantaine de segments lignagers, qu'on peut dire indépendants (27) au niveau où nous nous plaçons et à cette date. Chaque segment comporte donc en moyenne trois hommes actifs. Sans tenir compte pour l'instant de leur inégalité démographique, nous voyons qu'il existe un ensemble de 50 chefs lignagers (28). En conséquence, nous parlerons d'un **nombre égal d'unités de production**.

Dans chaque unité, on rencontre un chef qui a un pouvoir de propriété sur deux hommes actifs (nous envisagerons plus tard les inactifs avec les descendants). Je me contente de caractériser une unité moyenne afin de cerner les mécanismes les plus généraux. Dans ces conditions, le rapport de production pourra être posé clairement.

Par quelle sélection ces deux dépendants sont-ils engagés dans leur segment (29) ? Leur affectation repose sur un support comparable au **noyau** (30) **familial** = fragment ou élément réduit de parenté biologique réelle ou fictive. Sur les mêmes composantes d'âge et de sexe, je pourrai parler d'une **cellule lignagère** = fragment ou élément large de parenté biologique réelle ou fictive. Le rapport cherché socialise une telle cellule.

C'est pourquoi nous le nommerons encore **rapport de bio-production** en usant d'un concept propre au système lignager. Il signifie que le chef détient la bio-propriété de la bio-force de travail de ses deux dépendants. C'est la réalisation de cette relation "communautaire" sur des unités de travail séparées et des unités de production scindées qui amène ce rapport précis pour un lignage de la Terre Enku donné.

Les deux hommes actifs d'un tel lignage sont littéralement appropriés à travers ces modalités par leur chef comme un bio-stock. Ces expressions ont parfois choqué. Elles traduisent néanmoins une bonne part de la réalité. "On vous possède comme une vache ou une truie !" déclarait à la télévision française, en juin 1983, une jeune marocaine logée dans un centre d'hébergement après avoir fui sa famille pour devenir prostituée. Les conditions de la région n'établissent pas d'aussi dures rigueurs pour les hommes. Cependant, même de comprendre leur position exige d'admettre un lien de cette nature à partir de la cellule lignagère et de sa sélection bio-sociale.

Ces deux paysans actifs habitent dans des hameaux différents et font partie d'unités familiales le plus couramment distinctes. Pour eux, l'unité lignagère est un rapport de bio-stock socialisé en vertu duquel leur bio-travail est privé d'autonomie, c'est-à-dire **leurs corps actifs** (31). Il faut donc bien définir ce qu'est

## L'AGRICULTURE: PRODUCTION

leur bio-force de travail. Sinon on serait en peine de concevoir pourquoi ils donnent des prestations ou des produits à leur chef lignager, qui peut souvent résider à des kilomètres.

Rajoutons des conditions commandées par les faits et peut-être intrinsèques à une définition cohérente:

- 1) Le chef travaille lui-même (32).
- 2) La cellule englobe aussi le chef. Ou encore, elle sert de support à son affectation sociale.

Les deux propositions paraissent liées: homologie des unités de travail et de production (33). Mais suffisent-elles ?

On introduira comme composantes de la bio-force de travail chez ces deux paysans et leur chef:

1) **Le sexe et l'âge productifs**: cela veut dire qu'on ne peut considérer ces trois hommes (34) que par relation avec tout l'autre sexe et qu'on rangera du côté des aînés le chef et le premier paysan, le plus âgé des deux actifs. Quant au second, il sera cadet.

Le critère de l'aînesse dans le cas du premier est d'être chef lignager, dans le second d'être à la tête d'une unité familiale et **donc de disposer d'une ou de deux femmes actives**. Ce qui prévaut ici en effet est l'accès à une part du bio-stock humain au nom d'un lignage. Quant au troisième, il n'a ni femme active, ni unité familiale autonome.

2) **La sélection productive opérée par la cellule lignagère**. Tout lignage en ce sens-là fractionne la population productive en bio-stock. Aussi le terme de "segment" est-il tout à fait adéquat. L'existence ancienne de l'agriculture et des circonstances historiques et culturelles particulières ont entraîné dans le pays une filiation principale unilinéaire: la matrilinearité des lignages (réelle ou fictive). Sur ces bases, on placera trois femmes actives dans l'unité moyenne: deux adultes et une jeune (34).

Si les régularités des cycles agricoles (avec leur nécessaire délai) ne peuvent être connectées brutalement à cette filiation propre, par contre elles ont pu jouer leur rôle dans l'existence même d'une **filiation productive**. J'entends par là celle qui assure la **dépense d'énergie humaine nécessaire aux actifs du lignage pour y reproduire actifs et inactifs**.

Ce niveau-frontière entre la parenté biologique de la cellule et la parenté sociale large lignagère pose des conditions spécifiques de nécessité aléatoire (36) au procès de production bio-immédiat (hypothèse de sa reproduction simple annuelle). La filiation antérieure n'est que l'ajustement de la cellule à ces conditions à travers le temps. Il est évident qu'elle renferme des rapports socialisés essentiels. Reste à les faire apparaître comme effet des rapports de bio-production (37).

3) **L'alliance productive** est nécessaire à la bio-production des trois hommes actifs (pour expliquer leur présence concrète dans la Terre!) à l'intérieur du lignage. De même pour rendre compte de celle des trois femmes actives du groupe. Au minimum, ces proces-

sus ou événements supposent trois hommes actifs extérieurs qui ont orienté la filiation dans telle ou telle direction (lignage, espace de toute nature...). Ce qui nous retiendra, c'est qu'ils ont fondé dans les hameaux ou foyers une **descendance productive**. Tout ceci implique un relais avec la production agricole des familles. Nous ne nous y étendrons pas parce que nous avons choisi d'étudier le phénomène à partir du chef de lignage et des deux hommes d'Enku. Attirons l'attention sur le fait que les trois femmes du lignage ont travaillé ailleurs pour des aînés extérieurs à la cellule.

On le voit, il est rigoureusement **impossible de séparer filiation, descendance et alliance productives**. Tel est le bloc indissociable sur lequel se forgent les **rapports de propriété lignagers** (et familiaux). Mais ses accentuations ont changé suivant les époques.

3 bis) Dans l'unité lignagère visée avec ses trois hommes (et ses femmes), la question des descendants - nous en supposerons deux inactifs - est réglée par les propositions précédentes. Pour bien marquer sa portée, nous renverserons la perspective comme dans le secteur féminin (I et II): la **bio-propriété du chef lignager** sur son descendant (et sa descendante correspondante) est centrale et c'est elle qui amène la subordination de l'aîné dépendant dans l'unité.

4) Mais cette affirmation nous a placé dans la **socialisation** effectuée par le chef sur la cellule à l'opposé du pôle biologique universel. Maintenant nous savons que c'est un **rapport de bio-production lignager**, désormais en partie exploré. Situons-le comme autre pôle - à la fois des forces bio-productives et du biologique - et reprenons notre unité lignagère moyenne.

Ce qui relie les deux hommes actifs du lignage à leur chef dans l'agriculture, c'est l'obligation sociale pour eux de passer par le chef pour obtenir le fruit du surtravail du secteur vivrier des femmes, indispensable au développement de leur activité dans le leur commercialisable.

Ce rapport de propriété P, un chef d'unité de production lignagère le détient, parce qu'il assure à la fois l'unité et la **séparation élémentaires d'une bio-force de travail** dans deux secteurs agricoles contradictoires. Dans notre cas, la limite passe entre marchand et non-marchand pour le plus gros en 1967.

La détention sociale de ce bio-stock humain productif éclaire en retour notre unité moyenne. Inutile de dire que son accumulation économique est faible, mais il serait faux de l'affirmer pour son accumulation démographique, car la signification de cette dernière, encore plus que l'autre, est relative aux habitants de la région et non absolue (38).

Le chef de lignage et ses deux hommes dépendants sont dans trois hameaux différents. Si l'on ne songe qu'à un contrôle direct du travail sur eux, il est inexistant. Son pouvoir semble absurde ! Seuls devraient régner des chefs familiaux larges ou réduits. Par contre, en terme de bio-force de travail, son pouvoir

prend un sens plein: la filiation productive socialisée les réunit tous, qu'on la prenne à un instant précis ou en mouvement sur une durée de vie. Le problème social est par conséquent la **gestion de ce bio-stock aux fins d'extorsion**.

4 bis) Pour parvenir à une image pas trop infidèle de la réalité, il faut mentionner les **inactifs** de statut totalement opposés. Une douzaine de vieux ou d'infirmes ou de malades dans toute la Terre. Six ou sept inactifs au sommet de la pyramide des chefs lignagers ou familiaux.

Enfin, la situation concrète des aînés est complexe. D'autres aînés peuvent être concurrents du chef dans un même lignage et même parfois supérieurs réels (soit par leurs ascensions politiques, soit par leur réussite dans les autres modes de production).

Ce rapport de propriété P pourrait déjà s'illustrer avec un relevé des appartenances lignagères de ces 142 hommes à Enku. Il dessinerait entre les hommes de la population (et les femmes) ces frontières délimitant leur appartenance à des bio-stocks sociaux distincts et inégaux. Il assignerait à chacun de ces segments un bosquet de référence - point d'accès direct ou indirect aux cultures masculines - et ainsi une Terre correspondante aux usagers du secteur (voir tome II). Je le résume sous sa forme d'un ensemble **segment (donc stock humain)-Terre-bosquet** (39). Mais nous n'avons encore qu'une moitié du rapport de production agricole du secteur 2: P. On pourrait le comparer à un système tributaire seigneurial privé de ses subordonnés dans les lignages et dans les hameaux.

Ce premier rapport n'aurait jamais pu s'installer sans un autre qui permet à tout le rapport de production de fonctionner. Cette seconde face forme un relais de la propriété lignagère à la bio-production immédiate, c'est-à-dire du bio-stock des chefs de lignage aux unités de production familiales du système I. Mais comme nous voulons nous situer dans le système II, nous considérons ces dernières comme les objets de l'extorsion lignagère.

Sous cet angle, les composantes à définir sont **des unités de direction** du système II dans les hameaux ou foyers. Telle est la seconde moitié de la relation lignagère: sa direction D. Quels sont ses éléments dans une unité moyenne du secteur masculin ?

1) Comme première condition nous redirons:

**Les têtes** d'unité de direction (dont le chef lignager) travaillent elles-mêmes dans le système familial, mais elles exercent aussi leur activité dans le système II à partir de leur stock humain lignager.

**Le noyau** du système familial (élément de parenté biologique de ce système) englobe aussi les têtes de direction (dont le chef lignager). Il est de nouveau le support de son affectation sociale. Ce qu'il faut donc obtenir, c'est l'articulation entre la cellule lignagère (élément de parenté biologique réelle ou fictive propre) et le noyau.

2) **L'âge et le sexe productif** sont requis pour construire l'unité de direction dans l'unité lignagère moyenne retenue à Enku. On pourra répéter, ce qui est d'une grande importance pour l'ensemble du rapport lignager (P + D), que ses trois hommes actifs ne peuvent se concevoir sans tout l'autre sexe à quelque niveau qu'on se place. On dira en outre qu'ils se divisent en deux aînés et un cadet. **On observe que, d'après ce critère, la classification présente dans le rapport de propriété P se maintient dans celui de direction D.** Il n'y a qu'un seul et unique rapport lignager de production (40).

Si je complète ce modèle simple en signalant **que les trois types de descendance productive seront tous introduits par des lignages distincts**, j'ai pratiquement rejoint les éléments fondamentaux du système complet de parenté kukuya. Sa description combine quatre lignages avec deux fonctions fortes (lignages matrilineaire et lignage paternel) et deux fonctions faibles (lignages des grands-parents).

Les types de descendance productive supportent tous les fonctions de direction, l'une forte, les deux autres faibles. Dans l'agriculture actuelle, l'essentiel de ce rapport a l'air de s'axer sur la génération immédiatement inférieure. Même si la donnée est ancienne, la dislocation de bien des hameaux en foyers a pu en accentuer le mouvement.

Que la filiation productive l'emporte encore sur la descendance productive (= son caractère de filiation principale) tant bien que mal en 1965-67, nous est attesté par le cycle de direction et sa rupture nécessaire. Le bio-stock de descendants (au sens de descendance productive) est rompu après deux générations: plus aucun rapport possible entre un aîné, tête de direction et son descendant de la génération -3. Les liens entre leurs lignages se sont aussi dissous.

De plus, il arrive souvent que des hommes aient rompu avec une moitié de leur descendance (les deux lignes du côté de leur géniteur = direction). Ils partent habiter parfois chez leur chef de lignage, par exemple. Mais il est clair qu'alors ce dernier est pourvu de la fonction de direction à leur égard. Dans ces cas-là, le chef cumule les deux rôles P et D (propriété et direction), ce qui concorde avec nos hypothèses.

3) **La sélection productive opérée par le noyau dirigé.** Plus exactement, parlons de **micro-noyaux** dans une unité de direction, puisque les noyaux familiaux sont scindés sous cet angle en plusieurs micro-noyaux. Ainsi les trois hommes actifs de l'unité lignagère moyenne habitent des villages différents et font partie de trois micro-noyaux.

Les hasards et les nécessités de l'écologie, de la géographie et surtout de l'histoire ont entraîné dans le rapport de propriété P la filiation productive principale et son développement particulier: la matrilinearité.

Dans le rapport visé ici, des causes et des lois parallèles et certainement non indépendantes ont amené dans le rapport de di-

rection D, la **descendance productive principale** et son aboutissement propre: un **système lignager double** (dysharmonique) (41).

La **descendance productive** est celle qui assure la **dépense d'énergie humaine nécessaire aux actifs du lignage pour y bio-produire actifs et inactifs**.

C'est encore un concept-limite entre la parenté bio-technique de la cellule et du noyau et les rapports de la production bio-immédiate. Cette réalité est faite de rapports socialisés sur une base restreinte mais fondamentale. Je vais brièvement explorer cette zone en montrant les effets de l'ajustement historique qui s'est fait entre ces divers relations opposées.

L'interaction va ressortir si je développe l'unité moyenne lignagère que j'ai choisie comme unité-type minimale. De même pour les unités de direction. L'unité moyenne lignagère comprend trois hommes actifs (dont le chef). Joignons-lui, comme on a vu, trois femmes actives. Pourvue de ces effectifs, elle devient porteuse de tous les rapports envisagés. Elle est à la fois minimale et complète (descendants et inactifs exceptés).

**Comment produire ("bio-produire") les relations de direction de ces agriculteurs ?** Autrement dit, comment s'établissent les micro-noyaux relayant la filiation lignagère jusqu'aux unités familiales ?

Dans un premier temps, on se bornera à constater qu'il y a congruence entre les deux systèmes, ce qui ne veut pas dire non-contradiction. Un premier micro-noyau partira du deuxième aîné (l'homme actif qui n'est pas chef): la descendance sera **agnatique** avec un homme actif - son fils réel ou fictif. Un second micro-noyau partira du chef lignager: la descendance sera **bilatérale** avec un autre homme actif - son petit-fils réel ou fictif. Si l'on imagine que les deux cas sont réalisés à 50 % chacun (une fois en passant par un chaînon masculin, une autre fois par un chaînon féminin), on se rapproche beaucoup des cas réels que j'ai enregistrés dans la Terre. On voit ainsi trois actifs en remplacer trois autres, si j'ajoute que le troisième homme n'a pas encore d'enfant. Toutes ces conditions portent également sur les descendantes actives.

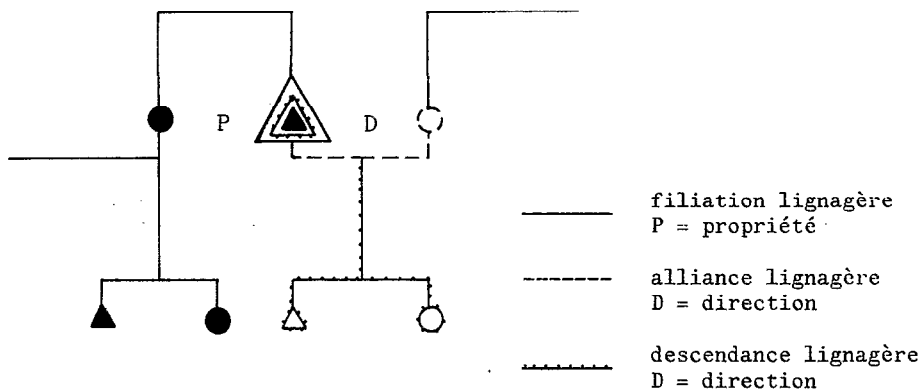
Mais ces formations de micro-noyaux ne sont pas effectuées avec les seules lignes de descendance productive (42) par génération spontanée ! Il y a fallu trois fois une femme active et procréatrice ou deux fois une telle femme et une fois un homme actif et géniteur, tous extérieurs au lignage (et à sa cellule socialisée). Ainsi s'est constituée par leur travail et leur surtravail la descendance propre de ce groupe.

Voici ce qu'on pourrait appeler sur des bases plus matérielles que Lévi-Strauss: **l'atome de parenté productif** du système lignager (comme antérieurement du système familial). Il établit à partir du niveau biologique universel une première transformation, qui indique les lignes **sociales** capables de bio-produire l'agriculture immédiate. En réalité, nous savons que cette transformation est déjà double, puisque le rapport lignager ne peut que régir un rap-



port bio-technique.

Cet atome lignager comprend au minimum un chef lignager et six personnes (metons trois actives et trois inactives) qui assurent la marche des trois fonctions: association dominée (ou alliance productive), filiation et descendance productives. Tels sont les supports nécessaires des relations de propriété et de direction:



L'élément est complet horizontalement, en ce sens qu'à sa droite et à sa gauche figurent des atomes formellement identiques. On verra à plusieurs reprises que ce schéma doit être développé une génération plus bas en ligne bilatérale. Enfin, tel quel - abstraction faite de la propriété supérieure -, il peut s'appliquer à tout homme adulte marié. L'essentiel est bien la conjonction des fonctions P et D sur un aîné (43).

4) **La direction sociale sur le rapport de production agricole immédiat:** Ce qui vient d'être exposé relève de ses conditions nécessaires, mais non suffisantes. L'essentiel, nous serions le dernier à le nier, trouve place sur des champs agricoles au travail ou dans des hameaux. D'autre part, le principal est toujours social.

Dans chacun des segments de la Terre, la direction des chefs (et des aînés de chaque groupe) joue un rôle primordial. A chaque fois, si nous recourons encore à notre unité moyenne, les paysans actifs, qui sont cadets ou adultes simples (les deux fractions de la catégorie dépendante), rencontrent quotidiennement dans leur groupe résidentiel un aîné qui fait partie de leur lignage directeur. Les diverses modalités en ont été esquissées. Le support du lien de direction est toujours l'un de ces micro-noyaux, découpés dans leur descendance productive propre (ou dans leur filiation).

Le résultat sera que, d'un côté, ils prendront place dans les mêmes unités de travail, se soumettant alors au contrôle direct de leur aîné, de l'autre, même s'ils ont fondé aujourd'hui une unité de travail propre dans leur foyer, ils ont face à eux un représentant (chef ou délégué) de leur segment qui incarne le rapport de production lignager. Cette dissémination en micro-noyaux peut sem-

bler illusoire à un économiste moderne, mais elle est dotée souvent encore d'une redoutable efficacité.

C'est dans ce type de relations que les dépendants mâles fournissent une bonne part de leur travail agricole (prestations ou argent). Ce cadre est également celui d'une réalisation de la bio-valeur lignagère, après le détour par le marché. Or cette réalisation dépend du surtravail féminin, seul à créer du surtravail dans un tel système. **La direction des dépendants mâles n'est donc rentable que si elle s'accompagne de la direction parallèle des épouses et descendantes actives.**

Nous pouvons synthétiser maintenant l'ensemble du rapport de production lignager dans le secteur masculin.

**Dans l'unité moyenne retenue, le segment, un chef lignager est le personnage social qui réunit entre ses mains les rapports de propriété (filiation) et de direction (alliance, descendance et secondairement filiation).**

Le référent de ces termes est maintenant connu: le chef est à même d'**extraire une part considérable de surtravail féminin** transférable dans le secteur masculin propre de son segment, sous forme de travail de cadets.

Ce rapport bio-social pose une relation qui subit l'impact de la nature propre de la bio-force de travail dans ce mode de production. **Le contrôle de celle-ci est stratégiquement premier à l'intérieur d'un tel système de surextorsion** sur les unités familiales de I.

Si l'on peut parler de bio-rapport social, c'est encore une fois parce que le rapport de production lignager affecte la production vivrière (et son surtravail) à des femmes et la production marchande (et son travail) à des hommes dans des segments. Cette fonction n'est pas épisodique, mais continue à l'échelle des couches sociales en présence.

C'est, d'autre part, parce que le rapport de production lignager affecte inégalement la propriété lignagère à des aînés (au sens étroit de chefs ou au sens large) sur des cadets dans des segments. Ce procès provisoire (pour les individus) et continu (en un autre sens) se déroule dans la couche des hommes.

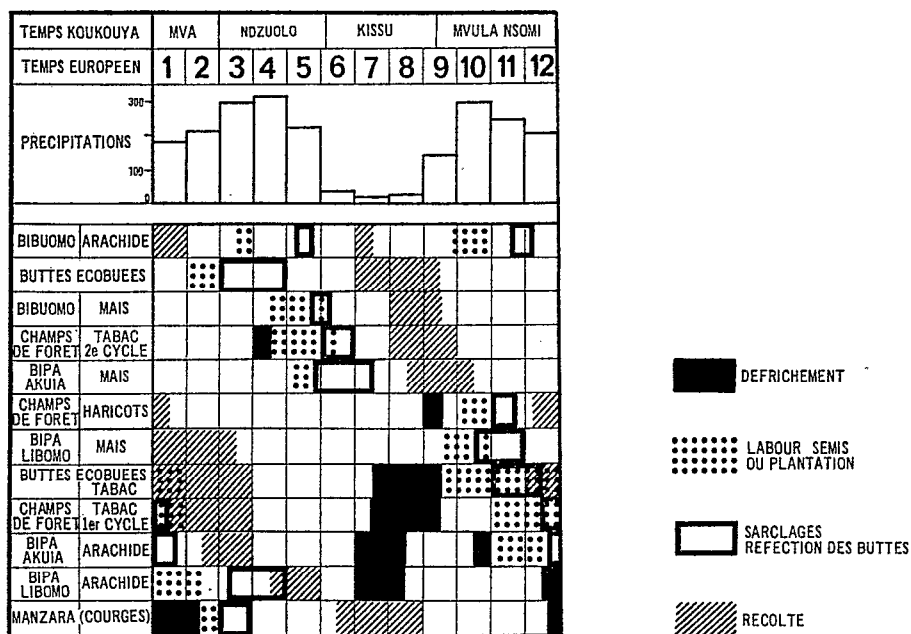
La réunion des deux assure la propriété à des chefs (ou aînés) sur des femmes (principal) et sur des cadets (secondaire).

Beaucoup de cas concrets illustreront, dans le second tome, la marche de cette direction sociale à travers un territoire plus large que la Terre, puisqu'une partie des chefs lignagers demeurent au dehors.

A présent que nous connaissons la répartition entre couches du travail et du surtravail, rien n'évoquera mieux pour un lecteur sa physionomie dans l'agriculture qu'un calendrier agricole dans la région.

# L'AGRICULTURE: PRODUCTION

Tableau 8  
CALENDRIER AGRICOLE COMPLET



B. Guillot, 1973. La terre Enkou. op. cit. p. 52

Neuf rubriques concernant les activités des femmes en savane, et trois celui des hommes en forêt. Encore faut-il soustraire le supplément que les femmes font chez les hommes.

Un certain nombre de cas concrets montreront, dans le territoire (plus large que la Terre, puisqu'une partie des chefs lignagers demeurent au dehors), la marche de cette direction sociale.

La caractéristique de ces rapports est sans doute alors de jouer sur l'âge et le sexe socialisés.

## Les revenus marchands du secteur agricole

Classiquement, cette étude trouverait sa place du côté de la répartition des gains en argent. Analyser les revenus monétaires aussitôt après les rapports de production agricoles pose en effet de très délicats passages de la valeur du travail aux prix des produits.

Pourtant, nous allons le faire sur le tabac moderne en expliquant pourquoi nous utilisons le tableau des revenus marchands comme indice des rapports de production agricoles.

## L'AGRICULTURE: PRODUCTION

Nous envisageons un gain de 1 000 francs, par exemple, comme correspondant à telle quantité de tabac produite (en 1965-67, en moyenne le prix oscille entre 53 et 82 francs le kilo, c'est-à-dire à peu près 60 f). En négligeant les différences de qualité - qui entraînent des variations de prix -, on peut supposer un prix constant. La courbe des quantités de tabac en kilos nous donne une indication approchée des dépenses d'énergie humaine qui y ont été investies. Nous sommes ainsi à la recherche des différenciations sociales que cette liste des revenus décèle. Pour cela, il nous faudra user de critères significatifs dans les modes de productions rencontrés. C'est donc en fonction de leur socialisation que nous interrogeons les revenus ainsi convertis.

En mai 1967, les résultats bruts des marchés de la Terre Enku indiquaient les sommes suivantes versées aux habitants par l'office des tabacs SEITA (cf. Guillot 1973:106 pour les années antérieures):

Tableau 9  
LES RÉSULTATS BRUTS DES MARCHÉS DE LA TERRE ENKU EN 1967

partie	sommes versées (f)	nombre de vendeurs *
Angama	183 270	50
Kingambimi et Djambala	370 090	108
Ngulambali	120 030	28
Enkunuma	158 750	27
Total	832 140	213

Note: Il arrive qu'une personne vende deux fois, mais aussi qu'une autre vende pour deux. Les deux mouvements s'annulent.

Qui bénéficie et dans quelle proportion bénéficie-t-il de ces revenus ?

Auparavant, tirons les conclusions qui ressortent de la répartition par parties de Terre, même si les estimations ne sont qu'approchées, les vendeurs ne se confondant pas avec les habitants. Ce degré de précision suffira pour les phénomènes larges que nous voulons mettre en valeur. Nous trouvons en moyenne 180 000 de francs pour les parties de Terre les plus peuplées (A, K et D). Ce sont aussi celles dont la cohésion et l'importance politique sont les plus fortes. Mais en production relative, les parties faibles et moins peuplées (E et N) viennent nettement en tête (bien qu'un hameau doive être déduit de Ngulambali). Nous recueillons ainsi un renseignement précieux: l'appareil lignager et supralignager apparaît comme un obstacle au développement de la production de tabac plus que comme un adjuvant. Un tel fait est explicable: les hommes, surtout jeunes, attendant moins de la redistribution de leurs lignages, se consacrent davantage aux cultures commercialisables. Ils sont aussi sans doute moins sollicités

par leurs consanguins, mais tout autant inversement par leurs parents alliés.

Nous trouvons pour la somme totale versée en argent dans la Terre 213 vendeurs, dont 179 hommes. Laissons de côté le problème du contingent de femmes qui sont parvenues à s'insérer à l'intérieur de la production marchande. L'effectif des hommes est plus fort que celui des adultes de la Terre. Ce phénomène s'explique parce que des habitants venus d'autres Terres sont présents sur les marchés d'Enku: la plupart du temps, ils ont agi ainsi pour dissimuler leur revenu global en fragmentant leurs ventes. Ils sont au nombre de 36. Nous choisissons de négliger ce facteur, car les hommes d'Enku ne se privent nullement de pratiquer des actions semblables.

Tout notre effort va consister à repérer parmi ces vendeurs les personnes qui résident dans la Terre Enku, dont nous décrirons les hameaux et les rapports réciproques. Les ayant isolées, nous serons en mesure de les envisager **sous l'angle pertinent des diverses catégories sociales**. Nous considérerons d'abord la **situation des hommes**, puisque cette production de tabac est avant tout la leur. Sur la base des renseignements des marchés, nous supposons initialement que les vendeurs sont identifiables aux producteurs, thèse qui sera discutée ultérieurement.

Par éliminations successives, nous nous trouvons donc en présence de 120 hommes producteurs de tabac, habitant la Terre. Construisons une échelle de stratification en fonction du montant en argent de leurs revenus, issus des marchés envisagés. Nous aurons ainsi une idée quantitative de la répartition.

Mais cette ventilation nous apprend trop peu. C'est pourquoi nous utiliserons simultanément le découpage **en catégorie d'âge** (Il au-dessus de 50 ans, II entre 30 et 50, I au-dessous de 30 ans). Il constituera un progrès appréciable. Néanmoins nous sommes averti de sa signification capitale, mais relative: la seniorité n'empêche pas la création de multiples inégalités. Aussi tiendrons-nous compte de deux autres lignes de clivage dont nous verrons l'importance: **le statut marital** (polygame, monogame ou célibataire); l'appartenance à la classe des **supérieurs résidentiels et chefs-seigneurs**. De cette manière nous appaîtront les différences entre les classes que nous jugerons significatives pour l'étude des groupes locaux.

De l'âge et du sexe matériels, nous avons déjà parlé comme éléments présents dans les rapports de production familiaux et lignagers. Nous devons expliciter les deux autres critères à l'intérieur de leur domaine. Le premier consiste à isoler dans I les chefs d'unité simple (disposant d'une seule femme active) et les chefs d'unité multipliée (avec plus de deux femmes actives). Chez les hommes actifs, nous trouverons encore des producteurs isolés. Telles sont leurs définitions correctes.

Remarquons qu'elles conservent leurs intérêts dans le rapport III (SEITA), puisque ce sont elles qui sont soumises à son action par le biais du marché.

## L'AGRICULTURE: PRODUCTION

Dans le tableau 10, nous découvrirons ces différentes relations sous le visage de **leurs formes sociales**, qui désignent et masquent à la fois leur effet. Nous aurons affaire à des hommes "monogames", "polygames" ou "célibataires", tous statuts qui portent des noms dans la langue locale.

Dans le rapport III, où la hiérarchie est plus forte que dans le lien familial, nous ferons apparaître la fraction supérieure de la catégorie d'aînés, qui commande le rapport lignager. Ce sera encore sous le visage de "supérieurs de hameau" ou "chef administratif" ou encore "supérieur de lignage". Dans les deux premiers cas, on doit savoir que la catégorie des aînés lignagers réalise son pouvoir dans l'ordre résidentiel (de II sur I) et que les chefs tirent leur élection du dehors et du dedans à la fois (de III sur II).

Tableau 10  
REVENUS DU TABAC ET FORMES SOCIALES

revenu tabac	âge			
	I - 30 ans	II 30 à 50 ans	III + de 50 ans	supé- rieurs
15 000 - 20 000 f		3 monog	1 polyg	1
10 000 - 15 000 f	4 monog 1 célib	4 polyg 1 monog	1 polyg	3
5 000 - 10 000 f	3 monog 5 célib	9 polyg 10 monog	12 polyg 5 monog	13
2 000 - 5 000 f	2 monog 10 célib	9 polyg 20 monog	11 polyg 8 monog	14
- 2 000 f	1 célib	0	0	0
Totaux	26	56	38	31

Procédons catégorie par catégorie en essayant de dégager les caractéristiques propres à chaque groupe et les situations comparatives qui sont mises en lumière. Nous raisonnerons à partir des célibataires, puis des monogames, puis des polygames, enfin des supérieurs et chefs, en tenant compte en même temps des strates d'âge. L'analyse complexe devra faire intervenir des causalités diverses.

Les **célibataires** sont au nombre de 20 dans la Terre: 17 figurent parmi les vendeurs de tabac. Leur cas nous intéresse, parce qu'ils ne disposent pas des services d'une épouse pour la préparation de leurs champs. Une mère ou une soeur (44) peut rendre ce service, mais de manière partielle. Nous sommes donc en droit de considérer cette portion de producteurs comme représenta-

tive des limites de revenus d'un homme qui travaille seul. La conséquence de cette affirmation se vérifie: aucun célibataire ne dépasse 15 000 francs, un seul a retiré plus de 10 000 francs de sa vente. La moitié se contentent de moins de 5 000 francs, preuve que la contrainte des circuits matrimoniaux se manifeste au moment de l'alliance et guère avant par une épargne en prévision des prestations futures. L'essentiel des gains est d'ailleurs investi en biens de consommation modernes, à un degré rarement atteint par les autres catégories d'hommes. La modicité des revenus va de pair avec cette tendance contradictoire. Ces cadets sont mûrs pour ce qu'on pourrait appeler la consommation imaginaire: leur désir d'achat est impossible à satisfaire dans le cadre de leur propre production. Ils rêvent tous d'un salariat absent.

Avec les **monogames**, la situation change fortement. Mais ici aucune conclusion n'aurait de sens sans la considération des âges chez les hommes envisagés. Dans la strate I (moins de 30 ans), les hommes mariés, tous monogames, produisent davantage de tabac que leurs homologues célibataires. Cette configuration se prolonge à travers la strate II (30 à 50 ans) si l'on ne retient que les plus jeunes d'entre eux. La petite tranche qu'ils forment obtient des revenus la plupart du temps supérieurs à 5 000 francs, et ce sont eux qui atteignent les sommets. De cette double affirmation on rendra aisément raison: ces cadets viennent de se marier et ils doivent acquitter le montant de leurs compensations. A cette tâche, ils sont tenus de consacrer leurs gains, quel que soit par ailleurs leur besoin en biens de consommation modernes: telles sont les exigences de la reproduction de l'appareil lignager contrôlé par leurs aînés.

Les monogames plus âgés sont à distinguer des précédents. Plus de la moitié d'entre eux se contentent de sommes inférieures à 5 000 francs: ce n'est certainement pas de gaieté de coeur. Leur unique épouse ne suffit pas à dégager nettement dans les foyers une part de revenu commercialisable, et ils ne sont plus contraints par les lois de l'échange matrimonial, dont ils ont terminé les prestations en général. Néanmoins, on voit bien qu'ils ne peuvent se permettre de ne rien produire. Cette réflexion est en pratique valable à des degrés divers pour l'ensemble des monogames de la Terre: dans la strate II, 34 sur 38 sont producteurs et dans la strate I, ils le sont tous (45). L'ampleur de leur production annuelle va dépendre aussi du choix qu'ils ont fait de prendre ou non à une seconde épouse. A ces moments-là correspondra dans les années suivantes un regain de leur travail: la remarque vaut également pour les polygames qui veulent une alliance supplémentaire. Même pour eux, malgré les meilleures conditions qui leur sont faites dans le système, il arrive souvent que la compensation de mariage comporte une part de richesse tirée de leur propre activité.

Nous parvenons à présent aux **polygames** de la Terre, qui sont une soixantaine. Vingt-deux sur 26 produisent du tabac dans la strate II et 25 sur 40 dans la strate III. Des chiffres semblables confirment la faible séparation que nous constaterons entre non-producteurs et producteurs. L'analyse que nous ferons de la catégorie des non-producteurs permettra de la saisir encore davantage. On est frappé en effet de voir combien les polygames, pôles d'ac-

cumulation, sont engagés eux aussi dans les tâches agricoles. C'est évident pour ceux qui ont moins de 50 ans. Au-dessus de ce seuil, le phénomène peut sembler moins probant, mais l'âge est déjà en soi un motif qui pèse lourd dans cette détermination.

Quoi qu'il en soit, les polygames ne travaillent pas tous. Mais ce qui nous importe est leur capacité éventuelle d'atteindre un certain taux de revenu monétaire dans leurs foyers. Ce fait est incontestable, puisque 27 parmi eux dépassent 5 000 francs dans leurs gains. Un homme avec ses quatre épouses atteint la zone supérieure. Si nous combinons le statut de polygame avec l'appartenance à la classe des seigneurs-chefs et supérieurs, nous trouvons que 15 personnes, définies sur cette double base, ont plus de 5 000 francs de revenus, 13 ont de 2 000 à 5 000 francs. Ces deux données additionnées englobent presque tous les membres de la classe qui sont polygames. C'est alors que nous devons songer à l'avantage qui résulte pour un producteur masculin de la polygamie. Cette position favorable est surtout sensible à partir de la troisième épouse (cf. la démonstration faite par B. Guillot 1973, II:156). Les hommes qui en bénéficient ont ainsi la possibilité de profiter du travail de leurs épouses pour avoir des ressources monétaires, le labour et la préparation des champs constituant une phase essentielle des procès de travail mixtes. Mais les polygames n'usent pas toujours de cette éventualité, soit qu'ils disposent de revenus issus d'une autre source, soit qu'ils refusent ou ne puissent pas fournir une contribution en travail, soit encore qu'ils n'aient pas assez d'autorité sur leurs épouses. Autant de limites, qui permettent de comprendre que seuls quatre supérieurs polygames aient plus de 10 000 francs de gains sur ce marché précis.

Pour en finir avec les hommes résidant à Enku, il nous reste à montrer la place de ceux qui apparaissent comme **non-producteurs**. Une première restriction s'impose dans l'emploi de ce terme, car le tabac n'est qu'un indice (le plus notable) de la production masculine. Il se peut aussi que certains individus n'aient simplement rien cultivé cette année-là, situation qui peut changer au marché annuel suivant. Enfin, il existe deux séries de ventes par an, la seconde s'effectuant vers le mois de septembre.

A ces réserves près, nous sommes en présence d'un ensemble d'une vingtaine de non-producteurs. Ils sont dans cette position pour des raisons bien différentes. Près de la moitié d'entre eux sont vieux ou infirmes: s'ils ne travaillent pas, c'est plus par impossibilité de le faire que par décision. Nous retrouvons l'influence dominante de l'énergie humaine dans les divers procès agricoles: comme ces derniers sont surtout individuels, le moindre affaiblissement de la force physique est une explication très suffisante. Quant au restant de l'effectif, il se divise à son tour en deux: d'une part, il est formé de célibataires oisifs et de monogames, disposant non du pouvoir lignager, mais de l'assise d'un fort lignage qu'ils ne commandent pas. Ce sont des irresponsables du système: ils sont très rares. D'autre part, nous rencontrons des hommes (six ou sept) qui se rapprochent de la vraie condition de non-producteurs au sommet des rapports sociaux. Ils comprennent un chef de village administratif, deux seigneurs et des supérieurs résidentiels, tous polygames, qui n'ont pas besoin de se vouer aux cultures masculines, parce qu'ils sont suffisamment



riches pour s'en passer. Ils sont donc en mesure de faire fonctionner la distribution à leur profit, tant dans leurs hameaux que dans leurs lignages. Leur petit nombre nous souligne la difficulté pour quelqu'un de se hisser, même temporairement, à ce niveau.

L'étude des résultats de ces marchés ne serait pas complète si elle ne faisait pas place à la catégorie des **femmes**. Une partie restreinte d'entre elles arrive à se glisser au sein de la production masculine. Nous allons juger de son ampleur à la fois en nombre et en valeur monétaire. Un groupe de 34 femmes sont venues vendre, en 1967, sur les lieux de commerce d'Enku. Un peu moins d'une trentaine habitent la Terre elle-même, soit un peu plus d'une femme sur dix. Aucune femme "recueillie" ne fait partie du contingent: elles sont trop âgées pour pouvoir dégager en plus de leur production de subsistance un surplus commercialisable. Est-ce le statut d'épouse d'un mari polygame qui va permettre de déceler la ligne de partage significative? Il n'en est rien, bien que le critère ait son influence. Ce qui joue bien plus est leur capacité de travail: encore une fois, nous n'en serons pas surpris. On ne trouve parmi elles que des productrices particulièrement efficaces. Mais cet élément ne suffirait pas à lui seul à rendre compte de leur émergence sur le marché des tabacs. Il faut lui en adjoindre un autre: le rapport entre cette capacité mise en oeuvre et l'effectif de leur foyer. Une relation favorable ou non se définit sur ces bases: bien entendu, elle peut affecter des épouses de monogames comme de polygames.

La limite du développement d'une telle production est perceptible. Une seule femme dépasse 3 000 francs, une vingtaine sont entre 1 000 et 2 000 francs, sept sont au-dessous de 1 000 francs. Nous sommes loin des revenus retirés par les hommes. Ces chiffres dressent une sorte de relevé des rapports de production dont ils sont un effet. Toutes les autres femmes de la Terre ne gagnent aucun argent sur la vente des tabacs. Elles devront attendre la redistribution minime qu'opèreront leurs époux.

Pour dérisoire que paraisse la part des productrices dans les revenus de ces marchés, elle est remarquable cependant à deux points de vue. D'abord, elle représente un apport substantiel (étant donné le manque d'argent de la classe) aux épouses intéressées. Le sort de leur foyer en est considérablement modifié, bien que les maris aient tendance à réagir en diminuant l'apport masculin. Ensuite, le phénomène est susceptible d'avoir des répercussions bien plus fortes que ne semblent l'indiquer les données quantitatives. Il est fort important que des femmes se montrent capables de commencer à concurrencer des hommes sur leur terrain. D'après la nature des rapports sociaux, aucune révolution véritable ne peut se concevoir sans un changement de la position de la classe des femmes. Il sera peut-être induit par des contradictions secondaires au départ, mais un tel processus ne change rien au fond du problème. Les cadets ont très peu jusqu'ici pris conscience de cette réalité. Curieusement, ce sont certains aînés qui la reflètent le plus: ils affirment que depuis que les femmes peuvent gagner de l'argent - par la vente d'arachides aussi bien - et quelle que soit la modicité de la somme, elles se trouvent en mesure d'acheter comme les aînés des maléfices *mati*. Les voilà capables dès lors d'affronter dans le domaine magique non seule-

ment leurs semblables, mais aussi les membres des classes d'hommes.

J'espère avoir éclairé quelque peu le tableau des résultats bruts des marchés d'Enku en le rattachant à la place des diverses classes dans le jeu de la production sociale. Que désirons-nous conclure de cette coupe qui a été pratiquée sur la population de la Terre ?

Un premier point concernera **l'identification faite entre vendeurs et producteurs**. Comment la justifier ? Rappelons que la règle chez les hommes (comme chez les femmes) est l'appropriation individuelle du produit à l'issue des procès de travail. Elle est respectée de manière étonnante, à tel point que deux frères co-résidents viennent vendre séparément leurs produits, et il en est souvent de même pour un père et son fils. On rencontre des exceptions: un seul habitant d'un hameau est délégué à la vente des produits de tout le groupe local, mais le fait reste rare. De tels comportements renvoient à l'incapacité des supérieurs résidentiels de mettre en oeuvre à leur profit le travail des cadets ou des aînés co-résidents. La coopération restreinte n'affecte plus que la construction de maisons: c'est à peine si on la rencontre dans les cultures de tabac des hommes. Dans de telles conditions, l'essentiel de l'effort des supérieurs ne portera pas sur le rassemblement de l'énergie humaine des hommes, mais sur la distribution de leurs revenus monétaires. Ils tenteront de forcer leurs dépendants à partager avec eux; le succès de l'opération est à vrai dire très inégal.

Le second point est un corollaire du précédent. Une disparité est éclatante: c'est celle qui oppose la **modicité des sommes gagnées à l'énorme taux de la compensation matrimoniale**. Une telle constatation doit nous pousser d'abord à tenir compte du développement des procès dans le temps: on se souvient de la durée du paiement des prestations de mariage. Mais surtout nous saisissons des rapports de production qui ne sont plus dominés par les aînés consanguins dans chaque groupe local, mais par les aînés (supérieurs) alliés. On peut être sûr que la somme totale des versements faits sur les marchés du tabac parviendra en bonne partie entre leurs mains. La durée du cycle est nécessairement longue: étroites sont les ressources, puisque presque personne n'est non-producteur. De fortes inégalités existent sur un fond général de revenus faibles. Pour qu'elles s'accroissent, il serait nécessaire que les aînés soient à même de contrôler à leur bénéfice le rassemblement productif de la force de travail des hommes. Ce n'est guère le cas: c'est pourquoi ils exploitent essentiellement l'énergie humaine de la classe des femmes qui trouve sa mesure dans le travail des hommes. Une telle situation a aussi pour conséquence une faible différenciation entre cadets et adultes simples (plus de 30 ans et non-membres de la classe des supérieurs et chefs). Celle-ci était visible dans le relevé des revenus.

### Le problème du travail social

La question avait déjà été posée pour les productrices du secteur 1. Nous la reprenons en l'appliquant aux producteurs du sec-

## L'AGRICULTURE: PRODUCTION

teur 2 agricole. Comment leur travail acquiert-il un caractère social ? Dans les limites d'un lignage à définir.

Nous en connaissons la base matérielle: la culture sur les bosquets faisant intervenir les travaux individuels et la coopération restreinte. Chaque unité de production possède sa propre aire de rotation sur le bosquet cultivé. Les forces productives du travail se trouvent ainsi scindées en autant d'unités distinctes.

Qu'en est-il du rapport de production ? Selon la formulation à laquelle nous avons abouti, ce rapport affecte le travail d'un stock déterminé de cadets producteurs à des aînés également déterminés dans les limites de la socialisation du travail. Qu'il s'agisse de production domestique (autrefois) ou de production de biens marchands (aujourd'hui), le problème reste semblable. Au niveau des relations productives, le travail des cadets n'est social que "dans les limites de la famille".

Que signifient économiquement ces frontières familiales ? D'une part, qu'il n'existe pas de circulation ni de rapport marchands à l'intérieur du groupe à préciser. D'autre part, que l'unité productive est bâtie selon des principes analogues à ceux de l'unité de consommation (Terray 1969:147). Enfin et surtout, que les bornes étroites enferment l'activité des travailleurs.

Nous formerons les postulats suivants:

- Le travail des producteurs n'est pas ici distinct historiquement des travailleurs eux-mêmes. L'énergie humaine étant l'élément dominant des procès de travail, s'appropriier les travailleurs, c'est s'approprier le travail.
- Le rapport de production fait appel au critère de l'âge qui a pour effet la distribution des activités selon l'âge (46).
- Le lien biologique entre procréateur et procréé fournit la base du rapport social.

Cependant, le fondement d'une unité productive réduite à la famille élémentaire serait insuffisant même aujourd'hui à réaliser les procès de travail. Il faut donc s'attendre à rencontrer un groupe plus large qui sera à même de fournir correctement un travail nécessaire et un surtravail à une unité moyenne de 10 à 15 personnes.

Cette unité fondamentale, par les nécessités de sa reproduction biologique en même temps que sociale (47), permet de comprendre comment s'inscrit aussitôt la mise en place de lignées biologiques et sociales déterminées. Celles-ci découpent dans le stock des cadets de la population des ensembles conformes aux principes exposés. L'arsenal des moyens mis en oeuvre s'assortira de pratiques politiques: clients, dépendants, esclaves s'intégrant dans de telles unités.

J'ai donné quelques éléments d'explication qui correspondent, d'une part à une époque prémarchande, d'autre part au second rapport de production évoqué (le hameau productif).

Pouvons-nous aborder le troisième rapport: celui qui oppose des aînés sociaux à des productrices ? Il suffit de reprendre les mêmes raisonnements pour obtenir sur des forces productives diffé-

rentes une unité fondamentale d'un type différent.

Avec la production marchande, une partie importante des relations se transforme. A l'époque coloniale, la monnaie européenne devient "mesure des produits", ce qui reste valable aujourd'hui. Que se passe-t-il ?

- Un équivalent général unique confère à tout produit une valeur abstraite qui permet de les mettre en rapport.
- Les produits marchands de chaque unité productive sont échangeables et renvoient au même temps de travail général.
- Le travail des individus peut devenir privé et donner lieu à une consommation privée.

Ces propositions seraient toutes valables si ces tendances s'étaient accomplies totalement. Or, ce n'est pas le cas, bien que les modifications soient profondes.

Ce que nous rencontrons, "c'est bel et bien la communauté, posée avant la production, qui empêche le travail des individus de devenir du travail privé et son produit un produit privé; c'est elle qui fait apparaître le travail individuel comme une fonction directe d'un membre de l'organisme social" (Marx 1963:285).

Telle est, croyons-nous, la conséquence de la limitation du travail social dans le secteur 2: il est produit à l'intérieur d'un groupe réduit où il trouve encore une bonne part de sa valeur sociale. Le rapport de production aînés-cadets empêche la privatisation (48) du travail qu'entraînerait normalement l'introduction et le développement des rapports marchands.

Cependant la conséquence est sensible sur le dernier rapport de production aînés-productrices. Il va falloir désormais pour des cadets acquérir des productrices de la part d'aînés qui accumulent (détiennent) à la fois du travail domestique féminin et des produits-valeur marchands. L'échange sera entre groupes (eux aussi détenteurs des deux) et nécessairement l'extorsion sera double: il faudra compenser le travail domestique féminin; il faudra donner des produits marchands. Si l'on préfère, les conditions de l'échange seront définies à présent entre aînés détenteurs et de marchandises et de travail domestique. Il y a ainsi privatisation de ces aînés de lignage sur le fond d'un équivalent général en argent.

### **L'assujettissement au marché capitaliste**

C'est le dernier mode de production qui est présent essentiellement par le marché (et le salariat). A la fin de notre enquête, nous montrerons son action d'ensemble sur la formation sociale. Pour l'instant, il nous importe comme ayant des effets à l'intérieur du secteur 2 agricole, plus spécialement en ce qui concerne le tabac moderne. L'établissement du SEITA représente une entreprise qui produit et achète sa matière première dans la sphère capitaliste. Mais cette matière première est vendue sur les marchés locaux: elle provient de rapports productifs non capitalistes, que nous étudions. Cette phase ressemble à celle de l'assujettissement "formel" des rapports que décrit Marx à propos de la manufacture:

## L'AGRICULTURE: PRODUCTION

une entreprise capitaliste se soumet par le marché toute une série de rapports sociaux par le biais de leurs produits. Il lui est indifférent que ces produits soient issus des systèmes économiques les plus divers pourvu qu'elle y trouve son profit. La logique du développement du capitalisme est dans un second temps de transformer cet assujettissement formel en assujettissement **réel**: à savoir la transformation des rapports dominés non capitalistes en rapports capitalistes. Où en sommes-nous à ce sujet dans la région ? Le SEITA a investi une part de capital constant sous forme d'installations et matériels (bâtiments, camions, etc.) et une part de son capital variable (salaire de ses cadres et fond d'achat du tabac). L'entreprise fournit les semences, détient la transmission des connaissances techniques nouvelles, décide du changement de telle ou telle variété et de telle transformation de ses procès de travail surimposé (transport et tri). Disposant d'une portion non négligeable des forces productives, pouvant agir indirectement sur le travail, elle a déjà dépassé le stade de la soumission "formelle" des rapports non capitalistes. Cependant, elle n'a pu (ou voulu) rompre les rapports productifs, qui s'opposent encore à la soumission réelle. Une telle opération devrait d'ailleurs bénéficier pour vaincre les obstacles de l'appui de l'Etat congolais. Le jeu des simples mécanismes du marché se heurte aux résistances des paysans et réclame pour avoir une chance raisonnable un temps plus long.

Nous voulons envisager particulièrement deux sortes d'effets dont le marché capitaliste est cause dans ses formes propres.

En ce qui regarde le tabac commercialisé, principale culture de rente, il est venu trouver place à l'intérieur d'un secteur depuis longtemps marchand. La colonisation avait eu pour objectif de détruire les superstructures politiques précédentes, qui avaient amené un type spécifique de socialisation nouvelle du travail. Les produits marchands s'accumulaient chez les seigneurs ou des aînés riches aux fins de leur système limité de reproduction sociale: la distinction des sphères d'échange continuait à favoriser la séparation des domaines productifs. La confrontation avec le marché capitaliste local se fait surtout après la guerre de 1939-45 et s'accentue après l'indépendance nationale. Ces échanges de tabac contre l'argent recouvrent en fait une transformation des rapports de production kukuya que nous avons décrite à plusieurs reprises. Elle semble amener une indépendance des foyers productifs (et surtout de leurs chefs), mouvement incontestable, à condition de dire immédiatement qu'il est contrebalancé par un mouvement contraire: le renouveau d'aînés, chefs de groupes plus larges que les foyers, qui se trouvent détenteurs à la fois des productrices domestiques et de produits-valeur marchands. Ces aînés continuent à drainer une part considérable des marchandises produites (et de l'argent), parce qu'ils parviennent à maintenir la socialisation du travail dans les frontières antérieures au prix de modifications de leur pouvoir.

Le marché capitaliste du tabac n'est qu'une composante d'un marché d'ensemble beaucoup plus vaste qui s'est imposé à la région. L'argent gagné en tabac repart presque complètement sur le marché d'une manière ou d'une autre, puisque les produits correspondant aux besoins sont le plus souvent marchandises. Cet

"échange" doublement inégal renvoie à la nature des modes de production en présence. De l'ère coloniale, la formation sociale kukuya est sortie démantelée. Qu'est-ce qu'une micro-société qui n'est plus à même de se fournir ses houes, ses vêtements, sa viande, son fer autrement qu'en passant par un marché international du "tiers monde" ? Même pour établir grossièrement le travail nécessaire des femmes (les moins consommatrices de tout l'ensemble), il faut désormais faire entrer dans le calcul une part croissante de produits marchands.

### La domination du capitalisme et de l'Etat sur le système II

1) L'aspect principal de cette domination dans la région est celle du **marché capitaliste**. Celui-ci s'assujettit "formellement" les sphères de production marchande locales.

Ce phénomène, répandu partout en Afrique, a souvent été présenté au cours de ces dernières années (49) comme un "échange inégal". Cette balance déséquilibrée expliquerait la "détérioration des termes de l'échange", phrase sans cesse répétée par les économistes.

Sans vouloir reprendre une discussion longue et complexe, je me contenterai de remarquer que, chez Marx(1950,I:162), dans ce genre de phénomène (traduisant une exploitation par le biais du marché capitaliste), l'accent est toujours mis sur l'équivalence de l'échange marchand.

Cette base de départ me semble correcte. Si j'examine l'échange qui s'effectue pour un vendeur de tabac kukuya, je le nommerai sans hésitation **un échange égal**, parce que cette affirmation élémentaire me paraît le fond du problème. J'utiliserai l'illustration bien réelle d'un échange que j'ai cité: en 1956, pour obtenir une bicyclette, un paysan kukuya devait fournir 199 kilos de tabac.

Faisons les hypothèses suivantes:

- Les prix correspondent aux valeurs.
- On élimine tous les faits de monopole, oligopole, pressions politiques... qui orientent le marché (50).

Comment se présente la situation ? Des producteurs kukuya viennent sur le marché capitaliste porter leurs produits. "C'est une loi générale de la production marchande que la productivité du travail est en raison inverse de la valeur qu'il crée" (Ibid.,IV:138). Autrement dit, plus la "quantité de travail, mort et vivante", est petite, plus la production du travail est grande et inversement.

Le tabac des paysans kukuya est produit dans des conditions de productivité sociale basses. Comme instrument d'échange pour obtenir une autre valeur marchande V, il faudra qu'un paysan fournisse une très forte masse de travail concret. L'équivalence marchande de l'échange de ruine: 199 kilos de tabac.

## L'AGRICULTURE: PRODUCTION

De l'autre côté, un vélo fabriqué dans des conditions de productivité sociale bien supérieures. La valeur V est atteinte avec une bien plus faible masse de travail concret.

L'équivalence marchande consiste pour le capitaliste à faire comme si les productivités sociales extérieures étaient identiques à la sienne. Elles peuvent l'être en travail abstrait sous le rapport de l'échange marchand, mais elles ne le sont pas en travail concret, utile (dépense d'énergie).

**Cet échange égal en travail abstrait est donc en fait une exploitation en travail concret.**

Le travail abstrait de la sphère capitaliste représentait déjà un taux d'exploitation du travail concret interne à son procès dans des conditions de productivité données.

La domination du marché capitaliste à l'extérieur fait qu'il impose, partout où il le peut, son taux d'exploitation comme universel. Mais comme les sociétés dominées ont une productivité plus faible, pour elles, accepter cette équivalence revient à admettre cette égalité fictive des conditions de productivité sociale (travail abstrait) comme loi objective: elles sont en réalité exploitées dans leur apport supérieur en dépense d'énergie (travail concret).

L'histoire des classes dominées de la région montre bien que les paysans ont été contraints d'entrer dans cet échange marchand nouveau sous la colonisation. Ils ont été soumis à **l'échange égal forcé** (52), l'équivalence recouvrant l'exploitation véritable. Tel est le sens de l'assujettissement "formel" au marché extérieur.

2) Afin de bien mettre en valeur le phénomène, j'ai simplifié son déroulement: je suis passé directement de la domination du marché capitaliste sur le système II (avec son équivalence marchande) à **son exploitation réelle en travail concret.**

Mais le capitalisme extérieur n'exploite pas sans intermédiaire du pur travail concret, bien que ce dernier soit le fondement matériel de toute exploitation sociale. Il domine des modes de production non capitalistes (systèmes I et II), dans lesquels s'opère déjà une exploitation sociale du travail concret. Si l'on préfère, il extorque du surtravail déjà socialisé.

Posons cette question dans le mode de production II (lignager). De ce système sort un produit marchand S dans chaque unité de production (groupe productif): tabac, pommes de terre, haricots, arachides. Nous raisonnerons sur le cas du tabac (53).

Ce tabac provient du travail concret des hommes de la population dans son procès de travail. J'ai évalué leur travail hebdomadaire actuel à 30 heures ( $t_2$  = travail nécessaire (54) de la formation sociale interne). Cette dépense d'énergie - ou de travail utile (55) - n'est pas neutre socialement: elle est fournie dans le rapport de production du système II aînés-cadets. C'est du travail social "lignager", qui obéit aux lois de cette organisation. D'un groupe productif local est issu en moyenne un travail s'élevant à 60 heures par semaine (30 d'aînés, 30 de cadets).

Aujourd'hui de plus en plus, la domination du marché capitaliste se manifeste comme suit: son temps de circulation-extorsion intervient avant que le rapport productif du système II fasse jouer sa propre exploitation. Concrètement, la plupart des hommes vendent leur tabac après l'avoir produit (adolescents exceptés et pas toujours). Le tabac est aussitôt échangé contre de l'argent aux marchés saisonniers: celui des aînés comme celui des cadets.

Le produit marchand S de tous les hommes est transformé alors dans son équivalent marchand en argent (M-A: marchandise-argent). Cet échange égal donne lieu, comme on a vu, à un prélèvement de travail concret par le capitalisme. C'est sa première plus-value, la plus élevée. Le paysan kukuya y est plumé "à armes égales".

Pour des raisons que j'ai déjà expliquées, les hommes du plateau sont obligés aujourd'hui d'acquérir des marchandises indispensables à leur reproduction, même minimale. Ce second temps (A-m: argent-marchandise de prix inférieur), censé constituer un "libre achat", est l'occasion d'une seconde plus-value. Car les conditions du marché n'établissent pas l'égalité de valeur entre l'argent des paysans et les produits qu'ils acquièrent.

Ensuite, les rapports de production "lignagers" refont surface pour nous démontrer que nous n'avons pas affaire à du travail concret neutre. Les aînés ramènent leur argent chez eux et en font l'utilisation qui est celle de leur catégorie (accumulation modeste et reproduction). Quant aux cadets, ils doivent se plier aux rapports de production du système II (extorsion consanguine et surtout alliée). Ils sont obligés d'obéir à la loi du surtravail attendu pour acquérir une épouse. D'une manière ou d'une autre, ils fournissent ainsi une grande part de leur travail t2. La "dot" est le principal instrument de ce processus.

Les aînés recueillent de la sorte une troisième fraction de la plus-value (après les deux parts capitalistes). Elle est infiniment plus faible. C'est pour l'accroître qu'ils font monter le taux de la "dot". Ils s'efforcent de conserver pour leur classe leur travail t2 (diminué des deux plus-values capitalistes: ce n'est pas peu dire !) et en même temps de s'approprier ce qui reste du travail t2 des cadets (identiquement diminué).

Une alliance sociale se constitue ainsi entre aînés et capitalistes (56) que nous aurons bientôt l'occasion de préciser. Elle a pour effet de contraindre les cadets à faire des cultures marchandes (ou à se salarier au dehors) pour le plus grand profit du capitalisme et le petit profit des aînés. La manière dont tous les producteurs vendent isolément leur tabac sur le marché en dit long sur la domination de ce dernier.

Il y a ainsi une valorisation "lignagère" dont le capitalisme tire grand bénéfice. La loi du surtravail attendu, qui caractérise le système II joue au profit du marché extérieur.

Cependant, le transfert de valeur qui s'opère vers le capitalisme s'exerce aux dépens de tous les producteurs. Les aînés sont volés avant d'extorquer quelque chose aux cadets. C'est pourquoi,



politiquement, l'alliance des aînés avec la bourgeoisie locale (Etat et autres) sous-traitante de la bourgeoisie invisible (étrangère), est très précaire. Elle est sûrement beaucoup moins forte que celle de la classe dominante nationale avec l'étranger.

En tout cela, nous avons gardé un silence complet sur les femmes. Elles ne seraient concernées que dans la mesure très faible où elles peuvent faire des cultures marchandes. Pourtant, elles sont bien situées quelque part dans le système II. Elles sont même l'objet du rapport de production qui oppose aînés et cadets, les premiers ayant la disposition immédiate des productrices, les seconds la disposition différée.

Apparemment, sauf dans leurs besoins, elles ont peu d'implication dans la relation au marché capitaliste (et au salariat). Pour prix de leur extrême importance comme objet social de répartition entre hommes, elles recueillent quelques soins dans la reproduction lignagère d'ensemble (maladie, rituel, entretien des enfants, bien que les aînés se déchargent de plus en plus de ce dernier chapitre sur les foyers).

Pourtant, les groupes productifs n'ont pas extrait tout armé un produit marchand, qui ne suffirait guère à nourrir les gens. C'est pourquoi les femmes en font aussi partie. Un segment lignager est aussi une appropriation par des aînés du surtravail féminin (consanguines et alliées). Nous éclaircirons mieux ce mystère quand nous en viendrons au mode de production I dominé par le système II. Son étude nous donnera la clé de l'exploitation "lignagère".

### La domination du capitalisme et de l'Etat sur le système I

Le marché capitaliste extorque une double plus-value sur les producteurs locaux. Le système II réserve aux aînés une troisième portion, congrue si on la compare à la précédente. La valorisation "lignagère" repose en réalité sur un transfert du surtravail domestique des femmes travaillant dans les foyers du mode I.

C'est une cascade de dominations. Pour la tirer au clair en nous plaçant du point de vue des classes exploitées, nous ferons une confrontation en deux temps:

- d'abord nous mettrons directement en contact le marché capitaliste et le système I, seule façon de ne pas se laisser entraver par des écrans compliqués (théoriques et pratiques);
- ensuite, nous apprécierons la domination du capitalisme sur l'ensemble de la formation sociale interne (système I + système II).

Comment le marché capitaliste domine-t-il le mode de production I et ses foyers? Au fond, ce raccourci est conforme sur bien des points à la situation concrète. Il nous livrera assez vite un résultat brut qu'il s'agira d'expliquer malgré les interdits "scientifiques".

L'action du marché extérieur sur le système I au périodes coloniale et néo-coloniale a pu s'exercer parce que certaines

branches de production et certains rapports productifs du système II ont été détruits, partiellement ou non suivant le cas. Le déclin des coopérations masculines, et du travail tout court, qui en découlait, contraignait les producteurs de tous âges à se limiter désormais à des travaux individuels, assortis de coopérations restreintes minimales. la situation des producteurs marchands face à la circulation monétaire des biens nouveaux les individualisa encore plus. Aujourd'hui, les ventes de tabac se pratiquent producteur par producteur presque toujours, foyer par foyer en tout cas.

La circulation capitaliste (ou celle de la petite production marchande qui lui est soumise) a complètement assujéti la sphère d'échange du système I. Les paysans des hameaux vendent leur tabac (M-A). Ils donnent à leurs épouses un petit apport en argent (ou en tissus achetés). Les femmes effectuent un échange microscopique entre unités patriarcales (régulation de I) qui passe encore par l'argent. Tout ce processus - et surtout le premier échange - intervient avant la surextorsion "lignagère", en amont du système II.

La dissolution des liens antérieurs au bénéfice des activités marchandes (fait bien plus vaste que la culture du tabac, prise seulement comme illustration principale) a provoqué un accroissement de la part marchande dans la reproduction des foyers. De la sorte, c'est maintenant en retour que le marché capitaliste décide de la portion abandonnée (il faut bien que la population vive) aux travailleurs et à leurs familles. Le travail nécessaire doit en conséquence être défini comme un reste produit par tout le procès global de domination. Mieux, sa nature qualitative est de plus en plus induite par les nécessités de l'économie extérieure: naissance de nouveaux besoins "spontanés", choix de ce qui paraît indispensable à chacun. Pourquoi un homme et une femme se priveraient-ils de nivaquine en cas de paludisme, mais aussi d'habits modernes ou de lunettes de soleil ? La pièce de tissu neuve, rêvée par toute femme du plateau, devient alors (surtout après disparition de tout artisanat sur place) un objet de convoitise et de nécessité: elle vient de France, d'Angleterre ou de Hong-Kong.

Le capitalisme par son marché des produits et du travail provoque également l'émigration. Celle-ci touche bien sûr autant le système I que le système II. Mais ce dernier la favorise en bonne partie par son mécanisme de prestations matrimoniales, ses pouvoirs archaïques, son étroitesse d'horizon. Cependant, les aînés n'en sont pas seuls responsables ! Les bas prix de vente des produits sur le marché extérieur conduisent encore plus sûrement les jeunes hommes à quitter la région. La domination capitaliste par son installation progressive a été cause d'une augmentation des temps de travail des femmes. Le fait nous est connu depuis longtemps, puisque dès la période yulu l'essor de la production marchande avait amené un suremploi des productrices.

Je n'ai fait qu'indiquer ce dernier point, parce qu'il fait le sujet de notre seconde question: quelle a été l'issue de la domination du capitalisme sur le système I ?

Elle a conduit à **payer sur le marché le travail masculin (t2)** "à sa valeur" (hypothèse optimiste ci-dessus) sous forme d'achat

monétaire de son produit. Pour l'analyste classique d'une sphère marchande, l'explication est terminée. On peut lui adjoindre - ce que nous ferons ! - quelques rectifications utiles concernant la nature réelle du marché capitaliste au Congo. Mais dans la réalité, ce n'est pas fini du tout.

Il faut encore dire: cette domination capitaliste a conduit à **extorquer le surtravail si des femmes**. Les productrices sont donc les premières exploitées du marché moderne. Ce phénomène crève les yeux dans la région. Pourtant, il réclame une explication théorique pour être admis ! Pourquoi cette situation paradoxale ?

Les arguments ne manquent pas:

- Les femmes sont des productrices domestiques dans un secteur surtout non marchand. Leur surtravail ne peut en conséquence ni déterminer le moins du monde la valeur capitaliste qui fait la loi sur le marché ni encore moins entrer dans cette valeur.
- Le travail des femmes dans une sphère différente ne peut être comparé à celui des hommes. Il n'était pas alors légitime de dire, comme je l'ai fait, que le surtravail domestique était au coeur de la valorisation "lignagère".

La conclusion s'impose, implacable: les femmes ne sont pas exploitées ou, du moins, il n'y a aucune manière scientifique de l'affirmer.

Quand la science entre ainsi en conflit avec le concret, c'est que quelque chose ne va pas dans ses propositions. Aussi, malgré mon incompetence dans la théorie générale de la valeur économique, j'avancerai quelques remarques:

a) On admettra sans trop de mal que pour l'essentiel l'établissement des valeurs d'échange du marché capitaliste se fait dans un cadre international, qui déborde infiniment le plateau. Mais sur quelles bases ? Cela, on ne peut l'accepter sans examen.

b) Le surtravail des femmes a bien un rapport, quoique non marchand, à la production de marchandise locale. Expérience simple: si les femmes cessaient de produire, il n'y aurait plus de production marchande sur place. Les hommes seraient quand même obligés de manger.

Les femmes pourraient peut-être travailler plus ou moins, sans que le prix du tabac change et même sans que l'ampleur de la production marchande locale diminue ? Les limites ne seraient pas larges.

c) La marchandise est un rapport social. Il implique que des producteurs "indépendants" soient en possession d'un travail disponible pour pouvoir l'échanger sous la forme d'un produit contre de l'argent.

Telle est la définition la plus courante qu'on puisse proposer (voir plus haut). Elle doit être complétée afin de préciser la nature des rapports de production impliqués, car avant d'échanger une marchandise, il faut bien qu'un échangeur l'ait produite comme marchandise auparavant; s'il y a relais par un commerçant non producteur, le problème n'est que repoussé. L'élément décisif est qu'il ne s'agit pas seulement d'un travail, mais d'un surtravail.

Enumérons les diverses possibilités de détention d'un travail disponible:

Si l'homme est dans le mode de production capitaliste, s'il n'échangeait continuellement qu'une partie de son travail nécessaire moyen, il ne pourrait pas le faire longtemps (en supposant une vente à sa valeur)... Il disposera donc de son surtravail partiel ou total ou de celui d'autrui.

Si l'homme est dans un mode de production non capitaliste, il conviendra toujours d'expliquer comment, pour l'échange, il dispose de travail. La société peut être non marchande et il peut s'amuser à porter sur le marché des produits marginaux: premiers échanges occasionnels. Mais si l'échange se renouvelle, devient régulier, il faudra bien que sa détention de produit du travail se reproduise. Les biens marginaux risquent fort de ne plus l'être avec le temps. L'échangeur devra se représenter non complètement exsangue sur le marché. Un travail nécessaire l'aura reproduit et il vendra bien du surtravail.

Si l'homme est dans une société qui comportait déjà une sphère marchande (comme le système II au 19<sup>e</sup> siècle), on doit expliquer aussi sur quel surtravail elle reposait.

**On concluera que ce surproduit disponible provient toujours en partie du surtravail de quelqu'un (l'échangiste ou un autre).**

C'est pourquoi j'ai parlé seulement par commodité du problème de la "valorisation" (et de tous ses méandres intellectuels). En fait, sa base réside dans une loi du surtravail propre à chaque mode de production.

Si on tombe d'accord avec ces vues, on dira que l'échange marchand consiste à faire circuler contre de l'argent une marchandise, c'est-à-dire un rapport d'exploitation préexistant.

Donnons-nous encore une hypothèse: ce rapport d'exploitation est toujours aussi **une socialisation "standardisée" de travail concret** (base matérielle du travail abstrait). Cette socialisation (le bénéfice qu'en tire une classe supérieure) reflète un taux d'extorsion du surtravail dans un mode de production.

La socialisation égalisée dont je parle provient soit d'une autre branche capitaliste, soit **d'un autre mode de production qui est au moins en partie marchand**. Sinon, l'échange n'aurait pas de raison de devenir "institutionnel".

C'est ce qui se passe dans le système I face au marché extérieur. Les producteurs de tabac ou d'arachides y disposent d'un surtravail féminin si (domestique) et ainsi ils peuvent disposer d'un produit marchand de leur travail à vendre. Si ce n'était pas le cas, ils n'auraient d'autres ressources que de s'extorquer du surtravail à eux-mêmes ou entre eux (57) ! Refuseraient-ils de le faire, ne le pourraient-ils pas, qu'ils devraient quitter leur champ de culture "de rente" et se nourrir d'abord.

## L'AGRICULTURE: PRODUCTION

Faisons le bilan du court-circuit entre I et le marché capitaliste:

Les chefs (58) d'unité patriarcales du système I, qui sont tous des hommes, pratiquent, avec un taux d'extorsion propre à ce mode de production, une exploitation du surtravail de leurs femmes. Celle-ci est une socialisation marchande du surtravail féminin. Elle a pour résultat un surproduit marchand S, issu du travail masculin.

Le marché capitaliste échange ensuite avec ces chefs d'unité, qui détiennent un rapport d'extorsion et un surtravail sous forme de produit marchand.

Le capitalisme fait entrer dans son profit de marché le fruit de la socialisation des travaux concrets déjà effectuée dans le système I. **Il extorque ainsi le surtravail domestique des femmes** (59), ce que cette socialisation précédente lui a permis. C'est ce qu'on appelle un échange marchand: un échange d'exploitation. Par ailleurs, j'ai montré en quoi consistait cet échange égal pour les producteurs locaux (60).

Le même raisonnement vaudrait pour le système II avec une loi du surtravail différente. C'est pourquoi j'envisagerai maintenant la confrontation entre le marché capitaliste et toute la formation sociale interne (systèmes I et II).

L'établissement des échanges réguliers des producteurs locaux au marché capitaliste implique un second procès sous-jacent au premier. C'est **l'assujettissement à une division du travail internationale** (et nationale avec la séparation villes-campagnes).

Comment marche le procès social d'ensemble ? L'argent que le capitalisme apporte sur le marché, pour acheter par exemple le tabac, est issu de sa propre exploitation. La situation de l'impérialisme au Congo est telle que le produit est acheté à un cours inférieur à sa valeur capitaliste.

Partons du bas de la chaîne. Dans le système I, des femmes fournissent leur surtravail domestique s2 et entretiennent ainsi leurs foyers tout entiers. Des hommes travaillent (t2: travail nécessaire) et actualisent ainsi ce surtravail en obtenant un produit S. Ils le vendent alors sur le marché contre de l'argent. Une petite portion de cette somme est utilisée en reproduction patriarcale.

D'ores et déjà, les deux extorsions capitalistes sont faites, la première complètement (M-A), la seconde en partie (A-m).

Reste de l'argent (égal à S-a = surproduit marchand-apport masculin dans le foyer). C'est la troisième plus-value, la plus petite, celle des aînés de II. Ils l'extorquent alors surtout par l'intermédiaire de la "dot" - et des prestations annexes. Un "lignage" représente pour eux un rassemblement de surtravail collectif féminin s2 et de travail collectif masculin t2. Une partie de la richesse sera transformée en tissus achetés, l'autre sera dépensée (A-m) aux fins de reproduction du système. Les deux modes I et II ont une reproduction non-marchande et marchande à la fois.

Qu'est-il survenu du côté du marché capitaliste ? Par la division internationale du travail et l'échange marchand, il est venu rafler le produit du travail des hommes (plus ou moins bien payé)

### et le surtravail des femmes.

Dans cette chaîne d'ensemble, il a usé en réalité **d'un capital domestique gratuit**. Les frais d'entretien de la force de travail ne lui incombent ainsi pas du tout.

J'ai peine à croire que ce fait n'ait aucune incidence sur la formation de la "valeur" retirée par ce capitalisme.

Ce dernier par son marché (et sa division du travail) s'est assujéti formellement les habitants du pays. "Formellement" signifie que les lois du surtravail de I et de II continuent à fonctionner, mais à son profit. "Domination du marché" veut dire que la socialisation (61) locale leur a déjà échappé.

### ARTICULATION DE I, II ET III DANS L'AGRICULTURE

La branche agricole est traversée par l'interférence de ces trois rapports, qui agencent sa production sociale. Nous devons y être attentifs, parce qu'elle est la branche essentielle de la petite formation sociale. En conséquence, elle en déterminera non seulement la grande ligne de pente (en importance vitale et en quantité), mais aussi de par son poids ou son incidence, l'ailure des autres activités dans leur procès de socialisation. Tantôt elle infléchira les autres rapports dans son propre sens, tantôt elle ira jusqu'à les assimiler littéralement aux siens.

Il importe donc d'en saisir bien l'articulation interne. Les femmes dans les unités familiales (I) apportent en moyenne vingt heures de travail nécessaires contre cinq heures environ par semaine de la part des hommes. Le déséquilibre de l'unité n'est "rétabli" que parce que les femmes fournissent une vingtaine d'heures hebdomadaires de surtravail agricole. Idéalement, toutes ces heures sont à considérer en énergie humaine dépensée.

Double déficit dans la couche des paysannes: elles travaillent dans des foyers où elles se reproduisent elles-mêmes dans le secteur vivrier et elles ont affaire à des hommes qui sont loin de le faire ! Il leur manque pour ce faire la bagatelle de quinze heures par semaine.

Enfin, pour faire un point correct de la situation, grâce à leur énorme surtravail agricole, "tout le monde" est nourri dans l'unité (hommes et enfants).

Est-ce terminé pour l'analyse des dépenses d'énergie humaine de l'unité ? Non, car les hommes accomplissent encore du travail hebdomadaire en plus des cinq heures déjà envisagées: on peut l'évaluer en moyenne à dix heures. Cette dépense d'énergie humaine dans l'agriculture ne reviendra jamais aux femmes.

Comment cela s'est-il passé ? Les termes d'un bilan énergétique (énergie humaine) de l'unité, même sous leur forme simplifiée et programmatique, ont un indispensable rôle critique. Pour saisir le procès de production sociale, il nous faut la mettre en jeu dans toute son ampleur: la production n'est qu'un moment d'un cycle où

elle est simultanément échange, consommation et répartition. Sans lui, nous ne pourrions répondre à la question posée. Très générale, elle vise un objet plus que concret: ces récoltes de tabac attendant la vente, ces sacs de haricots et de pommes de terre que nous avons vus dans ou devant chaque maison kukuya, ces biens cultivés par des hommes adultes, quel est leur rapport au travail des femmes dans l'unité ?

Le circuit du travail féminin est une bio-valorisation domestique pour l'essentiel (62). Son grand axe passe entre la production familiale et la consommation des foyers. Quant au circuit masculin, il ne se conçoit qu'avec le détour du marché. Les hommes vendent leurs balles de tabac moderne à l'établissement SEITA et ils écoulent haricots et pommes de terre à des commerçants le plus souvent privés avant 1967. On y joindra des récoltes de café qui traînaient en attente d'être vendues en 1965. Mais, dans tous ces cas, les chefs de foyer (qui ne résument d'ailleurs pas tous les hommes) recueillent contre ces denrées de l'argent, censé équivaloir à leur dépense d'énergie humaine. A l'intérieur de l'unité familiale, on pourrait parler d'un rapport **bio-marchand**. Ces hommes ont ainsi réalisé leur travail en usant de la bio-valorisation des femmes. Après le retour de cinq heures par semaine (sous forme d'argent) à leur foyer, ils conservent dix heures qui sont extorquées. Là se dresse le mur entre le travail domestique des paysannes et le travail marchand des hommes. Le gain de ces derniers s'est formé par transfert du surtravail féminin sur leurs propres produits.

Ces dix heures par semaine, les chefs de foyer (à plus forte raison les cadets) sont bien loin de les conserver toutes à leur propre usage. Nous sommes à l'opposé d'une démocratie réelle des familles entre hommes mariés.

Deux autres modes de production (au moins) interviennent. Nous commencerons par l'extérieur, ce qui est conforme au temps initial du passage par le marché pour toutes leurs denrées commercialisables. Des commerçants privés de III ou les actionnaires du SEITA pratiquent une extorsion par le marché qui est sans doute la plus élevée. Imaginons qu'elle correspond à six heures hebdomadaires pour fixer les idées. Restent quatre heures qui seront à partager dans le système lignager (II).

Le premier rapport de soumission formelle (63) est marchand, mais il ne tient aucun compte de la bio-valorisation domestique, dont il se contente d'empocher le fruit. Le second reste bio-marchand: il privilégiera des chefs de foyer qui sont aussi aînés de lignage. Tel est le partage inégal du surtravail agricole.

Tout ce mouvement d'articulation dans l'agriculture entre les trois rapports ne se comprend que si on reste fidèle au calcul de l'énergie dépensée et à sa réalité pratique. Les extorsions sur les hommes par II et III peuvent sembler faibles (comparées à d'autres dans certains pays africains !). Mais tout s'écroulerait sans le surtravail des paysannes qui bénéficient contre toute leur peine de cinq heures de travail masculin par semaine.

## L'AGRICULTURE: PRODUCTION

Après l'exercice, passons aux applications expérimentales. Continuons dans le secteur 2 agricole à traiter du seul tabac moderne en livrant ses revenus marchands pour tout le plateau cette fois. Leur liste enrichira d'abord notre connaissance du mode de production III (office SEITA-paysans) d'une manière qui apparemment concerne en majorité écrasante des hommes. Cependant, déjà nous savons qu'ils produisent aussi ce tabac dans des familles et des lignages (I et II). Une fois retourné à leurs foyers l'argent équivalent à cinq heures de travail par semaine, le reste des gains leur appartient si nous nous contentons de mettre à part la somme globale masculine. Sans les trois rapports de production, cette liste resterait incompréhensible. Il existe environ 3 500 femmes actives sur ce plateau qui, en plus de leurs activités dans leur secteur 1, ne parviennent que très rarement à gagner pour elles-mêmes (et leurs enfants) un revenu issu du tabac. On peut évaluer leur part officielle sur les gains à 7 % en 1965 (Guillot 1973:108).

### Les revenus en tabac moderne sur le plateau dans les marchés de mai 1967

Ces marchés correspondent au premier cycle de culture. Une seconde série de vente et d'achat a lieu en septembre-octobre, au début de la saison sèche: son montant est bien moindre. Parfois en mai, deux suites de marchés se succèdent dans la même Terre lorsque tous les produits n'ont pu être rassemblés en une seule fois.

Tableau 11  
LES REVENUS EN TABAC MODERNE SUR LE PLATEAU  
DANS LES MARCHÉS DE MAI 1967

Terres	revenu par Terre (en francs CFA)	revenu moyen/habitant (en francs)
Abila	2 456 790	1 688
Suo	835 000	1 357
Kuma	1 281 220	1 341
Ongali	558 220	1 262
Enku	832 140	1 066
Lage	1 796 410	774
Akolo	630 690	586
Ntsekampika	744 370	531
Illakuya	556 330	522
Lekana	881 140	344
Total	10 571 440	Moyenne 796

Ces décomptes nous font sentir l'origine d'une part importante de l'argent qui circule dans la région. Le tabac représente en effet l'élément le plus notable et le plus constant dans les apports monétaires en relation avec la production locale. On s'apercevra



## L'AGRICULTURE: PRODUCTION

sans peine des inégalités de revenu global selon les Terres: les différences de population ne suffisent pas à en rendre compte. C'est pourquoi nous nous fonderons sur le revenu moyen par habitant.

La somme totale s'élève à plus de dix millions. Les marchés de septembre la complèteront ainsi que les salaires versés sur l'ensemble du pays. Ils sont à répartir en trois groupes principaux:

- le personnel administratif de la sous-préfecture de Lekana
- celui du centre du tabac SEITA à Lage
- les instituteurs et moniteurs d'enseignement, ainsi que les infirmiers et matrones.

Comme la majorité des salariés sont originaires de la région, les sommes gagnées reviennent en bonne partie dans le circuit local (I, II ou III).

Le revenu moyen par habitant sur tout le plateau s'élève à 800 francs environ. Quatre Terres ont des revenus moyens très inférieurs à ce chiffre et une cinquième l'atteint de justesse. Comment expliquer cette répartition ?

La Terre Lekana a le plus bas montant, bien que sa population soit la plus forte. La présence du centre administratif et d'une bourgeoisie moderne stérilisent la culture du tabac. Le manque de terre cultivable n'est pas la seule raison de cette carence. La sous-préfecture rassemble des cadets qui imitent le modèle des villes: ils sont soumis aux impacts les plus marqués d'un autre mode de production, même si ses retombées sont indirectes et souvent vécues imaginativement ou dans les moeurs. De nombreux aînés se contentent d'attendre la part des salaires qu'ils exigent de leurs parents pourvus d'un emploi. Le secteur 1 agricole des femmes s'est maintenu et permet aux habitants de se nourrir: l'apport masculin, venu du secteur 2 s'est réduit. L'appareil lignager se reproduit, mais dans des conditions toutes particulières: ainsi à Ebongo - quartier fondé originairement par la mission catholique -, on estime que la terre est libre et chacun y retient son terrain individuellement. L'autorité politique est en déclin surtout depuis la relative mise à l'écart du chef de canton.

Les mêmes facteurs ne jouent pas au même point à Lage. Le salariat avait détourné une partie des hommes de la culture du tabac: la tendance s'est renversée depuis 1965. A proprement parler, il n'existe pas de centre comparable. Les mécanismes traditionnels continuent à s'imposer: l'argent est réinvesti en épouses et aussi en construction de maisons en dur. Les hommes, tant aînés que cadets, s'arrangent pour obtenir un revenu en tabac honorable, si bien que le secteur 1 agricole apparaît beaucoup moins touché qu'à Lekana. Il était donc surtout menacé par le début d'agglomération micro-urbaine plus que par un salariat réduit.

Quant aux trois autres Terres (Akolo, Ntsekampika, Illakuya), elles sont placées dans une situation assez défavorable par leur faible surface en bosquets (ibid., I:24). Les deux dernières sont d'autre part en très faible accroissement démographique. A titre d'indication, notons que les trois Terres sont riches en seigneurs

et que le nombre de non-producteurs s'en trouve parfois augmenté.

La seconde catégorie comprend cinq Terres qui dépassent nettement la moyenne indiquée pour le revenu par habitant. Elles sont très inégalement peuplées: ce facteur n'est par conséquent pas à mettre au premier rang. D'abord, à l'exception d'Ongali, ces territoires comptent de vastes étendues de bosquets propices aux cultures de tabac.

Mais l'élément démographique est sans doute agissant (ibid.). Les Terres de Suo-Ongali-Kuma sont en accroissement fort: de 15 à 19 % par an. Le fait est sans doute à relier à une proportion importante d'hommes et de femmes jeunes. Bien des éléments peuvent intervenir dont le moindre n'est pas l'entraînement provoqué par les gains supérieurs de quelques planteurs. La faible occupation de l'espace rend aussi disponibles les meilleurs terrains dans les trois cas précédents.

Enfin arrive au sommet la Terre Abila. Elle réunit un ensemble de conditions optimales. Sa forte population n'est pas une entrave sur une vaste surface. Elle est en bonne position d'essor démographique. Les hommes n'attendent rien d'un salariat réservé à la Terre Lage. On y dispose d'un dispensaire et d'une école importante à Kebara, qui est resté d'autre part un village du type colonial regroupé. Les aînés y sont plus solidement implantés qu'ailleurs ainsi que la fraction de chefs et seigneurs, et ils disposent d'une force de travail jeune qu'ils ne contrôlent pas directement dans des unités de travail, mais par le jeu de mécanismes détournés.

Les conditions du rapport III (domination par le marché) établissent une faiblesse du revenu moyen issu du tabac. Avec 800 francs, un habitant peut à peine s'acheter un pagne pour s'habiller. Elles ont pour effet également des disparités géographiques. Elles provoquent enfin, même dans une région pauvre, des écarts sociaux entre paysans.

Du côté des femmes actives, il faudrait pour rétablir la vérité, faire figurer partout dans ce tableau leur surtravail domestique de vingt heures par semaine. Le marché moderne ne considère que le travail marchand déjà réalisé après la bio-valorisation familiale. Il suppose implicitement que les gens des foyers n'ont pas besoin de manger.

Du côté des hommes actifs, on peut dire qu'ils entérinent et au-delà cette situation à la fois dans leurs foyers et dans leurs lignages. Mais comme ils sont tous placés dans un rapport de production lignager (II) qui domine leur formation sociale interne, l'appropriation des femmes y revêt une importance capitale. Une couche d'aînés dans des segments lignagers (à sélection biomarchande) s'appuie sur ce moyen pour obtenir un partage inégalitaire de la plus-value entre hommes.

### Deux conséquences des rapports de production agricoles

La première concerne la nature des droits d'usage dans les secteurs agricoles, la seconde la formation des unités de consommation. La déduction a un sens au niveau de la détermination de ces deux données, mais elle n'exclut pas qu'elles aient leur effet propre dans la production sociale.

#### Les droits d'usage agricoles

Les unités de production se meuvent dans un espace et un temps particuliers. Le temps est celui du calendrier agricole local avec ses caractéristiques sociales: le rythme de sa semaine à quatre jours avec en principe un jour de repos (mika), souvent consacré en vérité par les femmes aux cultures des hommes. L'espace pertinent nous est apparu de bien des manières constitué par la partie de Terre (kitsulu). C'est dans ses frontières que la question des droits d'usage trouve sa portée exacte.

Dans le **secteur 1** vivrier, les règles sont simples: la parcelle cultivée est à la première occupante, qui détient les droits immédiats sur les produits de son travail (ibid.:76). De ces principes généraux compte surtout l'application. Sauf rares exceptions, les conflits sont limités et donnent lieu à des arrangements entre les femmes elles-mêmes. Il faut une bien vive querelle pour qu'intervienne un supérieur politique. Les décès libèrent naturellement des parcelles: leur attribution est très large. Une parente directe de la défunte ou une nouvelle venue dans le territoire (les deux situations opposées) sont à même de les reprendre. Des prêts peuvent aussi avoir lieu sans que l'on demande rien en échange: le champ n'est restitué par l'emprunteuse que si elle accepte de le faire. Le système est si adaptable qu'il va jusqu'à attribuer des parcelles à des voisins d'une autre partie de Terre. Les inégalités de population, très sensibles dans la Terre Enku, entre les parties sont partiellement compensées par des pratiques souples, les productrices s'attachant davantage à des commodités ou à de bonnes relations qu'à un strict cadre de frontières (ibid.:80). Les désavantages les plus marqués ont pour source les inégalités d'arrivée ou d'insertion dans le cycle de production du territoire: les dernières venues sont les plus défavorisées.

Les rapports productifs du secteur 1 sont à même d'expliquer la nature de ces droits d'usage. Massivement, le problème est le suivant: il existe entre lignages et entre hameaux un échange de productrices (70 % en moyenne des femmes sont nées dans une autre Terre). Les droits d'usage qui se sont imposés enregistrent et fixent le mécanisme de leur insertion dans les hameaux. Les principes souples reflètent l'autonomie relative des procès de travail agricole féminins. On y trouve à l'oeuvre une fluidité analogue à celle qui s'était manifestée dans la formation des groupes de travail bula. Enfin, l'ancienneté d'habitation pour un habitant (homme ou femme) fait partie intégrante du rapport social de production.

Les productrices adultes ont leurs droits d'usage dans leurs champs de savane, mais elles entrent aussi dans un niveau supé-

rieur de rapports où les aînés détiennent la domination sociale. Nous aurons à cerner par conséquent des droits fonciers, qui inscriront le rapport de supériorité du secteur 2 sur le secteur 1: ce seront l'organisation politique des aînés et le cadre persistant du pouvoir seigneurial.

Voyons maintenant le **secteur 2** des producteurs.

Les règles qui commandent les droits d'usage sont en apparence les mêmes que dans l'autre secteur (première occupation de la parcelle et attribution de ses produits). Cependant ce code fonctionne sur des réalités différentes. Chaque participant des unités de production aura accès à un lot étroitement défini de bosquets, où se pratiqueront les cultures des hommes - et non en droit à la totalité d'un terroir comme chez les femmes; d'autre part, la valorisation des cultures intensives du secteur 2 est cause de variation appréciable (ibid.:82).

Les bosquets sont inégalement répartis entre Terres, mais aussi entre les parties de Terre, surtout si les distorsions démographiques accentuent ce phénomène. On rencontre, comme dans l'autre secteur, un mécanisme de correction partielle de cette inégalité: d'assez nombreux prêts de terre surviennent non seulement aux habitants du territoire, mais à ceux de la partie voisine et même de la Terre voisine. Pourtant les pratiques, d'apparence identiques à celles des paysannes, divergent considérablement: un tel prêt ne sera consenti qu'à un non-étranger au lignage concerné (avec son affectation de territoire particulière). De surcroît, l'autorisation est demandée non aux cultivateurs d'une parcelle - c'est-à-dire à des égaux -, mais à l'aîné qui est à la tête du lignage. Les droits d'usage du secteur 2 sont rompus, comme l'était pour les femmes à la mort de l'usagère, le prêt de la parcelle. Quant au départ d'un membre du lignage, il ne détruit en rien ses droits d'usage potentiels: il n'en allait pas de même pour les productrices en savane.

B. Guillot a noté en 1965 l'apparition d'un type d'événements très significatifs, bien qu'il ne s'agisse encore que d'une ébauche de modification. Une "mainmise individuelle" a commencé à agir (ibid.). Certains hommes, très peu nombreux, toujours aînés, ont prétendu s'attribuer pour eux et pour leurs familles directes un droit d'usage privilégié et exclusif sur des parcelles données: ils entendaient aussi les réserver à leurs seuls héritiers. Par ces mesures, ils auraient dépouillé de leurs prérogatives anciennes d'autres producteurs liés autrement au lignage. Un début de bornage accompagnait l'opération. J'ai pu, deux ans après, observer que de fortes résistances s'étaient faites jour chez d'autres habitants mécontents de ces usurpations.

Une seconde fois, les conséquences seront les mêmes: les rapports de production du secteur 2 expliquent la matière des droits d'usage qui y règnent. Du point de vue des procès de travail d'abord et du recrutement des unités de cultivateurs, nous savons qu'une forte mobilité résidentielle existe sur le plateau de Terre à Terre, mais aussi de partie à partie. Il y aura donc échange de producteurs (entre autres, cadets) entre les lignages. Cette répartition des travailleurs s'accomplit dans des conditions tout autres

## L'AGRICULTURE: PRODUCTION

que celles qui dominaient le secteur 1. On assiste à une grille d'assignation selon les bosquets très différente de l'insertion des femmes dans un terroir de savane. L'entrée dans le temps et l'espace de production implique en même temps l'insertion au sein de rapports productifs donnés.

Les bosquets en eux-mêmes ne sont rien: l'important est ce qu'ils matérialisent de social sur la base de forces productives que nous connaissons. En raison de la nature de leur sol, ils peuvent être l'objet de cultures intensives. En outre, ces cultures sont marchandes. Ces points stratégiques permettent d'éclairer le rôle central des bosquets en relation avec les hameaux. A coup sûr, les bosquets importent beaucoup plus aujourd'hui que le territoire lignager dont les frontières sont souvent imprécises. Le déclin de la chasse et l'affaiblissement des rapports productifs (et juridiques) qui lui sont liés, sont la clé de cette transformation.

L'appropriation sociale des aînés ne repose plus comme dans le secteur 1 sur le contrôle d'une production en majorité domestique. Elle se fonde sur le contrôle de producteurs marchands. Pour disposer d'une bonne part de leurs produits, les aînés doivent enrayer leur "indépendance" potentielle face au marché capitaliste (dominant). Cette nécessité justifie la présence d'une surveillance persistante des droits d'usage et la protection du domaine foncier lignager: en cas de conflit, les aînés doivent être consultés, même s'ils ne mettent pas eux-mêmes en valeur la parcelle en litige. Ils doivent pour sauvegarder leur rapport de domination lutter contre la concurrence virtuelle de leurs producteurs subordonnés sur la base d'une autonomie désormais inscrite. Ils passent ainsi une bonne partie de leur temps à refouler cette contradiction avec plus ou moins de succès.

Elle n'est pas la seule. Les tentatives de mise en réserve par des aînés d'une partie des droits d'usage ne se comprennent que par référence à la privatisation qui s'est manifestée dans leurs groupes. Celle-ci entre en conflit avec les principes communautaires (même hiérarchisés) de la formation sociale "ancienne". Il est tentant pour quelques aînés déjà de s'emparer dans des circonstances défavorables d'une portion territoriale afin d'y contrôler une production marchande de plus en plus privée (mais non individuelle) dans des bornes plus petites que celles de leur lignage. Quand ces aînés auront réussi leur tentative (s'ils le peuvent un jour), les règles de transmission suivront le changement des rapports productifs. De toute manière, un enjeu intermédiaire est apparu dès à présent sur des bosquets associés à des lignages absents, parce que les lignées qui les constituent sont éteintes. Je les appellerai "bosquets morts", étant donné que dans un premier temps ils ne sont revendiqués par personne. Mais assez vite, ils deviennent l'objet d'un combat entre une réattribution communautaire du domaine foncier et une usurpation par des aînés puissants. Le système politique "traditionnel" trouve dans ce rôle d'arbitrage une part de sa raison d'être présente.

Les droits d'usage dans le secteur agricole marchand nous sont apparus très contrastés malgré l'apparente similitude si on les compare à ceux du secteur 1. Autant d'isolats valorisés, qui rassemblent les agents de production autour des bosquets (et des

## L'AGRICULTURE: PRODUCTION

hameaux), alors que la partie de Terre était la base de regroupement des femmes en savane. Pourtant le problème reste posé: quelle est la relation qui unit entre elles ces diverses unités discrètes ? Au niveau économique, ce ne sont guère les échanges de produits internes au pays qui nous donneront la réponse: ils sont de faible ampleur en ce qui concerne les besoins des unités productives. Ils sont plus importants dans l'acquisition de produits importés, mais les mécanismes nous renvoient alors à du capital commercial en grande partie extérieur. Nous avons donc à découvrir un mode de valorisation propre lié à l'appropriation sociale des femmes (et des cadets).

### Les unités de consommation des secteurs agricoles

Les unités de consommation sont des groupes qui n'ont de signification que parce qu'ils sont reliés par des rapports de consommation. Mais ces derniers sont déterminés à leur tour par les rapports productifs. La production intervient de deux manières différentes: elle fournit d'abord la matière même de la consommation, elle définit ensuite le mode de consommation (Marx 1967, I:19).

La matière consommable du secteur 1 est formée de produits vivriers (manioc, ignames, etc.). Leur répartition en biens d'usage et biens d'échange n'est pas une donnée naturelle: elle dépend des rapports de production agricoles locaux (64). L'essentiel des produits est en fait consommé dans les foyers: les unités de consommation leur sont de nos jours intérieures. Une part des produits doit forcément aller à la consommation productive (semences des cycles agricoles). Le reste sert à confectionner les repas, déduction faite des produits vendus sur les petits marchés. Les deux repas quotidiens sont pris comme suit: d'un côté les productrices, leurs filles et leurs enfants des deux sexes de moins de cinq ou six ans; de l'autre côté, les producteurs et leurs fils de plus de six ans. Dans la définition de ces unités, les rapports productifs ont joué de deux façons:

- ils délimitent des unités de repas qui distinguent dans les foyers les deux rapports du secteur 1 et du secteur 2;
- la structure de direction y transparaît avec les chefs de foyer.

Cette coupure entre les deux sexes ne doit pas passer pour une simple séparation. L'examen de la distribution rétablit les vraies relations, car elle se situe entre la production des femmes et la consommation par tous. Socialement, le chef de foyer est agent de la répartition, qui se révèle toujours "envers" de la production. Nous verrons comment symboliquement le lien de nourriture représente celui entre les productrices et les chefs de foyer. L'idéologie reproduit là les relations de distribution.

Les productrices sont seules dans leur secteur agricole à assurer la reproduction interne de leur domaine (à l'exception des instruments de travail et de l'apport masculin).

Quant au système de consommation lui-même, il procède encore des mêmes rapports. Les principes qui régissent le découpage des

unités sont analogues à ceux qui définissaient les unités de production. L'entité biologique (voir ce volume, p. 199), qui avait pour effet la formation de lignées déterminées, sert de fondement à la constitution des unités de consommation.

Le tabac, les haricots, les pommes de terre fournissent la matière de la consommation dans le secteur 2. Mais cette consommation est indirecte, ces produits étant tous (65) destinés à la vente (66). On part donc de produits marchands, réalisés en argent sur les marchés ou auprès des commerçants. Le résultat en est une somme d'argent ou un ensemble de biens achetés. La distribution commande de nouveau l'articulation des relations et elle révèle les rapports de production sous-jacents. Une partie va aller en direction d'un aîné qui dirige le lignage supérieur au foyer; une autre ira vers un autre aîné qui est au sommet d'un second rapport aînés-productrices. Le restant sera affecté au chef de foyer, à son poste de direction, qui opérera une double répartition:

- une grosse part (très inégale) pour lui et son fils;
- une petite part qui constituera l'apport masculin à ses femmes.

Nous avons retrouvé dans ses mécanismes principaux le jeu des rapports de production du secteur 2 et du secteur 1. C'est lui qui met en place la répartition.

Le mode de consommation procède des mêmes rapports. Dans le secteur 2, disons grossièrement que l'unité de consommation reste "familiale", parce que l'unité de production l'était déjà. Ses principes de formation sont bien homologues.

Pour avoir étudié successivement la consommation dans chaque secteur, nous découvrons aussi la relation entre les deux systèmes de consommation. Leur rapport témoigne de la domination des rapports productifs du secteur 2 sur ceux du secteur 1.

NOTES

(1) Cette formule très large vise seulement à indiquer qu'"appropriation" n'est pas pris dans un sens juridique.

(2) Ceci n'implique pas l'autarcie. Car un groupe peut échanger des produits en conservant son surtravail, qui est une valeur.

(3) On pourrait dire encore = antagoniste ou complémentaire.

(4) Ce mode de production "inférieur" dans l'échelle de domination, je l'ai appelé **patriarcal** dans l'histoire ancienne régionale (avant 1900). Sa nature a changé.

(5) Dans l'histoire ancienne et moderne se sont succédées des images qui sont autant de repoussoirs pour les femmes ayant acquis un foyer ou un hameau: elles ne sont ni des "captives" (kibaki), ni des solitaires, ni des prostituées. Leur intériorisation sur ce point est très grande, mais sans doute pas éternelle !

(6) On opposera la région des Nzabi au Congo. Le défrichage des champs en forêt donne lieu à toute une série de mainmise des hommes sur les rapports sociaux (attribution des parcelles féminines, décision de mise en culture). L'emprise des chefs d'unité *kukuya* s'effectue par d'autres moyens. Voir G. Dupré 1982:65.

(7) Ce n'est pas qu'ensuite ils n'éprouvent plus le besoin de manger ! Mais ils sont souvent affectés à des tâches précises et fournissent soit une partie soit la totalité du travail nécessaire.

(8) C'est aussi l'écueil des analyses structuralistes, déployant toute la gamme des possibles.

(9) Cela signifiera que l'écart régressif entre espèce et socialisation est devenu minimal.

(10) A supposer qu'il existe dans la région pour tout le monde.

(11) Elle est en fait une position dans le rapport de force collectif, à différents niveaux: foyer, hameau, partie de Terre et Terre. La nature même des rapports de socialisation, **séparés** et "segmentaires", contrarie la perception par les paysannes d'un ensemble plus vaste: plateau et nation.

(12) Ce fragment ou élément déterminé, nous pouvons le nommer "noyau" dans le mode familial I et "segment" dans le mode lignager II.

(13) Ces causes sont à la fois générales dans ce niveau inférieur (I) à travers les âges et particulières à la série des périodes significatives (coupées par des ruptures).

(14) Ainsi que du procès de bio-travail s'opposant à son procès de bio-valorisation (voir pp. 246 et suiv.).



## L'AGRICULTURE: PRODUCTION

(15) Ce second point est laissé de côté pour l'instant. Cela ne veut pas dire que le système l pourrait s'en passer dans les époques historiques connues !

(16) Cet écart peut être représenté dans le cadre de la parenté sociale. Mais il peut aussi en sortir totalement. Le critère d'appartenance à la même forme de production, c'est qu'il réalise ou non le même rapport d'extorsion. Deux exemples dans la formation sociale actuelle: le **voisinage** et l'**amitié**, qui interviennent pour le recrutement social de certaines coopérations agricoles.

(17) Dans l'agriculture kukuya, des places et des fonctions distinctes se croisent sur les mêmes hommes.

(18) Les moyens de cette socialisation sont divers à travers l'histoire et à un moment donné (captivité, dépendances variées, soumission au marché capitaliste).

(19) Notre ambition se borne à faire apparaître l'inceste dans la production sous un autre angle que l'échange.

(20) Conclusion à laquelle aboutit T. Andréani dans l'examen de ce qu'il nomme "mode de production domestique".

(21) J'ai pris un exemple conforme aux usages de la région (diversification des lignages associés), mais cette précision ne touche pas le fond de mon raisonnement.

(22) Et de "fils", mais c'est une donnée que je n'envisage pas pour l'instant.

(23) J'entends par là ni parente consanguine ni parente proche par alliance.

(24) Je prends cette illustration comme le cas le plus fréquent dans le foyer.

(25) Cette séparation est tracée à l'intérieur de ce que j'ai appelé bio-économie.

(26) C'est-à-dire entre le chef de foyer de la femme active avec ses dépendants internes et le cadet célibataire à qui il la cède.

(27) Une fois qu'ils sont formés, leurs économies internes sont séparées.

(28) Tous ces chefs n'habitent pas la Terre (voir tome II, chap. 3).

(29) C'est plus et autre chose que d'aborder la seule constitution de l'unité, qui n'est qu'un moment de sa production. Il s'agit d'un rapport de production permanent.

(30) Peut-être peut-on penser que plus il est stable, plus il est répandu.

## L'AGRICULTURE: PRODUCTION

(31) Par cette formule, j'entends indiquer qu'à partir du rapport corps-outil socialisé, la force de travail se trouve tournée principalement vers l'usage de l'énergie humaine, c'est-à-dire **vers son propre usage**. D'où peut-être la nécessité de parler d'une bio-force de travail qui s'utilise d'abord elle-même, qui fait appel avant tout aux ressources physiologiques, organiques ou biologiques du corps (bio-neuronal ou bio-psychique). En ce sens, après l'apprentissage d'une qualification, elle est pourvue immédiatement d'une autonomie, limitée par le caractère élémentaire des conditions techniques **et surtout des rapports sociaux**. Par contre, les capitalismes séparent historiquement la force de travail de son usage autonome: ils la rendent plus productive, mais en l'assujettissant à des classes bourgeoises nationales et étrangères. Les corps des travailleurs ne produisent plus pour eux-mêmes. Dans les deux cas, il importe de montrer l'exploitation et les résistances à partir de l'autonomie en tenant compte de leur originalité.

(32) Dans un système lignager de ce genre, en Afrique centrale, une bonne partie du groupe dominant travaille. On se rappelle que le mode de production seigneurial, qui comprend au sommet des non-producteurs, est **tributaire**.

(33) Celle qui a été proposée entre les modes de formation des unités de production et de consommation est moins radicale: elle n'est qu'une conséquence de l'autre. De même la plupart des caractérisations de l'auto-subsistance.

(34) Le chef détient sa propre force de bio-travail, ce qui paraît conforme aux prémisses énoncées.

(35) Ces trois femmes actives travaillent dans des foyers ou hameaux familiaux (I). En vertu du **rapport de propriété différé ou indirect**, elles produisent très peu de nos jours pour leur chef de lignage. Par contre, leur bio-force de travail va "produire" en un autre sens (= bio-produire) des inactifs des deux sexes dans leur lignage (II). Ce mouvement implique un relais avec leur production agricole, déjà décrit dans leur secteur.

(36) Cette **nécessité aléatoire** implique une grande tendance avec ses limites et plusieurs réalisations possibles dans l'histoire.

(37) Il n'y a pas plus de biologique "pur" ou "neutre" en ce sens-là que de technique relativement au social.

(38) C'est la raison pour laquelle je l'ai définie dans un mode de production comme support social et culturel. Elle a aussi été définie comme celle du capitalisme et de la sphère marchande. Voir Meillassoux 1975, II.

(39) Ce capital humain du segment est envisagé avec ses outils, ses formes d'entraide et son savoir.

(40) Le truisme n'est qu'apparent: pour parler des trois hommes actifs dans l'agriculture, il faut évoquer **les femmes et les inactifs** de leur lignage.

(41) Le terme de bilatéral n'est pas très satisfaisant et celui de systèmes à droits partagés est trop juridique.

(42) La théorie de l'alliance productive est esquissée dans la seconde partie comme association dominée entre les deux sexes (voir tome II, chap. 2). C'est celle qui fixe la dépense d'énergie humaine nécessaire aux actifs du lignage pour y bio-produire actifs et inactifs.

(43) Le schéma fait clairement ressortir une caractéristique dont nous reparlerons: le chef de lignage est pris dans les conditions qui définissent sa supériorité.

(44) C'est-à-dire en toute rigueur une femme active de l'unité ou d'une unité associée (âge et sexe).

(45) Mais aucun ne gagne plus de 10 000 francs dans cette strate des plus de 50 ans.

(46) Il n'y a pas réellement division du travail à l'intérieur du secteur 2.

(47) Les deux ne coïncident pas: la reproduction sociale a seulement pour propriété de réaliser avec de multiples aménagements l'autre reproduction.

(48) Cette privatisation est liée à un assujettissement plus vaste, à une sphère de circulation. Le travail devient privé par rapport à la socialisation "lignagère".

(49) A propos des pays sous-développés par le capitalisme. L'expression procède d'Emmanuel. On pourra se reporter au bilan tracé par Samir Amin, qui tente de "clôre" le débat (1973:143).

(50) C'est donc un contexte "bienveillant" pour le capitalisme: je suppose que le tabac local est vendu sur le marché "à sa valeur".

(52) Cette contrainte a exigé des interventions politiques, car il fallait pour les Français, soit briser des réseaux de production marchande et des zones de circulation préexistantes, soit obliger des producteurs non marchands à entrer dans les nouveaux rapports. Le processus une fois bien engagé, il a pu se poursuivre par domination, surtout économique.

(53) Tabac moderne et arachides en partie vont sur le marché capitaliste; pommes de terre et haricots sont dirigés vers les commerçants locaux le plus souvent. Qu'il s'agisse du marché capitaliste ou de la petite production marchande (transporteurs) ne change rien au problème soulevé.

(54) A ce niveau donc, pas de surtravail **moyen** masculin en 1967.

(55) Ce travail utile devrait être mesuré en dépense d'énergie

avec une productivité donnée. On considérerait ici la dépense d'énergie correspondant à ces 30 heures.

(56) "L'alliance de classes se manifeste le plus concrètement par un partage du surtravail extorqué à la classe dominée du mode de production dominé entre la bourgeoisie et la classe dominante non capitaliste" (P.Ph. Rey 1976:63).

(57) Hypothèse si peu académique, qu'elle constitue la suite de la domination du marché capitaliste dans des conditions pour lui "normales", c'est-à-dire non contrariées par la lutte des classes exploitées. La production domestique est détruite de plus en plus, d'où la paupérisation. Les échangeurs locaux n'ont que deux issues: exploiter les autres (petite production marchande ou capitalisme agraire ou commercial), s'exploiter eux-mêmes de plus en plus (prolétarianisation croissante).

(58) C'est une simplification, car tous les producteurs masculins, mêmes célibataires, sont dans cette position à des degrés très variés.

(59) Tout en payant le travail nécessaire des hommes.

(60) Si bien qu'il coïncide très bien avec la paupérisation croissante d'une bonne part d'entre eux. Car à mesure qu'ils "gagnent" de l'argent, ils dépensent de plus en plus pour leur travail nécessaire (A-m, marchandise indispensable à prix exorbitant).

(61) On pourrait dire aussi bien: **l'exploitation** du travail concret, transformé en travail **abstrait** "lignager" ou "patriarcal" avec leurs formes spécifiques d'abstraction. Valeur d'usage et valeur d'échange n'y entrent pas en totale opposition comme dans le capitalisme, mais elles se séparent nettement.

(62) Domestique est toujours pris au sens de "non marchand". Des nuances sont apportées plus loin sur la régulation par le marché de l'agriculture féminine et de la consommation familiale.

(63) Une partie du capital constant entre 1950 et 1967 était possédée par le SEITA ainsi que par des transporteurs-commerçants locaux.

(64) Les paysannes kukuya ne demanderaient pas mieux le cas échéant que de commercialiser une part supérieure de leur production, comme le font les femmes congolaises dans d'autres régions.

(65) A l'exception des semences de haricots et de pommes de terre.

(66) Une preuve de plus que la consommation ne se réduit pas aux repas comme semblent le laisser croire beaucoup de descriptions ethnologiques.

## LES BRANCHES D'ACTIVITÉ ANNEXES

### Production

Justifier un tel titre pousse à percevoir en acte de nombreux changements dans les rapports de production. De nos jours, ces branches ne sont pas devenues annexes de la même manière. L'élevage est une activité qui n'est pas en passe de s'éteindre (si l'on connaît la suite dix-sept ans après). La cueillette et la collecte ont, au contraire, peu de chances d'être ranimées, parce que leur pratique suppose trop de dépense d'énergie comparative-ment à d'autres travaux (1). Enfin, la chasse a tenu avant la colonisation un grand rôle.

"Annexes" signifie seulement, à mes yeux, qu'elles n'influent pas de façon forte ou décisive sur la hiérarchie et le mouvement des liens sociaux. Pourtant, leur étude peut se révéler intéressante, soit comme exemple de branche dominée subissant le poids d'autres rapports (toutes ne sont pas alors condamnées d'avance), soit comme occasion d'examiner des cas particuliers.

### LES CULTURES DE HAMEAUX ET LES ARBRES FRUITIERS

Les **cultures de hameaux** permettent d'opposer deux modes de mise en valeur des biens naturels, que nous avons déjà rencontrés dans l'agriculture.

Un premier circuit regarde l'endo-production familiale. Ces relations prolongent le même type d'affectation sociale que l'agriculture féminine du secteur 1. Aubergines, piments, épinards, oseille sont produits par des paysannes pour un chef de foyer ou de hameau du système 1. Ces plantes diversifient l'alimentation de ces unités et donnent souvent lieu à des trocs internes aux petites agglomérations. Etant donné l'emploi du temps chargé des femmes et aussi le caractère de ces denrées, il est nécessaire souvent de rétablir un équilibre mal assuré par les micro-travaux individuels (2), en recourant au marché. Les paysannes n'obtiennent pas toutes les mêmes quantités ni les mêmes denrées au même moment. De plus, les unités de consommation sont de tailles très inégales. Mais, sauf exception, les femmes ne retirent que peu de profit monétaire annuel de tout le circuit. On peut parler plutôt d'un cycle auto-régulateur de leur économie familiale.

Il existe aussi à travers l'endo-production des rapports sur-imposés qui rappellent à une échelle microscopique les liens de

surextorsion lignagers et tributaires anciens. La plupart des femmes nourrissent chaque semaine ou chaque quinzaine un nombre de personnes plus grand que celui de leur unité familiale. Tout un jeu de sociabilité - en majorité masculin - crée des visites au hameau dans le cadre des proches (unités de I ou de II, le second système reliant celles du premier). On peut même trouver en 1965 des prestations alimentaires adressées au "seigneur de la terre", qui dirige un rituel ou encore à un chef administratif.

Le va-et-vient qui se passe dans les habitations, les aires villageoises et les alentours est assez déconcertant. En un sens, il manifeste la marche d'un domaine que les chefs d'unité ignorent tout à fait et ne veulent guère voir: indépendance réelle des payannes. Mais en même temps, dans ces zones circonscrites, tout se déroule sous l'oeil du maître, auquel pas grand-chose n'échappe si un conflit se profile à l'horizon.

Un second circuit n'a rien à voir avec le précédent dans les groupes locaux: celui des plantes médicinales et magiques. Les femmes n'en sont pas complètement bannies, puisqu'on trouve parmi elles une minorité de spécialistes en ces deux domaines. Mais dans l'écrasante majorité des cas, ces plantes sont "par définition" l'apanage des hommes d'âge, adultes simples ou vieillards. Les femmes pour en user passent souvent par l'intermédiaire d'un spécialiste masculin ou de leur chef de hameau (ou encore d'un membre de leurs unités d'origine dans I et II). Ces plantes sont naturellement spécialisées comme les hommes étaient seuls à faire la guerre ou à régler les vengeances. Mais cette nature renfermait autant d'artifice que les interdits alimentaires propres à chaque sexe ou à chaque magicien.

Les **arbres fruitiers** sont d'abord les palmiers et les bananiers. La fabrication de l'huile de palme explique l'intérêt porté à certains des premiers. L'alimentation exige l'apport des seconds dans tous les lieux d'habitation; les descriptions les plus anciennes de tout le pays teke parlent des bananiers entourant les hameaux. L'arbre est assez considéré pour représenter la mort d'un seigneur: le premier geste accompli par les assistants des funérailles après le décès est de trancher le tronc d'un bananier. Colatiers et safoutiers, bien qu'appréciés, sont moins courants. Enfin, les agrumes sont partout avec une récolte foisonnante. Tous ces arbres fruitiers ont en commun de réclamer un très faible travail pour un très long temps de production.

Quelques mots de l'usage et de la vente des fruits: ceux-ci sont nécessaires à l'équilibre nutritif de la population. Beaucoup de repas contiennent des bananes, surtout pour les petits enfants. L'huile de palme est autant que possible extraite du fond avoisinant les hameaux. Selon l'ampleur des récoltes dans chaque foyer, un surplus sera porté sur les marchés et vendu. En dehors des noix de colas et des safous, les prix sont bas. Les débouchés sont parfois si faibles (agrumes) qu'en période de maturité, c'est à peine si les produits ne sont pas donnés pour rien.

Qui détient les arbres et qui les hérite ? En traitant cette question, nous allons dégager un principe général et une suite de pratiques qui rejoignent entièrement le secteur 2 agricole. L'ana-

lyse de ses rapports portait d'abord sur leur aspect ponctuel (une demi-génération ou une génération dans le temps). La perspective qui va apparaître (3) affecte au contraire trois générations pour acquérir un sens. Mais ses effets concrets peuvent être bien plus rapides.

Parler de détention des arbres, de leur transmission, c'est tracer le mouvement d'une disjonction entre le procès de travail et de production des foyers (ou des hameaux) et la propriété juridique. Cette dernière entre, à notre avis, dans les rapports de production: ceux-ci englobent les droits dans l'aire agricole comme dans l'activité arboricole. Prenons le point de départ le plus direct du problème: combien de temps le droit d'usage sur les arbres sera-t-il concédé par les propriétaires d'un bosquet (et d'une Terre lignagère) ? L'accomplissement du travail suppose l'attribution de droits d'usage.

Les droits d'usage seront reconnus, comme pour une parcelle, au planteur de l'arbre et à ses descendants. Mais des conditions restrictives sont apportées: en premier lieu, les bénéficiaires devront "satisfaire" les propriétaires avec une part du produit; en second lieu, la portée de ces droits est bornée dans le temps. Après trois générations, les droits d'usage seront retirés.

Comme pour les champs du secteur 2 agricole, l'essentiel est dans la relation de l'usager à un lignage et donc à des aînés qui sont au sommet des rapports de production.

Pourquoi cette disjonction ? Du côté des propriétaires des arbres et des bosquets, nous dirons avec tous les habitants de la région: "Qui a les femmes possède du même coup la terre" (4). Cette proposition idéologique vise à définir un lien juridico-politique qui entre dans la position des rapports de production. Ce qui le fonde, c'est le rapport entre des aînés et des femmes actives, les premiers contrôlant la production domestique des seconds - ce contrôle ne s'exerçant guère sur leurs procès de travail, mais sur elles-mêmes. Tel est le pouvoir sur le rapport familial (5).

Du côté des foyers et des hameaux, on pourrait répondre: "Qui a les cadets (initialement au moins (6)) a des droits d'usage précaires sur les champs d'hommes et sur les arbres." Même type de proposition idéologique renvoyant à une relation juridico-politique. Le fondement de celle-ci passe entre aînés d'un lignage et cadets, les premiers contrôlant la production marchande des seconds (ou leur production d'usage si les fruits sont aussitôt consommés). Tel est le second rapport concernant surtout le pouvoir sur le rapport lignager.

Voilà retrouvés nos deux rapports principaux. La précarité des droits d'usage relevant du second est bien la preuve que le premier, loin d'être un simple rapport de distribution, est le rapport de production principal. La marque de sa domination, c'est la supériorité des aînés sur les chefs de foyer: c'est sa réalisation même.

Qu'en est-il du secteur des arbres fruitiers pris pour lui-même ? Son travail formait un "prolongement" du secteur 2 agricole. Cette expression se justifie de nouveau, car elle s'applique à un domaine où les rapports de production agricoles (du secteur 2) imposent leur pesée. Aussi avons-nous pu choisir à son propos d'envisager la disjonction sociale, qui prévaut aussi dans les rapports agricoles. Identique encore est la question des "bosquets morts". Les produits des arbres qui y poussent sont répartis par les seigneurs, d'une manière en principe communautaire (entre aînés cependant); pourtant, les seigneurs sont déjà, par la détention de vastes forêts propres, en possession d'un domaine large.

Cette convergence de faits intrigue: pourquoi cette acuité démesurée des conflits susceptibles de partir des arbres ou des fruits ? Il y a quelque bizarrerie à première vue à découvrir assez peu de batailles sur les droits fonciers du secteur 1 agricole (femmes), qui est la clé de voûte soutenant foyers et lignages. Le paradoxe croîtra si l'on ajoute que celles sur les droits fonciers du secteur 2 existent, mais sont relativement rares à cette date: elles sont censées lutter contre des abus caractérisés ! Et voici qu'on décèle des oppositions très fortes entre des notables de la Terre (chefs, seigneurs des deux catégories et aînés supérieurs) allant jusqu'à provoquer l'éviction du vaincu de son territoire: elles portent sur quelques fruits qu'un homme a osé récolter sans "satisfaire" leurs propriétaires. Quelle disproportion entre les enjeux et leurs effets !

La réponse peut être au moins double:

La valeur d'usage des cultures de hameaux et des arbres a pu être sous-estimée. Tout ce qui complète et régularise l'alimentation des foyers en particulier est apprécié par des habitants de tous rangs, soit riches, soit pauvres, pour des motifs antagonistes (besoin impérieux des hameaux ou souci de ne rien négliger du contrôle global). A coup sûr, surtout entre hommes, ces objectifs sont investis symboliquement dans les relations courantes: l'arbre fruitier planté par son père figure tout son travail d'une vie. Ils le sont aussi dans les relations dominantes, parce qu'un seigneur de la terre y accroche le résidu de sa puissance sacrée et son jeu de manipulation politique des dépendants.

En outre, ces conflits peuvent être les symptômes d'une bataille menée à un autre niveau - celui des enjeux territoriaux du secteur 1 (7) agricole dans sa valorisation du secteur 2. La valeur réelle des arbres fruitiers est alors emblématique. Les référents principaux en cause sont les rapports sociaux entre aînés et femmes (8) dans l'agriculture et la compétition supérieure pour le pouvoir masculin dans les hameaux et les lignages et aujourd'hui l'économie marchande. Ainsi s'expliqueraient les surprenantes associations de sens faites maintenant par les hommes adultes, lorsqu'ils passent dans la conversation des arbres plantés par leur père, paysan pauvre ou notable, à tous ses gains en argent.



## L'ÉLEVAGE

On n'est pas si loin de ces préoccupations lorsqu'on parle de l'élevage. Son développement semble entrer en contradiction avec le type d'agriculture adopté dans la région à travers tous ses changements. Mais de ce que le bétail et les volailles sont peu nombreux, peut-on conclure à leur rôle secondaire ? La question se redouble si l'on songe au déclin de la chasse et à l'arrêt de la cueillette et de la collecte. Le faible effectif des bêtes peut cacher leur rôle indispensable de complément alimentaire et, pour une part, d'engrais. Ces deux fonctions, quoi qu'en pensent certains agronomes, sont connues de la population, scientifiquement ou non. Plusieurs paysannes et quelques paysans m'ont confié que depuis longtemps "leurs ancêtres" n'avaient pas été sans remarquer que les anciens lieux d'habitat leur fournissaient des terres fertiles, tant sur les bosquets que dans la savane environnante ! Ce savoir ne renferme ni la connaissance directe de l'engrais (animal du moins) ni celle du détail de son action. Son apprentissage peut leur être utile, surtout s'il part d'une tradition qui, sur ces points-là, comme sur d'autres, contient encore une bonne part d'expérience exacte (9).

Mais avant de conclure ce très bref survol sur l'importance qualitative de l'élevage dans notre cadre, esquissons les rapports sociaux dans lesquels se déroule sa production. Le peu d'entretien qu'il réclame est laissé la plupart du temps aux soins des femmes. Dans un certain nombre de cas, on voyait jadis et on voit toujours des hommes édifier quelques abris destinés à protéger les bêtes domestiques. Les animaux, comme le lion, la panthère et les oiseaux de proie, ont pu représenter une menace sérieuse contre cette activité. La diminution des fauves et la multiplication des abris ont apporté de meilleures conditions. Tout n'était pas magique dans les ravages exorcisés par le lointain héros-fondateur Mubie !

Dans le système I familial, les poules ou coqs sont très répandus : un par foyer au minimum. Ne pas en avoir signifierait être indigent ou fou, comme peu de gens le sont dans une Terre. On trouve également des canards, des moutons, des chèvres et, beaucoup moins souvent, des porcs. La reproduction simple de ces animaux est souvent compromise par des épidémies. La plupart d'entre eux sont contrôlés par les chefs de foyer, bien que quelques femmes puissent détenir leurs propres poules. La couche des aînés et notables monopolise l'appropriation d'une double manière : elle dispose d'un plus grand nombre de volailles et elle est seule à avoir les animaux de prix (moutons, chèvres, et porcs).

Le rapport familial est tissé par les circonstances imposées pour tuer ou vendre des bêtes. Ce sont la réception d'un hôte proche ou lointain (parent ou ami), l'exécution d'un rituel nécessaire à la santé des habitants, les étapes d'une alliance matrimoniale, les funérailles : autant de phases nécessaires à la constitution du rapport. On tue très peu pour l'alimentation du foyer hors de ces occasions précises.

Le lien s'est instauré par l'emprise d'une couche de chefs locaux sur une branche qui réclamait peu de travail (10). Telle est

son originalité en 1960-1967 ! Le point crucial n'est pas comme dans l'agriculture d'extorquer un surtravail, mais de détourner ou de prolonger un accaparement ancien de produits. Comme les femmes ont rarement les moyens d'acquérir une bête (surtout un mouton), qu'elles sont occupées très constamment au champ ou ailleurs, elles ne se soucieront guère d'élevage. A l'opposé, comme les chefs de foyer pauvres ou notables se chargent des affaires sociales, cette affectation des tâches joue à plein.

Au niveau familial, on rencontre la scission entre des paysans pauvres (aînés ou simples adultes) et des paysans riches (accomplissant une valorisation pour le prestige) (11). Les liens de consommation suivent ce schéma inégalitaire. C'est pourquoi, pour parler d'alimentation qualitative, il faut poser son caractère sélectif: en couches opposées, puis en catégories rivales entre hommes adultes.

Dans le système lignager, règne la surextorsion habituelle sur foyers et hameaux. Une couche d'aînés et de notables la pratique avec plus ou moins d'ampleur selon la hiérarchie entre lignages. Une bonne part des volailles sont déjà réunies dans leurs propres maisons, mais ils réclament celles des dépendants à la moindre occasion: et ainsi leur stock se perpétue sans trop de mal. Ce sont toutes les "affaires graves" des subordonnés. Si les choses vont vraiment très mal, on passe à la chèvre dont le sacrifice s'impose. Les exigences de la production se concentrent dans ces urgences répétées: habituelles ou dramatisées.

Cochons, canards, moutons et porcs leur appartiennent le plus souvent. Ces derniers animaux forment plutôt une catégorie de biens de prestige réservés. En 1965, le point moteur est toujours dans le système lignager qui fixe les enjeux d'extorsion aux foyers pauvres. Entre aînés pourvus d'un lignage aisé et d'un hameau ou foyer correspondant, on rencontre thésaurisation et parfois destruction au cours d'une lutte ostentatoire (retrait de deuil).

Les récits du 19<sup>e</sup> siècle (Vansina 1973:149) nous décrivaient de très sensibles écarts entre les repas d'un mfumu (seigneur) et ceux des subordonnés. La paupérisation des Terres rurales aujourd'hui nous livre un tableau qui en maintient curieusement certaines particularités. Dans un contexte tout autre, des différenciations amènent des effets comparables à un siècle de distance. La couche de dépendants dans les deux cas a été conduite assez souvent à s'auto-limiter par un processus de censure pratique. Ses membres n'osent pas dépasser un seuil dans leur bétail de tout ordre par crainte de s'attirer la "jalousie" du mfumu (autrefois), du chef ou de l'aîné important (aujourd'hui). De nos jours, la misère moyenne rend encore les foyers pauvres envieux les uns des autres. Ces traits nous instruisent beaucoup sur les deux rapports de production, créateurs d'écart très éloigné d'une activité libre. Les gens finissent par accepter les inégalités entre menus et sauces dans les maisons comme une obligation contre laquelle il serait vaine, voire préjudiciable, de lutter.

Cet état de fait s'éclaire partiellement par la considération d'un déplacement (12) survenu à travers l'ancien appareil politique et idéologique du mode tributaire (mfumu). Tout cet édifice

est venu se glisser à l'intérieur du système lignager, dont il assure la garantie juridique, et l'alibi religieux et magique. Une fusion (13) s'est amorcée entre chefs et seigneurs.

Quant au système III (marché et économie externe), à cette date, il enregistre assez peu de vente de bétail. Cependant, dès cette époque, les bourgs de Lekana et même la Terre Lage connaissent des transactions destinées soit à alimenter les fonctionnaires ou salariés, soit à fournir des commerçants. De toute manière, le marché est présent par sa grille de prix.

Tous ces rapports supposent une réalisation invisible du sur-travail féminin dans l'agriculture. Les seules retombées qui atteignent les femmes sont parfois fournies par une meilleure consommation des foyers riches.

## LA COLLECTE

Des frontières de cette branche (comme celles de la cueillette des fruits sauvages) ne sont pas aussi tranchées que le font penser nos exemples. Les activités d'une journée étaient et restent encore polyvalentes: ainsi les femmes ramassent fréquemment des chenilles en allant aux champs, et les hommes en se rendant à leurs parcelles de plantations ou en revenant d'un rituel ou de funérailles. Cependant, la collecte développe ses formes d'activités propres, qui ne sauraient être ramenées à celles de la chasse ou de l'agriculture, même lorsque ces branches imposent leur domination.

Les informations dont j'ai fait état dans l'étude des procès de travail proviennent d'hommes et de femmes qui les ont pratiqués. Leurs parents leur en avaient transmis la technique. Ces travaux avaient donc cours à la fin du 19<sup>e</sup> siècle. Ils n'ont jamais disparu, mais leur extension est devenue très réduite.

La physionomie du travail était assez différente de celle de l'agriculture. Toutes nos illustrations ont fait intervenir des collectifs de diverses dimensions. Nulle part une nette fonction de direction ne se fait jour à travers les activités, même si leur répartition opère des distinctions. Aucune vraie place de spécialiste n'est présente. L'opposition avec la chasse est forte là aussi. Mais elle l'est presque autant avec la branche agricole: par contraste avec ses deux secteurs, nous trouvons une liberté de mouvement, des emplacements variés, un plaisir aussi, aux dires des vieilles femmes, qui ne fait guère songer à de grandes contraintes. L'aire de collecte est plus vaste que le plateau; ce débordement des limites confirme l'allure générale des travaux et indique en même temps la sécurité politique qui régnait aux alentours du pays dans presque toutes les directions.

Les instruments sont tous simples de maniement (houes, machettes, récipients...) et d'obtention, compte tenu du niveau technique du travail dans l'artisanat et l'agriculture. C'est sans doute repousser le problème de leur acquisition sociale, mais seules nous importent en ce moment les conditions des activités engagées. Le savoir est complexe, mais tous les adultes en

détenaient une partie plus ou moins grande: il ne semble pas que des barrières de transmission des connaissances aient existé à cette époque. La répartition des tâches à l'intérieur de chaque procès est la plupart du temps élémentaire, encore que certaines exceptions - comme celle de la collecte des sauterelles - viennent compliquer la question. Par contre, la grande division du travail social par sexe (et par âge) imprime ses effets dans la répartition des agents au sein de la production: cette division a pour résultat que certaines formes de collectes sont affectées aux femmes, certaines autres aux hommes (certaines enfin sont mixtes). Les procès sont alternés aussi par sexe dans le temps d'une année agricole. Nous verrons bientôt les conséquences d'une telle distribution des travailleurs sur la constitution d'espaces de production différenciés. L'effet de cette division générale du travail sur la collecte vient de la domination sociale de la branche agricole sur les autres. Nous distinguons soigneusement entre un examen de la division du travail sous son angle conjoncturel (agriculture dominante) et un autre examen sous l'angle du passé historique (en ce dernier cas, la division du travail par sexe a pu aussi bien naître à l'intérieur de la collecte et se répercuter sur une agriculture moins étendue).

Dans la collecte, cette division du travail ne peut absolument pas être expliquée par des considérations techniques (14). Aucune d'entre elles ne saurait justifier valablement la distribution des hommes et des femmes dans les travaux: la démonstration est encore plus éclatante que dans beaucoup de circonstances. Pourquoi les hommes sont-ils seuls à recueillir certaines espèces de chenilles et les femmes seules à en collecter d'autres ? Déjà nous achopperions à définir une répartition "équilibrée" des activités. Mais bien mieux: les sauterelles sont collectées par les producteurs des deux sexes avec des techniques totalement divergentes. Les chenilles d'un certain type se nomment *ntsinsesele*, si les femmes les ramassent, *bili*, si ce sont des hommes (15): l'espace de production se partage alors "sexuellement" entre savane et forêt ? Nulle argumentation technique ne nous ferait admettre que les femmes sont inaptes à se servir d'une machette, ou les hommes d'une houe. Encore moins qu'une femme serait incapable de grimper aux arbres. Ajoutons, pour faire bonne mesure, la collecte des termites, qui est un monopole pratique des hommes.

Pour avancer dans l'investigation portant sur les rapports de production, nous nous aiderons du repérage que permettent les rapports de distribution. Mais nous les saisirons à un niveau concret limité: celui de la répartition des produits entre agents de la collecte. En termes courants, calquant ceux de la langue kukuya, nous nous occuperons du partage ou du non-partage (16) des sauterelles ou des chenilles recueillies. La division du travail par sexe ne fait pas ressortir un recoupement immédiat: certains procès masculins sont d'un côté de la distinction, d'autres, du côté opposé. Il en va de même pour les procès féminins. Comment allons-nous expliquer la distinction elle-même ?

Reprenant les éléments de l'étude des procès de travail, le tableau 12 part de l'indice du partage pour classer les espèces collectées par sexe, noter ensuite le type de coopération engagée et délimiter enfin l'espace de production impliqué:

Tableau 12  
LE PARTAGE PAR ESPÈCE ET TYPE DE TRAVAIL ENGAGÉ

répartition entre agents de collecte	espèces collectées par sexe (*)	coopération	espace de collecte
partage	sauterelles ○	élargie	savane extérieure
	sauterelles △	élargie	savane extérieure
	chenilles <u>bili</u> △ ○ (et enfants)	élargie	forêt
	chenilles <u>toko</u> △	restreinte	forêt
	chenilles <u>nkele</u> △	restreinte	forêt
	chenilles <u>mibii</u> △	restreinte	forêt
pas de partage	chenilles <u>tsiini</u> ○	élargie	savane indissociée
	chenilles <u>ntsinsele</u> ○ (et enfants)	élargie	savane intérieure
	chenilles <u>toko</u> △ (et éventuellement ○)	restreinte	forêt (et limite de savane)

Note: le cercle indique la femme et le triangle l'homme. Il y a deux sortes de collectes de chenilles toko.

Pas plus que ne l'était le critère immédiat de la division sexuelle des activités, celui des formes de coopération ne paraît pertinent pour séparer partage et non-partage. En conséquence, seule la nature réelle des procès de travail est apte à résoudre le problème. Dans notre examen, nous avons utilisé comme signe du type de coopération engagée la taille de l'unité de travail (17). Comme dans l'agriculture, cette première classification permettait un repérage sommaire; mais elle se révèle insuffisante de nouveau. Il faut aller plus avant dans le caractère particulier des activités de collecte.

Celles-ci se scindent en deux catégories nettement différentes d'un point de vue qualitatif. D'une part, de véritables collectifs de travail oeuvrent dans un procès de travail complexe, articulé et commun. C'est le cas de la collecte des sauterelles, qu'elle soit réalisée par des hommes ou par des femmes. Entre encore dans ce cadre la collecte des chenilles bili avec sa répartition des tâches par âge et par sexe. De même, toutes les collectes de chenilles effectuées uniquement par des hommes font appel à une coordination de procès divers mais non spécialisés. La nature restreinte de la coopération n'empêche nullement que le travail - même à deux personnes - soit commun. De cette liste, nous déduisons aussitôt que l'existence de collectifs vrais entraîne le partage égalitaire.

D'autre part, nous trouvons le reste des procès de travail. Nos affirmations, pour être justes, réclament une contre-épreuve. Elle va nous apparaître clairement. Qu'ont de commun les trois procès de travail restants ? Malgré la dimension parfois importante

de l'unité impliquée (20 à 30 personnes pour les chenilles *tsiini*), ce ne sont pas de vrais collectifs de travail. Dans les trois cas, la coopération ne porte que sur un déplacement en commun vers les lieux de collecte, une stimulation réciproque, une protection aussi, mais l'activité de collecte elle-même est en fait individuelle. On le vérifiera avec le récit du ramassage des chenilles *toko 2*: "chacun sa chance." Il nous est difficile de jauger si les contraintes sont plutôt matérielles ou sociales, mais le fait est indiscutable. La même observation vaut pour les chenilles *ntsinsele* des femmes: les tâches sont disjointes en des procès simples parallèles par individu. Enfin, la quête des chenilles *ntsiini* fournit l'illustration la plus éclatante. Les travailleuses sont nombreuses, la durée du travail est longue, et cependant nous n'avons qu'une illusion de collectif dans l'activité directe de collecte. Pour chaque collectrice, la quantité recueillie procède uniquement de l'intensité de son travail individuel. La preuve en saute aux yeux dans un détail parlant: les "paresseuses" y apparaissent comme telles par l'abondance et la forme de leur produit (grillé ou non), alors que, dans un vrai collectif, elles n'auraient pu le faire que par la nature de leur travail. Concluons sur cette seconde catégorie de procès de travail: à collecte surtout individuelle, malgré la présence du collectif, correspond l'absence de partage.

Ce point étant résolu, souvenons-nous que le critère de la coopération nous a paru décisif dans la détermination des rapports de production. Dans le tableau 12, la simple corrélation entre la division du travail par sexe (et par âge) et les divers types de coopération n'est pas pertinente. Par contre, elle semble le devenir si on l'associe en même temps aux espaces de collecte. Nous obtenons trois propositions:

- tous les procès des **hommes seuls** en **forêt** sont en coopération **restreinte** (3 vrais collectifs et 1 à prédominance individuelle);
- tous les procès des **femmes seules** en **savane** intérieure ou extérieure sont en coopération **élargie** (1 vrai collectif et 3 à prédominance individuelle);
- le seul procès de travail des **hommes seuls** qui se déroule hors du plateau en **savane** fait appel à une coopération **élargie** (vrai collectif).

On pourrait tirer encore une proposition négative: il n'y a aucun procès des femmes seules en forêt et presque (18) aucun procès des hommes en savane intérieure.

Ce relevé structuraliste ne peut rien expliquer. Il serait vain encore d'associer une division sexuelle du travail (effet des rapports productifs) à un espace de collecte et d'en déduire les formes de coopération. La définition d'un espace de production est en effet interne au mode de production. A l'encontre de ces approches, nous poserons que les rapports de production sont centraux et à l'intérieur d'eux, les types de coopération.

Le résultat sera le suivant:

- la coopération restreinte des hommes seuls (3 vrais, 1 "faux" collectifs) entraîne la forêt;
- la coopération élargie des femmes seules (1 vrai, 2 "faux" collectifs) entraîne la savane intérieure ou extérieure;

## BRANCHES ANNEXES: PRODUCTION

- la coopération élargie des hommes seuls entraîne la savane extérieure (vrai collectif);
- la coopération élargie des femmes exclut la forêt;
- la coopération restreinte des hommes exclut la savane intérieure.

Ces nouvelles formulations semblent exactes, mais ne peuvent s'éclaircir que par la socialisation propre à la collecte.

Comment les unités de travail sont-elles liées socialement aux unités productives ? Viser le mécanisme de cet assujettissement, c'est vouloir cerner les rapports de production. La répartition entre agents collecteurs (partage et non-partage) ne nous donnait qu'un seuil initial d'appropriation matérielle, certes déjà déterminé socialement. Quel est à présent le pôle d'appropriation sociale des produits ?

Un premier rapport passe entre des dépendants domestiques et des chefs de hameau (et foyer). Son fonctionnement affecte à des femmes (et à des enfants) une série précise de places dans des procès de travail donnés. La division du travail dans la collecte par sexe et par âge en résulte. Chaque productrice, soit qu'il y ait eu partage, soit qu'elle ait recueilli seule son produit, et quelle que soit la forme du collectif, détient son butin à la fin du ramassage des sauterelles et des chenilles; elle le porte alors dans son hameau. La plus grande part en sera destinée à la consommation des membres du groupe local: si ce n'est pas le cas, c'est que la collecte aura été particulièrement abondante. La satisfaction des besoins alimentaires de ce groupe (unité de production d'alors) est un préalable obligatoire. Cependant, on nous a signalé, surtout pour les sauterelles, mais aussi pour certaines chenilles, des ventes de surplus effectuées par les femmes allant de hameau en hameau.

Comment sont recrutés les collectifs de productrices mis en oeuvre ? Il s'agit de pourvoir à trois coopérations élargies (1 vraie, 2 "fausses"). Celle qui se déroule sur le plateau même est la plus faible (de 5 à 10 femmes); les autres oscillent entre 10 et 30 participantes. Le hameau moyen n'offre pas un fondement suffisant à cet effectif, même en tenant compte des foyers polygames. Le recrutement suppose donc un élargissement des capacités de groupe local: il se trouve en direction des hameaux voisins ou du lignage. La composition des collectifs est à bien des égards analogue à celles des groupes bula du secteur 1 agricole (19). Si direction il y avait à cette époque dans la collecte, il est à supposer qu'elle était également semblable.

Ainsi la base matérielle de la collecte féminine nous rapproche de celle du secteur 1 agricole. La combinaison de la coopération élargie et du travail individuel appelle la comparaison. Les mêmes instruments sont fournis dans des conditions sociales voisines. Mais les procès de collecte gardent leur originalité à plusieurs points de vue, et ces différences entraînent des effets sociaux. D'abord, il n'y a rien d'équivalent à l'unité de rotation agricole (jachère), l'action de la nature se chargeant de reproduire les êtres collectés. Ensuite, aucun phénomène massif (20) ne renvoie aux droits d'usage sur les champs cultivés ou les arbres fruitiers.

## BRANCHES ANNEXES: PRODUCTION

Enfin, le partage des produits est immédiat comme pour la chasse, quand il a lieu.

Ce premier rapport de production subit l'influence décisive du rapport agricole (secteur 1) à son échelon inférieur, mais les forces productives particulières de la collecte l'infléchissent de plusieurs façons. Désormais, nous parvenons à construire l'ensemble des relations. Un rapport s'impose à des productrices (dépendantes domestiques), qu'il constitue en collectrices. Le type de collecte se fera en savane intérieure et extérieure et appellera une coopération élargie (vraie ou "fausse"): le mode de formation du bula agricole réapparaît alors avec quelques variantes. Cette donnée implique des outils existants: la houe et les récipients. Tous ces éléments forment l'ensemble du procès de travail social dans des conditions précises. Le type de produit est peut-être encore un effet de ce procès, ce qui est le meilleur commentaire à apporter à notre tableau à propos de la collecte féminine.

Un second rapport existe à l'intérieur du deuxième secteur de collecte: il va des hommes (cadets et adultes simples) aux chefs de hameau. Son mécanisme attribue à ces hommes une fonction dans des procès de travail distincts de ceux du secteur précédent (féminin). L'utilisation des produits recueillis est en revanche peu différente: ils servent surtout à l'alimentation des foyers, les sauterelles, là encore, faisant surtout l'objet d'une vente. Le jeu de la distribution à l'intérieur des hameaux rappelle tout à fait celui du secteur 1 agricole; cette similitude est normale, puisque le circuit des repas vient ici interférer avec celui de la consommation de la collecte.

Le recrutement des équipes de travail s'opère sur des producteurs surtout adultes (plus de 15 ans). Les besoins des collectifs consistent dans la formation de quatre groupes variant entre deux et douze hommes. La base du hameau y pourvoit le plus souvent. Rappelons qu'il existe trois collectifs vrais sur quatre, si bien que le secteur masculin, malgré sa dominante de coopération restreinte, est plus coordonné par un travail commun que celui des femmes. A l'occasion, le hameau peut s'élargir, comme le faisaient les collectifs féminins: il s'étend ainsi moins souvent et à plus faible échelle. Une caractéristique est prévisible: alors que les collectrices nous semblaient assez peu hiérarchisées dans leur travail et assez homogènes, les collecteurs sont soumis au rapport général: aîné-cadet. Cependant, les procès de travail appellent en contrepartie peu de spécialisation et des pratiques égalitaires. La fonction de direction est probablement plus nette que celle des femmes: nous devons alors penser qu'un rapport social s'impose malgré la nature du travail. Il provient sans doute des relations internes des hameaux dans d'autres branches, notamment l'agriculture.

Les trois collectifs restreints des hommes évoquent le type de travail social du secteur 2 agricole: mêmes instruments, mêmes formations techniques, même espace mis en valeur, mêmes relations entre actifs (21). Pourtant, nous avons mis en lumière les particularités de ce genre de production: les droits d'usage cèdent le pas à des territoires de collecte (forêt). La plus grande part du produit est auto-consommée par l'unité productive, la faible spéciali-



sation dans les collectifs amenant peut-être le partage égalitaire entre collecteurs. Mais ces résultats ne rendent pas compte de tous les procès masculins du secteur: le dernier procès à coopération élargie a lieu en savane extérieure et renvoie par ses méthodes (herbes brûlées) bien plus à la battue de saison sèche qu'à la culture. Ainsi la nature du secteur est composite: elle a subi le poids de plusieurs rapports.

Le plus important reste celui de l'agriculture à son niveau inférieur. Il assure la sélection et le rassemblement des agents collecteurs. Il remodèle sur sa base propre l'effectif du hameau, faisant des dépendants masculins (y compris les adultes simples) des participants d'opérations de collecte précises. Elles s'accompliront - à une exception près - dans le cadre d'une coopération restreinte sur les bosquets, c'est-à-dire d'une entraide bien représentée dans l'agriculture masculine. La division du travail résulte de ces moments et implique la nature de l'outil utilisé ainsi que le choix des techniques. De nouveau, le genre du produit apparaît comme la conséquence de ces procès de travail social d'ensemble sur une base donnée.

Le mouvement de ces deux rapports de production et d'une partie de leurs effets permet d'envisager deux questions laissées en suspens: que dire des procès mixtes ? quelle est la relation sociale réelle entre les deux secteurs de collecte ?

Le cas des deux **procès mixtes** est aisé à régler. Le premier (chenilles bili) réunit des hommes et des dépendants domestiques (femmes et enfants). Le jeu des deux rapports associés a pour résultat une combinaison: la forêt est le lieu collecté, puisqu'il y a des hommes, et la coopération élargie des femmes sera mise en action. De même pour les outils (machettes et récipients féminins). Quant au second procès mixte, il représente un fait de frontière entre les deux rapports, qui passe donc en un lieu intermédiaire entre forêt et savane intérieure.

La relation entre les deux secteurs de collecte n'est pas simple à établir. Il est très difficile d'apprécier le travail. De même, les rapports d'extorsion sont flous, faute d'observation directe possible. Malgré ces réserves, se dégage tout de même une impression d'ensemble. Le secteur féminin comprend un seul vrai collectif: une surveillance réciproque existe entre productrices, puisque le partage égal désavantagerait celles qui travaillent davantage (remarque valable aussi pour le travail collectif du secteur masculin). Les deux "faux" collectifs portent la marque du travail individuel, qui renvoie les "paresseuses" à la confrontation habituelle avec leurs chefs de hameau (et de foyer). Ceci posé, les différenciations sont réduites dans les activités mêmes. Il n'est pas sûr du tout qu'on puisse en dire autant du secteur masculin. Notre expérience d'aujourd'hui nous a appris que lorsque se déroulaient des activités dites "communes entre hommes", des cadets et des adultes simples assuraient souvent une plus grande part du travail total. Cependant, les aînés sont eux aussi en principe collecteurs - comme ils étaient agriculteurs dans le secteur 2. Ainsi, s'il y a une extorsion de surtravail, elle doit porter vraisemblablement sur les dépendants du secteur masculin (22). Mais rien de comparable à la "compétition" qui se faisait jour (mikeme = "la

concurrence") dans les cultures marchandes, certaines variétés de chasse (et également la guerre).

Etant donnés les rapports de production et la division du travail, la relation entre secteurs masculin et féminin donne la teinte de l'exploitation d'ensemble dans la branche de collecte. On y trouve une situation très différente de celle de l'agriculture: le secteur masculin fournit autant de produits domestiques que celui des femmes. La finalité des produits est à peu près la même. L'ensemble ne renferme pas une forte exploitation. Le secteur masculin par ses aînés écrase peu le domaine des activités féminines. A ce niveau, l'aîné est proche d'une fonction de répartiteur-redistributeur, la vente mise à part.

Ainsi comment la division du travail doit-elle être appréciée ? Sa force nous semble résider dans sa faculté de traverser l'ensemble des branches économiques de la formation sociale et par là de permettre une extorsion concentrée sur certaines d'entre elles seulement - les plus considérables.

Avons-nous épuisé les grandes lignes des rapports de production ? Non, car notre description des procès de collecte livre la trace, comme dans l'agriculture, d'un second niveau de rapports. Moins élaboré que dans le domaine agricole, il ne doit pas pourtant être négligé. Définissons-le, puis nous nous demanderons pourquoi il offre ces caractères propres.

Faute de pouvoir procéder autrement, nous ne raisonnerons qu'à partir des produits après avoir posé que ces autres rapports de production partent au sommet des aînés, chefs de lignages et descendent, d'une part, vers les dépendants domestiques du premier secteur de collecte vers les hommes du second secteur. Cette double relation se surimpose aux deux rapports précédents. Distinguons entre les biens de collecte particulièrement "prisés" ou "valorisés" et les autres.

Pour les **biens de collecte "prisés"**, le nouveau rapport s'applique aux coopérations surtout élargies, qu'elles soient le fait d'hommes ou de femmes. Les collectrices de sauterelles sont tenues, après le partage égalitaire, de satisfaire, avant la vente éventuelle, les exigences "des leurs et de leurs amies". Par l'expression "les leurs", il convient d'entendre qu'une part du produit doit aller vers les aînés lignagers. Rien d'incompréhensible, puisque ce groupe entrait dans la fourniture d'énergie humaine des collectifs (comme appoint ou substitution). D'autre part, le collectif bula (et le voisinage féminin des productrices) n'était pas identique à celui de la collecte, malgré leur similitude de constitution: il reste un surplus de liens organiques entre collectrices, qui amène la redistribution aux "amies" (solidarité économique et politique). Les mêmes remarques vaudraient pour les collectes de sauterelles par les hommes selon des axes de variation sensibles (rapports aînés-cadets). Mais le nouveau rapport s'applique en outre à des groupes masculins à coopération restreinte, qui sont presque tous de "vrais" collectifs. Sans doute cette qualité, à l'intérieur de relations déterminées, engendre-t-elle le petit tribut qui va au lignage (à son aîné). En ce cas, les lieux

collectés par les hommes sont dispersés en autant de bosquets appropriés: le processus d'appropriation ne concerne plus socialement les droits d'usage sur des parcelles agricoles, mais des droits de collecte sur des aires définies. Le ramassage des termites offrirait un cas intermédiaire: là il faut partager entre un chef de hameau et un aîné de groupe productif, "possesseur" de la termitière parce qu'il est à la tête du rapport de production.

Les autres biens collectés tendent à alimenter avant tout les hameaux et, après distribution interne, les foyers. La commercialisation d'une partie des produits sur les marchés du plateau n'a pas bouleversé les relations comme dans l'agriculture (22).

Le rapport surimposé, maintenant visible, est plus faible que dans l'agriculture, la collecte impliquant une exploitation réduite. Soulignons une absence explicite: il n'y a pas, au-dessus des rapports analysés, d'autres rapports tributaires. "Dans tous les cas, on ne donne rien au seigneur de la terre." Rien non plus au seigneur du ciel, cela va de soi. Pourquoi ?

La collecte est un exemple très intéressant à ce sujet, parce qu'elle occupe ici une place à faible "valeur" sociale et de bon rapport général (du point de vue de la quantité collectée et de sa qualité) (23). Nous pouvons opposer agriculture et collecte sous cet angle comme chasse et piégeage (voir plus loin, p. 329). Dans les deux cas, le premier niveau de rapports détient une petite autonomie par référence au second; les deux sont indépendants en apparence de toute autre relation de surextorsion, si mince soit-elle. À écouter les seigneurs d'aujourd'hui, les biens collectés ne renferment pas assez d'"intérêt" pour que leurs ancêtres seigneurs aient même songé à y prélever un tribut quelconque. On est d'abord tenté de les croire sur parole, d'autant que leurs subordonnés des deux sexes pensent de même: quelques chenilles ou sauterelles n'en vaudraient pas la peine. Mais alors comment expliquer que les produits aient été partiellement valorisés par l'échange ? Par ailleurs, en d'autres circonstances, j'ai vu de hauts seigneurs (riches) accepter que les femmes leur apportent de modiques cadeaux de nourriture: manioc, maïs, piments... Il semble préférable de ne pas fixer une nature intrinsèque au produit collecté - bien que ses propriétés matérielles existent - et de chercher si les relations sociales n'éclairent pas la position de la branche. Dans le secteur féminin de collecte, il n'y a pas trace de l'unité de rotation qui coiffait le secteur féminin d'agriculture: or, nous avons vu combien elle paraissait essentielle à la formation de l'unité politique. Pas de rotation, pas de seigneur de la terre, du moins à ce niveau. Les fonctions d'arbitrage seigneuriales perdent encore beaucoup de leur "nécessité" lorsque des collectifs partent hors du plateau, où les querelles sur les aires de quête tombent d'elles-mêmes. En savane intérieure, il peut y avoir conflit épisodique, mais pas comme sur des droits d'usage concernant des champs. D'autre part, les produits ne servent que d'appoint estimable dans l'alimentation (24). Quant au secteur masculin (ou mixte), il donne peu de prise aussi au tribut surimposé: chacun sa forêt domestique; tel est le principe qui en ressort. Si valorisation il y a des biens collectés, elle ne porte que sur un surproduit annexe et souvent après le partage final dans les foyers. La relation tributaire était peut-être malaisée à exercer

pour tirer seulement un supplément alimentaire d'une base matérielle peu favorable (au contraire, fixité du système agricole et stabilité seigneuriale vont de pair).

Le peu d'"intérêt" des seigneurs pour les chenilles et les sauterelles aurait ainsi des fondements plus solides ! De même, nous n'avons pas dit que les sauterelles, les termites et certaines chenilles étaient des biens "prisés" et qu'en conséquence le second niveau de rapport y était (faiblement) engagé; nous avons affirmé au contraire que les rapports mis en jeu dans la production de ces biens s'appuyaient soit sur des coopérations élargies, soit sur de vrais collectifs et qu'ainsi ils étaient "prisés". Nous souhaiterions mettre en question encore une déclaration fréquente de certains aînés ou seigneurs kukuya: "quand le produit [par exemple collecté, mais aussi chassé] est trop peu abondant, il n'y a pas de partage." En somme, la rareté ou l'abondance amènent ou non un type de répartition. En Afrique comme en Europe, ce genre d'explication répond aux intérêts et aux représentations d'une catégorie sociale définie. En fait, c'est le système des rapports productifs qui laisse - de gré ou de force selon les cas - des marges de produits (c'est-à-dire des zones de relations sociales) non distribuables (c'est-à-dire non contrôlées): un seigneur ne s'abaisse pas à réclamer une part de collecte. Souvent, d'ailleurs, il n'exigeait rien directement dans l'agriculture, les subordonnés étant cependant "tenus" de marquer leur reconnaissance à son égard par des cadeaux "volontaires" minimes, mais répétés; faute de quoi, ils s'attiraient sa colère, qu'ils ne pouvaient considérer comme inoffensive.

Mettons un terme en marquant encore la domination des rapports de production agricoles avec une spécificité dont nous sommes désormais conscient. La clé de cette originalité est à trouver peut-être dans une contradiction entre le type de travail relevé chez les collecteurs des deux sexes (avec le partage égalitaire du produit) et le système de prestations surimposé.

Historiquement, nous assistons après cette période (fin de la période précoloniale) à une double dissolution des deux secteurs de collecte. Le mouvement était amorcé dès cette époque: déjà le secteur de production marchande avait détourné une part importante des capacités de travail masculines pour les réorienter vers les transports et le commerce intérieur ou extérieur ainsi que vers l'artisanat. Tout au long de la colonisation, les ponctions de travailleurs extraient de l'énergie humaine soit par le travail forcé, soit par les cultures commercialisables, soit enfin par le salariat. Il y eut véritablement agression contre les anciennes branches d'activité à tous les niveaux: les cadets d'aujourd'hui trouveraient disqualifiant de les pratiquer. Les produits de collecte rentrent à peine dans la définition du travail nécessaire. Toute cette évolution destructrice a porté également sur le travail des femmes (et des enfants). Les dépendants domestiques, dès la fin de la période précoloniale, avaient dû se consacrer de plus en plus à un secteur de subsistance - principalement - qui leur était abandonné. La période coloniale suit cette voie en provoquant une nette rupture. L'extension des cultures de rente amènera alors une surexploitation des productrices, de plus en plus confinées dans le seul travail domestique et agricole.

Devons-nous assister sans commentaire à ces extinctions de branches productives, jugées irrémédiablement "archaïques" ? Archaïques par rapport à quoi ? A coup sûr par relation à un développement précis d'un autre mode de production global dans sa forme et sa matière particulière au Congo: le capitalisme. Nous ne pouvons alors que poser une question: la collecte est-elle inconcevable aujourd'hui dans un autre genre de rapports productifs ? Est-il absurde de penser que ses moyens puissent être modernisés ? Est-elle totalement inutile aux paysans pauvres, hommes, femmes et enfants de la région ? La réponse à ces questions ne pourrait provenir que des intéressés, maîtres de leur sort collectif: il n'est pas sûr qu'elle serait négative.

## LA CHASSE

A présent que nous avons repéré plusieurs fois, dans l'agriculture les branches annexes et l'artisanat, différents niveaux de rapports, nous mettrons mieux en évidence leur présence ou leur absence dans la chasse. Rappelons qu'ils sont au nombre de trois: le hameau, le lignage et une place d'extorsion surimposée (tributaire).

### La petite chasse

Partons donc de la chasse aux petits rongeurs nkwuomi, que nous prenons comme échantillon d'un ensemble diversifié de pratiques semblables (capture des oiseaux à la perche engluée, petits filets tendus sur les arbres des hameaux...). Afin d'éliminer tout de suite une ambiguïté, remarquons que tous les collectifs de chasse décrits par nous sont de "vrais" collectifs, au sens où ils ne recouvrent pas du tout une somme dominante de travaux individuels. La conséquence en sera immédiate: un partage aura toujours lieu à l'issue des activités en commun. C'est ce qui advient pour le nkwuomi, qui est traqué par des unités de cinq à six hommes, intermédiaires entre les coopérations restreinte et élargie. Pour faible que soit le volume de l'unité, elle marche bien comme un véritable collectif. Elle dispose d'une sorte d'armature dans la répartition des tâches: un ou deux creuseurs, deux gardiens de filets, deux bruiteurs. Mais cette organisation du travail conserve deux caractéristiques malgré sa division des activités: d'abord des permutations y sont possibles dans un cadre souple, ensuite, d'une manière très logique, aucune spécialisation exclusive n'y intervient. Ces conditions nous rapprochent beaucoup des formes les plus banales de collecte (25). La forme du partage entre chasseurs sera d'ailleurs la même: égalité entre travailleurs (26). Sans doute aussi, la fonction de direction technique est-elle limitée, peu apparente.

Quelle sera la base de recrutement d'un tel ensemble de travailleurs ? Le hameau y pourvoira. Les instruments de production (houe ou pelle, filet moyen, machette, lance, couteau) en proviennent: ces outils sont fabriqués dans ce groupe local ou obtenus par échange de produits issus de lui. Cependant, les agents du travail comme ses instruments n'ont pas une simple existence technique: leur rassemblement et leur production même sont le fruit

de certaines relations sociales. Nous rencontrons ici le premier niveau de rapports productifs: celui qui oppose les cadets ou des adultes simples à des chefs de hameau. Le contrôle de ce type de chasse leur appartient, parce que l'opération est menée sur la base matérielle du hameau et de ses environs par des dépendants du groupe local. Le partage égalitaire entre chasseurs n'y change rien, même s'il entre en contradiction avec un système de prestations, comme dans la collecte. Il en va de même si le recrutement du collectif s'effectue à partir de plusieurs hameaux: chaque chasseur doit porter sa part à son supérieur résidentiel pour que ce dernier en fasse la redistribution qu'il estime équitable. Néanmoins, l'effectif mis en oeuvre n'excède jamais les disponibilités d'un seul hameau. On s'explique alors que les autres rapports de production signalés n'aient pas de prise. Ceux qui relèvent du lignage sont peu apparents (à mesure qu'ils surgiront, nous cerneons leurs causes et pourrons alors revenir en arrière pour en parler); quant à ceux qui regardent une organisation tributaire surimposée, on nous a déclaré partout qu'ils n'existaient pas: "On ne donne rien au seigneur de la terre après cette chasse." Nous avons ainsi mis en évidence avec ce type de chasse un seul rapport de production, qui reste intérieur aux hameaux: nous nous proposons de montrer par la suite que ce premier niveau reste présent à travers toutes les autres relations de la chasse.

Réunissons dans un même faisceau d'investigation deux chasses aux petits animaux: les **porcs-épics** et les "**hérissons**" (**ntsilibi**), qui nous semblent se dérouler dans les mêmes relations productives. Bien qu'il s'agisse encore de petit gibier, la situation va être qualitativement différente de la recherche précédente des rongeurs.

Pour traquer le porc-épic, une assez vaste unité se met en route (20 à 40 hommes). Cette coopération élargie correspond à une organisation commune des activités. La spécification des tâches des participants est plus tranchée qu'auparavant sans pour autant pouvoir être définie comme une vraie division du travail s'appliquant à des individus déterminés au cours de procès récurrents. En effet, la permutation des rôles reste en droit (et partiellement en fait) une possibilité à court ou moyen terme. On trouve des détenteurs de chiens, des porteurs de filets moyens et des porteurs de nasses: le reste de l'appareillage est le même que pour la chasse au **nkwuomi**. Les nasses sont venues remplacer la houe, et les chiens se substituent aux "**bruiteurs**". La fonction de repéreur est devenue beaucoup plus spécialisée, en corrélation avec un savoir plus complexe. L'importance du spécialiste (27) a pris tant de poids qu'il dirige la manoeuvre générale de la chasse, sous son aspect ou son apparence technique.

Si nous considérons maintenant la chasse au **ntsilibi**, nous rencontrons un collectif faisant appel à une coopération élargie plus forte encore (40 à 60 hommes). La répartition des travaux y est tout aussi nettement organisée que dans la chasse au porc-épic: des détenteurs de chiens, des porteurs de nasses expérimentés, armés de couteaux, des "**crieurs**", dotés de lances et de bâtons, formant cercle pour accueillir le gibier. Les nasses ont remplacé complètement les filets moyens de la chasse précédente. Les travailleurs ne sont dans tout le procès que des spécialistes

épisodiques, même si l'utilisation des nasses réclame une qualification assez grande (hommes adultes). La seule spécialisation qui émerge est, une deuxième fois, celle du "détecteur". Si elle s'impose à nouveau au point de diriger techniquement le procès, est-ce uniquement par le niveau de savoir qu'elle requiert pour le repérage du gibier ? A coup sûr, non: une direction du travail total est indispensable pour enchaîner correctement les phases, lier l'activité des fragments du collectif de manière cohérente et efficace. Mais du point de vue qui nous retient, la question ne saurait rester sur un plan de pure technique: il est probable que bon nombre d'hommes faits auraient pu jouer ce rôle, surtout autrefois (28).

Tels sont ces deux genres de chasse, à bien des égards proches l'un de l'autre. Il est clair que le premier niveau de rapports, celui du hameau, forme toujours l'un des fondements de leur déroulement. Les instruments de production en sont issus, et une bonne part du recrutement des sous-ensembles des collectifs en provient. Les groupes qui se massent derrière les filets et les nasses sont souvent formés des chefs de hameau et de leurs dépendants mâles. Mais pouvons-nous en demeurer là ? L'armature des collectifs engagés dans ces chasses déborde chacun de ces groupes et suppose pour bien fonctionner que l'action de chacun d'eux se soumette à un procès global. Nous avons analysé cette nécessité dans la perspective technique. Mais socialement, qu'est-ce qui vient assujettir ces procès techniques pour les faire entrer dans un jeu de déterminations ? Si l'on préfère, quelle est l'unité qui coordonne socialement les unités de la "division du travail" ?

Notre réponse est simple: c'est le rapport de production qui passe entre des cadets (et adultes simples) et les aînés qui commandent les lignages. Le rassemblement des chasseurs dans les unités implique que soient mises en mouvement des relations qui dépassent de très loin le périmètre d'un hameau. Or, les chefs de groupes locaux occupent une place de direction du travail pour leurs lignages. Les aînés de ces derniers sont à même, en fonction des procès de travail à accomplir, soit de renforcer l'effectif de tel ou tel hameau par adjonction de dépendants, soit de prendre eux-mêmes en main le recrutement des collectifs. En réalité, les unités de chasse que nous envisageons (porc-épic et ntsilibi) sont constituées d'après ce double canal.

Enfin, un dernier rapport productif se surimpose aux deux premiers niveaux dans ces deux chasses. Comment nous expliquer sa raison d'être ? Quand les coopérations s'élargissent au point d'atteindre 50 à 60 hommes adultes, les limites du lignage sont à leur tour franchies: immanquablement vient s'insérer un problème de liaison et de coordination entre les aînés lignagers dans le rapport commun à leurs dépendants mâles. Dans le domaine propre de la chasse, nous découvrons un phénomène analogue à l'unité de rotation du secteur 1 agricole, mais aussi aux territoires de collecte. Suivant la relation respective des différents lignages (qui procède de leurs relations internes), cette question peut trouver une réponse "communautaire" (égalité entre les aînés lignagers) ou une réponse hiérarchique (un répartiteur de la terre à chasser et des chasseurs partant d'une fonction technique pour aboutir à une fonction de domination sociale). Nous pensons que ces deux voies

ont pu se succéder dans la formation sociale kukuya (29). Tel est le rapport de production que nous appelons tributaire (seigneurial).

Une série de vérifications est possible. Nous avons affirmé que la nature du procès social engagé dans un lieu et une circonstance donnée était décisive pour définir le rapport de production en jeu. La miniaturisation que connaît la chasse au ntsilibi en est un bel exemple: si cette opération se déroule de manière plus continue avec coopération restreinte, alors la fonction du spécialiste détecteur disparaît presque, et nous revenons au seul rapport productif du hameau.

L'indice de la distribution du produit doit nous servir également de vérification dans l'établissement des rapports productifs. Le partage est le même pour les deux chasses au porc-épic et au ntsilibi, preuve que les relations essentielles étaient identiques, malgré des différences dans la répartition des tâches. Mais n'en restons pas à cette constatation encourageante, examinons le détail de la répartition des ntsilibi après une quête collective à 60 personnes:

Après la poursuite des ntsilibi fuyards, on se rend près d'un bosquet pour avoir des feuilles destinées à déposer les parts de gibier ou sous un gros arbre et on fait le partage. On cueille de la paille sèche et on fait un feu. On brûle tous les ntsilibi pour les débarrasser de leurs puces (kàà). Deux ou trois détenteurs de chiens (ngáá-mbva ou ba saki) prennent un couteau et se mettent au travail. Le possesseur de la terre (ngáá-ntsie) a droit à un kibuku par animal: on nomme cette partie kibuku ki ntsie (le "kibuku de la terre"). Tout chasseur qui a tué un ntsilibi a droit à un kikila, à deux s'il en a tué deux (30).

Les détenteurs de chiens ba saki prennent par animal une patte de devant, une de derrière, la tête et un peu des intestins. Ils ont toujours les plus grosses parts, car ils ne sont jamais nombreux: trois, quatre, six au plus. Ils ont droit à toute cette viande parce que c'est grâce à eux qu'on tue les animaux.

Les gens qui n'ont ni chiens ni nasses (31) sont les ba bii; ils prennent une patte de devant et une de derrière par gibier et un peu d'intestins. Les ba bii dans cette chasse sont toujours nombreux: 40 à 60. Ainsi ils ont 10 pattes si on a tué cinq ntsilibi. L'habitude, c'est huit à dix ntsilibi: ils ont droit alors à 16 ou 20 pattes.

J'ai cité in extenso ce récit, parce qu'il nous montre les différents niveaux des rapports et nous fait sentir en même temps comment distribution technique et distribution sociale sont inextricablement mêlées, la seconde venant inclure la première en assurant son fonctionnement et sa forme.

En haut, le niveau tributaire: le seigneur de la terre (mfumu a ntsie ou ngaa-ntsie), même s'il n'a pas touché à un quelconque outil, reçoit la plus belle part. Ce fait se produit dans le cadre de la partie de Terre. Une redistribution seigneuriale ira au seigneur supérieur (ntsie) de la Terre. Chaque seigneur ntsie "satis-



fera" aussi son seigneur yulu.

Ensuite viennent les possesseurs de chiens ba saki. Dans l'ordre, ils arrivent après le seigneur, car du seul fait de la détention de leurs chiens, ils s'arrogent une part de tous les animaux. Le raisonnement idéologique, présent dans le récit du partage, est extraordinaire: ils reçoivent beaucoup parce "qu'ils sont peu nombreux" ! Leurs chiens sont considérés comme les agents principaux du procès de chasse. Leurs maîtres sont donc valorisés comme propriétaires de moyens de production. Cependant, ces rapports de propriété ne sont tels que parce qu'ils recouvrent un rapport productif: ces hommes ont les chiens parce qu'ils sont au sommet d'un lignage et d'un hameau. Cette position commande la relation à leurs dépendants que nous allons ensuite retrouver comme ba bii.

Les nécessités du procès de travail se font jour tout de même. Les tueurs d'animaux ont droit à une part kikila par animal mis à mort. C'est dire d'une part, combien le chasseur qui tue ne recueille qu'une faible portion de son seul animal tué et d'autre part, que pour tuer il faut pratiquement disposer dans son sous-groupe d'une nasse (ou d'un filet pour le porc-épic). C'est un chef de hameau qui détient cet instrument (et le rapport sur ses dépendants).

En queue de liste, nous parvenons aux ba bii: "ceux qui n'ont ni chiens, ni filets, ni nasses". Notre description du travail a démontré pourtant combien ils étaient indispensables à la marche des collectifs. Ils auront quelques pattes à se partager, trop heureux d'avoir fourni la piétaille utile aux autres catégories de chasseurs.

Tous ces acteurs du partage, à des degrés divers, devront se plier à une redistribution dans leurs hameaux et surtout dans leurs lignages. Les gros bénéficiaires n'auront pas de mal à la faire, les autres verront se réduire à presque rien leur portion.

La direction sociale de cette chasse est très éloignée de ses nécessités véritablement techniques, autant que cette matière puisse s'abstraire. Nous avons vu à l'instant dans le récit du partage les "détenteurs de chiens" mener la répartition du gibier. Ils dirigent aussi les cérémonies de préparation de la chasse au ntsilibi et du porc-épic, se chargeant de convoquer un spécialiste rituel pour que l'expédition trouve une issue favorable. Rien là qui puisse s'induire à partir de la fonction du "détecteur", à moins de supposer que les aînés lignagers aient en ce domaine des qualités particulières !

Un dernier regard sur le cas des porcs-épics et les ntsilibi. Ces animaux étaient aussi pourchassés à l'aide de pièges. La meilleure preuve que la taille du gibier ne suffit pas à fournir une classification pertinente des chasses nous est apportée avec le piégeage de ces petits gibiers. L'activité du chasseur est la plupart du temps individuelle, bien qu'elle puisse donner lieu parfois à une coopération restreinte. La base du travail dans ces conditions est intérieure au hameau. Toujours est-il qu'une différence éclate aussitôt: on ne donne rien au seigneur de la terre. Le ni-

veau des rapports tributaires est absent: peut-être ne pourrait-on pas dire la même chose du rapport intéressant le lignage. Au moins les règles ne sont-elles pas particulièrement formalisées dans le sens d'un partage obligatoire.

Nous arrivons aux **gibiers moyens**, dont nous avons retenu deux illustrations: le sanglier et une espèce d'antilope nommée nkaa. Ce gibier aussi est susceptible d'être piégé, circonstance que nous envisagerons d'abord, pour rester en continuité avec le sujet que nous venons d'aborder. La difficulté surgit de la façon la plus palpable: les caractéristiques du travail sont les mêmes que dans les piégeages précédents. Mieux, l'instrument ou le mécanisme fabriqués peuvent être identiques: on se servira du piège libalika, qui changera de nom pour s'appeler kiyili lorsqu'il s'agira de tuer un sanglier. Cependant, le partage s'effectuera autrement:

Si le chasseur a pris un sanglier, il devra donner au possesseur de la terre (ngáá-ntsie) un kibele ki ntsie ("cuissot de la terre") pour conserver sa chance (mpolo). Refuse-t-il de le faire qu'il risquera de subir de la part du possesseur des interdits (misa) !

Avec un procès de travail semblable à ceux du piégeage aux petits animaux, les rapports de production tributaires font leur apparition. Le type de coopération ne détermine pas à lui seul les relations de production et de distribution: la taille du gibier intervient. Notons soigneusement qu'au cours des récits de chasse que j'ai recueillis, c'est la première fois avec ce genre de piégeage qu'il est question avec insistance des misa, c'est-à-dire des "liens", des "attaches" qui s'abattent sur la personne du piégeur individuel.

En même temps, le second niveau de rapports, ceux du lignage, se dessinent (accompagnés, cela va sans dire, de ceux du hameau): "L'homme n'est pas forcé de donner satisfaction par le partage à tous les gens qu'il connaît. Simplement, la part due à son père et à son oncle maternel ne doit jamais faire défaut, pas plus que celle de ses parents les plus proches."

La conclusion est claire: pas de totale obligation de redistribuer le butin selon une échelle de prestations fixée, mais en fait plus nous gravissons des paliers dans l'importance du gibier tué, plus se profilent tous les rapports de production.

En va-t-il autrement pour le partage de l'antilope nkaa après piégeage ? Nullement: il faut donner au seigneur de la terre un cuissot de la bête "pour conserver sa fortune et éviter les interdits". La seconde obligation s'enchaîne parallèlement: "Il convient de satisfaire ses parents, quelques amis, et même quelques personnes de son hameau ou de son voisinage pour les mêmes raisons." Les contraintes du lignage s'élargissent aux coopérations élémentaires de la vie au jour le jour: on ne peut pas offenser ses voisins et les puissants des alentours. Le piégeur individuel semble voué aux hantises qui guettent l'homme opérant seul, non protégé par la prise en charge d'un collectif hiérarchisé. Qu'on en juge: "Le chasseur doit surveiller souvent son piège: il s'y

rend toujours en cachette, de peur d'être vu par ses ennemis" (comprenez: les "sorciers" possibles). C'est tout juste si l'idéal n'est pas de dissimuler son dispositif tout autant aux yeux des habitants que du gibier. Nous nous interrogerons à nouveau sur cette catégorie de chasseurs quand nous en viendrons aux chasseurs individuels usant de la lance ou du fusil.

Les sangliers sont aussi traqués en troupe d'une vingtaine d'hommes. Nous avons mis en valeur dans cette chasse l'importance de la fonction de repérage, qui se prolonge en direction technique de la capture. Mais l'essentiel du travail réside dans le courage et la qualification des adultes expérimentés qui composent le "fer de lance" du collectif élargi: seule cette partie du groupe intervient directement dans la mise à mort. La distribution enregistrera ces caractéristiques de la quête et de la poursuite. Ici pas de détenteurs de chiens. La dimension du gibier, les relations d'un collectif élargi expliquent que les trois niveaux de rapports de production soient représentés. Le partage va suivre leur découpage:

- Le seigneur de la terre reçoit un cuissot "de la terre" (kibele ki ntsie) par sanglier tué, plus un peu des intestins, du foie et de l'estomac.
- Le spécialiste "repéreur" (mukeli) prend les cous de tout le gibier tué.
- Le chasseur qui a occis un sanglier reçoit: la tête, un cuissot (kibele), la poitrine, la colonne vertébrale (kibuku), le gosier (mukolo), la moitié de l'estomac, la moitié du foie et un peu des intestins.
- Quant aux ba bii (le reste des chasseurs), ils ont droit aux deux pattes de devant, à la moitié de l'estomac, la moitié du foie, un peu d'intestins. Chacun des chasseurs ba bii porte un bâtonnet qui le représente (kiti). Ensuite, on ramasse les bâtonnets pour faire le partage également.

La contradiction de la chasse aux rongeurs nkwuomi et des diverses collectes entre un partage égalitaire et un système de prestation se retrouve dans cette répartition du gibier. Le partage égal existe entre les ba bii, les prestations vont au seigneur de la terre et aux aînés des groupes productifs (32). On serait fondé à ranger dans les bénéficiaires de prestations le "repéreur", parce que son rôle - fructueux - est tout de même moins périlleux que celui des tueurs. Le restant du butin paraît faire l'objet d'un partage équitable, compte tenu des risques que représente la mise à mort des sangliers. Mais il vaut mieux souvent y regarder de plus près.

Certains des jeunes hommes qui avaient pris part à de telles chasses nous ont déclaré: "Auparavant, les vieux brimaient les jeunes dans les partages de gibier. Depuis que nous avons pris conscience de ce que les sangliers étaient très souvent tués par des jeunes, nous avons forcé nos aînés à changer de méthode." Ces réflexions dépassent sans doute largement le cadre de la seule chasse au sanglier: elles nous obligent à reconsidérer des répartitions qui pouvaient paraître évidentes après explication des aînés. Qu'est-ce qu'un partage "égal"? Donne-t-il la même portion à un jeune et à un vieux? La plupart du temps, la distribution du gibier était faite par des aînés. D'autre part, dans cette poursuite très athlétique, il est probable que de jeunes chasseurs

fournissaient la plus grande part des efforts et prenaient les plus grands risques. Ces constatations s'appliquent encore davantage à la chasse au gros gibier.

### La grande chasse

Groupons les chasses à l'éléphant et à l'hippopotame, qui étaient réalisées avec le même piège, au moins dans la forme que nous avons décrite. Elles mettaient en branle aussi le même type de coopération élargie (relativement réduite: 10 à 15 hommes). Cette équipe se composait de chasseurs expérimentés: nous avons relevé la forte qualification de tous les participants. En outre, une place de spécialiste ressort nettement: elle cumule les fonctions de détection du gibier et d'"entrepreneur" du piège. Celui-ci n'était pas installé par une personne seule, mais nécessitait un travail commun (abattage des arbres, etc.). Il en allait de même pour un second genre de piège avec creusement d'une fosse profonde. La base de recrutement de ces collectifs commence dans des hameaux: étant donné la sélection requise, elle devait sans doute s'étendre à une partie de Terre (parfois à une Terre). Malgré l'effectif modéré du groupe de chasseurs, on voit alors poindre la nécessité du lignage. L'intérêt du gibier explique que le système tributaire ait inséré au sommet ses rapports de production. A vrai dire, s'ils fonctionnaient déjà pour des animaux moyens, on voit mal comment ils auraient échoué à le faire, d'autant que l'ensemble des relations de la grande chasse pèsera sur chacune de ses branches. D'autre part, sauf liens particuliers entre chasseurs, ces activités s'exercent sur des territoires délimités (partie de Terre ou Terre) ou bien hors du plateau. Dans une Terre voisine, les groupes se heurtaient à l'existence d'autres unités semblables aux leurs (33): les frontières politiques sont au moins autant des limites de chasse dans l'histoire précoloniale que des limites de terroir agricole (ou des aires de résidence). Il semble bien que les pourtours du plateau aient été - assez vaguement - divisés en zones de chasse extérieure selon les Terres (et auparavant les deux "côtés" du pays). Ainsi les pratiques de chasse s'inscrivaient parmi d'autres - les différents territoires avec leurs périmètres - et étaient au fondement de ce qui, dans les institutions, se donnait comme "segmentaire" (terre de lignage, terre de partie, terre de Terre, terre de "côté"). Le système seigneurial témoigne de l'extension de ces aires en même temps que celle de l'activité des groupes chasseurs, se déroulant dans les rapports décrits.

Les rapports de distribution confirment-ils ces vues ? Le partage d'un éléphant tué n'était pas une mince affaire: tout un réseau de délégués se mettait aussitôt en place pour le contrôler:

Dès qu'un éléphant meurt, l'homme [le spécialiste] en fait part sur-le-champ au possesseur de cette partie de Terre (ngáá-ntsie ou ngáá-kitsulu ki ntsie). Le père du chasseur apprend la bonne nouvelle aux oncles maternels de son fils: s'ils ne se rendent pas en personne au dépeçage, ils délèguent un représentant pour prendre leur part. Ceux qui s'y rendent seront: le lignage (34) du chasseur, le lignage de son père, son épouse ou l'une de ses épouses, ses amis et

connaissances et enfin le groupe du possesseur de la partie de Terre.

Dès ce moment, tous les rapports essentiels sont mis en place; nous allons les suivre à travers le détail de la répartition:

Le seigneur de la terre a droit à toute la partie du gibier qui touche la terre. Cette définition toute simple implique qu'il retire de l'opération une défense de l'éléphant ! Il devra partager l'ivoire avec son seigneur du ciel (et les seigneurs de la terre supérieurs s'il y a lieu). En outre, on lui donne la moitié de la trompe, une cuisse, la moitié du coeur, du foie, des poumons et la moitié de la crinière (nkia). Tel est le lot tributaire d'un homme qui n'a en général même pas participé à la chasse.

Cependant, toute cette viande ne lui revient pas seul. Il devra en redistribuer une partie à tous ses "frères liés par la terre" (bana nguk' a ntisie), c'est-à-dire à tous les aînés, chefs des lignages de sa partie de Terre. Faute de quoi, le seigneur lui-même perdra sa fortune ou sa chance. "Il suffira que les habitants frustrés prononcent quelques paroles le soir près du feu à l'adresse de leurs ancêtres, et le seigneur aura beau faire rituel sur rituel, égorger tous les poulets qu'il veut, aucun chasseur ne pourra plus tuer un éléphant dans sa Terre. Le gibier, même à moitié mort, s'enfuira ailleurs (35). S'il meurt sans pourrir tout de suite, n'importe qui s'en emparera" (36). En somme, le seigneur est, dans ce cercle restreint d'aînés, soumis aux mêmes conditions que tout un chacun. La lutte historique entre seigneurs et aînés transparait dans le heurt des deux rapports de production. La relation de force définit le montant de la redistribution.

Le chasseur qui a tué la bête satisfaisait ensuite les exigences (codées) des hommes (de 6 à 9) qui l'avaient aidé à tendre le piège. Il leur donnait une patte de devant et un peu des intestins. On voit que le travail lui-même est ici très peu valorisé, car il se place en marge de l'acte de tuer.

Tout ce qui reste de l'éléphant, il le prenait alors (ce qui hypertrophie sa fonction de spécialiste): une patte de devant, la cuisse, la moitié de la trompe, la moitié du foie, du coeur, des poumons, une part des intestins et une moitié de crinière (37). Il en faisait trois parts: l'une allait à lui-même, la plus grosse; une autre à l'aîné de son groupe productif; la dernière à celui de son père (autrement dit, si le chasseur n'était pas chef de hamau, à un homme de son groupe local le plus souvent). Cette cascade de répartitions se poursuivait dans tous les sens, en respectant les relations hiérarchiques et les redistributions inégales qui en découlaient. Je n'en donnerai qu'un exemple en montrant comment se subdivise la part qui échoit au chasseur en personne:

Si l'homme a une épouse, elle a droit à la colonne vertébrale de l'éléphant. Elle la donne à son père (!). Ce dernier va voir à son tour l'oncle de sa fille pour faire le partage. Si le chasseur est polygame, il divisera la portion entre ses épouses qui toutes iront voir leur père. Quant aux amis du chasseur, il leur donne satisfaction lors du dépeçage ou ensuite. Tous les bénéficiaires font sécher la viande sur des

étagères pendant au moins trois jours.

Ce passage donne une remarquable idée de l'enchevêtrement des relations sociales kukuya: une dialectique est à l'oeuvre qui va du hameau au lignage pour revenir au hameau. C'est bien là finalement que la chair d'éléphant est tout entière consommée.

L'hippopotame ne se partageait pas différemment. S'il était pris dans un piège à fosse, le chasseur spécialiste donnait aux hommes qui avaient creusé le trou une patte de devant du gibier. Quand une personne trouvait un animal dans un piège négligé par son fabricant, il le lui annonçait et avait droit au cou de la bête.

Le **buffle** ne se chassait pas de la même manière. De grands filets étaient utilisés pour le capturer. La fonction de détection justifiait l'apparition d'un spécialiste (mukeli). Cependant, dès lors que des propriétaires de chiens sont présents en plus des maîtres de filets, le rôle du détecteur semble passer au second plan et se réduire à son efficacité technique. Des "crieurs" ba bii étaient convoqués. L'ensemble formait un vaste collectif (30 à 40 personnes). Toute la coordination du travail était monopolisée par les personnages que nous venons de mettre en relief. La première phase était la mise en place des filets sous la direction de leurs détenteurs: lorsque c'était fait, ils prévenaient les possesseurs de chiens, qui donnaient aux "crieurs" l'ordre de se placer en cercle pour rabattre le gibier. Quand un buffle était mort, c'étaient encore les maîtres des filets qui faisaient cesser le bruit et le mouvement des "crieurs".

Ces mêmes hommes avaient procédé au recrutement des sous-ensembles du collectif: ils étaient au moins chefs de hameau et souvent aînés lignagers. La base nécessaire devait regrouper un assez grand nombre de hameaux, ce qui, joint à l'existence d'un domaine foncier seigneurial, amène à comprendre la surimposition du rapport tributaire. On s'étonnera peu enfin d'apprendre que le partage était mis en train sous le commandement des propriétaires de chiens. La répartition du gibier tué était la suivante:

- un "cuissot de la terre" au seigneur de la terre (dans la "partie" (38);
- un petit morceau de colonne vertébrale kikaga au second chasseur qui a jeté sa lance sur le buffle (39);
- un cuissot, la tête, le foie, les intestins vont au détenteur du filet dans lequel s'est lancé l'animal;
- un cou par buffle tué pour le "repéreur" ou "détecteur";
- les deux pattes de devant pour les "crieurs" ba bii. On use de bâtonnets pour partager en comptant les bénéficiaires. "On satisfait d'abord les plus vieux en descendant vers les plus jeunes."

Cette distribution appelle les mêmes commentaires que celle de la chasse au sanglier.

On aura observé avec ces trois cas de gros gibier que la distinction entre petits et gros animaux provoque une cristallisation croissante (quantitative et qualitative) des lignes de partage. Les prestations au seigneur de la terre la reflètent par leur forme: il

a droit au kibuku ki ntsie (colonne vertébrale) pour le petit gibier, au kibele ki ntsie (cuissot) pour le gros.

Les **grandes battues** de saison sèche (mbvura) marquaient le sommet de la coopération élargie: de 40 à 100 personnes, peut-être davantage parfois si l'on tient compte de ce que les femmes et les enfants (fait exceptionnel dans la chasse) accompagnaient les hommes. Mais c'est vrai également du point de vue qualitatif. L'entreprise durait de dix jours à un mois, était soigneusement préparée sur tous les plans: économique, politique et rituel. Plusieurs équipes avaient un objectif nettement différencié, étaient décalées dans la chronologie de la chasse, se combinaient ensuite pour les opérations successives, puis simultanées. On avait des détenteurs de chiens, des possesseurs de filets, des coureurs spécialisés, des "crieurs" et des porteurs de gibier. Les femmes se chargeaient de transporter et préparer la nourriture; les cadets et les enfants se chargeaient du petit gibier. Ces battues visaient surtout les antilopes, les rongeurs et les animaux moyens de toute sorte. Tous les éléments de la répartition des activités de chasse ne sont pas totalement nouveaux dans notre analyse; mais c'est sans doute dans ces expéditions que s'articulent au maximum les équipes du collectif, que s'étoffent leur effectif. Il fallait, par exemple, porter - c'étaient les jeunes hommes qui le faisaient - les grands filets, les disposer aux bons endroits, puis les rouler sur leurs bâtons fourchus d'appui (ntere) et les ramener au hameau.

Même au cours de cette chasse itinérante, les hameaux demeurent une base fondamentale du recrutement des sous-ensembles du collectif. Mais encore plus qu'auparavant, on comprend qu'elle soit insuffisante. C'est pourquoi les chefs de hameau jouent leur rôle fréquent de directeurs du travail au nom des lignages. Ils n'assurent pas alors la direction d'ensemble du procès, ni même celle des équipes (40), à moins qu'ils ne soient en même temps aînés lignagers. Les possesseurs de filets, les propriétaires de chiens sont en majorité à ranger dans cette catégorie. De même, lorsqu'on nous dit que le "plus vieux des chasseurs" désigne l'emplacement de la battue et les grandes lignes de son parcours, il faut entendre que l'homme est forcément aîné de lignage: une combinaison entre les qualités "techniques" (savoir, expérience) et les pouvoirs sociaux. Le même personnage convoquait le spécialiste rituel pour officier. Il assurait l'enchaînement des phases avec l'aide du "plus vieux" des détenteurs de filets, qui, lui, coordonnait leur disposition. Ainsi plus la socialisation de la chasse s'étend, plus la fonction de direction technique se confond avec celle de direction sociale (contrôle des rapports productifs). Il arrivait, semble-t-il, que le seigneur de la partie de Terre lui-même prenne le commandement de l'expédition et assure ce rôle. Là encore, nous touchons du doigt la compétition entre aînés lignagers et seigneur de la terre, les premiers résistant à la hiérarchisation établie, le second tentant de la développer par tous les moyens (ou au moins de la maintenir). Il n'est pas impossible que la venue de l'aristocratie du ciel ait infléchi le mouvement dans ce dernier sens. De toute manière, le système tribulaire a toujours fonctionné ici dans toute la période historique connue.

## BRANCHES ANNEXES: PRODUCTION

Le partage se faisait en deux temps: il nous aidera à évaluer l'impact des différents rapports de production.

Une fois des antilopes tuées, par exemple, chaque détenteur de filet "tueur" donnait la moitié de son gibier aux "crieurs" ba bii. Pendant plusieurs jours, on opérait de la sorte jusqu'à ce que toutes les savanes soient brûlées. Les "crieurs", en attendant ce moment, s'étaient nourris d'un peu de leur viande de chasse: le reste était gardé pour être réparti au retour dans la partie de Terre. Les porteurs du gibier avaient droit à une portion appelée lingoriki.

Le jour du partage arrivait: on chargeait de le faire deux hommes "de toute confiance". On dénombrait les chasseurs. Ceux d'entre eux qui avaient mis le feu à la savane prenaient une côte ntsembe par animal: la part était élevée à cause du caractère épuisant de leur travail et de sa spécialisation.

Le seigneur de la terre prenait trois cuissots sur 50 gibiers ou quatre sur 75. Cette prestation n'était pas considérable, comparée à celles que nous avons rapportées pour le moyen et gros gibier.

Le mumbiri muluo, "conducteur de toute la troupe" s'emparait de toutes les poitrines, plus deux ou trois cuissots. Cette part énorme confirme son importance dans le jeu des relations. L'homme était tenu à une redistribution, au moins partielle, analogue à celle d'un tueur d'éléphant.

Les détenteurs de grands filets "non tueurs" recevaient leur portion au titre de ba bii ("crieurs").

Les hommes qui avaient porté les filets d'autrui (c'est-à-dire ni leur lignage, ni leur hameau, ni un croisement plus éloigné entre les deux), lorsqu'ils avaient eu la chance de s'insérer dans un filet "tueur", recevaient du maître de ce filet une part de viande.

Nous sommes surpris par la place modérée que tenait le seigneur de la terre dans les rapports de distribution. Elle est bien moins forte que celle du "conducteur" et même que celle des "coureurs". Nous aurions pu nous attendre à voir les rapports tributaires s'accroître avec l'ampleur de la battue. Il n'en est rien: au contraire, ce sont les aînés lignagers qui, "grâce à" leurs filets ou à leur fonction particulière, s'arrogent le plus gros butin. Le déploiement de vastes unités, structurées en lignages, relègue le seigneur à un rang relativement communautaire (au sein des aînés), à moins qu'il ne prenne lui-même la direction de la chasse. On se rend compte ainsi que, dans toutes les autres chasses avec tribut, il tirait sa domination et sa ponction d'un rapport direct avec un ou deux lignages engagés. Par contre, lors d'une battue, ne divisant plus, il règne peu (41).

Les chasseurs individuels se servaient soit de la lance, soit plus tard (19<sup>e</sup> siècle) du fusil. On nous les a souvent décrits comme solitaires, ce qui traduit leur relatif décrochage par rapport aux grandes activités économiques. Il arrivait dès avant la



colonisation que certains d'entre eux délaissaient le secteur agricole 2 presque complètement. Cependant, ils n'échappaient pas aux rapports qui les entouraient. S'ils abattaient un gibier moyen ou gros, ils étaient tenus de céder le kibuku ou le kibele (colonne vertébrale ou cuissot) au seigneur de la terre. D'autre part, l'obligation d'une redistribution du butin dans le lignage les touchait aussi comme dans le hameau. En fin de compte, ces chasses individuelles posent un problème comparable à celui des différents types de piégeage: pourquoi le travail individuel est-il assujéti aux trois rapports économiques que nous avons rencontrés ? J'ai montré comment dans tous les collectifs de chasse le mode de coopération (élément principal du procès de travail) était décisif dans la recherche des relations productives. Cette affirmation ne me semble pas démentie par les cas des piégeurs et des chasseurs individuels, puisque nous avons découvert l'absence de rapports surimposés au hameau dans la quête du petit gibier. Lorsque la taille des animaux augmente, les aînés lignagers et les seigneurs font à nouveau ressentir une emprise qui part de la forme dominante des relations dans toute la branche de la chasse: cette dernière est bien telle que nous l'avons établie. Elle a pour effet des relations politiques et idéologiques qui rendent facile le contrôle des acteurs individuels peu nombreux. Les bons chasseurs et piégeurs individuels s'y refusent d'autant moins qu'ils sont souvent "détecteurs" dans des collectifs à d'autres moments de l'année.

Ce tableau des rapports de production dans la chasse trouvait son accomplissement réel à la fin du 19<sup>e</sup> siècle. Trente ans après, presque aucune de ses formes n'avait disparu totalement, si bien que la plupart des récits m'ont été faits par des participants à ces expéditions épisodiques. Après l'analyse des rapports à un moment précis du temps, la compréhension ne peut être qu'historique. Nous ne pouvons faire abstraction d'une activité qui a compté autant: beaucoup d'institutions actuelles (au moins dans leur forme) demeureront opaques faute d'une information sur les pratiques qui leur ont servi de matière. Le lignage en sera le meilleur exemple.

Résumons les rapports de production à la fin de la période précoloniale. Le travail de l'individu et le hameau correspondent au piégeage du petit gibier et à la chasse aux rongeurs: ce niveau reste présent dans tous les types de chasse, quelle que soit leur ampleur. Les lignages articulés aux groupes locaux fournissent les coopérations élargies à l'oeuvre dans le piégeage du gros gibier, la chasse au porc-épic ou au ntsilibi, la chasse au gros gibier et les battues de saison sèche. Quant à l'organisation du rapport tributaire, elle surimpose sur la même base matérielle ses propres relations à celles des lignagers: surextorsion.

Mais cette vision générale est sans doute d'une trop grande pureté. Elle omet l'installation et le développement de l'aristocratie du ciel (yulu). Les récits nous rapportent des prestations au seigneur de la terre qui trouvent place en fait dans un système composite et profondément transformé: rien ne dit que leur montant soit le même qu'avant la venue du héros-fondateur Mubie et la longue époque qui suivit. Les seigneurs du ciel semblent avoir tenté d'user directement des services de chasseurs semi-

spécialisés à un moment où l'ivoire était l'un des biens d'échange essentiels à la traite (première phase). L'entreprise était concevable, puisqu'elle s'appuyait sur le contrôle assuré des dépendants seigneuriaux, les nkani des lignages. Par la suite, l'artisanat prit le premier pas et la chasse retomba sous l'autorité implicite des seigneurs de la terre.

Comment pouvait bien être le système tributaire lorsqu'il ne comprenait que des seigneurs ntsie ? Risquons quelques hypothèses qui sont de l'ordre de l'impression vraisemblable. La chasse semblait y être aussi importante que l'agriculture. Dans la constitution du système politique, elle a peut-être joué un rôle de premier plan (délimitation des domaines, établissement des prestations). Inversement, l'arbitrage juridique entre aînés antagonistes ou seigneurs inférieurs, la répartition des terres agricoles, la disposition des bosquets "éteints" sont venus consolider le rapport productif tributaire. Il supposait le succès d'une hiérarchisation "lignagère", mettant au sommet les lignages seigneuriaux.

Cet édifice social a été touché bien avant la colonisation. Les hommes de la petite formation sociale étaient libérés en partie par le travail des femmes dans le secteur 1 agricole dès la fin de l'époque ntsie: ils pouvaient consacrer une bonne partie de leurs journées à la chasse, à la collecte, au secteur 2 agricole et à l'artisanat, l'élevage ne réclamant que peu de travail. L'instauration du système yulu a opéré un détournement de cette énergie humaine masculine, car son ascension coïncida avec un développement des productions marchandes, du commerce lointain et de l'artisanat. Dès lors, la chasse, bien qu'elle fût encore florissante, ne pouvait plus être classée au nombre des activités principales des hommes.

Cette première transformation, très sensible, fut suivie du bouleversement colonial. La chasse connut un effondrement que, je ne sais pourquoi, on s'est souvent accoutumé à attribuer aux seules armes à feu qui auraient décimé le gibier environnant. Courte explication, alors qu'il s'agit avant tout d'une réorganisation totale du travail dans les nouveaux rapports de domination et d'exploitation. On assista à la désagrégation de ces collectifs de chasse, qui se réduisirent à de petites équipes, espacèrent leurs départs, se raréfièrent de plus en plus. Le travail forcé devait bien y être pour quelque chose. Plus tard, l'accroissement des cultures commercialisables, indispensables au paiement de l'impôt, détruisit encore davantage les restes de la chasse et lui porta un coup fatal. Durant les trente années qui suivirent (jusqu'en 1956-1960), les rapports de production agricoles locaux subirent des modifications très intenses et passèrent au premier plan (nouveau secteur 2 agricole): désormais ils remodelèrent complètement les lignages à leur image et repoussèrent dans les marges des seigneurs, déjà ébranlés par leur défaite politique.

## L'ARTISANAT ET LES AUTRES ACTIVITÉS

## Le tissage

Partons à la découverte des pagnes en usage dans la région, de leur matière, de leur fabrication, de leur destination. Ngáá-nyanima, de la Terre Ongali, nous y convie pendant que nous regardons tisser l'un de ses meilleurs artisans, qui vient de monter devant nous son métier.

Non, le premier tisserand n'a laissé aucun nom, ni aucune mémoire. Depuis la création des hommes, les Kukuya savaient déjà tisser.

Parmi les catégories de pagnes connues, nous avons entendu parler des mantsiène (carré avec trois bandes de 20 cm environ), faits sur le même métier. Seul un riche pouvait les détenir, et seul un artisan très habile les tisser, un peu si tu veux comme un maître-tisserand de ntango [pagne de panthère]. Ils étaient faits de feuilles d'ananas et colorés de tons variés: jaune, rouge et bleu (42). Aux funérailles d'un grand seigneur du ciel, on les sortait pour envelopper son cadavre (43). Un tel pagne valait deux pagnes nzwuona ou bvarika.

Bvarika est venu ensuite: tous les hommes savaient le tisser. Complet, il assemblait 15 morceaux. Hommes et femmes s'en servaient pour se couvrir pendant leurs sorties. Chacun avait cela. A un enfant de huit ans, on cousait ses 2 morceaux, 4 pour un plus grand !

Quant au nta, c'étaient les Ba-teke-Alima [voisins] qui savaient l'exécuter. Mais ils finirent par nous l'enseigner. Il fallait réunir 15 morceaux de tissus simples [modulaires du métier]. Selon la rapidité, on y passait de trois à six jours. Sa valeur était pratiquement la même que celle des pagnes bvarika et nzwuona. Ces nta ne servaient pas à s'habiller, mais à envelopper des cadavres.

Puis je me rappelle le pagne ngafama, sans noeud, qui se troquait contre le kiko kisia, premier de nos pagnes comportant des noeuds. Seul un seigneur du ciel pouvait s'en vêtir. Autrefois ce privilège avait été lié au pagne précédent ngafama, mais les seigneurs du ciel décidèrent un jour que tout un chacun pourrait le porter, même si c'était un pagne réservé aux membres du culte nkira ntsie (44).

Du vivant du fondateur de l'ère du ciel, Mubie, les pagnes ngafama et kiko kisia n'étaient pas autorisés à tous. C'est seulement après sa mort que ses fils permirent à tout subordonné de s'en parer. Ses fils avaient constaté que ngafama et kiko kisia (45) ne pouvaient plus être réservés aux seuls seigneurs (46). Car les bvarika ordinaires s'étaient dépréciés comparés aux deux pagnes d'avant, les plus beaux d'alors. Leur célébrité était venue de ce qu'ils avaient été portés par des seigneurs.

Quant au ntango, pagne de la panthère, selon certains, il aurait précédé la venue du héros Mubie lui-même. Seul le seigneur du ciel le tissait. Le plus savant des tisserands ne pouvait le vendre qu'à un seigneur du ciel. Lorsque l'un d'eux le faisait, le seigneur le renvoyait en lui fixant une date pour recevoir son paiement: de la viande, ou un peu de sel marin venu de Lali, ou des parures forgées (mangele). Il pouvait encore donner trente mille coquillages nzi ke. C'étaient de grosses valeurs, mais "le seigneur avait plusieurs chemins pour obtenir beaucoup de choses"[proverbe].

Ce sel précieux de Lali, nous ne l'achetions pas, mais le troquions chez un ami de commerce (5, 10 ou 15 pagnes nta ou bvarika) selon la quantité, mais aussi "la conception" du vendeur.

N'importe quel seigneur du ciel du plateau pouvait requérir un tel pagne ntango. Jamais l'on n'en trouvait sur les marchés; toujours dans les maisons de seigneurs du ciel ou du tisserand ! Peu de gens dans notre Terre auraient su tisser pour Mubie Mbani [le fils local du héros].

La fabrication d'un "pagne de panthère" ne pouvait être rapide. Un morceau par jour, le second deux à trois jours. C'est très différent du tissage d'un nta. S'il comprend quinze morceaux, il peut réclamer près de 20 jours. Aujourd'hui les pagnes sont plus petits. Le tisserand n'était pas seul à préparer son raphia. Des gens l'entouraient afin d'apprendre la technique. Ses amis aussi l'apprenaient au fur et à mesure.

Un tisserand spécialisé de ce genre fréquentait également son champ de forêt et il se reposait pour rendre visite à un parent ou un ami. Il se rendait aussi à la chasse.

Quant aux seigneurs du ciel, ils pouvaient être tisserands ou forgerons. Mais le plus souvent, ils ne faisaient rien d'autre que manger. Jamais ils n'allaient dans un champ ou même à la chasse, puisque leurs gens les nourrissaient. Du temps de Mubie, les Ba-lali, les Ba-kota, les Ba-boma et même les Ba-sise de Ko lui portaient tous de quoi manger comme il était le plus célèbre (47).

Pour notre orateur, seigneur du ciel, comme pour la plupart des habitants de la région, le tissage a tenu une place plus considérable que la forge: "Le tissage, c'est l'homme chez nous et la forge l'épouse." Supériorité, mais aussi alliance marquant leur complémentarité. Cette dernière doit être vue sous plusieurs facettes: une aristocratie y a trouvé ses plus impressionnants vêtements de parade, mais l'activité fut de toujours un art populaire - quelle maison n'avait pas son métier ? - appuyé sur un public de connaisseurs. Pourtant, aucune femme ne pratiqua le tissage ou la forge, mais elles ne se privèrent sûrement pas de donner leur avis sur la qualité et la beauté des tissus. C'était vraiment un art lié au quotidien.

La revue des pagnes tissés est pleine d'enseignements directs ou implicites. Les mantsiène sont admirés pour leur matière rare,

leur faible dimension enfermant une délicate élaboration. Mais si chaque homme sait tisser, les fonctions et les usages des pagnes sont strictement définis. Les uns servent d'habillement comme bvarika, les autres ne se rencontrent qu'aux funérailles, d'autres sont réservés à une catégorie ou à une classe seigneuriale jusque dans les cérémonies funéraires. D'autres enfin sont intermédiaires.

Cependant, ces différences d'utilisation n'empêchent pas une certaine équivalence de s'établir entre nta, bvarika et nzwuona, qui renferment avec un même type d'assemblage un travail voisin. D'autre part, l'échange avec les nta teke-alima montre l'osmose existant alors entre le plateau et presque toutes ses directions géographiques proches ou lointaines.

Ngafama et kiko kisia fournissent des exemples d'établissement des prix au travers d'une chaîne où les effets macro- et micro-économiques se rejoignent. Il faut tenir compte au moins des marchés étrangers les plus rapprochés, mais aussi des aînés et seigneurs locaux fixant pour une part les lois de reproduction de leurs transactions et de leurs demandes (pagnes funéraires). L'épisode des variations dans les modes et les valeurs des pagnes inspirera quelques réflexions. D'abord, les seigneurs ne sont pas les seuls à être fortunés, même en comprenant la double aristocratie. Des riches, nommés bana ou ba mvuli, réussissent à tous moments à s'insérer dans la compétition, même si les seigneurs leur dressèrent maints obstacles. Ensuite, la valorisation par le rang et le prestige suscite des hausses et des baisses, presque des dévaluations. Les subordonnés finissent par conquérir quelques droits globaux, mais c'est dans une bataille où les cours se sont effondrés. On perçoit alors les lois de ces produits-valeur au moins dans les faits. L'aristocratie du ciel a dû par instant "lâcher du lest", tout autant qu'en d'autres circonstances elle était impuissante à maîtriser leurs variations. La thésaurisation des pagnes impliquait commerce et destruction dans les circuits dotaux comme dans les réserves seigneuriales. Cette régulation a peut-être conduit à de véritables crises (48), qui ont contribué à la naissance de cet ample et compliqué système de reproduction local.

Le cas du pagne de la panthère ntango commande qu'on parle en premier lieu de sa magnificence comme objet. A partir du même métier et du même ensemble technique que les pagnes ordinaires, il atteint un authentique sommet, qui évoque le "velours du Kasai" présent au Zaïre. A travers des ouvertures minuscules sont passées des fils de raphia transversaux ou verticaux, figurant la peau de panthère ou les tubercules de manioc. Les couleurs végétales utilisées composent une gamme d'une finesse et d'un raffinement remarquables. Il est rare de voir autant de qualification concentrée dans "une chose" de cette modestie.

Le seigneur du ciel narrateur commet un semi-lapsus social qui prête à rire, tellement il court droit à la vérité ancienne. Il nous dit du ntango: "Seul le seigneur du ciel le tissait", avant d'en venir au tisserand ! Certes, le dignitaire en avait le droit, et plusieurs d'entre eux ne s'en privèrent pas. Mais beaucoup n'en tissèrent jamais, surtout parmi les seigneurs en titre. En un sens, cela revient presque au même dans les rapports de produc-

tion, puisque cet objet de luxe prestigieux est un emblème exclusif de son clan et de sa classe.

Tout un lot de privilèges correspondant apparaît. Il va sans dire que les seigneurs furent les mieux placés pour commercer à l'extérieur et en retour au-dedans. Ils bénéficièrent en outre sans doute d'une coopération technique plus large que celle de la forge, qu'ils avaient les moyens d'établir. Ils en usèrent encore dans les transports de toutes sortes. Enfin, ils assurèrent une part de la relation entre tissage et forge, le reste étant pris en charge par des aînés lignagers.

Comment élucider ces divers usages et fonctions des pagnes, soumis à une répartition différenciée ? Les rapports de production et leur lutte politique et idéologique entre classes, couches et catégories le révéleront mieux que l'analyse directe.

Le système I patriarcal est régi par des chefs de hameau durant cette période. Tous les adultes d'un hameau détiennent la capacité de fabriquer des pagnes ordinaires (bvarika, par exemple). Ces tisserands ordinaires ne le feront que dans la mesure où ils sont libérés de leurs autres tâches et nourris par la couche des femmes. Ces hommes sont soumis à une extorsion minimale, confrontée à celle des femmes: en dehors de leurs besoins individuels (et de ceux de leurs foyers), ils tissent tous pour leurs chefs de hameau.

Le système II lignager fait prévaloir les droits de sa catégorie d'aînés, chefs lignagers ou assimilés. La surextorsion sur les hameaux est sa loi. Des tisserands semi-spécialisés (dans la non-spécialisation globale au sens exclusif) exécuteront nta, nzwuona et d'ailleurs bvarika lorsque ces derniers ne sont plus d'usage vestimentaire, mais biens de prestige ou produits-valeur. Ils les remettront en majorité à leurs chefs lignagers ou au relais local de leur lignage paternel (fonction de propriété et direction).

Le système III tributaire se résume à l'extraction d'un surproduit des hameaux et des lignages. Il oppose une aristocratie double à des subordonnés. Chez ceux-ci, on rencontre des tisserands spécialisés qui ne produisent que pour leurs seigneurs du ciel. Le tribut a acquis ici sa consistance de forme pure tributaire. Car les seigneurs prélèvent en plus ("se font offrir") des pagnes des circuits précédents, faits par les tisserands semi-spécialisés et ordinaires.

Toute la question est de savoir par quels moyens politiques et idéologiques précis ces trois formes de contrôle sont assurées. La domination des hameaux, celle des lignages et celle de l'aristocratie n'est pas d'essence distincte de celle que nous avons tracée dans l'agriculture ou la chasse. Elle sera détaillée dans l'étude de la domination (amendes à payer, prestations rituelles ou funéraires, coercition politique, pression idéologique).

Ces rapports de production expliquent la distribution des pagnes relatée tout à l'heure. Les pagnes réservés (ntango et mantsiene) vont des tisserands spécialisés aux seigneurs du ciel, les pagnes intermédiaires arrivent aux chefs lignagers et aux

riches (quand ils se distinguent) (nta, nzwuona) et sont faits par des hommes semi-spécialisés. Les pagnes ordinaires (bvarika) parviennent aux femmes, enfants et subordonnés pauvres par répartition des chefs de hameaux.

On peut ajouter deux considérations: chaque système dominant III, puis II, englobe aussi des biens tissés des systèmes inférieurs. Ainsi II comprendra aussi des bvarika et III inclura toutes les formes de pagnes existantes. Cependant, les pagnes englobés sont alors, malgré le maintien de leurs dénominations, associés à des statuts opposés dans la production comme dans la répartition.

Comme le résuma fort pertinemment notre orateur, "tous ces pagnes, nous les avons connus dans nos dots anciennes" (en mettant à part le pagne de la panthère, qui peut servir dans le mariage d'un seigneur du ciel). Quand on sait l'ampleur des prestations funéraires en pagnes, on mesure combien le tissage cristallise directement le surtravail féminin (en particulier agricole) mais aussi le travail masculin (Ngoulou 1985).

### La forge selon Mpolenga

Sur ce sujet, j'adopterai une méthode semblable: suivre et commenter les informations d'un forgeron (juin, 1982, Terre Lekana), répondant à mes questions.

Ce métier est héréditaire. Il date de longtemps. Le fer, nous le ramenions de Ntsabi pour forger. De Lali, nous ne rapportions que des canaris et une matière nommée tuma (argile), qui nous servait à faire des pipes.

Quand je voulus en savoir davantage sur ce fer à forger, il se tut et exigea du vin seulement pour continuer à parler.

Cette ouverture situe mieux qu'une longue introduction la place de sa branche. Ces vins (mali) destinés "à ouvrir la parole", je ne les avais rencontrés qu'avec des seigneurs éminents (terre ou ciel). Aucun tisserand ne m'avait réclamé quelque chose de semblable. Ici, le spécialiste est pourvu d'une capacité à faire et à vendre bien supérieure. Ses requêtes insistantes ne pourraient guère se comparer qu'à celles des griots. On sait qu'un vrai seigneur se déshonorerait à quémander une prestation s'il est incapable de la provoquer ou de la prendre. Cette capacité du forgeron fait de lui un homme habitué à recevoir des monnaies anciennes ou modernes. Il aura aussi le pouvoir de troquer ou de thésauriser.

C'est l'ampleur de ce statut qui conduit l'homme à nous préciser son hérité. Jamais il ne l'aurait fait d'une paysanne (49) ou même d'un homme actif sans spécialité: par contre, on attendra la même démarche d'un spécialiste de magie ou d'un juge-arbitre (50). Quant à la succession dans toutes les branches courantes, elle est "naturelle"; on ne songe même pas à l'évoquer. De même pour les chasseurs ou des collectrices. La productivité de la forge n'est-elle pas plus forte que celle de l'agriculture ou de

l'élevage ?

Sans trancher cette question - faute de matériaux permettant de comparer les travaux entre eux -, nous pouvons retenir que la forge assure au forgeron un pouvoir d'accumulation relatif aux autres branches. Comment les rapports sociaux anciens, coloniaux et modernes l'ont-ils contrôlé ? Qui a bénéficié des objets forgés ?

Qu'y a-t-il dans un atelier du pays ? Le forgeron le dira mieux que personne: ses outils en main, il a accepté de nous en parler, les encyclopédies abstraites n'ayant pour lui pas grand sens ! On ne peut qu'encourager cette saine manière de procéder:

Il nous montre mutsiene, le marteau.

Le fer acheté à Nzabi l'était sous cette forme (51). Les Ntsabi de la région transformaient la terre en débris de fer (ntsali). Nous, une fois de retour, nous reforgions ces marteaux.

Nous achetions aussi le fer sous la forme de nzwunu: l'enclume. En voici une, ramenée par mon "père" [il s'agit du père de son grand-père paternel] de Ntsabi. Tu vois, il l'a diminuée à force de la forger, et elle a perdu sa forme. Mon "père" s'appelait Oküa Ongie Mubi et il habitait le village Anzwunu (Terre Lekana).

Qui dit descendance de forgerons dit le plus souvent lignée agnatique (52). D'autre part, le toponyme du village vient d'un titre de seigneur du ciel et signifie "détenteur [du pouvoir (mpu)] de l'enclume".

Quant à pubi, le soufflet, nous savions le fabriquer sur place, tout comme la pince mbani, le ciseau lisini pour tailler le fer et le poinçon musonomi pour percer les trous dans la manche d'une houe.

Il manque encore me, la grosse pierre placée sous l'enclume et onkele,

l'outil qui aspire l'air et le renvoie au feu (53). En tout, cela fait sept instruments. Il faut leur ajouter le charbon ankala, qu'on appelait encore bibili: "les [choses] noires". Sans lui, tu ne peux forger.

Combien son aïeul (vers la fin du 19<sup>e</sup> siècle) allant à Ntsabi achetait-il marteau et enclume ?

Un marteau, c'était deux ou trois grands pagnes nta (54). Une enclume valait de dix à vingt nta, suivant sa taille. Ce "tas" de pagnes nta selon sa grosseur s'appelait mubuni.

Pourquoi l'enclume coûtait-elle tellement plus que le marteau ?

Une enclume a bien plus de valeur, parce que c'est elle qui compte avant tout. Quand on retire un fer du feu pour en diminuer l'épaisseur, on doit le forger avec l'enclume. Ensuite, une fois que la couleur du fer retiré s'atténue, avec le mar-



teau on fait un couteau, une houe ou quoi que ce soit d'autre.

En somme, pour accomplir la seconde opération, on se débrouille toujours, alors que la première, plus délicate, réclame la détention et la maîtrise de cet outil malaisé à obtenir.

Ces équivalences enregistrées sur les marchés extérieurs sont passionnantes: elles nous montrent la place remarquable du tissage dans l'ensemble artisanal (sans lui, dans ce cas-là, comment avoir les instruments de forge ?) et nous livrent une estimation comparée des deux activités.

Sur la grande pierre me, placée sous son enclume, le vieil homme avait beaucoup à dire:

Celle qui est chez moi date de mon aïeul Oküa. Il l'avait ramenée de Mbomo dans notre Terre Lekana. Il avait fallu que ses épouses préparent du manioc pour tous ceux qui vont rejoindre leur mari, mon "père", à l'endroit de la pierre. Autrefois, les gens s'aimaient tellement que le transport de cette lourde pierre était pour eux un jeu. La plupart des hommes de la Terre avaient accepté de prêter leur aide. Joueurs de tambour et même griots les escortaient. Ils déplaçaient la pierre qui fut posée sur un seul homme. A chaque étape, ils se reposaient et chantaient, dansaient. En peu de temps, on continua jusqu'ici. Tout ceci ressemblait à une sorte de victoire. Les femmes les accompagnaient, sans porter, en les encourageant. Puis Oküa tua des cabris qu'ils mangèrent sur-le-champ.

Avant d'entreprendre une telle action, on consultait un devin (ngàà) de peur que certains jaloux ne vous nuisent en cette occasion. Même pour la déplacer aujourd'hui, j'irai voir un devin pour ne rien risquer.

Ce genre de consultation était nécessaire non seulement à cause du poids de la pierre, mais parce que parfois l'ancêtre qui nous l'a laissée refuse qu'on la déplace. Si on la transporte de force, elle peut tomber sur l'un des porteurs et devenir ainsi très dangereuse.

Cette dense description d'un "grand travail" (55), comme ceux d'Egypte sur les millénaires, est très instructive. D'abord la circonstance est fort rare à l'intérieur d'une Terre du plateau: seul le déplacement d'un toit de maison tout constitué peut lui être comparé. Chaque initiative de ce genre demeure élémentaire et ponctuelle. D'autre part, toute l'opération est sous-tendue par l'apport des épouses du forgeron qui ont apprêté le manioc indispensable. Les participants à l'entreprise ne sont que nourris et ne reçoivent aucune autre rétribution. On ne trouve rien qui ressemble, même de loin, à un salaire lignager.

Le recrutement des hommes s'effectue sur une base assez proche de celui d'une battue de chasse en saison sèche: c'est-à-dire une combinaison des critères domestiques, lignagers et résidentiels (voisins, amis). Les deux premiers prévalent sans doute et constituent indirectement ou non une bonne part du troisième. Mais surtout nous est retracé le moteur de cette solidarité

d'un jour: c'est dzia, "l'amour" entre les gens, ciment agrégateur de ces groupes. C'est comme si le vieil homme considérait que c'était là l'élément essentiel de l'assistance fournie de bon coeur par les aides.

Ces points mis en avant me semblent d'une extraordinaire profondeur. Ce n'est pas la technique qui est déterminante surtout à elle seule, d'autant que celle de ce portage est assez particulière (56), mais la formation ou non d'une concentration pulsionnelle qui meut la force de travail agissante. Joueurs de tambour, femmes et griots sont là pour l'"exciter" ou l'animer, mais si elle n'existait pas, les gens chanteraient-ils ou danseraient-ils d'eux-mêmes ? C'est cette auto-mise en oeuvre de leur corps pour un transport très pénible qui est rétribuée par la joie de la nourriture (manioc et viande).

Le forgeron qui nous parle est dans une position ambivalente. D'un côté, il se rappelle tout un univers hiérarchique qu'on aurait tort de rendre idyllique après coup. D'autre part, il est devenu, depuis qu'il exerce moins son métier, un homme peu riche, capable de saisir ce qu'a été parfois une coopération sociale où la vie collective l'emporte sur les pulsions destructrices de haine ou de jalousie. De toute manière, la marge, la gamme qu'il définit était étroite: toute la Terre était probablement loin de s'y rendre. Par contre, le noyau actif de solidarité, l'amour dzia, pouvait l'emporter. Restait qu'au dehors, les envies destructrices risquaient fort de vaincre à nouveau, étant donné la surface réduite de la socialisation des groupes.

C'est pourquoi on consultait toujours des devins. Comme son "père" lointain, Oküa, le referait aujourd'hui s'il devait changer de village, décision qu'il avait envisagée récemment. Son interprétation des risques encourus avec la grosse pierre commence par prendre en compte son poids, d'une façon très matérielle. Mais un second élément intervient, qui tient encore à l'absence de solidarité moderne, mais aussi au caractère sacré de la pierre, qui a emmagasiné l'énergie et les volontés de son aïeul forgeron: une sorte de droit d'usage prolongé coïncide avec la force de la lignée. L'actuel forgeron nous apparaît comme tributaire et presque prisonnier de ses interdits. On peut dire qu'alors sa domination de spécialiste peut se retourner contre lui et venir troubler son entreprise (en créant un accident du travail).

Sur place, quels étaient les prix pratiqués du temps de son aïeul ?

Parmi les objets usuels:

- une houe = 3 pagnes bvarika,
- une machette = 1 bvarika,
- un couteau = 8 à 10 pagnes simples (litsulu),
- la plus longue des pipes = un pagne nzwuona,
- une pipe moyenne = 6 à 8 pagnes simples,
- un gong moyen (munkuki) = 4 pagnes nzwuona.

La hache ne pouvait guère être considérée comme objet usuel: elle valait 3 nzwuona, ou 6 bvarika, ou encore une pièce d'étoffe importée. Par contre, les braccélés wara se vendaient 1 nta ou 1

bvarika. Les colliers mulua un peu moins cher: 1 bvarika. Certaines monnaies provenaient de Ntsabi, comme les ngiele de cuivre ou les coquillages nzike. Il fallait 20 nta pour avoir un seul ngiele.

Certains autres objets forgés étaient réservés aux seigneurs du ciel au même titre que la peau de panthère elle-même. C'étaient: le grand gong mba = 6 pagnes nzwuona (ou trois nkuru, voir p. 56), la lance courte à pointe triangulaire et la longue lance à pointe pointue et effilée: ces deux objets valaient le même prix = 2 nzwuona. Leurs noms: oban et nzwuomo. Kipe, la hache du mpu, coûtait 3 nzwuona. Le couteau kibiele valait près d'un nzwuona.

En dehors du gong, utilisable pour convoquer les subordonnées, les autres objets semblaient souvent être faits pour ne pas servir, sinon d'emblèmes. Les seigneurs de la terre n'y avaient pas droit.

Contrairement à ce qu'on pourrait prévoir, ces objets réservés étaient achetés plus cher par des seigneurs du ciel importants ou par un seigneur du ciel direct. Leur valeur statutaire les obligeait à donner ainsi au forgeron le prix normal augmenté d'un cadeau.

Comment devenait-on forgeron ?

C'est un métier héréditaire; il n'empêche qu'on peut l'enseigner à un homme non parent si on le désire selon la bonne entente régnaute. Ainsi j'ai eu deux apprentis, dont l'un de cette sorte.

Un apprenti doit fournir d'abord une avance. Le reste suivra après la fin de l'apprentissage. Autrefois, l'apprenti commençait par donner un poulet et une calebasse de vin de palme. Après quelques mois, comme il s'était perfectionné, il ajoutait un pague nzwuona ou bvarika. Peu importe, l'essentiel était que ce soit un pague. En fin de compte, il devait verser 5 à 6 nta ou bvarika. Plus tard, s'il est reconnaissant, il pensera à son maître: à lui de juger. Après, il est libre.

L'apprentissage tend à échapper au cadre de la parenté. Mais c'est qu'il ne représente pas sans doute le principal. A ne voir que les estimations en pagnes tissés, apprendre cette qualification coûtait moins cher qu'une enclume. Il est vrai que le maître bénéficia ainsi d'une aide. Pourtant cette phase d'enseignement est indispensable pour forger ! Mais la souplesse qu'on discerne ici ne vaut pas pour les rapports de production qui nous ramènent à une domination plus classique.

Pour qui travaillait un forgeron ?

Une fois en possession de son métier, il était libre de s'installer soit chez son père, soit chez son oncle utérin - s'il y avait eu versement de la remise de dot nkama. Autrefois, les richesses qu'il a gagnées, il devait les porter à son père. A ce dernier de les présenter à son oncle utérin.

Devenu âgé, pouvait-il les garder pour lui ?

Il était libre de remettre à son père et à son oncle les sommes dûes. A lui de juger. Mais il en gardait une bonne part. Car si l'un de ses amis a un deuil, il faudra bien lui venir en aide.

Ces simples paroles résument les rapports familiaux et lignagers, en les simplifiant. Elles en montrent la persistance à travers l'âge adulte, bien que des droits plus grands soient reconnus à un homme âgé.

Qu'en était-il des devoirs du forgeron auprès de ses seigneurs des deux catégories ?

Le forgeron a déjà présenté ses richesses à ses parents. S'il y a un mwana kibalika [fils d'homme du lignage] comme chef de lignage, on lui remet sa part pour le rituel de la conjuration. Mais dans cette partie de Terre, il se trouve encore un mfumu qui est "possesseur de forêts" (ngáá-bidzua) [c'est le seigneur de la terre]: on lui remettait aussi sa part afin qu'il protège le lignage du forgeron. Le seigneur de la terre satisfait ensuite son seigneur du ciel.

Telle est la cascade habituelle des extorsions tributaires. A l'heure actuelle, il est difficile de les évaluer - elles sont en déclin - en se reportant à l'ancien temps.

Un seigneur du ciel pouvait-il être forgeron (= un seigneur en titre) ?

C'est seulement lors de sa journée par semaine interdite mpika qu'il s'asseyait sur son siège et attendait dans sa maison. Ce jour-là il ne pouvait manger que de la viande [domestique ou sauvage] (57). Mais les autres jours, il pouvait travailler comme tout autre, même dans ses plantations de palmier-raphia. Les subordonnés n'auraient pu l'honorer s'il n'avait pas eu de la richesse pour faire face à leurs frais d'adultère, de mariages, de maladies.

Je me hâte de dire que j'ai recueilli sur ce point des réponses controversées. Beaucoup de vieux habitants ne pensaient pas qu'il était obligé de travailler ainsi !

En suivant le fil des interdits ngili, l'homme souligna enfin que ceux de la forge étaient bien plus rigoureux que ceux d'un tisserand. Ce dernier n'était pour ainsi dire soumis à aucun. Les femmes ne respectaient que ceux du jour sacré de mpika. Il nous classa donc tous les interdits de la forge, dont ils ne nous avaient pourtant dit mot dans le détail. C'est dire le secret qui pesait sur son activité. Certains interdits étaient liés à la pierre, d'autres aux quatre objets réservés, d'autres enfin au jour de mpika si l'on était seigneur du ciel.

Sa conclusion nous montra cependant combien ces prescriptions positives et négatives étaient associées à une action matérielle: celle du feu, la "force de la flamme". Un danger constant, ren-

forcé par le risque de fatigue: "Le fer peut ricocher et si on perd conscience et échoue dans ce qu'on veut faire, un accident est à redouter."

J'ignore si les interdits de la forge relèvent de la "religion" kukuya et de ses représentations anciennes et modernes. Mais ce domaine flou renferme un secteur qu'on pourrait nommer matérialisme simple (comme j'ai nommé les rapports de production agricoles simples ou élémentaires). On s'en rapproche davantage en parlant de mécanique élémentaire ou de chimie pratique. De même pour les dangers d'accidents.

### **Synthèse de l'artisanat: les rapports de propriété**

Dans la forge et le tissage, chaque rapport de production spécifique entraîne des statuts propres: seigneurs-subordonnés, aînés lignagers et dépendants, chefs de hameau et sujets patriarcaux.

Ce sont ces statuts propres qui confèrent des relations aux producteurs directs. Ceux-ci sont tantôt courants ou ordinaires, tantôt semi-spécialisés, tantôt spécialisés. Les premiers des trois sont absents dans la forge. Une telle branche occupe ainsi une position à part, en ce sens qu'aucun des forgerons ne saurait être dit "ordinaire".

La gamme de spécialisations n'est jamais exclusive. Personne n'y oeuvre à plein temps. C'est sans doute le forgeron expert qui s'est le plus rapproché de ce seuil.

On en tirera trois conséquences:

1) Il y a gros à parier que le tissage ordinaire représente la base globale de tout l'artisanat. Ce serait lui qui permettrait de réaliser tout l'artisanat spécialisé: forge et tissage. On saisit alors l'analyse interne de la branche. Comme tout foyer d'un hameau a besoin d'une machette et d'une houe, on peut parler d'un véritable handicap de tous les hommes actifs non forgerons - et encore plus des femmes. Cette infériorité vaudrait moins pour le tissage masculin, comme on l'a vu. Cette structure hiérarchique, inégale dans la valorisation, fait comprendre pourquoi les gens qui contrôlaient les échanges se servaient de pagnes tissés pour obtenir des enclumes ou des marteaux. Mieux encore, elle concorde avec la présence dans la dot des objets tissés et non forgés.

2) Quant à l'analyse externe de la branche, son mouvement principal a déjà été posé avec l'agriculture: l'artisanat domine, dans cette dernière, la couche des femmes. L'extorsion de leur surtravail assure le gros de la valeur artisanale et dégage du temps "libre" pour les hommes.

Mais l'égalité est bien loin de régner chez les hommes. L'essentiel est dans l'appropriation par une classe aristocratique et une catégorie lignagère supérieure d'un travail spécialisé ou semi-spécialisé. Les statuts s'emparent des qualifications, même si elles ne sont pas permanentes.

## BRANCHES ANNEXES: PRODUCTION

Le surtravail ordinaire fonde l'ensemble du procès. Il est extrait à partir du système patriarcal I. On trouve à cette place une limitation indéniable de la production masculine, le surproduit de l'ensemble restant borné par le caractère non unifié des échanges marchands. Même au 19e siècle, le flux reste irrégulier et ne socialise pas des associations de lignages ou de hameaux sur une base beaucoup plus large qu'une Terre.

3) La force de travail artisanale reste, nous semble-t-il, caractérisée par une utilisation principale d'énergie humaine. Les femmes n'ont pas de qualification artisanale. Et les tisserands n'usent pas d'une "machine" véritable avec leur métier, mais d'un outil qui reste le prolongement de leur corps. Malgré leur habileté, les forgerons ne travaillent pas différemment. Le résultat est une amorce de spécialisation, même chez un tisserand ordinaire par rapport à sa femme. Elle suffit à renforcer la maîtrise d'un sexe sur l'autre, étant donné l'importance des usages des produits artisanaux (production de biens de travail). Les rapports de production sont transformés par les échanges et la circulation des produits-valeur. La structure de l'extorsion entraîne alors ses moyens politiques et idéologiques: comment s'assurer le travail agricole et domestique des femmes, comment drainer le travail artisanal des hommes et leurs autres travaux ?

### Les autres activités

Leur inventaire a été dressé. On se souvient de la part énorme des femmes dans les tâches domestiques (éducation, entretien des hameaux). Le contrôle social des aînés épouse la forme de ces dernières. A la différence des travaux agricoles, qui ne peuvent donner lieu à une surveillance directe, ce concentré de travaux quotidiens se déroule le plus souvent dans les maisonnées ou à leurs alentours. C'est pourquoi elles sont soumises à un pouvoir strict: respect des ordres, rapidité des activités, cadences, enchaînement des journées et collaboration avec les voisines. Les maris et les chefs de hameau en sont les agents principaux. Batre leurs épouses est pour les premiers un droit banal, à condition de "ne pas abuser", frontière douteuse. Le fait lui-même, non répété couramment, n'est pas une infraction. On a l'impression que tout l'édifice de domination s'accroche souvent à ce supplément interminable de travaux, parce qu'il serait bien en peine de s'établir ailleurs.

Les paysannes en effet sont loin de demeurer passives: souvent elles se défendent, individuellement ou à plusieurs. Elles usent, autant qu'elles le peuvent, de leur appui parental. A ce propos, on notera un décrochage à peu près complet: presque toutes les tâches domestiques ne concernent nullement leurs aînés, parents (consanguins), en particulier leurs oncles utérins ou chefs lignagers. La violence est de la sorte détournée, car ces parents ne leur semblent pas jouer à ce niveau de rôle répressif direct. En d'autres termes, la fonction de direction est dissociée de la propriété lignagère, selon un mécanisme habituel et efficace.

## NOTES

(1) Le gain de productivité, obtenu par les paysans des deux sexes, par rapport à ces branches semble définitif: d'où leur abandon sauf en cas de disette. Il n'en va pas de même de l'élevage et des fruits, où des progrès techniques sont possibles dans le cadre du rapport social dominant, mais aussi dans les stratégies de survie des paysans pauvres. On voit que la lutte sociale impulse les transformations techniques au point même d'amener la disparition de certains éléments et "l'apparition" de certains autres. Des termes comme "émergence" masquent trop souvent l'action déterminée de certaines couches ou classes sociales.

(2) Car il s'agit d'une somme morcelée de petites fractions du travail individuel. Ce défaut de coordination ne peut amener dans l'économie familiale qu'une basse productivité.

(3) Elle rejoindra et complètera notre second volet d'investigation: filiation, descendance et alliance productives. Ces cycles étaient limités au maximum à trois générations.

(4) Selon J. Goody et J. Buckley, "La contribution des femmes à la production agricole est plus grande là où le moyen de production fondamental, la terre, est hérité matrilineairement que dans un système patrilinéaire." "Inheritance and Women's Labour in Africa", *Africa*, XLVII, 11 (1973), pp. 108-21. Cité par Cl. Meillassoux 1975.

(5) On distinguera donc entre un rapport de production et le pouvoir qui se surimpose à lui avec un écart, créateur d'un système distinct (juridique, politique ou idéologique). La dialectique qui joue entre les deux mouvements caractérise un système de production précis. Ainsi le fouet de maître esclavagiste ou de son contremaître contre ses esclaves en Amérique au 19<sup>e</sup> siècle fait partie du rapport de production existant. Mais le travail esclavagiste ne se serait même pas imposé et organisé sans la formation d'un pouvoir politique propre régnant sur chaque plantation et sur l'ensemble des plantations régional ou national. Notre second tome est consacré au système de domination surimposé.

(6) La précision importera lorsque seront passés en revue les processus d'éviction commandant la mobilité résidentielle des cadets (et secondairement des aînés).

(7) La sociologie comparative propose de forts contrastes entre sociétés proches. Un peuple migrant comme les Ba-nzabi est traversé par une armature de grilles généalogiques transcrivant les conflits entre clans ou petites unités. Cette fonction compte tellement qu'elle amène la catégorie spécialisée des bayambili (voir G. Dupré 1982:235-56). Au contraire, Kukuya et souvent Teke font prévaloir une relation dans l'espace entre bosquet et territoire de savane. La généalogie n'est développée que chez des seigneurs du ciel et chez quelques hauts seigneurs de la terre. Ce rôle complexe entraîne la présence des griots, chantant les forêts, les seigneurs et leurs ancêtres. Mais de toute manière, le corps de généalogies et de récits est moins élaboré que celui des Nzabi. Les Ba-kongo paraissent en position intermédiaire (cf. Balandier

1955:366-410 et Van Wing 1921:1-51).

(8) Le discours des femmes n'est pas le même. Il est très rare qu'elles parlent spontanément des droits sur les arbres et les cultures des hameaux. Elles considèrent le plus souvent que ce domaine n'est pas de leur ressort.

(9) La complexité des sciences actuelles leur a souvent fait oublier qu'elles systématisaient des données de l'expérience commune. Repartir à zéro pour introduire de nouvelles techniques et de nouveaux savoirs sous-estime la capacité des habitants actifs à poser leur propre champ de pratiques. Cette méconnaissance est surtout dangereuse si elle vise à établir subrepticement un nouveau rapport d'exploitation capitaliste ou conservateur. La seule issue est dans un développement autonome, ce qui est bien plus et autre chose qu'"auto-centré".

(10) Aucune raison de croire qu'il en allait différemment avant la colonisation.

(11) Etant admis que la distance entre riches et pauvres est relative à la surface du plateau...

(12) Le déplacement est le passage des restes de l'appareil tributaire, et surtout de sa classe subsistante, dans le système lignager (d'un mode de production à l'autre).

(13) La fusion est la coïncidence résultant des deux groupes sociaux: catégories d'aînés et classes seigneuriales. Elle n'est totale ni d'un côté ni de l'autre.

(14) Cette conclusion est tirée de l'étude de Ph. Bernardet, "Sur l'existence du mode de production lignager", mémoire de maîtrise, Université de Paris X - Nanterre, 1972-72. Cette utilisation conjointe des déterminations du travail et du langage me semble prometteuse pour comprendre une bonne part de ce qui y est casé d'habitude dans le fourre-tout du "symbolique".

(15) Avec l'aide des femmes et des enfants.

(16) Nous laissons de côté le cas où le butin n'est pas estimé suffisant pour donner lieu à un partage, malgré la norme posée.

(17) La coopération restreinte regroupait 3 à 5 travailleurs, la coopération élargie de 5 à 12 ou davantage.

(18) Cette restriction s'impose pour les hommes, car le fait peut tenir au caractère partiel de mon enquête.

(19) Cependant, la marche des "faux" collectifs nous ramène aussi bien aux corvées d'eau des femmes durant la saison sèche: chacune son eau dans un long parcours à plusieurs.

(20) Hormis la définition d'aires de collecte en savane intérieure, coïncidant avec la partie de Terre et la Terre sous certaines conditions (liens particuliers avec les habitants d'autres parties).



## BRANCHES ANNEXES: PRODUCTION

(21) Il faudrait estimer dans quelle mesure elle est réalisée. Les cadets ne fournissaient dans ces conditions peut-être pas plus de travail que les femmes.

(22) On se reportera pour les Tio à J. Vansina (1973:130-31) et pour les Teke-Alima au livre ancien de Dusseljé (1910). Leurs matériaux pour la collecte concernent surtout les forces productives.

(23) Eu égard à la forte dépense d'énergie pour peu de produits: je n'envisage pas cet aspect général connu par de nombreuses études.

(24) On serait très curieux de connaître, dans la collecte, les relations sociales des Teke-Alima au même moment. Chez eux, la disette était souvent chronique, comme le montrent les récits de Brazza et de Dusseljé.

(25) "Banales" sans aucune signification dépréciative à mes yeux: le terme indique seulement que les rapports productifs qui font du butin un objet "prisé" n'y sont pas représentés.

(26) "On choisit quelqu'un d'impartial pour partager le butin."

(27) Cette spécialisation n'a de sens qu'à l'intérieur de la chasse: elle n'exclue pas que le chasseur soit agriculteur, artisan, etc. à d'autres périodes.

(28) Sur l'identité sociale de ce "détecteur", nous savons peu de chose: ce point sera abordé à propos des grandes battues de saison sèche.

(29) Sous la forme de la "parenté par la terre" (oburu ntsie) et du "seigneur de la terre" (mfumu a ntsie).

(30) kibuku: la part de la colonne vertébrale qui va de la nuque à la moitié du dos;

kikila: la part de la colonne vertébrale qui va de la moitié du dos au début de la queue.

"S'il y a beaucoup de gibier et peu de chasseurs, chaque tueur de ntsilibi a droit à une part supplémentaire égale à celle de chacun des ba bii (définis plus loin). Si c'est le contraire, il ne prend que le kikila."

(31) Les porteurs de nasses sont comptés dans les chasseurs qui ont tué, sinon ils sont assimilables aux ba bii. Mais souvent ils reçoivent une compensation de plus.

(32) Ceux-ci ne sont pas mentionnés dans le partage, mais leurs droits vont tellement de soi que "ce n'est même pas la peine d'en parler".

(33) D'où la parenté profonde entre la chasse et la guerre, relevée par Linguet, puis par Marx.

(34) C'est la forme de ce que j'appelle "groupe productif"

dans ce chapitre.

(35) Un animal blessé dans une Terre et mort dans une autre devait faire l'objet d'un partage entre les deux seigneurs. Un refus de le faire provoquait autrefois une guerre.

(36) Cette dépossession du produit est, on s'en doute, catastrophique. Elle va à l'encontre des divers niveaux d'autonomie territoriale dans toutes les sphères d'activité.

(37) La défense d'éléphant restante va par moitié (après vente) au groupe productif du chasseur, par moitié à celui de son père.

(38) Une rupture matérielle d'un filet était attribuée à l'action d'un interdit transgressé (misa), "envoyée" souvent par le seigneur.

(39) Cet usage est valable également pour la chasse au sanglier (et peut-être pour d'autres gibiers).

(40) Ces équipes peuvent être assez hétérogènes par rapport au lignage d'un aîné. "N'importe quel homme peut venir à cette battue", déclarait un vieux chasseur; il faudrait ajouter: dans le cadre d'une partie ou d'une Terre et à travers des rapports de production donnés.

(41) Le dédoublement qui s'accomplit dans les battues est bien marqué dans les rituels préparatoires. Le plus vieux des aînés de lignage avertit le seigneur qui réunit les aînés de la partie ("ses frères par la terre"): une cérémonie commune a lieu. Puis chaque aîné retourne chez lui et exécute son propre rituel. Tous les ancêtres invoqués seront alors les ascendants des groupes qui auront droit à la redistribution du produit.

(42) Quelques vieillards se souviennent d'en avoir vus, enfants, au cours des funérailles de notables. Ils les décrivent comme parcourus de raies obliques, d'allure assez abstraite.

(43) Les corps des défunts sont chez tous les Teke enveloppés par un ballot de pagnes, qui dissimule leur dépouille durant les funérailles.

(44) L'une des deux classes du nkira, qui regroupe possession et jumeaux.

(45) "Le second valait plus, parce que son travail nous semblait plus difficile: en particulier faire les noeuds."

(46) Les deux catégories de seigneurs semblent ici impliquées.

(47) Même avec l'exagération légendaire, la période des deux ou trois générations après Mubie fut celle qui élargit le plus son périmètre extérieur: territoire, influences, échanges.

(48) G. Sautter (1960:154-59) a supposé que la destruction systématique des pagnes funéraires avait pu contribuer à la

dépopulation du royaume tio. J. Vansina (1973:212) met l'hypothèse en doute, à la fois parce que d'autres causes lui semblent avoir eu plus d'impact et parce que le nombre de pagnes enterrés restait pour lui modeste. Le plateau kukuya n'a pas laissé le souvenir de crises aussi aiguës sur ce point précis. A mon sens, la résistance des subordonnés y fut bien plus forte et la démographie plus régulière. Voir aussi P-Ph. Rey(1971:239).

(49) A vrai dire, cette dernière n'a pas d'autre statut que celui d'"épouse".

(50) Et autrefois d'un seigneur des deux catégories, même s'il est inactif comme parfois aujourd'hui d'un chef administratif.

(51) Cette opposition entre une chose réelle et sa forme (kimpfa) rappelle les catégories aristotéliennes.

(52) Ce type de lignées évoque les généalogies agnatiques des seigneurs du ciel, florissant tout au long du siècle dernier. Elles transgressent toutes deux la logique du système matrilineaire double. Mais on verra bientôt que le système lignager reprend ses droits avec la contre-dot nkama et d'ailleurs son héritage des richesses.

(53) Onkele est une partie du soufflet pubi. En contractant ces deux outils en un seul, on parvient au nombre de sept, qui est peut-être symbolique.

(54) Pour notre interlocuteur, un nta comprenait alors 30 tisseurs de raphia simples, soit plus d'une semaine de travail, en comptant le ramassage, la préparation du raphia, le tissage. Sur ces bases, une houe équivalait à une semaine et demie, une machette à une demi-semaine. On a donc de fortes concentrations de travail relatives. Ce qui importe n'est pas d'imaginer un tisserand seul au monde en train de tisser, mais d'éprouver la réalisation véritable d'un tel surplus dans la formation sociale. L'investissement productif trouvait vite ses limites.

(55) L'échelle reste très petite, "l'iliputienne" pour reprendre la métaphore des Voyages de Gulliver, dans l'espace comme dans le temps. D'autre part, les pierres sont rares dans cette contrée.

(56) C'est une pure technique du corps collectif sans utilisation d'outils.

(57) Ce renseignement était nouveau pour moi: personne ne m'en avait parlé jusque-là.

## L'ÉCHANGE ET LA RÉPARTITION DES BIENS

La circulation des produits comporte différentes sphères. Les définir sera notre premier soin. Ensuite nous examinerons leurs rapports mutuels. Nous distinguerons entre les produits qui circulent hors des circuits matrimoniaux et ceux qui sont fournis lors de l'échange des femmes.

### LES CIRCUITS NON MATRIMONIAUX

Cette catégorie est encore elle-même hétérogène. Un certain nombre de produits sont écoulés sur les marchés locaux afin d'obtenir de l'argent moderne. Celui-ci est utilisé à des fins extérieures à l'échange de femmes selon des modalités diverses.

Commençons par indiquer la position des marchés qui se déroulent toutes les semaines au village central de certaines Terres. La Terre Enku ne figure pas parmi elles, ayant perdu le bénéfice de ce choix par suite d'une mésentente interne au sein de son organisation politique. Les habitants se rendent au marché le plus proche de leur groupe local selon son emplacement (Terre Kuma ou Lage, par exemple, ou plus rarement Abila ou Lekana). Paradoxalement, ce sont surtout les femmes qui vont vendre leurs produits. Etant donné leur faible accès à la sphère monétaire, on en sera surpris. Cependant, les deux faits coexistent. Il convient de définir la nature de la circulation qui s'effectue pour le comprendre. Les femmes apportent sur ces marchés de petites quantités de produits agricoles issus de leurs propres cultures. Elles en retirent par de fréquentes allées-et-venues des revenus de faible ampleur. Voici un échantillonnage moyen d'un marché de 1966 à Lage:

- une mesure de graines de courges: 5 f
- un pain de manioc: 10 f
- un panier d'arachides: 150 f
- un panier de haricots: 250 f
- un grand panier d'oignons: 300 f.

Ces sommes sont minuscules le plus souvent, car aucune femme n'apporte autant de produits en une seule fois, sauf très rares exceptions. Ce qui nous intéresse est l'utilisation de ces revenus.

La première fonction de cette circulation est d'acquérir les moyens d'équilibrer la nourriture dans chaque foyer. On a ainsi un échange à l'intérieur du secteur 2 agricole des femmes par l'intermédiaire de la monnaie. Comme l'appropriation des produits

est individuelle, les aléas d'une culture annuelle ne peuvent guère être rectifiés autrement. Les co-épouses d'un polygame sont à ce sujet mieux loties. Une épouse vendra ainsi du manioc pour obtenir des oignons ou l'inverse. Mais une seconde part sort du circuit intérieur au secteur 1: les femmes utilisent l'argent de leurs ventes pour acquérir un supplément de denrée qui n'est pas issu des mêmes branches de production. Elles auront de cette façon de la viande ou du poisson séché pour améliorer épisodiquement les repas familiaux. Le gibier est le plus souvent fourni par des chasseurs du pays. Il en va déjà autrement pour les produits de la pêche.

A plus forte raison, on sort de la production locale avec les menus achats indispensables aux foyers. Les femmes achètent des allumettes, du savon, du sel, de l'huile, du sucre, des médicaments, etc. Dans les meilleurs cas, elles obtiennent des pagnes ou des vêtements d'enfants. Quelle que soit la nature de leurs acquisitions, nous restons dans un circuit micro-économique par le montant de la masse monétaire qui circule. Ce ne sont pas en effet toutes les femmes qui se rendent toutes les semaines sur les lieux de vente. La nécessité où elles se trouvent de compenser l'insuffisance d'un apport masculin dans chaque foyer les dépossède de toute possibilité d'épargne. Au mieux, elles constitueront un petit pécule secret pour garantir le risque d'une maladie ou d'un deuil imprévu.

Les hommes sont eux aussi présents sur les marchés. Mais leur situation est qualitativement différente. Ils sont premièrement beaucoup moins nombreux. En outre, ils appartiennent à des catégories qui sont bien séparées. Le tabac du secteur 2 agricole est écoulé par une voie particulière, qui n'interfère pas directement en apparence. On rencontrera donc ici seulement quelques producteurs (chasse, haricots...). Par contre, les vendeurs de marchandises non produites sur place seront des hommes: ils sont en nombre restreint sur le plateau à s'y rendre régulièrement (une cinquantaine). On y ajoutera quelques artisans: vanniers, menuisiers. Des boulangers commencent à être aussi présents.

Les commerçants viennent proposer leurs marchandises dès le paiement des revenus du tabac à l'emplacement même du marché. C'est dire l'importance qu'a prise la masse d'objets modernes dans l'économie locale. Les artisanats n'y ont pas résisté: aucun forgeron, ni à plus forte raison tisserand, n'est à même de concurrencer les produits extérieurs qui arrivent ainsi par le commerce. Les hoes, les couteaux, les machettes ont cette origine à présent, de même que les pièces de tissu anglaises ou hollandaises achetées pour la compensation matrimoniale ou les prestations funéraires ou encore, bien entendu, comme biens d'usage. Chaque hameau détient une ou plusieurs lampes à pétrole, plus ou moins chères. Et je ne retiens dans cette énumération que ce qui est le strict nécessaire ou ce qui est indispensable socialement.

On aurait tort de confondre les lieux de marchés avec la circulation des produits et de l'argent servant à acheter. Quatre boutiques de commerçants existent à Enku: elles fonctionnent de manière permanente. Les camions les alimentent, venus de Brazzaville et transportant, selon les prévisions et les commandes, les

## L'ECHANGE ET LA REPARTITION

marchandises précédentes ou des biens plus onéreux (bicyclettes, postes de TSF, chemises et autres vêtements pour hommes, etc.). Un inventaire de la maison d'un des commerçants (D4)) de la Terre donnera une idée des biens les plus recherchés. Le stockage est en effet des plus réduits en dehors de la sous-préfecture de Lekana.

Deux autres circuits existent en dehors de l'échange d'épouses dans la circulation des produits. J'examinerai leurs caractéristiques selon la nature des biens qui sont fournis.

Le premier circuit concerne **les cérémonies funéraires**. J'ai montré comment les consanguins du mort et surtout les alliés contribuaient de diverses manières aux funérailles (paiement des danseurs et musiciens, des hommes qui enveloppent le cadavre, prestations pour le ballot du défunt, etc.). La monnaie est utilisée en de très petits versements: ce sont de menues sommes à chaque fois données par de nombreuses personnes. En second lieu, on trouve des tissus de raphia qui viennent de la production locale: ils sont cependant cotés en argent. Mais ils valent peu relativement aux pièces de tissu moderne, qui forment la nature de la majorité des biens qui circulent. Or, ces dernières sont issues du dehors et ont été acquises par achat aux commerçants du plateau ou des villes.

Le second circuit se réfère aux **spécialistes ngàà** de magie. Ceux-ci ne sont rétribués en argent que s'il s'agit de petites sommes (de 10 à 250 f). Dès que le montant s'élève à un prix supérieur, la plupart du temps ce sont encore des pièces d'étoffe ou des couvertures qui leur sont apportées. Retenons donc que, malgré l'équivalence en monnaie de ces biens, ils constituent la matière principale des produits qui servent dans les deux sphères envisagées. Ce point étant fixé, nous pouvons nous tourner en direction du circuit essentiel: celui du mariage.

### LE CIRCUIT MATRIMONIAL

Sa position doit être définie par rapport à la circulation plus générale des produits. Ensuite, nous nous demanderons quelles conséquences cette place implique dans les rapports de production.

Je noterai immédiatement la particularité à expliquer. Nous ne sommes pas en présence, dans la compensation matrimoniale kukuya, de "biens dotaux" propres. Ni l'argent ni les tissus modernes ou couvertures ne peuvent être considérés comme tels. Dans le premier cas, cela va de soi; dans le second, le fait paraît clair aussi, puisque ces biens sont convertibles en monnaie à un taux constant chaque année (susceptible naturellement de réévaluation si les prix montent). Un tel phénomène pourrait s'interpréter à la lumière de la domination du marché moderne extérieur: nous serions le dernier à la nier.

Mais une semblable proposition marque une constatation irrécusable: ce qui ne veut pas dire que nous tenons avec elle la cause de l'absence des biens propres à la compensation. Autrefois, le contenu des prestations matrimoniales n'était pas monétaire et néanmoins on n'y trouvait pas de biens exclusivement dotaux. Des

marchandises de traite commerciale y figuraient variant selon les époques. Elles étaient évaluées par relation à des biens produits sur le plateau, qu'on rencontrait également dans la compensation (raphia). Des formations sociales voisines ou pas très éloignées se situaient sur la route de la mer (les Puni et les Kuni): elles connaissaient des compensations formées de biens propres (paquets d'enclumes liées ou autres objets). La question reste donc entière. Je ne tenterai de poser le problème que dans le cas des Kukuya, en m'en tenant à la période actuelle.

La division en deux parties de la compensation nous met sur la voie, car elle ne saurait être indifférente. Une moitié est fournie par les époux en monnaie, une autre moitié en tissus modernes ou couvertures. Le père de l'épouse et l'oncle utérin (ou le supérieur lignager) reçoivent des prestations réparties sur cette base. La part donnée en tissus n'est sans doute pas composée de biens propres au mariage, mais nous voyons facilement son utilisation, qui n'est pas universelle: cette moitié pourra repartir soit dans le circuit matrimonial, soit dans celui des funérailles, soit dans celui des spécialistes *ngàà*, auquel on ajoutera celui des juges, chefs et, à un degré moindre, seigneurs. Il y a donc bien possibilité de passage des biens d'une sphère à l'autre, convertibilité des usages au moins. Cependant, il faut bien remarquer que ces divers mouvements des pièces de tissus modernes se déroulent tous à l'intérieur du mode de production lignager (ou seigneurial dans la mesure où il subsiste).

Estimons, en restant dans l'examen de cette partie-là de la compensation, les obstacles à une autre convertibilité: celle qui transformerait ces étoffes en argent moderne. D'une part, existe le fait de la thésaurisation, de l'autre, celui de la destruction de richesses sous cette forme. Dans les deux cas apparaissent des nécessités de la reproduction des rapports sociaux traditionnels. Les biens matrimoniaux en tissus sont reçus par des membres de la catégorie des aînés. La simple rétention de biens de cette nature par les aînés leur donne la base d'un pouvoir idéologique ou politique: nous ne pensons pas néanmoins qu'il puisse se réduire à cette faculté. Nous examinerons les divers usages que les aînés peuvent faire des étoffes perçues lors des mariages. Ils sont en mesure de décider - avec plus ou moins de latitude - que les pièces de tissus serviront à acquérir d'autres épouses pour eux-mêmes (polygamie), qu'elles seront redistribuées aux aînés inférieurs ou aux cadets pour qu'ils prennent femme, qu'ils en garderont enfin une part variable pour les entasser dans l'arrière-fond de leur maison. C'est cette dernière éventualité qui se produit bien souvent - l'aîné peut ainsi disposer d'un délai d'attente face à ses dépendants, détenir également la possibilité à l'occasion de puiser dans son trésor pour des funérailles ou pour n'importe quel besoin de santé chez l'un de ses parents. Il est évident que les tissus accumulés par leur nature elle-même se prêtent parfaitement à cette destination: ils occupent peu de place et sont dissimulables aisément, tout en enfermant une valeur monétaire (idéale) qui est élevée, eu égard aux ressources faibles de la population.

C'est si vrai que les vieux habitants qui détiennent une somme d'argent quelconque se dépêchent d'aller la convertir fréquemment en pièces de tissus. Les jeunes sont forcés d'agir de

même quand ils doivent une prestation dans ce système des différentes sphères. Quant à la destruction, elle n'est qu'une conséquence de ce qui provoque la rétention ou thésaurisation. Les aînés accumulent pour leur mort, soucieux d'avoir un enterrement magnifique au cours duquel de nombreuses étoffes – selon le rang et la richesse – seront ensevelies avec leurs cadavres. Le même souci, correspondant à la même nécessité de reproduire des places sociales, explique ces pratiques "aberrantes", décrites antérieurement: certains habitants, proches de mourir, enterrent en des endroits cachés, non plus des tissus, mais de l'argent liquide. La procédure de destruction n'est pas prévue ici: seul l'héritage doit intervenir. Les aînés, au déclin de leur vie, brouillés avec leurs descendants, refusent la transmission de leur trésor en monnaie: ils n'ont d'autre ressource que de taire le lieu où se trouve leur butin social. Parfois ils désirent également favoriser tel neveu utérin ou tel fils au dépens d'un autre parent: ils indiqueront alors à un seul où l'argent enfoui se trouve. Que de tels agissements se réalisent souvent ou non, il reste que les habitants en parlent fréquemment lors d'un décès, habitués au moins imaginativement à soupçonner une destruction malfaisante faite par un vieux avant qu'il ne trépasse.

Le point de vue que l'on développera d'après ces observations se formulera ainsi: peu importe en un sens que ces pièces de tissus ou ces couvertures soient convertibles en argent, car la plupart du temps, elles ne sont jamais converties. Les aînés en détiennent la plus grande part. Ils les utilisent sous cette forme, comme on a dit; ils peuvent aussi les donner à leurs épouses ou parents proches comme biens d'usage (vêtements). Mais le nombre de biens distribués de cette manière est minime par rapport à celui qu'établit le montant d'une compensation de mariage.

Concluons: on a donc, avec cette première moitié des prestations matrimoniales, un équivalent au travail masculin pour acquérir des épouses, un lieu d'accumulation de cette activité. La transformation passe nécessairement par l'argent (secteur 2 agricole commercialisable ou autres branches de production masculines), mais elle prend une autre forme. Celle-ci, cependant, ne va pas jusqu'à constituer des biens spécialisés qui ne sortiraient plus du circuit des alliances matrimoniales. Les richesses de cette nature sont susceptibles de passer dans d'autres sphères de circulation des produits qui sont toutes internes à la formation sociale "ancienne" sous sa modalité actuelle.

De semblables phénomènes relèvent d'un acquis historique si l'on pense à la place considérable du raphia ancien, produit sur place et transformé alors en tissus pouvant servir de vêtements, à l'époque précoloniale. Les tissus de traite (en étoffe) qu'il fallait acquérir pour se marier alors étaient le plus souvent obtenus au moyen de raphia, venu du travail masculin. Ce produit était à la fois bien d'usage et bien d'échange. Comment se présentent aujourd'hui les branches de production économique des hommes ? On n'y produit que des cultures ou des services dont la réalisation est monétaire. Cet équivalent général place en principe tous les hommes dans une situation égale face à l'argent. Mais il faut bien que tous les célibataires se marient, que les monogames ambitieux acquièrent une seconde épouse, etc. L'argent est alors transformé



en un bien d'une nature différente, accumulé dans les maisons des aînés, redistribué aux autres hommes, passant dans les autres sphères de circulation d'un autre mode de production, dont nous avons vu les rapports sociaux. La valeur de la femme donne lieu à une circulation matrimoniale qui suppose l'inclusion excluante d'une classe de femmes et celle d'une classe de cadets. Il surgit alors un type de biens acquis en argent, mais dont l'utilisation n'est pas celle du marché capitaliste extérieur. C'est celui que nous avons rencontré dans la première moitié des compensations de mariage.

Reste le problème de la seconde moitié de la compensation, qui, elle, est fournie en argent. La solution ne serait pas difficile si cette deuxième part était investie dans la consommation de produits modernes venus du dehors. On aurait alors deux portions dans la compensation matrimoniale: l'une tournée vers le mode de production interne, l'autre vers le marché du mode extérieur. Les faits ne concordent pas avec cette division, comme on va s'en convaincre. La catégorie d'aînés qui détient les versements effectués lors des mariages dépense pour une part restreinte la fraction monétaire de cette richesse en consommation moderne, définie de la manière précédente. Nous résumerons les différents canaux d'utilisation de cet argent.

Tout d'abord, ces prestations monétaires encaissées par les aînés ont pour qualité d'être constamment convertibles en tissus (couvertures et pièces d'étoffe). L'inverse ne se produit pratiquement pas. Une partie de l'argent reçu représente ainsi potentiellement une matière analogue à celle des tissus précédents dans la compensation. Les réserves entassées en pièces d'étoffe ne suffisent pas en effet dans tout les cas à subvenir à tous les besoins: un accident peut survenir (deuil, maladie), une affaire juridique imprévue ou une dette. La remarque vaut encore plus avec les lignages faibles, de petit effectif ou déséquilibrés (pas beaucoup de descendantes pour un bon nombre d'hommes).

D'autre part, à l'intérieur de la circulation dite "traditionnelle" (c'est-à-dire correspondant aux rapports sociaux du mode lignager ou seigneurial), il existe, de plus en plus, des versements qui doivent être effectués en monnaie et non plus en tissus. Ce sont, la plupart du temps, des rétributions de services et non des prestations sur le modèle ancien; ainsi les musiciens et danseurs réclament souvent un paiement en argent. Les fusils, la poudre nécessaire aux funérailles ne peuvent être acquis aujourd'hui en échange de pièces de tissus. Enfin tout le bétail (cabris, porcs), les volailles (poulets des sacrifices ou des spécialistes *ngàà*), le gibier de chasse sont achetés à prix d'argent et ne sauraient l'être autrement. Les circuits propres à la formation sociale exigent dans ces conditions des versements assez nombreux d'ordre monétaire. Encore la liste donnée est-elle très abrégée: il y faudrait adjoindre les distributions de petites pièces de monnaie faites aux griots, aux joueurs de calebasse, des achats de cola... La seconde moitié des compensations de mariage est la source de beaucoup de ces dépenses.

Elles ne sont pas minimes, comme le montreront les frais qu'occasionnent un retrait de deuil mali et des cérémonies funé-

raires (voir tome II). D'autres sorties d'argent sont causées par les apports masculins dans chaque foyer: en principe ils sont issus du travail masculin des maris, mais les aînés contribuent parfois assez peu à partir de leur propre production (souvenons-nous des polygames qui ne retiraient rien sur les marchés de tabac moderne). Reste à envisager la consommation d'objets ou de denrées venus du marché extérieur, apportés par les commerçants ou les camionneurs. Les aînés y participent dans une mesure relativement faible en proportion et à travers une modalité que nous analyserons bientôt en considérant la richesse. Mais ils se font construire dans des circonstances de plus en plus fréquentes (culminant dans les Terres Lage et Lekana, les plus soumises à l'impact de l'économie du dehors) des maisons en dur. On s'aveuglerait d'ailleurs à ne regarder que la catégorie des aînés. Il est normal de porter le regard sur elle, puisqu'elle concentre le versement des compensations de mariage; mais la couche de cadets et une partie ce que j'ai appelé les adultes simples sont bien davantage attirés vers la consommation moderne. Des bicyclettes, des chemises, des postes de radio proviennent de redistributions faites par des supérieurs lignagers ou des oncles utérins à leurs descendants du groupe. Là encore, les configurations varient suivant l'assise lignagère, l'ambition des aînés, l'habileté des cadets.

La portion monétaire de la compensation sert ainsi - mais non exclusivement - à acquérir tout ce qui est fourni par le marché extérieur. La position des trois groupes est très différente: les aînés paraissent d'abord soucieux de convertir l'argent en avantages sociaux dans le cadre de la formation sociale classique, même si les modalités du prestige et du pouvoir ont changé de contenu et de disposition. Les cadets recherchent la consommation de biens externes, mais ils ne possèdent pas directement les ressources, qui ne leur sont que partiellement redistribuées. Quant aux femmes, elles ne participent ni au niveau dominant de la reproduction des rapports sociaux ni à la consommation réelle ou imaginaire des cadets. Leurs désirs et besoins se concentrent sur les seules possibilités d'acquisition qui leur sont laissées: nourriture, vêtements, menus achats. Elles émergent trop faiblement dans la circulation monétaire en raison de la nature des rapports sociaux qui fondent le sens de l'actualisation de leurs tâches.

L'argent a une autre fonction qui n'est pas mineure. Il réalise l'unification des travaux de tous ordres, susceptibles de rapporter quelque chose aux aînés. Par son entremise, le salariat extérieur ou intérieur au plateau est mesuré à la même aune que la production masculine en tabac, haricots et pommes de terre ainsi que le revenu des artisanats ou petits métiers. Nous avons vu combien la production des biens venus du dehors, présents sur les marchés de la région, prévalait sur les fabrications locales. Mais inversement c'est la domination des rapports sociaux lignagers internes qui l'emporte lorsque le travail des cadets ou des adultes simples entre sous forme monétaire dans les circuits matrimoniaux contrôlés par les aînés. Le procès est si décisif alors qu'il provoque la conversion d'une moitié des sommes versées aux prestations de mariage en pièces de tissus ou couvertures, qui ne seront pas reconverties en argent, mais resteront dans les circuits traditionnels.

A ces mécanismes complexes, la division en deux parties de la compensation fournit une souplesse assez grande. Chacun pourra faire ses calculs et ses prévisions à partir de la fraction "flot-tante" en argent. L'autre demeurera fixe, utilisée selon des normes plus invariables: elle formera la base du système de circulation.

Risquons une hypothèse pour achever cet examen du circuit matrimonial. Elle demanderait à être étayée par des analyses portant sur des formations sociales congolaises qui usent de biens propres à l'échange des épouses. Pourquoi une semblable stérilisation des richesses tournant dans les mariages ne se produit-elle pas chez les Kukuya ? Notons en premier lieu que la situation n'est pas tranchée: elle représente un stade intermédiaire. Il y a passage possible des biens de compensation à d'autres sphères traditionnelles; mais comme la convertibilité en argent des tissus et couvertures est peu pratiquée, on rencontre bien une sorte d'immobilisation des prestations (dont le contenu a été acquis en argent). Elle ne va pas jusqu'à créer des biens propres à la zone matrimoniale, et il semble qu'il en ait toujours été ainsi. Je pense que le contrôle instauré par la catégorie des aînés sur la formation sociale est assez fort pour pouvoir se passer de la constitution d'une catégorie de biens réservés aux échanges de femmes. L'étude de la résidence, des rapports entre groupes locaux, de la circulation résidentielle des hommes dominée par les aînés, l'existence (déclinante) du pouvoir seigneurial, l'instance de la chefferie dans les Terres nous attestent que d'autres moyens sont privilégiés pour aboutir au but défini antérieurement. La terre est tout entière sous l'impact du système lignager: elle permet - utilisée comme médiation des rapports qu'elle figure -, sur un territoire relativement restreint bien qu'assez peuplé, de mettre en cause le droit même pour un homme d'être là, en cet endroit, s'il oppose une résistance à l'inclusion générale des aînés.

### LA RICHESSE

Les riches se nommaient, et se nomment toujours banaa ou bamvuli. Bien qu'on s'efforce le plus souvent de distinguer nettement les riches et les seigneurs anciens, cette différence paraît forcée. Les deux catégories ne se confondaient sans doute pas, certains supérieurs lignagers atteignant une fortune comparable à celle des mfumu. Cependant, les témoins les plus vieux, qui ont connu dans leur enfance la fin de l'ère précoloniale, admettaient que les seigneurs étaient les gens les plus riches.

Nous nous en tiendrons à l'époque actuelle en nous efforçant de définir ce qui ne l'a pas été jusqu'à présent. Ainsi nous ne revenons pas sur l'accumulation en épouses et sur celle en nièces et en filles. Nous choisissons de considérer deux groupes de personnes dans la Terre Enku: les commerçants et les spécialistes ngàà de magie. Avec eux s'introduit une forte différenciation économique: elle importe beaucoup malgré le petit nombre d'individus concernés.

### Les commerçants

Les commerçants ne sont qu'au nombre de quatre hommes. Par-tout du sommet avec le supérieur du hameau K5 de Kingambimi. Il détient sept épouses: in 1965, son revenu imposable était calculé sur la base de 450 000 francs CFA, correspondant à 4 500 francs d'impôt. En outre il payait une patente de 11 000 francs pour les marchandises et de 34 000 pour les boissons (abandonnées depuis, car rapportant trop peu). Ces indications numériques permettent d'évaluer grossièrement l'importance de sa position: il y est parvenu en organisant, au temps où c'était possible, de nombreux voyages en direction du Gabon. Il se reconvertit ensuite en ouvrant une seconde boutique dans la Terre Ntsekampika. Le personnage disposait d'un vélomoteur, d'un poste de radio et de deux vélos. Bien que descendant de seigneurs du ciel (Illakuya), il n'occupait pas de situation politique dans la Terre où son influence était néanmoins grande comme notable et comme juge.

Un second commerçant se trouvait au hameau A2 d'Angama. Il présentait un remarquable exemple de cumul de différents registres économiques et sociaux. Le fonds de commerce avait été acquis sur la base des économies du supérieur résidentiel, un retraité des PTT, revenu de Pointe-Noire. Le neveu utérin était juge, délégué de son oncle (seigneur de la terre de Djambala) et gérant de ses affaires. Les deux hommes ont quatre épouses chacun. Ils ont réduit leur activité commerciale en 1967 en raison de leur âge.

Enfin un troisième individu exerce le même métier au hameau D4 de Djambala. Il fournit une illustration d'un rang bien inférieur. Deux frères tiennent une petite boutique non différenciée de leurs maisons, dont l'inventaire est très réduit, mais vite renouvelé. L'activité des hommes est polyvalente: ils sont maçons, commerçants et cultivateurs de tabac. Il est difficile d'évaluer leurs revenus, mais ils sont très loin des deux précédents. Ils sont même inférieurs à ceux du dernier commerçant (D2), monogame par choix, qui vit à l'écart des conflits lignagers de son territoire. On observe, en résumé, que chacune des parties de Terre peuplées a sa boutique - deux à Djambala -, alors que les deux parties à faible population n'en ont pas.

Les richesses, bien diverses par l'ampleur, des quatre personnages qui viennent d'être présentés, nous serviront d'indice pour situer la couche de commerçants de l'ensemble du plateau. La majorité sont permanents, d'autres plus éphémères: la plupart se déplacent sur les marchés des Terres, dressant un petit étal. Ils sont environ cinquante, dont les membres peuvent changer. Un petit nombre seulement d'entre eux parvient à creuser un véritable écart de revenus avec le reste de la population. Leur place est cependant essentielle, car ils représentent l'articulation du marché extérieur des produits modernes avec les disponibilités monétaires du pays. L'origine de leur placement financier, qui a marqué le départ de leur commerce, est souvent lignagère. L'exemple du plus important marchand de Lekana est caractéristique: c'est le neveu utérin du chef de canton, qui a dominé la justice coutumière pendant de longues années. Parfois aussi le capital initial est réduit et provient d'une pension d'accident ou d'une retraite. Les limites à l'accumulation sont à trouver dans les rapports lignagers, qui

## L'ECHANGE ET LA REPARTITION

fragmentent à l'héritage les richesses rassemblées. Elles résident, par ailleurs, dans les difficultés d'amortissement des achats en camion sur une route difficile ainsi que dans une comptabilité souvent défectueuse. Ces dernières entraves se reproduisent parfois dans les magasins d'Etat coopératifs.

La base de fonctionnement est aussi salariale dans certains cas: instituteurs ou travailleurs des tabacs (Terre Lage). La faiblesse des gains oblige les postulants à ce cotiser. On rencontre ainsi, à la limite des deux modes de production intérieur et extérieur, un début de différenciation qui se fait jour sans que les réussites arrivent à être constantes et à durer plus que le temps d'une vie.

### Les ngàà

Dans le cas des spécialistes de magie, le circuit est tout autre que celui que nous venons d'évoquer. Son modèle reste celui des rapports traditionnels. La richesse accumulée est gardée en couverture ou en tissus. Elle est investie aussi en acquisitions d'épouses. Deux personnages de ce genre existaient à Enku en 1965. Tous deux vivaient dans la partie de Terre Angama: l'un d'eux est mort. Il était simultanément seigneur de la terre et spécialisé dans le traitement de la folie. Aujourd'hui on ne trouve plus qu'un seul représentant, qui est le supérieur du hameau A4. La densité en spécialistes de la Terre est particulièrement faible par comparaison avec le reste du plateau (une cinquantaine en tout). Le ngàà actuel a quatre épouses et jouit d'une bonne réputation professionnelle. Mais il est mal vu des habitants de la Terre à cause de sa puissance, jointe à ses expériences antérieures: il fut chassé en effet, en raison de ses maléfices, de la Terre Lage, où il résidait avec son père. Je n'ai guère de moyen d'estimer ses richesses, mais aux dires des voisins, elles étaient grandes: peut-être une centaine de pagnes (1 000 f) accumulés. De toute façon, on voit, par confrontation avec le premier commerçant, que sa fortune reste relativement limitée. Le prix des consultations est variable suivant les cas: il peut aller d'une centaine de francs à trois ou quatre mille. Ce plafond n'est dépassé que dans des circonstances rares et avec un très petit nombre de spécialistes.

Les écarts dont nous avons rendu compte sont d'autant plus importants à noter qu'ils interviennent sur un revenu moyen par homme qui demeure faible (à plus forte raison si on considère le revenu par tête d'habitant). Les différences sont très visibles pour le commerçant riche, moins apparentes pour les autres et pour le ngàà. En effet, la richesse n'est pas un privilège qu'on avoue aisément dans la vie quotidienne. Même l'idéologie ancienne des seigneurs du ciel, louant la générosité et la prodigalité, n'admet pas qu'on montre sa fortune tous les jours: des occasions propres sont prévues pour le faire à travers la compétition entre pairs. Cette réflexion nous introduit aux divers modes d'utilisation et de présentation des richesses. Nous montrerons comment ses détenteurs essaient souvent de la dissimuler et, d'autre part, quelle est la nature et le rôle des biens de prestige.

### La nature de la richesse

La dissimulation de la richesse est en partie impliquée par le cadre structurel des lignages et les règles résidentielles. La non-coïncidence entre les groupes locaux et les bosquets de filiation (ou les résidences des parents utérins) la provoque implicitement, jointe, nous allons le constater, à d'autres conditions. Ce n'est certes pas propre à toute organisation sociale à filiation matrilineaire dominante et dysharmonique. Chez les Kukuya, si un homme fortuné meurt, ses biens principaux sont transmis à un parent utérin selon l'ordre de seniorité. Dans une majorité des cas, la richesse va donc disparaître de la Terre pour aller au supérieur lignager, qui habite un autre hameau: le non-renouvellement des alliances matrimoniales entre lignages suppose comme effet cette dispersion résidentielle.

Il est très malaisé de dire si les habitants perçoivent des lignages plutôt que des individus comme riches. Du point de vue de l'effectif lignager ou de l'assise plus ou moins favorable que le groupe fournit, il ne fait pas de doute que les avantages sont conscients aux yeux du public. Mais inversement, on peut affirmer que sous le rapport de l'accumulation de richesses (en tissus ou en couvertures aussi bien qu'en argent), c'est un homme qui est jaloux ou envié par ses voisins de la Terre ou de la partie de Terre, par ses parents consanguins ou ses alliés. Le groupe local qu'il commande est ainsi l'objet des agressions réelles ou imaginaires. On convoite la richesse d'une personne unique de son vivant, et la destruction des biens qui intervient à sa mort prolonge la même manière de voir. C'est l'aboutissement d'une compétition entre aînés qui se reflète dans la détention encore individuelle de maléfices mati dans le domaine invisible. En ce sens, je n'hésiterai pas à suggérer que la transmission générale des richesses par la voie de l'héritage entre aînés lignagers est considérée par les intéressés (parents ou voisins) comme un changement dans les points d'accumulation en direction d'un autre individu. Que ce dernier ait des responsabilités collectives ne modifie pas cette réalité.

La jalousie actuelle ne saurait s'expliquer seulement par ces références. Elle s'accroche aussi à un fait capital, que nous avons souligné dans l'analyse de la compensation de mariage: l'égalisation des capacités de travail des hommes et des femmes, chaque groupe dans sa zone séparée. Tout individu a, selon ces principes, des chances équivalentes de réaliser des gains. La réussite "anormale" de certains planteurs de tabac (revenus de plus de 30 000 francs par an) suscite alors les accusations de sorcellerie lancées par la rumeur, qu'étaient soigneusement leurs adversaires directs. Il semble que les commerçants appellent de telles suspicions, mais moins nettement, car on sait bien que leur fortune provient d'ailleurs que du travail classique du secteur 2 masculin. Le semblable est soupçonné plus que le supérieur. Le thème le plus courant de la magie d'aujourd'hui est celui de l'objet maléfique (mati mabi), que son détenteur a acquis pour dérober l'argent des autres (sous sa forme monétaire ou en tissus et couvertures). Dans ces conditions, on ne s'étonnera pas que le mode de vie soit extraordinairement uniformisant chez les aînés et même les seigneurs ou chefs. Nul désir de se distinguer à tout

prix par la parure, comme chez les jeunes. Le plus pauvre des habitants est difficile à différencier du plus riche des ngàà, qui s'habille comme lui de vieux pagnes usés, mène une existence extérieure assez comparable. Dans la zone de compétition, un adage exprime cette attitude en déclarant qu'il faut "éviter de se faire voir aux yeux des autres". Seuls les seigneurs du ciel le tentent certains jours à leurs cérémonies funéraires; les autres ne se permettent de montrer un talent quelconque que dans les fêtes ou les retraits de deuil. Les biens de prestige autoriseront de façon visible des écarts, mais leur nombre est rare et presque fixé. Sinon, l'accumulation de richesses est cachée comme la puissance magique. "Chacun reste derrière sa limite." Les commerçants, malgré l'évidence de leurs plus grandes ressources, se mêlent le moins possible aux affaires brûlantes de la terre, sauf s'ils y dominent à d'autres titres. Le plus souvent, ils recherchent l'autonomie isolante, comportement d'ailleurs commode pour décourager les demandes quasi permanentes de leurs parents.

La catégorie des **biens de prestige**, en apparence restreinte, est en fait assez vaste, si l'on considère sa fonction générale plus que son sens strict. En premier lieu, la construction de maisons en dur est l'apanage des chefs importants et de certains seigneurs ainsi que des ngàà ou commerçants. Ces demeures constituent si peu un bien d'usage au départ que beaucoup de vieux les édifient et continuent de vivre à l'intérieur de leurs anciennes maisons: l'autre sert parfois à recevoir. Il faut l'intervention des jeunes du hameau ou l'habitude grandissante pour que lentement la maison devienne un élément d'habitation véritable. L'ameublement prolonge sa construction: chaises, fauteuils, lits (en bois ou en vannerie), tabourets sont d'autres manifestations du statut. Peu de facteurs contribuent à différencier aussi clairement les différents hameaux. D'autre part, tous ces biens, et principalement la maison en dur, sont transmissibles en ligne paternelle (aux fils) sans que personne y trouve maintenant à redire. C'est donc un investissement fait par un homme aux dépens de son lignage. Certains chefs se font bâtir des tombeaux (Terre Lage): nouveauté qui a toute chance de se développer, à moins que ce ne soit qu'une mode. Le nombre de vélos d'un groupe local va dans le même sens (une cinquantaine dans la Terre Enku): l'utilité se combine au souci de paraître.

En une signification plus large et quelque peu figurée, on peut soutenir que les richesses cachées et les maléfices magiques contribuent en même temps que les démonstrations visibles au prestige. Personne n'ignore totalement qu'un homme a entassé des pièces de tissus en nombre assez considérable: il faut alors qu'il les détienne en les cachant. Il s'est montré assez fort pour les avoir et assez fort pour ne pas les dévoiler aux yeux de tous. Cette modalité de la détention est certainement la plus chère à bon nombre d'ainés. Elle rappelle étonnamment le mode de possession des maléfices magiques (ou des "protections" pour les présenter sous leur jour favorable). Rien ne servirait de les avoir, malgré la croyance en leur efficacité, si le public de la Terre (et de la parenté) n'était au courant de leur existence.

Les exigences de la consommation moderne chez les jeunes sont absolument diverses. Les biens de prestige ne consacrent pas pour

eux un pouvoir caché qu'on fait sentir ou encore qu'on montre dans des limites raisonnables. En marge des places sociales qui prévalent, ils affirment leur valeur individuelle par séparation des fins qui se réfèrent davantage à l'univers des villes (et du marché externe), ils prouvent aussi la force de leur désir sexuel, à défaut de pouvoir exprimer leur prééminence sociale. Ils se placent dans une zone de prodigalité et de dépenses qui est en opposition totale avec l'accumulation patiente et secrète de leurs aînés. Enfin, ils n'attendent guère la reconnaissance de leur prestige que de leurs égaux ou égales en âge.



IV

LA TERRE DES HAMEAUX

Morphologie sociale d'une Terre

A qui veut comprendre la vie du pays, je dirai d'abord ceci:  
sur le plateau, la femme n'est pas libre,  
la terre n'est pas libre non plus.  
(Mawa, juge de la Terre Ntsekampika)

Cette partie annonce le système de parenté et aborde un objet nouveau qui ne saurait s'en déduire.

Qu'est-ce que la **résidence** ? Une notion très problématique. La simple carte des hameaux d'un territoire requiert bien des exposés à seule fin d'éclairer ce relevé initial. La présence de groupes locaux n'est qu'une constatation: leur description ne remplace pas l'explication.

Ces précautions viennent de mon expérience. J'ai éprouvé le plus grand mal à comprendre pourquoi un ensemble d'habitants se trouvait là. Sans l'aide des gens, je n'y serais jamais parvenu. Ils m'ont même indiqué la manière de procéder: partir des bosquets lignagers plutôt que des hameaux.

Mes étapes seront aussi les leurs. D'abord, rappeler les règles de résidence, liées au procès d'alliance. Puis, dans la Terre Enku, partir des mariages existants. Les règles déterminent des possibilités: une résidence théorique. Les mariages actualisés introduisent à la résidence réelle, fruit des pratiques dans le même cadre spatial (1). Une fois construite la structure des groupes locaux, qui n'est pas une fonction simple de l'alliance, la résidence sera reprise autrement. La parenté et les rapports politiques se seront enracinés dans la surface géographique et économique d'une Terre, et la position des rapports de production apparaîtra mieux dans le jeu des pouvoirs entre groupes.

## PHYSIONOMIE GÉNÉRALE DE LA TERRE ENKU EN JANVIER 1967

Aux yeux de l'administration congolaise, la Terre Enku est une unité administrative, l'une des dix du plateau. A l'intérieur de ses limites sont découpés cinq villages selon le terme officiel: Angama, Djambala, Kingambimi, Ngulambali et Enkunuma. Cinq chefs modernes y sont installés. Au-dessus d'eux on trouve un chef-lieu de la Terre, situé à Angama, où réside un chef de Terre administratif.

La surface de l'ensemble est de 2 170 hectares: un peu plus de 700 habitants y demeurent. La carte des lieux montre que la population est fragmentée en 37 hameaux. A quelle réalité peut bien alors correspondre la notion de village ?

Le découpage administratif est hérité de la colonisation. Les hameaux précoloniaux ont été rassemblés de force en unités plus vastes, auxquelles furent donné le nom de "villages regroupés". Couramment, le vocabulaire kukuya désigne les deux termes par le même mot: ola (2). Il n'y avait pas eu sur ce point de bouleversement complet, mais un remaniement - sans précédent - des divisions anciennes du pays. Une assez bonne connaissance des unités politiques antérieures a présidé à la redéfinition des circonscriptions. Le cadre des Terres fut presque conservé. Les villages réunirent des effectifs dans les limites des parties de Terre.

Traditionnellement, la Terre était subdivisée en cinq parties: Mikoko, Kimonkari, Biliki, Enkunuma et Ngulambali. Chacune fournissait un village. Le nom des deux dernières subsista. La première fut convertie en un village, Angama, du nom d'un de ses bosquets dominants, comme l'alliance sociale qui s'établissait avec le pouvoir colonial. De même pour la seconde avec Kingambimi. Seule la troisième reçut une dénomination vraiment neuve: Djambala, selon le vœu d'une fraction de ses habitants, comme la préfecture du moment hors du plateau (chez les Nziku).

Le regroupement n'a pas simplement affecté l'emplacement des villages et des hameaux ultérieurs, il a aussi porté sur la forme de la résidence dans chaque lieu, quelle qu'en soit la taille. Une nouvelle disposition des maisons l'a emporté. Au siècle dernier, placées autour d'une demeure centrale, elles essaïmaient à proximité immédiate. Les administrateurs français imposèrent leurs maisons alignées sur deux rangs parallèles, le troisième côté étant fermé par la "case" du chef. C'étaient les maisons des hommes: celles des femmes restèrent derrière en rangées également régulières. Ce changement assez radical, difficile à présenter comme un progrès réel (sinon en temps de travail) (3), fut aidé par celui du matériau de construction: on passa des roseaux et lattes de bois soignés à la boue séchée (poto-poto) soutenue de poutres mal équarries. Contre vents et marées demeura seule l'orientation des demeures selon deux directions perpendiculaires comme les parcelles des femmes en savane. Enfin, dans ce type d'habitat colonial si répandu dans l'ancienne A.E.F., le hameau s'ouvrait sur la route, instrument et symbole de l'action administrative, fin en soi et objet de regard de cette époque.

L'aspect de la résidence est inintelligible sans le tracé des nouvelles routes. Certes de larges chemins existaient avant l'arrivée des premiers Européens; mais ce réseau de communications n'avait pas contrarié l'éparpillement des blocs de maisons. La construction des routes coloniales fut plus systématique, elle s'accompagna d'une contrainte politique, partie d'un corps étranger à la société. Les habitants ne furent plus libres de choisir leurs lieux d'habitat. Les hameaux furent autoritairement rassemblés le long des routes. Par la suite, les avantages de proximité pour les départs au marché ou les liaisons poussèrent les habitants à s'en tenir à cette règle (4). La plupart des hameaux actuels s'échelonnent le long des axes routiers: c'est la tendance normale, le problème étant plutôt de savoir pourquoi quelques emplacements restent excentriques.

Si les habitants s'étaient finalement faits à leur présence au bord des routes, le regroupement ne fut jamais pris de bon coeur. Les raisons de leur résistance ressortiront de plus en plus nettement à mesure que la découverte des caractères principaux de la résidence ancienne se poursuivra. Dès à présent, la topographie la marque même par examen superficiel: les cinq villages regroupés ont éclaté en de multiples hameaux. Ce mouvement centrifuge avait pris naissance dès la fin de l'époque coloniale, l'administration ayant dû renoncer à faire valoir ses exigences; il s'accentua après l'indépendance du Congo. En 1966, un essai de regroupement ne put dépasser le stade verbal, les protestations furent telles que l'entreprise fut abandonnée.

Avec la division ancienne en parties et le réseau routier, la carte est déjà moins obscure. Chaque hameau se rattache à une partie et en dépasse quelque peu les frontières pour être près de la route, comme dans toute la région. La particularité d'Enku tient à un carrefour de deux voies, près d'Angama, le chef-lieu.

Le choix de la Terre Enku était tentant par sa position centrale, sa densité de population proche de la densité moyenne du plateau, son effectif démographique modéré un peu plus bas que la moyenne (en gros de 1 000 habitants par Terre).

Inutile d'entrer plus avant dans le détail de répartition des hameaux et villages. La notion assez vague de résidence fondée sur un relevé cartographique éclaire peu la disposition des groupes locaux et surtout leur composition.

Aussi cet instantané ne livrera-t-il que ce qu'il a de manifeste. En deux ans (de 1965 à 1967), cinq hameaux ont disparu, sept nouveaux ont fait leur apparition. La mobilité résidentielle retient d'autant plus qu'elle est sous-estimée: des déplacements ont encore eu lieu dans la deuxième moitié de 1967. Toute image statique de l'habitat est à écarter.

Par parties ressortent de fortes inégalités numériques: 174 habitants à Angama, 192 à Kingambimi, 166 à Djambala, seulement 44 à Enkunuma et 71 à Ngulambali. Or, ces deux dernières parties sont de grande superficie sans qu'aucune différence écologique justifie leur peuplement plus faible. Les recensements officiels des dix années écoulées prouvent que la proportion relative des villages - et donc des parties - est restée assez constante. D'où proviennent ces écarts de population ?

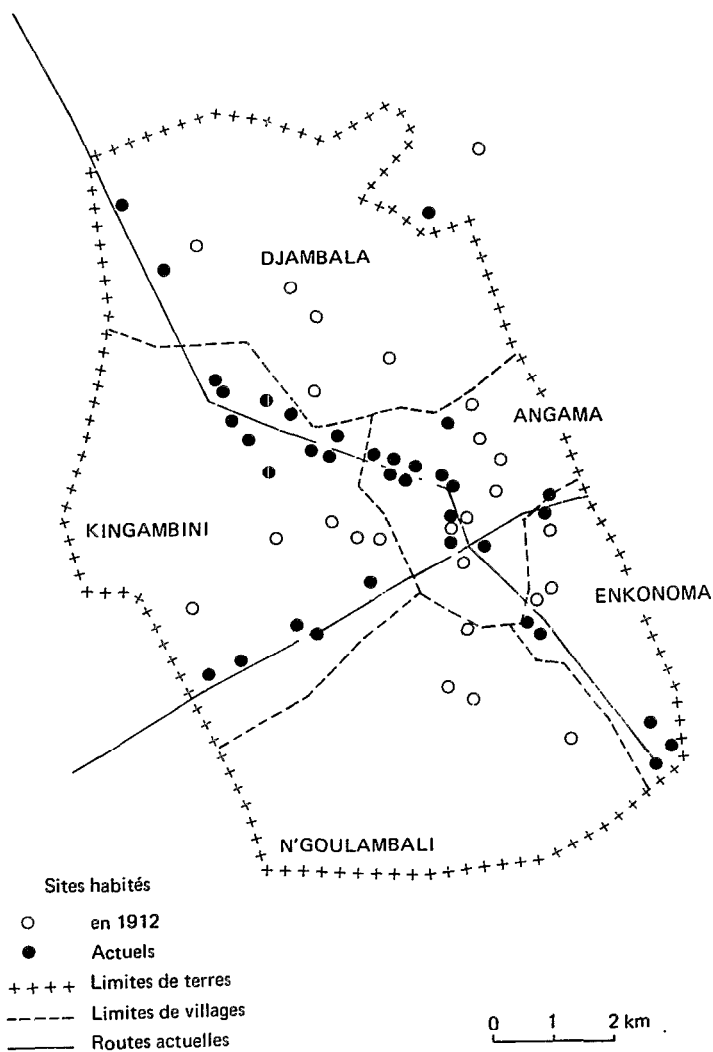


FIGURE VIII  
Habitat ancien et moderne (1965)  
(d'après Guillot 1973:66)

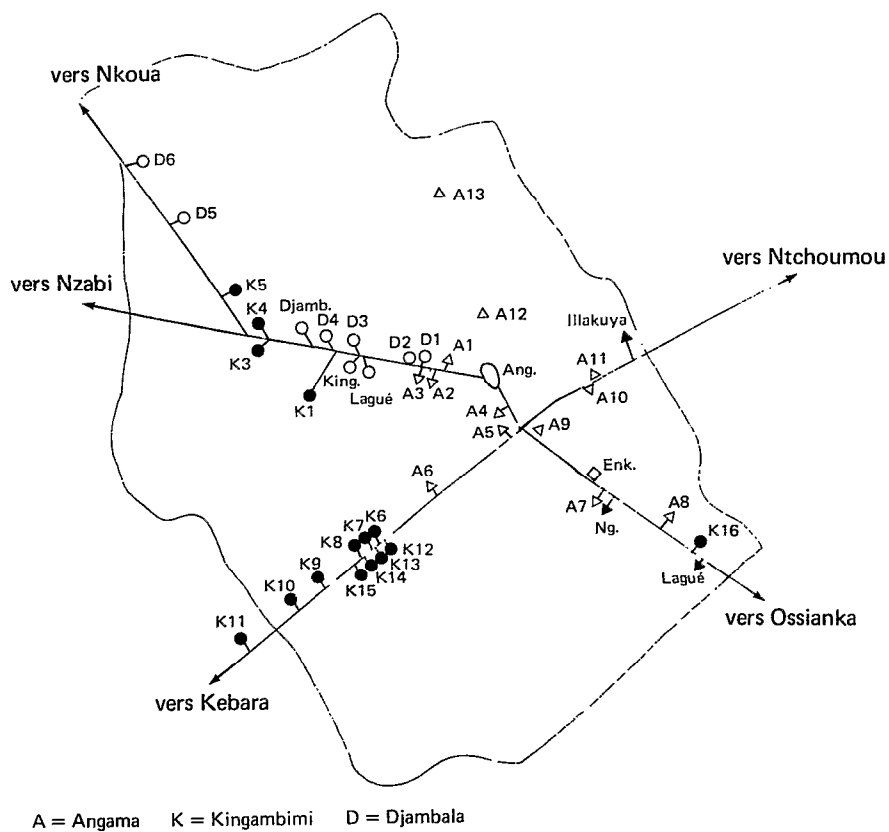


FIGURE IX  
Habitat ancien et moderne (1967)

## NOTES

(1) L'échange matrimonial "généralisé" forme un cadre structurel, dont la pertinence est très abstraite. On doit le réintégrer dans le réseau des pratiques qui le "restreignent" de bien des manières. Mon enquête décrit un noyau focalisateur, comme il en existe un dans chaque Terre rurale.

(2) Cependant, au besoin il existe un mot pour préciser qu'il s'agit d'un village regroupé colonial.

(3) J'ai enregistré chez des vieux des réactions de dégoût: à partir du moment où on les privait de leurs maisons, à quoi bon s'évertuer à les embellir ? Ainsi est née l'architecture "fonctionnelle" ou "utilitaire" à des latitudes très variées.

(4) L'adhésion reste limitée aux besoins des gens. Dans une Terre du sud, un habitant d'un hameau, face à un énorme trou sur la route près de sa maison, me faisait remarquer qu'à pied lui et les siens en faisaient facilement le tour. Quant au passage des voitures...



## LES RÈGLES DE RÉSIDENCE

### RAPPEL DES RÈGLES MENTIONNÉES

Une des plus importantes pourrait s'exprimer par le mot **virilocalité**. Mais une société n'est pas virilocale comme un tissu est rouge. L'essentiel n'est pas la qualité intrinsèque d'une propriété souvent assez mal définie, mais les conséquences à tirer dans une société donnée d'une observation évidente. Ainsi dans le pays kukuya, qui dit virilocalité dit exclusion politique et juridique des femmes des droits résidentiels. Pourquoi le phénomène est-il capital ? Parce qu'il détermine l'accès à l'espace de production. Toute la terre du plateau est lignagère ou seigneuriale. Affirmer qu'"une femme n'a pas de hameau", c'est donc évoquer implicitement une relation entre hommes et femmes au regard de la terre. Comme la terre est le principal objet et moyen de production des femmes, on saisit alors ce qui est sous-jacent à cette structure d'habitat.

Les situations des hommes adultes définissent la résidence. La loi générale est simple, en relation immédiate avec le **quadrilatère de base** d'un individu: ses quatre lignages fondamentaux. "On habite là où on n'épouse pas." En disant qu'on habite dans un lignage, les gens pratiquent un raccourci. Ils sous-entendent que chaque groupe lignager est associé à une Terre délimitée par l'intermédiaire d'un bosquet qui le représente et signifie son ancrage dans un territoire politique. Pour qu'existe un hameau concret, son fondateur doit se rattacher par un de ses lignages au bosquet qui justifie son droit de présence. Ainsi l'homme pourra dire: "Je demeure sur mon bosquet." Une première problématique se dégage du langage et des réalités quotidiennes: étant donné, d'un côté, des hameaux dispersés dans la Terre Enku, de l'autre, des bosquets de lignages, quel lien unit les premiers aux seconds (1) ? Les termes de la question sont des objets empiriques (les bosquets sont le plus souvent bien réels). Le but sera de percer la naturalité apparente de ces bosquets, encore plus grande que celle des hameaux.

La "remise de dot" (2), ou nkama, est le lien de dette unissant quelqu'un à son lignage paternel. Il équivaut à une obligation d'un lignage donneur de femme à son lignage preneur. Quand il est rendu, il clôtüre l'alliance entre les deux lignages. Dans cette fonction, il importe pour notre sujet: il sanctionne la rupture d'une relation interlignagère et inscrit donc la possibilité ou la réalisation d'une rupture résidentielle. Les positions sont à la fois

## LES REGLES DE RESIDENCE

sociales et territoriales.

### INSUFFISANCE DE LA NOTION DE VIRILOCALITÉ

En plus du décentrement indispensable sur la virilocalité, la matière même de la notion demande à être précisée. Une critique pertinente a depuis longtemps été conduite par les travaux ethnologiques, distinguant entre résidence patrilocale et avunculocale (chez l'oncle utérin). Ces catégories semblent convenir à l'opposition kukuya entre les côtés paternel et maternel. Mais une distinction à deux termes n'est qu'une approximation du réel. C'est pourquoi nous ferons appel aux conceptions des habitants pour situer les places en cause. Le classement habituel ne suffit pas, il dit moins que le leur sur les hiérarchies respectives.

La position des habitants se rapporte à leur système ancien. Elle s'est cristallisée assez fort pour s'offrir à nous de manière intangible. - "Où un homme doit-il habiter ?" - "Il doit construire dans son kitara" ("du côté du père"). Par ces seuls mots, le côté maternel est exclu de la normalité. Autrefois l'individu qui vivait dans son propre lignage (ou dans celui du père de sa mère) était considéré comme "sorcier" par autrui: on l'avait chassé, disait-on, à cause d'un scandale quelconque. Sans doute n'était-ce pas une véritable accusation, mais un indice de sa nature probable.

Kitara enferme une fusion de plusieurs sens. Ce peut être soit l'origine maternelle du père (son bosquet lignager), soit le hameau où il résidait par des droits définis. Avant la colonisation, à en croire les témoignages, cette unique présence du père défunt suffisait à garantir la résidence de son fils au même endroit, parfois même sans prolongement de droits résidentiels lignagers. L'habitant se liait directement à une place paternelle et à une autorité seigneuriale. Un seigneur (sans doute "du ciel"), à la recherche de dépendants, ne pouvait que favoriser une telle pratique.

En un sens plus vaste, kitara désigne tout le côté paternel (ses deux lignages), alors qu'au sens strict, le lignage paternel du père devrait se nommer ki tara (ki) tara. Le terme condense la parenté paternelle en son entier, opposant non les lignages principaux (père et mère) aux secondaires, mais les deux côtés entre eux. Les habitants argumentent curieusement leur vision de la résidence idéale: le hameau du père, qui est souvent leur endroit natal. "On y vit à cause du mariage de la mère." Les préférences se croisent, entremêlant parents primordiaux et côtés. Par l'alliance de la mère a été implanté en un lieu un triangle maternel (mère-fils-fille) d'un lignage. La fille ira se marier ailleurs, le désir du fils sera de maintenir le lien résidentiel (et parental) avec son père et sa parenté. La Terre entière où demeurerait le père est vue aujourd'hui encore comme entité paternelle: les fils y appellent métaphoriquement tous les habitants "des pères" (ba tara) s'ils sont d'âge voisin du leur. Ce trait s'impose surtout s'ils y habitent eux-mêmes.

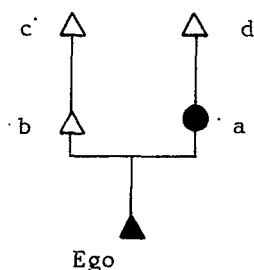
L'articulation des places résidentielles n'est pas régie par une détermination linéaire. La plupart du temps, on ne considérera pas qu'un emplacement possible, mais aussi un soutien parental et politique, surtout si l'on est jeune. Tel est l'usage ancien. Les déclarations des gens sont si convergentes qu'on peut les tenir pour vraisemblables. Par contre, le scepticisme est de rigueur aujourd'hui où ils ne sont pas complètement conscients des répartitions récentes selon les deux côtés. Pour trancher dans un sens ou dans l'autre, on confrontera leurs dires aux groupes locaux réels.

## LE CAS THÉORIQUE SELON LES HABITANTS

A partir des données orales des habitants, construisons le cas théorique de reproduction d'un cycle (3) afin de repérer le moment d'éviction résidentielle d'un individu.

### La mise en évidence du point de rupture

Le raisonnement vaudra pour toute personne des deux sexes. Le postulat, c'est que tout individu a quatre lignages distincts (en vertu des règles de mariages), qu'on peut appeler a, b, c et d: j'appelle cela "leur quadrilatère de base".



La permutation des lignages est à l'oeuvre:

- 1 Ego peut habiter dans les quatre lignages (le sien, a, et les trois autres).
  - 2 Son fils n'en a plus que deux possibles: a et b.
  - 3 Son peiti-fils n'en a plus aucun.
- L'arrière-petit-fils n'a plus aucun lignage ni bosquet communs avec l'Ego initial.

Quelle que soit la nature de la lignée issue d'un homme, la proposition reste valable. La coupure décelée dans le système parental reparaît: le point où la terminologie de parenté devient récurrente (arrière-petit-fils se dit mwana: "fils") est celui où la relation parentale perd son efficacité. La coupure tranche ici dans les droits de résidence, mais elle est tout autant celle des obligations rituelles, de l'assistance requise, des marques de respect obligées.

## LES REGLES DE RESIDENCE

On pensera qu'un jeune garçon et son arrière-grand-père sont rarement confrontés. Mais leur question quotidienne est plutôt de savoir quelle conduite tenir avec les descendants du lignage du vieil homme. La réponse vient d'elle-même - interdits matrimoniaux mis à part: les liens sont rompus. Les lignages d'un arrière-petit-fils sont complètement renouvelés.

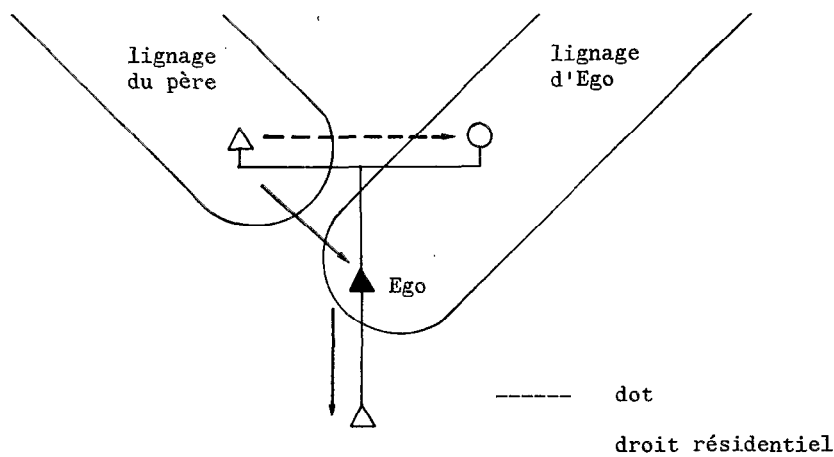
### Les droits résidentiels d'un homme et leur rapport à la filiation, la descendance et à l'alliance matrimoniale

Dans le tableau des permutations lignagères, les introductions de lignages nouveaux (5, 6, 7...10) s'effectuent en fonction d'un système d'alliance déterminé. Ses grandes lignes (échange généralisé) sont connues: elles interdisent de revenir aux lignages de référence et appellent le recours à des lignages neufs. Etendons le cas théorique sur la base des déclarations des habitants.

Parmi les diverses possibilités, choisissons un homme pourvu de droits résidentiels par son lignage paternel. C'est la forme normale, la plus fréquente autrefois, la plus logique aussi, puisqu'il n'y a pas d'endogamie lignagère. La résidence chez l'oncle utérin est toujours seconde dans le temps.

Supposons le père habitant sa propre terre lignagère près du bosquet d'ancrage la représentant. L'alliance qui a mis son fils au monde implique deux choses:

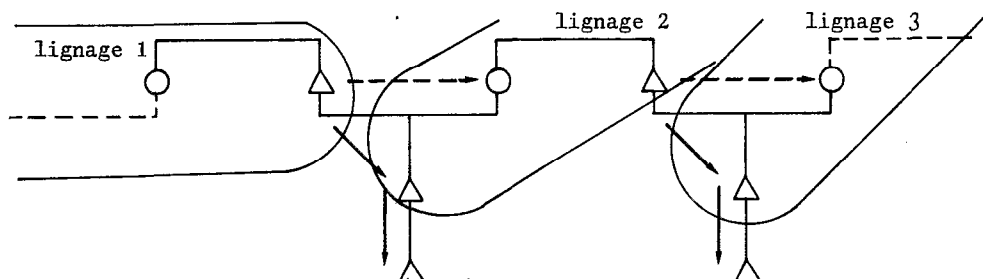
- le père (et son lignage) ont versé une dot;
- ils ont donné à Ego un droit résidentiel en tant que "fils" (mwana kibalika) du lignage.



Le schéma peut se prolonger: le lignage d'Ego donne ensuite un droit résidentiel à son fils. Puis son petit-fils sera éliminé.

## LES REGLES DE RESIDENCE

La fécondité de cette proposition ne sera tirée qu'en l'insérant dans une structure d'échange généralisé. On suppose toujours la résidence du fils définie par son lignage paternel:



S'il y a échange généralisé d'épouses entre lignages, chaque alliance induit une transmission de droits au petit-fils issu de ce mariage: le lignage de l'épouse transmet son droit résidentiel. Dans l'aire matrimoniale, l'échange généralisé entraîne donc un autre échange généralisé de droits résidentiels entre lignages.

Deux manières de le définir selon la perspective adoptée, mais au sein d'un seul phénomène: pour les époux, l'échange de droits de résidence concerne leurs fils; pour les épouses, leurs petits-fils.

Ces conclusions n'auraient aucun sens si on ne posait au départ la "possession" de la terre par les lignages. La transmission par un père d'un droit de résidence à son fils procède de la relation du lignage paternel à la terre lignagère. Les procès recouverts par ce terme sont complexes. Par hypothèse, les pères habitaient leur propre terre matérielle, appropriée par un lignage. Ce n'est pas toujours le cas de beaucoup. Mais achevons l'examen de toutes les figures.

Le père pouvait habiter la terre de son **lignage paternel**. Comme *kinkaka* du fils (père du père), elle lui confère ce droit. Si nous imaginons tous les droits résidentiels transmis ainsi, nous obtenons une autre forme d'échange généralisé entre lignages: tous transmettent des droits à leurs petits-fils. Les acteurs du procès seront les époux à la génération supérieure au père (+ 2). Puis les droits disparaissent (- 2).

Du côté maternel, deux lignages peuvent accueillir un homme:

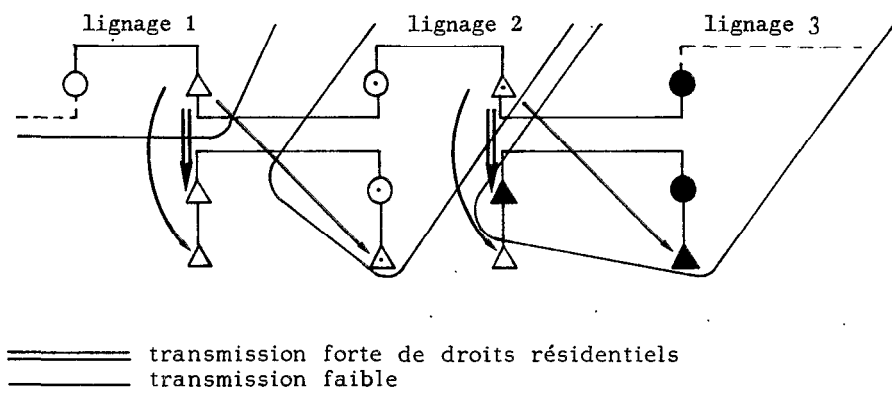
- son **lignage maternel**: un parent utérin demeurant sur sa propre terre. En envisageant les droits des fils, nous sommes ramenés au cas du début.
- le **lignage paternel de sa mère**: même raisonnement que pour l'autre lignage de grand-père.

On aboutit à un échange généralisé de droits résidentiels, mais de type différent: les pères de mères transmettent des droits sur leur terre lignagère aux petits-fils par une femme. A la génération inférieure viendrait la rupture.

## LES REGLES DE RESIDENCE

Ainsi l'échange généralisé de femmes entre lignages entraîne un échange généralisé de droits résidentiels aux deux générations inférieures dans tous les cas. Ce phénomène social, comme l'échange matrimonial, ne regarde que les hommes: il porte même uniquement sur eux à la différence du précédent. Comment décomposer ce procès masculin de transmission juridique à partir des lignages alliés ? Il prend une triple forme: aux fils (lignage paternel), aux petits-fils agnatiques (père du père), aux petits-fils par une femme (père de la mère). Les deux dernières modalités se différencient de la première parce qu'elles mettent en jeu des hommes appartenant à des lignages venus s'allier aux lignages de départ à la génération des fils. Les droits des lignages binkaka (+ 2) sont la conséquence de deux cycles successifs d'alliance: du point de vue de la résidence, le premier continue à englober le second, puis c'est fini.

L'ensemble se figure comme suit en indiquant par des traits doubles les droits venus d'un lignage paternel, par un seul trait moyen ceux qui proviennent des binkaka:



Le procès s'exprime encore avec le groupe de parenté buburu au sens strict, comprenant quatre lignages. La transmission a lieu des têtes masculines du buburu aux descendants mâles sur deux générations. Elle suit d'abord des lignages agnatiques, puis des descendance bilatérales, produites par un second cycle d'alliances.

Les trois transmissions ne sont pas interchangeables. Il existe d'abord un côté paternel: c'est seulement par "retour" que la résidence dans le lignage paternel de la mère se pose.

**Le lignage utérin** est absolument particulier. Un homme adulte peut toujours résider dans sa terre lignagère. Il n'y pas à proprement parler de transmission de droits résidentiels, sinon par l'existence même du lignage et de sa filiation. La limite est d'une autre nature. Il suffit d'être homme pour être dans un lignage et y avoir le droit correspondant de résidence. Habiter "sa" terre signifie pratiquement pour quelqu'un se retirer dans sa parenté utérine après abolition des liens d'alliance qui ont servi à le

mettre au monde. C'est bien une éventualité seconde du système, même si elle est fréquente.

### La nature de la terre lignagère

J'ai fait comme si les droits transmis par un parent l'étaient toujours sur la terre concrète de son lignage. C'est loin d'être si simple. Quand un homme déclare: "Je peux habiter sur la terre de mon lignage paternel", il veut dire qu'il peut résider chez un membre adulte mâle de ce groupe. Mais celui-ci n'est pas forcément, il s'en faut, sur sa propre terre lignagère.

La terre lignagère définissant les droits pour un "fils" est à prendre à la fois au sens propre (espace matériel) et au sens figuré (espace morcelé en autant de places possibles chez un parent). Les divers droits s'imbriquent, puisque le parent d'accueil est lui aussi dans un système diversifié de places. "On peut faire le tour du plateau, pourvu que ce soit dans sa parenté."

Mais on ne va pas pour autant renoncer au sens propre pour lui substituer le sens figuré d'un espace fragmenté. Il y a un lien entre les deux acceptions. Comme c'est à un vrai hameau qu'on a toujours affaire et à un vrai bosquet proche de lui, la détermination est à rechercher à partir du sens propre. Dans un groupe local, au moins un homme aura une relation directe à la terre lignagère suivant les quatre modalités proposées. Les autres habitants se rattachent à lui et par lui au bosquet réel.

En voilà fini avec le cas théorique sur la base des règles locales, dont j'ai pu constater qu'elles fonctionnaient vraiment. Dans les diverses lignes de filiation et de descendance des quatre lignages fondamentaux d'un homme, les hommes ont des droits résidentiels interrompus à la troisième génération inférieure. Les conséquences de l'alliance matrimoniale, induisant des droits résidentiels en-dessous des époux, s'effacent. Reste à examiner dans les pratiques le moment réel où interviennent ces coupures virtuelles, puis à hiérarchiser par l'étude des situations les diverses possibilités de résidence. Elles ne se valent pas toutes.

Les règles de résidence appartiennent au procès juridique et politique du système I lignager. Ses formes sociales l'inscrivent dans les relations entre aînés et dépendants des deux sexes. deux sexes.

Pourquoi ce procès joue-t-il un tel rôle dans la société ? Quelles sont les conditions de sa nécessité dans la production sociale ?

Le système I par hameau est-il donc absent du seul fait qu'il n'apparaît pas dans les règles résidentielles dominantes ? N'a-t-il aucune action sur la détermination concrète de la résidence ?

Si le procès juridique et politique joue un rôle dans la définition de la forme du rapport de production, le champ idéologique du système II a toute chance de subir le même type d'effet.

## LES REGLES DE RESIDENCE

### NOTES

(1) On comparera la carte des hameaux à la carte des bosquets vivants dans la partie Biliki (Djambala), p. 00.

(2) C'est un versement de retour dans le sens inverse de la dot, mais beaucoup plus faible.

(3) Le vocabulaire local use des termes bala (alliance), nzi yi bala (dot), nkama (remise de dot)...et nomme les grandes phases du procès (voir tome II) en indiquant leur mouvement par des verbes. Un corps de proverbes ou de locutions proverbiales enrichit cette réalité. On remarquera qu'une part de ce lot sémantique est commun, une autre spécialisée ou semi-spécialisée (juges, chefs, seigneurs, femmes, etc.). D'autre part, un fait est toujours livré avec son signifiant, ce qui ne sépare pas, que je sache, l'habitant du pays et l'observateur scientifique. Ces questions ont davantage été soulevées par des linguistes logiciens, comme Quine, que par des sociologues.



## LES MARIAGES ACTUALISÉS

Le fonctionnement de la résidence dans la Terre dépend de celui de la circulation des femmes. Pour en venir à la configuration concrète de l'habitat, on doit passer par les mariages actualisés. En les décrivant se vérifiera du même coup la validité de la forme générale des alliances.

### LA RÉPARTITION RÉSIDENTIELLE DES ÉPOUSES DANS LA TERRE

D'ou viennent les femmes mariées qui y vivent ? L'enquête porte sur les épouses dont le mari est vivant: soit 207 alliances. L'origine indiquée est la Terre de naissance.

Le tableau 13 permet de chiffrer l'endogamie résidentielle de la Terre Enku: un peu moins d'une épouse sur cinq est née dans ses limites.

Toutes les Terres sont représentées. Les habitants avaient raison de l'affirmer; mais elles le sont à des degrés très inégaux.

A elles seules, trois Terres dominantes (Abila, Lage, Illakuya) fournissent plus de la moitié (54 %) de toutes les femmes mariées. Le restant, moins de 26 % en retirant les épouses nées à Enku, provient de six Terres.

La proximité territoriale explique-t-elle ces flux si différents ? Les trois Terres dominantes jouxtent bien la Terre Enku. Mais à l'opposé, Ongali et Lekana apportent de faibles contingents, et il en va de même d'Akolo, Terre voisine. Enfin, Ntsekampika précède Kuma et Suo, qui sont limitrophes. Le critère ne vaut qu'en partie.

Il faut lui combiner au moins un autre élément: les quantités de population dans les Terres de naissance des épouses. Elles seront traduites en pourcentages par rapport à la population totale du plateau. J'opère ensuite la déduction positive ou négative du pourcentage des femmes mariées à Enku. Le résultat sera un écart des deux pourcentages (proportion démographique d'une Terre dans l'ensemble - proportion de femmes mariées à Enku) (tableau 14).

# LES MARIAGES ACTUALISES

Tableau 13  
L'ORIGINE DE NAISSANCE DES FEMMES MARIEES

Terre de naissance	pourcentage par Terre	nombre d'épouses
Enku	18,36	38
Ntsekampika	7,25	15
Illakuya	13,04	27
Lage	20,28	42
Lekana	2,41	5
Suo	5,31	11
Kuma	5,79	12
Ongali	1,93	4
Akolo	3,86	8
Abila	21,25	44
Extérieur du plateau	0,48	1
Total	100,00	207

Un écart apparaît d'abord pour Enku: la Terre conserve trois fois plus d'épouses nées sur place qu'elle ne le ferait si on se plaçait dans l'hypothèse (toute fictive) de quotas de femmes accordés en proportion du nombre d'habitants. Son taux d'endogamie résidentielle relative est élevé (1).

Hierarchisons les flux d'épouses nées hors de l'unité territoriale de référence. Le plus fort écart négatif est enregistré par la Terre Lekana: elle est faiblement représentée (six ou sept fois moins que son quota), bien que peuplée. L'éloignement géographique a joué son rôle ainsi qu'une orientation des échanges qui s'en détournent. A vrai dire, c'est la seule déviance du tableau.

En effet, cette exception mise à part, les écarts n'excèdent pas 5,68 % en positif et 4,64 % en négatif. La proportion de population dans les Terres de naissance joue donc son rôle dans ces bornes.

L'examen peut s'affiner en partant de l'écart le plus proche de zéro: Suo. En dessous viennent deux écarts négatifs faibles: Kuma et Ongali: la première touche Enku, mais au nord-ouest, la seconde est au nord et non limitrophe. L'écart reste négatif et s'accroît avec Akolo, qui n'est pas contiguë et se trouve au nord. De même avec Ntsekampika, mais à l'est.

Restent trois Terres (Abila, Lage, Illakuya) qui dénotent des écarts positifs, compris entre 2,81 et 5,68 %. Leur relative faiblesse, bien que les deux premières soient bien plus peuplées que la troisième, confirme le bien-fondé du critère démographique. Celui de proximité doit être orienté en direction du sud du pays.

# LES MARIAGES ACTUALISES

Tableau 14  
ÉCART ENTRE LE POURCENTAGE DE FEMMES MARIÉES A ENKU  
ET LA PLACE DÉMOGRAPHIQUE DE CHAQUE TERRE  
DANS L'ENSEMBLE DU PLATEAU

Terre de nais- sance des femmes	pourcentage de po- pulation par rap- port à l'ensemble du plateau	écart avec le pour- centage de femmes mariées à Enku (%)
Enku	5,87	+ 12,49
Ntsekampika	10,55	- 3,30
Illakuya	8,01	+ 5,03
Lage	17,47	+ 2,81
Suo	4,63	+ 0,68
Lekana	15,27	- 12,86
Kuma	7,19	- 1,40
Ongali	3,32	- 1,39
Akolo	8,10	- 4,24
Abila	15,57	+ 5,68

Les trois Terres sont le pôle opposé à celui de la Terre Lekana (nord-est).

Les Terres extérieures à Enku lui fournissent des épouses en proportion de leur population et en fonction d'une proximité à dominance méridionale. On songe aussitôt à la division politique ancienne entre les deux moitiés de Mpika et Bukuobi, mais sa coïncidence n'est qu'imparfaite. Quelques sondages m'ont montré que les mariages en bordure du plateau indiquaient une orientation décalée vers l'ouest ou le nord selon l'endroit. Ces réseaux accentués différemment couvrent l'ensemble du pays.

Le cadre le plus pertinent pour l'étude des rotations d'alliance semble être la Terre et non ses parties où se manifestent des régularités du niveau supérieur (2).

## LA RÉPARTITION DES ÉPOUSES DANS LA TERRE SELON LA FILIATION LIGNAGERE

Comme les femmes sont en majorité étrangères par naissance à la Terre où elles se marient et habitent, vraisemblablement, comme le répètent les vieilles gens du pays, il en allait de même pour leurs mères. Pas de probabilité très forte pour que la filiation matrilineaire d'une femme (lieu où s'ancre son bosquet de lignage) coïncide avec son lieu de naissance dans une Terre.

Les faits s'accordent-ils avec cette affirmation ? Quelle est la répartition des épouses de la Terre Enku non plus suivant leur origine résidentielle (lieu de naissance), mais suivant celle de filiation matrilineaire (leur bosquet lignager) ?

## LES MARIAGES ACTUALISES

Des pourcentages seront établis par Terre d'origine de filiation utérine et utilisés à mesure, en mettant entre parenthèses le pourcentage précédent par Terre de naissance. La comparaison sera immédiate.

Dans la Terre Enku, les femmes mariées qui y ont leur origine de filiation comptent pour 17,39 % du total des épouses (18,36 % pour l'origine de résidence). Les deux chiffres sont voisins.

Viennent ensuite dans l'ordre: Abila, Lage, Ntsekampika et Illakuya avec 16,90 % (21,25 %), 14,49 % (20,28 %), 13,52 % (7,25 %) et enfin 12,60 % (13,04 %). La similitude des séries, obtenues par confrontation des données Terre par Terre, est moins nette. Cependant, si on compare les totaux, on trouve 57,51 % pour l'origine de filiation contre 61,32 % pour l'origine de naissance.

Par rang décroissant, les autres résultats sont: Lekana, Kuma, Ongali, Suo et Akolo avec, comme pourcentages d'épouses, 5,31 % (2,41 %), 3,86 % (5,79 %), 3,43 % (1,93 %), 2,46 % (5,31 %) et 2,41 % (3,86 %). En totalisant encore chacune des deux séries, on obtient 17,47 % pour l'origine de filiation contre 19,30 % pour celle de naissance.

La convergence des séries est d'autant plus remarquable que 7,24 % d'épouses ont des origines de filiation hors du plateau alors que seulement 0,48 % d'entre elles y avaient leur origine de naissance. Les mariages extérieurs étaient plus nombreux aux générations précédentes; certaines épouses sont donc intégrées par résidence, mais non par filiation: on ne change pas son lignage. Or, cet élément perturbateur ne parvient pas à fausser la similitude relative des séries.

La coïncidence a peu de chances d'être fortuite. Pourquoi la filiation n'est-elle pas indépendante de la résidence dans le cas considéré ?

Raisonnons par l'absurde. La Terre la moins peuplée du plateau est Ongali: 442 habitants. On comprend (en écartant le critère géographique) qu'elle fournisse à la Terre Enku un faible flux d'épouses nées à Ongali (1,93 %).

Parallèlement, elle fournit aussi selon la filiation un faible contingent d'épouses (3,43 %). Et si d'aventure cette proportion était beaucoup élevée, 25 ou 30 % par exemple ? Pourquoi est-ce impossible ?

La transmission de droits résidentiels aux descendants masculins après l'alliance nous l'explique. Une femme appartenant à un lignage A d'Ongali (elle peut très bien habiter ailleurs) vient se marier à Enku, ses fils pourront résider dans "leur" terre lignagère A. Les fils de ses fils aussi (lignage paternel). Puis viendra la rupture obligatoire. Bien que j'aie distingué entre espace lignager morcelé et espace lignager réel, j'ai établi qu'il y avait toujours un lien de quelqu'un à une terre lignagère réelle dans un hameau. La terre réelle serait ici celle du lignage A.

## LES MARIAGES ACTUALISES

Tirons les conclusions. Si le contingent lignager d'épouses issues d'Ongali était fort (25 %), la Terre serait peuplée en fonction des droits résidentiels transmis par les alliances. En second lieu, si vraiment le flux lignager d'épouses issues d'Ongali est faible, parmi celles venues de tout le plateau se marier à Enku, alors la Terre Ongali est peu peuplée. On ne pourra que retrouver un faible flux d'épouses nées à Ongali dans la Terre Enku.

Les lignages sont des matrices de filiation utérine qui ont un rapport nécessaire à la population de la Terre où ils sont ancrés par des bosquets. La portée démographique d'une telle structure tend à maintenir les zones de lignages nombreux et prolifiques dans un surpeuplement correspondant. Cette proposition n'exclut pas que des pôles de peuplement se soient créés pour de tout autres raisons: sous-préfecture et mission catholique de Lekana, tabac SEITA à Lage (3), puisque le système laisse plusieurs possibilités résidentielles à des individus.

## LES FEMMES RECUEILLIES PAR DES PARENTS A ENKU

L'inventaire des alliances n'épuise pas la population des femmes adultes. Il existe encore un ensemble de 33 femmes qui sont toutes des veuves recueillies par leurs parents.

Une veuve est obligée de chercher un hameau d'accueil, aucun ne lui appartenant en propre. A un degré écrasant, le matrili-gnage offre le refuge le plus sûr et le plus naturel: 18 de ces femmes sont chez leurs fils (une chez un fils de soeur), 6 vont chez des fils de frère paternel ou chez un frère. L'inévitable cas aberrant est celui d'une femme qui préfère habiter chez la soeur de son mari défunt plutôt que dans sa parenté.

Quatre veuves sont restées sur place après la mort de leur mari: trois demeurent ainsi chez le fils d'une de leurs co-épouses, la dernière avait déjà trouvé refuge chez son seigneur de la terre après extinction de ses parents mâles. L'âge de ces femmes leur a évité le remariage: un tiers ont déjà eu deux époux, le second étant souvent l'héritier utérin du premier.

De toutes ces femmes, très peu ont cessé de travailler en raison de leur vieillesse. L'exemption des tâches agricoles ne leur est concédée que si leur état de santé est mauvais. Si, au contraire, elles sont "aptées" à continuer l'agriculture, elles constituent un renfort évident à la famille élémentaire d'accueil. Sous cet angle, elles sont presque assimilables à une seconde épouse de polygame. Les exigences envers elles varient selon leur insertion dans le hameau: une mère chez son fils sera sans doute moins sollicitée; les femmes souhaitent finir ainsi leurs jours. Dans les autres cas, leur travail peut être dur: n'importe comment, elles pourvoient à leur subsistance. La position difficile de certaines veuves recueillies fait toucher la limite des travaux féminins et mieux discerner leur nature. Plusieurs femmes m'ont dit préférer cultiver seules en savane; elles refusaient l'association de travail bula de peur de ne pouvoir faire face à ses obligations "sous forme de dette". Il faut être jeune et robuste pour rendre régu-

**Le temps de dispersion: vers l'époque actuelle**

Quel est le mouvement de l'habitat par rapport à la structure politique de la Terre ? Toutes les parties en 1967 reflètent une situation propre, tenant à la dissolution (8) plus ou moins avancée des villages coloniaux. Elles en inscrivent diverses modalités ou stades.

Une conjoncture politique large s'ouvre en 1956, année de mise en vigueur de la loi-cadre sur les colonies françaises. Elle représente un temps de transition vers l'indépendance du Congo (1960), précédée par une phase d'autonomie où des administrateurs français restent présents. L'autorité coloniale tend à se relâcher pour des raisons économiques et politiques. La dispersion des hameaux trouva des circonstances favorables à sa poursuite. Après 1960, la nouvelle administration congolaise intervint peu directement dans la vie locale, sauf dans le domaine électoral. On s'appuya sur la chefferie, mais pour asseoir une classe de fonctionnaires dont le pouvoir était à démontrer. Après la chute du régime Youlou en 1963, au moins dans la sous-préfecture de Lekana, les prérogatives politiques des chefs furent délibérément diminuées.

Le personnel sous-préfectoral - ou préfectoral - ne fut pourtant remplacé que deux ans plus tard. Mais le nouveau régime était moins conditionné que le précédent par une machinerie électorale. Il tendit à repousser dans l'ombre les chefs, supprima leurs traitements, réduisit leurs privilèges juridiques, abaissa leur importance. Pour les chefs de canton, ce fut net. Dans les Terres, l'affaire était plus complexe: les chefs furent moins rejetés qu'oubliés par un pouvoir national faisant moins appel à eux, les corvées étant abolies, les marchés et le commerce connaissant un certain déclin. La collecte de l'impôt annuel fut presque la seule occasion de rencontre.

Les seigneurs qui n'étaient pas chefs virent alors remonter leur autorité et leur prestige quelque peu compromis. Ce fut un nouvel épisode de la lutte entre seigneurs et chefs: comme beaucoup de restaurations, le procès recouvrait autre chose qu'un retour pur et simple à l'ancien temps.

Pour saisir la dispersion de l'habitat qui se déroulait dans la Terre Enku, procédons partie par partie. En 1967, Angama, le chef-lieu, ne comprend plus que 65 habitants sur 180 environ. C'est peu pour une chefferie qui renferme une école, une citerne collective, un grand hangar. Dans les autres Terres, le déclin n'a pas toujours été si accentué. Ont pu jouer en sens inverse la présence ancienne d'une école primaire (qui n'est complète à Enku que depuis 1967), d'un dispensaire comme à Akolo ou Abila, la disposition d'une source permanente, l'installation du SEITA (tabac) comme à Lage. Le cas de la sous-préfecture de Lekana est sans équivalent: centre administratif, mission catholique, principaux commerçants, école secondaire, dispensaire central. L'énumération de ces facteurs importants laisse de côté la nature de l'autorité du chef de Terre. Dans presque tous les cas évoqués, son prestige traditionaliste et moderne a oeuvré pour le maintien du village regroupé.

Rien de tel ne se produit à Enku, qui anticipe peut-être un développement de certaines Terres. Le chef y a succédé à son père et à son grand-père: il est aussi seigneur. Mais sa biographie est singulière parmi les chefs, bien qu'il ait eu une existence coloniale classique. A vingt ans, il est parti travailler à Brazzaville, puis s'est engagé dans l'armée française. Il avait à peine dépassé la trentaine quand son père est mort après l'avoir désigné comme successeur avec l'agrément des autorités. Seul chef de Terre à parler couramment le français, il fut considéré par les habitants, surtout seigneurs et chefs de village, comme trop jeune et ignorant de la vie locale. On n'apprend pas la loi du pays dans les villes. Son pouvoir ne s'imposa jamais que par une sorte de fiction. Les discussions de poids selon la coutume dite ancestrale se passaient hors de sa présence, bien qu'on lui en fît part à l'occasion. Progressivement, ses rivaux désertèrent le village central de la Terre pour aller à quelques centaines, parfois dizaines, de mètres. L'écart comptait plus que la distance exacte. Le cycle nouveau pouvait débuter: hors du village, de plus en plus loin, notables et seigneurs reprirent leur fonction juridique ou idéologique, dirigèrent la vie des lignages, favorisèrent l'installation de hameaux proches des leurs: mais ils leur commandaient sans les réunir en un seul bloc. Ce fut une bataille de surfaces en même temps que d'influence; elle n'est pas finie. En 1967, on trouve neuf hameaux. Guère plus qu'en 1954 quand il y en avait sept. Treize ans avant, il y avait un centre important. A présent, toute la population se disperse, non un fragment.

Le village colonial n'est plus représenté qu'en un autre endroit: Ngulambali, avec 71 habitants. Ce petit nombre a joué dans la permanence de l'unité. D'autre part, sur une vaste aire, les bonnes terres sont abondantes; nulle nécessité foncière n'a provoqué d'éclatement. La situation est provisoire: Enkunuma, autre petit village (44 habitants), a commencé à se scinder en décembre 1967. En général, dès que la moitié de l'effectif est sortie, la dispersion s'accélère brutalement. Au contraire, dans le chef-lieu d'une Terre existent d'autres bases objectives de vie commune.

Les deux autres parties d'Enku font assister en deux temps à l'éclatement du village colonial. En 1965, Djambala renfermait encore 70 personnes (9). Deux ans après, je l'ai vu disparaître. "Le village était vieux, la saleté l'envahit, il faut s'en aller pour avoir la tranquillité." Kingambimi avait déjà accompli sa transformation suivant les lignes d'un conflit politique entre chefs et seigneurs. Le chef de village administratif avait été chassé de la Terre avec sa parenté: l'emplacement fut abandonné.

Cet historique donne leur portée aux tableaux de répartition des producteurs des deux sexes. Il révèle d'emblée une constante: quelles que soient les organisations politiques successives, l'habitat reste, malgré de très fortes variations, enclos dans une vaste zone centrale de la Terre pour sa plus grande partie. La disposition permanente renvoie sans doute aux nécessités des forces productives du travail dans les deux systèmes II et II: le bloc résidentiel demeure encadré par les deux grandes zones de cultures de savane. Cette configuration d'habitat permet aussi une utilisation satisfaisante des bosquets.

Mais les rapports productifs évoluent sur cette base assez immuable. Le changement des structures politiques est lié à leur transformation. Le système II lignager, tout dominant qu'il puisse apparaître sur place, n'est pas analysable isolément. Cette affirmation est quasi évidente pour le système I par hameau, dont la répartition d'énergie humaine est effectuée ailleurs. Elle l'est sans doute moins pour l'organisation lignagère, qui semble être maîtresse de ses propres mécanismes, une fois faite la part énorme de la domination extérieure.

Ce parcours dans le temps nous convainc qu'il n'en est rien. Tant dans la période précoloniale que par la suite, le système II a toujours eu, au-dessus de lui, un pouvoir politique avec son procès externe, lourd d'influence: ainsi du système tributaire et de sa double classe de seigneurs, ainsi de l'appareil colonial et de ses complexes alliances politiques venant modifier à leur tour la reproduction interne du système II. Sans même envisager les évolutions économiques, presque aucune institution lignagère n'est compréhensible sans ces données. Ainsi la segmentation dans les lignages ou les groupes locaux est aussi un phénomène dépendant de la conjoncture du pouvoir.

L'invisible système I par hameau semble se reproduire en marge selon des règles de résidence définies dans le système II. Telle est l'apparence qui ressort des rapports sociaux. En fait, on le découvrira de plus en plus, ce sont les modifications dans les unités de production des hameaux qui ont eu toute chance d'altérer la reproduction lignagère et d'en provoquer les changements sensibles.



## RESIDENCE VIRTUELLE/REELLE

### NOTES

(1) En fait 147, mais des renseignements complets font défaut pour 5 personnes.

(2) Abstraction faite de l'émigration vers le capitalisme extérieur et du salariat local.

(3) Autre illustration parlante: l'enquête de "mariage" réalisée par un prétendant se trouve à cheval sur les deux systèmes I et II.

(4) L'espace et le temps concernés ici sont internes à la définition du mode de production.

(5) Le procédé est senti par la population comme légèrement anormal: "Cette parenté issue de la richesse ne redoutait personne et pratiquait la sorcellerie."

(6) Etat reconstitué par B. Guillot d'après les témoignages des vieux habitants et la présence des bosquets anciens, traces du vieil habitat (1973:49).

(7) Comme le montre la carte de B. Guillot (ibid.:66).

(8) B. Guillot a suivi les déplacements successifs à Kingambimi de 1954 à 1965 (ibid.:47).

(9) Dans les données utilisées, le village Djambala n'était pas totalement dissous en septembre 1967.

## LES GROUPES LOCAUX

L'existence kukuya se déroule sans cesse en relation avec des hameaux, des villages, des maisons. Presqu'aucun lien parental, sauf peut-être le rapport aux lointains ancêtres lignagers, ne se conçoit indépendamment du groupe local. On peut même se demander si un tombeau de défunt n'est pas encore une résidence. Lorsque deux jeunes se disputent, l'un d'eux à court d'arguments répond à l'autre: "Mais moi aussi, je possède un ola (hameau)."

Dans ce monde, je désire pénétrer par le coeur, c'est-à-dire par les plus petites unités. Du microcosme d'un hameau, saillira l'inscription des relations principales. Cet abord permettra ensuite de se hausser à l'ensemble de groupes locaux qu'est une **partie de Terre** et enfin à la **Terre** (Enku).

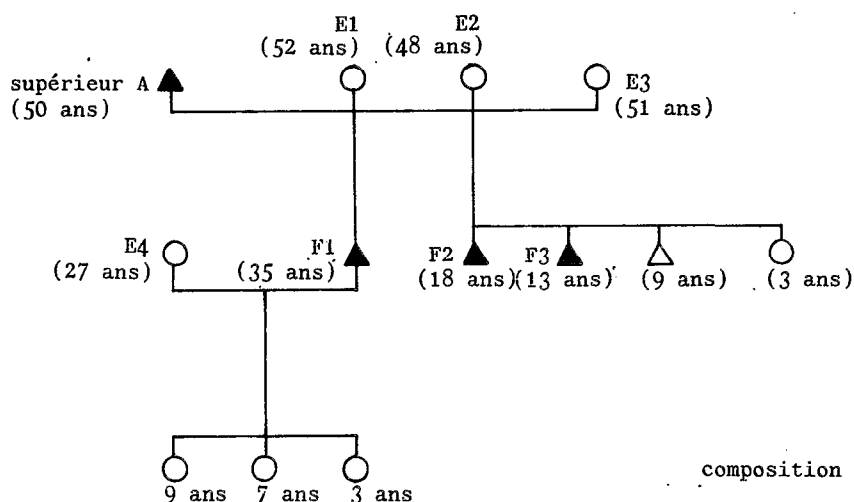
L'histoire générale du pays renvoie à une multiplicité d'histoires locales. Faire une analyse politique moderne en les ignorant revient à sauter à pieds joints hors du réel. Il existe un lien de l'une à l'autre, mais il est caché. Nous voulons tenter de le construire. Aussi les détails individuels n'ont-ils de signification que par l'ensemble qui les réunit. L'image du microcosme était plus séduisante que juste. On ne peut saisir le lien par une progression continue du microscopique au plus vaste: il procède en effet par ruptures.

### DESCRIPTION D'UN HAMEAU

Selon la nomenclature adoptée (1), ce groupe local correspond à K2. Il est donc situé dans la partie Kingambimi. Je l'ai choisi parce qu'il représente une configuration très simple: elle nous permettra de bâtir un module résidentiel. Par enrichissement de ce schéma, on déduira les autres éléments présents (au moins dans leur relation au module).

Le hameau comprend 13 personnes: 4 hommes adultes, 4 femmes et 5 enfants. Un supérieur de l'ensemble résidentiel le commande: je le nommerai A. Il a trois épouses avec trois fils dont l'un marié. La parenté dessine la composition du hameau dont voici les lignes principales avec les âges de ses membres (2):

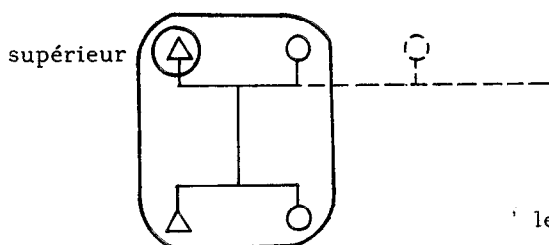
## LES GROUPES LOCAUX



composition de K12

Le supérieur s'appelle mukwuru ola : "supérieur du hameau". Aucun groupe local ne peut s'imaginer sans lui, quelles qu'en soient les variantes. D'où l'idée d'un **module résidentiel**. Il comprendrait un homme, son épouse et leurs enfants, la possibilité d'adjonction d'une autre épouse restant ouverte. Pour des raisons d'ordre divers, ce noyau d'habitat est le cœur de n'importe quel hameau. D'autres éléments peuvent s'adjoindre ensuite selon des relations virtuelles connues.

Mais les structures n'ont de portée qu'à travers des procès et par conséquent des temps historiques. La fondation du groupe, sa genèse sont indispensables à connaître, bien que ce récit empirique ne se confonde pas avec le procès recherché.



le module résidentiel

### Histoire du hameau

La plupart du temps, sa genèse n'est intelligible que si l'on dispose d'une brève biographie du supérieur du groupe local, que l'installation actuelle se révèle comme une continuation, un aboutissement ou un maintien chaque jour menacé. Les

étapes principales du parcours résidentiel du supérieur sont riches d'informations: né en 1917 dans la Terre Abila au sein d'un premier hameau, il part ensuite dans un village colonial de la même Terre. Son père meurt: lui reste avec sa mère, installée chez le frère utérin du père (lignage paternel). C'est alors que l'homme épouse successivement trois femmes d'âge voisin. Pour le faire, il fallait disposer de moyens matériels importants: un lignage étendu et aisé (Mampene dans la partie Kingambimi) les lui a fournis. Des disputes l'opposent un moment à ses "pères" du lignage paternel, qui résidaient dans la même Terre (3). Ces querelles l'obligent à partir dans son côté maternel sans qu'on lui réclame la remise de dot nkama. Il se rend alors dans la partie Kingambimi, où s'enracine son propre lignage. A l'époque, il avait 45 ans; il ne s'établit pas seul, mais alla vivre auprès de son frère utérin éloigné (même grand-mère), aujourd'hui supérieur du hameau K11. Rien que d'habituel: l'autre était son aîné de dix ans, il serait présomptueux d'arriver d'emblée dans une Terre en y fondant seul son groupe local. Une année de cohabitation suffit à brouiller les deux frères à partir d'un conflit divisant leurs enfants respectifs. Dispute indirecte, mais dans des communautés aussi petites et repliées, il est presque impossible de circonscrire les querelles à leur point de déclenchement. Elles montèrent hiérarchiquement. L'homme décida d'aller à quelques centaines de mètres sur la même route établir son propre hameau. Il y est toujours.

Ce récit s'applique seulement au fondateur du hameau actuel. Les autres membres suivent le supérieur: épouses, fils, enfants ont une existence résidentielle qui n'est qu'un chapitre secondaire de sa biographie. Les vicissitudes qui précèdent n'ont rien d'exceptionnel: beaucoup de hameaux ne se comprendraient qu'après un enchaînement bien plus complexe. Les conflits retracés - ou au moins désignés - sont eux aussi courants. Pourtant, on aurait tort d'imaginer que l'historique relaté est venu spontanément et tout entier de la bouche de l'homme A lui-même. Même sous sa forme allusive, indiquant des dissensions comme causes de départ, il n'est pas racontable par le protagoniste. Ce dernier ne mentionne que les localisations de sa vie et efface ce qu'il ne peut dire en public. Ainsi sa dispute avec son frère utérin ne m'a été rapportée qu'en secret par un tiers demeurant à plusieurs kilomètres. Mieux, quand j'interrogeai le supérieur de K11 (le frère utérin), il me cita très volontiers ses parents maternels, mais "oublia" complètement son "frère". Inversement, l'homme A le mentionna: on ne peut en faire des règles. Ces menus incidents sont très significatifs: beaucoup de jeunes m'ont dit que, sur ce point, ma qualité d'étranger n'était pas spécialement en cause. Les endroits de manque sont réels. Ils font qu'un récit de parcours résidentiel traversé d'omissions volontaires, de lacunes. Au regard du discours public, ce ne peut être une histoire pleine. Evoquer les luttes sourdes ou ouvertes, les pressions réciproques, les arrivées dans une Terre suivies de départ assortis de leurs vrais motifs, retracer cette série de pratiques qui sont les noeuds d'une existence, ne peuvent se faire que dans le langage et le champ de la sorcellerie (4). Nommer précisément le conflit, l'aborder sans détour, c'est ouvrir la voie par les "mots" au sorcier intérieur ou extérieur au lignage ou à la parentèle. Aussi ne raconte-t-on

## LES GROUPES LOCAUX

jamais les véritables causes et mobiles, on les indique parfois. Le plus sûr est de ne raconter que ce qui peut se dire. Le reste, s'il était connu, nous ferait-il progresser davantage ? C'est en partie utopique de le croire, puisqu'au-delà de quelques incidents objectifs, chacun interprète à son gré en suivant les vagues de la rumeur, les oscillations de son humeur et parfois de son délire. Cependant, la connaissance fouillée du passé lointain et proche de ces petits groupes serait extraordinairement instructive.

Comme tout autre, ce hameau a été fondé avec un nom. Il résume souvent une part du destin du groupe local, surtout de son supérieur. Dans le cas présent, la signification littérale du mot choisi importe moins que sa référence géographique. Le terme renvoie à un bosquet, recouvrant un hameau abandonné: celui du père de l'intéressé. L'endroit se trouve dans la Terre Abila. L'homme A ainsi est venu habiter la Terre Enku tout en retenant, comme nom de sa résidence, un endroit extérieur. De surcroît, son nouveau hameau s'est installé à la frontière des deux Terres, une dizaine de mètres à l'intérieur d'Abila. Quelle portée symbolique face à autrui ! L'homme a quitté sa précédente Terre sans que les liens se soient trouvés rompus. Le nom du hameau et son emplacement disent clairement à tout passant de sa Terre actuelle: je suis d'ici et en même temps d'ailleurs. La citoyenneté d'Enku est revendiquée, mais d'une manière indépendante. L'ensemble a la même valeur que la limite magique tracée par un individu sur le sol ou les lianes qui protègent le cercle d'un hameau. Le cas est particulier ? Tous les hameaux, ou presque, pourraient être dits tels. Ils s'insèrent dans une norme en développant une personnalité propre, un trait unique associés à la personne du fondateur ou supérieur, condensant leur histoire et celle du groupe local. Peut-être sont-ils présents pour évoquer, entre autres moyens, un irracontable récit.

Les tombeaux cités par le supérieur définissent aussi l'espace. Ce sont les siens propres: comme chaque habitant, il les distingue en sépultures maternelles et paternelles. Les premières se trouvent à Kimompibi, village regroupé de la Terre Abila, les seconds à Likila: bosquet de la Terre Enku théoriquement réservé aux enterrements de seigneurs. Il s'agit en réalité des tombes de son père et de son oncle utérin. Mais on sait que d'autres ont habité de tels endroits, puisqu'on inhume les cadavres à proximité des dernières résidences. Peu importe qu'on ignore nommément ces ancêtres, on se rend rarement sur leurs tombeaux. Mais ces lieux servent de référence mentale: ils orientent l'étendue de manière significative, créant des points forts s'opposant à des espaces neutres, étrangers, insignifiants ou hostiles. Ils ne sont pas sans rapport avec les droits économiques: arbres plantés par le père, droits de chasse pour la terre lignagère et indirectement savane des femmes.

### La structure du groupe local

Notre récit formait la genèse ou l'histoire empirique. La configuration concrète du hameau est en même temps le développement d'au moins un procès. Le destin du groupe local est en grande partie inscrit par les mariages successifs du fondateur A. Ceux-ci

## Le temps de dispersion: vers l'époque actuelle

Quel est le mouvement de l'habitat par rapport à la structure politique de la Terre ? Toutes les parties en 1967 reflètent une situation propre, tenant à la dissolution (8) plus ou moins avancée des villages coloniaux. Elles en inscrivent diverses modalités ou stades.

Une conjoncture politique large s'ouvre en 1956, année de mise en vigueur de la loi-cadre sur les colonies françaises. Elle représente un temps de transition vers l'indépendance du Congo (1960), précédée par une phase d'autonomie où des administrateurs français restent présents. L'autorité coloniale tend à se relâcher pour des raisons économiques et politiques. La dispersion des hameaux trouva des circonstances favorables à sa poursuite. Après 1960, la nouvelle administration congolaise intervint peu directement dans la vie locale, sauf dans le domaine électoral. On s'appuya sur la chefferie, mais pour asseoir une classe de fonctionnaires dont le pouvoir était à démontrer. Après la chute du régime Youlou en 1963, au moins dans la sous-préfecture de Lekana, les prérogatives politiques des chefs furent délibérément diminuées.

Le personnel sous-préfectoral - ou préfectoral - ne fut pourtant remplacé que deux ans plus tard. Mais le nouveau régime était moins conditionné que le précédent par une machinerie électorale. Il tendit à repousser dans l'ombre les chefs, supprima leurs traitements, réduisit leurs privilèges juridiques, abaissa leur importance. Pour les chefs de canton, ce fut net. Dans les Terres, l'affaire était plus complexe: les chefs furent moins rejetés qu'oubliés par un pouvoir national faisant moins appel à eux, les corvées étant abolies, les marchés et le commerce connaissant un certain déclin. La collecte de l'impôt annuel fut presque la seule occasion de rencontre.

Les seigneurs qui n'étaient pas chefs virent alors remonter leur autorité et leur prestige quelque peu compromis. Ce fut un nouvel épisode de la lutte entre seigneurs et chefs: comme beaucoup de restaurations, le procès recouvrait autre chose qu'un retour pur et simple à l'ancien temps.

Pour saisir la dispersion de l'habitat qui se déroulait dans la Terre Enku, procédons partie par partie. En 1967, Angama, le chef-lieu, ne comprend plus que 65 habitants sur 180 environ. C'est peu pour une chefferie qui renferme une école, une citerne collective, un grand hangar. Dans les autres Terres, le déclin n'a pas toujours été si accentué. Ont pu jouer en sens inverse la présence ancienne d'une école primaire (qui n'est complète à Enku que depuis 1967), d'un dispensaire comme à Akolo ou Abila, la disposition d'une source permanente, l'installation du SEITA (tabac) comme à Lage. Le cas de la sous-préfecture de Lekana est sans équivalent: centre administratif, mission catholique, principaux commerçants, école secondaire, dispensaire central. L'énumération de ces facteurs importants laisse de côté la nature de l'autorité du chef de Terre. Dans presque tous les cas évoqués, son prestige traditionaliste et moderne a oeuvré pour le maintien du village regroupé.

Rien de tel ne se produit à Enku, qui anticipe peut-être un développement de certaines Terres. Le chef y a succédé à son père et à son grand-père: il est aussi seigneur. Mais sa biographie est singulière parmi les chefs, bien qu'il ait eu une existence coloniale classique. A vingt ans, il est parti travailler à Brazzaville, puis s'est engagé dans l'armée française. Il avait à peine dépassé la trentaine quand son père est mort après l'avoir désigné comme successeur avec l'agrément des autorités. Seul chef de Terre à parler couramment le français, il fut considéré par les habitants, surtout seigneurs et chefs de village, comme trop jeune et ignorant de la vie locale. On n'apprend pas la loi du pays dans les villes. Son pouvoir ne s'imposa jamais que par une sorte de fiction. Les discussions de poids selon la coutume dite ancestrale se passaient hors de sa présence, bien qu'on lui en fît part à l'occasion. Progressivement, ses rivaux désertèrent le village central de la Terre pour aller à quelques centaines, parfois dizaines, de mètres. L'écart comptait plus que la distance exacte. Le cycle nouveau pouvait débuter: hors du village, de plus en plus loin, notables et seigneurs reprirent leur fonction juridique ou idéologique, dirigèrent la vie des lignages, favorisèrent l'installation de hameaux proches des leurs: mais ils leur commandaient sans les réunir en un seul bloc. Ce fut une bataille de surfaces en même temps que d'influence; elle n'est pas finie. En 1967, on trouve neuf hameaux. Guère plus qu'en 1954 quand il y en avait sept. Treize ans avant, il y avait un centre important. A présent, toute la population se disperse, non un fragment.

Le village colonial n'est plus représenté qu'en un autre endroit: Ngulambali, avec 71 habitants. Ce petit nombre a joué dans la permanence de l'unité. D'autre part, sur une vaste aire, les bonnes terres sont abondantes; nulle nécessité foncière n'a provoqué d'éclatement. La situation est provisoire: Enkunuma, autre petit village (44 habitants), a commencé à se scinder en décembre 1967. En général, dès que la moitié de l'effectif est sortie, la dispersion s'accélère brutalement. Au contraire, dans le chef-lieu d'une Terre existent d'autres bases objectives de vie commune.

Les deux autres parties d'Enku font assister en deux temps à l'éclatement du village colonial. En 1965, Djambala renfermait encore 70 personnes (9). Deux ans après, je l'ai vu disparaître. "Le village était vieux, la saleté l'envahit, il faut s'en aller pour avoir la tranquillité." Kingambimi avait déjà accompli sa transformation suivant les lignes d'un conflit politique entre chefs et seigneurs. Le chef de village administratif avait été chassé de la Terre avec sa parenté: l'emplacement fut abandonné.

Cet historique donne leur portée aux tableaux de répartition des producteurs des deux sexes. Il révèle d'emblée une constante: quelles que soient les organisations politiques successives, l'habitat reste, malgré de très fortes variations, enclos dans une vaste zone centrale de la Terre pour sa plus grande partie. La disposition permanente renvoie sans doute aux nécessités des forces productives du travail dans les deux systèmes II et II: le bloc résidentiel demeure encadré par les deux grandes zones de cultures de savane. Cette configuration d'habitat permet aussi une utilisation satisfaisante des bosquets.

Cette organisation territoriale se superposait aux terres lignagères. Un exemple suffira à montrer les rapports de force qui définissaient ce cadre prétendument immuable. Le seigneur actuel de la terre dans la partie Kingambimi parle de l'oncle utérin de sa mère, un certain Ntswura Buna, lui aussi seigneur de la terre avant l'arrivée des Français. Sa fortune sociale s'appuyait sur l'ampleur et la richesse de son lignage associé au bosquet seigneurial. Pour "élargir" son groupe, il acheta trois bosquets lignagers de la Terre voisine Ntsama, dont les membres devaient des amendes insolubles. Ainsi, il les "secourut". Personne ne pouvant le rembourser (pas même les seigneurs de la terre à Ntsama), les lignages furent donnés. Leurs membres devinrent "subordonnés" (nkani) du seigneur d'Enku. Il y avait d'autres processus d'acquisition: le même Ntswura acquit des esclaves au dehors chez les Ba-boma au sud-est du plateau. "Il les laissa à la disposition de ses enfants après sa mort comme autant de neveux et de fils de son lignage Kimonkari. Des femmes furent aussi prises" (5). Ce récit restitue une image vraisemblable des moyens dont usait les seigneurs pour consolider leur puissance. Dans le système de la terre (ntsie), le nombre des bosquets, les limites territoriales, la nature des dépendants sont censés être fixés par des règles permanentes depuis toujours.

L'état des groupes locaux en 1912 (6) donne une bonne idée de l'implantation ancienne, car l'administration ne l'avait guère modifié alors. La Terre Enku se composait de 28 hameaux, neuf de moins que maintenant. La population a sans doute augmenté, mais ce chiffre va dans le sens de la plus grande stabilité résidentielle attestée par les gens. La distribution par parties était: 9 à Angama (contre 10 aujourd'hui), 5 à Kingambimi (contre 13), 6 à Djambala (contre 12), 5 à Ngulambali (contre 1), 3 à Enkunuma (contre 1). La taille des hameaux a pu varier, et il n'est pas facile d'apprécier l'importance relative des parties et leur transformation. Cependant, le déclin de Ngulambali et l'ascension de Kingambimi sont visibles. Mais surtout la prépondérance démographique des trois parties nord - les trois premières - sur les deux autres était déjà très nette à cette date. Les hameaux s'éparpillaient davantage, tout en se maintenant dans une zone centrale occupant la moitié environ de la surface totale (7).

### **La phase coloniale: la formation de villages regroupés.**

L'opération administrative fut faite en deux fois, la concentration des habitants ne répondant pas tout à fait aux mêmes fins.

La première fois, en 1920, la "pacification" s'achevait. Le souci de contrôler la population l'emportait. Les petits hameaux de 1912 furent rassemblés en cinq villages, eux-mêmes établis au milieu de la Terre, près de l'actuel chef-lieu. Les deux flots à faible effectif (Enkunuma et Ngulambali) furent ensuite réunis en un seul. Les colonisateurs voulaient créer des unités démographiques homogènes proches et dont la formation permettrait d'exercer un pouvoir facile. De petits hameaux auraient constitué autant de refuges possibles. A ces nécessités militaires s'ajoutaient celles des impôts. Le premier réseau routier fut alors mis en place, dont on retrouve le tracé en savane. Les regroupements furent moins



mal accueillis que la perception de l'impôt et les corvées. Les femmes y trouvèrent le plus d'inconvénient, leurs parcours aux champs étant moins rationnellement répartis qu'auparavant.

Le second regroupement survint en 1937: il correspondit à un nouveau réseau routier. Les nécessités n'étaient plus tournées uniquement vers le maintien de l'ordre. Le régime mixte administratif-"coutumier" était assez efficace dans l'organisation des Terres. Les exigences étaient davantage celles d'une économie coloniale recevant son impulsion politique de l'extérieur (Etat et métropole) et trouvant un relais de transmission local. Un réseau de marchés, tenus par l'administration, fonctionna alors.

Les villages nouveaux de l'époque furent des produits coloniaux concentrant des populations et formant des noyaux d'habitants non reliés par la parenté. Les hameaux anciens étaient faits de personnes parentes par consanguinité ou alliance, les intégrations - clients, esclaves - jouant leur rôle. Les ensembles nouveaux n'avaient plus rien de commun. Même si subsistait une division politique commune (la partie correspondant au village), le fondement n'en était plus un rapport seigneur-subordonné, mais une relation d'une nature complètement différente. Le but de l'administration était le **travail forcé** (corvées diverses sur les routes avec surexploitation des femmes avant qu'intervînt le recrutement coercitif du CFCO: le chemin de fer Congo-Océan), l'**impôt**, puis un peu plus tard le développement des **cultures commercialisables**. Les deux premiers objectifs n'avaient que faire de la parenté, puisqu'ils visaient à contraindre une masse de dépendants où chaque individu se valait. Un pouvoir politique général intervint économiquement d'en haut sur une force de travail en puissance. Le village colonial de cette phase tendit à réaliser les conditions d'un tel système en créant le lieu où pouvaient s'appliquer ses rapports sociaux. La guerre 1939-1945 fut ensuite une époque d'activisme, où furent poussées au maximum la production de pommes de terre, de haricots et la recherche de l'or.

La persistance d'un mode de production non capitaliste, transformé par l'adjonction de cultures de rente et d'un petit secteur salarié, réclamait impérativement l'alliance politique avec une fraction des notables de la société locale. Le village regroupé était l'endroit où s'opérait cette insertion du pouvoir dominant sur la formation sociale colonisée. La double autorité des seigneurs et chefs permettait d'agir sur les lignages qui enserraient toute la population. Mais la chefferie apparut plus comme prolongement direct de l'Etat colonial que comme représentante des dominés. Elle fut dotée d'une force réduite de coercition afin d'assurer les tâches courantes, l'administration pouvant la renforcer au besoin. Ses débris se retrouvent encore dans la Terre Enku: le supérieur actuel du hameau K5, celui de K3, le neveu du chef de A2, le chef du village résiduel Angama furent parmi les "capita", hommes de mains du chef de Terre administratif.

A l'intérieur de la société interne, les chefs importants s'arrogèrent alors des prérogatives comparables à celles des seigneurs d'autrefois, mais sous férule européenne. Ils se permirent toute une série d'usurpations "légales" et de transgressions. Le chef administratif de la Terre Enku (seigneur du ciel), grand-père

paternel de l'actuel, avait, selon l'organisation ancienne, des droits fonciers sur la partie Mikoko. Il s'empara de trois bosquets de la partie voisine (Kingambimi), dont les lignages étaient éteints. Les "fils" qui y demeuraient avaient pris la fuite à l'arrivée des Français. Sans aucune légitimation établie, il annexa ces ensembles bosquet-terre pour les donner à son neveu utérin, seigneur de la terre pour Mikoko, dont l'appui lui était utile. Ce dernier personnage convoitait un bosquet Bidziki, habité par des gens côté paternel: ceux-ci se sauvèrent dans leur origine maternelle et refusèrent de payer la remise nkama aux membres lignagers détenant le bosquet. Le seigneur de Mikoko prit alors terre et bosquet en réglant la dette au seigneur de la partie (Biliki) qui possédait normalement cette terre lignagère. Ces coups de force révèlent non seulement les pratiques coloniales, mais le fonctionnement réel de l'époque antérieure.

Les villages regroupés connurent des emplacements successifs: leur mouvement ne fut pas, on le verra, sans analogie avec celui des groupes locaux anciens et actuels. On construisit auprès de l'endroit abandonné et des tombeaux des ascendants directs. Des documents retracent la situation de l'habitat en 1954 (Guillot 1973:66): 23 hameaux existaient à cette date. Leur dispersion d'était ainsi amorcée bien avant la fin de la période coloniale. Des conditions politiques différentes l'avaient permise: montée du nationalisme congolais, abandon d'une part des contraintes de l'économie coloniale. La répartition est très proche de celle de 1912:

Tableau 18  
NOMBRE DE HAMEAUX EN 1912 ET EN 1954

partie de Terre	hameaux en 1912	hameaux en 1954
Angama	9	7
Kingambimi	5	9
Djambala	6	5
Ngulambali	5	1
Enkunuma	3	1

Le chef-lieu Angama prédomine avec une école primaire; les deux dernières parties déclinent. Les destins respectifs de chaque village regroupé développeront les évolutions partielles. Mais de toute manière à cette date, les nécessités du pouvoir étatique national faisaient que le fonctionnement réel n'était plus assuré par l'économie coloniale, mais par le mode de production interne dominé par le marché capitaliste. Ce sont ses caractères propres transformés qui interviennent dans cette dispersion: meilleure position par rapport aux terres de culture, repli sur des unités locales parentales et sans doute importance croissante des aînés lignagers au détriment du pouvoir politique supérieur.

## Le temps de dispersion: vers l'époque actuelle

Quel est le mouvement de l'habitat par rapport à la structure politique de la Terre ? Toutes les parties en 1967 reflètent une situation propre, tenant à la dissolution (8) plus ou moins avancée des villages coloniaux. Elles en inscrivent diverses modalités ou stades.

Une conjoncture politique large s'ouvre en 1956, année de mise en vigueur de la loi-cadre sur les colonies françaises. Elle représente un temps de transition vers l'indépendance du Congo (1960), précédée par une phase d'autonomie où des administrateurs français restent présents. L'autorité coloniale tend à se relâcher pour des raisons économiques et politiques. La dispersion des hameaux trouva des circonstances favorables à sa poursuite. Après 1960, la nouvelle administration congolaise intervint peu directement dans la vie locale, sauf dans le domaine électoral. On s'appuya sur la chefferie, mais pour asseoir une classe de fonctionnaires dont le pouvoir était à démontrer. Après la chute du régime Youlou en 1963, au moins dans la sous-préfecture de Lekana, les prérogatives politiques des chefs furent délibérément diminuées.

Le personnel sous-préfectoral - ou préfectoral - ne fut pourtant remplacé que deux ans plus tard. Mais le nouveau régime était moins conditionné que le précédent par une machinerie électorale. Il tendit à repousser dans l'ombre les chefs, supprima leurs traitements, réduisit leurs privilèges juridiques, abaissa leur importance. Pour les chefs de canton, ce fut net. Dans les Terres, l'affaire était plus complexe: les chefs furent moins rejetés qu'oubliés par un pouvoir national faisant moins appel à eux, les corvées étant abolies, les marchés et le commerce connaissant un certain déclin. La collecte de l'impôt annuel fut presque la seule occasion de rencontre.

Les seigneurs qui n'étaient pas chefs virent alors remonter leur autorité et leur prestige quelque peu compromis. Ce fut un nouvel épisode de la lutte entre seigneurs et chefs: comme beaucoup de restaurations, le procès recouvrait autre chose qu'un retour pur et simple à l'ancien temps.

Pour saisir la dispersion de l'habitat qui se déroulait dans la Terre Enku, procédons partie par partie. En 1967, Angama, le chef-lieu, ne comprend plus que 65 habitants sur 180 environ. C'est peu pour une chefferie qui renferme une école, une citerne collective, un grand hangar. Dans les autres Terres, le déclin n'a pas toujours été si accentué. Ont pu jouer en sens inverse la présence ancienne d'une école primaire (qui n'est complète à Enku que depuis 1967), d'un dispensaire comme à Akolo ou Abila, la disposition d'une source permanente, l'installation du SEITA (tabac) comme à Lage. Le cas de la sous-préfecture de Lekana est sans équivalent: centre administratif, mission catholique, principaux commerçants, école secondaire, dispensaire central. L'énumération de ces facteurs importants laisse de côté la nature de l'autorité du chef de Terre. Dans presque tous les cas évoqués, son prestige traditionaliste et moderne a oeuvré pour le maintien du village regroupé.

Rien de tel ne se produit à Enku, qui anticipe peut-être un développement de certaines Terres. Le chef y a succédé à son père et à son grand-père: il est aussi seigneur. Mais sa biographie est singulière parmi les chefs, bien qu'il ait eu une existence coloniale classique. A vingt ans, il est parti travailler à Brazzaville, puis s'est engagé dans l'armée française. Il avait à peine dépassé la trentaine quand son père est mort après l'avoir désigné comme successeur avec l'agrément des autorités. Seul chef de Terre à parler couramment le français, il fut considéré par les habitants, surtout seigneurs et chefs de village, comme trop jeune et ignorant de la vie locale. On n'apprend pas la loi du pays dans les villes. Son pouvoir ne s'imposa jamais que par une sorte de fiction. Les discussions de poids selon la coutume dite ancestrale se passaient hors de sa présence, bien qu'on lui en fît part à l'occasion. Progressivement, ses rivaux désertèrent le village central de la Terre pour aller à quelques centaines, parfois dizaines, de mètres. L'écart comptait plus que la distance exacte. Le cycle nouveau pouvait débuter: hors du village, de plus en plus loin, notables et seigneurs reprirent leur fonction juridique ou idéologique, dirigèrent la vie des lignages, favorisèrent l'installation de hameaux proches des leurs: mais ils leur commandaient sans les réunir en un seul bloc. Ce fut une bataille de surfaces en même temps que d'influence; elle n'est pas finie. En 1967, on trouve neuf hameaux. Guère plus qu'en 1954 quand il y en avait sept. Treize ans avant, il y avait un centre important. A présent, toute la population se disperse, non un fragment.

Le village colonial n'est plus représenté qu'en un autre endroit: Ngulambali, avec 71 habitants. Ce petit nombre a joué dans la permanence de l'unité. D'autre part, sur une vaste aire, les bonnes terres sont abondantes; nulle nécessité foncière n'a provoqué d'éclatement. La situation est provisoire: Enkunuma, autre petit village (44 habitants), a commencé à se scinder en décembre 1967. En général, dès que la moitié de l'effectif est sortie, la dispersion s'accélère brutalement. Au contraire, dans le chef-lieu d'une Terre existent d'autres bases objectives de vie commune.

Les deux autres parties d'Enku font assister en deux temps à l'éclatement du village colonial. En 1965, Djambala renfermait encore 70 personnes (9). Deux ans après, je l'ai vu disparaître. "Le village était vieux, la saleté l'envahit, il faut s'en aller pour avoir la tranquillité." Kingambimi avait déjà accompli sa transformation suivant les lignes d'un conflit politique entre chefs et seigneurs. Le chef de village administratif avait été chassé de la Terre avec sa parenté: l'emplacement fut abandonné.

Cet historique donne leur portée aux tableaux de répartition des producteurs des deux sexes. Il révèle d'emblée une constante: quelles que soient les organisations politiques successives, l'habitat reste, malgré de très fortes variations, enclos dans une vaste zone centrale de la Terre pour sa plus grande partie. La disposition permanente renvoie sans doute aux nécessités des forces productives du travail dans les deux systèmes II et II: le bloc résidentiel demeure encadré par les deux grandes zones de cultures de savane. Cette configuration d'habitat permet aussi une utilisation satisfaisante des bosquets.

Mais les rapports productifs évoluent sur cette base assez immuable. Le changement des structures politiques est lié à leur transformation. Le système II lignager, tout dominant qu'il puisse apparaître sur place, n'est pas analysable isolément. Cette affirmation est quasi évidente pour le système I par hameau, dont la répartition d'énergie humaine est effectuée ailleurs. Elle l'est sans doute moins pour l'organisation lignagère, qui semble être maîtresse de ses propres mécanismes, une fois faite la part énorme de la domination extérieure.

Ce parcours dans le temps nous convainc qu'il n'en est rien. Tant dans la période précoloniale que par la suite, le système II a toujours eu, au-dessus de lui, un pouvoir politique avec son procès externe, lourd d'influence: ainsi du système tributaire et de sa double classe de seigneurs, ainsi de l'appareil colonial et de ses complexes alliances politiques venant modifier à leur tour la reproduction interne du système II. Sans même envisager les évolutions économiques, presque aucune institution lignagère n'est compréhensible sans ces données. Ainsi la segmentation dans les lignages ou les groupes locaux est aussi un phénomène dépendant de la conjoncture du pouvoir.

L'invisible système I par hameau semble se reproduire en marge selon des règles de résidence définies dans le système II. Telle est l'apparence qui ressort des rapports sociaux. En fait, on le découvrira de plus en plus, ce sont les modifications dans les unités de production des hameaux qui ont eu toute chance d'altérer la reproduction lignagère et d'en provoquer les changements sensibles.

## RESIDENCE VIRTUELLE/REELLE

### NOTES

(1) En fait 147, mais des renseignements complets font défaut pour 5 personnes.

(2) Abstraction faite de l'émigration vers le capitalisme extérieur et du salariat local.

(3) Autre illustration parlante: l'enquête de "mariage" réalisée par un prétendant se trouve à cheval sur les deux systèmes I et II.

(4) L'espace et le temps concernés ici sont internes à la définition du mode de production.

(5) Le procédé est senti par la population comme légèrement anormal: "Cette parenté issue de la richesse ne redoutait personne et pratiquait la sorcellerie."

(6) Etat reconstitué par B. Guillot d'après les témoignages des vieux habitants et la présence des bosquets anciens, traces du vieil habitat (1973:49).

(7) Comme le montre la carte de B. Guillot (ibid.:66).

(8) B. Guillot a suivi les déplacements successifs à Kingambimi de 1954 à 1965 (ibid.:47).

(9) Dans les données utilisées, le village Djambala n'était pas totalement dissous en septembre 1967.

## LES GROUPES LOCAUX

L'existence kukuya se déroule sans cesse en relation avec des hameaux, des villages, des maisons. Presqu'aucun lien parental, sauf peut-être le rapport aux lointains ancêtres lignagers, ne se conçoit indépendamment du groupe local. On peut même se demander si un tombeau de défunt n'est pas encore une résidence. Lorsque deux jeunes se disputent, l'un d'eux à court d'arguments répond à l'autre: "Mais moi aussi, je possède un ola (hameau)."

Dans ce monde, je désire pénétrer par le coeur, c'est-à-dire par les plus petites unités. Du microcosme d'un hameau, saillira l'inscription des relations principales. Cet abord permettra ensuite de se hausser à l'ensemble de groupes locaux qu'est une **partie de Terre** et enfin à la **Terre** (Enku).

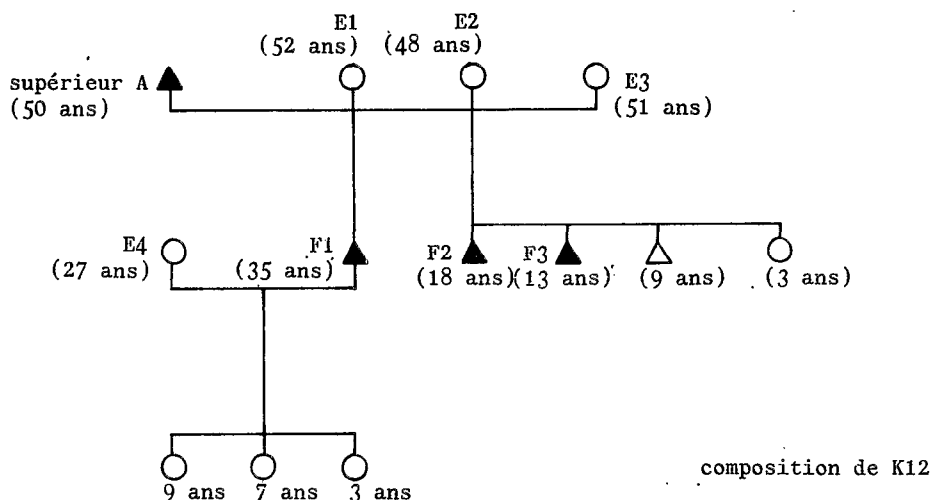
L'histoire générale du pays renvoie à une multiplicité d'histoires locales. Faire une analyse politique moderne en les ignorant revient à sauter à pieds joints hors du réel. Il existe un lien de l'une à l'autre, mais il est caché. Nous voulons tenter de le construire. Aussi les détails individuels n'ont-ils de signification que par l'ensemble qui les réunit. L'image du microcosme était plus séduisante que juste. On ne peut saisir le lien par une progression continue du microscopique au plus vaste: il procède en effet par ruptures.

### DESCRIPTION D'UN HAMEAU

Selon la nomenclature adoptée (1), ce groupe local correspond à K2. Il est donc situé dans la partie Kingambimi. Je l'ai choisi parce qu'il représente une configuration très simple: elle nous permettra de bâtir un module résidentiel. Par enrichissement de ce schéma, on déduira les autres éléments présents (au moins dans leur relation au module).

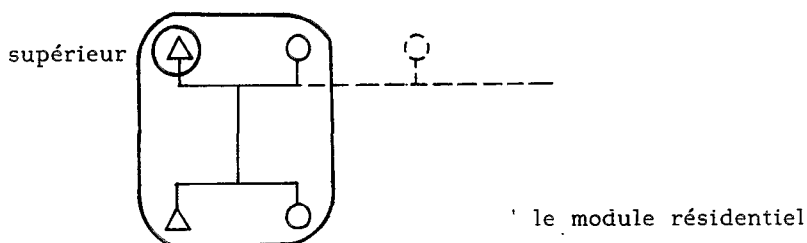
Le hameau comprend 13 personnes: 4 hommes adultes, 4 femmes et 5 enfants. Un supérieur de l'ensemble résidentiel le commande: je le nommerai A. Il a trois épouses avec trois fils dont l'un marié. La parenté dessine la composition du hameau dont voici les lignes principales avec les âges de ses membres (2):

## LES GROUPES LOCAUX



Le supérieur s'appelle mukwuru ola : "supérieur du hameau". Aucun groupe local ne peut s'imaginer sans lui, quelles qu'en soient les variantes. D'où l'idée d'un **module résidentiel**. Il comprendrait un homme, son épouse et leurs enfants, la possibilité d'adjonction d'une autre épouse restant ouverte. Pour des raisons d'ordre divers, ce noyau d'habitat est le cœur de n'importe quel hameau. D'autres éléments peuvent s'adjoindre ensuite selon des relations virtuelles connues.

Mais les structures n'ont de portée qu'à travers des procès et par conséquent des temps historiques. La fondation du groupe, sa genèse sont indispensables à connaître, bien que ce récit empirique ne se confonde pas avec le procès recherché.



### Histoire du hameau

La plupart du temps, sa genèse n'est intelligible que si l'on dispose d'une brève biographie du supérieur du groupe local, que l'installation actuelle se révèle comme une continuation, un aboutissement ou un maintien chaque jour menacé. Les



étapes principales du parcours résidentiel du supérieur sont riches d'informations: né en 1917 dans la Terre Abila au sein d'un premier hameau, il part ensuite dans un village colonial de la même Terre. Son père meurt: lui reste avec sa mère, installée chez le frère utérin du père (lignage paternel). C'est alors que l'homme épouse successivement trois femmes d'âge voisin. Pour le faire, il fallait disposer de moyens matériels importants: un lignage étendu et aisé (Mampene dans la partie Kingambimi) les lui a fournis. Des disputes l'opposent un moment à ses "pères" du lignage paternel, qui résidaient dans la même Terre (3). Ces querelles l'obligent à partir dans son côté maternel sans qu'on lui réclame la remise de dot nkama. Il se rend alors dans la partie Kingambimi, où s'enracine son propre lignage. A l'époque, il avait 45 ans; il ne s'établit pas seul, mais alla vivre auprès de son frère utérin éloigné (même grand-mère), aujourd'hui supérieur du hameau K11. Rien que d'habituel: l'autre était son aîné de dix ans, il serait présomptueux d'arriver d'emblée dans une Terre en y fondant seul son groupe local. Une année de cohabitation suffit à brouiller les deux frères à partir d'un conflit divisant leurs enfants respectifs. Dispute indirecte, mais dans des communautés aussi petites et repliées, il est presque impossible de circonscrire les querelles à leur point de déclenchement. Elles montèrent hiérarchiquement. L'homme décida d'aller à quelques centaines de mètres sur la même route établir son propre hameau. Il y est toujours.

Ce récit s'applique seulement au fondateur du hameau actuel. Les autres membres suivent le supérieur: épouses, fils, enfants ont une existence résidentielle qui n'est qu'un chapitre secondaire de sa biographie. Les vicissitudes qui précèdent n'ont rien d'exceptionnel: beaucoup de hameaux ne se comprendraient qu'après un enchaînement bien plus complexe. Les conflits retracés - ou au moins désignés - sont eux aussi courants. Pourtant, on aurait tort d'imaginer que l'historique relaté est venu spontanément et tout entier de la bouche de l'homme A lui-même. Même sous sa forme allusive, indiquant des dissensions comme causes de départ, il n'est pas racontable par le protagoniste. Ce dernier ne mentionne que les localisations de sa vie et efface ce qu'il ne peut dire en public. Ainsi sa dispute avec son frère-utérin ne m'a été rapportée qu'en secret par un tiers demeurant à plusieurs kilomètres. Mieux, quand j'interrogeai le supérieur de K11 (le frère utérin), il me cita très volontiers ses parents maternels, mais "oublia" complètement son "frère". Inversement, l'homme A le mentionna: on ne peut en faire des règles. Ces menus incidents sont très significatifs: beaucoup de jeunes m'ont dit que, sur ce point, ma qualité d'étranger n'était pas spécialement en cause. Les endroits de manque sont réels. Ils font qu'un récit de parcours résidentiel est traversé d'omissions volontaires, de lacunes. Au regard du discours public, ce ne peut être une histoire pleine. Evoquer les luttes sourdes ou ouvertes, les pressions réciproques, les arrivées dans une Terre suivies de départ assortis de leurs vrais motifs, retracer cette série de pratiques qui sont les noeuds d'une existence, ne peuvent se faire que dans le langage et le champ de la sorcellerie (4). Nommer précisément le conflit, l'aborder sans détour, c'est ouvrir la voie par les "mots" au sorcier intérieur ou extérieur au lignage ou à la parentèle. Aussi ne raconte-t-on

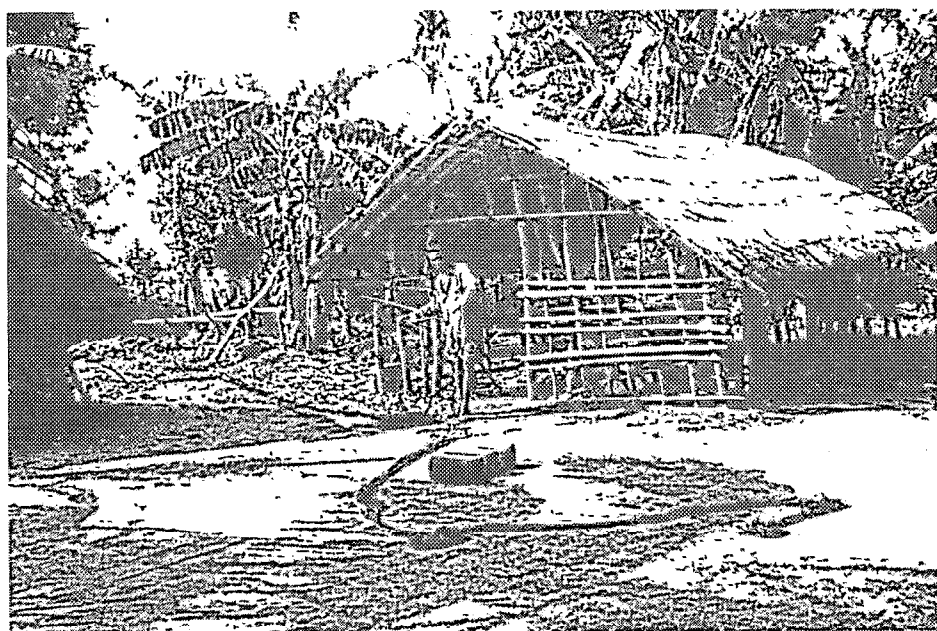
jamais les véritables causes et mobiles, on les indique parfois. Le plus sûr est de ne raconter que ce qui peut se dire. Le reste, s'il était connu, nous ferait-il progresser davantage ? C'est en partie utopique de le croire, puisqu'au-delà de quelques incidents objectifs, chacun interprète à son gré en suivant les vagues de la rumeur, les oscillations de son humeur et parfois de son délire. Cependant, la connaissance fouillée du passé lointain et proche de ces petits groupes serait extraordinairement instructive.

Comme tout autre, ce hameau a été fondé avec un nom. Il résume souvent une part du destin du groupe local, surtout de son supérieur. Dans le cas présent, la signification littérale du mot choisi importe moins que sa référence géographique. Le terme renvoie à un bosquet, recouvrant un hameau abandonné: celui du père de l'intéressé. L'endroit se trouve dans la Terre Abila. L'homme A ainsi est venu habiter la Terre Enku tout en retenant, comme nom de sa résidence, un endroit extérieur. De surcroît, son nouveau hameau s'est installé à la frontière des deux Terres, une dizaine de mètres à l'intérieur d'Abila. Quelle portée symbolique face à autrui ! L'homme a quitté sa précédente Terre sans que les liens se soient trouvés rompus. Le nom du hameau et son emplacement disent clairement à tout passant de sa Terre actuelle: je suis d'ici et en même temps d'ailleurs. La citoyenneté d'Enku est revendiquée, mais d'une manière indépendante. L'ensemble a la même valeur que la limite magique tracée par un individu sur le sol ou les lianes qui protègent le cercle d'un hameau. Le cas est particulier ? Tous les hameaux, ou presque, pourraient être dits tels. Ils s'insèrent dans une norme en développant une personnalité propre, un trait unique associés à la personne du fondateur ou supérieur, condensant leur histoire et celle du groupe local. Peut-être sont-ils présents pour évoquer, entre autres moyens, un irracontable récit.

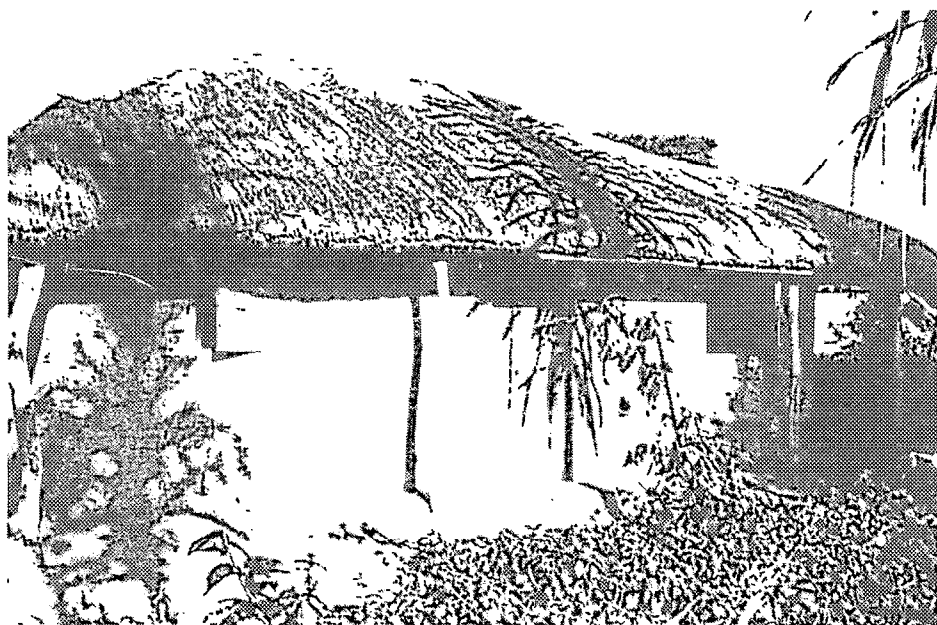
Les tombeaux cités par le supérieur définissent aussi l'espace. Ce sont les siens propres: comme chaque habitant, il les distingue en sépultures maternelles et paternelles. Les premières se trouvent à Kimompibi, village regroupé de la Terre Abila, les seconds à Likila: bosquet de la Terre Enku théoriquement réservé aux enterrements de seigneurs. Il s'agit en réalité des tombes de son père et de son oncle utérin. Mais on sait que d'autres ont habité de tels endroits, puisqu'on inhume les cadavres à proximité des dernières résidences. Peu importe qu'on ignore nommément ces ancêtres, on se rend rarement sur leurs tombeaux. Mais ces lieux servent de référence mentale: ils orientent l'étendue de manière significative, créant des points forts s'opposant à des espaces neutres, étrangers, insignifiants ou hostiles. Ils ne sont pas sans rapport avec les droits économiques: arbres plantés par le père, droits de chasse pour la terre lignagère et indirectement savane des femmes.

### **La structure du groupe local**

Notre récit formait la genèse ou l'histoire empirique. La configuration concrète du hameau est en même temps le développement d'au moins un procès. Le destin du groupe local est en grande partie inscrit par les mariages successifs du fondateur A. Ceux-ci



Devant ce hangar de menuisier à Djambala (Terre Enku), s'étend un filet de chasse à l'ancienne.



La maison d'un homme polygame à Kingambimi (Terre Enku).

ne sont qu'un effet particularisé du procès d'alliance. Les trois épouses ont une origine résidentielle propre: deux viennent d'Illakuya, la troisième de Lage. Les conséquences en seront sensibles pour leurs fils et plus encore pour leurs filles. Mais davantage encore, les trois femmes appartiennent à des lignages ancrés à Lage, Illakuya et Enku. Voilà du même coup déterminés ceux de leurs enfants avec toutes les implications qu'on sait: non seulement leurs filiations particulières, mais les configurations résidentielles qui les accompagnent (hameaux de leurs parents importants).

La dialectique propre au groupe considéré veut qu'on procède catégorie par catégorie comme dans la parenté. Au premier rang viennent les **hommes adultes**. L'histoire du fondateur a été faite; ajoutons qu'après avoir parcouru le Congo sous la colonisation pour vendre des pommes de terre à Brazzaville, Loudima, Dolisie (il fallait bien payer l'impôt), il ne se consacre plus qu'aux cultures commercialisables. Ses trois épouses le lui permettent. A la génération inférieure, son fils aîné F1, né à Abila, a suivi partout son père, même à Brazzaville. Il vit lui aussi du tabac, auquel il joint les ressources d'un petit élevage de pigeons. Il s'est marié à une femme venue de la Terre Kuma et dont le lignage est, comme le sien, d'Illakuya ainsi que son lignage paternel. L'homme a également l'un de ses trois amis dans cet endroit, ce qui a pu concourir au choix de sa femme (5). Comme il a plus de trente ans, il n'a pas fréquenté l'école. Quant aux deux autres adultes du hameau, ils forment un bloc parce qu'ils sont de même mère. Leurs âges aussi (18 et 13 ans) les rapprochent et les opposent à leur frère aîné paternel F1. De plus, ils sont célibataires. Le plus jeune des deux mime l'état d'adulte: il s'est bâti une maison pour affirmer sa précoce autonomie. Tous les deux jalourent leur frère aîné paternel, que sa maturité rapproche du père, figure centrale du hameau. Tous deux sont scolarisés, bien que leurs études aient été courtes. Ils vivent hors-travail, nourris par leur mère, tournés vers leur oncle utérin d'Illakuya quand ils désirent un peu d'argent, le père étant trop peu généreux à leur gré. Leurs amis sont tous d'Enku, comme s'ils se souciaient peu, comme leur frère, de se créer des relations larges et utiles. De nombreux clivages, dont le moindre n'est pas la différence aîné-cadet (F1 a fini de payer sa dot), passent entre les deux hommes les plus âgés - le père et F1 - et les deux plus jeunes frères siblings.

Le groupe des **quatre femmes mariées** offre une physionomie plus unie. Les trois épouses du fondateur A respectent scrupuleusement un ordre hiérarchique d'antériorité au mariage, mais comme leur écart d'âge est faible, elles passent plutôt pour des égales réelles. Elles ont bien intégré la quatrième épouse du hameau, malgré sa jeunesse. Toutes sont de grandes travailleuses, ce qui, d'après elles, renforce leur entente. La plus jeune des femmes ne possède plus que ses deux parents directs, ce qui a pu jouer dans son insertion aisée. L'association de travail agricole bula comprend les quatre paysannes qui n'ont pas besoin de coopération externe. La vie à l'écart du hameau semble convenir à ces femmes qui y trouvent une paix assez grande. Cette apparente union peut avoir des failles peu perceptibles: rivalités à propos des enfants, maladies et soupçons.

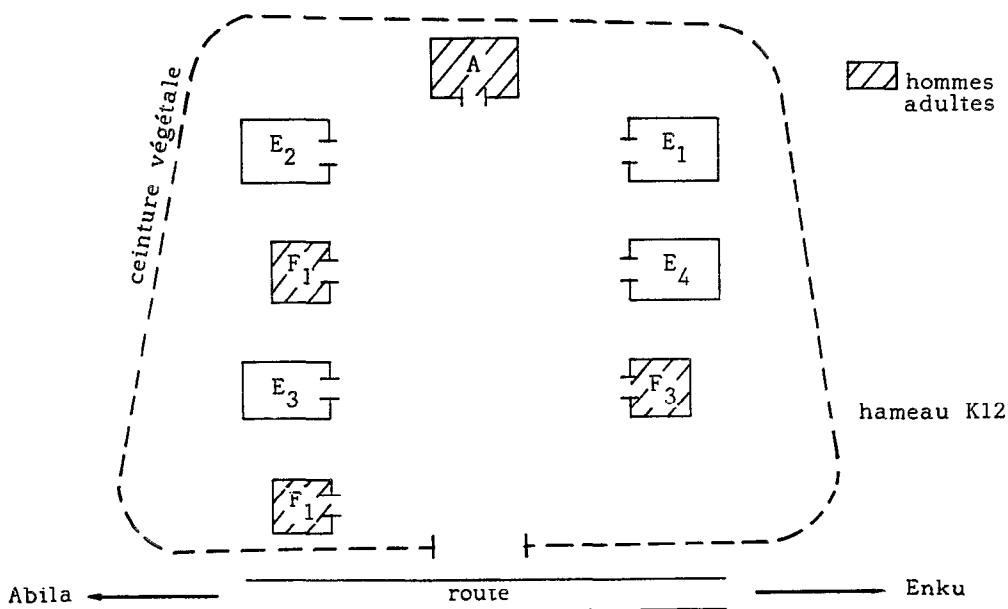
## LES GROUPES LOCAUX

Sur les cinq enfants présents, trois sont assez âgés pour se rendre en classe au chef-lieu de la Terre, Angama. Restent deux petites filles de trois ans que leurs mères emmènent aux champs. La scolarité ouvre le groupe sur le dehors, ne serait-ce que par les nouvelles transmises. Les femmes s'intéressent peu aux études de leurs enfants: c'est un monde inconnu. Mais elles savent fort bien qui sont leurs amis et se montrent capables, non sans humour, de les citer à leur place.

La vie de cet ensemble est faite d'une coexistence de ces trois groupes, encore scindés on l'a vu pour les hommes. Allées-et-venues régulières des femmes, partant aux champs ou en revenant pour le ménage ou la cuisine, sorties fréquentes, plus désordonnées des jeunes hommes ou garçons, le supérieur et son fils aîné paraissant moins mobiles: le hameau fait un peu figure d'oasis de calme dans la partie Kingambimi par contraste avec la vie sociale remuante des hameaux importants où se passent les délibérations des seigneurs et notables.

Mais un examen interne au groupe local vivant ne suffit pas à le définir. Des alliances ont contribué à le former, des alliances aussi l'ont vidé: l'épouse du supérieur, nommée E<sub>1</sub>, a eu deux filles mariées dans les Terres Lekana et Illakuya. Son autre femme, E<sub>3</sub>, a aussi deux filles mariées à Lage et Illakuya. Ces mariages se sont faits en liaison avec l'origine résidentielle de leurs mères et l'implantation de leur parenté consanguine. Le hameau jette des attaches vers l'extérieur dont certaines sont des retours, d'autres des directions nouvelles.

Quelle est la disposition du groupe dans l'espace ?



## LES GROUPES LOCAUX

Comme pour beaucoup de phénomènes de la société, le plan est à la fois classique et individualisé. Le hameau s'oriente dans une des deux directions courantes. La maison du fondateur occupe le fond de l'espace, étalant au regard le statut de son possesseur. Sur deux perpendiculaires viennent les autres maisons, usage imposé par le colonisateur, mais naturalisé depuis longtemps par les habitants. Car ils assurent leur emprise sur l'aire (ici) de vaste dimension, soigneusement nettoyé par les femmes, qui est au centre des demeures. Bien souvent dans les hameaux importants, les maisons des femmes sont derrière celle des hommes: là, elles se mêlent sur la même ligne. Le fils célibataire F2 est établi près de sa mère, alors que le fils aîné F1 a tenu à s'éloigner le plus possible de son père. La jeune épouse de F1 (E4) est venue se ranger auprès de la doyenne des femmes du supérieur: protection implicite. Dans chaque hameau, les affinités sont lisibles d'après la place des maisons. La réduction d'échelle amène une diminution des règles formelles. Tout le hameau est entouré d'une ceinture d'arbres assez peu élevés à cause de l'installation récente du groupe. Quand l'endroit sera délaissé, la végétation s'en emparera, et il se formera un bosquet signalant le hameau ancien.

Ce petit univers clos rassemble des éléments très divers. La force de la cohabitation, les tâches et la présence communes, les dépendances mutuelles, les liens d'affection (et dans une certaine mesure les rivalités) cimentent cet agrégat d'habitants de tous âges. Mais par lignages, l'ensemble est discontinu, comme le prouve une coupe sur le domaine rituel. Toute personne, sauf au sommet, est soumise à un "chef" ou supérieur "de conjuration" (*mfumu a nzo* ou *mukwuru a nzo*, selon les cas). De lui est censée dépendre la fortune des individus, leur santé. Le fondateur A fait faire son rituel par un seigneur de la terre de sa partie Kingambimi. Son fils aîné a un supérieur, parent utérin, dans la Terre Illakuya: de même sa mère. E2 et ses enfants vont trouver un aîné dans une autre partie d'Enku (Mikoko). E3 va dans la Terre Lage. E4 fait appel à sa propre mère, qui habite la Terre Kuma. En outre, les femmes doivent avoir recours à leur père. Des lignes de forces partent en tous sens pour converger sans se mêler.

Encore ce réseau n'épuise-t-il pas les multiples relations extérieures, le noyau principal en étant le lignage du supérieur, "son bosquet sur lequel il habite". Chaque hameau se définit par un coefficient d'ouverture provenant avant tout des hommes adultes. Le hameau K12 est à cet égard assez fermé, comme le signale sa position aux limites territoriales. Depuis des années, le supérieur n'a que peu entretenu ses nombreuses relations parentales: il évite sa parenté paternelle, se coupe de ses utérins, ne se sert pas d'une abondante parenté par la terre. Il n'a pas renouvelé ses amis morts. Le hameau ne s'ouvre vraiment qu'avec les quatre amis du fils aîné, qui à la différence de ceux de ses frères cadets, sont influents.

### La mort du fondateur: marque du destin futur du hameau

A la fin de 1967, le fondateur mourut. Après ses funérailles vint un temps d'attente, qui devait s'achever par des décisions collectives sur le sort des survivants. Des conversations avec les

## LES GROUPES LOCAUX

habitants de la Terre m'apprirent qu'ils prévoyaient avec certitude les grandes lignes du déroulement à venir. Le futur ne dépendait donc pas des volontés individuelles et des libres déterminations, mais il paraissait aux témoins enfermé dans des limites plus que probables. Pourquoi ?

Avec le décès de A, l'existence du module résidentiel était anéantie. On le vit bien deux mois après, quand l'une des épouses du défunt partit chez ses parents maternels. Les commentateurs avaient même prévu celles des femmes qui s'en irait la première: "Ce sera la mère des trois filles" mariées (E1). Etant donné son âge, elle ne pouvait échapper à l'héritage de la veuve par un parent utérin du mort, d'autant qu'elle avait déjà fourni trois filles au lignage. Les deux autres épouses attendaient de connaître leur sort: héritage, remariage ou refuge chez un parent. Les dots sur les filles mariées n'étaient pas encore totalement payées.

La dislocation était amorcée, mais les droits résidentiels passent **par les hommes**. Là encore, les prévisions s'accordaient: F1, fils aîné du mort, ne pourrait sûrement pas demeurer avec ses deux frères cadets: il y aurait désaccord entre eux, sans qu'on puisse savoir si cette vue était générale ou particulière. La situation abstraite était la confrontation de frères paternels après mort du père avec ses difficultés; les personnes précises étaient connues et leurs incompatibilités individuelles. J'entends par là non tant leurs oppositions de tempérament que l'écart d'âge entre F2 (35 ans) et ses frères (18 et 13 ans): trop pour être égal, trop peu pour commander. Les clivages latents du vivant du père se durcissaient, donnant aux anticipations des voisins une base: les trois fils auraient pu être recueillis par leur "père" (frère utérin du père, même grand-mère), supérieur du hameau proche K8. Mais les fils s'entendaient mal avec lui. Le prolongement des relations du mort s'exerçait. Une seule issue semblait à tous se dessiner: que les fils soient repris par le supérieur de K3, "parent par la terre", détenant le même bosquet lignager que le fondateur décédé (mais d'un autre segment). Les bonnes relations du supérieur mort avaient préparé cette opération. Les fils avaient des chances de pouvoir s'installer près de son hameau. N'étant plus seuls, ils réfrèneraient leurs querelles. C'est ce qui s'est passé dans le détail en 1968.

La fin d'une telle histoire montre les tensions entre de jeunes hommes et leur lignage paternel. Elle fait aussi sentir comment les habitants d'une Terre, connaissant les tendances générales et les situations enchevêtrées, sont à même de se livrer à une prédiction à court terme assez infaillible. Ils assistent comme nous à la naissance, au développement, à la disparition d'un groupe local, mais avec combien plus de savoir. Au-delà des avatars, ils ont conscience d'un phénomène bien plus vaste.

Telle est l'allure de ce petit hameau, dont j'espère n'avoir pas donné une image trop infidèle. Ma nomenclature chiffrée est certes loin d'évoquer l'intense vie présente dans ces minuscules mondes des hameaux, quelqu'assoupie qu'elle soit dans une situation historique d'ensemble défavorable. Ce fouillis inextricable de relations internes (pour 13 personnes) ne peut cependant être déchiffré qu'en suivant la ligne des modes de production de la

société.

La nature du mode de production I par hameau éclaire la vie quotidienne, le terre-à-terre et le routinier de chaque journée. Il inscrit l'existence des femmes, des enfants et leur lien au chef de hameau ainsi qu'aux deux chefs de foyer. Simplement ici, puisque nous avons dirigé le regard sur un seul groupe local, nous avons l'intuition (6) que le rapport de production général (chefs-dépendants) trouve chaque fois sa forme et sa matière particulières et même uniques. Ce hameau n'est vraiment semblable à aucun autre. De toute façon, à ce niveau-là, les relations économiques ont une relative transparence: les dépenses d'énergies, les exploitations y sont aussitôt visibles (et perçues). Même les gains en argent des hommes sur le secteur marchand y sont bien connus de tous et de toutes. On pourrait presque en dire autant, à un degré moindre, des liens politiques et idéologiques qui relèvent de ce système I dans le hameau. Cependant, les extorsions de surtravail y apparaissent comme limitées dans leur ampleur: si inégales que soient les prestations de travail dans chaque foyer, chacun sait que l'accumulation des ressources y est très faible en général. Ce champ de relations définit un lieu de batailles minuscule et circonscrit.

L'accumulation véritable se fait socialement ailleurs: dans le mode de production II lignager. Celui-ci est partout présent dans le hameau et enserre de son réseau de liens des habitants qu'il oppose et réunit en même temps. Là encore, le rapport de production se particularise complètement: jamais deux configurations ne peuvent être réellement semblables. Nous n'avons pas affaire en effet à des éléments de structures interchangeables (bien qu'ils le soient dans les divers échanges sous un rapport précis), mais à des groupes dotés d'une histoire propre, redoublée par celle des individus dans cette histoire. Un second niveau de rapports productifs fonctionne donc, faisant du chef de foyer et du chef de hameau un membre d'un lignage, pour lequel il dirige le procès de production immédiat. Des liens rituels et juridiques viennent coiffer pour chacun ces liens déjà compliqués. L'amitié rend le champ plus complexe encore. Le fait principal à saisir est que l'accumulation de produits-valeur a lieu dans les groupes lignagers, parce que la socialisation du travail se fait toujours dans leur cadre. Toute une série d'aînés ont ainsi leur mot à dire sur les affaires du hameau par un biais ou par un autre. Les habitants de toutes classes savent très bien alors qu'un système, plus vaste que leur vie quotidienne du système I, se superpose à l'existence du groupe local. Bien que leur savoir sur ce point soit empirique, il est assez détaillé et surtout spécifié pour qu'ils soient capables de formuler des prévisions et d'acquérir une conscience (inégaie) de leurs pratiques.

Mais ici tout semble changer; alors que le système I renfermait des rapports assez transparents, quelques contradictoires qu'ils fussent, le système II introduit socialement le secret. Il fait de la biographie du supérieur un irracontable récit. Il transforme les compétitions des "épouses" polygames en jalousies "lignagères"; il renforce une bataille entre "mari" et "femme" de toute la matière sociale contenue dans deux lignages alliés. Les rivalités des aînés peuvent s'y projeter par sorcellerie ou magie d'a-



## LES GROUPES LOCAUX

gression. L'emprise des aînés sur leurs dépendants, demeurant forcément dans des hameaux, nécessite tout cet arsenal de procédures juridiques et idéologiques. Le rapport de production du système II ne réussit à imposer sa surextorsion que par lui. Une autre histoire vient dominer la précédente, sans l'annuler cependant. Comment le pourrait-elle, puisque les unités de production fonctionnent d'abord dans le système I ?

J'ai sans doute accentué à l'excès la transparence de ce dernier pour faire saisir l'opposition essentielle des deux systèmes (7). Un type d'opposition propre caractérise chaque hameau. Mais je ne voudrais pas laisser croire que chaque groupe local relève à la fois d'une analyse générale de la production et d'une situation particulière qui fonde toutes ses différences. Celles-ci ne seraient alors qu'un effet aléatoire de facteurs divers et presque-extrinsèques aux rapports sociaux. C'est tout le contraire. La reproduction sociale d'ensemble de la société maintient et renouvelle les différences sociales. Les disparités entre hameaux en procèdent.

### DESCRIPTION D'UNE PARTIE DE TERRE

Le périmètre s'élargit, l'échelle change: une partie de Terre est un ensemble de hameaux.

Les éléments historiques, indispensables à saisir la structure des groupes locaux, sont maintenant particularisés. La biographie du supérieur de hameau est décisive. Le module résidentiel, famille monogame ou polygame du supérieur, commande dans une large mesure la composition de tout le hameau. Des parentes recueillies après veuvage ou divorce peuvent s'y adjoindre.

Analyser la partie Djambala en 1967 pour y découvrir les droits résidentiels consiste à s'appuyer sur ceux des supérieurs locaux. Mais les fondations des ensembles résidentiels remontent à des époques bien distinctes: elles ont engendré trois sortes de hameaux selon l'ancienneté de leur origine.

### Périodisation de l'habitat

#### Les hameaux anciens: 1940-1950

Ils sont au nombre de trois. Au premier rang vient le résidu du village regroupé Djambala (D). C'est le plus ancien des groupes locaux dans la partie. Il comprend actuellement 34 habitants. Même son chef administratif n'y habite plus: il est parti un peu plus loin en D6. Cependant, deux leaders y figurent. Le premier, proche du modèle ancien, n'a jamais quitté la région et appartient à une lignée patrilinéaire de griots; l'un de ses deux bosquets paternels est Kinsele, point de départ du regroupement colonial. Le second dispose de droits résidentiels de fait: son père demeurait avec le père du précédent sur l'emplacement du village. Lui-même est resté douze ans absent du pays où il est revenu depuis onze ans. Aucun bosquet ne lui assure de droit légitime. Il a acquis sa position par son autorité personnelle et son activité

d'artisan menuisier. On le voit, au sein du village colonial, les règles ont reçu une assez grande souplesse. Il est plus difficile d'y contester la présence de quelqu'un que dans un hameau extérieur. La situation est devenue à la fois provisoire et exceptionnelle dans le territoire. Le système des usages anciens s'est imposé de plus en plus à nouveau, comme le montrent les réflexions des derniers habitants du grand village Djambala sur la dispersion de leur agglomération. Ils l'attribuent à la vieillesse du village et à la mésentente interne, ajoutant que "la panthère y exerçait ses ravages", ce qui donne au récit symbolique du héros Mubie, venu débarrasser la contrée du fauve, un éclairage saisissant. A la suite de ces événements, disent-ils, "les gens ont recommencé comme avant". Ils perçoivent de la sorte que le procès de segmentation a repris en même temps que la vigueur des droits résidentiels. L'agglomération coloniale était sentie avant tout par eux comme habitation paternelle. Le nouveau type de hameau créé amène au contraire des droits bilatéraux.

Les deux autres hameaux, D3 (20 personnes) et D9 (17 personnes), ont pris naissance à partir du village regroupé, dont deux fragments se sont extraits à la fin de la période. Le premier a été fondé par le père du supérieur actuel. Son fils lui a succédé après onze ans de séjour à Brazzaville. Il ne se réclame pas de sa seule trace, mais se rattache au bosquet du lignage paternel de son père: preuve que ce dernier avait déjà effectué un retour aux droits résidentiels classiques en quittant l'agglomération coloniale.

Le second hameau D9 a été édifié par son supérieur d'aujourd'hui. Né dans la Terre Illakuya, il a payé la remise de dot nkama à la mort de son père, puis est venu chez ses oncles utérins dans le village regroupé Djambala, qui s'est ensuite déplacé dans son entier. Le versement du nkama a donc continué sous la colonisation, malgré les regroupements: seule la rupture résidentielle avait cessé alors de lui succéder. L'homme fonda son propre hameau sur son bosquet lignager utérin. "Sa mère voulait qu'il habite en cet endroit." Déclaration opposée à celle de tout à l'heure, significative des nouvelles tendances en train.

Ces hameaux anciens sont en 1967 pour la région des groupes importants - entre 17 et 34 habitants. Il est visible qu'à travers cette période, la partie a connu peu d'autres scissions résidentielles. Les habitants répugnaient à sortir du village autrement qu'en blocs assez compacts pour en reformer un équivalent plus petit. Les contraintes administratives ont pu aussi jouer ainsi que l'action des chefs et seigneurs.

## Les hameaux d'âge moyen: 1954-1956 environ

Quatre hameaux avec 14, 15, 14 et 10 habitants. En se poursuivant, la segmentation porte sur des groupes plus petits. J'ai privilégié avec le module résidentiel la biographie des supérieurs locaux: de là l'apparence individuelle de la causalité. Mais elle s'insère dans un ample procès dont la nature est telle qu'il donne au module un rôle de premier plan. On le vérifie en mettant en lumière la relation entre chaque supérieur et ses bosquets de rat-

tachement à la terre.

Le hameau D4 témoigne déjà qu'un homme adulte ne pouvait guère songer alors à créer seul sa propre résidence. Son supérieur actuel a aujourd'hui 40 ans. Né dans le village Djambala, il l'a quitté avec son père, parti s'établir à Aba I en compagnie de plusieurs hommes de son âge, dont les fils sont maintenant en D5 ou ailleurs. Cette fondation marquait un retour à un site pré-colonial. Le groupe local se scinda, le père de l'actuel supérieur créa un hameau à Bantswa, son bosquet lignager utérin. Il mourut, et ses fils allèrent former leur groupe à quelque distance du même bosquet (lignage paternel). Tous trois étaient adultes, avaient gagné quelques ressources en ville, s'étaient mariés, autant d'éléments d'autonomie. Leurs droits étaient conformes aux lois anciennes, renforcés en outre par des tombes paternelles. Leur hameau fut encore appelé Bantswua.

Cette séquence fait partie d'un phénomène de segmentation qui est partiellement soumis au pouvoir politique de chaque territoire grand ou petit. La genèse du hameau D1 en fera surgir les composantes. Son supérieur présent vivait au village colonial Djambala, où il était né. Il y resta après la mort de son père, mais une longue querelle avec ses parents paternels l'en éloigna. Il se rendit dans la partie voisine, Angama, au village regroupé avec un parent maternel, mais surtout sous la protection du chef de Terre. Ensuite, il rejoignit ses "frères" paternels qui habitaient Aba II (bosquet lignager paternel). A la suite d'une brouille avec le supérieur - qui commande à présent D5 - assortie d'un violent conflit juridique avec le chef de la partie Djambala, il alla fonder son propre campement D1 avec son frère aîné utérin sur leur bosquet lignager, Aba. Le hameau se rapproche au maximum d'Angama, où l'homme voulait se faire recenser pour échapper à la férule direct du chef de sa partie. Sa situation était ambiguë (8): il n'avait jamais acquitté de remise nkama, donc jamais rompu totalement avec son lignage paternel. Aujourd'hui, il se réclame de deux bosquets, l'un utérin, l'autre paternel. Tel est le jeu complexe qui articule groupes locaux, lignages et hiérarchie politique.

L'histoire du hameau D5 renseigne sur la relation ancienne entre un homme et son lignage paternel. Alors que l'appartenance au lignage utérin est irrévocable, le supérieur du groupe a changé de lignage paternel. Sa mère a été acquise en mariage en même temps que ses enfants par un homme qui les éleva tous. Son lignage recueillit ainsi les droits de dot (9) paternels. C'était Aba, bosquet sur lequel l'actuel supérieur a fondé son hameau avec ses frères paternels. La vie de cet homme représente en raccourci les périodes d'habitat: né dans Aba I précolonial, il a suivi son père au village regroupé Djambala, puis à Aba. Il fonda ensuite Aba II à la mort du père, enfin Aba III tout seul. Autant d'étapes des déplacements et de la segmentation.

La gamme de ces statuts résidentiels indique qu'on est revenu aux justifications d'autrefois. La topographie des anciennes forêts le confirme, un hameau venant souvent s'établir à côté du précédent et les bosquets des habitats délaissés finissant par se rejoindre. Il est rare aujourd'hui encore qu'un hameau ne soit pas

## LES GROUPES LOCAUX

abandonné à la mort de son fondateur. D10 fut fondé dans ces conditions par son supérieur présent, fort de son bosquet paternel et du tombeau de son père. Ses huit années passées ensuite à Brazzaville n'ont pas entamé ces privilèges, qui n'avaient rien à voir avec la continuité d'une occupation réelle. Par sa position aux limites de la Terre, l'homme prolonge un choix fait par son père, qui préférerait vivre loin des rivalités endémiques de ses noyaux politiques.

Cette seconde phase fait pénétrer dans la vraie segmentation. Le simple éclatement du village colonial est dépassé. Les nouveaux mouvements, les scissions locales se font sur d'autres fondements. Le procès de dispersion se poursuit, mais fait appel à un système de normes, relativement mis en suspens par la colonisation.

### Les hameaux récents: 1964-1967

On en dénombre cinq avec 17, 12, 6, 5 et 4 personnes: les effectifs de chaque groupe sont de plus en plus réduits à mesure qu'on avance dans le temps. Dans la partie, le mouvement des fondations n'a pas été continu: il enregistre deux sauts brusques, séparés par une phase de dix ans. Une accélération de la segmentation coïncide avec une fragmentation en groupes de plus en plus restreints jusqu'au seuil minimal d'habitat.

Le hameau le plus nombreux D7 est un prolongement attardé de la phase antérieure. Le fondateur est né près du bosquet paternel de son père dans un hameau précolonial appelé Bantswua: le regroupement administratif les a conduits au village de la partie. Le père y est mort; le fils est revenu établir un groupe non loin de la première résidence de son père. Sa position médiocre ne lui avait pas permis de le faire plus tôt, aussi est-ce un simple abandon du village colonial, un stade intermédiaire. Le supérieur de ce hameau est en outre lié par sa parenté utérine aux chefs et seigneurs de la partie Angama: cette multiplicité de registres caractérise les relations unissant individus et ensembles résidentiels.

Le second hameau important D6 (10 personnes) enseigne d'abord que le supérieur local n'en est pas nécessairement le personnage essentiel à tous égards. Ici c'est un vieil homme, ancien chef administratif de Djambala, entré depuis des années dans une sorte de retraite. Il a délégué son poste à son fils qui demeure avec lui: le module résidentiel est toujours inscrit par le supérieur. Ce dernier a habité tour à tour les deux villages de la partie, puis a formé un premier groupe local autonome près de D9, à l'écart pour affirmer son indépendance, assez près pour exercer son pouvoir. Il pouvait continuer à résider là grâce à son bosquet utérin, Kinsele. Quelques années plus tard, les impératifs étaient devenus différents avec les changements de pouvoir politique après l'indépendance. Il a donc fondé un nouvel hameau D6, proche de la route, plus central dans un réseau d'autorité qui s'affirmait désormais au grand jour. Ces stratégies, surtout possibles à un chef ou un leader, déterminent l'utilisation des droits résidentiels. Le vieux supérieur de D6 aurait pu, dans la partie Kingambimi, se prévaloir d'un bosquet paternel: ni lui ni son fils n'y avaient de position à imposer ou défendre.

## LES GROUPES LOCAUX

Avec les trois autres hameaux récents, la segmentation atteint l'émiettement: de 4 à 6 personnes. **Le module résidentiel s'y réduit à lui-même.** La genèse de ces groupes locaux doit nous dire si ce sont des faits isolés ou une tendance plus vaste à l'affaiblissement des structures résidentielles. Le hameau D8 appartient à un homme né dans la Terre Illakuya chez un parent utérin d'accueil après décès de son père. Il fut chassé de son lignage paternel et vint dans son lignage maternel, ancré dans la partie Kingambimi (Enku). Il y habita le village regroupé avec son frère aîné utérin - actuel supérieur de K5. Brouillé avec lui, il partit en compagnie du chef de village (seigneur de la terre) dans un autre hameau. Une discorde les sépara, à la suite de laquelle le chef fit pression sur son lignage paternel afin qu'on lui réclame la remise nkama. Le conflit impliquait le niveau lignager et le système politique. Un concurrent du chef, qui depuis l'a évincé comme seigneur de la terre, s'opposa comme supérieur du lignage créancier au paiement du nkama; l'homme put rester dans la Terre. Mais il alla établir son propre hameau D8. Il ne possédait aucun bosquet dans la partie bordant la même route, enfin, et surtout, il demeurait en face du hameau de son frère aîné utérin, avec qui il était pourtant en termes hostiles. Aux dires des habitants de la Terre, il attend tranquillement la mort de son frère, le plus gros commerçant de l'endroit, pour hériter de ses biens. C'est le défi d'un homme qui peut un jour devenir riche et le montre à tous, faute de pouvoir attirer à lui des dépendants.

Pas plus que lui, les supérieurs de D2 et D11 ne sont chefs ni seigneurs ni supérieurs lignagers. Le premier est un commerçant aisé dont le statut n'est pas négligeable. Né à Abila, il paya le nkama après la mort du père et vint au hameau D3 résider avec ses deux frères utérins. Quelques années après, il partit seul former son propre groupe sans s'éloigner du bosquet maternel garantissant ses droits. En nommant son hameau Djambala (comme en D8), il cherche à passer inaperçu, plutôt qu'à rivaliser avec les autres notables. Le supérieur de D11, né à Kuma, reproduit une histoire assez semblable, mais son retrait en apparence volontaire a été plus accentué. Au retour des villes, l'homme s'est rendu en D9 avec son supérieur (lignage paternel): il rejoignait aussi ses deux frères sibilings. Des désaccords surgirent avec les trois. Il établit alors son hameau D11 très loin du précédent au sud de la Terre. Il s'appuyait sur son bosquet utérin, Kibumi, nom qu'il donna à son groupe local. Le bosquet était à la frontière de la Terre Illakuya. Cependant, l'homme continua à se faire recenser à Djambala en vertu de droits paternels (nkama non exigé). Sa résidence semble excentrique, mais elle est voisine de A9 d'Angama, groupe proche pour cultiver les champs.

Ces destins variés et individualisés découvrent des lois beaucoup plus générales. Les unes sont **politiques**. Le pouvoir local n'est plus en mesure de s'opposer à des segmentations en groupes minuscules, menées par des individus de statut moyen. Les contraintes coloniales avaient fait illusion en soutenant les hiérarchies. De plus, chaque foyer tend à devenir une unité économique relativement indépendante - par rapport aux autres et non envers le marché. Dans un hameau ancien, l'assistance parentale allait de pair avec l'existence d'une unité de production s'étendant à tout un hameau.

# LES GROUPES LOCAUX

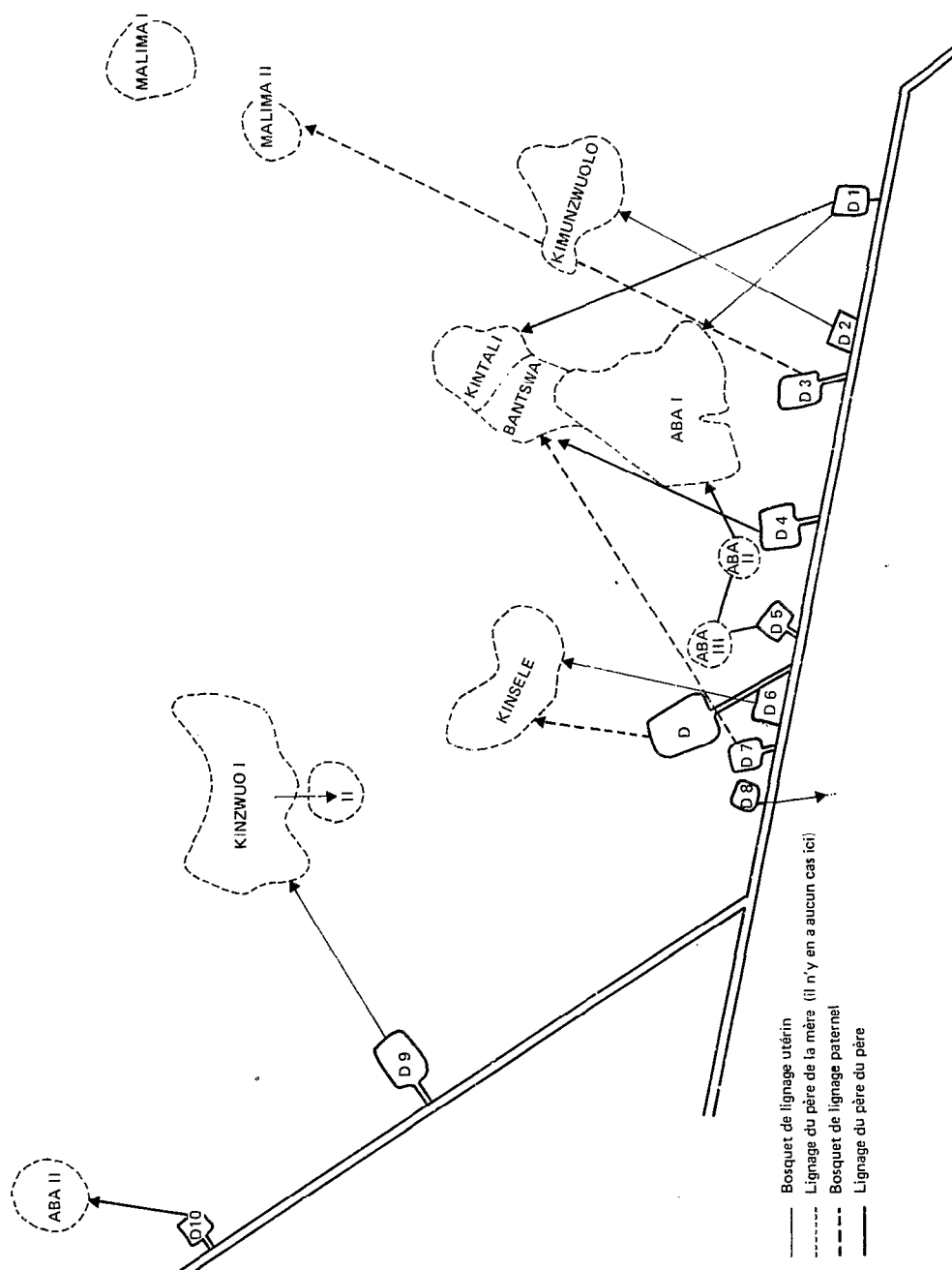


FIGURE X  
Partie de Terre Biliki-Djambala  
Relations des supérieurs de hameaux aux bosquets de lignage

# LES GROUPES LOCAUX

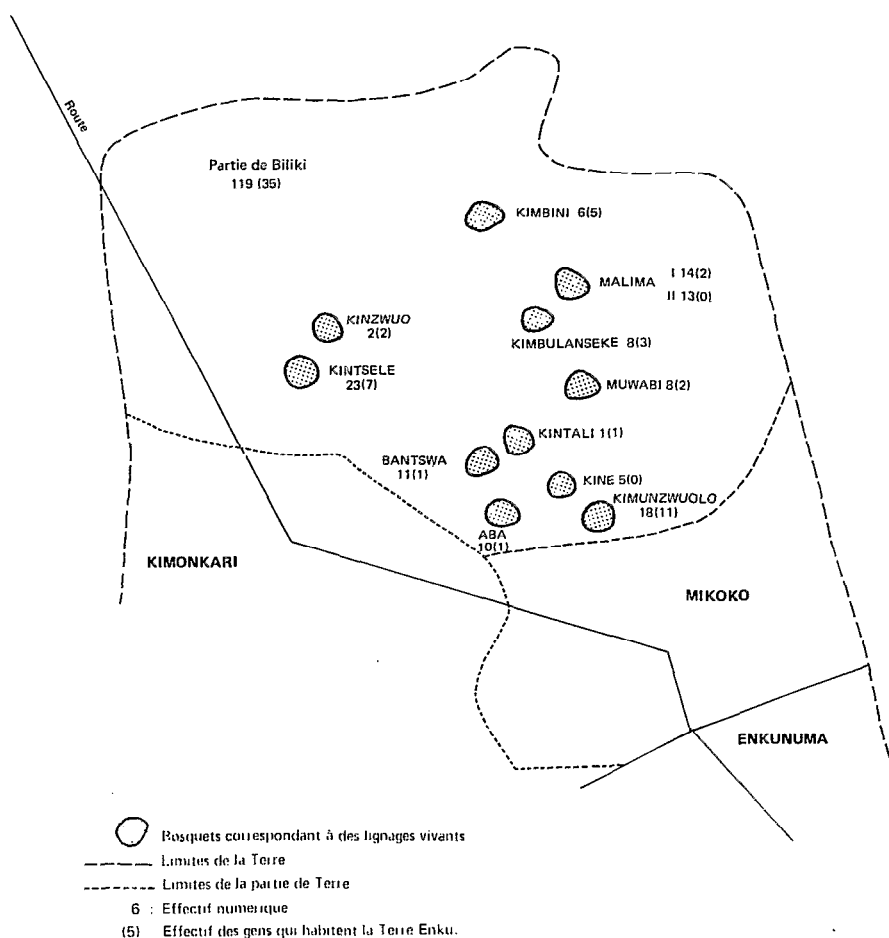


FIGURE XI  
Bosquets correspondant à des lignages vivants  
dans la partie de Terre Kingambimi

## LES GROUPES LOCAUX

Les autres sont **économiques**. Les segmentations font ressortir les limites inférieures d'un groupe local fonctionnant comme unité de production. Etant donné la division du travail par sexe, on ne peut descendre plus bas qu'un foyer monogame. La marche d'une telle unité est toujours malaisée. En D8, une femme supplémentaire renforce en fait le groupe (la mère du supérieur), en D2 intervient l'apport d'un commerce, en D11 de bonnes relations d'entraide extérieure sont indispensables. D'ailleurs, au besoin, les coopérations féminines passent outre aux rivalités entre hommes. La maladie d'une productrice suffit à compromettre l'unité elle-même, surtout si l'aide du lignage utérin est problématique.

Telles sont les relations des supérieurs de hameau, autrement dit des modules résidentiels, aux bosquets de la partie. Ces données avec l'emplacement des hameaux sont représentées sur la carte de la figure X. Si nous la comparons à celle des bosquets de lignages vivants (voir fig. XI), que remarquons-nous ? Tous ne sont pas doublés d'un groupe local qui leur soit rattaché. Il en va ainsi de Kimbimi (5 membres), Kimbulantseke (8 membres), Muwabi (8 membres), Kinye (5 membres): les lignages sont de faible effectif. En 1965, j'ai assisté à la disparition du hameau Muwabi, qui portait le même nom que le lignage. Les deux membres mâles de Kinye vivent dans la Terre Lage (bosquet paternel). Un seul homme adulte encore dans le lignage Kimbimi: n'ayant que trente ans, il reste dans l'ombre du supérieur de D5, au moins pour l'instant. Les trois hommes adultes du lignage Kimbulantseke forment les têtes de foyer de D4. Parmi eux se trouve le supérieur lignager, qui ne commande pas un hameau fondé en son absence. Les deux supérieurs locaux sont frères siblings et préfèrent résider du côté paternel. Dans les deux derniers cas, des positions de repli existent: elles seront utilisées un jour.

Par contre, tous les groupes locaux sont sur des bosquets de lignages vivants. La nature des droits résidentiels hors du village regroupé le laissait prévoir. Si un lignage s'éteint faute de femmes fécondes, une ou deux générations plus tard, pratiquement, les descendants ne pourront habiter sur le bosquet, puisqu'ils sont issus d'un homme. Quand les lignages sont morts, les hameaux placés sur leurs bosquets disparaissent.

La moitié des supérieurs locaux sont nés hors de la Terre. La stabilité des villages coloniaux n'a pas empêché une mobilité résidentielle très forte de leur vie. Dès que le modèle du village regroupé s'effondre, les déplacements en chaîne s'accroissent. En 1967, cette phase n'est pas finie à moins d'interventions de l'Etat congolais comme dans certaines régions du pays la même année.

### La structure des groupes locaux

Dans les hameaux de la partie Djambala, deux sortes d'éléments sont à présent connus: leur module résidentiel et l'histoire de leur installation. On peut alors aborder la structure des groupes locaux dans une perspective simple: comment déduire dans chaque cas la population du module ?



# LES GROUPES LOCAUX

Tableau 19  
LA STRUCTURE DES GROUPES LOCAUX DANS LA PARTIE DJAMBALA

hameaux	côté maternel	côté paternel	parenté	non-parent
D (leader 1) (leader 2)		2 (lignage pater- nel commun)	1  3	1  1
D3	1 <u>mwana kibalika</u> (fils d'oncle utérin direct)	1 (fils du fils du frère utérin de la mère du père		3
D9	1 neveu utérin direct; 2 siblings, fils d'oncle uté- rin direct: <u>mw.kib.</u>			
D4	1 frère même mère	1 frère même père, 1 fils d'oncle uté- rin du père		
D1	2 <u>mwana kibalika</u> (fils utérins de frères même grand- mère)			
D5	1 <u>mwana kibalika</u>	1 fils du fils de la soeur du père, 1 neveu utérin du neveu utérin du père		
D10		1 frère même père		
D7	1 frère utérin (cousin paral- lèle)	1 fils direct, 1 frère utérin de sa soeur même père, 1 neveu utérin du précédent		
D6		2 fils directs de mères différentes		
Total	4 parents utérins 6 <u>mwana kibalika</u>	13 parents pa- <u>ternels</u>	4 hommes	5 hommes

## LES GROUPES LOCAUX

Les femmes recueillies et les hommes célibataires sont trop marginaux dans les hameaux pour en définir les lignes de force.

Le problème se pose par conséquent ainsi: **quel est le lien entre les hommes adultes mariés et le fondateur du hameau ?** On rendra compte de cette manière de la relation entre le module du supérieur et les foyers annexes, juxtaposés au même endroit.

Classer ces relations suppose le choix de catégories qualitatives. Elles s'établiront:

- entre le côté maternel du supérieur (CM): les membres de son lignage utérin (10) et les mwana kibalika de ce groupe (= fils d'hommes),
- entre son côté paternel (CP): un lignage au moins en commun,
- entre sa parenté secondaire: aucun lignage commun,
- entre un résidu de liens non parentaux avec lui.

Ces quatre types d'éléments construisent une structure des groupes locaux à partir d'un supérieur de hameau toujours unique (sauf en D, reste du village regroupé, où par exception ont été retenus deux leaders).

En écartant les hameaux D2, D8, D11 qui se réduisent au module résidentiel pur (leur structure est alors confondue avec la sienne), on peut résumer dans le tableau 19 ces différentes données.

Les groupes locaux du tableau ont été pris dans leur ordre chronologique de fondation. Il semble significatif. Les hameaux anciens sont disparates, agglomérés en fonction d'une résidence commune des pères au village colonial. Or, la parenté secondaire (paternelle) et le statut de non-parent ne figurent que dans les hameaux procédant du premier éclatement du village regroupé. Cependant, dès cette phase, D9 est formé sur le mode précolonial: l'une de ses virtualités strictes.

La perspective choisie était celle du supérieur local. Elle s'inverserait en partant des "fils d'homme" du lignage (mwana kibalika). Pour eux, la relation est du côté paternel (CP). Ce serait vrai pour une part des parents paternels. Envisager les choses du seul point de vue du supérieur, c'est montrer son pouvoir sur les "fils" de son lignage, présents seulement par une remise nkama non réclamée. Cette réalité, même potentielle, fonde les droits résidentiels prépondérants du supérieur.

Beaucoup d'hommes se relie dans la partie à leur supérieur du CP. Ce trait lui donne sa physionomie propre. Pour tirer des conclusions plus vastes, on devra attendre une comparaison avec les autres parties d'Enku. De toute manière, ici comme ailleurs, la situation est bilatérale. Les hameaux vont ainsi d'une structure pure (maternelle en D9, D1, paternelle en D6) à des cas intermédiaires, de loin les plus fréquents.

La structure du groupe local est en réalité complexe. Elle doit aussi s'analyser **selon les relations qui ne passent pas par le supérieur**. La définition antérieure enregistrait l'inscription de foyers annexes par rapport au module résidentiel. Partout on rencontrait un supérieur et des dépendants.

## LES GROUPES LOCAUX

Il existe bien de tels dépendants. Ainsi en D1 un supérieur de 51 ans vit sur son bosquet utérin; il y accueille deux autres hommes de 40 et 50 ans, "fils" de son lignage. Leur subordination est d'autant plus manifeste que le lignage concerné (Aba) est un groupe puissant. Ses aînés peuvent chasser ces deux sujets avec l'accord de la hiérarchie politique et du voisinage de la Terre.

Cette sorte de dépendance est légale. Mais elle peut avoir une simple existence "de facto", résultant du statut social faible des individus qui "suivent" le supérieur. Témoin le groupe local D, reste du village colonial en juin 1967. Déjà on y parlait de dispersion ou de déplacement prochains. Ou plutôt les deux leaders en parlaient, l'ayant décidé pour eux-mêmes. Quand je m'enquis des intentions de deux hommes (foyers annexes), ils se trouvèrent pris d'un début de panique. Ni l'un ni l'autre n'avait osé aborder publiquement le sujet. C'étaient deux frères siblings, faiblement rattachés du côté paternel à un des leaders, parents secondaires de l'autre. Ils disposaient bien d'un bosquet dans la Terre (père du père), mais en un lieu inhabitable depuis l'ère précoloniale. Ils se sentaient trop isolés pour fonder leur groupe local et n'y tenaient nullement. Ils désiraient partir avec les deux leaders, qui, peut-être pour faire sentir leur puissance, ne le leur avaient pas encore proposé. C'est ce qui survint à la fin de l'année.

Dans un hameau maternel comme D9, l'âge, combiné à la prééminence lignagère, fait du supérieur de 58 ans le chef incontesté d'hommes bien plus jeunes que lui. Les hameaux bilatéraux fourniraient de nombreuses illustrations comparables.

Mais certaines têtes de foyer relèvent d'un autre modèle, non réductible à leur lien au module. D3 offre une configuration bi- ou tricéphale de ce genre. D'autres hommes occupent une place équivalente à celle du supérieur soit qu'ils bénéficient de droits égaux (la priorité du supérieur devient alors formelle: le tombeau d'un père équilibrant quotidiennement l'appartenance utérine d'un "possesseur" de bosquet), soit qu'ils soient de même génération - ou plus vieux -, soit qu'ils aient davantage d'épouses et descendants ou de parents dépendants. En D5, deux hommes en conflit estiment avoir les mêmes droits: la proximité d'un bosquet paternel et du hameau abandonné de leur père. Le plus jeune refuse de partir. En D4, la même opposition reste virtuelle.

Dans six cas sur huit, pourtant, le supérieur est le plus vieux du hameau. La reconnaissance de la séniorité limite les rivalités (11) sans les effacer, surtout si les adversaires sont d'âge voisin et de statut social égal (ou inversé). Une seule exception reste nette: un homme de D7 qui a dix ans de plus que son supérieur. Mais il est infirme et presque sans parents.

Des rapports parentaux fictifs proviennent d'un souci d'intégration d'éléments disparates d'une même localité. Les co-résidents, non soudés par une véritable parenté, doivent néanmoins se nommer l'un l'autre. Ils le font par la "parenté de hameau ou de village" (buburu bu ola). Le village colonial aurait été à l'origine de cette terminologie, puisqu'il renfermait des gens non parents mais rattachés au même groupe local. Les habitants de

D3, six hommes unis par trois relations de parenté vraie, comblent leurs liens manquants par une référence aux ancêtres qui ont vécu dans l'ancien village. Ils usent de termes paternels et maternels et respectent les règles de déférence imposées par l'infériorité de génération. De même dans D5, deux jeunes hommes de 30 ans s'appellent "frères de village", préférant à une parenté réelle très éloignée une co-résidence valorisée. Chez certains vieux, ce type de relation est renforcé plutôt par le passage au lien d'amitié.

Les positions marginales de la structure ne sont pas sans l'infléchir. Les célibataires sont surtout dans ce cas. L'un d'eux, âgé de 43 ans, a été abandonné par ses deux épouses. Il habite le village D, où les liens parentaux sont lointains ou inexistants. Il parvient à y maintenir un foyer économique viable, parce que sa mère est venue remplacer ses femmes. Plus courante est la situation des quatre autres célibataires: jeunes, ils vivent normalement auprès de leur père, sauf le dernier, qui n'a plus le sien et habite chez un neveu utérin paternel. L'émigration touche fortement cette catégorie. En dehors d'elle, on trouve dans beaucoup de hameaux un homme qui, pour des raisons variées (infirmité, pauvreté, impuissance sexuelle), est le souffre-douleur des autres. On a souvent l'impression qu'il n'y aurait ni supérieur ni leader sans cette sorte de bouc-émissaire permanent.

Il serait nécessaire, pour cerner la position interne aux hameaux de bien des hommes adultes, d'établir une micro-histoire analogue à celle des supérieurs, mais moins déterminante. Cette question sera traitée globalement pour la Terre. La circulation des hommes adultes débordera celle des supérieurs locaux. Les multiples scissions, mouvements, déplacements des hommes complètent cette évocation.

Djambala nous a servi de partie de Terre "témoin", de même que nous avons d'abord parlé d'un seul hameau. Ce cadre territorial avec sa population forme une division essentielle dans l'organisation sociale de tout le plateau. Une partie de Terre est une très forte unité économique comprenant un terroir de savane pour les femmes et un ensemble de bosquets pour les hommes. Mais c'était également (c'est toujours en partie) une entité politique distincte.

Tout converge sur les conditions réelles d'insertion des unités de production dans le cycle social. Il ne suffit pas d'accoler deux unités de ce type ou davantage pour constituer un hameau. L'alliance matrimoniale est la forme sociale de la répartition des productrices dans le procès total. De même, la construction des groupes locaux implique bien plus que la simple structure économique et sa reproduction de même nature. Il y faut des droits sur les bosquets, des appuis "parentaux", des liens d'amitié, des coalitions ou soumissions avec les chefs ou les seigneurs, une opinion générale des habitants favorable: le procès économique ne peut se réaliser qu'en mettant en oeuvre ces réalités politiques et idéologiques.

Ce type de reproduction est surtout celui du système II lignager. Les exemples proposés en témoignent éloquemment. En mettant en sommeil pour un temps les droits résidentiels, la colonisation

## LES GROUPES LOCAUX

nous a rendu ce service involontaire de nous faire comprendre le caractère de la vraie segmentation qui lui succède. Suivre les structures des groupes locaux, n'est pas ainsi entrer dans un procès abstrait, mais retrouver au contraire les différentes phases historiques qui ont marqué les habitants.

Une fois mis en place l'exercice de cette reproduction lignagère, le système I par hameau reprend sa réalité prosaïque et dominée. Les deux reproductions ne cessent de se pénétrer l'une l'autre. Si un aîné a un statut important dans le système II, son autorité et sa capacité d'exploitation locale seront plus grandes dans son hameau. L'inverse est tout aussi vrai.

### DESCRIPTION D'UNE TERRE

L'analyse à partir d'un hameau, puis d'une partie de Terre, trouve son couronnement dans celle de la Terre Enku. Une comparaison entre ses cinq parties de Terre permettra de vérifier nos conclusions et d'établir des différences internes.

### Données numériques sur les autres parties de Terre

Comment apparaissent les deux parties d'Angama et de Kingambimi en fonction de l'effectif des hameaux et de leur date de fondation ? Les trois phases chronologiques, repérées dans la partie Djambala, y seront distinguées.

A Angama, la période centrale est légèrement anticipée, des décalages existent entre les phases de chaque territoire:

Tableau 20  
HISTORIQUE DE L'HABITAT: ANGAMA

avant 1945	de 1945 à 1955	après 1960
A (village regroupé) : 63	A7 : 5	A1 : 5
A3 : 14	A5 : 7	A2 : 29
A6 : 13	A8 : 9	
	A4 : 13	
	A9 : 10	

hameau : habitants

-----

La périodicité est d'apparence voisine de celle de la partie de Terre précédente. Impression trompeuse, car le procès d'éclatement du village colonial est toujours en cours. Cinq hameaux (6, 5, 8, 4, 2) sont directement issus de ce dernier par scissions résidentielles et un sixième (A1) a été constitué par un fondateur extérieur à la Terre. Deux vraies segmentations seulement existent:

## LES GROUPES LOCAUX

A3, où le supérieur venait d'un hameau déjà scindé, aujourd'hui disparu, et A7, segmenté à partir de A6. Le retard du mouvement général provient du déclin démographique du territoire et de la vieillesse des supérieurs. Enfin et surtout, le centre du village regroupé est toujours présent avec son chef de Terre administratif.

Kingambimi, la partie suivante, offre un tout autre visage:

Tableau 21  
HISTORIQUE DE L'HABITAT: KINGAMBIMI

de 1945 à 1955	après 1960
K 5 : 25	K 1 : 8
K 6 : 11	K 2 : 20
K 8 : 22	K 3 : 39
K 9 : 16	K 4 : 4
K10 : 8	K 7 : 11
K11 : 9	K13 : 10
K12 : 13	

hameau : habitants

Le processus du mouvement de l'habitat est beaucoup plus avancé. Le village colonial a disparu: un bosquet et des cultures l'ont remplacé. La plupart des hameaux ont pris naissance à partir de groupes locaux déjà disjoints du village regroupé, effectuant ainsi une vraie segmentation. Aussi cette partie de Terre servira-t-elle à caractériser le phénomène.

Les trois parties, Angama, Djambala, Kingambimi, présentent des états différents d'un même procès de résidence post-coloniale: elles sont rangées dans l'ordre de segmentation croissante après éclatement du village regroupé. Dans le dernier cas, l'accélération semble avoir été provoquée par les compétitions politiques entre chefs et seigneurs.

### Les structures des groupes locaux

Ensemble, les deux parties, Angama et Kingambimi, vont être confrontées à la partie-témoin de Djambala. La démarche sera la même: prendre comme référence les supérieurs de chaque hameau et établir la nature de leurs relations aux autres hommes mariés, têtes de foyers annexes. Le lien de ces derniers au module résidentiel du supérieur détermine principalement la structure du groupe local. Si les relations sont toutes paternelles, le hameau sera "paternel"; si elles sont maternelles, il sera "maternel". Sinon, les groupes locaux seront "mixtes" (12). Les dates de fondation ne figureront plus, car, dans notre laps de temps, l'âge du hameau influe peu sur sa structure.

## LES GROUPES LOCAUX

La qualité des groupes locaux se définit comme suit: 5 hameaux se réduisent au module résidentiel pur, dont 4 à Kingambimi, où la segmentation est la plus avancée. Puis 6 hameaux sont paternels (13) pour 2 maternels et 9 mixtes. Le résidu du village colonial d'Angama est exclus de la liste comme cas trop particulier.

D'avantage encore que cette première coupe importent les relations spécifiques du supérieur aux autres têtes de foyer. Le résultat pour les deux mêmes parties est de:

- 15 relations paternelles (y compris la parenté secondaire),
- 10 relations maternelles (dont deux mwana kibalika ou "fils d'hommes"),
- 6 autres relations (3 par alliance, 1 de parenté par la terre, une dernière par le chef de Terre d'Angama qui a payé la remise nkama de deux dépendants pour les garder auprès de lui).

La proportion relative de relations maternelles et paternelles est comparable à celle de la partie de Djambala. Comme le village colonial a été écarté, les non-parents ont disparu. Pour les seuls hameaux, en totalisant les trois parties, **26 relations paternelles du supérieur s'opposent à 20 relations maternelles aux hommes mariés**. Un équilibre se fait jour, mais il est rompu en faveur du côté paternel. Le chiffre des célibataires et des enfants ferait nettement pencher la balance, mais nous avons isolé la structure pratiquement significative des hameaux.

Outre ces données objectives, les préférences subjectives vont du côté paternel, comme nous l'indique la parenté secondaire présente dans cette direction. Il faut donc d'autres mécanismes puissants pour contrarier une si forte tendance à un moment précis. Inversement, le hameau maternel semble à bien des gens plus solide: il est senti en droit comme point de non-retour.

L'armature des groupes locaux est maintenant perceptible, mais à elle seule, elle ne peut rendre compte de l'effectif plus ou moins grand de chaque hameau, puisque la structure ne regroupait que des hommes mariés.

Dans les hameaux les plus peuplés de la partie Angama (soit 4 groupes compris entre 13 et 29 habitants), l'effectif procède d'une multiplication du module résidentiel chez des supérieurs polygames: tous ont au moins trois épouses. La polygamie d'un foyer annexe intervient en renfort deux fois. A l'intérieur de la seconde partie Kingambimi, les 39 habitants de K7, les 25 de K2, ont pour noyaux essentiels deux groupes de sept co-épouses du supérieur, etc. dans l'ordre décroissant. Le rapport entre polygamie et effectif moyen est un truisme, mais il a un effet d'entraînement sur le nombre de résidents. Il n'existe pas de hameau où la polygamie d'un supérieur (14) n'ait amené la présence d'un ou plusieurs dépendants - ou à la rigueur égaux. La proximité d'un homme influent et riche semble recherchée ou bien obligée. Un tel support fournit des facilités aux femmes dans le travail collectif, mais il est plus vraisemblable de songer aux motifs de regroupement des hommes.

### La structure des villages regroupés

Déjà apparue avec les restes du village de Djambala, elle existe encore en trois emplacements sous des formes variées correspondant à des phases différentes.

Le premier est le résidu d'**Angama colonial**: 63 personnes. Le processus d'éclatement y est ancien. Le village actuel se décompose en trois quatriers, qui sont en fait autant de hameaux rassemblés en un même lieu. Spécifique est le manque d'unité des éléments entre eux. Le quartier dominant est celui du chef de Terre administratif (et seigneur du ciel): il y vit avec ses trois frères de même père et deux parents paternels éloignés - dont le chef de village administratif - accompagnés de parents utérins. Cette prépondérance agnatique est normale pour des chefs comme pour des seigneurs du ciel. Un second quartier est bilatéral, sans rapport avec le premier. Enfin, un dernier flot minuscule unit deux hommes sans parenté aucune sur place: leurs pères seuls y demeureraient. Les conflits traversent les relations entre quartiers et même les groupes.

Les deux autres villages regroupés de la Terre représentent l'agglomération coloniale intacte, en juin 1967 au moins. Ils portent le nom de la partie où ils se trouvent, dont ils en sont les seuls groupes locaux. Enkunuma et Ngulambali sont construits au bord de la route presque face à face, comme si leurs habitants avaient voulu dresser un rassemblement assez considérable pour équilibrer les parties bien plus peuplées du reste de la Terre. A eux deux, ils renferment moins de monde que toute autre partie à elle seule.

**Enkunuma** comprend 44 habitants dont dix hommes mariés. Le chef administratif en est le seul polygame. Ce fait confirme la relative faiblesse de chaque foyer isolé: aucun d'eux n'a encore osé ou souhaité sortir du village regroupé. Une bonne entente règne, il est vrai, entre résidents, en partie grâce à l'autorité non despotique du chef. L'agglomération se divise en six quartiers, formés sur des liens bilatéraux. Pour sceller la coexistence forcée entre foyers, on fait appel à la parenté éloignée, à la parenté de village. La vie économique est favorisée par la présence de sept femmes recueillies sur seize. Un cercle de vieux donne le ton aux relations: peu de dissensions les séparent, parce qu'ils disposent de peu de pouvoir, à la différence des trois grosses parties de la Terre. Les postes de seigneurs, disparus sans successeurs, ne sont plus tenus que très faiblement par des femmes.

**Ngulambali** rassemble 71 personnes. La partie de Terre est sous-peuplée, mais son unique groupe local est le plus nombreux de la Terre. La structure résidentielle passe par treize hommes mariés. Le plus petit quartier se réduit à un foyer étendu (onze personnes). Le gros du village est formé par un second quartier de neuf foyers dont celui du chef: cet ensemble repose sur des relations bilatérales, qui sont loin de passer toutes par lui. Enfin, trois hommes mariés n'ont aucune parenté réelle et se sont mêlés aux habitants selon les affinités ou les amitiés. Les hommes de l'agglomération ont cimenté par tous les moyens son unité: parenté éloignée ou de village, parenté passant par les femmes et



## LES GROUPES LOCAUX

même parenté par la terre hors du territoire Enku. Cette dernière relation lie sept hommes par une série de relations duelles ou triples, qui s'étendent au village d'en face: Enkunuma. La physiologie de Ngulambali est tout autre: ici six époux sur treize sont polygames, d'où une rivalité absente du précédent. D'autre part, la population pratique intensément les cultures commercialisables des hommes et en retire un revenu bien supérieur. La cohésion assez lâche du quartier principal avec plusieurs têtes laissait prévoir un éclatement prochain.

Les deux derniers exemples montrent l'état antérieur à la dispersion et sa survie. Si, en découpant les villages en autant de quartiers équivalant à des hameaux, nous dénombrons les relations parentales, une légère prédominance paternelle s'affirme en partant du leader de chaque quartier. Pourquoi l'éclatement de ces deux villages regroupés a-t-il été évité ? La réponse tient au mince effectif des groupes et à l'affaiblissement du système seigneurial devenu presque fictif. Les deux chefs administratifs, patriarches débonnaires, ne le suppléent guère; aussi l'ensemble tend-il à se rapprocher d'une sorte de commune entre hommes mariés, où les participants détiendraient des droits résidentiels égaux. Cette situation fut provisoire, mais elle a le mérite de montrer l'une des virtualités du système.

### La relation des hommes habitant la Terre avec les bosquets de leur partie

Quelles sont les positions des hommes adultes par rapport aux seuls bosquets concernant directement leur situation dans les hameaux habités: ceux de leur propre partie, les seuls par lesquels ils puissent faire valoir aujourd'hui ou dans l'avenir des droits en cet endroit ?

Cette réduction ne suffit pas à toucher le réel. La structure des groupes locaux a dégagé deux grandes fractions d'hommes: les supérieurs de hameau (module résidentiel) et les autres adultes mariés et célibataires. La différenciation peut seule conférer un sens social à l'examen du lien avec les bosquets.

Une liste des supérieurs de hameau dans toute la Terre distinguera d'abord des "possesseurs de la terre", dits ngáántsie, qui ont leurs lignages utérins (sous forme de bosquets) dans leur partie. Ensuite viendront les mwana kibalika ou "fils d'hommes", qui y ont leur lignage paternel. Puis des gens qui y ont un lignage de grand-père. Resteront des hommes qui ne sont pourvus d'aucun bosquet dans la partie:

<u>ngáántsie</u>	18
<u>mwana kibalika</u>	5
père-mère	3
père-père	7
aucun bosquet	6

---

Total	39
-------	----

Cette répartition ne retient que les relations significatives: ainsi pour un homme chassé de son lignage paternel (après prise du nkama), le bosquet paternel est écarté, car il n'a plus qu'une existence symbolique. De même, les bosquets de grands-parents ne sont pris que s'ils définissent un rapport pratique: si un homme a son lignage utérin sur place, celui du père de sa mère est assez caduc; si un homme a rompu avec son lignage paternel, celui du père de son père le devient complètement. Six supérieurs n'ont aucun bosquet dans la partie de Terre qu'ils habitent, ce qui contredirait les bases édifiées. Ces exceptions ne sont qu'apparentes: trois d'entre eux détiennent des bosquets tout proches en position frontière de la partie; deux autres sont là par des droits parentaux étendus, l'un par ses frères maternels voisins - sur leur bosquet paternel -, l'autre par le chef de Terre qui a réglé leur remise nkama. Quant au sixième, étant chef d'un village regroupé, la seule résidence ancienne de son père défunt garantit sa présence, sans parler de son titre. Tous ces cas, aux dires des intéressés, sont assimilables à un lien maternel ou paternel à un bosquet (trois de chaque côté).

Le tableau témoigne d'un résultat étonnant, mais instructif. Alors que les structures des groupes locaux (lien du supérieur aux autres hommes mariés) faisaient ressortir une légère prédominance paternelle, au contraire dans la relation aux bosquets de leur partie, les ngáantsie sont beaucoup plus nombreux que les mwana kibalika. La proportion est même écrasante: 21 contre 8. Si nous totalisons en côté maternel (les deux lignages maternels) et en côté paternel, nous obtenons: 24 contre 15. L'équilibre se rétablit quelque peu à cause de la prééminence du lignage paternel du père sur celui de la mère (7 et 3). C'est la preuve que les supérieurs exploitent au maximum leurs possibilités de rester du côté paternel, mais la rupture intervient quand même de toute évidence. Les doubles appartenances significatives prêchent dans le même sens: quatre hommes préférèrent leur côté paternel à leur lignage utérin, deux autres leur kinkaka (bosquet du grand-père) paternel à leur kinkaka maternel. La réalité s'inverse pourtant si on prend l'ensemble des données: une majorité de supérieurs de hameau habitent du côté maternel (plus de 3/5) et parmi eux, les deux tiers sont sur leur propre bosquet de lignage utérin.

La relation de parenté, prenant ici l'aspect de relation à des bosquets lignagers, doit être différenciée suivant les positions des groupes en jeu. Elle peut recouvrir des réalités absolument diverses. Avec les supérieurs de groupes locaux, les liens parentaux définissent des droits de résidence par la mise en place du module et de son sommet. Ils l'installent en situation de chef de hameau réunissant des foyers annexes, parfois égaux, le plus souvent dépendants. L'existence juridique du hameau passe ainsi dans un grand nombre de cas par le seul supérieur. Notre liste dessinait ainsi le point d'accrochage du groupe de supérieurs à l'espace habité: or, son implantation est à prédominance maternelle et lignagère. Les ruptures fréquentes avec le côté paternel renforcent paradoxalement le pouvoir des supérieurs, revenus à leur lignage utérin. Ils habitent sur une Terre qu'ils "possèdent" et il est presque impossible de les en exclure.

# LES GROUPES LOCAUX

Tableau 22  
LA RELATION DES HOMMES HABITANT LA TERRE  
AVEC LES BOSQUETS DE LEUR PARTIE

	nombre d'hommes	dont célibataires
<u>ngáántsie</u> (lignage utérin)	16	2
<u>mwana kibalika</u> (lignage du père)	34	9
père de la mère	9	0
père du père	9	0
aucun bosquet dans la partie de Terre		
par un parent maternel	8	0
par un parent paternel	14	7
par un allié	5	1
par un père mort	7	0
par le chef	1	1

En second lieu vient la fraction des hommes adultes non supérieurs de hameau: soit 103 personnes.

La forme de la classification sera la même, parce qu'elle porte sur le même objet (formel): les relations significatives aux bosquets de la partie; mais sa matière va changer. Les célibataires seront introduits: ils étaient absents de la fraction des supérieurs.

A comparer simplement les ngáántsie aux mwana kibalika, la tendance s'est complètement retournée: 16 contre 34. La confrontation se révèle encore plus probante en opposant les côtés maternel et paternel: 25 contre 43. Mieux, si nous raisonnons concrètement, l'insertion des individus privés de bosquets dans la partie s'effectue avec une prédominance paternelle encore plus générale. En la faisant intervenir, le résultat est: **33 hommes ayant une référence maternelle contre 57 se réclamant d'une attache paternelle**, sans même envisager les 7 hommes qui sont là par leur père mort.

Même dans le groupe des non-supérieurs, des différences existent. La structure dégagée ne se confond pas avec celle des hameaux, encore que les deux se recouvrent. Un individu par exemple peut habiter avec son oncle utérin sur la base d'un lignage extérieur à la Terre Enku et posséder néanmoins un bosquet dans la partie. Les célibataires, placés par leur naissance en début de cycle, résident en très forte majorité du côté paternel. Par ailleurs, des inégalités de statut sont flagrantes: les cinq hommes dont la seule attache résidentielle est un lien d'alliance n'ont nul droit à faire valoir. Quant aux adultes de condition proche des supérieurs, ils sont à chercher surtout dans les détenteurs de droits directs sur un bosquet.

Dans cette fraction, les doubles appartenances significatives ont aussi leur intérêt. Neuf hommes demeurent du côté paternel,

bien qu'ils aient également leur bosquet utérin sur place. quatre se réclament de leur lignage kinkaka paternel, bien qu'ils aient un kinkaka maternel au même endroit. Les préférences exprimées se retrouvent donc, et on découvre des positions de repli possible dans la partie en cas d'exclusion par les paternels ou de décès d'un parent d'accueil. Les stratégies trouveront à se glisser dans ces sortes de jeux éventuels, ménagés par un mécanisme pourtant rigoureux.

Enfin, ce relevé donne une idée de l'avenir social de ces adultes non supérieurs. La réflexion vaudrait en grande partie pour les supérieurs, mais notre fraction est douée d'une mobilité bien plus forte. Le sort de ses membres dans la partie de Terre implique des situations discontinues allant d'une grande fragilité à une stabilité relative. La résidence de ceux qui n'ont aucun bosquet est précaire: elle dépend du soutien parental et de l'appui des chefs et seigneurs. La faible dimension des lignages met souvent quelqu'un à la merci si son protecteur meurt. Trente-cinq personnes sont dans ce cas, dont 18 dépourvus de bosquet dans la Terre, et 15 n'ont qu'un bosquet dans une partie voisine. En position intermédiaire se trouve le gros des détenteurs de droits paternels: l'étude de la circulation spatiale des hommes en donnera une approximation brute. En dernier lieu arrivent les 15 adultes demeurant à côté de leur bosquet maternel, ainsi que plus largement les 72 hommes ayant leur lignage utérin dans la Terre. Ils en forment le cœur inamovible, même si leur statut n'est pas nécessairement le plus enviable, accolés aux notables qui s'y sont maintenus du côté paternel.

Les places sont hétérogènes. Il est vain de débattre dans l'abstrait de patrilocalité ou de résidence avunculolocale sans dire d'abord de qui il s'agit. Une nette distinction sépare les supérieurs et les autres hommes: le rapport des seconds est médiatisé par celui des premiers, même si la fraction des supérieurs ne se confond pas avec toute la catégorie d'aînés. D'une fraction à l'autre, la tendance résidentielle s'inverse. De plus, à l'intérieur de la fraction de non-supérieurs, la division aînés-cadets distribue des statuts inégaux. Pourtant, tous les hommes ont un destin social tracé par la parenté, mais chacun ne le contrôle pas de la même manière. L'illusion d'une continuité est offerte par les naissances et les morts scandant tout réseau parental; elle ne fait qu'inscrire les repères d'un autre processus par lequel une fraction de supérieurs (et d'aînés) fonde son autorité sur des hommes dépendants.

### La segmentation résidentielle

#### Analyse et illustration

La moyenne d'effectif de tous les groupes locaux dans la Terre Enku est de 17,5 personnes. Ce chiffre porte tantôt sur des villages regroupés (ou leur résidu), tantôt sur des hameaux qui s'en sont détachés avant de s'enraciner souvent ailleurs. Les deux réalités ne sont pas de même nature.

## LES GROUPES LOCAUX

C'est pourquoi il vaut mieux choisir une autre moyenne, représentant un élément homogène: celle des **hameaux** au sens propre du terme. Cette sélection élimine un tiers des habitants, mais permet de procéder rigoureusement pour comprendre les faits. En 1967 - l'avenir peut être différent -, les villages coloniaux tendent à appartenir au passé.

J'isole ainsi 33 hameaux (443 habitants): la moyenne de leur population est de 13,5 personnes par groupe local.

Mettons en regard de ce chiffre une second moyenne: celle des **segments lignagers**: 12 personnes pour Enku, nombre très voisin du premier. Par ailleurs, un seuil maximum d'effectif a été défini pour le segment de lignage: 30 personnes environ. Après quoi, la segmentation de l'unité matrilineaire survenait.

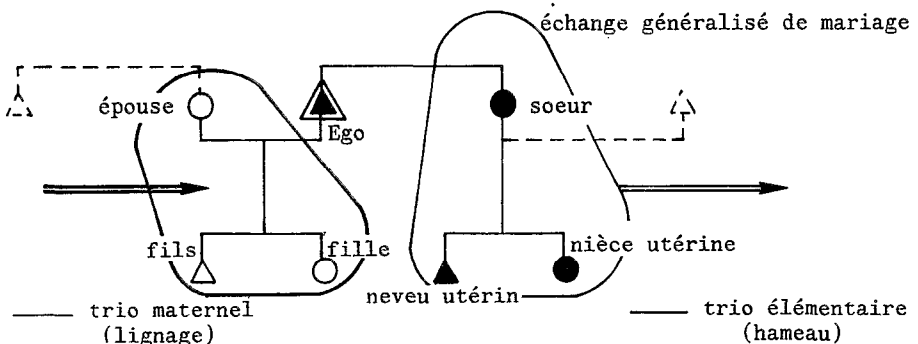
Quel est le seuil maximal des groupes locaux ? Onze hameaux ont moins de 10 habitants, dix-sept entre 10 et 20 habitants, quatre entre 20 et 30, un seul a plus de 30 habitants (= 39). Comme quelques sondages dans d'autres Terres l'ont confirmé, le seuil maximal des hameaux est égal à celui des segments de lignages. La majorité ont moins de 20 membres et leur effectif le plus courant oscille entre 10 et 20.

Que penser de cette double convergence: moyenne numérique et seuil maximal ?

Comme le mode de production lignager (système II) domine le procès, il est logique de partir d'un de ses éléments. En simplifiant un segment de lignage, on en obtient le noyau: un homme, sa soeur utérine et le fils et la fille de cette dernière. Ou encore, un homme et un trio maternel en relation d'inclusion directe. Cette donnée initiale convient démographiquement au problème, puisqu'en la multipliant par trois, on a l'effectif moyen d'un segment. La transformation n'affecte en rien le raisonnement à faire.

A l'opposé, un élément de résidence simplifié comprend un homme, son épouse et leurs fils et fille: soit encore quatre personnes. Ou encore, un homme et un trio élémentaire, comme la famille du même nom, en relation d'inclusion indirecte forte.

Tels sont les deux pôles d'un procès bien plus vaste. Ses éléments n'ont de sens que placés dans un échange généralisé de mariage.



## LES GROUPES LOCAUX

Du côté du lignage et du bosquet considérés, la soeur est nécessairement éloignée de l'espace concret par son alliance ainsi que ses deux enfants. Posons cette absence du trio maternel: par qui ces trois personnes ont-elles été remplacées ?

Par le trio élémentaire de l'homme qui a fondé un foyer: une épouse et deux "enfants d'homme" (mwana kibalika) du lignage retenu. Une inclusion indirecte forte a remplacé l'inclusion directe sur les descendants.

Le procès général d'alliance matrimoniale assure la transformation de couples frère-soeur en couples époux-épouse avec permutation. Dans les conditions posées, la conséquence à la génération inférieure en est la substitution sur la terre du bosquet de couples fils-fille aux couples nièce-neveu (jeunes "possesseurs de la terre", ils habitent obligatoirement ailleurs).

A la génération encore inférieure (- 2), d'une façon analogue, tous les couples de muteleke (petits-enfants bilatéraux issus de l'homme) seront substitués aux petits-neveux maternels (bilatéraux) du lignage. Ensuite la chaîne s'arrête selon le point de clôture connu.

Souvent la rupture intervient bien avant la clôture théorique (remise nkama anticipée). A la mort du père (Ego), les "enfants" (mwana kibalika) du lignage partent alors. Mais la substitution continue en moyenne à s'effectuer, car le retour des neveux utérins, eux aussi chassés de leur lignage paternel, ne manque pas de survenir.

Ce schéma a permis de construire le mécanisme de substitution sur un bosquet et une terre lignagers. En partant d'un nombre n de lignages - et de population - on arrive par le jeu des remplacement là un nombre n égal - hameau et effectif - de groupes locaux.

Ces possibilités de substitution sont à l'origine de la structure des groupes locaux et expliquent le terme de structure qui pouvait sembler empirique. Le procès global à l'oeuvre est celui de la **circulation des épouses**, suivi de celui de la **circulation résidentielle des hommes** aux deux générations inférieures à l'alliance. En décomposant tous les cas représentés, on obtiendrait la gamme complète de l'oburu (parental) qui fonde le recrutement des hameaux.

Cette mise en place éclaire l'identité numérique sans en dévoiler les causes. En outre, nous ignorons pourquoi dans les deux cas (segment lignager et hameau) l'effectif moyen est de douze personnes.

Les deux circulations décalées d'épouses et d'hommes ne constituent pas deux figures vérifiant un principe céleste de réciprocité; ce sont deux états d'un procès accompli sous le contrôle d'une catégorie d'aînés. Ceux-ci échangent des épouses entre lignages et des dépendants entre groupes locaux, leur autorité procédant des deux pouvoirs conjoints.

## LES GROUPES LOCAUX

Le lignage est la forme sociale (inscrivant un mode de regroupement social des hommes et des femmes sur base biologique) par laquelle une catégorie d'aînés - supérieurs locaux, supérieurs lignagers et autres aînés - contrôle les deux circulations précédentes. Dans ce procès en deux temps, la circulation des femmes et des hommes occupe le premier plan, mais sa fonction plus cachée est la **répartition des habitants des deux sexes dans la production**.

Les exigences de la production tiennent une place primordiale dans la détermination des dimensions du groupe local. A ce niveau, il existerait une taille optimale du hameau, rendant viable son exploitation dans tous les sens du mot. Ainsi seraient fixées des limites démographiques et même une dimension favorable à la reproduction du travail et de la production. Les modalités d'une telle unité résidentielle ont été discutées à travers les époques historiques. Aujourd'hui, un groupe local comprenant trois hommes mariés, quatre ou cinq épouses et cinq enfants fournit les assises d'une coopération restreinte masculine et féminine.

Sous cet angle, la dimension moyenne des unités de production et du groupe local entraînerait celle du segment lignager. La résidence réalise les unités de production dans l'espace: une formulation lignagère en est donnée, représentant le mode de répartition du système II: recrutement des hameaux et pratiques inhérentes à cette appropriation continue des lignes biologiques. La remise de dot *nkama* serait le moyen d'empêcher une accumulation d'hommes en lignes bilatérales ininterrompues dans des groupes locaux fixés (perpétuant en appropriation leurs droits d'usage).

Inversement, une fois ce cadre posé, de toute évidence la dimension de tel ou tel lignage détermine celle des groupes locaux qui s'y attachent par un bosquet.

### Illustration: la partie de Terre Kingambimi

Pour faire l'expérience de la segmentation résidentielle, ce territoire est un champ idéal dans la Terre, parce que le village colonial y a disparu au profit de treize hameaux en juin 1967.

La vérification du principe de substitution numérique exige qu'on dénombre aussi les lignages ancrés dans cette partie. On en compte 9 d'après leurs noms. Mais si on fait entrer en jeu la division lignagère, on obtient 15 segments.

### Clé de lecture

Le tableau 23 fera figurer d'abord les segments lignagers et leur population; une seconde entrée concernera les hameaux et leurs habitants.

Au centre, la résidence, fonction des hommes adultes, ressortira selon le critère suivant: à l'intersection d'un hameau donné et d'un segment lignager donné, les hommes seront répartis selon leur rapport au segment. Cette relation peut être de quatre

## LES GROUPES LOCAUX

ordres:

N = ngáántsie (bosquet de lignage utérin)  
MK = mwana kibalika (bosquet de lignage paternel)  
B = binkaka (bosquet de grands-parents)  
AR = autres relations.

Les supérieurs de hameaux seront marqués par un cercle plein, ceux des segments dans la partie par un cercle brisé.

Le nombre d'épouses de chaque homme adulte sera entre parenthèses à côté du triangle (= homme).

Quant aux doubles appartenances significatives (relation aux bosquets du territoire), elles seront notées par le signe de l'addition.

Enfin, pour faciliter la lecture, nous numéroteurons les lignages par la lettre L de 1 à 15, soit dans l'ordre: Kingambimi, Munyon, Mbubi, Mampene I, II, III, IV, V et VI, Ntsekampika I et II, Kingantsele, Kimonkari, Bankili, Bidziki.

### Commentaire du tableau

Les effectifs totaux des segments lignagers (179 personnes) et des hameaux (196) sont voisins.

Le détail de la substitution résidentielle ne peut s'approfondir que par examen des hommes adultes. Du côté lignager, huit supérieurs de segments habitent hors de la Terre Enku (15). En gros, ils correspondent aux "trous" du tableau résidentiel, parce qu'ils forment le noyau d'autres groupes locaux dans les Terres extérieures. Pour aller vite, en prenant comme seul critère de la catégorie la polygamie, les aînés de segments demeurant ou non dans la Terre sont une vingtaine.

Ces bases suffisent à construire dans la partie la fraction de supérieurs de hameau. Elle comprend 12 ngáántsie sur leur bosquet utérin, 2 mwana kibalika (17) sur leur bosquet paternel, 2 muteleke sur leur bosquet de grand-père. Au total 16 hommes dont 12 sont présents par retour à leur bosquet maternel, 4 par substitution. Les fractions d'aînés, de supérieurs lignagers et de supérieurs locaux ne se confondent pas.

La fraction de non-supérieurs locaux contient surtout des dépendants et quelques aînés. On y découvre 2 ngáántsie par retour à leur bosquet utérin, 10 mwana kibalika par substitution, 2 binkaka par le même principe à la génération inférieure et 6 relations faibles. En tout 20 hommes.

Le tableau fait enfin un relevé parlant des épouses concernant la partie, bien que des décès le faussent en transformant d'anciens polygames en monogames. Les deux séries de fractions retracent les deux accumulations distinctes de femmes: une qui procède de la base lignagère, l'autre d'un engendrement de filles.



# LES GROUPES LOCAUX

Tableau 23  
LA PARTIE DE TERRE KINGAMBIMI  
Hameau et lignages des hommes adultes

13 hameaux		statut résidentiel et nombre d'épouses par individu *	15 lignages	
effectif	nombre d'épouses par homme marié		effectif	nombre d'épouses par homme marié
K 1= 8	3/1	(3) L 13 N+MK	L 1= 3	0
K 2=20	12/6	(1) L 4 N et (1) (4) L11 N+MK (4) L13 B+AR (1) B (1) B	L 2= 3	0
K 3=39	11/4	(7) L 4 N (3) et MK (1) B	L 3=18	0
K 4= 4	1/1	(1) aucun lien	L 4=21	9/3
K 5=25	9/3	(7) L15 MK (1) AR et (1)	L 5=22	12/8
K 6=11	6/2	(3) L13 N (3) AR (0) L 7 N	L 6= 8	1/1
K 7=11	3/1	(3) L 7 N+MK	L 7= 5	4/2
K 8=22	7/6	(2) L 5 N+MK (1) AR (1) N (1) L 7 N (1) L 8 N (1) N	K 8=28	4/3
K 9=16	6/4	(1) L 5 N (1) L 6 B+AR (3) L14 MK (1) AR	L 9= 7	0
K10= 8	2/1	(2) L 7 N	L10=18	0
			L11=10	4/1
			L12= 4	0
			L13=16	15/6
			L14= 7	4/2
			L15= 3	9/3
			Total = 179	

## LES GROUPES LOCAUX

Tableau 23 (suite)

K11=19	3/2	(2)	L 5	N
		(1)		MK
		(0)		MK
K12=13	4/2	(3)	L 5	N
		(1)		MK
		(0)		MK
K13=10	3/2	(2)	aucun lien	
		(1)	aucun lien	
		(0)	aucun lien	
Total = 196				

\* Entre parenthèses le nombre d'épouses par individu.

### Lecture du tableau

A partir de la gauche, dans chaque hameau, on lira la concentration d'épouses par homme marié.

Puis on rapportera, au centre, chaque homme adulte à son statut résidentiel. La liste des lignages, à droite, dans un ordre arbitraire, cette fois, permettra d'approfondir ces références.

Enfin, le même chiffre, le nombre des épouses présentes dans la partie de Terre, pourra, dans la dernière colonne de droite, être estimé non plus par hameau, mais par lignage. On aura ainsi une idée d'une autre concentration.

La **substitution numérique** vérifiée et sa forme élucidée, que signifie-t-elle ? Chemin faisant, elle a été désignée comme substitution résidentielle. Des hommes remplacent sur une Terre liée à un bosquet d'autres hommes: ainsi des "fils" (MK) remplacent des "neveux" d'un segment lignager à la même génération. Or, en fait sur le plan de la résidence, **ils ne remplacent rien du tout**, puisque les hommes auxquels ils sont censés se substituer sont nés et habitent ailleurs chez leurs pères. Ces neveux utérins n'iront sur leur propre bosquet que par "retour". Encore ce terme égare-t-il, car dans la résidence concrète, c'est un départ (et non un retour) quand ils rompent avec leur côté paternel et ses groupes locaux.

Le lignage se donne alors pour ce qu'il est - une réalité d'ordre symbolique et sociale. Il réunit des lignées utérines, mais dans l'espace réel, les filles étaient déjà hors de leur Terre de bosquet et elles iront se marier ailleurs. Sur sa Terre, un lignage avance en s'élargissant par des "trous" résidentiels, puisqu'il est toujours reproduit biologiquement et résidentiellement autre part. De même pour le travail. Les femmes n'ont pas d'espace véritable. Les non-supérieurs habitent un espace vide. C'est le manque créé par l'inclusion excluante de la forme sociale lignagère. Tout ceci est vrai au niveau du symbolique qui a des effets réels - naissance biologique et travail - et imaginaires - la possession de la terre. Mais d'abord sur un fond commun de signifiants, les effets s'inversent d'une fraction de supérieurs à une fraction de dépendants. Et surtout, cette analyse demeurerait abstraite si elle se contentait d'enregistrer de purs effets de vide.

L'existence de ces trous dans le vécu collectif est déterminée par la nature du social et elle renvoie à une matérialité des relations collectives. Au fondement de ses mécanismes se trouvent des rapports de production entre aînés et dépendants, entre aînés et femmes. Ce sont eux qui entraînent un rapport juridique défini. L'ensemble de ces rapports sociaux situe ce plan du symbolique à la rencontre du langage qui les traverse. Il en résulte une forme sociale qui représente et signifie cette matière.

Ces vues étaient nécessaires pour repérer la portée de la substitution résidentielle et de son caractère fétichisant. Les rapports sociaux créent le mouvement apparent - objectif - des "fils" venant remplacer les "neveux". Reste à saisir l'égalité des effectifs entre hameaux et segments. Une première tentative serait de la dire purement hasardeuse. Mais d'abord, le problème de la relation entre la nature et la taille des unités de travail et de production et celles des unités de répartition de l'énergie humaine se pose toujours, même si la divergence entre les deux est nette. Ensuite, il est tout de même possible d'avancer quelques hypothèses explicatives dans notre cas. La situation de la formation sociale interne a tendu depuis des décennies à affaiblir les fonctions politiques au sein d'un ensemble dominé. Cette dépossession s'est opérée au prix d'une sécurité de fait: impossible à quel-qu'un d'attaquer son voisin avec une lance ou un fusil (mais qui les protège tous deux de l'exploitation capitaliste, du chômage ou de l'émigration ?). Les lignages comme groupes de défense ne sont plus à l'ordre du jour. Parallèlement, les unités de production des hameaux (système I) se sont réduites à des foyers plus ou moins étendus. A ce double émiettement a correspondu un champ concur-

## LES GROUPES LOCAUX

rentiel entre aînés de plus en plus ample. Les petits segments lignagers actuels sont les nouvelles unités de répartition humaine de ce procès et sans doute les formes de contrôle les plus aptes à en perpétuer l'exploitation. Les unités de distribution des biens ne font que s'adapter à ce courant d'ensemble.

### La segmentation résidentielle et les autres modifications des groupes locaux de Kingambimi de 1940 à 1967

Quatre sortes de phénomènes sont à distinguer:

**L'éclatement** initial du village colonial. A la fin du procès, le groupe local a perdu son identité: aussi pourrait-on parler à son propos de "fission" résidentielle (16). La dissolution immédiate conduit à des hameaux qui, pour un temps, débordent la parenté consanguine (parenté de village, parenté par la terre).

**La segmentation résidentielle véritable** qui suppose la fin de la phase d'éclatement. Les hameaux s'établissent sur la base de la parenté vraie. Ce procès implique un acte de fondation de hameau par un supérieur à partir de son foyer pris comme module.

**Le mouvement** de hameau. Le groupe local se déplace dans son ensemble. Il n'y a donc pas de fondation. Ce procès importe dans la société, puisque les mouvements de groupes locaux y sont la règle, comme le prouvent les emplacements abandonnés se succédant dans l'espace et le temps près d'un bosquet.

**Le déplacement** d'un individu seul ou bien plus souvent tête de foyer annexe. Ce procès concerne aussi plusieurs hommes adultes. Il se caractérise par un changement d'endroit d'habitation et de supérieur de hameau.

De ces formes élémentaires, la première est à part, les trois dernières sont susceptibles de se combiner. Tel sera le plan adopté sur la partie Kingambimi.

Procèdent de l'éclatement du village regroupé entre 1940 et 1955 un hameau K6 (1954), qui existe toujours, et trois agglomérations aujourd'hui disparues: K', K'' et K''' (toutes nommées Kingambimi ou Kimonkari).

La segmentation peut alors commencer. Elle se divise en un procès de scission résidentielle intérieur à la Terre Enku et un procès dont l'un des pôles est extérieur.

**A l'intérieur**, les ruptures se font à partir des trois noeuds K', K'' et K''', issus de l'éclatement. De K' se détachent deux hameaux: A4 (à la mort du chef en 1950) et K8, fondé en 1945 (mort de l'oncle utérin du supérieur et nkama déjà pris). En 1959, le hameau A4 d'Angama se scinde à nouveau: son supérieur demeure sur place et y est toujours, mais deux hommes s'en vont. L'un établit son groupe local en K9 à la mort du frère utérin de son père, seulement relié au supérieur "par la terre"; l'autre, au décès de son frère aîné paternel, comme il se trouve à la tête du segment lignager Mampene V, va rejoindre le hameau K8, où demeure le supérieur du segment Mampene I. Il se place à côté de lui, mais c'est une vraie scission résidentielle, indiquée par une barrière de végétation à même le sol.

## LES GROUPES LOCAUX

De la seconde agglomération K'' se sépare d'abord un hameau K5, bâti par un commerçant riche et influent qui, malgré le paiement de sa remise nkama, reste sur le territoire grâce à la proximité de son bosquet maternel limitrophe (mais extérieur) et au soutien de son frère paternel éloigné, supérieur de K''. Le point extrême de cette rivalité entre notables à implication politique (voir tome II) se situe en 1966, année où le supérieur de K'', chef de village administratif et seigneur ntsie de la partie, est chassé de la Terre Enku: il s'enfuit dans son origine utérine de la Terre Lage. Cet incident dramatique amène la disparition du groupe local K''. Une partie des habitants accompagne le leader évincé, l'autre, formée de trois frères paternels, dont deux appartenaient au lignage preneur du nkama sur l'ancien chef, va fonder le hameau K2.

Le troisième ensemble K''' appartient à un individu qui a supplanté en 1966 l'homme démis de ses fonctions de seigneur de la terre et de chef administratif. Il l'a remplacé en partie dans son premier rôle, totalement dans le second. Malgré son pouvoir ascendant depuis des années, ce supérieur n'a pu empêcher son groupe de se segmenter. En 1950, l'un de ses dépendants, à la tête d'un segment du même lignage que lui, s'établit en K10. Après sa mort, son neveu utérin ne bougera pas, bien qu'une brouille sans fin l'oppose aux autres têtes de segments du lignage Mampene (supérieurs locaux de K8, K11 et K12), ses voisins sur la même route. Il projetait de changer de côté devant le caractère aigu des pressions qu'il subissait. L'appui du chef de Terre et la production de ses arbres fruitiers ont semblé l'en dissuader. Enfin, un dernier hameau procède de K''': celui de K13 construit en 1961. Une série de lointaines dissensions y trouve son aboutissement. Depuis longtemps, le nouveau supérieur, malade, en attribuait la cause au supérieur de K5, son voisin avec qui il a résidé des années: il menaça de lui réclamer la remise nkama (fils de son oncle utérin). Il finit par le faire sans parvenir à expulser son adversaire de la partie. Mais pendant qu'il intriguait ainsi, lui-même se voyait exiger sa propre remise nkama par son lignage paternel, manipulé par le chef de Terre (K'''). Bientôt, il dût fuir dans son origine maternelle, qui explique la présence de son hameau. De cette suite d'évictions, le supérieur de K''' préféra se désintéresser et mener une stratégie à long terme, qui lui assura cinq ans après les titres de chef de Terre et de village. Son abstention provisoire se manifesta par la fondation d'un hameau K3 ne comprenant que ses sept épouses et un parent.

A l'extérieur de la partie, le phénomène se poursuit. La plupart des transformations précédentes se déroulaient dans les frontières de Kingambimi, à quelques déplacements près. Mais certains groupes locaux se sont formés par segmentation avec un pôle externe. Le hameau K11 est le fruit d'une scission résidentielle partie de la Terre Abila: créé en 1947, il réunissait deux frères utérins. Douze ans après, la discorde entre leurs groupes de dépendants provoquait une seconde scission cette fois interne, le cadet allant fonder à distance son hameau K12. Le conflit provenait de disputes incessantes entre leurs enfants respectifs. Les deux frères étaient de pères différents et avaient payé séparément leurs nkama. Même processus avec K7 (1960) dont le supérieur venait de la Terre Kuma; de même pour K4 avec pour origine spa-

tiale Illakuya. La fondation de ce dernier hameau fut l'enjeu d'une compétition entre chefs de Terre de départ et d'arrivée pour contrôler un individu presque sans parenté. En effet, si formellement ces segmentations se ressemblent beaucoup, elles recouvrent des réalités très variées. Le faible groupe K4 est une proie de dépendance facile. A l'opposé, le hameau K1, fondé en 1964, est un lieu de pouvoir. Un seul homme s'y trouve pourtant: il est revenu dans son origine maternelle sans avoir versé de nkama, sur les encouragements de son père (demeurant dans la Terre Lage). Il ne vise qu'à y conquérir le premier rang. Il y est parvenu dès 1966 et détient le titre du seigneur de la terre expulsé. Il s'est établi en vainqueur dans le territoire, bien qu'il ait dû concéder une part du pouvoir au supérieur de K3, nommé chef de village administratif - et par ailleurs seigneur du ciel.

Les mouvements de hameau offrent des oppositions similaires. Aucune commune mesure entre K3, venu triomphalement étaler sa victoire au bord de la route en nommant son hameau Bitali ("la chose qu'on voit") et A4, minuscule ensemble formé à l'écart, "là où les femmes font leurs cultures", puis finalement réfugié près des autres, qui le méprisent, au bord de la route "pour éviter les ravages des fauves" sur ses cabris et volailles.

Les déplacements affaiblissent ou renforcent un hameau sans modifier la carte. Ils témoignent d'hésitations de la part de quelqu'un qui ne se sent pas assez fort pour établir seul un nouveau groupe. Un homme quitte en 1954 son oncle utérin direct de K6 pour rejoindre son oncle éloigné de K8 en enjambant la frontière de segmentation lignagère. La rupture venait d'une accusation de vol lancée par son ancien supérieur. La modicité du rapt (quelques pagnes en raphia) montre assez que le conflit ne s'y enferme pas, mais tient plutôt aux relations générales des deux personnes et de leur entourage. D'autres déplacements tendent à la segmentation sans la réaliser tout à fait: tel individu établi en K9 a toujours suivi son oncle, supérieur de K8, mais s'est installé de l'autre côté du chemin. De même tel autre, quittant son parent de K11 pour s'insérer dans K9 "avec des amis" (1960), en fait par une lointaine parenté paternelle. Ces positions semi-autonomes contrastent avec celles des jeunes gens "réfugiés" dans le hameau d'un parent maternel.

Tous ces tracés révèlent le fond de rivalités **politiques** sur lequel s'inscrivent les modifications de la résidence. Les remaniements des groupes locaux rendent visibles deux grandes tendances:

Les supérieurs tentent **d'attirer à eux des dépendants**. La tendance d'accroissement des effectifs est claire en K8 et K9, par exemple. Mais ce contrôle emprunte parfois des formes plus détournées. Ainsi le supérieur de K6, venu de la Terre voisine, Kuma, aurait pu se rendre chez son oncle qui commande K7: d'un commun accord, ils ont préféré "ne pas mêler leurs épouses et leurs enfants". La segmentation s'est passée à l'amiable: l'oncle a confié à son neveu l'un de ses fils célibataire afin d'étoffer son groupe et maintenir un lien. Il s'agit d'une aire de dépendance toujours présentée sous les formes de "l'entente". Le contrôle peut s'exercer à distance. La position des trois groupes, K1, K2, K3, forme un bloc important de 67 personnes: ses aînés cherchent peu à l'ac-

croître. Par contre, ils manifestent leur influence par tous les moyens sans limite d'extension. Une semblable tactique dessine des aires d'affrontement, évoquant un système résidentiel segmentaire. Le hameau K8 est constitué en réalité de trois groupes locaux hostiles (adultères des fils...): face à lui se dresse le hameau K9 en très mauvais termes avec le précédent. Néanmoins, un conflit opposant les supérieurs échelonnés sur la route de Kuma (les groupes K1, 2, 3, 5) et ceux de la route Abila (A8, 9...) referait provisoirement l'unité interne de K8 et K9.

Les personnes influentes essaient d'en chasser d'autres pour établir leur pouvoir ou le conserver. Dans cette compétition, le rôle des seigneurs et chefs est capital, car supérieurs de hameaux - et parfois de segments -, ils interviennent dans les querelles résidentielles et lignagères. Un conflit aigu remonte jusqu'au chef de Terre, heureux d'affirmer son prestige, surtout dans une autre partie que la sienne.

### Les causes des scissions résidentielles

Leurs formulations explicites n'en sont pas forcément l'explication réelle. On rencontre d'abord le fait matériel des décès: la mort d'un homme adulte modifie la structure du groupe local, surtout quand c'est celle du supérieur. Si c'est celle d'un autre homme, elle peut remettre en cause la présence des membres qui ne résidaient que par lui. Mais très souvent, scissions et départs surviennent sans que personne soit mort. Les motifs allégués sont alors le défaut d'entente, les disputes, qui dans un cadre parental sous-entendent la menace de sorcellerie. Cette interprétation permanente ne conduit pas souvent à des accusations ouvertes.

Telles sont les motivations visibles, encore que ce soit une manière de parler tant le secret parcourt cet univers, d'autant plus épais qu'on se trouve à un endroit critique d'hostilité entre deux ou plusieurs personnes. C'est une rumeur plus vaste qui exprime en position de témoin la physionomie d'ensemble des jalousies, des haines et des neutralités. Il est souhaitable d'aller plus loin en localisant les **points de rupture**, éléments tangibles plus proches des pratiques. Éliminons un type de rupture particulier: celui qui règne dans l'éclatement des villages regroupés. Les gens s'abandonnent plus qu'ils ne se séparent violemment. Restent deux genres fondamentaux qui regroupent les diverses situations:

- un point de cassure du côté paternel et surtout du **lignage paternel** (la remise nkama et ses multiples pressions),
- un second point du côté **maternel**, soit dans le lignage paternel de la mère (un homme y doit aussi un nkama), soit dans le lignage utérin. La partie décrite à l'instant est un laboratoire vivant de ce cas: segmentations et déplacements résidentiels s'y passent dans le lignage, dans le segment lignager et même entre deux frères de même mère.

**Quelle est la relation entre la segmentation résidentielle et la segmentation lignagère ?**

Le tableau dressé dans la partie Kingambimi donne des éléments de réponse. Le lignage Mampene est, depuis la période pré-coloniale, scindé en six fragments. Cinq de ses segments ont des

## LES GROUPES LOCAUX

bosquets où habitent des hommes adultes: la division dans le lignage segmenté a pour effet la formation de groupes locaux distincts:

segment I	hameau K3
segment II	hameaux K8, 9, 11, 13
segment IV	hameau K8 (contenant en fait au moins deux groupes locaux)
segment V	hameau K10

Le segment II correspond à quatre fragments résidentiels, bien qu'il ne comprenne que 26 personnes. On se souvient des réflexions des habitants sur la rareté relative des segmentations lignagères autrefois.

Inversement, la scission résidentielle peut survenir avant la segmentation lignagère devenue courante aujourd'hui. La rivalité ou même l'autonomie des hameaux amène la division du lignage en segments. Celle-ci se produit selon la ligne parentale classique. A long terme, la forme et la dimension des unités de production (système I) risque d'avoir été déterminante, parce qu'elle a changé la structure lignagère. Elles sont passées des hameaux aux simples foyers, mouvement qui a renforcé l'autonomie et la mobilité des cellules annexes face au module du supérieur.

### Une saison sèche dans la Terre Enku

Dans un système aussi mouvant, les recensements sont perpétuellement à remettre à jour: l'administration se contente d'enregistrer l'état global des parties de Terre. Mon enquête sur les hameaux a pris fin en juin 1967: durant trois mois se déroula ensuite la saison sèche, époque de l'édification des maisons nouvelles. Des modifications sensibles ont remanié encore une fois la position de quelques groupes d'habitants: elles constitueront une dernière coupe éclairante des procès en jeu.

La disparition progressive des villages coloniaux s'accroît. Seuls résistent Angama, chef-lieu de la Terre, et Enkunuma, agglomérations désormais restreintes, devenues comparables à de gros hameaux. Mais Ngulambali a commencé à se fragmenter avec la "sortie" d'un groupe mené par un vieil homme, détenteur d'un bosquet aux environs (père de la mère): deux *mwana kibalika* l'ont suivi. Ce n'est qu'un début: la distance matérielle de l'éclatement est faible, mais, comme le disent les gens, "entre eux et le village, s'étend la savane" (*mulie* = "l'espace inhabité" entre les groupes locaux). Quant au résidu du village regroupé de Kingambimi, il s'est déplacé tout entier, changeant par cette opération de nature.

La disposition nouvelle de l'habitat répond parfois mieux qu'un discours aux questions qu'on pourrait se poser sur la hiérarchie d'un petit groupe. Ainsi à Kingambimi regroupé, deux leaders prévalaient. L'un d'eux l'a emporté, celui qui se référait aux normes anciennes et disposait des vrais droits résidentiels. Il s'est donc placé à l'écart de la rangée des maisons, comme la plupart de ses pairs. Pourtant, le second leader s'est arrangé pour bâtir sa demeure perpendiculairement à la ligne des autres,



## LES GROUPES LOCAUX

comme s'il voulait proclamer sa différence. De tels signes sont aussitôt perçus et commentés par les voisins.

Hors de l'éclatement des villages (abstraction faite du déplacement d'individus) ne reste que la segmentation ou le mouvement des groupes locaux. Le hameau D10 est typique de beaucoup de traits relevés. Deux frères paternels y vivaient: l'un d'eux est mort. Cet événement a entraîné l'abandon du lieu. Le supérieur par un assez long mouvement est allé se placer face à K7, soucieux d'avoir quelques protections. Son nouveau voisin est un ami qui remplace son frère défunt, et d'autre part l'homme s'est rapproché de son bosquet utérin sans renoncer à son appartenance paternelle antérieure. D'une manière comparable, le hameau A4 devait prochainement s'établir près du chef-lieu, favorisant les ambitions de son supérieur, prétendant au titre de seigneur de la terre pour la partie Angama. Toute translation ou rupture a un sens politique à déchiffrer.

Par un mouvement très courant, un hameau s'installe à très faible distance de l'ancien. Le vieux groupe de K6 s'est ainsi rajeuni. Son plan récent inscrit la position respective de ses membres. Le hameau nous avait paru bicéphale: l'antériorité du fondateur l'avait emporté sur celle d'un parent tard venu, disposant de plus de droits à habiter là ("possesseur" face à son mwana kibalika). L'équilibre est maintenant rétabli: le nouveau supérieur a construit à la place d'honneur, l'ancien est rentré dans le rang.

Le procès de segmentation, mouvement, déplacement, ne fait que se poursuivre, étant un retour à l'état intrinsèque du cycle résidentiel. Un seul fait, en dehors d'un regroupement décidé par l'Etat (17), peut le contrarier: l'existence de maisons en dur qu'on ne peut mouvoir et qu'un héritier ne se soucie pas de démolir. Leur matériau malgré tout précaire - briques séchées au soleil - ne leur assure pas une longue existence et ces constructions sont en petit nombre dans la Terre (sept).

### Les différences entre les cinq parties de la Terre Enku

#### Les écarts de population entre parties

Le rapport démographique entre l'effectif des lignages ancrés dans chaque partie et l'effectif des groupes locaux qui y sont installés a déjà été abordé deux fois. Sur la partie Kingambimi, les deux données numériques convergeaient. A l'échelle de toute la Terre, les deux chiffres étaient identiques. Quelle est la situation dans les parties de Terre prises une à une. Si l'effectif des groupes locaux est supérieur à celui des lignages, la partie sera dite "bénéficiaire"; si c'est l'inverse, elle sera "déficitaires".

Trois parties de Terre sont bénéficiaires:

## LES GROUPES LOCAUX

Tableau 24  
LES PARTIES DE TERRE BÉNÉFICIAIRES EN POPULATION

parties de Terre	effectif li- gnager total	effectif rési- dentiel total	écart entre les deux (+)
Kingambimi	179	196	17
Djambala	120	166	46
Angama	114	174	60
Total	413	536	123

La population habitant chaque partie est comparable en nombre. Mais si nous voulons raisonner sur la résidence, qualitativement la quantité d'hommes mariés adultes nous retiendra. Ils sont:

37 à Kingambimi avec 67 épouses (et 7 femmes recueillies),  
42 à Djambala avec 53 épouses (et 11 femmes recueillies),  
36 à Angama avec 55 épouses (et 7 femmes recueillies),  
le nombre d'enfants étant dans l'ordre 90, 75 et 79.

L'importance de l'effectif lignager à Kingambimi, où les supérieurs de hameau sur leurs bosquets utérins sont particulièrement nombreux, est à mettre en relation avec le chiffre élevé d'épouses. L'écart population-lignages de 17 est positif: il ne peut monter démesurément, car les limites territoriales restreignent l'accroissement des résidents.

Les conditions de Djambala permettent un écart plus sensible: 47. Il y a davantage de terre disponible et une proportion dominante de supérieurs habitant du côté paternel. Un plus grand nombre d'hommes y sont installés avec un plus petit lot d'épouses.

L'écart maximum est à Angama: 60. Il tient en partie au plus faible taux d'émigration hors du plateau dans les lignages: 10 % contre 20 % à Djambala. Le chiffre croissant de dépendants se justifie par le système politique de la Terre: chefs et seigneurs peuvent renforcer leurs groupes locaux sans se heurter aux limites (notamment par utilisation des bosquets morts).

Les deux autres parties sont déficitaires (voir tableau 25).

La concordance entre effectif lignager et résidentiel n'a rien de mécanique. Les trois parties précédentes enregistraient un surplus de population des groupes locaux: ici, c'est le contraire. D'autres éléments en effet interviennent dont les principaux sont les taux d'émigration différents. Ils atteignaient 10 % à Angama et à Djambala, 20 % à Kingambimi, mais dans ce dernier territoire, l'effectif résidentiel était bien fourni par une abondante source lignagère. Le taux dépasse 33 % à Ngulambali et s'élève à 15 % à Enkunuma. L'explication vaut surtout dans le premier cas.

## LES GROUPES LOCAUX

Tableau 25  
LES PARTIES DE TERRE DÉFICITAIRES EN POPULATION

parties de Terre	effectif lignager	effectif résidentiel	écart (-)
Enkunuma	129	44	85
Ngulambali	103	71	32
Total	232	115	117

Pourquoi la population demeurant à Enkunuma est-elle si faible relativement à celle des lignages ancrés dans cette partie ? Au profit de quel territoire s'est-elle vidée malgré l'abondance de ses lignages ?

La proportion de l'effectif lignager habitant la Terre Enku (abstraction faite de l'émigration extérieure au plateau) est à peu près un cinquième - de même qu'à Ngulambali: soit environ 10 % de moins que la moyenne des trois autres parties. Parmi ces personnes se trouvent 16 hommes adultes dont deux seulement résident à Enkunuma, les autres ayant préféré ou dû demeurer dans les autres parties.

Sur le plateau, hors de la Terre Enku, les gens de ces lignages se trouvent en majorité dans la Terre Lage (35), puis Suo (17), puis Abila (16)... Parmi eux se trouvent plus de femmes que d'hommes, d'où une dispersion accrue.

L'espace libre n'est pas du tout déterminant à lui seul. La place regorge dans les deux parties déficitaires: on pourrait y faire des quantités de champs supplémentaires. La question est par conséquent différente: c'est celle de la constitution de pôles d'attraction pour la formation de hameaux.

Un coup d'oeil sur les supérieurs lignagers dissipe toute ambiguïté: un seul homme à Enkunuma parmi eux et deux femmes qui ne peuvent servir de module résidentiel. Les autres sont à Ngulambali (2), Angama (1) ou hors d'Enku (5). Quand on regarde le village résiduel, on garde l'impression d'un déclin irréversible, au moins pour des années: un seul polygame, une moitié de femmes recueillies, trois enfants présents. La hiérarchie politique de la partie est tombée en désuétude dans les deux territoires désertés. Enfin, l'attraction de la populeuse Terre Lage, avec l'établissement du tabac SEITA, joue à fond sur la partie méridionale de la Terre.

Mais ces influences supposent déjà une décadence. Par comparaison, les trois parties bénéficiaires ont chacune dans leur genre maintenu vivant un type d'organisation propre. A Kingambimi dominant des supérieurs lignagers au sommet de la fonction de ré-

partition, à Djambala s'imposent des adultes moyens assez éga-  
lisés, planteurs ou artisans (18), à Angama prévalent des notables  
politiques anciens et modernes.

Le déséquilibre démographique et social est si réel que pres-  
que sournoisement quelques hameaux (A8, A9, K13) et bientôt un  
autre) se sont installés en réalité sur le territoire des deux par-  
ties déficitaires. Ngulambali résiste mieux à ce sort décroissant:  
sa segmentation résidentielle récente en est la preuve; peut-être  
sera-t-elle la condition de son augmentation démographique. A  
Enkunuma par contre, l'effectif lignager n'assure plus ni la pré-  
sence de résidents, ni surtout leur accumulation en épouses.  
Celle-ci se réalise bien, mais ailleurs: l'amoindrissement du  
groupe local a été de pair avec celui du pouvoir lignager.

Sur l'ensemble des cinq parties, la règle d'équivalence des  
effectifs est valable (lignage et hameaux). La Terre Enku est  
d'ailleurs la vraie unité matrimoniale. Mais ce principe vérifié,  
les disparités éclatent au grand jour. Une analyse complète  
mettrait en jeu les dix Terres et leurs rapports multiples et  
variables.

### La répartition des groupes locaux dans l'espace

En dehors de la tendance pour une majorité de groupes locaux  
à s'établir dans une zone centrale, suivie concentriquement par  
deux zones de cultures, quelles sont les déterminations qui pèsent  
sur la résidence ?

Le tracé des routes joue bien le rôle signalé. La disposition  
d'Angama est induite autour du village central par la proximité  
d'un carrefour où se coupent les deux grandes voies du plateau.  
Mais cette attraction relève en fait d'une double influence: routes  
et **bosquets**. Huit hameaux de Djambala sont ainsi placés au bord  
d'une route et s'y réclament de leurs droits résidentiels par leurs  
bosquets. Cette appartenance est si forte que leurs habitants se  
permettent de dépasser la limite traditionnelle et d'empiéter sur un  
domaine foncier pourtant saturé: Kingambimi. Cette dernière unité  
est coupée en deux par deux routes qui encadrent savane et bos-  
quets: sept hameaux d'un côté, cinq de l'autre.

Cette approche écologique serait insuffisante, même si elle  
s'accompagnait du procès économique de reproduction des terroirs.  
La répartition des groupes est impensable sans la présence d'**aires  
de compétition** entre supérieurs de hameau dans chaque partie et  
entre parties. Les frontières de ces territoires sont fondamentales:  
lignages et bosquets restent essentiels (système II). Cependant, à  
d'autres égards, on discerne davantage d'écart entre les deux sé-  
ries de hameaux de Kingambimi - même réunis par un lignage  
principal segmenté - qu'entre les groupes locaux de Kingambimi et  
de Djambala situés sur la même route. Comme nous le confirmeront  
les liens d'amitié, le voisinage a établi des fréquentations et une  
vie commune qui finissent chez tous les habitants par l'emporter  
dans les activités journalières (système I).

## LES GROUPES LOCAUX

Comme l'a montré B. Guillot, la répartition des terres est très inégale par rapport à la population (1973:67-70). La partie Kingambimi est très défavorisée, ce qui compromet le bon renouvellement des terres. Seule l'opposition politique entre parties peut faire comprendre que les champs féminins n'aient que rarement débordé les limites. Par contre, une interférence se produit entre Angama et Djambala où les chefs sont unis ainsi que les seigneurs par des relations de parenté et d'entente, provenant souvent d'une coalition contre la partie la plus peuplée.

Quelques hameaux occupent une position quelque peu aberrante. Leur supérieur y revendique presque toujours une double appartenance. Il vise à conquérir ainsi une autonomie dont le risque est qu'elle ne devienne peu à peu marginale. C'est souvent le cas des hameaux bâtis aux frontières de la Terre: quelques groupes, rattachés à la Terre Illakuya (à l'ouest), bien qu'ils soient installés dans Enku, tentent d'échapper à la contrainte des chefs et supérieurs dans les deux Terres ainsi qu'à la pression de l'opinion régnante.

### LA CIRCULATION RÉSIDENTIELLE DES HOMMES

La structure des groupes locaux, la segmentation résidentielle procédaient de cette circulation. Un inventaire des trajets des hommes adultes dans la Terre Enku nous permettra de préciser sa forme.

#### Description de la circulation des hommes dans la Terre

Le matériau consiste dans les différentes résidences de ces hommes et dans leur définition qualitative (maternelle, paternelle ou autre).

Tout individu mâle est pris dans un cycle d'habitat. Il fonde l'inventaire à cette réserve près qu'il sera inséré dans un cadre collectif.

**CP** = côté paternel (19): — un enfant mâle naît, grandit dans son hameau de naissance, suit son père dans ses déplacements successifs. — Le père meurt, son fils continue de résider chez un parent paternel qu'il accompagne. — une rupture intervient avec ses "pères", sactionnée ou non par le versement immédiat de la remise de dot nkama.

**CM** = côté maternel: — désormais, l'homme s'est réfugié dans cette direction, il demeure chez un parent qu'il suit dans ses mouvements.

Ce cycle simple est modifiable de plusieurs manières:

- L'homme peut rester toute sa vie du côté paternel. Parfois, il réussira à y devenir supérieur de groupe local.
- Il peut finir par résider seul de son côté maternel, en fondant un hameau autonome.
- Rarement, un mouvement de va-et-vient survient, faisant aller deux ou trois fois quelqu'un de son côté à l'autre. En ce cas, la remise nkama n'aura pas été exigée.

## LES GROUPES LOCAUX

Quand la résidence paternelle se prolonge après décès du père, l'héritage des épouses dans le lignage joue un rôle certain dans son maintien. Si la mère d'un homme est reprise par le neveu de son père, l'individu et ses frères ont plus de chance de pouvoir rester. De nos jours, la détérioration de cette loi chasse du même coup plus souvent le fils de son côté paternel. Un substitut de la norme surgit alors: la résidence chez le second époux de sa mère. Cette pratique est favorisée par l'usage ancien permettant parfois d'acquérir la femme et ses enfants.

Le cycle d'habitat part toujours d'un lignage et d'un côté (maternel ou paternel) déterminés. Le point d'arrivée l'est aussi, puisqu'il prend la forme d'un "retour" lignager. La filiation est donc différenciée par des lignages précis, et les relations d'alliance amènent les lignées bilatérales encore spécifiées.

Quelles sont les résidences successives qu'ont connu les 142 hommes adultes habitant la Terre en 1967 ? Ils seront répartis par strates d'âge. Cette coupe rejoindra les phases de l'histoire coloniale.

### Strate A: 53 hommes compris entre 50 et 70 ans

Tous ces gens ont eu 213 résidences en tout, près de quatre par homme. Les vieux habitants ont tendance à effacer quelques segmentations ou déplacements. Si l'on s'en tient au seul groupe entre 50 et 60 ans, on trouve cinq résidences par homme, même avec l'émigration hors du plateau (ici omise).

Que représente de qualitatif cette donnée globale ? Elle est à classer selon les modalités principales du cycle d'habitat: côté paternel, côté maternel et autres relations (CP, CM, AR). Mais tout homme est né de son côté paternel. Éliminant donc ce facteur, on ne prendra en considération que la première modification résidentielle suivante, la seule pratiquement significative. On obtient pour la strate des vieux:

CP 77 résidences

CM 68 résidences

AR 8 résidences (2 par le mari de la soeur utérine, 2 par un parent par la terre, 2 par un parent de village, 2 par un chef et seigneur) (20).

Les résidences maternelles équilibrent presque les résidences paternelles.

La remise nkama (rupture) a été payée par 16 personnes (ou leur lignage), soit par 30 % environ de la strate.

Près de la moitié des gens (26 sur 53) sont supérieurs de groupe local. Si on envisage les hommes entre 60 et 70 ans, c'est 9 sur 14. Néanmoins, il ne suffit pas d'être vieux pour être à la tête d'un hameau.

La répartition des supérieurs locaux selon leur rapport au bosquet est: 18 CM contre 8 CP. Ces données deviendront parlantes à mesure que nous descendrons en âge.

Au cours de l'époque coloniale, ces hommes ont peu bougé de la région sauf pour accomplir des voyages commerciaux destinés à

## LES GROUPES LOCAUX

acquitter leur impôt ou pour répondre à des réquisitions.

### Strate B: 39 hommes entre 40 et 50 ans

Ils n'ont plus eu que 3,5 résidences par individu. Elles se divisent en:

CP 56

CM 35

AR 12 (5 deuxièmes maris de la mère, 3 maris de soeur utérine, 2 maris de soeur utérine de la mère, 1 parent de village, 1 par le chef).

Le côté maternel a diminué relativement de 25 % (disparition de l'équilibre).

La remise nkama a été versée par 8 sur 39, chiffre montrant bien (quoi qu'un peu trop faible) que ce montant est perçu à des moments très variables de la vie. La dette peut être différée.

Sont supérieurs locaux seulement 11 sur 39: un peu plus du quart. Une baisse très sensible par comparaison avec la strate A.

L'appartenance des supérieurs est remarquable: 7 CP contre 4 CM.

Pendant la colonisation, ces hommes n'eurent pas le même destin que les précédents. Ils représentent dans la force de leur âge (entre 20 et 30 ans) une période économique nouvelle qui ne repose plus sur les seuls impôts et travaux forcés, mais aussi sur un salariat, souvent temporaire. Presque la moitié de ces gens ont fait des séjours de 2 à 37 ans - en moyenne 7 à 8 ans - à Brazzaville ou ailleurs: artisans, manoeuvres (un seul au Congo-Océan), boys, plantons, militaires, employés. La plupart du temps, au retour sur place, ils se marient ou prennent une seconde épouse. Ainsi le nombre des résidences ne traduit qu'imparfaitement une mobilité très forte dans les Terres kukuya.

### Strate C: 23 hommes entre 30 et 40 ans

Faible effectif, car ces tranches d'âge sont davantage touchées par l'émigration longue et lointaine. La moyenne des résidences par homme est seulement de 2,5. Leur classement suit:

CP 26

CM 7

AR 2 (1 deuxième mari de la mère, 1 mari de soeur utérine du père) (21).

Les appartenances maternelles continuent à régresser: beaucoup moins d'un tiers.

Un seul supérieur de groupe local ! Encore s'agit-il d'un hameau fondé par le père, repris par son fils.

Deux cas de remise nkama: moins de 10 %.

Sous la colonisation, cinq hommes seulement ont fait de longs séjours de travail dans les villes. Le déclin peut résulter des cultures commercialisables introduites sur place.

## LES GROUPES LOCAUX

### Strate D: 27 hommes de 15 à 30 ans

La tranche d'âge est plus large de cinq ans: c'est de nouveau une strate touchée par l'émigration éphémère ou définitive. La moyenne résidentielle, évidemment plus faible, est de 2 par individu: encore beaucoup en peu d'années: le fils est tributaire du cycle résidentiel de son père (contraintes du nkama). Les résidences se découpent:

CP 22

CM 3

AR 2 (1 mari de soeur utérine du père, 1 second mari de mère).

En début de cycle, les appartenances maternelles sont au plus bas. Pas de supérieur de hameau, aucune remise de nkama exigée.

Un changement sensible se révèle dans la relation au dehors: une moitié de ces jeunes gens ont bien été dans les villes, mais pas pour y travailler en raison du chômage urbain. Ils s'y sont rendus en voyages de diversion ou de distraction.

Les informations sur les quatre strates d'âge demandent à être complétées par des indications sur le lieu de naissance des hommes. Leur origine résidentielle nous est déjà connue mais pas sa répartition par âge.

Tableau 26  
ORIGINE RÉSIDENTIELLE DES HOMMES PAR STRATE D'ÂGE

âge	strate	nés hors de la Terre	nés dans la Terre
15-30	D	6	21
30-40	C	8	15
40-50	B	17	22
50-70	A	24	29

Si l'on visait les hommes compris entre 60 et 70 ans, le rapport se renverserait même: 8 naissances extérieures contre 6.

Dans chaque strate d'âge, à mesure que les hommes sont plus vieux, la proportion d'individus nés au dehors est de plus en plus forte.

La mobilité résidentielle est grande. Mais deux sortes d'éléments constants particularisent le mouvement des hommes: il est circonscrit dans des aires réduites et contrebalancé par la permanence d'une part de la population.

Tous ces hommes, quel que soit leur lieu de naissance, ont une entrée ou une arrivée dans la Terre. A partir de là, chacun y effectue un parcours résidentiel. L'aire dans laquelle se produit ce



## LES GROUPES LOCAUX

parcours, je l'appelle "**périmètre de mouvement**". Elle pourrait s'étendre à toute la Terre: elle est bien plus réduite. Deux strates d'âge suffiront à le montrer:

- D = les hommes de 15 à 40 ans: 47 ont toujours habité la même partie de Terre. Seulement 3 l'ont quittée pour une autre.
- A = ceux de 40 à 70 ans: 70 sont toujours restés dans une seule partie, 22 en ont connu deux (22).

Jamais le périmètre de mouvement n'atteint trois parties de Terre; seulement 17,6 % des hommes ont résidé dans deux parties. Les jeunes ont un périmètre plus petit que les gens de plus de quarante ans. La mobilité indéniable a lieu dans des limites assez faibles.

Pourquoi parler dans la Terre de permanence de population ? Parmi celle qui y demeure, 87 hommes y sont nés: combien d'entre eux, les départs temporaires exceptés, n'ont jamais quitté le territoire ? 81. Si nous référons cette donnée au total des hommes adultes, **57,7 % sont nés dans les frontières de la Terre et ne l'ont jamais abandonnée**. S'ils ont bougé, c'est dans un cadre encore plus réduit. La portée sociologique de cette situation est grande: elle permet de comprendre la stabilité du peuplement et la base idéologique du "patriotisme" territorial. Son existence semblait incompatible avec la mobilité résidentielle: il n'en est rien.

L'inventaire des parcours d'habitat aurait pu être bouleversé par les vicissitudes coloniales et surtout par les regroupements villageois. L'incidence se marque sur le fort pourcentage d'hommes nés dans la Terre (strates D et C). Mais l'analyse ne s'en est pas trouvée perturbée, car les villages se sont eux aussi déplacés à une cadence un peu plus lente que celle des hameaux. La mobilité du système actuel, marquant un retour au rythme ancien avec accélération, est encore plus forte que dans le relevé qui embrasse une longue période.

### La forme de la circulation résidentielle des hommes

Les quatre strates d'âge inventoriées décrivent le cycle résidentiel établi au départ. Dans l'inventaire précédent, elles le faisaient par rang d'âge décroissant: ABCD de 70 à 15 ans. Pour élucider la forme générale du processus, la séquence doit être replacée dans l'ordre de la vie collective: des plus jeunes aux plus vieux. Cette suite inversée DCBA semblera anhistorique, puisqu'elle use du passé (cycle achevé) pour prévoir le futur (cycle à venir).

Sans l'existence d'une constante dans la circulation des hommes, la démarche serait absurde. Mais beaucoup d'éléments recueillis sont assez forts pour prouver le jeu de la **reproduction sociale** dans les systèmes II (lignagers) et I (hameaux). Elle n'implique pas une fixité des structures que le simple récit historique infirmerait. Tout au contraire, comment saisir les transformations coloniales et modernes sans faire appel à cette notion ? A défaut, l'expérience qui suit resterait inexplicable.

## LES GROUPES LOCAUX

Par contre, avec l'effet d'une reproduction sociale se dessine, selon les positions tenues par les gens vieux et d'âge moyen (ABC de 30 à 70 ans), le procès des places futures de circulation résidentielle pour les hommes jeunes (D de 15 à 30 ans).

Un chiffre nous retiendra d'abord: la **proportion entre résidences maternelles et paternelles exprimée en pourcentage**:

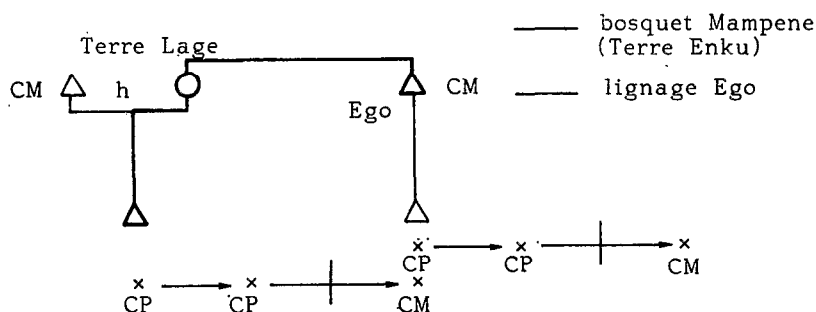
D (15-30)	13,6 %
C (30-40)	26,9 %
B (40-50)	62,5 %
A (50-70)	88,3 %

Les relations maternelles viennent peu à peu au premier plan à mesure que l'âge monte. La forme de la circulation d'hommes explique ce fait. Commençons par construire son état simplifié.

Soit un homme (Ego) et sa soeur utérine. Leur lignage est Mampene (Terre Enku). La soeur est mariée à un individu *h* dont le lignage est ancré dans la Terre Lage. Les deux hommes ont chacun un fils. Ces conditions sont assorties de trois hypothèses:

- CP, le côté paternel est représenté par des fils;
- CM, le côté maternel, par des neveux utérins directs;
- Ego et son beau-frère habitent leur bosquet lignager utérin.

Les résidences de ces deux hommes étant fixées, traçons les cycles résidentiels de leurs fils:



Des croix inscrivent les résidences dans un cycle résumé, un trait vertical indiquant la rupture des fils avec leur côté paternel. A la fin du cycle, le neveu d'Ego viendra remplacer le fils d'Ego dans la Terre lignagère Mampene. Ce neveu aura été à son tour remplacé par un neveu utérin de l'homme *h* sur sa Terre lignagère de Lage. Quant au fils, il sera parti (après rupture) sur une Terre de lignage X, introduite par l'alliance de sa mère.

Un principe d'équivalence numérique (et de transfert) a été établi entre l'effectif lignager et celui des hameaux. Socialement, des "fils" (*mwana kibalika*) (CP) remplaçaient des "neveux" (*ngáántsie*) (CM), mais pas réellement, puisque ces derniers étaient nés chez leur père.

## LES GROUPES LOCAUX

Ici la substitution intervient dans l'espace réel, non dans la représentation fétichisée des rapports sociaux. Aussi peut-on vraiment l'appeler **substitution résidentielle**. Le transfert s'inverse: les **neveux viennent graduellement prendre la place des fils**. A un moment de leur cycle, ils vont vers leur Terre lignagère par un départ résidentiel qui est un "retour" social.

La conclusion acquise, il reste à élargir les hypothèses et conditions initiales afin de généraliser la forme du cycle. Le côté maternel est plus large que les neveux utérins, mais l'insertion du lignage paternel de la mère complique le phénomène sans en modifier le principe (seconde remise nkama sur mère de la mère); en outre, la parenté secondaire agrandit le champ. Du côté paternel, même raisonnement avec le lignage paternel du père et la parenté secondaire propre. Le domaine des "autres relations" ne fausse pas le schéma, car résider chez un époux d'une parente utérine ou paternelle passe aux yeux des gens pour une extension des côtés. De même, habiter chez un deuxième mari de la mère est pour un jeune homme chercher un père de remplacement.

Si nous étions partis non du bosquet utérin des deux hommes (Ego et h), mais de leur lignage paternel, l'éviction des fils aurait été encore plus probable à la mort de leurs pères. Enfin si les deux individus avaient habité sur un bosquet de grands-parents, leurs fils n'auraient plus eu aucun droit. Le modèle de circulation des hommes reste valide dans tous ces cas.

Mais plus que cet élément de la structure nous intéresse la **structure tout entière**. L'élément isolé n'était qu'un fragment d'un vaste procès de circulation matrimoniale et d'échange de droits résidentiels différés entre lignages. Seule la situation des catégories et couches sociales est de nature à fonder ces mécanismes.

Laissons de côté les femmes qui sont obligées de suivre les hommes dans les hameaux et limitons-nous chez les hommes adultes aux fractions de supérieurs de hameau et de non-supérieurs. Le premier groupe ne se confond pas avec la catégorie des aînés.

Dans la fraction de **supérieurs locaux**, un seul a moins de 40 ans. Parmi ceux compris entre 40 et 50 ans, le classement parental donne sur onze hommes: 7 CP et 4 CM; ils sont parvenus à la tête de hameaux avec une appartenance qui n'est pas sans rapport avec leur cycle d'habitat. Quand les hommes ont plus de 50 ans, le nombre des supérieurs croît, et les appartenance s'inversent: 18 CP et 8 CP sur 26 chefs de hameau. Tel est le visage de l'ensemble des 38 supérieurs résidentiels.

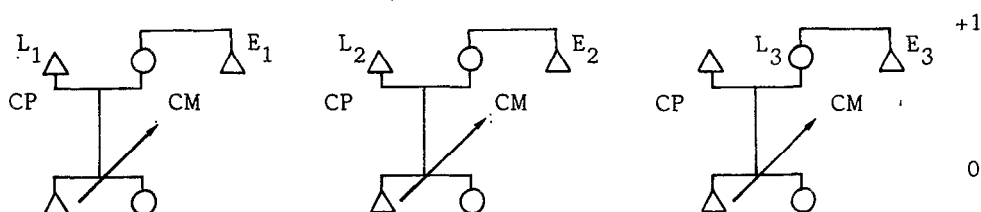
La fraction de **non-supérieurs (locaux)** comprend 104 hommes. Elle englobe la strate D (15-30 ans), la strate C (30-40 ans) à une exception près et le résidu important des strates B et A: 54 hommes, soit plus de la moitié (40-70 ans).

L'objectif est de replacer l'élément maintenant précisé de circulation des hommes dans le cadre de l'échange généralisé de femmes entre aînés. En première approximation, supposons qu'aînés et supérieurs de hameau coïncident. Ce schème est suffisant pour envisager en même temps dans les rapports sociaux le contrôle

## LES GROUPES LOCAUX

lignager et le contrôle résidentiel.

Prenons deux séries d'hommes engagés dans un échange généralisé d'épouses: ils sont supérieurs locaux et comme aînés échangent entre eux des nièces et des filles. La série des oncles utérins habite la Terre Enku (E), celle des pères la Terre Lage (L): leurs résidences seront E1, E2, E3... et L1, L2, L3...



Le cycle résidentiel des inférieurs (génération zéro) s'amorce à la naissance: ils habitent avec leur père (CP). Ils quittent ensuite cette résidence (Lage) pour se rendre chez leur oncle utérin. La forme élémentaire fait percevoir le procès: ils seront tous passés dans la Terre Enku, où sont ancrés leurs lignages.

Ce transfert spatial est l'effet différé de la structure d'alliance dans le procès de production sociale. De même que les supérieurs échangent des nièces et des filles, **de même ils échangent entre eux des non-supérieurs**. Ainsi se trouve construite la reproduction du cycle résidentiel pour la fraction de non-supérieurs: c'est majoritairement dans les groupes locaux la position de dépendants.

Ce constat est d'allure paradoxale. Les supérieurs résidentiels acceptent de perdre à un moment donné des dépendants, leurs mwana kibalika de lignage - ici leur fils - pour en récupérer de nouveaux. Les études africanistes ont souvent insisté sur le désir des chefs de groupe locaux d'étendre leurs effectifs: ici cette déperdition se ferait régulièrement et serait au mieux compensée. Il faut bien voir l'âge des dépendants à chaque phase du mouvement. L'éviction du côté paternel est rare à moins de 20 ans et reste limitée jusqu'à 30 ans. Elle monte ensuite de 30 à 40 ans pour atteindre 26,9 %. La voie d'explication est tracée: on contrôle aisément un dépendant du côté paternel **tant qu'il est jeune**. Devenu homme mûr, pourvu d'au moins une femme et des enfants, il se transforme en concurrent à éliminer. Plus exactement, le groupe local fondé sur de telles relations n'est pas jugé assez solide pour être viable. On préfère alors laisser jouer la substitution résidentielle en conservant un effectif à peu près constant, fait sur de meilleures bases: des dépendants de même âge, mais du côté maternel.

Les évictions atteindront 62,5 % de 40 à 50 ans, 88,3 % au-dessus. Ces chiffres réunissent les deux fractions - supérieurs locaux ou non -, mais ils valent pour les deux sur un mode diffé-

rent. L'ampleur des versements de remise nkama est parlante, dans les mêmes conditions: leur courbe est nulle à moins de 30 ans, s'élève à presque 10 % jusqu'à 40 ans, puis plus de 20 % jusqu'à 50 ans et plus de 61 % au-dessus. Le rythme le plus intense des réclamations de la remise concerne les hommes de plus de 40 ans, et connaît ensuite une accélération croissante. Même conclusion: on ne tolère pas un "fils" puissant (CP) qui soit un adulte ayant atteint sa maturité.

Comment se fait la **reproduction de la fraction de supérieurs locaux**. La question est pour un homme d'accéder à la tête d'un hameau. C'est l'objet d'une compétition (mikeme: "la concurrence") dans la catégorie d'aînés. La genèse de la fraction nous force à ouvrir notre schéma. Les résultats de la bataille sont déchiffrables dans les relevés des supérieurs de hameau. La lutte est d'autant plus difficile qu'on est plus jeune. Elle est presque désespérée à moins de 40 ans - à moins de vouloir vivoter dans le système I aux marges du système II. Elle devient possible de 40 à 50 ans (moins d'un tiers de chances). Au-delà de 50 ans, la moitié des aînés habitant la Terre sont parvenus au statut de supérieur résidentiel.

La dernière estimation ne porte que sur les aînés demeurant dans la Terre. Pour rétablir les composantes du champ d'affrontement, il faudrait y comprendre les concurrents éliminés. Les gens qui restent du côté paternel comme non-supérieurs sont probablement les moins dangereux ou les moins récalcitrants. Les traces de la compétition sont visibles dans la répartition des supérieurs suivant l'âge: dans la strate B, 7 hommes sur 11 ont réussi à s'imposer côté paternel; mais dans la plus vieille strate A, la lutte a érodé les appartenances paternelles: 8 contre 18.

Une partie de la reproduction sociale émerge maintenant. Elle assure le renouvellement de la fraction des supérieurs locaux. Elle reproduit leurs droits résidentiels - sur leurs dépendants et la Terre. Le mouvement n'est pas indépendant de la reproduction de la catégorie des aînés: **la constitution de la fraction de supérieurs locaux suppose une compétition interne à la catégorie sur les bases reliées à l'âge**. Le domaine du politique lignager en émane.

En termes de formes sociales, en même temps que se renouvelle l'inclusion résidentielle des dépendants sur un espace déterminé au profit des supérieurs de hameau, le mouvement renouvelle l'exclusion des non-supérieurs, qui ne peuvent demeurer que dans cet espace approprié sous l'autorité de la première fraction. Pas d'espace socialement libre.

Pourquoi avons-nous été contraint à deux reprises (alliance et résidence) d'établir une stratification des hommes par âge ?

**La séniorité n'est pas uniquement une donnée idéologique, mais la forme propre d'un des éléments de la structure**. Une des constantes de la vie sociale est la notion de lignages déterminés s'appropriant des dépendants sur des espaces précis. Par exemple: nzo Mampene avec son effectif humain, son bosquet, sa Terre. La première composante, la population saisie dans ses relations sociales, est la principale. Le point de départ d'un lignage dans

l'ordre logique et réel est l'appropriation d'une ligne biologique déterminée (25). Elle l'est d'une double manière: par la règle matrilineaire, par l'origine (au moins posée) d'une femme initiale particulière. S'il n'y a pas d'intégration (achat de femmes esclaves, dépendants ou clients), un stock de personnes est reproduit dans le passé, le présent et le futur d'une façon spécifiée. Cette appropriation est collective: toutes les lignes biologiques sont ainsi appropriées par des lignages dans la formation sociale.

C'est la forme d'inclusion générale dans les lignages pour tout Kukuya des deux sexes. Mais en analysant les relations collectives dans les divers modes de production, nous avons découvert deux liens sociaux essentiels dans l'analyse interne:

1) Un rapport de production entre **aînés** et **femmes** (système II) défini sur base masculine. La présence de quelques femmes comme supérieures de lignages, rare et fictive, peut faire illusion. La réalisation de la catégorie d'aînés en fraction de supérieurs locaux montre assez que les femmes en sont exclues.

2) Un rapport de production des aînés aux cadets (système II) où la définition des deux catégories ne peut se résoudre sans faire entrer en jeu le critère d'âge.

L'âge est loin de fournir la seule base de différenciation, même à la période précoloniale. On pourrait même soutenir que le système politique lignager passe son temps à transgresser cette composante fondamentale: les lignages sont différents en effectif (des deux sexes), en capacité d'exploitation, en richesse, en prestige. Certains hommes ont tenté des ascensions malgré leur jeunesse, d'autres ont déployé beaucoup d'effort pour acquérir les privilèges normalement assignés à leur âge, d'autres enfin ont essayé de cumuler plusieurs registres, dont l'âge, pour être les plus forts. Les stratégies de pouvoir ont n'importe comment cet arrière-plan permanent d'un sexe exclus (les femmes) et d'un âge requis (au moins la maturité). Aujourd'hui, les différences économiques et politiques (chef administratif, parent de fonctionnaire ou de commerçant) entrent en contradiction avec l'âge, mais sans l'éliminer.

L'accumulation en nièces utérines (et en filles) présuppose l'appropriation par des aînés de lignes matrilineaires particulières. Par elle passe le contrôle social sur les cadets et sur les femmes. Avec une ligne déterminée, on accumule donc encore nécessairement avec l'âge, même si une dure compétition élimine un quart de la catégorie. Cette propriété s'exprime de diverses manières:

- Les dots sont versées par des cadets à des aînés.
- Les transmissions de biens ou de femmes dans les lignages sont intérieures à la catégorie d'aînés.
- Ces deux faits apparaissent comme conséquence de la hiérarchie lignagère différentielle: supérieur/autres membres, aînés/cadets, aînés/femmes. Les aînés se marieront dans l'ordre d'âge le plus souvent.

Ces procès définissent socialement et idéologiquement une accumulation orientée d'épouses et de biens. La charte de la parenté n'en donne que la façade valant pour tout lignage.

La différence d'âge entre hommes dans des lignes matrili-néaires déterminées fonde partiellement la différenciation sociale (couches et catégories internes). Ce qui compte n'est pas le plus vieux d'un lignage, mais la catégorie des plus vieux selon toutes les lignes à l'intérieur d'un ensemble (ou sous-ensemble) économique et politique.

Ce clivage entraîne que les oncles soient vus comme cause vitale des neveux et nièces. Les vieux habitants ont des nièces (et des filles). Puis les cadets veulent les épouser. L'antériorité, la mise au monde - même indirecte avec les oncles utérins - sont pensées comme causes décisives et deviennent prépondérance sociale. D'où la conception d'une source vitale se décomposant en cause "biologique" (mais reportée de la mère à son frère utérin) et en cause "économique" (extorquée de même). Ce pouvoir sur tout cadet ou toute femme se fait sur base d'antériorité chronologique des aînés. Les lignages sont liés par des alliances précises dont l'effet sera pour les cadets un côté paternel également déterminé. Les pères sont alors d'autres sources vitales, leur antériorité fondant leur prééminence sociale. Cette cause vitale se divise aussi en causes économique et biologique suivant la représentation dominante des aînés.

La résidence est liée à l'espace. Celui-ci se trouve déterminé à chaque fois pour les cadets par l'appropriation de toute la surface du plateau par les aînés. Les relations de dépendance dans les lignages (24) entraînent l'appropriation d'espaces encore déterminés. Son fondement est la relation établie par la structure sociale entre la terre localisée et une ligne matrilineaire précise. Par elle sur une partie de Terre s'installe **la forme résidentielle de la catégorie d'aînés: la fraction de supérieurs locaux.**

Les procès de travail révèlent la non-séparation des producteurs ou productrices (25) d'avec la terre (objet et moyen de production). Les rapports sociaux renferment au contraire une **liaison déterminée** fonctionnant dans le procès social de production. Elle prend la forme d'un lien de filiation lignagère (mère et oncle) et de liens d'alliance et descendance (père), soumettant la catégorie de cadets à une double inclusion excluante. Les cadets sont exclus du contrôle des femmes et des droits résidentiels éminents. Ils sont assujettis à un espace localisé, où ils ne fonderont un foyer qu'en acquérant des femmes. Dans un tel mode de production, le pouvoir politico-juridique (objectif et subjectif) est central. Mais tout cet ensemble est amené par les rapports de production.

On s'étonnera peu que la séniorité tienne tant de place dans l'idéologie des habitants. Son foyer est dans la catégorie d'aînés: de là, elle rayonne sur les dépendants des deux sexes. Elle se présente comme évidente et continue dans une trame lignagère passant sans rupture des aînés aux cadets aux femmes et aux enfants de chaque groupe; elle se répercute dans la parenté bilatérale des hameaux. Tout masque la séparation réelle entre deux catégories d'hommes (aînés-cadets) face à la couche de femmes. La notion d'appartenance réciproque, vieille relique égalitaire des temps lointains, entre pour beaucoup dans ce travestissement, de même que l'opposition affichée non entre catégories ou couches, mais d'un lignage à l'autre ou d'un hameau à l'autre. L'unité des

## LES GROUPES LOCAUX

descendances déterminées efface la rupture vraie.

La force des conceptions pratiques serait inintelligible si l'on posait les lignages comme de simples formes idéologiques. Ils prennent appui sur un support matériel: celui des lignes biologiques déterminées. La constitution des unités de production ne se comprend pas sans la mise en évidence de ces lignes, qui assurent le rassemblement de l'énergie humaine selon des modalités précises, définissant leurs rapports sociaux et leur relation en retour à la terre. Selon les époques, la matière des rapports économiques et politiques se transforme, mais avec cette référence durable.

### PRATIQUES ET STRATÉGIES: LE CHAMP DE LEUR EXERCICE

#### Modifications dans l'habitat

D'un côté sont apparues des modifications dans l'habitat de la Terre, de l'autre une circulation spatiale des hommes. Les deux aspects ne peuvent être dissociés. La fraction de supérieurs locaux par ses modules résidentiels assure avant tout leur jonction. Les dépendants - à moins de fonder un groupe local - ne connaissent que des mouvements ou des déplacements: ils n'entrent pas dans la scission résidentielle. On n'en saurait déduire qu'ils n'ont aucune action dans les ruptures intervenant au sein des hameaux. De même pour les femmes. Beaucoup de ces groupes se fragmentent après des adultères, des disputes entre voisines ou enfants. Tous sont parties prenantes au moins dans le déclenchement des dissensions, mais les conséquences leur en échappent, puisqu'ils n'ont pas de droit direct.

La fraction de supérieurs locaux reproduit la circulation générale des hommes et sa propre existence comme fraction. Quelles sont les modalités de ce second cycle ? Parmi les 39 supérieurs de hameau, on peut distinguer plusieurs groupes en fonction de la segmentation résidentielle et de l'appartenance du module.

Une première subdivision comprend 14 supérieurs. La segmentation locale n'a pu les atteindre que dans le côté paternel où ils se trouvent encore. A peine s'il s'en découvre une de véritable. La plupart du temps, dans la phase précédant l'installation du hameau, s'est déroulé quelque chose de très différent de la segmentation: la succession. Que le père ou son parent utérin soit mort dans le groupe local actuel ou que le hameau ait été déplacé par le descendant à peu de distance, on se tourne vers un résident-ancêtre qui a marqué de sa présence disparue une place. La figuration imaginaire est autre que dans la "possession" lignagère, bien que l'insertion collective soit encore un lignage paternel: elle renvoie à l'insistance de droits d'usage accumulés sur un territoire (direction du travail). Sur cette base matérielle, deux légitimités s'affrontent. La poussée est si forte que même les éclatements de villages regroupés ont donné lieu chez de vieux habitants à un retour à la demeure précoloniale du père. Il en va de même pour les gens revenus au plateau après un long séjour en ville. La seule vraie rupture est issue de l'éviction d'un seigneur de la terre chassé en 1966, dont les co-résidents d'alors ont fondé un nouveau hameau - l'ancien supérieur étant leur mwana



kibalika. Un autre cas relève moins d'une segmentation que d'une timide émancipation. Dans la Terre de naissance, celle où habitait le père, la scission résidentielle n'advient presque jamais. Quelqu'un qui se brouille avec son lignage paternel n'a plus qu'à quitter la Terre, à moins d'y avoir d'autres attaches.

Un second lot rassemble les huit supérieurs qui résident de leur côté maternel après abandon de leur autre côté. La segmentation résidentielle est alors authentique et coïncide avec la clôture d'alliance, suivie ou non d'un nkama immédiat. Deux types de scission sont possibles: soit l'homme a fondé un hameau sur son bosquet utérin (6 fois), soit il a d'abord été dans le lignage paternel de sa mère (3 fois). La scission de forme variée correspond bien à un moment défini du cycle résidentiel d'un homme et donc de la circulation générale des hommes.

Le procès se poursuit: un ensemble de 13 supérieurs locaux, reliés à leur côté maternel, ont fondé leur hameau après avoir déjà connu une résidence maternelle. C'est le second type de scission résidentielle: celui qui prend place du côté maternel. Par opposition au premier lot (CP), la succession directe est rare: un seul homme établi près du hameau de son oncle utérin mort. Partout ailleurs, la fondation procède de l'éclatement des villages regroupés et des déplacements consécutifs avec mouvements ultérieurs. Ou encore des scissions arrivent du vivant des intéressés, le plus souvent dans le lignage, parfois aussi entre possesseurs d'un bosquet et "fils" (ce qui nous ramène au type de rupture précédent). La fin du cycle résidentiel est remplie par une nouvelle poussée de segmentations entre aînés à l'intérieur de leur côté maternel. Les luttes entre aînés consanguins ne font souvent que redoubler des antagonismes entre hameaux d'une partie, se réclamant du même bosquet d'origine (segmenté ou non).

Ce champ de compétition définit les tensions entre supérieurs locaux, mais bien plus entre aînés. La place est libre pour les nombreuses stratégies par lesquelles la catégorie se reproduit en éliminant un certain nombre de prétendants. Quelle est la nature des groupes qui se heurtent ?

#### Le rapport entre les ngáantsie (CM) et les mwana kibalika (CP)

Les "possesseurs" de la terre (ngáantsie) incarnent la pureté du côté maternel, puisqu'ils y détiennent un bosquet utérin, tandis que les "fils" (mwana kibalika) sont les représentants classiques de la descendance paternelle. Cette réduction est si pertinente qu'elle intervient souvent dans un conflit oratoire pour désigner tout le côté concerné.

Sur une Terre donnée et son bosquet, quels sont les rapports entre ces deux groupes pris au sens large ? Leurs nombreuses causes d'opposition nous sont déjà claires. Une rapide investigation sur trois parties donnera des éléments de réponse.

A Angama, sur treize bosquets "habités", on ne rencontre qu'une seule double occupation. Encore est-ce un voisinage fictif, les deux hameaux s'étant éloignés au maximum, le deuxième aggro-

méré à Ngulambali pour échapper au risque par une position-limite et de doubles droits résidentiels.

A Kingambimi, les dix bosquets habités ne donnent lieu qu'à un rapprochement entre les deux groupes. Le seigneur de la terre demeure sur son bosquet utérin et deux supérieurs s'y rattachent du côté paternel. Le premier l'a appuyé lors de l'éviction du seigneur précédent: c'est pourquoi, dit la rumeur, on diffère l'exigence du nkama à un temps lointain - repoussée peut-être après sa mort. Quant au second, il n'est qu'un "petit-fils" éloigné du bosquet (père du père): sa présence sera remise en question bientôt, car il prétend faire la conjuration de quelques lignages en vertu d'une ascendance seigneuriale contestée.

Enfin, Djambala n'infirmes pas les grandes lignes qui se dégagent. Ses huit bosquets peuplés ne contiennent qu'une double occupation. Mais l'affrontement est indirect: le ngáantsie sur son bosquet utérin n'est pas supérieur lignager, et les deux supérieurs CP ont de solides droits de succession. Ils s'appuient sur d'anciens hameaux paternels devenus bosquets: droit plus difficilement attaquant parce qu'il enferme une bonne garantie morale, au moins dans le cours d'une vie.

La conclusion est facile à tirer: les représentants des deux côtés s'évitent sur un même bosquet. On s'arrange pour que la bataille éventuelle ne rencontre que du vide. Un tel résultat ne va pas de soi. Les six segments du lignage Mampene à Kingambimi avec ses hameaux correspondants ne donnent pas envie aux supérieurs possibles CP de venir s'installer face aux notables maternels. L'éviction est une lutte sciemment menée par les représentants des lignages, mais ils ne sont pas toujours en position de force. Une des stratégies les plus courantes est rendue possible par le faible effectif lignager: elle consiste à venir fonder un hameau dans un endroit déserté par les maternels soit par choix, soit par manque d'hommes adultes pour occuper le terrain. Ce sera plus aisé si les supérieurs lignagers habitent une autre Terre. On ne s'installe pas seul, il y faut des amis, des parents favorables et le soutien d'au moins une autorité politique.

### **Les statuts respectifs des supérieurs locaux selon leur côté (CM ou CP)**

Le sondage ne porte que sur la Terre Enku et ne peut être étendu à toute la région. Autant la circulation des hommes est un procès général, autant des phénomènes occasionnels ont pu jouer dans les statuts respectifs des aînés.

Presque tous les personnages importants de la Terre, en même temps qu'ils sont supérieurs locaux, habitent leur côté maternel, et une majorité d'entre eux sont sur leur propre terre lignagère. La seule exception est le seigneur de la terre d'Angama, commerçant revenu tardivement au pays et seigneur du ciel. La partie Djambala est riche en supérieurs résidentiels d'appartenance paternelle, mais elle forme un rassemblement d'hommes moyens qui se soutiennent mutuellement.

## LES GROUPES LOCAUX

Si cette tendance s'avérait plus large, on peut proposer l'hypothèse que, dès que des aînés atteignent un statut économique et politique notable, ils ont intérêt à se mettre hors d'atteinte de la compétition courante dans un territoire. Ils échappent ainsi au système par le haut, mais doivent entrer dans le jeu lignager par la redistribution entre aînés. Au contraire, la recherche de foyers autonomes (artisans, planteurs) se fait du côté paternel par rapport aux aînés consanguins comme aux aînés alliés.

### L'idéologie paternelle

C'est un ensemble de pratiques et de réactions appuyées sur des déclarations fréquentes selon lesquelles la résidence privilégiée est paternelle. Ce fait, relevé dans le système paternel, semblait se référer à l'ancien temps et s'être prolongé aujourd'hui. Quelle est sa portée moderne ? Vision étrange: une catégorie d'aînés, dotée d'attaches principales maternelles, développe toujours le thème classique de la tradition !

Autrefois, l'unité de production essentielle était le hameau dans son entier. Il fallait en maintenir l'effectif. Les lignages, fournisseurs d'énergie, montraient une plus grande cohésion politique. La pratique de l'héritage des veuves dans le lignage défendait les hameaux contre les morts d'hommes adultes: les fils restaient là par un parent utérin du défunt. Le cycle résidentiel était alors de rythme différent et comportait un allongement du temps passé auprès d'un parent paternel, substitut du père. La bilatéralité des groupes locaux était à plus forte accentuation paternelle. D'autre part, un homme pouvait rester auprès d'un seigneur en arguant de la seule présence du tombeau de son père et de son hameau abandonné.

Cet univers a été bouleversé. L'unité de production s'est restreinte au foyer monogame ou polygame. Les aînés n'ont plus le même besoin d'avoir des dépendants locaux paternels, dont la lutte est par ailleurs vive. Les liens lignagers se sont distendus: un cadet est moins volontiers recueilli par un parent de son père. Le pouvoir des seigneurs du ciel, lié à l'accroissement des liens paternels et à leur substrat économique, a décliné. Leur autorité s'est rapprochée de celle des seigneurs de la terre. Après la colonisation, les chefs administratifs ont souvent été battus en brèche par des seigneurs de la terre en pleine restauration dans une organisation donnant la prééminence aux aînés lignagers. Le champ a été ainsi ouvert au développement maternel de la résidence.

Dès lors, l'idéologie paternelle recouvre une réalité transformée. Au sens strict, elle n'est plus guère à l'usage que de la catégorie de dépendants (cadets et adultes simples). On doit distinguer avec soin des attaches paternelles des aînés, ce problème tout différent qu'est la constitution et le maintien d'un corps de dépendants. "Tout l'honneur est d'habiter du côté du père": oui, d'autant plus incontesté que le cadet n'entre pas prématurément dans l'aire de concurrence, où il s'affirmerait comme aîné (ou révolté) sur des bases en partie modernes.

## LES GROUPES LOCAUX

L'idéologie est déclarée si on l'applique aux supérieurs locaux qui la proclament. Car eux, s'ils sont puissants, se réclament en secret d'une vision opposée, qui exprime les vrais moyens de contrôler dépendants et terre: c'est celle de la suprématie du lignage. Leur point de vue n'est pas toujours machiavélique, certains d'entre eux croient sincèrement à l'idéologie paternelle. Mais le système met en oeuvre des exigences qui infirment leurs idées. De surcroît, le prestige ne trouve pas à tout coup son inévitable correspondant dans l'autorité réelle. Les tombes des pères défunts inscrivent de toute façon sur le sol et dans les esprits une trace sans équivalent du côté maternel.

À l'issue du cycle complet, quelque chose se reforme. De même que les femmes recueillies reconstituaient un petit élément autochtone par retour social à la terre lignagère, de même un "retour" s'accomplit chez les hommes. Les supérieurs s'installent en force sur leurs bosquets utérins après le terme de leurs alliances. Ils y reçoivent des dépendants en partie maternels encore, si bien que le lignage se réalise sous forme locale entre ces hommes. Des liens familiaux les uniront si le parent dépendant a renoncé à pénétrer dans la fraction des supérieurs résidentiels; les relations seront tendues et chargées de rancunes si l'inférieur s'apprête à fonder son hameau. La sorcellerie lignagère sera le cadre de ces rapports.

## CONCLUSION

Pour éclairer les groupes locaux rencontrés, nous sommes passé du hameau à la partie de Terre et enfin à la Terre. Notre objectif était d'expliquer l'état de la résidence en la référant aux contradictions sociales opposant les diverses couches dans les modes de production de la société.

L'examen d'une Terre précise se justifiait par plusieurs raisons de fond. Du point de vue de ces modes de production, l'échange des dépendants résidentiels entre aînés (mouvement apparent) est en réalité un phénomène de **répartition par les aînés de l'énergie humaine dans la production** aux deux générations - au plus - qui suivent la répartition des productrices (et reproductrices biologiques). Dans le langage des formes sociales, un cycle d'échange résidentiel est amené par un cycle d'échange matrimonial. Pour une sociologie critique, un cycle de répartition amène l'autre.

Or, la Terre constitue (nous l'avons vu en étudiant "l'alliance") l'unité pertinente de ces deux répartitions. Par ailleurs, elle représente un ensemble foncier, formé de cinq terroirs et une zone d'échange (marchés). Nulle surprise à ce qu'elle soit aussi **une unité politique, juridique et rituelle**. La moisson de faits rassemblés en décrivant les groupes locaux traverse de la sorte tant le système des hameaux (I) que celui des lignages (II) ou les restes du système tributaire ancien, cependant que le capitalisme et l'Etat extérieurs exercent leur action sur eux. Ces données provoquent différents effets sur la nature des diverses couches.

## LES GROUPES LOCAUX

1) Les données numériques sur les groupes locaux nous ont permis de vérifier nos conclusions. La relation entre les modules résidentiels des supérieurs et les têtes de foyers annexes (= chefs de foyer non supérieurs) faisait ressortir une légère prédominance "paternelle". On peut penser que dans le système II (comme dans le système I dominé) cette forme est induite par les nécessités de direction de la production immédiate. Le modèle serait ici le lien "père-fils" (= engendreur-engendré) qui se prolongerait jusque dans les relations entre foyers d'un même hameau.

Mais tout aussi décisive est la relation des hommes adultes aux différents bosquets d'ancrage des résidences. Là, nous sommes avant tout à l'intérieur du système II lignager. Les bosquets, en dehors des droits d'usage, n'ont pas grand-chose à faire socialement avec le système I par hameau. Pour obtenir des résultats clairs, nous avons raisonné par catégories: supérieurs de groupe locaux et non-supérieurs. Cette méthode mettait en lumière une nette dominance maternelle pour les supérieurs. La fonction de répartition de l'énergie humaine dans les lignages l'emporte alors. Cette tendance s'inversait lorsqu'on passait au cas des non-supérieurs: de nouveau paternelle, puisqu'il fallait (26) que cette catégorie se plie au procès de direction du travail. Il ne s'agit que d'orientations prépondérantes, les deux fonctions lignagères (direction et répartition) oscillant autour d'un équilibre (27).

2) La segmentation résidentielle nous a contraint ensuite à des relevés minutieux. Elle regarde à la fois les systèmes I et II. Pour comprendre son mouvement, nous devons nous figurer le type de liens qui unit et oppose les aînés et leurs dépendants. Chaque aîné est à la tête d'un segment lignager qui exploite et domine plusieurs segments résidentiels d'une manière parfois très fragmentée. De même que l'unité de production du système I était le hameau, celle du système II est l'effectif dispersé du lignage sur sa terre. Celle-ci est si peu un ensemble concret immédiat qu'on ne prend même plus la peine de respecter ses limites valables surtout pour la chasse. L'essentiel se passe dans les rapports sociaux des aînés aux dépendants, leur donnant un pouvoir d'exploitation réalisable indirectement par le biais de la direction de la production immédiate - cette fonction réunifiant socialement un effectif épars. Segment "lignager" et segment résidentiel ("hameau") sont à peu près de même importance numérique; ce qui nous a conduit au principe de substitution: les dépendants "dirigés" remplacent les dépendants "répartis". Ou si l'on préfère: les "fils et filles" remplacent les "neveux et nièces" après la rupture résidentielle récurrente. Le retour des dépendants dirigés à leur lignage répartisseur est en fait un départ résidentiel. Ce "retour" n'avait de sens que social (28).

S'en tenir à une pure analyse économique relèverait de la science-fiction. Le rapport de production du système II nous apparaît dans la perspective résidentielle sous l'angle juridique avec le nkama (sanctionnant la séparation entre deux lignages). Toute une matière de liens politiques est mise en oeuvre pour la formation des hameaux et donc des foyers. Elle appelle des stratégies dans la catégorie d'aînés soit pour attirer des dépendants soit pour éliminer des concurrents. L'exposé de ce contexte est indispensable pour poser les conditions des segmentations.

## LES GROUPES LOCAUX

Une segmentation vise à créer une unité de production autonome dans le système II et par là à bénéficier du contrôle de sa distribution économique. Ce but explique les coupures entre segments "lignagers" et les ruptures entre segments de hameau. L'opération exige qu'un aîné mette en action tous les moyens politiques et idéologiques dont il dispose. Entre autres biais, il peut s'appuyer sur le groupe local du système I qu'il commande. Il peut viser également une stratégie interne au lignage. De toute manière, il devra encore tenir compte de l'extérieur.

Cette gamme très fournie de pratiques a été illustrée par l'analyse de la partie Kingambimi. Elle se concentrait dans des aires de compétition où régnaient les leaders: notables, chefs, seigneurs. Dans l'ensemble de la Terre Enku, elle jouait sur des inégalités entre parties (démographiques et sociales) qui relevaient d'une différenciation entre aînés.

3) Nous avons saisi ensuite le cycle de circulation résidentielle des hommes adultes, c'est-à-dire le cycle de leur répartition dans la production et dans l'espace de production à travers des rapports de catégories déterminés. L'objet de l'investigation était formé par les 142 hommes d'Enku. Avant d'obtenir le schéma général du cycle, nous le construisions à partir d'un individu. Le résultat était une stratification par groupes d'âge nous renseignant sur les points cruciaux: nombre de résidences dans une vie, réclamations de la remise *nkama*, appartenances résidentielles principales. Filiation et résidence nous y apparaissaient en opposition: les jeunes hommes étaient plus souvent nés sur place avec filiation externe, les vieux plus souvent nés au dehors avec filiation interne (directe ou indirecte).

Nous tirions deux conclusions. D'un côté, le pourcentage des appartenances maternelles croissait avec l'âge (DCBA = 13,6 %; 26,9 %; 62,5 %; 88,3 % par groupes d'âge). De l'autre, se dégageait un principe de substitution résidentielle, cette fois dans l'espace concret des activités et non plus dans l'espace social des "retours". Les dépendants "dirigés" remplacent les dépendants "répartis", ce qui équivaut à dire dans la transcription donnée par les formes sociales: "Les fils remplacent les neveux."

La substitution résidentielle brute relève du système I par hameau, dans lequel elle traduit la répartition de l'énergie humaine. Mais cette répartition est commandée par la reproduction du système II lignager. Cette observation nous livre la clé du phantasme collectif du "retour" social des individus dans leurs lignages. Il s'explique par le mécanisme du rapport de production du système II. Des dépendants "répartis" ("fils") partent bien un jour d'un hameau de leur groupe directeur ("pères") et ils se rendent vraiment dans un autre hameau de leur groupe répartiteur ("oncles"). Mais ce mouvement dans l'espace est vu par l'idéologie dominante comme "retour" à leur terre "lignagère", puisqu'ils ont toujours été soumis au rapport de leurs aînés du système II. La forme du rapport de production est alors principalement idéologique: c'est celle de la "possession lignagère". Ainsi les "fils" sont présentés comme venant remplacer des "neveux", alors que dans l'espace du travail concret ce sont les "neveux" qui remplacent les "fils". Les aînés exploitent alors dans leurs hameaux

## LES GROUPES LOCAUX

d'abord des fils, puis des neveux.

Cette stratification individuelle, encore insatisfaisante, cédait la place à une position du cycle de répartition **selon les catégories**. La structure tout entière commençait à se dessiner avec ses contradictions intrinsèques. Dans la catégorie des supérieurs de groupes locaux, un seul homme avait moins de 40 ans, 11 avaient entre 40 et 50 ans (sur une strate de 39 individus), 26 avaient plus de 50 ans (sur une strate de 53 individus). Il est tout aussi déraisonnable de nier le rôle décisif de la séniorité que de lui attribuer la place unique dans les causes d'ascension statutaire. Les bases de l'accumulation de cette catégorie (fraction de celle des aînés) se trouvent à la fois dans le système I et dans le système II: ce sont l'exploitation des dépendants de ses groupes locaux, la séniorité - élément du rapport productif lignager -, les prépondérances juridiques et idéologiques, le poids politique. Ces supérieurs sont parvenus au sommet parce qu'ils disposent du double élément cumulatif: "nièces" et "filles" (répartition et direction). Leurs groupes locaux s'appuient sur la reproduction multipliée ("polygamie") (voir tome II).

Ce qui est nouveau concerne la résidence et les pratiques qui lui sont liées. Quelles sont les déterminations qui pèsent sur ces supérieurs de hameau et les stratégies qu'ils tentent de mener ? Aucun homme adulte n'échappe aux lois d'ensemble de la distribution résidentielle, si bien qu'un aîné peut toujours être soumis à une rupture *nkama*; mais, selon le statut des aînés, des stratégies propres leur sont accessibles dans les limites précédentes.

Les chiffres sont éclairants. Pour la classe des supérieurs de hameau, une majorité d'entre eux (22 contre 15) demeure du côté maternel. Ce pourrait être uniquement le résultat des évictions sur un rythme accéléré, les aînés se retrouvant maîtres chez eux (leur terre "lignagère"), mais contraints et forcés de le faire. Un détail doit nous rendre attentif: presque tous les personnages politiques et économiques les plus considérables de la Terre sont dans cette position. Que les dépendants de leurs hameaux soient "maternels" ou "paternels" ne change rien à la persistance de leur direction à leur égard. Cependant, cette situation accentue sans doute la possibilité de stratégies plus lignagères (système II) appuyées sur un groupe local fort. Au contraire, les supérieurs du côté paternel sont plutôt des hommes de statut moyen, mettant davantage l'accent sur la production immédiate (avec renfort "lignager").

En tout cas, une observation est palpable: "paternels" et "maternels" s'évitent sur un même bosquet de rattachement. Ils s'arrangent pour habiter séparément, loin si possible. C'est peut-être l'indice, au-delà du conflit virtuel très visible, que deux types de fonctions et d'accumulations différents sont entrés en lutte sur les mêmes espaces.

Lorsqu'il s'agit des dépendants résidentiels adultes, la tendance s'inverse. Elle redevient paternelle en raison des nécessités imposées par la production immédiate des hameaux (rapports internes au système I, mais aussi relation de ce dernier au système II). L'idéologie paternelle qui prévaut chez les dépendants y trouve sa racine. Elle provoque le phantasme d'une préférence

résidentielle paternelle pour tous les habitants.

Dans ce cycle de répartition de l'énergie humaine des hommes adultes, la matière des appartenances parentales (maternelles ou paternelles) nous a renvoyé aux rapports des deux modes de production I et II et à leurs formes diverses juridiques, politiques ou idéologiques. Nous étions très loin de tenir avec ces éléments l'ensemble de la reproduction sociale, bien qu'ils en soient des pièces maîtresses. D'abord, cette recherche ne portait que sur la population masculine: c'était logique, puisqu'elle était seule déterminante. Nous laissons ainsi de côté le secteur domestique de la société et ne considérons que les secteurs marchands des systèmes I et II. Ensuite, nous omettions l'action de l'économie et de l'Etat extérieurs. La subordination des productrices dans le secteur domestique dominant est désormais connue. Quelle est l'influence du capitalisme ?

4) Elle ressortira avec d'autant plus de vigueur que nous nous étions concentré sur les phénomènes internes aux systèmes I et II, les décrivant pour eux-mêmes sans nous inquiéter de leurs causes externes. Celles-ci ont déjà été exposées dans leur suite historique. Il suffira de les spécifier par rapport à l'évolution de la résidence.

L'économie politique coloniale avait été cause de la dissolution de bon nombre de rapports de la société ancienne. La période actuelle en est l'aboutissement. Ainsi de la contradiction qui oppose aujourd'hui hameaux et foyers.

La domination du marché capitaliste sur la formation sociale kukuya s'est ajoutée aux phénomènes de destruction des liens politiques et économiques. Face au marché, l'énergie humaine des dépendants s'est trouvée "libérée" en partie des anciens rapports. De plus en plus, le producteur adulte a été confronté individuellement à une relation indépendante à la sphère marchande.

Cette tendance a agi très fortement et a déplacé et mis à nu les contradictions internes de la société. Les supérieurs de hameau du système I ont éprouvé les plus grandes difficultés à maintenir leur pouvoir d'exploitation sur les jeunes hommes ou sur les adultes simples. Les foyers s'autonomisèrent de plus en plus. La conséquence d'un tel mouvement fut de réduire les unités de production surtout aux foyers.

Mais les pratiques des aînés du système II allèrent en sens opposé. Ils voulaient bien passer à la "possession privée", mais ils entendaient perpétuer leur fonction de direction sur le procès de production immédiat des dépendants. Leur pouvoir politique sur les hameaux entra en conflit alors avec l'émancipation économique des dépendants, surtout cadets, contradiction qui n'est pas près de se résoudre. D'autre part, le champ de compétition entre aînés devint le lieu d'antagonismes violents où s'affrontèrent aînés, notables, chefs, seigneurs et adultes simples. On se trouvait maintenant dans le domaine de la lutte entre des petits producteurs marchands "lignagers". Certains misaient davantage sur leur pouvoir d'aînés de répartition, d'autres sur leurs groupes locaux, tous s'appuyaient sur les deux. L'issue de ces transformations fut



## LES GROUPES LOCAUX

l'émiettement des hameaux après segmentation et les ruptures entre segments de lignages.

Le poids du secteur marchand dans la société, la difficulté des aînés à contrôler ses mécanismes de distribution pour reproduire les rapports du système II expliquent le maintien du nkama et des ruptures résidentielles et l'éternisation d'une superstructure idéologique (où voisinent les liens "lignagers" et les résidus du système seigneurial).

L'incapacité à défendre un rapport d'exploitation aînés-dépendants se marque par l'accélération du rythme de la répartition résidentielle des hommes adultes. Les résistances des cadets, les oppositions internes à la catégorie d'aînés amenuisent la capacité d'extorsion du surtravail dans les groupes locaux. La fréquence des scissions, départs et ruptures est la conséquence du déplacement des rapports d'exploitation vers les aînés "alliés". Le système II a ainsi changé de visage, accentuant son caractère de rente marchande pour une catégorie d'aînés modifiée.

## LES GROUPES LOCAUX

### NOTES

(1) Par souci de discrétion plus que par goût d'unités standardisées.

(2) Les hommes adultes sont en noir. Adulte veut dire qu'ils ont leur propre maison.

(3) L'homme A a deux lignages ancrés dans la Terre Abila: celui de son père et celui du père de sa mère.

(4) C'est pourquoi beaucoup d'études sur la sorcellerie tendant à en faire un discours plein et une pratique sans trous, soit par des descriptions empiriques, soit par des réductions logiques, tombent dans des rationalisations extérieures au problème.

(5) Le lignage paternel de sa mère est encore à Illakuya. D'autre part, Abila, sa Terre de naissance, et Kuma, celle de sa femme, sont contiguës.

(6) Qu'il faudrait développer par des études plus poussées dans divers cas bien choisis.

(7) Le système I comprend lui aussi son niveau propre de magie d'agression et même de sorcellerie.

(8) Pour se distinguer des autres hameaux Aba, le fondateur a choisi pour le sien un autre nom.

(9) La dot ouvre l'accès à la terre, à condition que le lignage de l'époux antérieur ait abdiqué les droits sur les enfants.

(10) Ou du lignage paternel de sa mère, mais, dans la partie Djambala, il n'y en a pas.

(11) La séniorité a presque toujours été vue par ses seuls aspects positifs explicites. Mais on ne la saisit pas totalement si on ne la relie pas à la difficulté d'exploitation des hommes dans le mode de production II (lignager).

(12) Terme plus vaste que celui de "bilatéraux": il englobe des parents par alliance.

(13) En présence de deux frères siblings, dont l'un est supérieur de hameau, un choix se pose entre côtés maternel et paternel: il a été résolu en suivant l'orientation imprimée par le bosquet d'ancrage du groupe local.

(14) Au-dessus de deux femmes.

(15) Munyo, Mbuubi, Ntsekampika I, Mampene III et IV, Bidziki, Kingantsele et Bankili.

(16) Tribes Without Rulers, où les auteurs usent du terme dans leur introduction, mais pour désigner un type de rupture lignagère (Middleton et Winter 1967, I-V).

## LES GROUPES LOCAUX

(17) Comme ce fut le cas dans d'autres régions congolaises de 1965 à 1975.

(18) Avec prédominance correspondante du côté paternel (direction du travail).

(19) "Côté" est à présent un terme global, définissant la position de l'homme concerné: s'il commande un hameau, c'est le rapport au bosquet fondant ses droits; s'il n'est pas supérieur local, c'est la relation parentale avec l'homme au nom de qui il réside (supérieur ou non).

(20) Parenté de village et parenté par la terre sont souvent liées sous la colonisation dans leur forme résidentielle.

(21) Dans les strates A et B, les "autres relations" étaient souvent des liens d'alliance à une parente maternelle: il est significatif qu'à partir de C on trouve des alliés de parentes paternelles.

(22) Soit plus d'un cinquième: peut-être faut-il rapprocher ce chiffre de la proportion d'alliances nouées avec des épouses ayant leur lignage dans la Terre, soit 18,5 %. En ce cas, le repli sur le côté maternel peut se faire dans les bornes du territoire.

(23) "Ligne" signifie plusieurs lignées partant d'un même point origine.

(24) Et bien sûr les rapports interlignagers.

(25) Cependant, cette non-séparation n'est pas la même pour des cadets et des femmes. La dot a fait voir la séparation qui s'installait avec le produit marchand des cadets. De même ici, le rapport marchand amène un début de séparation résidentielle: les droits fonciers sur la terre des bosquets.

(26) Du point de vue des aînés.

(27) La composition de la "dot" en était révélatrice.

(28) La perspective critique de la sociologie conduit à un autre résultat que la théorie locale élaborée et l'opinion commune.

## ANNEXES

### 1 LA DATATION DU HÉROS-FONDATEUR

Une cinquantaine de généalogies de seigneurs du ciel ont permis d'établir un seuil maximum de 16 générations et un seuil minimum de 8. Entre ces deux "fenêtres", on pose une moyenne de 9 à 10 générations, en tenant compte du système successoral, et on parvient à cette date approximative de 1750 (plus ou moins cinquante ans). On a évalué une génération à 25 ans. Ce seul indice serait très fragile s'il n'était corroboré par d'autres concordances historiques, obtenues séparément: diffusion des emblèmes nkobi chez les Tio (Vansina 1965), recoupements de certains titres et personnages (M.C. Dupré) chez les Tsaayi.

### 2. L'HISTOIRE DE LA FORGE

L'histoire de la force est un vaste terrain qu'a surtout défri-ché M.C. Dupré, déjà citée pour l'ensemble de l'aire interethnique. Son étude porte sur forge et métallurgie. Les récits des chroniqueurs Kukuya, à publier, disent que la forge a été introduite de l'extérieur (Ntsabi) par un descendant de Mubie. Divers indices tendent à suggérer qu'ils ont connu la forge avant et auraient pu même abandonner l'extraction du minerai, devenu accessible par les échanges. Seule l'archéologie (fouilles de M. Lanfranchi et de ses assistants) pourrait trancher.

### 3. DEUX NUANCES À L'HISTOIRE PRÉCOLONIALE

Deux nuances doivent être apportées à mon histoire précoloniale, à la suite de mes enquêtes de 1982-85. Le non-travail d'un aristocrate du ciel était plus limité que ne je le dis: il s'appliquait surtout au domaine de l'agriculture et de la chasse aux jours sacrés. Des seigneurs du ciel et de la terre ont été eux-mêmes forgerons. Ce point reste controversé, parce que les opinions divergent - et peut-être les pratiques anciennes.

D'autre part, le catalogue des biens dotaux a parfois inclus des objets forgés, contrairement à ce que j'affirme. Cependant, le témoignage d'un habitant sur l'artisanat corrigeait déjà cette vue.

## BIBLIOGRAPHIE

Althabe (G.) 1962. "Problèmes socio-économiques du Nord-Congo", **Cahiers de l'I.S.E.A.**, n° 131 (série V), n° 5, pp. 189-282.

Althusser (L.) 1968. **Lire le Capital**, Paris, Maspero (en collaboration avec E. Balibar).

Amin (S.) 1973. **L'Echange inégal et la loi de la valeur**, Paris, Anthropos.

Amin (S.) et Coquery-Vidrovitch (C.) 1969. **Histoire économique du Congo (1880-1968)**, Paris, Anthropos.

Andréani (T.) 1978. La Coopération (inédit, communiqué par l'auteur, Université de Paris X-Nanterre).

Balandier (G.) 1955a. **Sociologie de l'Afrique Noire**, Paris, Presses universitaires de France.

— 1955b. **Sociologie des Brazzavilles noires**, Paris, Presses universitaires de France.

Balibar (E.) 1968. **Lire le Capital**, Paris, Maspero (en collaboration avec L. Althusser).

Bastiani (L.) 1956-57. Etude socio-économique du plateau koukuya, Brazzaville, Direction générale des services économiques et Plan. Service de la statistique générale. (rapport ronéo).

Bernardet (Ph.) 1980. Contribution à l'étude du procès de travail agricole des sociétés traditionnelles d'Afrique noire, Thèse de troisième cycle, Université de Paris V (2 vol).

Bertrand (H.) 1975. **Le Congo. Formation sociale et développement économique**, Paris, Maspero.

Bonnafé (P.) 1968. "Une classe d'âge politique: la J.M.N.R. de la République du Congo-Brazzaville", **Cahiers d'études africaines** (Paris), VIII, 31, pp. 327-68.

— 1969. "Un aspect religieux de l'idéologie lignagère", **Cahiers des religions africaines** (Lovanium), 3, pp. 209-97 (sur le nkira des Kukuya).

## BIBLIOGRAPHIE

- 1970. "Objet magique, sorcellerie, fétichisme?", **Nouvelle revue de psychanalyse** (Paris), automne, pp. 158-92.
- 1973. "Une grande fête de la vie et de la mort: le miyali des Kukuya", **L'Homme** (Paris), XIII, 1-2, pp. 99- 166.
- 1975. "Les formes d'asservissement chez les Kukuya", pp. 529-55 in C. Meillassoux (prés.), **L'Esclavage en Afrique précoloniale**, Paris, Maspéro.
- 1985a. "Age et sexe matériels et sociaux: un exemple congolais", pp. 39-55 in M. Abélès et C. Collard (prés.), **Age, pouvoir et société en Afrique noire**, Paris, Karthala.
- 1985b. "Stratégies alimentaires des femmes d'une région congolaise", pp. 498-508 in **Femmes et politiques alimentaires**, Actes du Séminaire international ORSTOM-CIE, 14-18 janv. 1985, Paris, ORSTOM-CIE.
- Brazza (J. de) 1887. "Tre anni e mezzo nelle regione dell'Ogooue e del Congo", **Bolletino della Società di geografia italiana**, pp. 224-37, 309-24, 356-80.
- Brazza (P. Savorgnan de) 1966. "Les Cahiers de Brazza (1880-1882)", édités par H. Brunschwig, **Cahiers d'études africaines**, VI, 22.
- Brunschwig (H.) 1972. **Brazza explorateur. L'Ogooué (1875-1879)**, Paris-La Haye, Mouton.
- Copans (J.) 1973. Stratification sociale et organisation agricole dans des villages wolof-mourides du Sénégal, Thèse de troisième cycle, Ecole pratique des hautes études, 6e section, Paris (2 vol.).
- Coquery-Vidrovitch (C.) 1969. **Brazza et la prise de possession du Congo: la mission de l'Ouest africain, 1883-1885**, Paris-La Haye, Mouton.
- 1972. **Le Congo au temps des Grandes Compagnies concessionnaires: 1898-1930**, Paris-La Haye, Mouton.
- Dupré (G.) 1982. **Un ordre et sa destruction**, Paris, ORSTOM.
- 1985. **Les Naissances d'une société. Espace et historicité chez les Beembé du Congo**, Paris, ORSTOM.
- et Rey (P.Ph.) 1969. "Réflexions sur la pertinence d'une théorie de l'histoire des échanges", **Cahiers internationaux de sociologie** (Paris), pp. 133-62.
- Dupré (M.C.) 1972. La Dualité politique chez les Téké de l'Ouest. Pouvoir tšaayi et pouvoir nzinké, Thèse de troisième cycle, Université de Lyon.

## BIBLIOGRAPHIE

-- 1973. "Contribution à l'histoire de la République populaire du Congo. Les Teke-taayi des origines à 1898", **Annales de l'université** (Brazzaville) t. IX (A.B.), pp. 55-82.

-- 1974. "Les Femmes Mukisi chez les Teke-tsaayi. Rituel de possession et culte anti-sorcier", **Journal de la Société des africanistes** (Paris), XLIV, fasc. 1, pp. 53-69.

-- 1978. "Comment être femme. Un aspect du rituel Mukisi chez les Teke de la République populaire du Congo", **Archives de sciences sociales des religions** (Paris), n° 461, pp. 57-84.

-- 1981-82. "Pour une histoire des productions: la métallurgie du fer chez les Teke. République populaire du Congo", **Cahiers de l'ORSTOM**, série Sciences humaines, vol. XVIII, n° 2, pp. 195-223.

-- 1984. Naissances et renaissances du masque kidumu. Art, politique et histoire chez les Teke-tsaayi. Congo. Thèse d'Etat, Université de Paris V (2 vol.).

Dusselje (E.) 1910. **Les Tégué de l'Alima (Congo français)**, Anvers.

Favret-Saada (J.) 1977. **Les Mots, la mort, les sorts: la sorcellerie dans le Bocage**, Paris, Gallimard.

Guattari (F.) Recherches en cours (revue trimestrielle de la Fédération de Groupes d'études et de recherches institutionnelles, 1966-75) Paris.

Guillot (B.) 1973. **La Terre Enkou (Congo). Atlas des structures agraires au sud du Sahara**, Ecole pratique des hautes études, 6e section, Paris.

Guiral (L.) 1889. **Le Congo français**, Paris.

Lévi-Strauss (C.) 1967. **Structures élémentaires de la parenté**, Paris, Plon.

Marx (K.) 1950. **Le Capital**, Paris, Editions sociales (8 tomes).

-- 1963. **Critique de l'économie politique**, Paris, Gallimard.

-- 1967. **Fondements de la critique de l'économie politique**, Paris, Anthropos (2 tomes).

Mazenot (G.) 1966. "L'Occupation du bassin de la Likouala-Mossaka. 1909-1914", **Cahiers d'études africaines** (Paris), VI, 22, pp. 268-307.

Meillassoux (C.) 1964. **Anthropologie économique des Gouro de Côte d'Ivoire**, Paris, Mouton.

-- 1975. **Femmes, greniers et capitaux**, Paris, Maspero.

## BIBLIOGRAPHIE

Miletto (Dr) 1951. "Notes sur les ethnies de la région du haut Ogooué", **Bulletin de l'Institut des études centrafricaines** (Brazzaville), II, vol. 2, pp. 19-48.

Ngoulou (S.) 1985. L'Artisanat textile kukuya: tradition et évolution contemporaine, Mémoire D.E.S., Université Marien Ngouabi, Département d'Histoire, Brazzaville.

Nizan (P.) 1965. **Les Matérialistes de l'antiquité**, Paris, Maspero.

Olivier de Sardan (J.P.) 1975. "Afrique, qui exploite qui?", **Temps modernes** (Paris), mai, pp. 1530-52.

Paulian (C.) 1975. **Le Kukuya, langue teke du Congo. Phonologie et classes nominales**, Paris, SELAF.

Payeur-Didelot (J.F.) 1900. **Trente mois au continent mystérieux. Gabon, Congo et côte occidentale**, Paris.

Pecile (A.) 1887. **Bolletino della società geografia italiana**, pp. 450-81.

Rey (P.Ph.) 1971. **Colonialisme et néo-colonialisme et transition au capitalisme. Exemple de la Comilog au Congo-Brazzaville**, Paris, Maspero.

-- 1976. **Capitalisme négrier**, Paris, Maspero.

Sahlins (M.D.) 1961. "The Segmentary Lineage: an organisation of predatory expansion", **American Anthropologist** (New York), vol. 63, pp. 322-45.

-- 1976. **Age de pierre, âge d'abondance: l'économie des sociétés primitives**, Paris, Gallimard (traduit de l'anglais, Stone-Age Economics, Chicago, Aldine-Atherton, 1972, par T. Jolas).

Samba (M.) 1982. "Domination impérialiste et problèmes d'organisation territoriale de l'économie congolaise", **Mvété** (Brazzaville), (numéro spécial "Plan quinquennal").

Sautter (G.) 1953. **Les Villages des plateaux batéké et le problème de l'eau**, Brazzaville, IEC, pp. 1-17 (rapport ronéo).

-- 1960. "Le Plateau congolais de Mbe", **Cahiers d'études africaines**, II, 2, pp. 5-48.

-- 1966. **De l'Atlantique au fleuve Congo. Une géographie du sous-peuplement**, Paris, Mouton (2 vol.).

Soret (M.) 1959. **Les Kongo nord-occidentaux**, Paris, Presses universitaires de France.



## BIBLIOGRAPHIE

-- 1973. **Les Teke de l'Est**, essai sur l'adaptation d'une population, Lille, Service de reproduction de thèses.

Terray (E.) 1969a. **Le Marxisme devant les sociétés primitives**, Paris, Maspero.

-- 1969b. **L'Organisation sociale des Dida de Côte d'Ivoire**, Abidjan,

Vansina (J.) 1965. **Les Anciens royaumes de la savanne**, Léopoldville, IRES.

-- 1973. **The Tio Kingdom on the Middle Congo 1880-1892**, London, Oxford University Press.

Van Wing (R.P.) 1921. **Etudes bakongo. Histoire et sociologie**, Bruxelles, Goemaere.

## LISTE DES ILLUSTRATIONS

Tableau 1.	La concentration humaine du Congo rural	21
Tableau 2.	Le cycle des marchés	78
Tableau 3.	Taux de quelques objets et démarches courants	79
Tableau 4.	Les produits du secteur 1 consommés chaque jour	150
Tableau 5.	Les formes du travail sur les différents types de champ	167
Tableau 6.	Formes de travail par type de champ et par espèces cultivées	178
Tableau 7.	Le calendrier agricole du secteur 2 en 1965 par produits et par procès de travail	196
Tableau 8.	Calendrier agricole complet	279
Tableau 9.	Les résultats bruts des marchés de la Terre Enku en 1967	280
Tableau 10.	Revenus du tabac et formes sociales	282
Tableau 11.	Les revenus en tabac moderne sur le plateau dans les marchés de mai 1967	300
Tableau 12.	Le partage par espèce et type de travail engagé	321
Tableau 13.	L'origine de naissance des femmes mariées	392
Tableau 14.	Ecart entre le pourcentage de femmes mariées à Enku et la place démographique de chaque Terre dans l'ensemble du plateau	393
Tableau 15.	L'origine de filiation utérine des hommes adultes	400
Tableau 16.	L'origine de naissance des hommes adultes	401
Tableau 17.	Hiérarchie des seigneurs de la terre	405
Tableau 18.	Nombre de hameaux en 1912 et en 1954	408
Tableau 19.	La structure des groupes locaux dans la partie Djambala	430
Tableau 20.	Historique de l'habitat: Angama	434
Tableau 21.	Historique de l'habitat: Kingambimi	435
Tableau 22.	La relation des hommes habitant la Terre avec les bosquets de leur partie	440
Tableau 23.	La partie de Terre Kingambimi: hameaux et lignages des hommes adultes	446
Tableau 24.	Les parties de Terre bénéficiaires en population	455
Tableau 25.	Les parties de Terre déficitaires en population	456
Tableau 26.	Origine résidentielle des hommes par strate d'âge	461

# LISTE DES ILLUSTRATIONS

Figure I	Situation géographique du plateau kukuya	x
Figure II	Les plateaux bateke	16
Figure III	Les routes de commerce à la fin du 19e siècle	24
Figure IV	Densités de population	37
Figure V	Implantation de Mubie dans les Terres du plateau	38
Figure VI	Implantation des écoles catholiques	40
Figure VII	La Terre Enku: parties de Terre et zone résidentielle	153
Figure VIII	Habitat ancien et moderne (1965)	380
Figure IX	Habitat ancien et moderne (1967)	381
Figure X	Partie de Terre Biliki-Djambala: relations des supérieurs de hameaux aux bosquets de lignage	427
Figure XI	Bosquets correspondant à des lignages vivants dans la partie de Terre Kingambimi	428

## TABLE DES MATIÈRES

### TOME PREMIER

#### LE PLATEAU KUKUYA (CONGO)

#### Une micro-société de d'époque précoloniale à l'indépendance

Sommaire / vii

Avant-propos / ix

Introduction / 1

Notes / 13

Chapitre 1. Le pays et ses habitants / 15

Un paysage singulier / 15

Un peuple original / 19

Un environnement social mouvant / 23  
un lointain passé - la coupure coloniale

Un cadre moderne enclavé et dominé / 29

Notes / 35

### PARTIE I HISTOIRE DU PLATEAU KUKUYA

Chapitre 2. Le temps des ancêtres (Ba nkaka a nkaka): 17e-19e siècles / 41

Le premier système politique ancien: 16e et 17e siècles / 41

## TABLE DES MATIERES

Le second système politique ancien: 18e et 19e siècles / 46  
les récits concernant l'histoire d'un homme appelé Mubie -  
le pouvoir mpu - le système politique proprement dit -  
l'économie politique de l'époque

Notes / 86

### Chapitre 3. La dépossession coloniale / 91

Voyageurs et explorateurs européens du 19e siècle:  
1880-1905 / 91

Conquête et implantation administrative: 1905-1920 / 92  
le moment de la conquête - les débuts de l'installation  
coloniale: méthodes et résistances - la manière dont a été  
perçue la conquête coloniale et ses effets

La mise en route de l'économie coloniale: 1920-1939 / 99  
le travail forcé - les transformations juridiques et  
politiques

Le développement des cultures commercialisables et du  
salarial: 1930-1956 / 102  
la mission catholique - la vie économique et politique de  
l'ensemble du plateau - état de la production et des  
revenus de l'ensemble du plateau en 1955 - bilan de la  
phase 1930-1956 - de la loi-cadre à l'indépendance  
nationale: 1957-1963 - la conjoncture politique: 1956-1963

Le mouvement JMNR: 1964-1967 / 130

Notes / 131

### Chapitre 4. Repérage des modes de production et aperçu de leur mouvement / 135

La formation sociale à la fin du 19e siècle / 135  
l'ère de la terre - l'ère du ciel

La formation sociale coloniale / 139

La formation sociale moderne / 140

Notes / 142

## TABLE DES MATIERES

### PARTIE II LA TERRE DES TRAVAUX QUOTIDIENS Les procès de travail

#### Chapitre 5. L'agriculture / 149

- Le secteur 1 d'utilité immédiate / 149
  - les procès de travail - repérage des unités de travail par types de champs - le système de la jachère, repérage de l'unité de rotation - espace de travail et espace de production - espace et nature de la rotation - le calendrier agricole et le temps de production dans l'année "traditionnelle" - la coopération objective et subjective
- Le secteur 2 d'échange / 190
  - les plantations de bosquet de l'ère précoloniale: 19e siècle - les champs de tabac et de haricots modernes - le pseudo-système de jachère - le calendrier agricole et les temps de travail - le recrutement des travailleurs
- La portée de la simulation moyenne dans la branche agricole / 199
- Le recrutement des unités de travail agricoles / 199
  - Pourquoi l'âge est-il un élément intrinsèque des forces productives ? - Pourquoi le sexe biologique est-il un élément intrinsèque des forces productives ? - l'âge et le sexe techniques dans le travail agricole
- Notes / 206

#### Chapitre 6. Les branches d'activité annexes / 209

- Les cultures de hameaux et les arbres fruitiers / 209
- L'élevage / 210
- Collecte et cueillette / 211
  - la collecte des sauterelles - la collecte des chenilles
- La chasse (mbi) / 218
  - la petite chasse - la grande chasse
- Artisanats anciens et modernes et autres activités / 226
  - le tissage - la forge - la vannerie - les travaux artisanaux modernes - les autres activités - la technique artisanale
- Notes / 234

## TABLE DES MATIERES

### PARTIE III LA TERRE DES TRAVAUX QUOTIDIENS Les rapports de production

#### Chapitre 7. **L'agriculture: production / 241**

Le secteur 1 d'usage immédiat / 241  
détermination des unités de production - le fonctionnement interne des unités simples familiales - la nature réelle du rapport familial - le rapport lignager - le rapport au dehors

Le secteur 2 agricole d'échange / 268  
le rapport familial - le rapport lignager - les revenus marchands du secteur agricole - le problème du travail social - l'assujettissement au marché capitaliste

Articulation de I, II et III dans l'agriculture / 298  
les revenus en tabac moderne sur le plateau dans les marchés de mai 1967 - deux conséquences des rapports de production agricoles

Notes / 308

#### Chapitre 8. **Les branches d'activité annexes: production / 313**

Les cultures de hameaux et les arbres fruitiers / 313

L'élevage / 317

La collecte / 319

La chasse / 329  
la petite chasse - la grande chasse

L'artisanat et les autres activités / 343  
le tissage - la forge selon Mpolenga - synthèse de l'artisanat: les rapports de propriété - les autres activités

Notes / 355

#### Chapitre 9. **L'échange et la répartition des biens / 361**

Les circuits non matrimoniaux / 361

Le circuit matrimonial / 363

La richesse / 368  
les commerçants - les ngàà - la nature de la richesse

## TABLE DES MATIERES

### PARTIE IV LA TERRE DES HAMEAUX Morphologie sociale d'une Terre

#### Chapitre 10. Les règles de résidence / 383

Rappelle des règles mentionnées / 383

Insuffisance de la notion de virilocalité / 384

Le cas théorique selon les habitants / 385

la mise en évidence du point de rupture - les droits  
résidentiels d'un homme et leur rapport à la filiation, la  
descendance et à l'alliance matrimoniale - la nature de la  
terre lignagère

Notes / 390

#### Chapitre 11. Les mariages actualisés / 391

La répartition résidentielle des épouses dans la Terre / 391

La répartition des épouses dans la Terre selon  
la filiation lignagère / 393

Les femmes recueillies par des parents à Enku / 395

Notes / 397

#### Chapitre 12. Résidence virtuelle et résidence réelle / 399

Tableau de la résidence virtuelle / 399

la filiation utérine des hommes adultes - la provenance  
résidentielle des hommes adultes - la relation entre les  
hommes mariés habitant la Terre Enku et ses bosquets  
lignagers - la répartition des producteurs et productrices  
adultes dans la Terre

Analyse historique / 404

la phase précoloniale - la phase coloniale: la formation de  
villages regroupés - le temps de dispersion: vers l'époque  
actuelle

Notes / 412

#### Chapitre 13. Les groupes locaux / 413

Description d'un hameau / 413

histoire du hameau - la structure du groupe local - la  
mort du fondateur: marque du destin futur du hameau



## TABLE DES MATIERES

Description d'une partie de Terre / 422
périodisation de l'habitat - la structure des groupes locaux
Description d'une Terre / 434
données numériques sur les autres parties de Terre - la segmentation résidentielle - les différences entre les cinq parties de la Terre Enku
La circulation résidentielle des hommes / 458
description de la circulation des hommes dans la Terre - la forme de la circulation résidentielle des hommes
Pratiques et stratégies: le champ de leur exercice / 469
modifications dans l'habitat - le rapport entre les <u>ngaantsie</u> (CP) et les <u>mwana kibalika</u> (CP) - les statuts respectifs des supérieurs locaux selon leur côté (CM ou CP) - l'idéologie paternelle
Conclusion / 473
Notes / 479
 Annexes / 481
 Bibliographie / 483
 Liste des illustrations / 489

Imprimé par INSTAPRINT S.A.  
264-268, rue d'Entraigues — B.P. 5927 — 37059 TOURS Cedex  
Tél. 47 38 16 04

ORSTOM Éditeur  
Dépôt légal : Octobre 1987

## RÉSUMÉ :

Qu'on s'imagine un petit «pays», perdu dans une savane congolaise, qu'on se représente son peuple avec sa riche histoire souvent inconnue, de la lointaine ère communautaire de la «terre» à l'ère tributaire du «ciel» (après 1750 environ) jusqu'à la rupture coloniale.

L'histoire doit nous servir à mieux comprendre le présent proche. L'agriculture vivrière des femmes, l'agriculture commercialisable des hommes, la chasse, les artisanats... sont pris dans un mouvement qui oppose l'État et le marché aux communautés domestiques. Les femmes y apparaissent comme les grandes exploitées de la société, au dedans comme au dehors (livre premier).

Mais les «Terres» rurales ne sont pas qu'un lieu objectif, où s'enracinent leurs productions. Elles sont aussi un lieu d'initiative politique, où s'imbriquent les différents pouvoirs : familiaux, lignagers, seigneuriaux et modernes. Notre effort a consisté à décrire ces réseaux complexes et à les intégrer dans la théorie sociologique. N'est-ce pas l'un des moyens de rompre l'écart du «sous-développement» ici comme ailleurs ? (livre second)

*Pierre Bonnafé est sociologue au CNRS (Laboratoire de Géographie et Sociologie Africaine) et associé au Département H de l'ORSTOM. Il a mené parallèlement des enquêtes au Congo et au Burkina Faso de 1965 à 1987, avec pour point commun de ne pas séparer économie et politique dans l'étude de sociétés rurales.*

ISSN : 0371-6023

ISBN : 2-7099-0870-0 (édition complète)

ISBN : 2-7099-0871-9 Livre I

Éditions de l'ORSTOM

70, route d'Aulnay F-93140 BONDY

Maquette : M.A. BRAY